LÉNINE

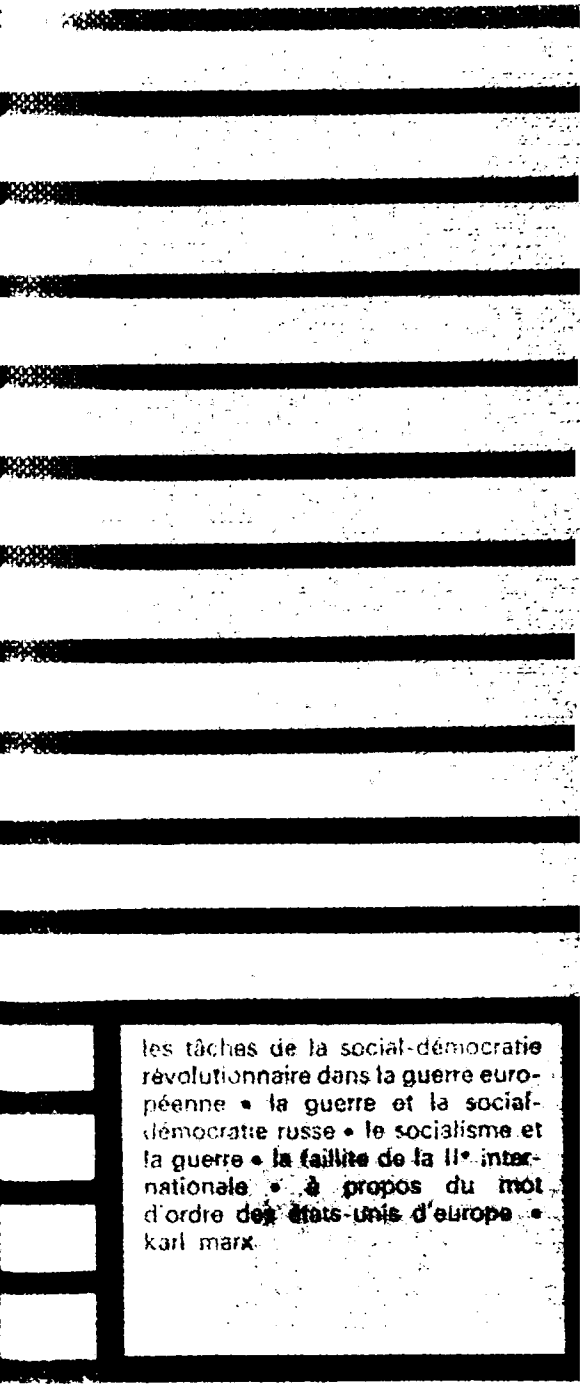
œuvres

tome
21

août
1914

décembre
1915

LÉNINE



les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne • la guerre et la social-démocratie russe • le socialisme et la guerre • la faillite de la IIe internationale • à propos du mot d'ordre des états-unis d'europe • karl marx

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

21

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IX^e CONGRES DU P.C.(b)R.
ET DU II^e CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА при ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
21

Août 1914 - décembre 1915

EDITIONS SOCIALES • PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES • MOSCOU
1960

PREFACE

Le tome 21 rassemble les œuvres rédigées par Lénine entre août 1914 et décembre 1915. Lénine y lève le drapeau de la lutte contre la guerre impérialiste et le social-chauvinisme international, il y expose les fondements de la théorie et de la tactique du Parti bolchévik sur les questions de la guerre, de la paix et de la révolution.

Certains écrits dont « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne », « La guerre européenne et le socialisme international », « La guerre et la social-démocratie russe », « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste», « Le socialisme et la guerre » ont pour objet principal de porter un jugement sur la guerre et de définir les tâches qui incombent au parti du prolétariat et au mouvement ouvrier international.

Une partie importante de ce tome est constituée par des articles dénonçant le social-chauvinisme et le centrisme sur le plan international et analysant les raisons de la faillite de la IIe Internationale. Ce sont : « La faillite de la IIe Internationale », « La lutte contre le social-chauvinisme », « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste », « Les marxistes révolutionnaires à la Conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915)», etc.

Plusieurs écrits sont essentiellement dirigés contre le social-chauvinisme en Russie : « Les Südekum russes », « Sous un pavillon étranger », « De la situation dans la social-démocratie russe », « La défaite de la Russie et la crise

révolutionnaire », « A propos des deux lignes de la révolution », etc.

Dans l'article « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », rédigé en août 1915, Lénine formule sa célèbre thèse sur la possibilité pour le socialisme de triompher d'abord dans quelques pays ou même dans un seul pays.

Ce tome contient l'étude « Karl Marx », exposé à la fois concis et exhaustif de la doctrine de Marx.

On trouvera également quatre écrits de Lénine qui figurent pour la première fois dans ses Œuvres. Les deux lettres, « Lettre à la Commission socialiste internationale » et « Lettre au *Vorwärts* et à la Wiener *Arbeiter-Zeitung*, mettent à nu la nature impérialiste de la première guerre mondiale et la trahison des intérêts de la classe ouvrière par les chefs de la IIe Internationale. Quant aux deux textes : « Quelle « unité » Larine a-t-il proclamée au congrès suédois ? » et « Lettre du Comité central du P.O.S.D.R. à la rédaction de « Naché Slovo », ils sont dirigés contre le courant liquidateur et le social-chauvinisme en Russie.

LES TACHES DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE DANS LA GUERRE EUROPEENNE[1]

LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE ET LA GUERRE EUROPEENNE

Nous avons appris de source digne de foi que des dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ont tenu dernièrement une conférence sur le problème de la guerre européenne. Cette conférence n'avait pas un caractère absolument officiel, car le Comité central du P.O.S.D.R. n'avait pu encore se réunir en raison des multiples arrestations et de la répression sans précédent dont il est l'objet de la part du gouvernement tsariste. Mais nous savons fort bien que cette conférence a réellement exprimé l'opinion des milieux les plus influents du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

La conférence a adopté la résolution ci-après, que nous reproduisons dans son texte intégral, à titre de document :

RESOLUTION D'UN GROUPE DE SOCIAL-DEMOCRATES

1. La guerre européenne et mondiale présente tous les caractères d'une guerre bourgeoise, impérialiste, dynastique. La lutte pour les marchés et pour le pillage des autres Etats, la volonté d'enrayer le mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la démocratie à l'intérieur des pays belligérants, la tentative de duper, de diviser et de décimer les prolétaires de tous les pays en jetant les esclaves salariés d'une nation contre ceux d'une autre au profit de la bourgeoisie, tel est le seul contenu réel de la guerre, telle est sa signification.

2. L'attitude des chefs du parti social-démocrate allemand, — le plus fort et le plus influent des partis de la IIe Internationale (1889-1914), — qui ont voté le budget de guerre et qui reprennent la phraséologie bourgeoise et chauvine des hobereaux prussiens et de la bourgeoisie, est une trahison pure et simple du socialisme. Cette attitude ne peut se justifier en aucune façon, pas même en supposant que le parti social-démocrate allemand soit extrêmement faible et provisoirement obligé de se plier à la volonté de la majorité bourgeoise de la nation. En fait, dans la situation présente, ce parti a pratiqué une politique national-libérale.

3. L'attitude des chefs des partis social-démocrates belge et français, qui ont trahi le socialisme en entrant dans les ministères bourgeois[2], mérite d'être condamnée au même titre.

4. La trahison du socialisme par la majorité des chefs de la IIe Internationale (1889-1914) signifie la faillite idéologique et politique de cette dernière. Cette faillite a pour cause fondamentale la prédominance au sein de l'Internationale de l'opportunisme petit-bourgeois, dont le caractère bourgeois et le danger qu'il constituait étaient depuis longtemps déjà signalés par les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les opportunistes avaient préparé de longue date la faillite de la IIe Internationale, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous couleur de patriotisme et de défense de la patrie et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. L'un des organes internationaux de l'opportunis-

me, la revue allemande *Sozialistische Monatshefte*[3], qui a depuis longtemps adopté une attitude national-libérale, célèbre aujourd'hui, à très juste titre, sa victoire sur le socialisme européen. Le « centre » du parti social-démocrate allemand et des autres partis social-démocrates a, en fait, lâchement capitulé devant les opportunistes. La future Internationale doit débarrasser définitivement et résolument le socialisme de ce courant bourgeois.

5. Parmi les sophismes bourgeois et chauvins dont usent le plus souvent, pour duper les masses, les partis et les gouvernements bourgeois des deux principales nations rivales du continent : la France et l'Allemagne, et que les opportunistes socialistes avérés ou camouflés qui se traînent servilement à la remorque de la bourgeoisie répètent après eux, il faut tout particulièrement noter et stigmatiser les suivants:

lorsque les bourgeois allemands prétendent qu'ils défendent la patrie, qu'ils luttent contre le tsarisme, qu'ils protègent le libre développement culturel et national, ils mentent, car les hobereaux prussiens, Guillaume en tête, et la grande bourgeoisie allemande ont toujours eu pour politique de défendre la monarchie tsariste, et ils ne manqueront pas, quelle que soit l'issue de la guerre, de faire tous leurs efforts pour la soutenir ; ils mentent car, en réalité, la bourgeoisie autrichienne a entrepris contre la Serbie une guerre de rapine, car la bourgeoisie allemande opprime des Danois, des Polonais et des Français en Alsace-Lorraine, et mène contre la Belgique et la France une guerre d'agression visant à dépouiller des peuples plus riches et plus libres, en les attaquant au moment qui lui semblait le plus propice pour utiliser les derniers perfectionnements de son matériel de guerre, et à la veille de l'application d'un « vaste programme militaire » en Russie.

Lorsque les bourgeois français se réclament, exactement de la même façon, de la défense de la patrie, etc., ils mentent eux aussi car, en réalité, ils défendent des pays moins avancés du point de vue de la technique capitaliste et se développant plus lentement, en se servant de leurs milliards pour soudoyer les bandes de Cent-Noirs du tsarisme russe et leur faire mener une guerre d'agression, dont le but est le pillage des terres allemandes et autrichiennes.

Les deux groupes de nations belligérantes ne le cèdent en rien l'un à l'autre sur le chapitre de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de la guerre.

6. La social-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe et monarcho-tsariste, et contre les sophismes qu'invoquent pour le défendre les libéraux, les cadets, une partie des populistes et les autres partis bourgeois. Du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses des peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste et de ses armées qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et nombre d'autres peuples de Russie, et qui attisent la haine nationale afin de renforcer le joug des Grands-Russes sur les autres nationalités et de consolider le pouvoir réactionnaire et barbare de la monarchie tsariste.

7. Les mots d'ordre de la social-démocratie doivent être actuellement :

premièrement, vaste propagande, dans l'armée comme sur le théâtre des opérations, en faveur de la révolution socialiste et de la nécessité de tourner les armes non pas contre ses frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays. Nécessité absolue d'organiser des cellules et des groupes illégaux dans les armées de toutes les nations afin d'y mener cette propagande dans toutes les langues. Lutte impitoyable contre le chauvinisme et le « patriotisme » des petits bourgeois et des bourgeois de tous les pays, sans exception. En appeler absolument, contre les leaders de l'Internationale actuelle qui ont trahi le socialisme, à la conscience révolutionnaire des masses ouvrières sur lesquelles retombe tout le poids de la guerre et qui, dans la plupart des cas, sont hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme ;

deuxièmement, propagande en faveur d'une république allemande, d'une république polonaise, d'une république russe et d'autres encore, et de la transformation de tous les Etats européens en Etats-Unis républicains d'Europe[4] ; tel doit être l'un des mots d'ordre les plus immédiats ;

troisièmement, lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; propagande en faveur de la révolution en Russie,

ainsi que de l'affranchissement des peuples opprimés par la Russie, et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, en posant les mots d'ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures.

Un groupe de social-démocrates, membres du P.O.S.D.R.

Ecrit au plus tard le 24 août (6 septembre) 1914
L'introduction « La social-démocratie russe et la guerre européenne » est publiée pour la première fois
Les thèses (la résolution) ont paru pour la première fois intégralement en 1929, dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine, t. XVIII

L'introduction est publiée d'après le manuscrit ; les thèses (la résolution), d'après une copie de la main de N. Kroupskaïa

LA GUERRE EUROPEENNE ET LE SOCIALISME INTERNATIONAL

Le plus pénible, pour un socialiste, ce ne sont pas les horreurs de la guerre, — nous sommes toujours pour la « santa guerra di tutti gli oppressi per la conquista delle *loro* patrie ! » *, — mais les horreurs de la trahison des chefs socialistes, les horreurs de la faillite de l'Internationale actuelle.

N'est-ce pas une trahison, au sein de la social-démocratie, que le changement de front stupéfiant des socialistes allemands (après la déclaration de guerre par l'Allemagne), que les phrases mensongères sur la guerre de libération contre le tsarisme, que l'oubli de l'impérialisme allemand, l'oubli de la mise au pillage de la Serbie, des intérêts bourgeois de la guerre contre l'Angleterre ? etc., etc. Patriotes, chauvins, ils votent le budget ! !

N'est-ce pas la même trahison que l'on constate chez les socialistes français et belges ? Ils dénoncent fort bien l'impérialisme allemand, mais ils sont, hélas, d'une étonnante cécité devant l'impérialisme anglais, français et surtout devant le barbare impérialisme russe ! Ils ne voient pas ce fait flagrant que la bourgeoisie française a financé à coups de milliards, pendant des dizaines et des dizaines d'années, les bandes de Cent-Noirs du tsarisme russe, et que ce tsarisme écrase la majorité allogène de la Russie, pille la Pologne, opprime les ouvriers et les paysans grands-russes, etc. ?

En une telle période, un socialiste se sent soulagé en apprenant que l'«*Avanti !*[5] » a lancé courageusement et franche-

* « La guerre sainte de tous les opprimés pour la conquête de *leurs* patries ! » (*N.R.*)

ment l'amère vérité à la face de *Südekum*[6], a dit la vérité aux socialistes allemands, à savoir qu'ils sont des *impérialistes*, c'est-à-dire des chauvins. On se sent encore plus soulagé en lisant l'article de Zibordi (*Avanti !* du 2 septembre), qui dénonce non seulement le chauvinisme allemand et autrichien (ce qui porte de l'eau, après tout, au moulin de la bourgeoisie *italienne*), mais aussi le chauvinisme *français*, et qui reconnaît que la guerre est une guerre de la bourgeoisie de *tous* les pays ! !

La position de *l'«Avanti !»* et l'article de *Zibordi* — parallèlement à la résolution du groupe des social-démocrates révolutionnaires (à la conférence tenue récemment dans un pays scandinave) * — nous montrent ce qu'il y a de juste et de faux dans la phrase habituelle sur la faillite de l'Internationale. Cette phrase est répétée avec une joie mauvaise par les bourgeois et les opportunistes (« riformisti di destra »**), avec amertume par les socialistes (le *Volksrecht*[7] de Zurich, le *Bremer Bürger-Zeitung*[8]). Il y a dans cette phrase une grande part de vérité ! ! La faillite des *chefs* et de la majorité des partis de l'Internationale *actuelle* est un *fait*. (Voyez le *Vorwärts*[9], la wiener *Arbeiter-Zeitung*[10], le *Hamburger Echo*[11] *versus**** *L'Humanité*[12], et les appels des socialistes belges et français *versus* la « réponse » de *Vorstand*[13]**** allemand.) Les masses ne se sont *pas encore* prononcées ! ! !

Mais *Zibordi* a mille fois raison lorsqu'il dit : ce n'est pas la « dottrina » qui est « sbagliata », ce n'est pas le « rimedio » du socialisme qui est « errato », mais « semplicemente non erano in dose bastante », « gli altri socialisti non sono « abbastanza socialisti »*****.

Ce n'est pas le socialisme qui a fait faillite en la personne de l'Internationale *européenne actuelle*, mais une déformation du socialisme, c'est-à-dire l'*opportunisme* et le *réformisme*.

* Voir le présent tome, pp. 9-13. (*N.R.*)
** « réformistes de droite ». (*N.R.*)
*** à l'égard de. (*N.R.*)
**** la direction. (*N.R.*)
***** ce n'est pas la « doctrine » qui est « fausse », ce n'est pas le « remède » qui est « erroné », mais « simplement ses doses n'étaient pas suffisantes », « et certains socialistes ne sont pas « suffisamment socialistes ». (*N.R.*)

C'est cette « tendance »-là, présente *partout*, dans tous les pays, et exprimée d'une manière si frappante en Italie par Bissolati et C°, qui a fait faillite, c'est elle qui a *enseigné* pendant des années à oublier la lutte des classes, *etc., etc.* (*se reporter à la résolution*)[14].

Zibordi a raison de voir la faute principale des socialistes européens dans le fait qu'ils « cercano nobilitare con postumi motivi la loro incapacità a prevenire, la loro necessità di partecipare al macello », qu'ils « preferisce fingere di fare per amore ciò ch'è (le socialisme européen) costretto a fare per forza », que les socialistes « *solidarizzarono* ciascuno con la propria nazione, col Governo *borghese* della propria nazione . . . in una misura da formare una delusione per noi » (et pour tous les socialistes *non* opportunistes) « e un compiacimento per tutti i non socialisti d'Italia »* (et pas seulement d'Italie, mais de tous les pays : voir, par exemple, le libéralisme russe).

Oui, même si l'on admet l'« incapacità », l'incapacité, l'impuissance totale des socialistes européens, la conduite de leurs chefs n'est que trahison et lâcheté : les ouvriers sont allés participer au massacre, mais que font les chefs ? Ils votent *pour*, ils entrent dans les *ministères* ! ! ! Même s'ils étaient totalement impuissants, ils devraient voter *contre*, *ne pas entrer* dans les ministères, ne pas proférer de bassesses chauvines, *ne pas* se solidariser avec leur « nation », *ne pas* défendre « leur » bourgeoisie, mais en dénoncer les ignominies.

Car la bourgeoisie et les impérialistes sont *partout*, l'infâme préparation du massacre est partout ; si le tsarisme russe (le plus réactionnaire de tous) est *particulièrement* infâme et barbare, l'impérialisme allemand est lui aussi monarchique : objectifs d'une dynastie féodale, bourgeoisie grossière, moins libre qu'en France. Les social-démocrates

---

* qu'ils « tentent de justifier à posteriori par de nobles arguments à la fois leur incapacité de prévenir le massacre et la nécessité apparue pour eux d'y participer », qu'ils « préfèrent feindre de faire par amour ce qu'il » (le socialisme européen) « est contraint de faire par force », que les socialistes « se sont *solidarisés* chacun avec sa propre nation, avec le gouvernement *bourgeois* de sa propre nation... au point de nous décevoir » (ainsi que tous les socialistes *non* opportunistes) « et de satisfaire tous les non-socialistes d'Italie ». (*N.R.*)

russes avaient raison de dire que, *pour eux*, la défaite du tsarisme est un moindre mal, que *leur* ennemi direct est avant tout le chauvinisme *grand-russe*, mais les socialistes (non opportunistes) de chaque pays auraient dû voir leur ennemi principal dans «leur» chauvinisme («national»).

Mais est-il exact que l'« incapacità » soit totale ? Est-ce vrai ? fucilare ?* Heldentod** et mort infâme ? ? in vantaggio di *un'altra patria* ? ? *** Pas toujours ! ! Il était possible de prendre l'*initiative*; c'était indispensable. La propagande illégale et la guerre civile seraient *plus honnêtes*, seraient plus nécessaires pour les socialistes (c'est *cela* que préconisent les socialistes russes).

Par exemple, on se berce d'une illusion : la guerre prendra fin, les choses s'arrangeront. . . Non ! ! Pour que la faillite de l'Internationale actuelle (1889-1914) ne soit pas la faillite du socialisme, pour que les *masses* ne se détournent pas, pour éviter l'hégémonie de l'anarchisme et du syndicalisme (aussi honteuse [qu']en France), il faut regarder la vérité en face. Quel que soit le vainqueur, l'Europe est menacée d'une *recrudescence* de chauvinisme, d'esprit *«revanchard»*, etc. Le militarisme allemand ou grand-russe suscite un contre-chauvinisme, etc., etc.

Notre devoir est de conclure que l'opportunisme, le réformisme, si solennellement proclamé en Italie (et si fermement flétri par nos camarades italiens), a fait totalement faillite, et****

N. B. mentionner: l'attitude dédaigneuse et méprisante de la « NEUE ZEIT »[15] envers les socialistes italiens et l'« *Avanti!* » : tactique de concessions à l'opportunisme ! ! ! « Juste milieu .»

Le prétendu « centre »-laquais des opportunistes.

Ecrit fin août-septembre 1914 — *Conforme au manuscrit*
Paru pour la première fois le 1er août 1929 dans la « Pravda » n° 174

---

* fusiller ? (*N.R.*)
** mort héroïque. (*N.R.*)
*** au profit d'*une autre patrie ??* (*N.R.*)
**** Le manuscrit s'arrête ici. Les deux phrases qui suivent sont une notation en marge. (*N.R.*)

LA GUERRE ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

Ecrit avant le 28 septembre (11 octobre) 1914

Paru le 1er novembre 1914 dans le n° 33 du «Social-Démocrate»

Conforme au texte du journal

Collationné avec le manuscrit

La guerre européenne, préparée durant des dizaines d'années par les gouvernements et les partis bourgeois de tous les pays, a éclaté. La croissance des armements, l'exacerbation de la lutte pour les débouchés au stade actuel, impérialiste, du développement du capitalisme dans les pays avancés, les intérêts dynastiques des monarchies les plus arriérées, celles d'Europe orientale, devaient inévitablement aboutir et ont abouti à cette guerre. S'emparer de territoires et asservir des nations étrangères, ruiner la nation concurrente, piller ses richesses, détourner l'attention des masses laborieuses des crises politiques intérieures de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre et des autres pays, diviser les ouvriers et les duper par le mensonge nationaliste, et décimer leur avant-garde pour affaiblir le mouvement révolutionnaire du prolétariat : tel est le seul contenu réel, telle est la véritable signification de la guerre actuelle.

La social-démocratie est tenue, en premier lieu, de dévoiler cette véritable signification de la guerre et de dénoncer implacablement le mensonge, les sophismes et les phrases « patriotiques » que répandent en faveur de la guerre les classes dominantes : les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie.

La bourgeoisie allemande se trouve à la tête de l'un des groupes de nations belligérantes. Elle trompe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour défendre la patrie, la liberté et la culture, pour libérer les peuples opprimés par le tsarisme, pour détruire le tsarisme réactionnaire. En réalité, c'est précisément

cette bourgeoisie qui, servilement prosternée devant les hobereaux prussiens avec à leur tête Guillaume II, a toujours été le plus fidèle allié du tsarisme et l'ennemi du mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Russie. En réalité, cette bourgeoisie alliée aux hobereaux fera tous ses efforts, quelle que soit l'issue de la guerre, pour soutenir la monarchie tsariste contre la révolution en Russie.

En réalité, la bourgeoisie allemande a entrepris une guerre de rapine contre la Serbie pour la soumettre et étouffer la révolution nationale des Slaves du Sud, tout en portant le gros de ses forces militaires contre des pays plus libres, la Belgique et la France, afin de piller un concurrent plus riche. La bourgeoisie allemande répand la fable d'une guerre qui serait défensive de son côté ; en fait, elle a choisi le moment le plus propice, de son point de vue, pour déclencher la guerre, en utilisant les derniers perfectionnements de son matériel de guerre et en devançant l'emploi des nouveaux armements déjà envisagés et décidés par la Russie et la France.

A la tête de l'autre groupe de nations belligérantes se trouve la bourgeoisie anglaise et française, qui dupe la classe ouvrière et les masses laborieuses en les assurant qu'elle fait la guerre pour la patrie, la liberté et la culture, contre le militarisme et le despotisme de l'Allemagne. En réalité, cette bourgeoisie a, depuis longtemps, acheté de ses milliards et préparé, pour attaquer l'Allemagne, les troupes du tsarisme russe, la monarchie la plus réactionnaire et la plus barbare de l'Europe.

En vérité, la lutte de la bourgeoisie anglaise et française a pour but de mettre la main sur les colonies allemandes et de ruiner une nation concurrente, qui se distingue par un développement économique plus rapide. Et c'est pour ce noble but que des nations « avancées », « démocratiques », aident le tsarisme barbare à opprimer plus encore la Pologne, l'Ukraine, etc., à écraser encore plus la révolution en Russie.

Les deux groupes de pays belligérants ne le cèdent en rien l'un à l'autre, dans cette guerre, qu'il s'agisse des pillages, des actes de sauvagerie, ou des innombrables atrocités. Mais pour duper le prolétariat et détourner son attention de la seule guerre véritablement libératrice, — c'est-à-dire de la guerre civile contre la bourgeoisie, celle de « son

propre » pays comme celle des pays « étrangers », — pour atteindre ce noble objectif, la bourgeoisie de chaque pays cherche, par des phrases mensongères sur le patriotisme, à exalter la portée de « sa » guerre nationale et assure qu'elle veut triompher de l'ennemi, non pour piller et conquérir des territoires, mais pour « libérer » tous les peuples, sauf le sien.

Mais plus les gouvernements et la bourgeoisie de tous les pays s'évertuent à diviser les ouvriers et à les dresser les uns contre les autres, plus on applique férocement, dans ce noble but, le régime de la loi martiale et de la censure militaire (qui, même aujourd'hui, en temps de guerre, vise bien plus l'ennemi « intérieur » que celui du dehors), — et plus le prolétariat conscient est impérieusement tenu de sauvegarder sa cohésion de classe, son internationalisme, ses convictions socialistes, contre le déchaînement du chauvinisme de la clique bourgeoise « patriotique » de tous les pays. Renoncer à cette tâche, ce serait, pour les ouvriers conscients, renoncer à leur idéal de liberté et de démocratie, sans parler de leurs aspirations au socialisme.

Force est de constater, avec une profonde amertume, que les partis socialistes des principaux pays européens n'ont pas accompli cette tâche qui leur incombait, et que l'attitude des chefs de ces partis — du parti allemand surtout — confine à la trahison pure et simple de la cause du socialisme. En cette heure d'une portée historique capitale, la plupart des chefs de l'actuelle, de la II[e] Internationale socialiste (1889-1914), cherchent à substituer le nationalisme au socialisme. En raison de leur comportement, les partis ouvriers de ces pays ne se sont pas opposés à l'attitude criminelle des gouvernements, mais ont appelé la classe ouvrière à *aligner* sa position sur celle des gouvernements impérialistes. Les leaders de l'Internationale ont trahi le socialisme en votant les crédits de guerre, en reprenant les mots d'ordre chauvins (« patriotiques ») de la bourgeoisie de « leurs » pays, en justifiant et en défendant la guerre, en entrant dans les ministères bourgeois des pays belligérants, etc., etc. Les plus influents des chefs socialistes et des organes de la presse socialiste de l'Europe contemporaine professent un point de vue bourgeois chauvin et libéral, et nullement socialiste. Si le socialisme se trouve ainsi déshonoré, la responsabilité en incombe avant tout aux social-démocrates allemands, qui étaient le

parti le plus fort et le plus influent de la IIe Internationale. Mais on ne saurait justifier pour autant les socialistes français acceptant des postes ministériels dans le gouvernement de cette même bourgeoisie qui avait trahi sa patrie et s'était alliée à Bismarck pour écraser la Commune.

Les social-démocrates allemands et autrichiens essaient de justifier leur soutien de la guerre en prétendant lutter ainsi contre le tsarisme russe. Nous déclarons, nous social-démocrates russes, que cette justification est un simple sophisme. Ces dernières années, le mouvement révolutionnaire contre le tsarisme a de nouveau pris de vastes proportions dans notre pays. La classe ouvrière de Russie a toujours été à la tête de ce mouvement. Les grèves politiques qui se sont déroulées ces dernières années, et auxquelles ont participé des millions de travailleurs, avaient pour mot d'ordre le renversement du tsarisme et l'instauration de la république démocratique. A la veille même de la guerre, le président de la République française, Poincaré, a pu voir de ses propres yeux dans les rues de Pétersbourg, au cours de la visite qu'il fit à Nicolas II, des barricades dressées par les mains des ouvriers russes. Le prolétariat de Russie n'a reculé devant aucun sacrifice pour délivrer l'humanité de cette honte qu'est la monarchie tsariste. Mais nous devons dire que si quelque chose peut, dans certaines conditions, retarder la chute du tsarisme, si quelque chose peut aider le tsarisme dans sa lutte contre tout le mouvement démocratique de Russie, c'est précisément la guerre d'aujourd'hui, qui met les coffres-forts de la bourgeoisie anglaise, française et russe au service des buts réactionnaires du tsarisme. Et si quelque chose peut entraver la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière russe contre le tsarisme, c'est précisément l'attitude des chefs de la social-démocratie allemande et autrichienne, attitude que la presse chauvine de Russie ne cesse de nous donner en exemple.

Si même l'on admet que les forces de la social-démocratie allemande étaient insuffisantes au point de lui faire abandonner toute action révolutionnaire, il ne fallait pas, même dans ce cas, rejoindre le camp chauvin ; il ne fallait pas commettre des actes qui ont fait dire avec raison aux socialistes italiens que les chefs des social-démocrates allemands déshonorent le drapeau de l'Internationale prolétarienne.

La guerre a déjà causé et causera encore des préjudices immenses à notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Toute notre presse ouvrière légale est détruite. La plupart des syndicats sont interdits ; nombreux sont nos camarades qui ont été arrêtés et déportés. Mais notre représentation parlementaire — la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat — a jugé que son devoir socialiste lui interdisait absolument de voter les crédits de guerre, et l'obligeait même à quitter la salle des séances de la Douma pour marquer encore plus énergiquement sa protestation ; elle a jugé de son devoir de stigmatiser la politique des gouvernements d'Europe comme une politique impérialiste. Et, malgré la répression décuplée du gouvernement tsariste, les ouvriers social-démocrates de Russie publient déjà des premières proclamations illégales contre la guerre, s'acquittant ainsi de leur devoir envers la démocratie et l'Internationale.

Si les représentants de la social-démocratie révolutionnaire, en la personne de la minorité des social-démocrates allemands et des meilleurs social-démocrates des pays neutres, éprouvent une honte cuisante devant cette faillite de la IIe Internationale ; si, en Angleterre et en France, des voix socialistes s'élèvent contre le chauvinisme de la majorité des partis social-démocrates ; si les opportunistes, comme ceux, par exemple, des *Sozialistische Monatshefte* [*Cahiers mensuels socialistes*] allemands, qui ont adopté depuis longtemps une position nationale-libérale, se félicitent avec juste raison de leur victoire sur le socialisme européen, le pire service que l'on puisse rendre au prolétariat est de balancer entre l'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire (comme le fait le « centre » du parti social-démocrate allemand), et de s'appliquer à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la IIe Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des congrès de Stuttgart[16], de Copenhague[17] et de Bâle[18], qui faisaient un devoir aux socialistes de tous les pays de lutter contre

le chauvinisme quelles que fussent les conditions, qui les obligeaient à répondre par une propagande renforcée en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements. La faillite de la IIe Internationale est celle de l'opportunisme, qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite « pacifique ») et qui, en ces dernières années, domina pratiquement dans l'Internationale. Les opportunistes ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le *Manifeste du Parti communiste*, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois, au lieu d'admettre la nécessité de la guerre révolutionnaire des prolétaires de tous les pays contre la bourgeoisie de tous les pays ; en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois qui doivent nécessairement être mis à profit, et en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables. Le courant anarcho-syndicaliste — « complément » naturel de l'opportunisme, non moins bourgeois et non moins hostile au point de vue prolétarien, c'est-à-dire marxiste — s'est manifesté, non moins honteusement, par une paraphrase béate des mots d'ordre chauvins au cours de la crise actuelle.

On ne saurait accomplir actuellement les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers, sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La social-démocratie de chaque pays doit, en premier lieu, lutter contre le chauvinisme de son pays. En Russie, ce chauvinisme s'est entièrement emparé du libéralisme bourgeois (des « cadets »[19]), et partiellement des populistes[20], jusques et y compris les socialistes-révolutionnaires[21] et les

social-démocrates « de droite ». (En particulier, il faut absolument flétrir les interventions chauvines, par exemple, de E. Smirnov, P. Maslov et G. Plékhanov, reprises et largement utilisées par la presse « patriotique » bourgeoise.)

Dans la situation actuelle, on ne saurait dire, du point de vue du prolétariat international, quel est le groupe de nations belligérantes dont la défaite serait le moindre mal pour le socialisme. Mais pour nous, social-démocrates russes, il est hors de doute que, du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le plus réactionnaire et le plus barbare des gouvernements, qui opprime le plus grand nombre de nations et les masses les plus larges de l'Europe et de l'Asie.

Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'Etats-Unis républicains d'Europe. Mais à la différence de la bourgeoisie, prête à « promettre » tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution.

Pour la Russie, les tâches des social-démocrates, vu l'immense retard de ce pays qui n'a pas encore achevé sa révolution bourgeoise, doivent être, comme par le passé, les trois conditions fondamentales d'une transformation démocratique conséquente : république démocratique (avec l'égalité complète des nations et leur droit à disposer d'elles-mêmes), confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures. Mais, dans tous les pays avancés, la guerre met à l'ordre du jour la révolution socialiste, mot d'ordre qui s'impose d'autant plus impérieusement que les charges de la guerre pèsent plus lourdement sur les épaules du prolétariat et que le rôle de ce dernier devra être plus actif dans la reconstruction de l'Europe, après les horreurs de la barbarie « patriotique » actuelle, multipliées par les gigantesques progrès techniques du grand capitalisme. L'utilisation par la bourgeoisie des lois du temps de guerre pour bâillonner complètement le prolétariat, oblige ce dernier à créer des formes illégales

d'agitation et d'organisation. Laissons les opportunistes « sauvegarder » les organisations légales en trahissant leurs convictions ; les social-démocrates révolutionnaires, eux, utiliseront leur expérience en matière d'organisation et les liaisons de la classe ouvrière afin d'élaborer des formes clandestines de lutte répondant à cette époque de crise, lutte pour le socialisme et l'union des ouvriers, non pas avec la bourgeoisie chauvine de leur pays, mais avec les ouvriers de tous les pays. L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère. Plus la guerre fera de victimes, et plus seront évidentes, pour les masses ouvrières, la trahison de la cause ouvrière par les opportunistes, ainsi que la nécessité de tourner les armes contre le gouvernement et la bourgeoisie de leur propre pays.

La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués. Si grandes que paraissent à tel ou tel moment les difficultés de cette transformation, les socialistes ne renonceront jamais, dès l'instant que la guerre est devenue un fait, à accomplir dans ce sens un travail de préparation méthodique, persévérant et sans défaillance.

C'est seulement en s'engageant dans cette voie que le prolétariat pourra s'arracher à l'influence de la bourgeoisie chauvine et avancer résolument, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins de rapidité, sur le chemin de la liberté réelle des peuples et du socialisme.

Vive la fraternité internationale des ouvriers contre le chauvinisme et le patriotisme de la bourgeoisie de tous les pays !

Vive l'Internationale prolétarienne, affranchie de l'opportunisme !

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

LA SITUATION ET LES TACHES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire remportée par le nationalisme bourgeois, le chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. Ce n'est pas sans raison que les journaux bourgeois de tous les pays distillent tour à tour, à leur égard, les sarcasmes et les flatteries condescendantes. Et rien n'est plus important, pour un socialiste qui désire rester tel, que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale.

Certaines gens ont peur de reconnaître cette vérité que la crise ou, plus exactement, la faillite de la IIe Internationale est celle de l'opportunisme.

Ils allèguent, par exemple, l'unanimité des socialistes français, le regroupement soi-disant complet des anciennes fractions du socialisme à propos de la question de la guerre. Mais ces allégations sont inexactes.

La défense de la collaboration des classes, la répudiation de l'idée de la révolution socialiste et des méthodes révolutionnaires de lutte, l'adaptation au nationalisme bourgeois, l'oubli du caractère historiquement transitoire des frontières de nationalité et de patrie, la valeur de fétiche attribuée à la légalité bourgeoise, la renonciation au point de vue de classe et à la lutte de classe par crainte de s'aliéner « la grande masse de la population » (lire : la petite bourgeoisie), tels sont incontestablement

les fondements idéologiques de l'opportunisme. C'est sur ce terrain qu'a grandi le chauvinisme, le patriotisme actuel de la plupart des dirigeants de la IIe Internationale. Il y a longtemps déjà que des observateurs de toutes opinions ont remarqué cette prédominance de fait des opportunistes parmi eux. La guerre n'a fait que révéler avec une rapidité et une force particulières les proportions réelles de cette prédominance. Que l'acuité extraordinaire de la crise ait provoqué divers regroupements des anciennes fractions, voilà qui n'a rien d'étonnant. Mais, d'une façon générale, ces regroupements n'ont touché que les personnalités. Les tendances au sein du socialisme sont restées les mêmes.

Il n'y a pas d'unanimité complète parmi les socialistes français. Vaillant lui-même, qui suit la ligne chauvine avec Guesde, Plékhanov, Hervé, etc., doit convenir qu'il reçoit des lettres de protestation de socialistes français disant que la guerre est une guerre impérialiste, et que la bourgeoisie française n'en est pas moins responsable que les autres. N'oublions pas que ces voix sont étouffées, non seulement par l'opportunisme triomphant, mais aussi par la censure militaire. Chez les Anglais, le groupe Hyndman (les social-démocrates anglais, le *British Socialist Party*[22]) a entièrement versé dans le chauvinisme, tout comme la plupart des leaders semi-libéraux des trade-unions. Mac-Donald et Keir Hardie, de l'*Independent Labour Party*[23] opportuniste, repoussent le chauvinisme. C'est vraiment une exception. Mais certains social-démocrates révolutionnaires, depuis longtemps adversaires de Hyndman, ont maintenant quitté le *British Socialist Party*. Chez les Allemands, le tableau est net : les opportunistes ont vaincu, ils jubilent, ils sont « dans leur assiette ». Le « centre », Kautsky en tête, est tombé dans l'opportunisme, qu'il défend avec des sophismes particulièrement hypocrites, vulgaires et pleins de suffisance. Parmi les social-démocrates révolutionnaires, on entend les protestations de Mehring, de Pannekoek, de Karl Liebknecht, ainsi que diverses voix anonymes provenant d'Allemagne et de Suisse allemande. En Italie, la démarcation est tout aussi nette : les ultra-opportunistes, Bissolati et Cie, sont pour la « patrie », pour Guesde-Vaillant-Plékhanov-Hervé. Les social-démocrates révolutionnaires (le « parti socialiste »), l'*Avanti !* en

tête, combattent le chauvinisme et démasquent les intérêts égoïstes de la bourgeoisie camouflés derrière les appels à la guerre. Ils ont la sympathie de l'immense majorité des ouvriers avancés[24]. En Russie, les ultra-opportunistes du camp des liquidateurs[25] donnent déjà de la voix, dans les réunions et dans la presse, en faveur du chauvinisme. P. Maslov et E. Smirnov défendent le tsarisme sous prétexte de défendre la patrie (l'Allemagne, voyez-vous, menace de « nous » imposer « par la force du glaive » des traités de commerce, tandis que le tsarisme, lui, *s'abstiendrait* sans doute, comme il l'a toujours fait, d'étouffer par le glaive, le knout et la potence, la vie économique, politique et nationale des neuf dixièmes de la population de la Russie !), et justifient l'entrée des socialistes dans les ministères réactionnaires bourgeois, le vote des crédits de guerre aujourd'hui et de nouveaux armements demain ! ! Plékhanov, qui teinte de francophilie son chauvinisme russe, et Alexinski ont aussi sombré dans le nationalisme. C'est Martov, à en juger par le *Goloss*[26] de Paris, qui a dans toute cette bande l'attitude la plus correcte : il combat le chauvinisme allemand et français, s'insurge contre le *Vorwärts*, aussi bien que contre M. Hyndman et contre Maslov, mais n'ose pas déclarer résolument la guerre à l'opportunisme international et à son apologiste « le plus influent », le « centre » de la social-démocratie allemande. Les tentatives de présenter le volontariat comme la réalisation de tâches socialistes (voir la déclaration du groupe des volontaires social-démocrates et socialistes-révolutionnaires russes de Paris, et aussi des social-démocrates polonais, de Leder et C[ie]), n'ont trouvé de défenseur qu'auprès de Plékhanov. La majorité de la section parisienne de notre Parti les a condamnées. Le lecteur peut juger de la position du Comité central de notre Parti d'après l'éditorial du présent numéro*. En ce qui concerne l'historique de la formulation des vues de notre Parti, nous devons, pour éviter tout malentendu, établir les faits suivants : un groupe de membres de notre Parti, surmontant les immenses difficultés qui s'opposent au rétablissement des liens d'organisation rompus par la guerre, a tout d'abord élaboré des « thèses », qu'il fit circuler parmi les camarades du 6 au 8 septembre (nou-

* Voir le présent tome, pp. 19-28. (*N.R.*)

veau style). Puis, par l'intermédiaire des social-démocrates suisses, il les fit parvenir à deux membres de la conférence italo-suisse de Lugano (le 27 septembre). C'est seulement à la mi-octobre que la liaison put être rétablie et que l'on parvint à formuler le point de vue du Comité central de notre Parti. L'éditorial de ce numéro est la rédaction définitive de ces « thèses ».

Telle est, en bref, la situation dans la social-démocratie européenne et russe. La faillite de l'Internationale est évidente. La polémique de presse entre socialistes français et allemands en a apporté la preuve définitive. Le fait a été reconnu non seulement par les social-démocrates de gauche (Mehring et la *Bremer Bürger-Zeitung*), mais aussi par des organes suisses modérés (le *Volksrecht*). Les tentatives de Kautsky pour masquer cette faillite ne sont que des faux-fuyants de poltron. Et cette faillite, c'est très précisément celle de l'opportunisme, qui s'est révélé prisonnier de la bourgeoisie.

La position de la bourgeoisie est claire. Il n'est pas moins clair que les opportunistes se bornent à reprendre aveuglément ses arguments. On pourrait encore compléter l'éditorial de ce numéro en signalant simplement la cruelle dérision des articles de la *Neue Zeit*, pour qui l'internationalisme consiste précisément dans le fait que les ouvriers des différents pays s'entre-tuent au nom de la défense de la patrie !

La question de la patrie, répondrons-nous aux opportunistes, ne peut pas être posée en ignorant le caractère historique concret de la guerre actuelle. C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de l'époque du capitalisme le plus développé, de l'époque de la *fin* du capitalisme. La classe ouvrière doit d'abord « s'organiser dans le cadre de la nation », dit le « *Manifeste communiste* », qui indique à quelles *conditions* et dans quelles *limites* nous reconnaissons la nationalité et la patrie, comme des formes nécessaires de la société bourgeoise et aussi, par conséquent, de la patrie bourgeoise. Les opportunistes dénaturent cette vérité en prenant ce qui est juste à l'époque de la naissance du capitalisme, et en le rapportant à celle de la fin de ce régime. Or, à propos de cette époque, des tâches du prolétariat dans la lutte pour l'abolition, non pas de la féodalité, mais du capitalisme, le *Manifeste communiste* déclare nettement et sans ambi-

guïté : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. » On comprend pourquoi les opportunistes craignent de reconnaître cette vérité du socialisme, et même le plus souvent de l'affronter au grand jour. Le mouvement socialiste ne peut pas vaincre dans l'ancien cadre de la patrie. Il crée des formes nouvelles, supérieures, de la société humaine, où les besoins légitimes et les aspirations progressistes des masses laborieuses de *toutes* les nationalités seront, pour la première fois, satisfaits dans l'unité internationale, les frontières nationales actuelles étant abolies. Aux efforts de la bourgeoisie contemporaine qui cherche à diviser et à désunir les ouvriers en alléguant hypocritement la « défense de la patrie », les ouvriers conscients répondront par des efforts renouvelés en vue d'unir les travailleurs des différentes nations dans la lutte pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie de toutes les nations.

La bourgeoisie trompe les masses en dissimulant le brigandage impérialiste sous la vieille idéologie de la « guerre nationale ». Le prolétariat dénonce cette duperie en proclamant le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'est précisément ce mot d'ordre qui est indiqué par les résolutions de Stuttgart et de Bâle, qui prévoyaient non pas la guerre en général, mais bien la guerre actuelle, et parlaient non pas de « défendre la patrie », mais de « précipiter la chute de la domination capitaliste », d'utiliser à cette fin la crise suscitée par la guerre, de suivre l'exemple de la Commune. La Commune a été la transformation d'une guerre de peuples en guerre civile.

Une transformation de ce genre n'est évidemment pas facile et ne peut pas s'accomplir « au gré » de tels ou tels partis. Mais elle s'inscrit dans les conditions objectives du capitalisme en général, et de l'époque de la fin du capitalisme en particulier. C'est dans cette direction exclusivement que doit s'orienter l'activité des socialistes. Ne pas voter les crédits militaires, ne pas encourager le chauvinisme de « son propre » pays (et des pays qui lui sont alliés), combattre au premier chef le chauvinisme de « sa propre » bourgeoisie, sans se borner aux formes légales de lutte lorsque survient une crise et que la bourgeoisie abroge elle-même la légalité qu'elle a créée, voilà la *ligne* d'action qui *conduit*

à la guerre civile et qui y amènera, à un moment donné de la conflagration européenne.

La guerre n'est pas un accident, elle n'est pas un « péché », comme le pensent les prêtres chrétiens (qui prêchent le patriotisme, l'humanitarisme et la paix non moins bien que les opportunistes), mais une étape inévitable du capitalisme, une forme aussi naturelle de la vie *capitaliste* que la paix. De nos jours, la guerre est une guerre de peuples. Cette vérité n'implique pas qu'il faille se laisser emporter par le courant « populaire » du chauvinisme, mais elle signifie que les contradictions de classe qui déchirent les peuples persistent et se manifesteront également en temps de guerre, à la guerre dans le cadre de la guerre. Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., ne sont que pures sottises, qu'un rêve misérable et craintif d'une lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, qu'un vœu souhaitant la destruction du capitalisme sans une ou plusieurs guerres civiles acharnées. Dans l'armée aussi, un socialiste a pour devoir d'être le propagandiste de la lutte de classe ; l'action visant à transformer la guerre des peuples en guerre civile est la seule action socialiste à l'époque du conflit impérialiste armé des bourgeoisies de toutes les nations. A bas la niaise sentimentalité des vœux pieux sur « la paix à tout prix » ! Levons le drapeau de la guerre civile ! L'impérialisme met en jeu le destin de la civilisation européenne : d'autres guerres suivront bientôt celle-ci, à moins qu'il ne se produise une série de révolutions victorieuses. La fable de la « dernière guerre » est un songe creux et nuisible ; c'est un « mythe » petit-bourgeois, selon la juste expression du *Goloss*. Si ce n'est aujourd'hui, cela sera demain, si ce n'est au cours de la présente guerre, cela sera dans la période qui suivra, si ce n'est durant cette guerre, cela sera pendant la prochaine, le drapeau de la guerre civile du prolétariat deviendra le point de ralliement non seulement de centaines de milliers d'ouvriers conscients, mais aussi de millions de semi-prolétaires et de petits bourgeois aujourd'hui bernés par le chauvinisme, et que les horreurs de la guerre, au lieu de les épouvanter et de les abrutir seulement, vont éclairer, instruire, éveiller, organiser, tremper et préparer à la guerre contre la bourgeoisie de « leur propre » pays et des pays « étrangers ».

La IIe Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la IIIe Internationale débarrassée non seulement des « transfuges » (comme le souhaite le *Goloss*), mais aussi de l'opportunisme !

La IIe Inernationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes, pendant une longue époque « pacifique » qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIXe siècle et le début du XXe. A la IIIe Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme !

« Le Social-Démocrate » n° 33, 1er novembre 1914

Conforme au texte du « Social-Démocrate »
Collationné avec le manuscrit

LETTRE AU *VORWARTS* ET A LA *WIENER «ARBEITER-ZEITUNG»*

Chers camarades,

Il y a quelques jours, à la suite d'une conférence que j'ai faite à Zurich sur la guerre et le socialisme, le *Vorwärts* a passé un entrefilet qui en donne une idée absolument fausse. Cet entrefilet crée l'impression que je me serais borné à polémiser contre le tsarisme. Convaincu que le devoir des socialistes de chaque pays est de mener une lutte implacable contre le chauvinisme et le patriotisme de leur propre pays (et pas seulement du pays ennemi), j'ai en effet violemment attaqué le tsarisme et j'ai parlé à ce sujet de la liberté de l'Ukraine. Mais le sens de mes propos est complètement déformé si l'on n'indique pas que j'ai parlé de la faillite de la IIe Internationale et de l'opportunisme, et que j'ai critiqué la position de la social-démocratie allemande et autrichienne. Les neuf dixièmes de mon exposé de deux heures ont été consacrés à cette critique.

Je vous serais très obligé si vous pouviez publier ces additifs dans le *Vorwärts* (ou . . .)[27].

Avec mes salutations social-démocrates . . .

Ecrit en allemand entre le 29 octobre et le 8 novembre (le 11 et le 21 novembre) 1914

Conforme au manuscrit

Paru pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XIV

KARL MARX[28]

(BREVE NOTICE BIOGRAPHIQUE COMPORTANT UN EXPOSE DU MARXISME)

Ecrit de juillet à novembre 1914
Paru pour la première fois en 1916
dans le Dictionnaire encyclopédique
Granat, 7e édition, tome 28
Signé: V. I l i n e

Conforme au manuscrit
collationné avec le
texte de la brochure
éditée en 1918

PRÉFACE

L'article sur Karl Marx, qui paraît ici en brochure, a été rédigé par moi en 1913 (autant qu'il m'en souvienne) pour le dictionnaire Granat. Une notice bibliographique assez étendue, indiquant surtout des ouvrages en langues étrangères, faisait suite. Elle ne figure pas dans cette édition. En outre, les rédacteurs du dictionnaire avaient, de leur côté, en raison de la censure, supprimé la fin de l'article où j'exposais la tactique révolutionnaire de Marx. Malheureusement, il m'est impossible de reconstituer ici ce passage, le brouillon étant resté parmi mes papiers à Cracovie ou en Suisse. Je me rappelle seulement qu'à la fin de l'essai je reproduisais notamment un passage d'une lettre de Marx à Engels, en date du 16. IV. 1856, où il écrivait : « Tout dépendra en Allemagne de la possibilité de faire appuyer la révolution prolétarienne par une réédition de la guerre des paysans. Alors, tout ira bien. » C'est ce que n'ont pas compris depuis 1905 nos menchéviks, qui en sont maintenant arrivés à trahir complètement la cause du socialisme et à passer dans le camp de la bourgeoisie.

N. Lénine

Moscou, le 14. V. 1918.

Paru en 1918 dans la brochure : N. Lénine. « Karl Marx. » Editions « Priboï », Moscou

Conforme au manuscrit

Karl Marx naquit le 5 mai 1818 à Trèves (Prusse rhénane). Son père, un avocat israélite, se convertit en 1824 au protestantisme. La famille, aisée, cultivée, n'était pas révolutionnaire. Après avoir terminé le lycée de Trèves, Marx entra à l'université de Bonn, puis à celle de Berlin ; il y étudia le droit, mais surtout l'histoire et la philosophie. En 1841, il achevait ses études en soutenant une thèse de doctorat sur la philosophie d'Epicure. A cette époque, ses conceptions faisaient encore de Marx un hégélien idéaliste. A Berlin, il fit partie du cercle des « hégéliens de gauche » (comprenant entre autres Bruno Bauer), qui cherchaient à tirer de la philosophie de Hegel des conclusions athées et révolutionnaires.

A sa sortie de l'université, Marx se fixa à Bonn, où il comptait devenir professeur. Mais la politique réactionnaire d'un gouvernement qui avait retiré à Ludwig Feuerbach sa chaire en 1832, lui avait de nouveau refusé l'accès à l'université en 1836 et, en 1841, avait interdit au jeune professeur Bruno Bauer de faire des conférences à Bonn, obligea Marx à renoncer à une carrière universitaire. A cette époque, le développement des idées de l'hégélianisme de gauche faisait en Allemagne de très rapides progrès. Ludwig Feuerbach commence, surtout à partir de 1836, à critiquer la théologie et à s'orienter vers le matérialisme qui, en 1841, l'emporte chez lui entièrement (*l'Essence du christianisme*) ; en 1843 paraissent ses *Principes de la philosophie de l'avenir*. « Il faut... avoir éprouvé soi-même l'action libératrice » de ces livres, écrivait plus tard Engels à propos de ces ouvrages de Feuerbach. « Nous » (c'est-à-dire les hégéliens de gauche, Marx y compris) « fûmes tous d'emblée des feuerbachiens ».

Première
page du manuscrit
de V. Lénine *Karl Marx.* —
Juillet-novembre 1914

Карл Маркс родился 5/V (н. ст.) 1818 г. в городѣ Трирѣ (Рейнской Пруссіи). Отец его был адвокат, еврей, в 1824 г. принявшій протестантство. Семья была зажиточная, культурная, но не революціонная. Окончив гимназію в Трирѣ, М. поступил в университет сначала в Боннѣ, потом в Берлинѣ, изучал юридическія науки [illegible] философію. Окончил курс в 1841 г., представив университетскую диссертацію о философіи Эпикура. По взглядам своим М. был еще тогда гегельянцем-идеалистом. В Берлинѣ он примыкал к кружку „лѣвых гегельянцев" (Бруно Бауэр и др.), которые стремились дѣлать из философіи Гегеля атеистическія и революціонные выводы.

По окончаніи университета М. переселился в Бонн, разсчитывая стать профессором. Но реакціонная политика правительства, [illegible] в Боннѣ у молодого профессора Бруно Бауэра, заставила М. отказаться от ученой карьеры. А в это время радикальные буржуа, имѣвшіе точки соприкосновенія с лѣвыми гегельянцами, основали в Кельнѣ оппозиціонную газету: Рейнская Газета (начала выходить с 1 янв. 1842 г.). М. и Бруно Бауэр были приглашены в качествѣ главных сотрудников, а в октябрѣ 1842 г. М. сдѣлался главным редактором и переселился из Бонна в Кельн. Революціонно-демократическое направленіе газеты при редакторствѣ М. становилось все опредѣленнѣе, и правительство сначала подвергло газету двойной и тройной цензурѣ, а затѣм рѣшило вовсе закрыть ее с 1 янв. 1843 г. М. пришлось к этому сроку оставить редакторство, но его уход не спас газеты, и она была закрыта в мартѣ 1843 г. Из наиболѣе крупных статей М. в Рейнской Газ. Энгельс отмѣчает, кромѣ указанных ниже (см. Литература), статью о положеніи крестьян-виноделов в долинѣ Мозеля. Газетная работа показала М., что он недостаточно знаком с политической экономіей, и он усердно принялся за ее изученіе.

В 1843 г. М. женился в Крейцнахѣ на Женни фон Вестфален, подругѣ дѣтства, с которой он был обручен еще будучи студентом. Его жена происходила из реакціонной дворянской семьи. Ее старшій брат был министром внутр. дѣл в Пруссіи в одну из самых реакціонных эпох, 1850–1858 гг. Осенью 1843 г. М. пріѣхал в Париж, чтобы издавать за границей, вмѣстѣ с Арнольдом Руге (р. 1802 г., ум. 1880; лѣвый гегельянец, 1825–1830 в тюрьмѣ, послѣ 1848 г. эмигрант, послѣ 1866–70 г. бисмаркіанец) радикальный журнал. Вышла всего первая книжка этого журнала (Нѣмецко-франц. Лѣтописи). Он прекратился из-за трудностей тайнаго распространенія в Германіи и из-за разногласій с Руге. В своих статьях в этом журналѣ М. уже

A cette époque, les bourgeois radicaux de Rhénanie, qui avaient certains points de contact avec les hégéliens de gauche, fondèrent à Cologne un journal d'opposition, la *Gazette Rhénane* (qui parut à partir du 1er janvier 1842). Marx et Bruno Bauer y furent engagés comme principaux collaborateurs et, en octobre 1842, Marx en devint le rédacteur en chef; il quitta alors Bonn pour Cologne. Sous la direction de Marx, la tendance démocratique révolutionnaire du journal s'affirma de plus en plus, et le gouvernement, après avoir soumis le journal à une double et même triple censure, décida ensuite, le 1er janvier 1843, de le suspendre complètement. A cette date, Marx se vit obligé de quitter son poste de rédacteur, mais son départ ne sauva pas le journal, qui fut interdit en mars 1843. Au nombre des articles les plus importants que Marx publia dans la *Gazette Rhénane*, en plus de ceux qui sont indiqués plus loin (voir *Bibliographie*), Engels cite un article sur la situation des vignerons de la vallée de la Moselle. Son activité de journaliste avait montré à Marx que ses connaissances en économie politique étaient insuffisantes, aussi se mit-il à étudier cette discipline avec ardeur.

En 1843, Marx épousa à Kreuznach Jenny von Westphalen, une amie d'enfance, à laquelle il s'était fiancé alors qu'il poursuivait encore ses études. Sa femme était issue d'une famille aristocratique réactionnaire de Prusse. Le frère aîné de Jenny von Westphalen fut ministre de l'Intérieur en Prusse à l'une des époques les plus réactionnaires : 1850-1858. A l'automne 1843, Marx se rendit à Paris pour éditer à l'étranger une revue radicale avec Arnold Ruge (1802-1880 ; hégélien de gauche emprisonné de 1825 à 1830, émigré après 1848 ; bismarckien après 1866-1870). Seul parut le premier fascicule de cette revue, intitulée *les Annales franco-allemandes*, dont la publication s'arrêta par suite des difficultés de diffusion clandestine en Allemagne et de divergences avec Ruge. Dans ses articles publiés par cette revue, Marx nous apparaît déjà comme un révolutionnaire qui proclame « la critique implacable de tout ce qui existe » et en particulier la « critique des armes »[29], et fait appel aux *masses* et au *prolétariat*.

En septembre 1844, Friedrich Engels vint à Paris pour quelques jours, et devint dès lors l'ami le plus intime de

Marx. Tous deux prirent part à la vie intense qui était à l'époque celle des groupes révolutionnaires de Paris (particulièrement importante était alors la doctrine de Proudhon, à qui Marx régla catégoriquement son compte dans *Misère de la philosophie*, parue en 1847) et, combattant avec âpreté les diverses doctrines du socialisme petit-bourgeois, ils élaborèrent la théorie et la tactique du *socialisme prolétarien* révolutionnaire, ou communisme (marxisme). Voir plus loin (*Bibliographie*) les œuvres de Marx à cette époque, 1844-1848. En 1845, sur la requête du gouvernement prussien, Marx fut expulsé de Paris comme révolutionnaire dangereux. Il s'installa à Bruxelles. Au printemps 1847, Marx et Engels s'affilièrent à une société secrète, la *Ligue des communistes*, et jouèrent un rôle de premier plan au IIe congrès de cette Ligue (Londres, novembre 1847). A la demande du congrès, ils rédigèrent le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, publié en février 1848. Cet ouvrage expose avec une clarté et une vigueur remarquables la nouvelle conception du monde, le matérialisme conséquent étendu à la vie sociale, la dialectique, science la plus vaste et la plus profonde de l'évolution, la théorie de la lutte des classes et du rôle révolutionnaire dévolu dans l'histoire mondiale au prolétariat, créateur d'une société nouvelle, la société communiste.

Lorsque éclata la révolution de février 1848, Marx fut expulsé de Belgique. Il revint à Paris qu'il quitta après la révolution de mars, pour retourner en Allemagne et se fixer à Cologne. C'est là que parut, du 1er juin 1848 au 19 mai 1849, la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dont Marx fut rédacteur en chef. La théorie nouvelle se trouva brillamment confirmée par le cours des événements révolutionnaires de 1848-1849, et ensuite par tous les mouvements prolétariens et démocratiques dans tous les pays du monde. La contre-révolution victorieuse traduisit Marx en justice (il fut acquitté le 9 février 1849), puis l'expulsa d'Allemagne (le 16 mai 1849). Il se rendit d'abord à Paris, d'où il fut également expulsé après la manifestation du 13 juin 1849, puis à Londres, où il vécut jusqu'à la fin de ses jours.

Les conditions de cette vie d'émigré étaient extrêmement pénibles, comme le révèle la correspondance entre Marx et Engels (éditée en 1913). Marx et sa famille étaient écrasés

par la misère ; sans l'appui financier constant et dévoué d'Engels, non seulement Marx n'aurait pu achever *le Capital*, mais il aurait même fatalement succombé à la misère. En outre, les doctrines et les courants prédominants du socialisme petit-bourgeois, du socialisme non prolétarien en général, obligeaient Marx à mener en permanence une lutte implacable, à parer parfois les attaques personnelles les plus furieuses et les plus saugrenues (*Herr Vogt*). Se tenant à l'écart des cercles d'émigrés, Marx élabora dans une série de travaux historiques (voir *Bibliographie*) sa théorie matérialiste, en s'appliquant surtout à l'étude de l'économie politique. Il révolutionna cette science (voir plus loin la *doctrine* de Marx) dans ses ouvrages *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859) et *le Capital* (Livre I, 1867).

La recrudescence des mouvements démocratiques, à la fin des années 50 et dans les années 60, amena Marx à reprendre une activité pratique. En 1864 (le 28 septembre) fut fondée à Londres la célèbre Ire Internationale, l'« Association internationale des travailleurs ». Marx en était l'âme ; il est également l'auteur de sa première « Adresse » et d'un grand nombre de résolutions, de déclarations et de manifestes. En unissant le mouvement ouvrier des divers pays, en cherchant à orienter dans la voie d'une activité commune les différentes formes du socialisme non prolétarien, prémarxiste (Mazzini, Proudhon, Bakounine, le trade-unionisme libéral anglais, les oscillations vers la droite des lassalliens en Allemagne, etc.), en combattant les théories de toutes ces sectes et écoles, Marx forgea une tactique unique pour la lutte prolétarienne de la classe ouvrière dans les divers pays. Après la chute de la Commune de Paris (1871), dont il donna une appréciation révolutionnaire si profonde, si juste, si brillante et si *efficace* (*la Guerre civile en France*, 1871), et à la suite de la scission de l'Internationale provoquée par les bakouninistes, il fut impossible à cette dernière de subsister en Europe. Après le congrès de 1872 à La Haye, Marx fit accepter le transfert du Conseil général de l'Internationale à New York. La Ire Internationale avait accompli sa mission historique et cédait la place à une époque de croissance infiniment plus considérable du mouvement ouvrier dans tous les pays, caractérisée par son développement *en extension*,

par la formation de partis socialistes ouvriers *de masse*, dans le cadre des divers Etats nationaux.

Son activité intense dans l'Internationale et ses travaux théoriques, qui exigeaient des efforts encore plus grands, ébranlèrent définitivement la santé de Marx. Il continua à renouveler l'économie politique et à rédiger *le « Capital »*, en rassemblant une foule de documents nouveaux et en étudiant plusieurs langues (le russe par exemple), mais la maladie l'empêcha de terminer *le « Capital »*.

Le 2 décembre 1881, sa femme mourut. Le 14 mars 1883, Marx s'endormit paisiblement, dans son fauteuil, du dernier sommeil. Il fut enterré avec sa femme au cimetière de Highgate, à Londres. Plusieurs enfants de Marx moururent tout jeunes, à Londres, alors que la famille souffrait d'une grande misère. Ses trois filles épousèrent des socialistes d'Angleterre et de France ; ce sont : Eléonore Eveling, Laura Lafargue et Jenny Longuet, dont le fils est membre du parti socialiste français.

LA DOCTRINE DE MARX

Le *marxisme* est le système des idées et de la doctrine de Marx. Marx a continué et parachevé les trois principaux courants d'idées du XIX^e^ siècle, qui appartiennent aux trois pays les plus avancés de l'humanité : la philosophie classique allemande, l'économie politique classique anglaise et le socialisme français, lié aux doctrines révolutionnaires françaises en général. La logique et l'unité remarquables des idées de Marx (qualités reconnues même par ses adversaires), dont l'ensemble constitue le matérialisme et le socialisme scientifique contemporains en tant que théorie et programme du mouvement ouvrier de tous les pays civilisés, nous obligent à faire précéder l'exposé du contenu essentiel du marxisme, la doctrine économique de Marx, d'un bref aperçu de sa conception générale du monde.

LE MATERIALISME PHILOSOPHIQUE

Depuis 1844-1845, époque où se formèrent ses idées, Marx était matérialiste ; il subit, en particulier, l'influence de L. Feuerbach, dont les seules faiblesses, à ses yeux,

résidaient dans l'insuffisance de logique et d'ampleur de son matérialisme. Pour Marx, l'importance historique de Feuerbach, qui « fit époque », tenait à sa rupture décisive avec l'idéalisme de Hegel et à son affirmation du matérialisme. Celui-ci, dès « le XVIII^e siècle, notamment en France, ne fut pas seulement une lutte contre les institutions politiques existantes, ainsi que contre la religion et la théologie, mais... contre toute métaphysique » (prise dans le sens de « spéculation enivrée » par opposition à la « philosophie raisonnable ») (*la Sainte Famille* dans le *Literarischer Nachlaß*). « Pour Hegel, écrivait Marx, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'idée, est le démiurge (le créateur) de la réalité... Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que le reflet du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme » (*le Capital*, Livre I, postface de la deuxième édition). En parfait accord avec cette philosophie matérialiste de Marx, F. Engels, en l'exposant dans l'*Anti-Dühring* (voir) dont Marx avait lu le manuscrit, écrivait : « L'unité du monde ne consiste pas en son Etre... L'unité réelle du monde consiste en sa matérialité, et celle-ci se prouve... par un long et laborieux développement de la philosophie et de la science de la nature... Le mouvement est le mode d'existence de la matière. Jamais ni nulle part, il n'y a eu de matière sans mouvement, et il ne peut y avoir de mouvement sans matière... Mais si l'on se demande ensuite ce que sont la pensée et la conscience et d'où elles viennent, on trouve qu'elles sont des produits du cerveau humain et que l'homme est lui-même un produit de la nature, qui s'est développé dans et avec son milieu ; d'où il résulte naturellement que les produits du cerveau humain, qui en dernière analyse sont aussi des produits de la nature, ne sont pas en contradiction, mais en conformité avec l'ensemble de la nature. » « Hegel était idéaliste, ce qui veut dire qu'au lieu de considérer les idées de son esprit comme les reflets (dans l'original : Abbilder, parfois Engels parle de « reproduction ») plus ou moins abstraits des choses et des processus réels, il considérait à l'inverse des objets et leur développement comme de simples copies de l'« Idée » existant on ne sait où dès avant le monde. » Dans son *Ludwig Feuerbach*, livre où il expose ses propres idées et celles

de Marx sur la philosophie de Feuerbach, et qu'il n'envoya à l'impression qu'après avoir relu encore une fois le vieux manuscrit de 1844-1845 écrit en collaboration avec Marx sur Hegel, Feuerbach et la conception matérialiste de l'histoire, Engels écrit : « La grande question fondamentale de toute philosophie, et spécialement de la philosophie moderne, est celle... du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature... la question de savoir quel est l'élément primordial, l'esprit ou la nature... Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient par conséquent, en dernière instance, une création du monde de quelque espèce que ce fût... formaient le camp de l'idéalisme. Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme. » Tout autre emploi des notions d'idéalisme et de matérialisme (au sens philosophique) ne fait que créer la confusion. Marx repoussait catégoriquement non seulement l'idéalisme, toujours lié d'une façon ou d'une autre à la religion, mais aussi le point de vue, particulièrement répandu de nos jours, de Hume et de Kant, l'agnosticisme, le criticisme, le positivisme sous leurs différents aspects, considérant ce genre de philosophie comme une concession « réactionnaire » à l'idéalisme et, dans le meilleur des cas, comme « une façon honteuse d'accepter le matérialisme en cachette, tout en le reniant publiquement ». Voyez à ce propos, outre les ouvrages d'Engels et de Marx que nous venons de citer, la lettre de Marx à Engels en date du 12 décembre 1868, où il parle d'une intervention du célèbre naturaliste T. Huxley. Constatant que ce dernier s'est montré « plus matérialiste » que d'ordinaire et a reconnu que, tant que « nous observons et pensons réellement, nous ne pouvons jamais sortir du matérialisme », Marx lui reproche d'avoir « ouvert une porte dérobée » à l'agnosticisme et à la théorie de Hume. Il importe surtout de retenir l'opinion de Marx sur le rapport entre la liberté et la nécessité : « la nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise... La liberté est l'intelligence de la nécessité ». (F. Engels dans l'*Anti-Dühring*) ; autrement dit, elle consiste à reconnaître

l'existence de lois objectives de la nature et la transformation dialectique de la nécessité en liberté (de même que la transformation de la « chose en soi », non connue, mais connaissable, en une « chose pour nous », de l'« essence des choses » en « phénomènes »). Selon Marx et Engels, le défaut essentiel de l'« ancien » matérialisme, y compris celui de Feuerbach (et à plus forte raison du matérialisme « vulgaire » de Büchner-Vogt-Moleschott), tenait au fait que : 1) ce matérialisme était « essentiellement mécaniste » et ne tenait pas compte du développement moderne de la chimie et de la biologie (de nos jours, il conviendrait d'ajouter encore : de la théorie électrique de la matière) ; 2) l'ancien matérialisme n'était ni historique ni dialectique (mais métaphysique dans le sens d'antidialectique) et n'appliquait pas le point de vue de l'évolution d'une façon systématique et généralisée ; 3) il concevait l'« être humain » comme une abstraction et non comme « l'ensemble de tous les rapports sociaux » (concrètement déterminés par l'histoire), et ne faisait par conséquent qu'« interpréter » le monde alors qu'il s'agissait de le « transformer », c'est-à-dire qu'il ne saisissait pas la portée de l'« activité pratique révolutionnaire ».

LA DIALECTIQUE

Marx et Engels voyaient dans la dialectique de Hegel, doctrine la plus vaste, la plus riche et la plus profonde de l'évolution, une immense acquisition de la philosophie classique allemande. Tout autre énoncé du principe du développement, de l'évolution, leur paraissait unilatéral, pauvre, déformant et mutilant la marche réelle de l'évolution (souvent marquée de bonds, de catastrophes, de révolutions) dans la nature et dans la société. « Marx et moi, nous fûmes sans doute à peu près les seuls à sauver » (de l'idéalisme, l'hégélianisme y compris) « la dialectique consciente pour l'intégrer dans la conception matérialiste de la nature ». « La nature est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits » (cela a été écrit avant la découverte du radium, des électrons, de la transformation des

éléments, etc.!) « qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement ».

«La grande idée fondamentale, écrit Engels, selon laquelle le monde ne doit pas être considéré comme un complexe de choses achevées, mais comme un complexe de processus où les choses, en apparence stables, tout autant que leurs reflets intellectuels dans notre cerveau, les concepts, passent par un changement ininterrompu de devenir et de périr..., cette grande idée fondamentale a, surtout depuis Hegel, pénétré si profondément dans la conscience courante qu'elle ne trouve sous cette forme générale presque plus de contradiction. Mais la reconnaître en paroles et l'appliquer dans la réalité, en détail, à chaque domaine soumis à l'investigation, sont deux choses différentes. » « Il ne subsiste rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle (la philosophie dialectique) ; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien ne subsiste devant elle que le processus ininterrompu du devenir et du périr, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant. » Donc, selon Marx, la dialectique est la « science des lois générales du mouvement, tant du monde extérieur que de la pensée humaine ».

C'est cet aspect révolutionnaire de la philosophie de Hegel que Marx adopta et développa. Le matérialisme dialectique « n'a que faire d'une philosophie planant au-dessus des autres sciences ». La partie de l'ancienne philosophie qui subsiste, c'est « la doctrine de la pensée et de ses lois — la logique formelle et la dialectique ». Or, dans la conception de Marx, comme dans celle de Hegel, la dialectique comprend ce que l'on appelle aujourd'hui la théorie de la connaissance ou gnoséologie, qui doit considérer son objet également au point de vue historique, en étudiant et en généralisant l'origine et le développement de la connaissance, le passage de l'*ignorance* à la connaissance.

A notre époque, l'idée du développement, de l'évolution, a pénétré presque entièrement la conscience sociale, mais par d'autres voies que la philosophie de Hegel. Cependant, cette idée, telle que l'ont formulée Marx et Engels en s'appuyant sur Hegel, est beaucoup plus vaste et plus riche

de contenu que l'idée courante de l'évolution. Une évolution qui semble reproduire des stades déjà connus, mais sous une autre forme, à un degré plus élevé (« négation de la négation ») ; une évolution pour ainsi dire en spirale et non en ligne droite ; une évolution par bonds, par catastrophes, par révolutions, « par solutions de continuité » ; la transformation de la quantité en qualité ; les impulsions internes du développement, provoquées par la contradiction, le choc des forces et tendances diverses agissant sur un corps donné, dans le cadre d'un phénomène donné ou au sein d'une société donnée ; l'interdépendance et la liaison étroite, indissoluble, de *tous* les aspects de chaque phénomène (et ces aspects, l'histoire en fait apparaître sans cesse de nouveaux), liaison qui détermine le processus universel du mouvement, processus unique, régi par des lois, tels sont certains des traits de la dialectique, en tant que doctrine de l'évolution plus riche de contenu que la doctrine usuelle. (Voir la lettre de Marx à Engels en date du 8 janvier 1868, où il se moque des « trichotomies rigides » de Stein, qu'il serait absurde de confondre avec la dialectique matérialiste.)

LA CONCEPTION MATERIALISTE DE L'HISTOIRE

Se rendant compte que l'ancien matérialisme était inconséquent, incomplet et unilatéral, Marx conclut qu'il fallait « mettre la science de la société en accord... avec la base matérialiste, et reconstruire cette science en s'appuyant sur cette base ». Si, d'une manière générale, le matérialisme explique la conscience par l'être et non l'inverse, cette doctrine, appliquée à la société humaine, exigeait qu'on expliquât la conscience *sociale* par l'être *social*. « La technologie, dit Marx, met à nu le mode d'action de l'homme vis-à-vis de la nature, le procès de production de sa vie matérielle, et, par conséquent, l'origine des rapports sociaux et des idées ou conceptions intellectuelles qui en découlent (*le Capital*, Livre I). » On trouve une formulation complète des thèses fondamentales du matérialisme appliqué à la société humaine et à son histoire dans la préface de Marx à son ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique*, où il s'exprime comme suit :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production... »

« En gros, la succession des modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peut être considérée comme un progrès de la formation sociale économique. » (Voir la brève formule que Marx donne dans sa lettre à Engels en

date du 7 juillet 1866 : « Notre théorie de la détermination de l'organisation du travail par les moyens de production. »)

La découverte de la conception matérialiste de l'histoire, ou, plus exactement, l'application conséquente, l'extension du matérialisme au domaine des phénomènes sociaux, a éliminé les deux défauts essentiels des théories historiques antérieures. En premier lieu, ces dernières ne considéraient dans le meilleur des cas que les mobiles idéologiques de l'activité historique des hommes, sans rechercher l'origine de ces mobiles, sans saisir les lois objectives qui président au développement du système des rapports sociaux et sans discerner les racines de ces rapports dans le degré de développement de la production matérielle. En second lieu, les théories antérieures négligeaient précisément l'action des *masses* de la population, tandis que le matérialisme historique permet, pour la première fois, d'étudier avec la précision des sciences naturelles les conditions sociales de la vie des masses et les modifications de ces conditions. La « sociologie » et l'historiographie d'avant Marx accumulaient dans le *meilleur* des cas des faits bruts, recueillis au petit bonheur, et n'exposaient que certains aspects du processus historique. Le marxisme a frayé le chemin à l'étude globale et universelle du processus de la naissance, du développement et du déclin des formations économiques et sociales en examinant l'*ensemble* des tendances contradictoires, en les ramenant aux conditions d'existence et de production, nettement précisées, des diverses *classes* de la société, en écartant le subjectivisme et l'arbitraire dans le choix des idées « directrices » ou dans leur interprétation, en découvrant l'*origine* de toutes les idées et des différentes tendances, sans exception, dans l'état des forces productives matérielles. Les hommes sont les artisans de leur propre histoire, mais par quoi les mobiles des hommes et plus précisément des masses humaines sont-ils déterminés ? Quelle est la cause des conflits entre les idées et les aspirations contradictoires ? Quelle est la résultante de tous ces conflits de l'ensemble des sociétés humaines ? Quelles sont les conditions objectives de la production de la vie matérielle sur lesquelles est basée toute l'activité historique des hommes ? Quelle est la loi qui préside à l'évolution de ces conditions ? Marx a porté son

attention sur tous ces problèmes et a tracé la voie à l'étude scientifique de l'histoire conçue comme un processus unique, régi par des lois, quelles qu'en soient la prodigieuse variété et toutes les contradictions.

LA LUTTE DES CLASSES

Chacun sait que, dans toute société, les aspirations de certains de ses membres se heurtent à celles des autres, que la vie sociale est pleine de contradictions, que l'histoire nous révèle la lutte entre les peuples et les sociétés, ainsi que dans leur propre sein, et qu'elle nous montre, en outre, une succession de périodes de révolution et de réaction, de paix et de guerre, de stagnation et de progrès rapide ou de décadence. Le marxisme a donné le fil conducteur qui, dans ce labyrinthe et ce chaos apparent, permet de découvrir l'existence de lois : la théorie de la lutte des classes. Seule l'étude de l'ensemble des tendances de tous les membres d'une société ou d'un groupe de sociétés permet de délinir avec une précision scientifique le résultat de ces tendances. Or, les aspirations contradictoires naissent de la différence de situation et de conditions de vie des *classes* en lesquelles se décompose toute société. « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, écrit Marx dans le *Manifeste du Parti communiste* (excepté l'histoire de la communauté primitive, ajoutera plus tard Engels), n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte... La société bourgeoise moderne, élevée sur les ruines de la société féodale, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois. Cependant, le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en

deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. » Depuis la grande Révolution française, l'histoire de l'Europe a, dans nombre de pays, révélé avec une évidence particulière cette cause réelle des événements : la lutte des classes. Déjà, à l'époque de la Restauration, on vit apparaître en France un certain nombre d'historiens (Thierry, Guizot, Mignet, Thiers) qui, dans leur synthèse des événements, ne purent s'empêcher de reconnaître que la lutte des classes était la clé permettant de comprendre toute l'histoire de France. Quant à l'époque moderne, celle de la victoire complète de la bourgeoisie, des institutions représentatives, du suffrage élargi (sinon universel), de la presse quotidienne à bon marché qui pénètre dans les masses, etc., l'époque des associations puissantes et de plus en plus vastes, celles des ouvriers et celles des patrons, etc., elle a montré avec plus d'évidence encore (bien que parfois sous une forme très unilatérale, « pacifique », « constitutionnelle ») que la lutte des classes est le moteur des événements. Le passage suivant du *Manifeste du Parti communiste* montre que Marx exigeait de la science sociale l'analyse objective de la situation de chaque classe au sein de la société moderne, en connexion avec les conditions de développement de chacune d'elles : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. Les autres classes périclitent et périssent avec la grande industrie ; le prolétariat, au contraire, en est le produit le plus authentique. Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices ; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à rebours la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. » Dans nombre d'ouvrages historiques (voir *Bibliographie*), Marx donna des exemples brillants et profonds d'histoire matérialiste, d'analyse de la condition de *chaque*

classe particulière et parfois des divers groupes ou couches au sein d'une classe, montrant jusqu'à l'évidence pourquoi et comment « toute lutte de classe est une lutte politique ». Le texte que nous venons de citer illustre clairement la complexité du réseau des rapports sociaux et des *transitions* d'une classe à l'autre, du passé à l'avenir, que Marx étudie afin de déterminer exactement la résultante de l'évolution historique.

La théorie de Marx trouve sa confirmation et son application la plus profonde, la plus complète et la plus détaillée dans sa doctrine économique.

LA DOCTRINE ECONOMIQUE DE MARX

« Le but final de cet ouvrage, dit Marx dans sa préface au *Capital*, est de découvrir la loi économique du mouvement de la société moderne », c'est-à-dire de la société capitaliste, de la société bourgeoise. L'étude des rapports de production d'une société donnée, historiquement déterminée dans leur naissance, leur développement et leur déclin, tel est le contenu de la doctrine économique de Marx. Ce qui domine dans la société capitaliste, c'est la production des *marchandises* ; aussi l'analyse de Marx commence-t-elle par l'analyse de la marchandise.

LA VALEUR

La marchandise est, en premier lieu, une chose qui satisfait un besoin quelconque de l'homme ; en second lieu, c'est une chose que l'on échange contre une autre. L'utilité d'une chose en fait une *valeur d'usage*. La valeur d'échange (ou valeur tout court) est, tout d'abord, le rapport, la proportion, dans l'échange d'un certain nombre de valeurs d'usage d'une espèce contre un certain nombre de valeurs d'usage d'une autre espèce. L'expérience quotidienne nous montre que des millions et des milliards de tels échanges établissent sans cesse des rapports d'équivalence entre les valeurs d'usage les plus diverses et les plus dissemblables. Qu'y a-t-il donc de commun entre ces choses différentes, continuellement ramenées les unes aux autres dans un système déterminé de rapports sociaux ?

Ce qu'elles ont de commun, c'est d'être des *produits du travail*. En échangeant des produits, les hommes établissent des rapports d'équivalence entre les genres de travail les plus différents. La production des marchandises est un système de rapports sociaux dans lequel les divers producteurs créent des produits variés (division sociale du travail) et les rendent équivalents au moment de l'échange. Par conséquent, ce qui est commun à toutes les marchandises, ce n'est pas le travail concret d'une branche de production déterminée, ce n'est pas un travail d'un genre particulier, mais le travail humain *abstrait*, le travail humain en général. Dans la société étudiée, toute la force de travail représentée par la somme des valeurs de toutes les marchandises est une seule et même force de travail humain : des milliards d'échanges le démontrent. Chaque marchandise prise à part n'est donc représentée que par une certaine portion de temps de travail *socialement nécessaire*. La grandeur de la valeur est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire ou par le temps de travail socialement nécessaire à la production d'une marchandise donnée, d'une valeur d'usage donnée. « En réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils (les producteurs) établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux. Ils le font sans le savoir. » La valeur est un rapport entre deux personnes, a dit un vieil économiste ; il aurait dû simplement ajouter : un rapport caché sous l'enveloppe des choses. C'est seulement en considérant le système des rapports sociaux de production d'une formation historique déterminée, rapports apparaissant dans le phénomène de masse de l'échange, qui se répète des milliards de fois, que l'on peut comprendre ce qu'est la valeur. « En tant que valeurs, toutes les marchandises ne sont que du travail humain cristallisé. » Après une analyse approfondie du double caractère du travail incorporé dans les marchandises, Marx passe à l'examen de la *forme de la valeur* et de l'*argent*. Ce faisant, la principale tâche qu'il s'assigne est de rechercher l'*origine* de la forme monétaire de la valeur, d'étudier le *processus historique* du développement de l'échange, en commençant par les actes d'échange particuliers et fortuits (« forme simple, particulière ou accidentelle de la valeur » : une quantité déterminée d'une marchandise est échangée

contre une quantité déterminée d'une autre marchandise) pour passer à la forme générale de la valeur, lorsque plusieurs marchandises différentes sont échangées contre une seule et même marchandise, en terminant par la forme monétaire de la valeur, où l'or apparaît comme cette marchandise déterminée, comme l'équivalent général. Produit suprême du développement de l'échange et de la production marchande, l'argent estompe, dissimule le caractère social du travail individuel, le lien social entre les divers producteurs reliés les uns aux autres par le marché. Marx soumet à une analyse extrêmement détaillée les diverses fonctions de l'argent, et il importe de souligner qu'ici aussi (comme dans les premiers chapitres du *Capital*) la forme abstraite de l'exposé, qui paraît parfois purement déductive, reproduit en réalité une documentation extrêmement riche sur l'histoire du développement de l'échange et de la production marchande. « L'échange des produits doit déjà posséder la forme de la circulation des marchandises pour que la monnaie puisse entrer en scène. Ses fonctions diverses comme simple équivalent, moyen de circulation, moyen de payement, trésor, fonds de réserve, etc., indiquent à leur tour, par la prédominance comparative de l'une sur l'autre, des phases très diverses de la production sociale » (*le Capital*, Livre I).

LA PLUS-VALUE

A un certain degré du développement de la production des marchandises, l'argent se transforme en capital. La formule de la circulation des marchandises était : M (marchandise) — A (argent) — M (marchandise), c'est-à-dire vente d'une marchandise pour l'achat d'une autre. La formule générale du capital est par contre A-M-A, c'est-à-dire l'achat pour la vente (avec un profit). C'est cet accroissement de la valeur primitive de l'argent mis en circulation que Marx appelle plus-value. Cet « accroissement » de l'argent dans la circulation capitaliste est un fait connu de tous. C'est précisément cet « accroissement » qui transforme l'argent en *capital*, en tant que rapport social de production particulier, historiquement déterminé. La plus-value ne peut provenir de la circulation des marchandises,

car celle-ci ne connaît que l'échange d'équivalents ; elle ne peut provenir non plus d'une majoration des prix, étant donné que les pertes et les profits réciproques des acheteurs et des vendeurs s'équilibreraient ; or, il s'agit d'un phénomène social, moyen, généralisé, et non point d'un phénomène individuel. Pour obtenir de la plus-value, « il faudrait que le possesseur de l'argent eût l'heureuse chance de découvrir... sur le marché même, une marchandise dont la valeur usuelle possédât la vertu particulière d'être source de valeur », une marchandise dont le processus de consommation fût en même temps un processus de création de valeur. Or, cette marchandise existe : c'est la force de travail humaine. Sa consommation, c'est le travail, et le travail crée la valeur. Le possesseur d'argent achète la force de travail à sa valeur, déterminée, comme celle de toute autre marchandise, par le temps de travail socialement nécessaire à sa production (c'est-à-dire par le coût de l'entretien de l'ouvrier et de sa famille). Ayant acheté la force de travail, le possesseur d'argent est en droit de la consommer, c'est-à-dire de l'obliger à travailler toute la journée, disons, 12 heures. Or, en 6 heures (temps de travail « nécessaire »), l'ouvrier crée un produit qui couvre les frais de son entretien, et, pendant les 6 autres heures (temps de travail « supplémentaire »), il crée un produit « supplémentaire », non rétribué par le capitaliste, et qui est la plus-value. Par conséquent, du point de vue du processus de la production, il faut distinguer deux parties dans le capital : le capital constant, dépensé pour les moyens de production (machines, instruments de travail, matières premières, etc.), dont la valeur passe telle quelle (d'un seul coup ou par tranches) dans le produit fini, et le capital variable, employé à payer la force de travail. La valeur de ce capital ne reste pas immuable ; elle s'accroît dans le processus du travail, en créant de la plus-value. Aussi faut-il, pour exprimer le degré d'exploitation de la force de travail par le capital, comparer la plus-value non pas au capital total, mais uniquement au capital variable. Le taux de la plus-value, nom donné par Marx à ce rapport, sera, dans notre exemple, de 6/6 ou de 100%.

L'apparition du capital implique des conditions historiques préalables : 1) l'accumulation d'une certaine somme

d'argent entre les mains de particuliers, à un stade de la production marchande déjà relativement élevé ; 2) l'existence d'ouvriers « libres » à deux points de vue : libres de toute contrainte et de toute restriction quant à la vente de leur force de travail, et libres parce que sans terre et sans moyens de production en général, d'ouvriers sans maîtres, d'ouvriers-« prolétaires » qui ne peuvent subsister qu'en vendant leur force de travail.

L'accroissement de la plus-value est possible grâce à deux procédés essentiels : la prolongation de la journée de travail (« plus-value absolue ») et la réduction du temps de travail nécessaire (« plus-value relative »). Examinant le premier procédé, Marx brosse un tableau grandiose de la lutte de la classe ouvrière pour la réduction de la journée de travail et de l'intervention du pouvoir d'Etat pour la prolonger (XIVe-XVIIe siècle) ou pour la diminuer (législation de fabrique au XIXe siècle). Depuis la publication du *Capital*, l'histoire du mouvement ouvrier dans tous les pays civilisés a fourni des milliers et des milliers de faits nouveaux illustrant ce tableau.

Dans son analyse de la production de la plus-value relative, Marx étudie les trois grands stades historiques de l'accroissement de la productivité du travail par le capitalisme : 1) la coopération simple ; 2) la division du travail et la manufacture et 3) les machines et la grande industrie. L'analyse profonde de Marx révèle les traits fondamentaux et typiques du développement du capitalisme ; c'est ce que confirme, entre autres, l'étude de l'industrie dite « artisanale » en Russie, laquelle fournit une documentation très abondante illustrant les deux premiers de ces trois stades. Quant à l'action révolutionnaire de la grande industrie mécanique décrite par Marx en 1867, elle s'est manifestée, au cours du demi-siècle écoulé depuis cette date, dans plusieurs pays « neufs » (Russie, Japon, etc.).

Ensuite, ce qui est nouveau et extrêmement important chez Marx, c'est l'analyse de ***l'accumulation du capital,*** c'est-à-dire de la transformation d'une partie de la plus-value en capital et de son emploi non pour satisfaire les besoins personnels ou les caprices du capitaliste, mais à nouveau pour la production. Marx a montré l'erreur de toute l'économie politique classique antérieure (depuis Adam

Smith), d'après laquelle toute la plus-value transformée en capital va au capital variable. En réalité, elle se décompose en *moyens de production* plus capital variable. L'accroissement plus rapide de la part du capital constant (au sein du capital total) par rapport à celle du capital variable, est d'une importance considérable dans le processus du développement du capitalisme et de sa transformation en socialisme.

En accélérant l'éviction des ouvriers par la machine et en créant à un pôle la richesse et à l'autre la misère, l'accumulation du capital donne aussi naissance à ce que l'on appelle l'« armée ouvrière de réserve », l'« excédent relatif » d'ouvriers ou la « surpopulation capitaliste », qui revêt des formes extrêmement variées et permet au capital de développer très rapidement la production. Cette possibilité, combinée avec le crédit et l'accumulation du capital en moyens de production, nous donne, entre autres, l'explication des *crises* de surproduction, qui surviennent périodiquement dans les pays capitalistes, environ tous les dix ans d'abord, puis à des intervalles moins rapprochés et moins fixes. Il faut distinguer entre l'accumulation du capital sur la base du capitalisme, et l'accumulation dite primitive : séparation par la violence du travailleur d'avec les moyens de production, expulsion des paysans de leurs terres, vol des terres communales, système colonial, dettes publiques, tarifs protectionnistes, etc. L'« accumulation primitive » crée, à un pôle, le prolétaire « libre », à l'autre, le détenteur de l'argent, le capitaliste.

La « *tendance historique de l'accumulation capitaliste* » est caractérisée par Marx dans ce texte célèbre : « L'expropriation des producteurs immédiats s'exécute avec un vandalisme impitoyable qu'aiguillonnent les mobiles les plus infâmes, les passions les plus sordides et les plus haïssables dans leur petitesse. La propriété privée, fondée sur le travail personnel» (du paysan et de l'artisan), « cette propriété qui soude pour ainsi dire le travailleur isolé et autonome aux conditions extérieures du travail, va être supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat... Ce qui est maintenant à exproprier, ce n'est plus le travailleur indépendant, mais le capitaliste, le chef d'une armée ou d'une

escouade de salariés. Cette expropriation s'accomplit par le jeu des lois immanentes de la production capitaliste, lesquelles aboutissent à la concentration des capitaux. Corrélativement à cette centralisation, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par une poignée d'entre eux, la science et la technique sont appliquées à une échelle toujours plus grande, l'exploitation méthodique et systématique de la terre, la transformation de l'outil en instruments exigeant, pour être efficaces, une mise en œuvre collective et, par conséquent, l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés » (*le Capital*, Livre I).

Ensuite, ce qui est extrêmement important et nouveau, c'est l'analyse faite par Marx, dans le Livre II du *Capital*, de la reproduction de l'ensemble du capital social. Ici encore, il envisage non un phénomène individuel, mais un phénomène général, non une fraction de l'économie sociale, mais la totalité de cette dernière. En rectifiant l'erreur des classiques mentionnée plus haut, Marx divise la production sociale en deux grandes sections : I) la production des moyens de production et II) la production des moyens de consommation; après quoi, opérant sur des chiffres, il étudie minutieusement la circulation de l'ensemble du capital social, tant dans la reproduction simple que dans le cas de l'accumulation. Dans le Livre III du *Capital* se trouve résolu, d'après la loi de la valeur, le problème

du *taux moyen du profit*. L'œuvre de Marx constitue un progrès considérable dans la science économique du fait que son analyse part des phénomènes économiques de masse, de l'ensemble de l'économie sociale et non pas de cas isolés ou de l'aspect extérieur superficiel de la concurrence, auxquels se bornent souvent l'économie politique vulgaire ou la moderne « théorie de l'utilité marginale ». Marx examine tout d'abord l'origine de la plus-value, et n'envisage qu'ensuite sa décomposition en profit, intérêt et rente foncière. Le profit est le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital engagé dans une entreprise. Le capital à « composition organique élevée » (c'est-à-dire où le capital constant dépasse le capital variable dans une proportion supérieure à la moyenne sociale) donne un taux de profit inférieur à la moyenne. Le capital de « composition organique basse » donne un taux de profit supérieur à la moyenne. La concurrence entre les capitaux, leur libre passage d'une branche à l'autre, ramènent, dans les deux cas, le taux de profit au taux moyen. La somme des valeurs de toutes les marchandises dans une société donnée coïncide avec la somme des prix des marchandises, mais, dans chaque entreprise et dans chaque branche de production prise à part, la concurrence fait que les marchandises sont vendues non à leur valeur, mais au *prix de production*, lequel est égal au capital dépensé augmenté du profit moyen.

Ainsi, l'écart entre le prix et la valeur et l'égalisation du profit, faits incontestables et connus de chacun, sont parfaitement expliqués par Marx grâce à la loi de la valeur, car la somme des valeurs de toutes les marchandises est égale à la somme de leurs prix. Toutefois la réduction de la valeur (sociale) aux prix (individuels) ne s'opère pas de façon simple et directe, mais d'une manière très compliquée : il est tout naturel que, dans une société de producteurs dispersés de marchandises, qui ne sont reliés entre eux que par le marché, les lois ne puissent s'exprimer que sous une forme moyenne, sociale, générale, par la compensation réciproque des écarts individuels de part et d'autre de cette moyenne.

L'augmentation de la productivité du travail implique un accroissement plus rapide du capital constant par rapport au capital variable. Or, la plus-value étant fonction

du seul capital variable, on conçoit que le taux du profit (le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital, et pas seulement à sa partie variable) ait tendance à baisser. Marx analyse minutieusement cette tendance, ainsi que les circonstances qui la masquent ou la contrarient. Passons sur les chapitres extrêmement intéressants du Livre III consacrés au capital usuraire, au capital commercial et au capital-argent, et abordons l'essentiel : la théorie de la *rente foncière*. La surface du sol étant limitée, et, dans les pays capitalistes, entièrement occupée par des propriétaires, le prix de production des produits agricoles est déterminé d'après les frais de production sur un terrain non de qualité moyenne, mais de la qualité la plus mauvaise, et d'après les conditions de transport au marché non pas moyennes, mais les plus défavorables. La différence entre ce prix et le prix de production sur un terrain de qualité supérieure (ou dans des conditions meilleures) donne la rente *différentielle*. Par l'étude détaillée de cette rente, en démontrant qu'elle provient de la différence de fertilité des terrains et de la différence des fonds investis dans l'agriculture, Marx mit à nu (voir également les *Théories de la plus-value*, où la critique de Rodbertus mérite une attention particulière) l'erreur de Ricardo prétendant que la rente différentielle ne s'obtient que par la conversion graduelle des meilleurs terrains en terrains de qualité inférieure. Au contraire, des changements inverses se produisent également, les terrains d'une certaine catégorie se transforment en terrains d'une autre catégorie (en raison du progrès de la technique agricole, de la croissance des villes, etc.), et la fameuse « loi de la fertilité décroissante du sol » est une profonde erreur qui tend à mettre sur le compte de la nature les défauts, les limitations et les contradictions du capitalisme. Ensuite, l'égalité du profit dans toutes les branches de l'industrie et de l'économie nationale en général suppose une liberté complète de concurrence, le libre transfert du capital d'une branche à une autre. Mais la propriété privée du sol crée un monopole et un obstacle à ce libre transfert. En vertu de ce monopole, les produits de l'agriculture, qui se distingue par une composition organique inférieure du capital et, de ce fait, par un taux de profit individuel plus élevé, n'entrent pas dans le libre

jeu d'égalisation du taux du profit ; le propriétaire peut user de son monopole foncier pour maintenir le prix au-dessus de la moyenne, et ce prix de monopole engendre la rente *absolue*. La rente différentielle ne peut être abolie en régime capitaliste; par contre, la rente absolue *peut l'être*, par exemple avec la nationalisation du sol, lorsque celui-ci devient propriété d'Etat. Ce passage du sol à l'État saperait le monopole des propriétaires privés et ouvrirait la voie à une liberté de concurrence plus conséquente et plus complète dans l'agriculture. Voilà pourquoi, dit Marx, les bourgeois radicaux ont, plus d'une fois dans l'histoire, formulé cette revendication bourgeoise progressive de la nationalisation du sol, qui effraie néanmoins la majorité de la bourgeoisie, car elle « touche » de trop près à un autre monopole, lequel, de nos jours, est particulièrement important et « sensible » : le monopole des moyens de production en général. (Cette théorie du profit moyen rapporté par le capital et de la rente foncière absolue a été exposée par Marx en un langage remarquablement populaire, concis et clair dans sa lettre à Engels en date du 2 août 1862. Voir *Correspondance*, t. III, pp. 77-81. Voir aussi sa lettre du 9 août 1862, *ibid.*, pp. 86-87.) Il importe également de signaler, à propos de l'histoire de la rente foncière, l'analyse de Marx montrant la transformation de la rente-travail (lorsque le paysan crée un surproduit en travaillant la terre du seigneur) en rente-produit ou en nature (lorsque le paysan crée sur sa propre terre un surproduit qu'il remet au propriétaire en vertu d'une « contrainte extra-économique »), puis en rente-argent (cette même rente-nature se transformant en argent — dans l'ancienne Russie, l'« obrok » — par suite du développement de la production marchande), et enfin en rente capitaliste, lorsque, à la place du paysan, intervient dans l'agriculture l'entrepreneur, qui fait cultiver sa terre par des ouvriers salariés. A l'occasion de cette analyse de la « genèse de la rente foncière capitaliste », signalons quelques pensées profondes de Marx (particulièrement importantes pour les pays arriérés tels que la Russie) sur l'*évolution du capitalisme dans l'agriculture*. « Avec la transformation de la rente naturelle en rente-argent, il se constitue nécessairement en même temps, et même antérieurement, une classe de journaliers non pos-

sédants et travaillant contre salaire. Pendant que cette classe se constitue et qu'elle ne se manifeste encore qu'à l'état sporadique, les paysans aisés, astreints à une redevance, prennent tout naturellement l'habitude d'exploiter à leur propre compte des salariés agricoles, tout comme, sous le régime féodal, les paysans serfs ayant du bien disposaient eux-mêmes d'autres serfs. D'où, pour ces paysans aisés, la possibilité d'amasser peu à peu une certaine fortune et de se transformer en futurs capitalistes. Parmi les anciens exploitants possesseurs du sol, il se crée ainsi une pépinière de fermiers capitalistes, dont le développement est conditionné par le développement général de la production capitaliste hors de l'agriculture » (*le Capital*, III², 332)... « Les événements qui transforment les cultivateurs en salariés, et leurs moyens de subsistance et de travail en éléments matériels du capital, créent à celui-ci son marché intérieur » (*le Capital*, I² , 778). La paupérisation et la ruine de la population des campagnes jouent un rôle, à leur tour, dans la création d'une armée ouvrière de réserve à la disposition du capital. Dans tout pays capitaliste « une partie de la population des campagnes se trouve donc toujours sur le point de se convertir en population urbaine ou manufacturière (c'est-à-dire non agricole)... L'ouvrier agricole se trouve par conséquent réduit au minimum de salaire et a un pied déjà dans la fange du paupérisme » (*le Capital*, I², 668). La propriété privée du paysan sur la terre qu'il cultive constitue la base de la petite production, la condition de sa prospérité et de son accession à une forme classique. Mais cette petite production n'est compatible qu'avec le cadre primitif étroit de la production et de la société. En régime capitaliste, « l'exploitation des paysans ne se distingue que par la forme de l'exploitation du prolétariat industriel. L'exploiteur est le même : le *capital.* Les capitalistes pris isolément exploitent les paysans pris isolément par les hypothèques et l'usure. La classe capitaliste exploite la classe paysanne par l'impôt d'Etat » (*Les luttes de classes en France*). « La parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan lui-même le soin de voir comment il réussira à se procurer son salaire. » *(Le 18 Brumaire.)* Ordinairement, le paysan li-

vre à la société capitaliste, c'est-à-dire à la classe des capitalistes, même une partie de son salaire et tombe ainsi « au degré du tenancier irlandais, et tout cela sous le prétexte d'être propriétaire privé » *(Les luttes de classes en France)*. Quelle est l'« une des raisons qui font que, dans les pays où la propriété parcellaire prédomine, le prix du blé est moins élevé que dans les pays à mode de production capitaliste ? » (*Le Capital*, III², 340.) C'est que le paysan livre gratuitement à la société (c'est-à-dire à la classe des capitalistes) une partie du surproduit. « Ce prix peu élevé (du blé et des autres produits agricoles) résulte donc de la pauvreté des producteurs et non de la productivité de leur travail » *(ibid.)*. En régime capitaliste, la petite propriété agraire, forme normale de la petite production, se dégrade, s'étiole et périt. « De par sa nature, la propriété parcellaire exclut : le développement des forces productives sociales de travail, les formes sociales du travail, la concentration sociale des capitaux, l'élevage en grand, l'application croissante de la science. L'usure et le système fiscal la ruinent fatalement partout. Le capital investi dans l'achat de la terre est enlevé à la culture. Les moyens de production sont morcelés à l'infini. Les producteurs sont disséminés. » (Les coopératives, c'est-à-dire les associations de petits paysans, qui jouent un rôle progressif bourgeois des plus considérables, ne peuvent qu'affaiblir cette tendance, mais non la supprimer ; il ne faut pas oublier non plus que ces coopératives donnent beaucoup aux paysans aisés, et très peu ou presque rien à la masse des paysans pauvres, et qu'ensuite ces associations finissent par exploiter elles-mêmes le travail salarié.) « Il y a un gaspillage énorme de force humaine. L'aggravation des conditions de production et le renchérissement des moyens de production sont des lois nécessaires de la propriété parcellaire. » Dans l'agriculture comme dans l'industrie, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le « martyrologe des producteurs ». « La dissémination des travailleurs agricoles sur de plus grandes surfaces brise leur force de résistance, tandis que la concentration augmente celle des ouvriers urbains. Dans l'agriculture moderne capitaliste, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de la productivité et le rendement supérieur du travail

s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art de dépouiller le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol... La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (*Le Capital*, Livre I, fin du 13e chapitre *).

LE SOCIALISME

On voit par ce qui précède que si Marx conclut à la transformation inévitable de la société capitaliste en société socialiste, c'est entièrement et exclusivement à partir des lois économiques du mouvement de la société moderne. La socialisation du travail, qui progresse toujours plus rapidement sous mille formes diverses, et qui, pendant le demi-siècle écoulé depuis la mort de Marx, s'est surtout manifestée par l'extension de la grande industrie, des cartels, des syndicats et des trusts capitalistes, et aussi par l'accroissement immense des proportions et de la puissance du capital financier, voilà la principale base matérielle de l'avènement inéluctable du socialisme. Le moteur intellectuel et moral, l'agent physique de cette transformation, c'est le prolétariat éduqué par le capitalisme lui-même. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, revêtant des formes diverses et de plus en plus riches de contenu, devient inévitablement une lutte politique tendant à la conquête du pouvoir politique (« dictature du prolétariat »). La socialisation de la production ne peut manquer d'aboutir à la transformation des moyens de production en propriété sociale, à « l'expropriation des expropriateurs ». L'augmentation énorme de la productivité du travail, la réduction de la journée de travail, la substitution du travail collectif perfectionné aux vestiges, aux ruines de la petite production primitive et disséminée, telles sont les conséquences directes de cette transformation. Le capitalisme rompt définitivement la liaison de l'agriculture avec l'indus-

* Fin du 15e chapitre dans l'édition française. (*N.R.*)

trie, mais il prépare en même temps, par son développement à un niveau supérieur, des éléments nouveaux de cette liaison : l'union de l'industrie avec l'agriculture sur la base d'une application consciente de la science, d'une coordination du travail collectif, d'une nouvelle répartition de la population (mettant un terme à l'isolement de la campagne, à son état d'abandon et d'inculture, de même qu'à l'agglomération contre nature d'une population énorme dans les grandes villes). Les formes supérieures du capitalisme moderne préparent une nouvelle forme de la famille, de nouvelles conditions quant à la situation de la femme et à l'éducation des nouvelles générations : le travail des femmes et des enfants, la dissolution de la famille patriarcale par le capitalisme prennent inévitablement, dans la société moderne, les formes les plus terribles, les plus désastreuses et les plus répugnantes. Toutefois « la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes, aux adolescents et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas moins la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille que ses modes oriental, grec et roman, lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive. Même la composition du travailleur collectif par individus des deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage sous le règne capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale ». (*Le Capital*, Livre I, fin du 13e chapitre *.) Le système de la fabrique nous montre « le germe de l'éducation de l'avenir, éducation qui unira pour tous les enfants au-dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique, et cela non seulement comme moyen d'accroître la production sociale, mais comme la seule et unique méthode susceptible de produire des hommes complets » (*ibid.*). C'est sur la même base historique que le socialisme de Marx pose les problèmes de la nationalité et de l'Etat, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour prévoir hardiment

* Fin du 15e chapitre dans l'édition française. *(N.R.)*

l'avenir et entreprendre une action audacieuse en vue de sa réalisation. Les nations sont un produit et une forme inévitables de l'époque bourgeoise de l'évolution des sociétés. La classe ouvrière n'aurait pu se fortifier, s'aguerrir, se former, sans « s'organiser dans le cadre de la nation », sans être « nationale » (« quoique nullement au sens bourgeois du mot »). Mais le développement du capitalisme brise sans cesse les barrières nationales, détruit l'isolement national, substitue les antagonismes de classe aux antagonismes nationaux. C'est pourquoi, dans les pays capitalistes développés, il est parfaitement vrai que « les ouvriers n'ont pas de patrie » et que, tout au moins dans les pays civilisés, leur « action commune est une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat » *(Manifeste du Parti communiste)*. L'Etat, cette violence organisée, a surgi inévitablement à un certain degré d'évolution de la société lorsque celle-ci, divisée en classes irréconciliables, n'aurait pu subsister sans un « pouvoir » placé prétendument au-dessus de la société et différencié d'elle jusqu'à un certain point. Né des antagonismes de classes, l'Etat devient « l'Etat de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante et acquiert ainsi de nouveaux moyens pour mater et exploiter la classe opprimée. C'est ainsi que l'Etat antique était avant tout l'Etat des propriétaires d'esclaves pour mater les esclaves, comme l'Etat féodal fut l'organe de la noblesse pour mater les paysans serfs et corvéables, et comme l'Etat représentatif moderne est l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital (F. Engels : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, où il expose ses vues et celles de Marx). La forme même la plus libre et la plus progressive de l'Etat bourgeois, la république démocratique, n'élimine nullement ce fait, mais en modifie seulement l'aspect (liaison du gouvernement avec la Bourse, corruption directe et indirecte des fonctionnaires et de la presse, etc.). Le socialisme, en menant à la suppression des classes, conduit par là même à la suppression de l'Etat. « Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte

propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans les rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », il *s'éteint* » (F. Engels : *Anti-Dühring*). « La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'Etat là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (F. Engels : *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*).

Enfin, en ce qui concerne la position du socialisme de Marx à l'égard de la petite paysannerie, qui existera encore à l'époque où les expropriateurs seront expropriés, il importe de mentionner cette déclaration d'Engels, qui exprime la pensée de Marx : « Lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui » (F. Engels : *La question paysanne en France et en Allemagne*, édit. Alexéïéva, p. 17. La traduction russe contient des erreurs. Voir l'original dans la *Neue Zeit* *).

LA TACTIQUE DE LA LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT

Ayant discerné, dès 1844-1845, l'une des principales lacunes de l'ancien matérialisme, qui n'avait pas su comprendre les conditions, ni apprécier la portée de l'activité

* Traduction française parue aux Editions Sociales en 1956, p. 24. (*N.R.*)

pratique révolutionnaire, Marx accorda durant toute sa vie, parallèlement à ses travaux théoriques, une attention soutenue aux questions de tactique de la lutte de classe du prolétariat. *Toutes* les œuvres de Marx fournissent à cet égard une riche documentation, en particulier sa correspondance avec Engels, publiée en 1913, en quatre volumes. Cette documentation est encore loin d'être entièrement recueillie, classée, étudiée et analysée. C'est pourquoi nous devrons nous borner, ici, aux observations les plus générales et les plus brèves, en soulignant que, sans *c e t* aspect, Marx considérait avec raison le matérialisme comme incomplet, unilatéral et sclérosé. La tâche essentielle de la tactique du prolétariat était définie par Marx en fonction de sa conception matérialiste et dialectique du monde. Seule l'étude objective de l'ensemble des rapports de toutes les classes, sans exception, d'une société donnée et, par conséquent, la connaissance du degré objectif du développement de cette dernière et des corrélations entre elle et les autres sociétés, peut servir de base à une tactique juste de la classe d'avant-garde. En outre, toutes les classes et tous les pays sont considérés, sous un aspect non pas statique, mais dynamique, c'est-à-dire non pas à l'état d'immobilité, mais dans leur mouvement (mouvement dont les lois dérivent des conditions économiques de l'existence de chaque classe). Le mouvement est à son tour envisagé du point de vue non seulement du passé, mais aussi de l'avenir, et non pas selon la conception vulgaire des « évolutionnistes », qui n'aperçoivent que les changements lents, mais d'une façon dialectique : « Dans les grands développements historiques, écrivait Marx à Engels, vingt années ne sont pas plus qu'un jour, bien que, par la suite, puissent venir des journées qui concentrent en elles vingt années » (*Correspondance*, t. III, p. 127[30]). A chaque étape de l'évolution, à chaque moment, la tactique du prolétariat doit tenir compte de cette dialectique objectivement inévitable de l'histoire de l'humanité : d'une part, en mettant à profit les époques de stagnation politique, c'est-à-dire de développement dit « paisible », avançant à pas de tortue, pour accroître la conscience, la force et la combativité de la classe d'avant-garde ; d'autre part, en orientant tout ce travail vers le « but final » de cette classe et en la rendant capable de remplir pratiquement

de grandes tâches dans les grandes journées « qui concentrent en elles vingt années ». Deux thèses de Marx sont particulièrement importantes à cet égard. L'une, dans la *Misère de la philosophie*, concerne la lutte économique et les organisations économiques du prolétariat ; l'autre, dans le *Manifeste du Parti communiste*, est relative aux tâches politiques du prolétariat. La première est ainsi énoncée : « La grande industrie concentre dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — coalition... Les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et, en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus important pour eux que celui du salaire... Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivée à ce point-là, l'association prend un caractère politique. » Nous avons ici le programme et la tactique de la lutte économique et du mouvement syndical pour des dizaines d'années, pour toute la longue période de préparation des forces du prolétariat « à une bataille à venir ». Il faut rapprocher de cela les nombreuses indications de Marx et Engels, fondées sur l'expérience du mouvement ouvrier anglais, qui montrent comment la « prospérité » industrielle suscite des tentatives d'« acheter le prolétariat » (*Correspondance*, t. I, p. 136), de le détourner de la lutte ; comment[31] cette prospérité en général « démoralise les ouvriers » (II, 218) ; comment le prolétariat anglais « s'embourgeoise » — « la nation la plus bourgeoise entre toutes » (la nation anglaise) « semble vouloir finalement posséder à côté de la bourgeoisie une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois » (II, 290)[32] ; comment son « énergie révolutionnaire » disparaît (III, 124) ; comment il faudra attendre plus ou moins longtemps « que les ouvriers anglais se débarrassent de leur apparente contamination bourgeoise » (III, 127) ; comment l'« ardeur des chartistes » fait défaut au mouvement ouvrier anglais (1866 ; III, 305)[33] ; comment les leaders ouvriers anglais deviennent une sorte de type intermédiaire « entre le bourgeois radical et l'ouvrier » (allusion à Holyoake, IV, 209) ; comment,

en raison du monopole de l'Angleterre et tant que ce monopole subsistera, « il n'y aura rien à faire avec les ouvriers anglais » (IV, 433)[34]. La tactique de la lutte économique, en rapport avec la marche générale (*et avec l'issue*) du mouvement ouvrier, est examinée ici d'un point de vue remarquablement vaste, universel, dialectique et authentiquement révolutionnaire.

Le Manifeste du Parti communiste a énoncé le principe fondamental du marxisme en ce qui concerne la tactique de la lutte politique : « Ils (les communistes) combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais... défendent... en même temps l'avenir du mouvement. » Partant de là, Marx soutint en 1848 le parti de la « révolution agraire » de Pologne, « c'est-à-dire le parti qui fit en 1846 l'insurrection de Cracovie ». En 1848-1849, Marx soutint la démocratie révolutionnaire extrême en Allemagne et ne revint jamais sur ce qu'il avait dit alors à propos de la tactique. Il considérait la bourgeoisie allemande comme un élément « enclin depuis le début à trahir le peuple » (seule l'alliance avec la paysannerie aurait pu permettre à la bourgeoisie d'arriver entièrement à ses fins) « et à passer un compromis avec le représentant couronné de la vieille société ». Voici l'analyse finale donnée par Marx de la situation de classe de la bourgeoisie allemande à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise. Cette analyse est, d'ailleurs, un modèle d'analyse matérialiste qui considère la société dans son mouvement, sans se borner au mouvement tourné *vers le passé* : « ... sans foi en elle-même, sans foi dans le peuple, grognant contre les grands, tremblant devant les petits ; ...redoutant l'ouragan universel ; d'énergie nulle part, plagiat en tous sens ; ... sans initiative ;... vieillard sur qui pèse la malédiction, condamné à diriger dans ses intérêts séniles les premiers élans d'un peuple jeune et robuste » ...(*Neue Rheinische Zeitung*, 1848, V. *Literarischer Nachlaß*, t. III, p. 212)[35]. Environ vingt ans après, dans une lettre à Engels (III, 224), Marx écrivait que la révolution de 1848 avait échoué parce que la bourgeoisie avait préféré la paix dans l'esclavage à la seule perspective de combattre pour la liberté. Lorsque l'époque des révolutions de 1848-1849 fut close, Marx se dressa contre toute tentative de jouer à la

révolution (lutte contre Shapper-Willich), exigeant que l'on sût travailler dans la nouvelle époque qui préparait, sous une « paix » apparente, de nouvelles révolutions. Le jugement suivant de Marx sur la situation en Allemagne en 1856, à l'époque de la réaction la plus noire, montre dans quel esprit il entendait que ce travail fût accompli : « Tout dépendra en Allemagne de la possibilité de faire appuyer la révolution prolétarienne par une réédition de la guerre des paysans » (*Correspondance*, II, 108[36]). Tant que ne fut pas achevée en Allemagne la révolution démocratique (bourgeoise), Marx porta toute son attention, en ce qui concernait la tactique du prolétariat socialiste, sur le développement de l'énergie démocratique de la paysannerie. Il estimait que l'attitude de Lassalle était « objectivement... une trahison à l'égard de tout le mouvement ouvrier au profit de la Prusse » (III, 210), notamment parce qu'il favorisait les grands propriétaires fonciers et le nationalisme prussien. « Dans un pays essentiellement agricole, c'est une bassesse — écrivait Engels à Marx en 1865, à propos d'un projet de déclaration commune dans la presse — que d'attaquer, au nom du prolétariat industriel, uniquement la bourgeoisie, sans même faire allusion à l'exploitation patriarcale, « exploitation à coups de bâton », du prolétariat rural par la grande noblesse féodale » (III, 217[37]). Dans la période de 1864 à 1870, alors que tirait à sa fin en Allemagne l'époque de la révolution démocratique bourgeoise, époque où les classes exploiteuses de Prusse et d'Autriche se disputaient sur les moyens d'achever cette révolution *par en haut*, Marx ne se bornait pas à condamner Lassalle pour ses complaisances envers Bismarck, mais corrigeait aussi Liebknecht, qui versait dans l'« austrophilie » et défendait le particularisme ; Marx exigeait une tactique révolutionnaire combattant aussi implacablement Bismarck que les austrophiles, une tactique ne s'adaptant pas au « vainqueur », le hobereau prussien, mais renouvelant immédiatement la lutte révolutionnaire contre lui, *également sur le terrain* créé par les victoires militaires de la Prusse (*Correspondance*, III, pp. 134, 136, 147, 179, 204, 210, 215, 418, 437, 440-441). Dans la célèbre « Adresse » de l'Internationale en date du 9 septembre 1870, Marx mettait en garde le prolétariat français contre une in-

surrection prématurée, mais lorsqu'elle survint néanmoins (1871), il salua avec enthousiasme l'initiative révolutionnaire des masses « montant à l'assaut du ciel » (lettre de Marx à Kugelmann). La défaite du mouvement révolutionnaire dans cette situation comme dans nombre d'autres fut, à la lumière du matérialisme dialectique de Marx, un mal moindre, du point de vue de la marche générale *et de l'issue* de la lutte prolétarienne, que ne l'eût été l'abandon de la position occupée, la capitulation sans combat : une telle capitulation aurait démoralisé le prolétariat, miné sa combativité. Appréciant à sa juste valeur l'emploi des moyens légaux de lutte en période de stagnation politique et de domination de la légalité bourgeoise, Marx condamna très vigoureusement en 1877-1878, après la promulgation de la loi d'exception contre les socialistes, la « phrase révolutionnaire » d'un Most, mais il blâma avec autant d'énergie, sinon davantage, l'opportunisme qui s'était alors emparé momentanément du Parti social-démocrate officiel, lequel n'avait pas su faire aussitôt preuve de fermeté, de ténacité, d'esprit révolutionnaire et de la volonté, en réponse à la loi d'exception[38], de passer à la lutte illégale (*Correspondance*, t. IV, pp. 397, 404, 418, 422, 424. Voir également les lettres de Marx à Sorge).

BIBLIOGRAPHIE

Les œuvres et la correspondance de Marx n'ont pas encore fait jusqu'à présent l'objet d'une édition complète. Elles ont été traduites en russe plus qu'en aucune autre langue. La liste que nous en donnons ci-après a été établie dans l'ordre chronologique. 1841 est l'année de la thèse de Marx sur la philosophie d'Epicure (qui figure dans l'édition posthume de l'*Héritage littéraire*, cf. *infra*). Dans cette thèse, Marx exprime un point de vue encore tout imprégné d'idéalisme hégélien. En 1842, il publie des articles dans la *Gazette Rhénane* (de Cologne), en particulier une critique des débats au sixième Landtag rhénan sur la liberté de la presse, un article sur les lois réprimant les vols de bois, puis un autre où il prend parti en faveur d'une politique dégagée de la théologie, etc. (certains de ces articles se trouvent dans l'*Héritage Littéraire*). C'est ici que l'on voit Marx passer de l'idéalisme au matérialisme, et du démocratisme révolutionnaire au communisme. En 1844 paraissent à Paris les *Annales Franco-Allemandes*, publiées sous la direction de Marx et d'Arnold Ruge, où cette évolution s'accomplit définitivement. Les articles ci-après de Marx sont particulièrement remarquables : *Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel* (publié dans l'*Héritage Littéraire*, cet article est en outre paru en brochure séparée) et *A propos de la question juive (idem* ; publié en brochure par les éditions *Znanié*, « La bibliothèque bon marché », n° 210). En 1845, Marx et Engels publient conjointement (à Francfort-sur-le-Main) la brochure *la Sainte Famille. Contre*

Bruno Bauer et Cie (outre l'*Héritage Littéraire*, il en existe deux éditions russes en brochure, aux éditions *Novy Goloss*, St-Pét. 1906, et *Vestnik Znania*, St-Pét. 1907). Au printemps 1845 paraissent les thèses de Marx sur Feuerbach (en appendice à la brochure de F. Engels : *Ludwig Feuerbach* ; il en existe une traduction russe). En 1845-1847, Marx publie une série d'articles (dont la plupart n'ont été ni recueillis, ni réédités, ni traduits en russe) dans les journaux *Vorwärts* *, édité à Paris, *Brüsseler Deutsche Zeitung*** (1847), *Das Westphälische Dampfboot* *** (Bielefeld, 1845-1848), *Der Gesellschaftsspiegel* **** (1846, Elberfeld). L'année 1847 voit paraître à Paris l'ouvrage fondamental de Marx contre Proudhon : *Misère de la Philosophie. Réponse à la « Philosophie de la Misère » de M. Proudhon* (trois éditions russes au *Novy Mir*, une de G. Lvovitch, une autre d'Alexéïéva, une du *Prosvéchtchénié*, toutes de 1905-1906). En 1848 fut publié à Bruxelles le *Discours sur le libre-échange* (il en existe une traduction russe). Puis, à Londres, en collaboration avec F. Engels, le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, traduit dans presque toutes les langues d'Europe et de plusieurs autres pays (il a paru en traduction russe près de huit éditions en 1905-1906 : celles du *Molot*, du *Kolokol*, d'Alexéïéva, etc., pour la plupart saisies, sous des titres différents : *Le Manifeste communiste*, *Du communisme*, *Classes sociales et communisme*, *Capitalisme et communisme*, *Philosophie de l'Histoire* ; on trouvera la traduction complète et la plus exacte de cet ouvrage, ainsi que de plusieurs autres œuvres de Marx, dans les publications à l'étranger assurées notamment par le groupe « Libération du Travail »[39]). Du 1er juin 1848 au 19 mai 1849 parut à Cologne la *Nouvelle Gazette Rhénane*, dont Marx était pratiquement le rédacteur en chef. Les nombreux articles qu'il donna à ce journal, qui reste jusqu'à nos jours le modèle insurpassé, le meilleur organe du prolétariat révolutionnaire, n'ont pas encore été recueillis ni édités intégralement. Les principaux d'entre eux figurent dans l'*Hé-*

* *En Avant !* (*N.R.*)
** *Le journal allemand de Bruxelles.* (*N.R.*)
*** *Le Vapeur Westphalien.* (*N.R.*)
**** *Le Miroir de la société.* (*N.R.*)

ritage Littéraire. Les articles *Travail salarié et capital,* publiés dans ce journal, ont été édités à plusieurs reprises en brochure (quatre éditions russes : Kozman, *Molot,* Miagkov et Lvovitch, 1905-1906). Extrait du même journal : *Les libéraux au pouvoir* (éditions *Znanié, La bibliothèque bon marché,* n° 272, St-Pét. 1906). En 1849, Marx publia à Cologne *Deux procès politiques* (deux discours prononcés par Marx pour sa défense devant la cour d'assises, qui devait l'acquitter alors qu'il était accusé d'avoir transgressé les lois sur la presse et lancé un appel à la résistance armée contre le gouvernement. Cinq éditions russes en 1905-1906 : Alexéïéva, *Molot,* Miagkov, *Znanié, Novy Mir*). En 1850, Marx fit paraître à Hambourg six numéros de la revue la *Nouvelle Gazette Rhénane.* Les plus importants des articles qui y furent publiés figurent dans l'*Héritage Littéraire.* Ceux qu'Engels réédita en 1895 sont particulièrement remarquables : *Les luttes de classes en France de 1848 à 1850* (trad. russe, édition M. Malykh ; *Bibl.* n° 59-60 ; également dans le *Recueil de travaux historiques,* traduction de Bazarov et Stépanov, éditions Skirmount, St-Pét. 1906 ; voir aussi : *Réflexions et points de vue sur la vie au XX^e siècle,* St-Pét. 1912). En 1852 parut à New York la brochure de Marx *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (traduction russe dans les recueils ci-dessus). La même année, on édita à Londres les *Révélations relatives au procès des communistes de Cologne,* traduction russe : *Le procès des Communards de Cologne,* n° 43 de la *Bibliothèque populaire et scientifique,* St-Pét. 1906, 28 octobre). D'août 1851 à 1862 * Marx collabora régulièrement au journal *The New York Tribune,* où plusieurs de ses articles parurent en éditoriaux, sans sa signature. Sont particulièrement remarquables ses articles : *Révolution et contre-révolution en Allemagne,* réédités en traduction allemande après la mort de Marx et d'Engels (traduction russe dans deux recueils, versions de Bazarov et de Stépanov, puis cinq

* Dans son article sur Marx publié par le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften,* Bd. 6, S. 603 (*Dictionnaire des sciences politiques,* tome 6, page 603. *N.R.*), Engels indique par erreur 1853-1860, ainsi que Bernstein, dans un article sur Marx paru dans la 11^e édition de l'Encyclopédie Britannique, 1911. Cf. la Correspondance de Marx et Engels, publiée en 1913.

éditions en brochure séparée en 1905-1906, Alexéïéva, *Le bien public*, *Novy Mir*, *la Bibliothèque universelle*, *Molot*). Certains des articles de Marx publiés dans la *New York Tribune* furent édités à Londres en brochure, par exemple l'article sur Palmerston en 1856 : *Révélations sur l'histoire diplomatique du XVIII^e siècle* (sur la dépendance permanente et intéressée des ministres du parti libéral anglais à l'égard de la Russie), etc. Après la mort de Marx, sa fille Eléonore Eveling publia une série de ses articles de la *New York Tribune* sur la question de l'Orient, sous le titre : *The Eastern Question*, London 1897. Une partie en a été traduite en russe : *La guerre et la révolution*, fascicule 1. Marx et Engels : *Articles inédits* (1852, 1853, 1854), Kharkov 1919 (Bibliothèque *Nacha Mysl*). A partir de la fin de 1854 et pendant toute l'année 1855, Marx collabora au journal *Neue Oder-Zeitung** et, en 1861-1862, au journal viennois *Presse*. Ces articles n'ont pas encore été recueillis, et une partie seulement a été publiée dans la *Neue Zeit*, ainsi que de nombreuses lettres de Marx. Il en est de même des articles donnés par Marx au journal *Das Volk* ** (Londres 1859), sur l'histoire diplomatique de la guerre d'Italie en 1859. En 1859 parut à Berlin l'ouvrage de Marx : *Contribution à la critique de l'économie politique* (traduction russe, Moscou 1896, sous la direction de Manouïlov ; et St-Pét. 1907, traduction de Roumiantsev). En 1860 parut à Londres la brochure de Marx *Herr Vogt*.

En 1864 parut à Londres l'*Adresse de l'Association Internationale des Travailleurs*, rédigée par Marx (il en existe une traduction russe). Marx est l'auteur d'un grand nombre de manifestes, adresses et résolutions du Conseil général de l'Internationale. Ces documents sont loin d'avoir été tous répertoriés, ni même recueillis. La première tentative dans ce sens est l'ouvrage de G. Jaeckh *l'Internationale* (traduct. russe, St-Pét. 1906, éditions *Znanié*), où l'on trouve notamment certaines lettres de Marx et des projets de résolutions dont il est l'auteur. Parmi les documents de l'Internationale rédigés par Marx figure l'Adresse du Conseil général relative à la Commune de Paris, publiée en 1871

* Le Nouveau Journal de l'Oder. (*N.R.*)
** Le Peuple. (*N.R.*)

à Londres en brochure, sous le titre : *La guerre civile en France* (traduction russe sous la direction de Lénine, édit. *Molot*, etc.). La correspondance de Marx avec Kugelmann, qui était membre de l'Internationale, se rapporte à la période 1862-1874 (deux éditions en russe, l'une sous la direction de A. Heuchbarg, l'autre sous la direction de Lénine). En 1867 parut à Hambourg l'ouvrage fondamental de Marx : *le Capital. Critique de l'économie politique.* Livre I. Les Livres II et III furent publiés par Engels après la mort de Marx, en 1885 et 1894. Traductions russes : Livre I, cinq éditions (deux de Danielson, en 1872 et 1898; deux de E. Gourvitch et L. Zak sous la direction de Strouvé, la 1re en 1899 et la 2e en 1905, et la dernière sous la direction de Bazarov et Stépanov). Les Livres II et III ont paru dans une traduction médiocre de Danielson et dans une autre meilleure, rédigée par Bazarov et Stépanov. En 1876, Marx participa à l'élaboration du livre d'Engels, l'*Anti-Dühring* (*Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft*) dont il relut entièrement le manuscrit et rédigea tout le chapitre consacré à l'histoire de l'économie politique.

Les ouvrages suivants de Marx furent édités après sa mort : *Critique du programme de Gotha* (St-Pét. 1906, en allemand dans la *Neue Zeit* 1890-1891, n° 18), *Salaire, prix et profit* (rapport présenté le 26 juin 1865, *Neue Zeit*, XVI, 1897-1898, traduction russe aux éditions *Molot* en 1906 et chez Lvovitch en 1905). *Héritage littéraire de K. Marx, F. Engels et F. Lassalle*, 3 tomes, Stuttgart 1902 (traduction russe sous la direction d'Axelrod, etc., 2 tomes, St-Pét. 1908. Le tome I édité également sous la direction de E. Gourvitch, Moscou 1907. Les lettres de Lassalle à Marx ont été publiées séparément; elles font partie de l'*Héritage Littéraire*). *Lettres de K. Marx, F. Engels et d'autres personnes à Sorge* (deux éditions en russe, l'une sous la direction d'Axelrod, l'autre préfacée par Lénine, édit. Dauge). *Les Théories de la plus-value*, 3 tomes, en quatre parties, Stuttgart 1905-1910, le manuscrit du Livre IV du *Capital*, édité par Kautsky (seul le tome I a été traduit en russe, 3 éditions : St-Pét. 1906, sous la direction de Plékhanov ; Kiev 1906, sous la direction de Jéleznov ; Kiev 1907, sous la direction de Toutchapski). En 1913 parurent à Stuttgart quatre gros volumes de la

Correspondance de K. Marx et F. Engels : ces 1 386 lettres, couvrant la période de septembre 1844 au 10 janvier 1883, fournissent de très nombreux documents d'une grande valeur pour l'étude de la biographie et des conceptions de Marx. En 1917 parurent deux tomes de Marx et Engels : *Articles publiés de 1852 à 1862* (en allemand). En terminant cette énumération des œuvres de Marx, il faut signaler qu'elle ne comprend pas certains articles moins étendus et des lettres de Marx, qui ont paru pour la plupart dans la *Neue Zeit*, le *Vorwärts* et dans d'autres publications périodiques social-démocrates de langue allemande ; il est également certain que la liste des traductions de Marx en russe n'est pas complète, surtout pour les brochures des années 1905-1906.

La littérature sur Marx et le marxisme est extraordinairement vaste. Nous ne mentionnerons que l'essentiel, en répartissant les auteurs en trois catégories principales : les marxistes, ceux qui partagent pour l'essentiel les idées de Marx ; les auteurs bourgeois, foncièrement hostiles au marxisme, et les révisionnistes, qui, tout en admettant prétendument tel ou tel principe fondamental du marxisme, substituent en fait à ce dernier des conceptions bourgeoises. L'interprétation populiste de Marx doit être considérée comme une variété spécifiquement russe du révisionnisme. Dans son ouvrage *Ein Beitrag zur Bibliographie des Marxismus* (*Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XX, 2 Heft, 1905, SS. 413-430) *, W. Sombart cite trois cents titres, dans une liste qui est loin d'être exhaustive. On la complétera en consultant, dans la *Neue Zeit*, les index pour les années 1883-1907 et les années ultérieures ; cf. encore Josef Stammhammer : *Bibliographie des Sozialismus und Kommunismus* **, tt. I-III, Iéna (1893-1909). Pour une bibliographie plus détaillée du marxisme, on peut indiquer encore : *Bibliographie der Sozialwissenschaften****, Berlin, 1re année, 1905 et sq. Cf.

---

* *Contribution à une bibliographie du marxisme* (*Archives de sciences sociales et de politique sociale*, t. XX, fascicule 2, 1905, pp. 413-430). (*N.R.*)

** *Bibliographie du socialisme et du communisme.* (*N.R.*)

*** *Bibliographie des sciences sociales.* (*N.R.*)

également N. Roubakine, *Parmi les livres* (tome II, 2e édit.). Nous ne citons ici que l'essentiel. Sur la biographie de Marx, il faut mentionner en premier lieu les articles de F. Engels dans le *Volkskalender**, publié par Bracke à Braunschweig en 1878, et dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, tome 6, pp. 600-603. W. Liebknecht: *Karl Marx zum Gedächtniss*, Nuremberg 1896. Lafargue, *Karl Marx. Persönliche Erinnerungen.* W. Liebknecht: *Karl Marx*, 2e édition, St-Pét. 1906. P. Lafargue: *Mes souvenirs sur K. Marx*, Odessa 1905 (cf. l'original dans *Neue Zeit*, IX, I). *A la mémoire de Karl Marx*, St-Pét. 1908, 410 pages, recueil d'articles de I. Nevzorov, N. Rojkov, V. Bazarov, I. Stéklov, A. Finn-Enotaïevski, P. Roumiantsev, K. Renner, H. Roland-Holst, V. Iline, R. Luxembourg, G. Zinoviev, L. Kaménev, P. Orlovski et M. Taganski. Fr. Mehring: *Karl Marx.* La grande biographie de Marx en anglais, établie par le socialiste américain Spargo (Spargo: *K. Marx, his life and work*, London 1911)**, n'est pas satisfaisante. Tableau général de l'activité de Marx dans K. Kautsky: *Die historische Leistung von K. Marx. Zum 25. Todestag des Meisters.* Berlin 1908. Traduction russe : *K. Marx et son importance historique*, St-Pét. 1908. Cf. également la brochure populaire de C. Zetkin: *K. M. und sein Lebenswerk* *** (1913). Souvenirs sur Marx: Annenkov, dans le *Vestnik Evropy*, 1880, n°4 (et *Mémoires*, t. III. Dix années remarquables. St-Pét. 1882), et Karl Schurtz, dans le *Rousskoïé Bogatstvo*, 1906, n°12 ; M. Kovalevski, dans le *Vestnik Evropy*, 1909, VI et sq.

Sur la philosophie du marxisme et le matérialisme historique, on trouvera le meilleur exposé chez G. Plékhanov : *En 12 ans*, St-Pét. 1909, 3e édition ; *De la défensive à l'offensive*, St-Pét. 1910 ; *Les problèmes fondamentaux du marxisme*, St-Pét. 1908 ; *Critique de nos critiques*, St-Pét. 1906 ; *Essai sur le développement de la conception moniste de l'histoire*, St-Pét. 1908, et dans d'autres ou-

* *Le Calendrier populaire.* (*N.R.*)
** *K. Marx, sa vie et son œuvre*, Londres 1911. (*N.R.*)
*** *Karl Marx et l'œuvre de sa vie.* (*N.R.*)

vrages de cet auteur. Antonio Labriolla : *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire*, St-Pét. 1908. Du même auteur : *Matérialisme historique et philosophie*, St-Pét. 1906. Fr. Mehring : *Du matérialisme historique*, St-Pét. 1906 (2 éditions : *Prosvéchtchénié* et *Molot*). Du même auteur : *Une légende sur Lessing*, St-Pét. 1908 (*Znanié*). Cf. également Ch. Andler (non marxiste) : *Le Manifeste communiste. Historique, introduction, commentaire*, St-Pét. 1906. Cf. également *le Matérialisme historique*, St-Pét. 1908, recueil d'articles d'Engels, Kautsky, Lafargue et plusieurs autres auteurs. L. Axelrod : *Essais philosophiques. Réponse aux critiques philosophiques du matérialisme historique*, St-Pét. 1906. Les malencontreuses entorses au marxisme commises par Dietzgen ont trouvé un défenseur en la personne de E. Untermann : *Die logischen Mängel des engeren Marxismus* *, München 1910 (753 pages. Ouvrage volumineux, mais manquant de sérieux). Hugo Riekes : *Die philosophische Wurzel des Marxismus*, dans *Zeitschrift für die gezamte Staatswissenschaft*, 62. Jahrgang, 1906, 3 Heft. S. 407-432 ** ; travail intéressant d'un adversaire des conceptions de Marx, montrant leur cohésion philosophique du point de vue du matérialisme. Benno Erdmann : « Die philosophischen Voraussetzungen der materialistischen Geschichtsauffassung », dans *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft* (Schmollers Jahrbuch) 1907, 3 Heft, S. 1-56***, formulation très utile de certaines thèses fondamentales du matérialisme philosophique de Marx, et recueil des objections formulées du point de vue courant du kantisme et de l'agnosticisme en général. R. Stammler (kantien) : *Wirtschaft und Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung* ****, 2e édition, Leipzig 1906. Wolt-

* *Les lacunes logiques du marxisme orthodoxe.* (*N.R.*)

** *Les racines philosophiques du marxisme* (*Revue des sciences politiques*, 62e année, 1906, tome 3, pp. 407-432). (*N.R.*)

*** « Prémisses philosophiques de la conception matérialiste de l'histoire », dans *l'Annuaire de la législation, de l'administration et de l'économie nationale* (*Annuaire Schmoller*) 1907, tome 3, pp. 1-56. (*N.R.*)

**** *L'économie et le droit du point de vue de la conception matérialiste de l'histoire.* (*N.R.*)

mann (également kantien) : *Le matérialisme historique*, traduction russe, 1901, *Vorländer* (*idem*), Kant et Marx, St-Pét. 1909. Cf. aussi la polémique entre A. Bogdanov, V. Bazarov, etc. (*Essais sur la philosophie du marxisme*, St-Pét. 1908. A. Bogdanov : *Misère d'un grand fétichisme*, Moscou 1909, et d'autres ouvrages) et V. Iline (*Matérialisme et empiriocriticisme*, Moscou 1909). Sur le problème du matérialisme historique et de l'éthique : K. Kautsky : *L'éthique et la conception matérialiste de l'histoire*, St-Pét. 1906, et de nombreux autres ouvrages de Kautsky. Puis Boudin : *Das theoretische System von K. Marx*, Stuttgart 1909 (L. Boudin : *Le système théorique de K. Marx à la lumière de la critique moderne*, traduit de l'anglais sous la direction de V. Zassoulitch, St-Pét. 1908). Hermann Gorter : *Der historische Materialismus* *, 1909. Parmi les œuvres des adversaires du marxisme, nous indiquerons : Tougan-Baranovski : *Les fondements théoriques du marxisme*, St-Pét. 1907. S. Prokopovitch: *Contribution à la critique de Marx*, St-Pét. 1901. Hammacher : *Das philosophisch-ökonomische System des Marxismus* ** (Leipzig 1910, 730 pages, recueil de citations). W. Sombart : *Le socialisme et le mouvement social au XIX^e siècle*, St-Pét. Max Adler (kantien) : *Kausalität und Teleologie* (Wien 1909. *Marx-Studien*) et *Marx als Denker* ***.

L'ouvrage de l'idéaliste hégélien Giov. Gentile : *La philosophia di Marx* **** (Pise 1899), mérite de retenir l'attention. L'auteur mentionne certains aspects importants de la dialectique matérialiste de Marx, qui échappent ordinairement à l'attention des kantiens, des positivistes, etc. Egalement Lévy : *Feuerbach* — l'un des principaux précurseurs philosophiques de Marx. On trouvera un recueil utile de citations tirées d'une série d'ouvrages de Marx chez Tchernychev : *Aide-mémoire du marxiste*, St-Pét. (*Diélo*) 1908. Sur la doctrine économique de Marx : K. Kautsky : *La doctrine économique de*

* *Le matérialisme historique.* (*N.R.*)
** *Le système philosophico-économique du marxisme.* (*N.R.*)
*** *Causalité et téléologie* (Vienne 1909. *Etudes marxistes*) et *Marx en tant que penseur.* (*N.R.*)
**** *La philosophie de Marx.* (*N.R.*)

Marx (nombreuses éditions russes) ; du même auteur : *La question agraire, Le programme d'Erfurt* et de nombreuses brochures. Cf. encore Bernstein : *La doctrine économique de Marx*. Le Livre III du *Capital* (traduct. russe 1905) ; Gabriel Deville : *Le Capital* (exposé du Livre I du *Capital*, traduction russe, 1907). Ce que l'on appelle le révisionnisme parmi les marxistes sur la question agraire est représenté par E. David : *Le socialisme et l'agriculture* (traduct. russe, St-Pét. 1902). Cf. la critique du révisionnisme dans V. Iline : *La question agraire*, 1re partie, St-Pét. 1908. Cf. également V. Iline : *Le développement du capitalisme en Russie*, 2e édit., St-Pét. 1908, et du même auteur : *Etudes et articles économiques*, St-Pét. 1899. V. Iline : *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture*, fascicule 1, 1917. Application des conceptions de Marx, à quelques écarts près, aux données modernes sur les problèmes agraires chez Compère-Morel : *La question agraire et le socialisme en France*, Paris 1912 (455 pages). Développement des vues économiques de Marx appliquées aux phénomènes les plus récents de la vie économique dans Hilferding : *Le capital financier*, St-Pét. 1911 (les opinions de l'auteur comportent de sérieuses inexactitudes sur la théorie de la valeur ; elles ont été rectifiées par Kautsky, dans la *Neue Zeit* : *Gold, Papier und Ware* — Or, papier-monnaie et marchandises — 30, I ; 1912, pp. 837, 886). V. Iline : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, 1917*. Dans *La question agraire* (2 tomes) et *Théorie du développement de l'économie nationale* (St-Pét. 1910), P. Maslov s'écarte du marxisme sur des points essentiels. Cf. la critique de certains de ces errements chez Kautsky, *Neue Zeit* XXIX, 1, 1911, article : *Malthusianisme et socialisme*.

Critique de la doctrine économique de Marx du point de vue de la théorie de l'« utilité marginale », largement répandue parmi les professeurs bourgeois : Böhm-Bawerk : *Zum Abschluss des Marxschen Systems* (Berlin 1896, dans *Staatswiss. Arbeiten*, Festgabe für K. Knies). Il en existe une traduction russe : St-Pét. 1897, *La théorie de Marx et sa critique* et du même auteur : *Ka-*

pital und Kapitalzins, 2e édit. Insbr. 1900-1902, 2 t. (*Capital et profit*, St-Pét. 1909). Cf. en outre : Riekes : *Wert und Tauschwert* * (1899) ; v. Bortkiewicz : *Wertrechnung u. Preisrechnung im Marxschen System* (Archiv f. Sozialw., 1906-1907)** ; Leo v. Buch: *Über die Elemente d. polit. Ökonomie. I. Th. Die Intensität d. Arbeit, Wert u. Preis* *** (édité également en russe). La critique de Böhm-Bawerk, examinée d'un point de vue marxiste : Hilferding, *Böhm-Bawerks Marx-Kritik* (*Marx-Studien*, Bd. I. Wien 1904) **** et dans des articles plus brefs de la *Neue Zeit*.

Sur la question des deux tendances principales dans l'interprétation et le développement du marxisme — la tendance « révisionniste » et la tendance radicale (« orthodoxe »), cf. Ed. Bernstein : *Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie* (édit. originale allemande, Stuttgart 1899), traduction russe, *Le matérialisme historique*, St-Pét. 1901. *Problèmes sociaux*, Moscou 1901) ; cf. également du même auteur : *Essais sur l'histoire et la théorie du socialisme*, St-Pét. 1902. Réponse de K. Kautsky : *Bernstein et le programme social-démocrate* (édition originale allemande, Stuttgart 1899. Traduction russe : 4 éditions, 1905-1906). Parmi les œuvres marxistes françaises : Jules-Guesde : *Quatre ans de lutte des classes. En garde!*, *Questions d'hier et d'aujourd'hui* (Paris 1911) ; P. Lafargue : *Le déterminisme économique de K. Marx* (Paris 1909). Ant. Pannekoek : *Zwei Tendenzen in der Arbeiter-Bewegung* *****.

Sur la théorie marxiste de l'accumulation du capital, un nouvel ouvrage de Rosa Luxembourg : *Die Akkumulation des Kapitals* ****** (Berlin 1913), et l'analyse

---

* *Valeur et valeur d'échange.* (*N.R.*)

** *Détermination de la valeur et des prix dans le système de Marx* (*Archives des sciences sociales*, 1906-1907). (*N.R.*)

*** *Eléments fondamentaux d'économie politique. I. Intensité du travail, valeur et prix.* (*N.R.*)

**** *Böhm-Bawerk en tant que critique de Marx* (*Etudes marxistes*, tome I, Vienne 1904). (*N.R.*)

***** *Deux tendances au sein du mouvement ouvrier.* (*N.R.*)

****** *L'accumulation du capital.* (*N.R.*)

de sa fausse interprétation de la théorie de Marx par Otto Bauer : *Die Akkumulation des Kapitals* * (*Neue Zeit*, t. 31, 1913, I, pp. 831 et 862). Eckstein dans le *Vorwärts*, 1913 et Pannekoek dans la *Bremer Bürger-Zeitung*, 1913.

Parmi les ouvrages russes anciens sur Marx : B. Tchitchérine : « Les socialistes allemands » dans le *Recueil des sciences politiques* de Bézobrazov, St-Pét. 1888, et *Histoire des doctrines économiques*, 5e partie, Moscou 1902, p. 156. Réponse de Sieber : « Les économistes allemands vus avec les lunettes de M. Tchitchérine », dans Œuvres, t. II, St-Pét. 1900. L. Slonimski : *La doctrine économique de K. Marx*, St-Pét. 1898. N. Sieber : *David Ricardo et K. Marx dans leurs études socio-économiques*, St-Pét. 1885, et *Œuvres*, 2 tomes, St-Pét. 1900. Compte rendu du *Capital* par I. Kaufmann (I. K-n) dans le *Vestnik Evropy*, 1872, n° 5 ; cette étude est digne d'attention du fait que Marx la considère comme un exposé correct de sa méthode matérialiste dialectique, et la cite à ce titre dans sa postface à la 2e édition du *Capital*.

Opinions des populistes russes sur le marxisme : N. Mikhaïlovski dans le *Rousskoïé Bogatstvo*, 1894, n°10 ; 1895, nos 1 et 2, reproduit dans ses œuvres, à propos des *Notes critiques* de P. Strouvé (St-Pét. 1894), analysées du point de vue marxiste par K. Touline (V. Iline), dans les *Matériaux pour caractériser notre développement économique* (St-Pét. 1895, mis au pilon par la censure) et reproduit dans V. Iline. *En 12 ans*, St-Pét. 1908. Toujours parmi les ouvrages populistes : V. V. *Nos tendances*, St-Pét. 1892. Du même : *Des années 70 à 1900*, St-Pét. 1907. Nikolaï—on : *Essais sur notre économie sociale après la réforme*, St-Pét. 1893. V. Tchernov : *Le marxisme et la question agraire*, St-Pét. 1906. Du même : *Etudes philosophiques et sociologiques*, St-Pét. 1907.

En dehors des populistes, indiquons encore : N. Karéïev : *Etudes nouvelles et anciennes sur le matérialisme historique*, St-Pét. 1896, 2e édition en 1913, sous le titre :

---

* *L'accumulation du capital.* (*N.R.*)

Critique du matérialisme économique. Massaryk : *Les fondements philosophiques et sociologiques du marxisme,* Moscou 1900. Croce : *Le matérialisme historique et l'économie marxiste,* St-Pét. 1902.

Pour apprécier correctement les conceptions de Marx, il faut absolument prendre connaissance des œuvres de son plus proche compagnon et collaborateur, Friedrich Engels. Il est impossible de comprendre le marxisme et d'en donner un exposé complet sans tenir compte de *toutes* les œuvres d'Engels.

Critique de Marx du point de vue de l'anarchisme chez V. Tcherkézov : *La doctrine du marxisme,* St-Pét. 1905, en deux parties ; V. Teker : *En guise de livre,* Moscou 1907. Le syndicaliste Sorel : *Introduction à l'économie moderne,* Moscou 1908.

UNE VOIX ALLEMANDE SUR LA GUERRE

...« En l'espace d'une nuit, l'aspect du monde a changé... Chacun rejette la faute sur le voisin... Chacun se dit agressé et affirme être en état de légitime défense. Chacun, voyez-vous, ne fait que défendre ses biens les plus sacrés, le foyer, la patrie... L'orgueil national et la fougue nationale triomphent... La grande classe ouvrière internationale elle-même... obéit à l'ordre du pouvoir national et s'entre-tue sur les champs de bataille... Notre civilisation a fait faillite... Des écrivains célèbres dans toute l'Europe ne rougissent pas d'agir en chauvins aveuglés et furieux... Nous avons trop cru que la folie impérialiste pouvait être domptée par la crainte de la ruine économique... Nous assistons tout simplement à une lutte impérialiste pour l'hégémonie mondiale. Pas trace, nulle part, de grandes idées en jeu, en dehors, peut-être, de projets de renversement du minotaure russe... du tsar et de ses grands-ducs, qui ont livré aux bourreaux l'élite de leur pays... Mais ne voyons-nous pas la noble France, qui incarne les idéaux de liberté, se faire l'alliée du tsar-bourreau ? et l'honorable Allemagne... manquer à sa parole et étrangler la malheureuse Belgique neutre ?... Comment cela finira-t-il ? Si la misère devient trop grande, si le désespoir prend le dessus, si le frère reconnaît son frère sous l'uniforme de l'ennemi, peut-être se produira-t-il encore des événements tout à fait inattendus, peut-être les armes se tourneront-elles contre ceux qui poussent à la guerre, peut-être les peuples, auxquels on a imposé la haine, l'oublieront-ils pour fraterniser soudainement. Nous ne voudrions pas jouer les prophètes, mais si la guerre européenne nous rapproche d'un pas de la république sociale en Europe, elle n'aura pas été aussi insensée, après tout, qu'elle le paraît aujourd'hui. »

Quelle est cette voix ? Peut-être est-ce celle d'un social-démocrate allemand ?

Allons donc ! Ils sont aujourd'hui, Kautsky en tête, de « pauvres moulins à paroles contre-révolutionnaires »[40], comme disait Marx de ces social-démocrates allemands

qui, immédiatement après la promulgation de la loi contre les socialistes, se conduisirent « à l'image de notre temps », à l'instar des actuels Haase, Kautsky, Südekum et consorts.

Non, notre citation est empruntée à une revue de démocrates chrétiens petits-bourgeois, publiée à Zurich par un groupe de braves pasteurs (*Neue Wege, Blätter für religiöse Arbeit**, 1914, September). Voilà à quelle honte nous en sommes arrivés : des philistins croyant en Dieu vont jusqu'à dire qu'il ne serait pas mauvais de tourner les armes contre « ceux qui poussent à la guerre », tandis que des social-démocrates aussi « autorisés » que Kautsky défendent « scientifiquement » le plus vil chauvinisme ou, comme Plékhanov, qualifient d'« utopie » pernicieuse la propagande en faveur de la guerre civile contre la bourgeoisie !

En vérité, si les « social-démocrates » de cet acabit veulent être en majorité et constituer l'« Internationale » officielle (=une association de justification internationale du chauvinisme national), ne vaut-il pas mieux renoncer au nom, sali et avili par eux, de « social-démocrates », pour revenir à la vieille dénomination marxiste de « communistes » ? Kautsky a menacé de le faire quand les opportunistes bernsteiniens semblaient près de conquérir officiellement le parti allemand. Ce qui n'était dans sa bouche qu'une vaine menace pourrait bien devenir pour d'autres une *réalité*.

« Le Social-Démocrate » n° 34, 5 décembre 1914

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

* *Voies nouvelles, feuillets pour la propagande religieuse.* (*N.R.*)

CHAUVINISME MORT ET SOCIALISME VIVANT

(COMMENT RECONSTITUER L'INTERNATIONALE ?)

Pour la social-démocratie de Russie, un peu plus même que pour celle du reste du monde, la social-démocratie allemande était depuis des dizaines d'années un modèle. On comprend donc qu'il soit difficile d'avoir une attitude consciente, c'est-à-dire critique, à l'égard du social-patriotisme ou du chauvinisme « socialiste » actuellement dominant si l'on ne précise pas très clairement son attitude envers cette social-démocratie. Qu'a-t-elle été ? qu'est-elle ? que sera-t-elle ?

A la première question, la brochure de K. Kautsky éditée en 1909 et traduite dans diverses langues européennes : *Le chemin du pouvoir*, peut donner une réponse. C'est l'exposé des tâches de notre époque le plus complet, le plus favorable aux social-démocrates allemands (quant aux espoirs donnés par ces derniers) ; il est dû à la plume de l'auteur le plus autorisé de la IIe Internationale. Rappelons cette brochure en entrant dans quelques détails ; ce sera d'autant plus utile que l'on rejette souvent aujourd'hui avec mépris les « propos oubliés ».

La social-démocratie est un « parti révolutionnaire » (première phrase de la brochure), non seulement comme l'est la machine à vapeur, mais « encore dans un autre sens ». Elle vise à la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, à la dictature du prolétariat. Criblant de sarcasmes

« ceux qui doutent de la révolution », Kautsky écrivait : « Lors de chaque mouvement important ou de chaque insurrection, nous devons évidemment envisager la possibilité d'une défaite. Seul un imbécile peut, avant la lutte, se sentir parfaitement sûr de la victoire. » Mais ce serait « trahir purement et simplement notre cause » que de refuser d'envisager la possibilité d'une victoire. Une révolution liée à la guerre peut se produire pendant ou après la guerre. On ne peut déterminer exactement le moment où l'aggravation des antagonismes de classe amènera la révolution ; mais « je puis affirmer en toute certitude que la révolution apportée par la guerre éclatera ou pendant ou aussitôt après la guerre » : rien n'est plus plat que la théorie de l'« intégration pacifique au socialisme ». « Rien n'est plus erroné que l'opinion suivant laquelle la conscience de la nécessité économique amoindrit la volonté. » « La volonté de lutte est déterminée par : 1° l'enjeu de la lutte ; 2° le sentiment de la force et 3° la force réelle. » Quand on s'efforçait (dans le *Vorwärts* notamment) d'interpréter dans un sens opportuniste la célèbre introduction d'Engels à la *Lutte des classes en France* de Marx, Engels s'en indignait et trouvait « honteux » que l'on pût admettre qu'il fût « un adepte paisible de la légalité à tout prix ». « Nous avons toutes les raisons de croire que nous entrons dans une période de lutte pour le pouvoir politique »; cette lutte peut durer des dizaines d'années, nous n'en savons rien, mais « il est très vraisemblable qu'elle entraînera prochainement un renforcement considérable du prolétariat, si ce n'est sa dictature en Europe occidentale ». Les éléments révolutionnaires s'accroissent ; en 1895, sur 10 millions d'électeurs allemands, il y avait 6 millions de prolétaires et 3 millions et demi de personnes intéressées au maintien de la propriété privée. En 1907, le nombre de ces derniers s'est accru de 30 000 et celui des premiers de 1 600 000 ! Et « le mouvement en avant devient très rapide dès que s'ouvre une période de troubles révolutionnaires ». Les contradictions de classe ne s'atténuent pas mais s'exacerbent, le coût de la vie augmente, les rivalités impérialistes se donnent libre cours, le militarisme fait rage. Une « nouvelle ère de révolutions » approche. L'accroissement insensé des impôts « aurait depuis longtemps

amené la guerre, la seule solution que l'on puisse opposer à la révolution . . . si précisément la révolution n'était encore plus proche de la guerre que de la paix armée ». « La menace de la guerre mondiale devient de plus en plus proche ; or, la guerre implique aussi la révolution. » En 1891, Engels pouvait encore craindre une révolution prématurée en Allemagne, mais depuis « la situation s'est considérablement modifiée ». Le prolétariat « ne peut déjà plus parler d'une révolution *prématurée* » (souligné par Kautsky). La petite bourgeoisie n'est pas sûre et se montre de plus en plus hostile au prolétariat, mais, pendant la crise, « elle est capable de passer en masse de notre côté ». Le tout est, pour la social-démocratie, « de rester inébranlable, fidèle à elle-même, intransigeante ». Il est indéniable que nous sommes entrés dans une période révolutionnaire.

Voilà ce qu'écrivait Kautsky, il y a longtemps, fort longtemps déjà, puisque cela remonte à cinq bonnes années. Voilà ce qu'était, ou plutôt ce que promettait d'être, la social-démocratie allemande. Voilà la social-démocratie qu'on pouvait et devait respecter.

Voyez maintenant ce qu'écrit le même Kautsky. Voici ses déclarations les plus importantes dans « La social-démocratie pendant la guerre » (*Neue Zeit* n° 1, 2 octobre 1914) : « Notre parti a beaucoup moins souvent débattu de son attitude pendant la guerre que de la façon d'empêcher la guerre »... « Jamais un gouvernement n'est aussi fort, jamais les partis ne sont aussi faibles qu'au début d'une guerre. » « Le temps de guerre est toujours le moins propice aux calmes réflexions. » « La question pratique est maintenant celle-ci : victoire ou défaite de son propre pays ? » Un accord des partis des pays belligérants dans l'action contre la guerre ? « Pratiquement, rien de semblable n'a encore jamais été expérimenté. Nous en avons toujours contesté la possibilité »... Les divergences de vues entre socialistes français et allemands « ne sont pas des divergences de principe « (les uns et les autres défendant leur patrie)... « Les social-démocrates de tous les pays ont le même droit ou la même obligation de participer à la défense de leur patrie : aucune nation ne doit le reprocher à une autre »... « L'Internationale a fait faillite ? » « Le parti a renoncé à la défense directe de ses principes pendant la

guerre ? » (Ce passage est de Mehring, dans le même numéro.) Erreur... Rien ne justifie un tel pessimisme. Les divergences ne portent pas sur les principes... L'unité des principes subsiste... La désobéissance aux lois du temps de guerre entraînerait « tout simplement l'interdiction de notre presse ». L'obéissance à ces lois « équivaut aussi peu à la renonciation aux principes de notre parti que l'activité analogue de notre presse sous l'épée de Damoclès de la loi d'exception contre les socialistes ».

C'est à dessein que nous avons cité textuellement, car il est malaisé de croire que l'on puisse écrire de pareilles choses. On trouverait difficilement, dans la littérature socialiste (la « littérature » des renégats avérés exceptée), autant de platitude satisfaite, une façon aussi scandaleuse... d'esquiver la vérité, autant de piètres artifices servant à dissimuler le reniement le plus manifeste du socialisme en général, ainsi que des résolutions internationales précises, adoptées à l'unanimité (par exemple à Stuttgart et surtout à Bâle) justement en prévision d'une guerre européenne telle que nous la voyons aujourd'hui ! Ce serait manquer de respect au lecteur que de prendre « au sérieux » les arguments de Kautsky et d'en tenter l'« analyse » : car si la guerre européenne diffère en bien des choses d'un simple « petit » pogrom antisémite, les arguments « socialistes » justifiant la participation à cette guerre sont *en tout point* analogues aux arguments « démocratiques » justifiant la participation aux pogroms antisémites. Les arguments en faveur d'un pogrom ne se discutent pas : on les mentionne simplement pour clouer leurs auteurs au pilori devant les travailleurs conscients.

Mais, demandera le lecteur, comment a-t-il *pu* advenir que la plus grande autorité de la IIe Internationale, l'auteur qui défendait les idées exposées au début de cet article, soit tombé « plus bas qu'un renégat »? Ce n'est incompréhensible, répondrons-nous, que pour celui qui, inconsciemment peut-être, considère qu'au fond, il ne s'est rien produit de particulier, qu'il ne sera pas difficile « de se réconcilier et d'oublier », etc., ce qui est précisément le point de vue du renégat. Mais quiconque a sérieusement et sincèrement professé les idées socialistes, quiconque a partagé les opinions exprimées au début de cet article, ne s'étonnera pas que le *Vorwärts* soit « mort » (l'expression est de L. Martov dans le *Goloss* de

Paris) et que Kautsky soit « mort » aussi. L'effondrement de certains n'a rien d'étonnant à une époque de grands bouleversements mondiaux. Kautsky, malgré ses immenses mérites, n'a jamais été de ceux qui, pendant les grands crises, ont tout de suite adopté une attitude marxiste combative (rappelons-nous ses hésitations à propos du millerandisme[41]).

Or, nous vivons précisément une de ces époques. « Tirez les premiers, messieurs les bourgeois ! » écrivait en 1891 Engels, défendant (avec juste raison) l'utilisation par les révolutionnaires que nous sommes de la légalité bourgeoise, à l'époque de ce qu'on a appelé le développement constitutionnel pacifique. La pensée d'Engels était aussi claire que possible : nous, les ouvriers conscients, nous tirerons en second; il nous est plus avantageux maintenant d'utiliser, pour passer du bulletin de vote au « fusil » (c'est-à-dire à la guerre civile), le moment où la bourgeoisie violera elle-même la base légale qu'elle a créée. Et Kautsky exprimait, en 1909, l'opinion incontestable de tous les social-démocrates révolutionnaires en disant qu'il ne pouvait y avoir désormais en Europe de révolution *prématurée* et que la guerre signifiait la révolution.

Mais des dizaines d'années de « paix » ne se sont pas écoulées sans laisser de traces ; il était inévitable qu'elles donnent naissance à l'opportunisme dans tous les pays, en lui assurant la suprématie parmi les « chefs » parlementaires et syndicalistes, les leaders de la presse, etc. Il n'y a pas un pays en Europe qui n'ait été le théâtre d'une longue lutte obstinée, sous telle ou telle forme, contre l'opportunisme que toute la bourgeoisie soutenait de mille façons différentes pour corrompre et affaiblir le prolétariat révolutionnaire. Le même Kautsky écrivait il y a quinze ans, au début de la « bernsteiniade »[42], que si l'opportunisme cessait d'être un état d'esprit pour devenir une tendance, la scission serait à l'ordre du jour. Et chez nous, en Russie, l'ancienne *Iskra*[43], qui a créé le parti social-démocrate de la classe ouvrière, disait dans son numéro 2, au début de 1901, dans un article intitulé *Au seuil du XX^e siècle*, que la classe révolutionnaire du XX^e siècle a sa *Montagne* et sa *Gironde*[44] (comme la bourgeoisie, classe révolutionnaire du XVIII^e siècle, avait les siennes).

La guerre européenne constitue une crise historique très profonde, elle marque le début d'une nouvelle époque. Comme toute crise, elle a accentué les contradictions profondes et les a révélées au grand jour, déchirant le voile des hypocrisies, rompant avec toutes les conventions, ruinant les autorités qui tombaient plus ou moins en décomposition. (C'est là, indiquons-le entre parenthèses, le rôle bienfaisant et progressif de toute crise ; seuls ne veulent pas le comprendre les adeptes obtus de l'« évolution pacifique ».) La IIe Internationale, qui a réussi à accomplir en vingt-cinq ou quarante-cinq ans (selon que l'on compte à partir de 1870 ou de 1889) une œuvre extrêmement importante et utile, celle de la diffusion du socialisme et des premiers rudiments d'organisation de ses forces, a terminé sa mission historique ; elle est morte, vaincue par l'opportunisme bien plus que par les von Kluck. Laissons maintenant les morts enterrer leurs morts. Laissons de vains agités (ou des laquais intrigants des chauvins et des opportunistes) « s'évertuer » maintenant à rapprocher Vandervelde et Sembat de Kautsky et de Haase, comme s'il s'agissait de « raccommoder » Ivan Nikiforytch avec Ivan Ivanytch[45] qui l'avait traité de « jars ». L'Internationale ce n'est pas la réunion autour d'une même table, afin de rédiger une résolution hypocrite et spécieuse, de gens pour qui l'internationalisme authentique se réduit à ceci : approbation par les socialistes allemands de l'appel à tuer des ouvriers français, lancé par la bourgeoisie allemande, et approbation par les socialistes français de l'appel à tuer des ouvriers allemands lancé par la bourgeoisie française, « au nom de la défense de la patrie » ! ! ! L'Internationale consiste dans le rapprochement (d'abord idéologique, et ensuite, le moment venu, sur le terrain de l'organisation) des hommes capables en ces jours difficiles de défendre l'internationalisme socialiste par des actes, c'est-à-dire de rassembler leurs forces et de « tirer en second » sur les gouvernements et les classes dirigeantes, chacun dans *sa propre* « patrie ». Ce n'est pas chose aisée. Il y faudra une sérieuse préparation, de gros sacrifices, et cela ne se passera pas sans défaites. Mais précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui la *veulent* et qui ne craignent pas de rompre com-

plètement avec les chauvins et les avocats du social-chauvinisme.

Ce sont des hommes comme Pannekoek — qui a écrit dans son article « La faillite de l'Internationale » : « si les chefs se réunissent et tentent de camoufler les désaccords, cela n'aura aucun sens », — qui font le plus pour la reconstruction sincère, et non hypocrite, d'une Internationale socialiste, et non chauvine.

Disons ouvertement ce qui est : de toute façon, demain ou après-demain, la guerre *obligera* à le faire. Il y a trois courants dans le socialisme international : 1° les chauvins qui pratiquent systématiquement une politique opportuniste ; 2° les ennemis conséquents de l'opportunisme, qui commencent déjà à se manifester dans tous les pays (la plupart d'entre eux ont été battus par les opportunistes mais « les armées écrasées sont à bonne école ») et sont capables d'effectuer un travail révolutionnaire orienté vers la guerre civile ; 3° les désemparés et les hésitants, aujourd'hui à la remorque des opportunistes, et qui nuisent au prolétariat surtout par leurs tentatives hypocrites de trouver une justification « scientifique et marxiste » (tenez-vous bien !) à l'opportunisme. Une partie des naufragés de cette troisième tendance peut être sauvée et rendue au socialisme, mais seulement par une politique énergique rompant carrément avec la première tendance, avec tous ceux qui sont capables de justifier le vote des crédits de guerre, la « défense de la patrie », la « soumission aux lois du temps de guerre », le respect de la légalité, la renonciation à la guerre civile. Seuls ceux qui suivent *cette* politique-là sont les véritables constructeurs de l'Internationale socialiste. Pour notre part, ayant établi le contact avec le Bureau russe de notre Comité central et avec les éléments dirigeants du mouvement ouvrier de Pétrograd, après avoir eu avec eux un échange de vues et nous étant convaincus que nous sommes solidaires sur les points essentiels, nous pouvons déclarer au nom de notre Parti, en tant que Comité de rédaction de son Organe central, que seule l'activité orientée dans ce sens peut se réclamer du Parti et de la social-démocratie.

L'idée d'une scission de la social-démocratie allemande semble effrayer outre mesure beaucoup de gens par

son caractère « insolite ». Mais la situation objective nous garantit qu'ou bien cette chose insolite aura lieu (Adler et Kautsky n'ont-ils pas déclaré à la dernière séance du Bureau socialiste international [46], en juillet 1914, que, ne croyant pas aux miracles, ils ne croyaient pas à la guerre européenne !), ou bien nous assisterons à la douloureuse putréfaction de ce qui fut jadis la social-démocratie allemande. A ceux qui sont trop habitués à « croire » en (*feue*) la social-démocratie allemande nous rappellerons seulement, en manière de conclusion, comment des hommes qui ont été pendant de longues années nos adversaires sur une foule de problèmes envisagent l'hypothèse d'une semblable scission ; comment L. Martov a écrit dans le *Goloss* : « le *Vorwärts* est mort » ; « lorsqu'elle a annoncé qu'elle renonçait à la lutte de classe, la social-démocratie aurait mieux fait de reconnaître franchement les faits, de dissoudre temporairement son organisation et de suspendre la publication de ses organes » ; comment Plékhanov, d'après un compte rendu du *Goloss*, a dit dans une conférence : « Je suis un grand adversaire de la scission. Mais si l'on sacrifie les principes à l'unité de l'organisation, mieux vaut la scission qu'une unité frelatée. » Plékhanov parlait des radicaux allemands : il voit la paille dans l'œil du voisin allemand et ne voit pas la poutre dans le sien. C'est là la particularité de Plékhanov, à laquelle nous ne nous sommes que trop habitués depuis dix ans, à savoir, son radicalisme théorique et son opportunisme pratique. Mais quand des hommes qui ont de *telles*... particularités de caractère se mettent eux-mêmes à parler d'une scission chez les Allemands, c'est un signe des temps.

« Le Social-Démocrate » n° 35, 12 décembre 1914

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

DE LA FIERTE NATIONALE DES GRANDS-RUSSES

Que de propos, de discours, de clameurs n'entend-on pas aujourd'hui au sujet de la nationalité, au sujet de la patrie ! Les ministres libéraux et radicaux d'Angleterre, une foule de publicistes « avancés » de France (qui se sont trouvés en parfait accord avec les publicistes de la réaction), une nuée de plumitifs officiels, cadets et progressistes de Russie (jusques et y compris certains plumitifs populistes et « marxistes »), tous exaltent de mille manières la liberté et l'indépendance de la « patrie », la grandeur du principe de l'indépendance nationale. Impossible de savoir où finit, ici, l'adulateur vénal du bourreau Nicolas Romanov ou des tortionnaires des nègres et des habitants de l'Inde, et où commence le vulgaire petit bourgeois qui, par stupidité ou par veulerie, se laisse aller « au fil de l'eau ». Au reste, peu importe. Nous sommes en présence d'un courant d'idées très répandu et très profond, dont les racines sont fort solidement liées aux intérêts de messieurs les grands propriétaires fonciers et les capitalistes des nations impérialistes. Pour la propagande des idées avantageuses à ces classes, on dépense chaque année des dizaines et des centaines de millions : c'est un énorme moulin, qui puise l'eau de partout, depuis le chauvin convaincu Menchikov jusqu'aux chauvins par opportunisme ou par veulerie Plékhanov et Maslov, Roubanovitch et Smirnov, Kropotkine et Bourtsev.

A notre tour nous allons essayer, en tant que social-démocrates grands-russes, de définir notre attitude envers ce courant d'idées. Pour nous, représentants de la nation impérialiste de l'Extrême-Est européen et d'une bonne partie de l'Asie, il serait indécent d'oublier l'importance de la question nationale ; — surtout dans un pays que l'on appelle avec juste raison la « prison des peuples » ; — à un moment où, précisément à l'Extrême-Est de l'Europe et en Asie, le capitalisme éveille à la vie et à la conscience un ensemble de nations « nouvelles », grandes et petites ; — à un moment où la monarchie tsariste a mis sous les armes des millions de Grands-Russes et d'« allogènes » pour « régler » une série de questions nationales conformément aux intérêts du Conseil de la noblesse unifiée[47], des Goutchkov et des Krestovnikov, des Dolgoroukov, des Kutler, des Roditchev.

Le sentiment de la fierté nationale nous est-il étranger, à nous, prolétaires grands-russes conscients ? Bien sûr que non ! Nous aimons notre langue et notre patrie ; ce à quoi nous travaillons le plus, c'est à élever *ses* masses laborieuses (c'est-à-dire les neuf dixièmes de *sa* population) à une vie consciente de démocrates et de socialistes. Le plus douloureux pour nous, c'est de voir et de sentir les violences, l'oppression et les vexations que les bourreaux tsaristes, les nobles et les capitalistes font subir à notre belle patrie. Nous sommes fiers que ces violences aient provoqué des résistances en notre sein, parmi les Grands-Russes ; que *ce* milieu ait produit Radichtchev[48], les décembristes[49], les révolutionnaires roturiers de 1870-1880 ; que la classe ouvrière grand-russe ait créé en 1905 un puissant parti révolutionnaire de masse ; que le moujik grand-russe ait commencé en même temps à devenir démocrate, qu'il ait commencé à renverser le pope et le grand propriétaire foncier.

Nous nous rappelons qu'il y a un demi-siècle le démocrate grand-russe Tchernychevski, qui consacra sa vie à la cause révolutionnaire, a dit : « Nation misérable, nation d'esclaves ; de haut en bas, tous sont esclaves[50]. » Déclarés ou camouflés, les esclaves grands-russes (esclaves par rapport à la monarchie tsariste) n'aiment pas évoquer ces paroles. Or, selon nous, c'étaient des paroles d'amour

véritable pour la patrie, d'un amour qui déplorait l'absence d'esprit révolutionnaire dans les masses de la population grand-russe. Cet esprit révolutionnaire n'existait pas alors. Il n'est pas encore bien grand aujourd'hui, mais il existe. Nous sommes pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, car la nation grand-russe a créé, *elle aussi*, une classe révolutionnaire ; *elle aussi* a prouvé qu'elle est capable de fournir à l'humanité de grands exemples de lutte pour la liberté et pour le socialisme, et pas seulement de grands pogroms, des rangées de potences, des cachots, de grandes famines et une grande servilité à l'égard des popes, des tsars, des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Nous sommes pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, et c'est pourquoi nous nourrissons une haine *toute particulière* envers *notre* passé d'esclaves (quand les seigneurs terriens menaient à la guerre les moujiks pour étouffer la liberté de la Hongrie, de la Pologne, de la Perse, de la Chine) et notre présent d'esclaves, quand ces mêmes grands propriétaires fonciers, secondés par les capitalistes, nous mènent à la guerre pour étrangler la Pologne et l'Ukraine, écraser le mouvement démocratique en Perse et en Chine, renforcer la clique des Romanov, des Bobrinski, des Pourichkévitch, qui déshonorent notre dignité nationale de Grands-Russes. Nul n'est coupable d'être né esclave ; mais l'esclave qui, loin d'aspirer à conquérir sa liberté, justifie et cherche à enjoliver son esclavage (par exemple, en qualifiant l'étranglement de la Pologne, de l'Ukraine, etc., de « défense de la patrie » des Grands-Russes), cet esclave est un plat valet et un goujat, qui provoque un sentiment légitime d'indignation, de mépris et de dégoût.

«Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre », disaient les plus grands représentants de la démocratie conséquente du XIXe siècle, Marx et Engels, devenus les éducateurs du prolétariat révolutionnaire. Et nous, ouvriers grands-russes, pénétrés d'un sentiment de fierté nationale, nous voulons à tout prix une Grande-Russie fière, libre et indépendante, démocratique, républicaine, qui baserait ses rapports avec ses voisins sur le principe humain de l'égalité, et non sur le principe féodal des privilèges qui avilit une grande nation. Précisément parce que

nous la voulons telle, nous disons : on ne peut au XX^e siècle, en Europe (fût-ce l'Europe extrême-orientale), « défendre la patrie » autrement qu'en combattant par tous les moyens révolutionnaires la monarchie, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes de *sa* patrie, c'est-à-dire les *pires* ennemis de notre patrie ; les Grands-Russes ne peuvent « défendre la patrie » autrement qu'en souhaitant la défaite du tsarisme dans toute guerre comme un moindre mal pour les neuf dixièmes de la population de la Grande-Russie, car non seulement le tsarisme opprime économiquement et politiquement ces neuf dixièmes de la population, mais il la démoralise, l'avilit, la déshonore, la prostitue, en l'accoutumant à opprimer les autres peuples, en l'accoutumant à voiler sa honte sous des phrases hypocrites pseudo-patriotiques.

On nous objectera peut-être qu'outre le tsarisme, et sous son aile, a surgi et s'est déjà affermie une autre force historique, le capitalisme grand-russe, qui joue un rôle progressif en centralisant économiquement et en rassemblant de vastes régions. Mais pareille objection accuse encore plus, loin de les justifier, nos socialistes-chauvins, que l'on devrait appeler socialistes du tsar et de Pourichkévitch (comme Marx a qualifié les lassalliens de socialistes du roi de Prusse). Admettons même que l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe contre cent et une petites nations. Cela n'est pas impossible, car toute l'histoire du capital est une histoire de violences et de pillages, de sang et de boue. Et nous ne sommes pas le moins du monde des partisans de nations nécessairement petites ; nous sommes résolument, *toutes choses égales d'ailleurs*, pour la centralisation et contre l'idéal petit-bourgeois des rapports fédératifs. Toutefois, même en ce cas, premièrement ce n'est pas notre affaire, ce n'est pas l'affaire des démocrates (à plus forte raison des socialistes) d'aider Romanov-Bobrinski-Pourichkévitch[51] à étrangler l'Ukraine, etc. A sa manière, à la manière des hobereaux, Bismarck a joué un rôle progressif dans l'histoire ; mais il serait beau, le « marxiste » qui, pour cette raison, s'aviserait de justifier une aide prêtée par les socialistes à Bismarck ! Au reste, Bismarck contribua au développement économique en réunissant les Allemands épars,

opprimés par d'autres peuples. Tandis que l'épanouissement économique et le prompt développement de la Grande-Russie exigent que le pays soit délivré de la violence exercée par les Grands-Russes à l'encontre d'autres peuples. C'est cette différence qu'oublient nos admirateurs des quasi-Bismarcks « cent pour cent » russes.

Deuxièmement, si l'histoire tranche la question en faveur du capitalisme impérialiste grand-russe, il s'ensuit que le rôle *socialiste* du prolétariat grand-russe sera d'autant plus grand, en tant que principal moteur de la révolution communiste engendrée par le capitalisme. Or, pour la révolution du prolétariat, il faut éduquer longuement les ouvriers dans l'esprit de la plus *complète* égalité et fraternité nationale. Ainsi donc, c'est du point de vue des intérêts du prolétariat grand-russe lui-même qu'il faut éduquer les masses dans l'esprit de la lutte la plus résolue, la plus conséquente, la plus hardie et la plus révolutionnaire pour l'égalité complète et le droit à disposer d'elles-mêmes de toutes les nations opprimées par les Grands-Russes. La fierté nationale (considérée autrement que d'une manière servile) des Grands-Russes correspond aux intérêts *socialistes* des prolétaires grands-russes (et de tous les autres). Le modèle pour nous restera Marx qui, ayant vécu des dizaines d'années en Angleterre, était devenu à moitié Anglais et revendiquait la liberté et l'indépendance nationale pour l'Irlande, dans l'intérêt du mouvement socialiste des ouvriers anglais.

Tandis que dans la dernière éventualité les social-chauvins de chez nous — Plékhanov et les autres — se trouveront avoir trahi non seulement leur patrie, la libre et démocratique Grande-Russie, mais aussi la fraternité prolétarienne de tous les peuples de Russie, c'est-à-dire la cause du socialisme.

« Le Social-Démocrate » n° 35, 13 décembre 1914

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

QUE FAIRE MAINTENANT?

(DES TACHES DES PARTIS OUVRIERS A L'EGARD DE L'OPPORTUNISME ET DU SOCIAL-CHAUVINISME)

La formidable crise provoquée au sein du socialisme européen par la guerre mondiale a tout d'abord causé (ainsi qu'il est de coutume lors des grandes crises) un profond désarroi ; puis elle a suscité de nombreux regroupements parmi les représentants des différentes tendances, nuances et opinions dans le mouvement socialiste ; enfin, elle a posé avec une acuité et une insistance particulières la question de savoir quels sont exactement, en ce qui concerne les principes de la politique socialiste, les changements qui découlent de cette crise et qu'elle appelle impérieusement. Ces trois « stades », les socialistes russes les ont aussi connus, et avec une acuité particulière, d'août à décembre 1914. Nous savons tous qu'au début le désarroi fut grand, et qu'il fut encore augmenté par la répression tsariste, le comportement des « Européens » et le bouleversement dû à la guerre. A Paris et en Suisse, où se trouvaient la plupart des émigrés et où l'on avait le plus de liaisons avec la Russie et le plus de liberté, les mois de septembre et d'octobre furent la période où de nouvelles prises de position s'affirmèrent le plus amplement et le plus complètement dans les discussions, les conférences et les journaux, sur toutes les questions posées par la guerre. On peut dire avec certitude qu'il n'est aucune nuance de n'importe quelle tendance (ou fraction) du socialisme (et du pseudo-socialisme) en Russie qui n'ait trouvé à s'exprimer et n'ait été passée au crible. Chacun

a le sentiment qu'il est temps de formuler des conclusions précises, positives, qui puissent servir de base à une activité pratique systématisée, à la propagande, à l'agitation, à l'organisation : la situation est devenue plus claire, chacun s'est prononcé ; voyons donc enfin *avec qui l'on est ou où l'on va ?*

Le 23 novembre nouveau style, au lendemain de la publication à Pétrograd du communiqué gouvernemental sur l'arrestation de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, le congrès du Parti social-démocrate suédois, réuni à Stockholm, fut le théâtre d'un incident qui mit définitivement et irrévocablement à l'ordre du jour les deux questions que nous venons de souligner[52]. Nos lecteurs trouveront ci-après le récit de cet incident, avec la traduction intégrale, d'après le compte rendu officiel du Parti social-démocrate suédois, des discours de Bélénine (représentant du Comité central) et de Larine (représentant du Comité d'organisation)[53] ainsi que des débats sur la question soulevée par Branting.

Pour la première fois depuis le début de la guerre, un représentant de notre Parti, de son Comité central, rencontrait un représentant du Comité d'organisation liquidateur à ce congrès socialiste d'un pays neutre. Quels furent les traits marquants de leurs interventions ? Bélénine prit nettement position sur les questions graves et difficiles, mais vraiment importantes, qui se posent actuellement au mouvement socialiste ; et se référant à l'Organe central du Parti, *le Social-Démocrate*[54], il adressa une déclaration de guerre catégorique à l'opportunisme et qualifia de *trahison* la conduite des chefs du Parti social-démocrate allemand (et de « beaucoup d'autres »). Larine ne prit pas position et passa complètement sous silence le fond de la question en se réfugiant derrière les phrases banales, creuses et veules, qui recueillent à tout coup les applaudissements des opportunistes et des social-chauvins de tous les pays. En revanche, Bélénine ne souffla mot de notre attitude envers les autres partis et groupes social-démocrates de Russie : notre point de vue, a-t-il dit en substance, vous l'avez entendu ; quant aux autres partis et groupes, nous préférons ne pas en parler, attendons de voir *comment* ils prendront position. Larine, au contraire,

déploya le drapeau de l'« unité », versa une larme sur « les fruits amers de la scission en Russie », décrivit sous de vives couleurs le travail « d'unification » du Comité d'organisation, qui a rassemblé Plékhanov, les Caucasiens, les bundistes[55], les Polonais *et ainsi de suite*. Nous reviendrons plus spécialement sur le sens de ces propos (voir plus loin la note : « Quelle unité a proclamée Larine ? ») *. Ce qui retiendra pour l'instant notre attention, c'est la question de principe de l'unité.

Nous sommes en présence de deux mots d'ordre. L'un : guerre aux opportunistes et aux social-chauvins, qui sont des traîtres. L'autre : unité en Russie, en particulier avec Plékhanov (qui, soit dit en passant, se conduit chez nous exactement comme Südekum ** chez les Allemands, Hyndman chez les Anglais, etc.). N'est-il pas clair qu'en craignant d'appeler les choses par leur nom, Larine a en fait pris position en faveur des opportunistes et des social-chauvins ?

Mais examinons sur un plan général la signification du mot d'ordre de l'« unité » à la lumière des événements actuels. L'arme la plus puissante du prolétariat dans sa lutte pour la révolution socialiste est son unité. De cette vérité incontestable il découle non moins incontestablement que, lorsque des éléments petits-bourgeois viennent en grand nombre au parti du prolétariat et peuvent *gêner* le combat pour la révolution socialiste, l'unité avec ces éléments devient préjudiciable et funeste à la cause du prolétariat. Les événements actuels ont précisément montré que, d'une part, les conditions objectives étaient mûres pour une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre qui correspond au stade le plus élevé, au stade ultime du capitalisme), et que, d'autre part, les dizaines d'années de l'époque dite pacifique ont accumulé dans tous les pays d'Europe une *masse* de fumier petit-bourgeois opportuniste *à l'intérieur* des partis socialistes. Il y a déjà près de quinze ans, depuis l'époque de la fameuse « bernsteiniade »

* Voir le présent tome, pp. 112-114. (*N.R.*)

** La petite brochure de Plékhanov : *De la guerre* (Paris 1914), que nous venons de recevoir, confirme avec une évidence frappante ce que nous disons ici. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur cette brochure.

en Allemagne, et même plus tôt dans nombre d'autres pays, que la question de cet élément opportuniste, *étranger*, au sein des partis prolétariens, a été mise à l'ordre du jour ; et il ne se trouverait sans doute pas un seul marxiste en vue qui n'ait reconnu maintes fois que les opportunistes sont un élément non prolétarien, hostile à la révolution socialiste. Nul doute que cet élément social ne se soit accru très rapidement au cours des dernières années : fonctionnaires des syndicats légaux, parlementaires et autres intellectuels, commodément installés dans le mouvement de masse légal, certaines couches d'ouvriers les mieux rétribués, petits employés, etc., etc. La guerre a clairement montré qu'au moment d'une crise (or, l'époque de l'impérialisme sera inévitablement une époque de crises de toutes sortes), la masse des opportunistes, soutenus et, pour une part, directement inspirés par la bourgeoisie (ce qui est particulièrement important !), passe aux côtés de cette dernière, trahit le socialisme, nuit à la cause ouvrière et la conduit à sa perte. Dans toute crise, la bourgeoisie viendra toujours en aide aux opportunistes et essaiera d'écraser la partie révolutionnaire du prolétariat, sans reculer devant rien, en recourant aux mesures *militaires* les plus arbitraires, les plus brutales. Les opportunistes sont des ennemis bourgeois de la révolution prolétarienne qui, en temps de paix, accomplissent à la dérobée leur besogne bourgeoise en s'incrustant dans les partis ouvriers, mais qui, dans les périodes de crise, se révèlent aussitôt les alliés déclarés de *toute* la bourgeoisie unie, des conservateurs aux bourgeois les plus radicaux et les plus démocrates, des libres penseurs aux éléments religieux et cléricaux. Quiconque n'a pas compris cette vérité *après* les événements dont nous sommes témoins, se leurre irrémédiablement soi-même et leurre les ouvriers. Des cas individuels de désertion sont alors inévitables, mais il faut se rappeler que leur portée est déterminée par l'existence d'une *couche* et d'un *courant* d'opportunistes petits-bourgeois. Les social-chauvins Hyndman, Vandervelde, Guesde, Plékhanov, Kautsky ne compteraient pour rien si leurs propos veules et plats en faveur du patriotisme bourgeois n'étaient accueillis avec empressement par des couches sociales entières d'opportunistes

et par des nuées de journaux bourgeois et de politiciens bourgeois.

Le parti socialiste type de l'époque de la IIe Internationale était un parti tolérant en son sein l'opportunisme, qui s'était de plus en plus accumulé au cours des dizaines d'années de la période « pacifique », mais sans montrer son visage, en s'adaptant aux ouvriers révolutionnaires, en leur *empruntant* la terminologie marxiste, en évitant avec soin de se démarquer nettement sur le plan des principes. Ce type de parti socialiste a vécu. Si la guerre se termine en 1915, y aura-t-il encore en 1916, parmi les socialistes raisonnables, des gens désireux de reconstituer des partis ouvriers *avec* les opportunistes, *en sachant d'expérience* qu'à la crise suivante, quelle qu'elle soit, ceux-ci se rangeront *jusqu'au dernier* (sans compter tous ceux qui sont désemparés et sans volonté) aux côtés de la bourgeoisie, qui trouvera immanquablement un prétexte pour interdire tout propos sur la haine de classe et la lutte de classe ?

Le parti italien a été une exception à l'époque de la IIe Internationale ; il a écarté les opportunistes, Bissolati en tête. Les résultats, au moment de la crise, étaient *excellents* : les gens des diverses tendances n'ont pas trompé les ouvriers, ils ne les ont pas éblouis par des fleurs d'éloquence sur l'« unité », mais chacun d'eux a suivi son chemin. Les opportunistes (et les transfuges du parti ouvrier, tel Mussolini) se sont exercés au social-chauvinisme, glorifiant (comme Plékhanov) l'« héroïque Belgique » et couvrant ainsi la politique de l'Italie non pas héroïque, mais bourgeoise, désireuse de piller l'Ukraine et la Galicie... pardon, l'Albanie, la Tunisie, etc., etc. *A l'encontre de ces opportunistes*, les socialistes, eux, faisaient la guerre à la guerre et préparaient la guerre *civile*. Nous sommes loin d'idéaliser le parti socialiste italien, et ne garantissons absolument pas qu'il restera bien ferme au cas où l'Italie entrerait en guerre. Nous ne parlons pas de l'avenir de ce parti, nous ne parlons pour l'instant que du présent. Nous constatons ce *fait* irréfutable que les ouvriers de la plupart des pays d'Europe ont été *dupés par l'unité fictive* des opportunistes et des révolutionnaires et que l'Italie représente une heureuse exception à cette règle : c'est un pays où, pour le moment, on n'assiste pas à cette duperie. Ce qui

fut une heureuse exception pour la IIe Internationale doit devenir et *deviendra* la règle pour la IIIe. Tant que durera le capitalisme, le prolétariat aura toujours la petite bourgeoisie pour voisine. Il serait déraisonnable de renoncer à une alliance provisoire avec elle dans certains cas, mais l'*unité* avec cette petite bourgeoisie, l'unité avec les opportunistes, ne peut être défendue *aujourd'hui* que par les ennemis du prolétariat ou par les aveugles routiniers d'une époque révolue.

L'unité de la lutte prolétarienne pour la révolution socialiste exige maintenant, après 1914, que les partis ouvriers se séparent absolument des partis opportunistes. Ce que nous entendons exactement par opportunistes ressort clairement du Manifeste du Comité central (n° 33, *La guerre et la social-démocratie russe*) *.

Or, que voyons-nous en Russie ? Est-elle utile ou nuisible au mouvement ouvrier de notre pays, l'unité entre ceux qui, de quelque manière que ce soit, avec plus ou moins d'esprit de suite, combattent le chauvinisme, celui de Pourichkévitch comme celui des cadets, et ceux qui, à l'exemple de Maslov, Plékhanov et Smirnov, font chorus avec ce chauvinisme, entre ceux qui s'opposent à la guerre et ceux qui déclarent ne pas s'y opposer, à l'exemple des influents auteurs du « document » (n° 34)[56] ? Ne peuvent hésiter à répondre à cette question que ceux qui veulent garder les yeux fermés.

On nous objectera peut-être que Martov a polémisé contre Plékhanov dans le *Goloss* et qu'il a combattu le social-chauvinisme, avec quelques amis et partisans du Comité d'organisation. Nous ne le nions pas et en avons même carrément félicité Martov dans le n° 33 de l'Organe central. Nous aurions été très heureux qu'on n'eût pas fait faire à Martov sa « volte-face » (voir l'article intitulé : *La volte-face de Martov*) ; nous aurions bien voulu que la ligne nettement antichauvine devînt celle du Comité d'organisation. Mais il ne s'agit point de nos souhaits, ni des souhaits *de qui que ce soit*. Voyons les faits. Premièrement, pour une raison inconnue, Larine, représentant officiel du Comité d'organisation, ne souffle mot du *Goloss*, mais cite

* Voir le présent tome, pp. 19-28. (*N.R.*)

le social-chauvin Plékhanov, ainsi qu'Axelrod, qui a écrit (dans le *Berner Tagwacht* [57]) un article pour ne rien dire. Ce *n'est pas seulement* du point de vue géographique que Larine, outre sa fonction officielle, se trouve proche du noyau influent des liquidateurs de Russie. Deuxièmement, prenons la presse européenne. En France et en Allemagne, les journaux ne disent rien du *Goloss*, mais parlent de Roubanovitch, de Plékhanov et de Tchkhéidzé. (Dans son numéro du 12 décembre, le *Hamburger Echo*, l'un des organes les plus chauvins de la presse «social-démocrate» chauvine d'Allemagne, traite Tchkhéidzé de partisan de Maslov et de Plékhanov, ce à quoi divers journaux de Russie avaient également fait allusion. Il va de soi que les amis conscients des Südekum apprécient pleinement l'appui idéologique ainsi prêté aux Südekum par Plékhanov.) En Russie, les journaux bourgeois ont répandu « dans le peuple » à des millions d'exemplaires la nouvelle de la constitution du bloc Maslov-Plékhanov-Smirnov, sans rien dire de la tendance du *Goloss*. Troisièmement, l'expérience de la presse ouvrière légale de 1912 à 1914 a démontré que le courant liquidateur ne tire pas sa force et son influence sociales de la classe ouvrière, mais de la couche des intellectuels démocrates bourgeois d'où est sorti le noyau principal des auteurs légalistes. La mentalité national-chauvine de cette couche *en tant que telle* est attestée par toute la presse de Russie, d'accord avec les lettres d'un ouvrier de Pétrograd (nos 33 et 35 du *Social-Démocrate*) et avec le « document » (n° 34). Il est fort possible qu'à l'intérieur de cette couche se produisent d'importants changements de position individuels, mais il est tout à fait improbable qu'en tant que telle, cette couche *ne soit pas* « patriotarde » et opportuniste.

Tels sont les faits. Partant de là, et nous souvenant qu'il est très avantageux, pour les partis bourgeois qui entendent exercer une influence sur les ouvriers, d'avoir ostensiblement une aile gauche (surtout si elle n'est pas officielle), nous devons considérer l'idée de l'unité avec le Comité d'organisation comme une illusion nuisible à la cause ouvrière.

La politique du Comité d'organisation, qui, dans la lointaine Suède, fit le 23 novembre une déclaration sur

l'unité avec Plékhanov et prononça des discours agréables au cœur des social-chauvins, pour ne plus donner aucun signe de vie à Paris et en Suisse, ni du 13 septembre (jour de la parution du *Goloss*) au 23 novembre, ni du 23 novembre jusqu'à ce jour (23 décembre), ressemble fort à de la politicaillerie. Quant à l'espoir de voir les *Otkliki*,[58] annoncés à Zurich, présenter le caractère d'un organe officiel du Parti, la *Berner Tagwacht* (du 12 décembre) n'en a rien laissé subsister en déclarant carrément que le journal en question n'aurait pas un *tel* caractère... (A propos : dans le n° 52 du *Goloss*, la rédaction déclare qu'à l'heure actuelle, le maintien de la rupture avec les liquidateurs serait le pire des « nationalismes » ; dépourvue de tout sens grammatical, cette phrase ne peut avoir qu'un sens politique, à savoir que la rédaction du *Goloss* préfère l'unité avec les social-chauvins à un rapprochement avec les adversaires intransigeants du social-chauvinisme. C'est un mauvais choix qu'a fait la rédaction du *Goloss*.)

Pour compléter le tableau, il nous reste à dire deux mots de la *Mysl*[59] de Paris, organe des socialistes-révolutionnaires, qui, *elle aussi*, glorifie l'« unité », couvre le social-chauvinisme de son leader Roubanovitch (voir *le Social-Démocrate* n° 34), défend les opportunistes et les ministérialistes belges et français, passe sous silence les thèmes patriotiques du discours de Kérenski, l'un des plus à gauche parmi les troudoviks[60] russes, et publie des platitudes petites-bourgeoises incroyablement éculées sur la révision du marxisme dans un esprit populiste et opportuniste. Ce que disait la résolution de la Conférence d'Été (1913)[61] du P.O.S.D.R. à propos des socialistes-révolutionnaires se trouve entièrement et parfaitement confirmé par cette attitude de la *Mysl*.

Certains socialistes russes semblent croire que l'internationalisme consiste à être prêt à accueillir à bras ouverts la résolution que préparent Plékhanov et Südekum, Kautsky et Hervé, Guesde et Hyndman, Vandervelde et Bissolati, etc., et qui donnera au social-nationalisme de tous les pays une justification internationale. Nous nous permettons de penser que l'internationalisme consiste uniquement dans une politique internationaliste non équivoque au sein de son propre parti. En travaillant avec les opportunistes et

les social-chauvins, on ne peut mener une politique prolétarienne vraiment internationaliste, ni préconiser l'action contre la guerre et grouper les forces en vue de cette action. Passer sous silence ou éluder cette vérité amère, mais nécessaire à tout socialiste, est dangereux et funeste pour le mouvement ouvrier.

«Le Social-Démocrate» n° 36, 9 janvier 1915

Conforme au texte du «Social-Démocrate»

QUELLE «UNITE» LARINE A-T-IL PROCLAMEE AU CONGRES SUEDOIS? [62]

Dans son discours que nous avons cité (n° 36), Larine ne pouvait faire allusion qu'au fameux bloc « du 3 juillet » [63], c'est-à-dire à l'alliance conclue à Bruxelles le 3. VII. 1914 entre le Comité d'organisation, Trotski, Rosa Luxembourg, Alexinski, Plékhanov, les bundistes, les Caucasiens, les Lituaniens, la « lévitsa » [64], l'opposition polonaise, etc. Pourquoi Larine s'est-il contenté d'une allusion ? Voilà qui est... étrange. Nous pensons que si le Comité d'organisation est vivant et si cette alliance est vivante, il est nuisible de cacher cette vérité.

Le Comité central de notre Parti et le Comité central des social-démocrates lettons *n'ont pas* participé à cette alliance. Notre Comité central a proposé 14 conditions précises d'unité : le Comité d'organisation et le « bloc » *ne* les ont *pas* acceptées, et se sont bornés à une résolution diplomatique, évasive, qui ne promettait et ne marquait *en fait* aucun changement décisif de la politique liquidatrice antérieure. Voici l'*essentiel* de nos 14 points : 1) Les résolutions de décembre 1908 et de janvier 1910 sur le courant liquidateur sont confirmées sans ambiguïté, c'est-à-dire que l'on reconnaît l'incompatibilité entre l'appartenance au parti social-démocrate, d'une part, et les interventions contre l'action clandestine, contre la propagande en faveur de la presse illégale, pour un parti légal (ou la lutte pour un tel parti), contre les meetings révolutionnaires, etc., d'autre part (ce qui a été l'attitude de la *Nacha Zaria* [65], et la *Nacha*

Rabotchaïa Gazéta[66] ; 2) de même, au sujet des prises de position contre le mot d'ordre de la république, etc. ; 3) de même, contre le bloc avec le parti *non* social-démocrate de la « lévitsa » ; 4) dans chaque localité doit exister une organisation social-démocrate unique, non scindée par nationalités ; 5) l'« autonomie nationale culturelle » est rejetée ; 6) les ouvriers sont appelés à réaliser « l'unité par en bas » ; on ne peut être membre du Parti qu'en adhérant à une organisation clandestine ; dans la presse légale, le calcul de la majorité doit prendre pour base les chiffres des cotisations des groupes ouvriers à partir de 1913 ; 7) il est inadmissible qu'il y ait des journaux concurrents dans une même ville ; la *Nacha Rabotchaïa Gazéta* est suspendue ; une revue de discussion est fondée ; 8) les résolutions des congrès de 1903 et de 1907 sur le caractère bourgeois du parti socialiste-révolutionnaire sont confirmées ; les accords entre une fraction du parti social-démocrate et les socialistes-révolutionnaires sont inadmissibles ; 9) les groupes à l'étranger sont subordonnés au Comité central de Russie ; 10) la résolution du Comité central de Londres (janvier 1908) sur le travail dans les syndicats est confirmée ; des cellules clandestines sont indispensables ; 11) les attaques contre le « Conseil des assurances »[67] et les autres organismes des assurances sociales sont inadmissibles ; la revue *les Assurances ouvrières*[68], en tant qu'organe concurrent, est supprimée; 12) les social-démocrates caucasiens confirment tout particulièrement leur accord avec les points 5 et 4 ; 13) la fraction Tchkhéidzé renonce à l'« autonomie nationale culturelle » et reconnaît les conditions précitées ; 14) en ce qui concerne les « calomnies » (Malinovski, Ixe, etc.), le Comité d'organisation et ses amis se rétractent, ou bien ils délèguent leur représentant au prochain congrès de notre Parti pour y soutenir leurs accusations.

Il n'est pas difficile de voir que, sans ces conditions, quelles que soient les « promesses » verbales de se démarquer, une fois de plus, du courant liquidateur (comme à la session plénière de 1910), il ne pourrait y avoir absolument aucun changement ; l'« unité » serait une fiction et signifierait la reconnaissance de l'« égalité en droits » des liquidateurs.

La crise profonde du socialisme engendrée par la guerre mondiale a suscité une extraordinaire tension des forces

des groupes social-démocrates et la volonté de rassembler tous ceux qui *pouvaient* se rapprocher sur les questions fondamentales de l'attitude à l'égard de la guerre. Le bloc « du 3 juillet », que Larine a exalté (sans oser le nommer franchement), est apparu aussitôt comme une fiction.

Nous mettons une fois de plus en garde contre une « unité » qui ne saurait être que fictive étant donné les divergences pratiques inconciliables.

« Le Social-Démocrate » n° 37, 1er février 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LES SUDEKUM RUSSES

Le mot « Südekum » est devenu un nom commun désignant le type de l'opportuniste et du social-chauvin imbu de lui-même et sans scrupules. Le mépris avec lequel chacun parle des Südekum est un bon signe. Mais il n'y a qu'un seul moyen de ne pas tomber soi-même dans le chauvinisme : c'est de contribuer, dans la mesure de ses forces, à démasquer les Südekum russes.

En publiant sa brochure *De la guerre*, Plékhanov s'est mis définitivement à leur tête. Ses raisonnements substituent de bout en bout la sophistique à la dialectique. C'est en sophiste qu'il accuse l'opportunisme allemand pour couvrir l'opportunisme français et russe. En somme, ce n'est pas lutter contre l'opportunisme international, c'est le défendre. C'est en sophiste qu'il pleure sur le sort de la Belgique, tout en gardant le silence au sujet de la Galicie. C'est en sophiste qu'il confond l'époque de l'impérialisme (c'est-à-dire l'époque où, de l'avis général des marxistes, les conditions objectives de la chute du capitalisme sont déjà réunies et où existent des masses prolétariennes socialistes) avec celle des mouvements nationaux démocratiques bourgeois, l'époque où les patries bourgeoises sont mûres pour être abolies par la révolution internationale du prolétariat avec celle de leur naissance et de leur consolidation. C'est en sophiste qu'il accuse la bourgeoisie allemande d'avoir violé la paix et qu'il tait les préparatifs prolongés et tenaces de guerre contre l'Allemagne poursuivis par la bourgeoisie de la « Triple Entente »[69]. C'est en sophiste qu'il passe sous silence la résolution de Bâle. C'est en sophiste

qu'il substitue le national-libéralisme à la social-démocratie : le désir de voir le tsarisme vaincre est motivé par les intérêts du développement économique de la Russie, sans que soient même effleurés les problèmes des nationalités en Russie, de l'entrave que représente le tsarisme pour l'évolution économique du pays, de l'essor incomparablement plus rapide et plus fécond des forces productives en Allemagne, etc., etc. L'analyse de tous les sophismes de Plékhanov exigerait de nombreux articles, et on peut même se demander si beaucoup de ses ridicules inepties méritent d'être examinées. Arrêtons-nous à un seul pseudo-argument. En 1870, Engels écrivait à Marx que W. Liebknecht avait tort de faire de l'anti-bismarckisme[70] son *unique* principe directeur. Plékhanov s'est senti transporté de joie en découvrant ce passage : chez nous, dit-il, il en est de même de l'anti-tsarisme ! Mais essayez de remplacer la sophistique (c'est-à-dire la faculté de saisir l'analogie superficielle de certains faits en dehors de leur enchaînement) par la dialectique (c'est-à-dire par l'étude de l'ensemble des conditions concrètes d'un fait et de son développement). L'unification de l'Allemagne était nécessaire ; Marx l'a toujours reconnu, aussi bien avant 1848 qu'après cette date. En 1859, Engels appelait encore, sans détours, le peuple allemand à la guerre au nom de l'unification[71]. Lorsque l'unification par la voie révolutionnaire eut échoué, Bismarck l'acheva à la manière contre-révolutionnaire, à la manière des hobereaux. L'anti-bismarckisme en tant que principe *unique* était devenu un non-sens, car l'unification nécessaire était devenue réalité. Qu'en est-il en Russie ? Notre valeureux Plékhanov a-t-il eu le courage de proclamer naguère que le développement de la Russie exigeait la conquête de la Galicie, de Constantinople, de l'Arménie, de la Perse, etc. ? A-t-il le courage de le dire aujourd'hui ? A-t-il réfléchi au fait qu'en Allemagne il fallait passer de la division des Allemands (opprimés par la France comme par la Russie pendant les deux premiers tiers du XIX[e] siècle) à leur unification, tandis qu'en Russie les Grands-Russes, loin d'unifier d'autres nations, les ont au contraire opprimées ? Plékhanov, qui n'a nullement songé à tout cela, ne fait que travestir son chauvinisme en déformant le sens de ce qu'écrivit Engels en 1870, à l'instar de Südekum qui dénature ce qu'Engels écrivait en

1891 sur la nécessité, pour les Allemands, de lutter à mort contre les troupes alliées de la France et de la Russie.

C'est dans un langage différent et dans une autre ambiance que le chauvinisme est défendu dans les nos 7, 8 et 9 de la *Nacha Zaria*. M. Tchérévanine prédit et souhaite « la défaite de l'Allemagne », en certifiant que « l'Europe (! !) s'est insurgée » contre ce pays. M. A. Potressov reproche aux social-démocrates allemands leur « bévue » « pire que n'importe quel crime », etc., en assurant que le militarisme allemand est coupable de « péchés insignes et démesurés », que « ce ne sont pas les rêves panslavistes de certains milieux russes qui menaçaient la paix européenne », etc.

N'est-ce pas faire chorus avec Pourichkévitch et les social-chauvins que de dépeindre avec force détails dans la presse légale la faute « démesurée » de l'Allemagne et la nécessité de vaincre ce pays ? Quant au militarisme russe, dont les péchés sont cent fois plus « démesurés », défense d'en parler, par ordre de la censure tsariste. Dans une telle situation, les gens qui ne tiennent pas à être des chauvins ne devraient-ils pas, au moins, *s'abstenir* de parler de la défaite de l'Allemagne et de ses péchés démesurés?

La *Nacha Zaria* ne se borne pas à suivre la ligne de la « non-résistance à la guerre » ; elle porte délibérément de l'eau au moulin du chauvinisme grand-russe, tsariste-pourichkéviste, en prêchant la défaite de l'Allemagne à l'aide d'arguments « social-démocrates » et en mettant hors de cause les panslavistes. Or, ce sont très précisément les collaborateurs de la *Nacha Zaria* qui, en 1912-1914, se sont livrés à une propagande massive parmi les ouvriers en faveur du courant liquidateur.

Prenons enfin Axelrod que Martov couvre, défend et disculpe avec beaucoup de véhémence et de maladresse, au même titre que les collaborateurs de *Nacha Zaria*.

Le point de vue d'Axelrod est exposé, avec son assentiment, dans les nos 86 et 87 du *Goloss*. C'est un point de vue social-chauvin. Axelrod plaide la cause des socialistes français et belges qui sont entrés dans des ministères bourgeois, en recourant aux arguments que voici : 1) « La nécessité historique, à laquelle on aime tant faire appel aujourd'hui mal à propos, n'impliquait nullement, pour Marx, une attitude passive en face d'un mal concret, dans

l'attente de la révolution socialiste. » Qu'est-ce que c'est que ce méli-mélo ? Qu'est-ce que cela vient faire ici ? Tout ce qui se produit dans l'histoire advient par nécessité. C'est une vérité élémentaire. Les adversaires du social-chauvinisme invoquent non la nécessité historique, mais le caractère *impérialiste* de la guerre. Axelrod feint de ne pas l'avoir compris, de ne pas avoir saisi le jugement qui en découle sur le « mal concret » : la domination de la bourgeoisie dans tous les pays, et l'*opportunité* d'engager des actions révolutionnaires menant à la « révolution sociale ». La « passivité » est du côté des social-chauvins qui nient cette vérité. 2) On ne peut « éluder la question de savoir qui effectivement a commencé » la guerre, et qui « a du même coup placé tous les pays attaqués dans la nécessité de défendre leur indépendance ». Or, à la même page, on reconnaît que « les impérialistes français avaient évidemment pour objectif de provoquer une guerre d'ici deux ou trois ans » ! Dans l'intervalle, voyez-vous, le prolétariat se serait renforcé et avec lui les chances de paix ! ! Mais nous savons qu'entre-temps se seraient renforcés l'opportunisme si cher au cœur d'Axelrod et, avec lui, les chances de sa trahison encore plus ignoble du socialisme. Nous savons que, *durant des dizaines d'années*, trois forbans (la bourgeoisie et les gouvernements d'Angleterre, de Russie et de France) se sont armés pour dépouiller l'Allemagne. Est-il surprenant que deux autres forbans soient passés à l'attaque avant que ces *trois-là* aient eu le temps de recevoir les nouveaux poignards qu'ils avaient commandés ? N'est-ce pas un sophisme que d'ergoter sur la question de savoir « qui a commencé la guerre » pour estomper l'*égale « culpabilité »* de la bourgeoisie de tous les pays, reconnue unanimement et sans réserve à Bâle par tous les socialistes ? 3) « Reprocher aux socialistes belges de défendre leur pays », « ce n'est pas du marxisme, mais du cynisme ». C'est exactement ainsi que Marx a qualifié l'attitude de Proudhon en face de l'insurrection polonaise (1863)[72]. A partir de 1848, Marx a invariablement considéré que l'insurrection de la Pologne contre le tsarisme allait dans le sens du progrès historique. Personne n'a osé le nier. Le problème national n'était pas encore réglé dans l'Est de l'Europe, autrement dit la guerre contre le tsarisme avait un

caractère démocratique bourgeois, et non impérialiste : telles étaient les conditions concrètes. C'est là une vérité élémentaire.

Dans la guerre concrète actuelle, si l'on observe à l'égard de la révolution socialiste une attitude réprobatrice, sarcastique ou indifférente (à la manière des Axelrod), *on ne peut pas* aider le « pays » belge autrement qu'en aidant le tsarisme à étouffer l'Ukraine. C'est un fait. De la part d'un socialiste russe, éluder ce fait, c'est du cynisme. Pousser les hauts cris quand il s'agit de la Belgique et rester muet à propos de la Galicie, c'est du cynisme.

Que devaient donc faire les socialistes belges ? Puisqu'ils ne pouvaient pas accomplir la révolution sociale avec les socialistes français, etc., il leur fallait, sur le moment, se soumettre à la majorité de la nation, et partir pour la guerre. Mais, tout en se pliant à la volonté de la classe des esclavagistes, ils devaient faire retomber sur elle toute la responsabilité, ne pas voter les crédits, ne pas expédier Vandervelde en tournées ministérielles chez les exploiteurs, mais le déléguer (avec les social-démocrates révolutionnaires de *tous* les pays) parmi les organisateurs de la propagande révolutionnaire illégale en faveur de la « révolution socialiste » et de la guerre civile ; il fallait exécuter ce travail au sein de l'armée également (l'expérience a montré que même la « fraternisation » des ouvriers-soldats dans les tranchées des armées belligérantes est possible !). Bavarder sur la dialectique et le marxisme, et ne pas savoir allier la soumission nécessaire (quand elle est provisoirement nécessaire) à la majorité avec l'action révolutionnaire, quelles que soient les circonstances, c'est se moquer des ouvriers et du socialisme. « Citoyens de Belgique ! Un grand malheur s'est abattu sur notre pays, par la faute de la bourgeoisie de *tous* les pays, y compris la Belgique. Vous ne voulez pas renverser cette bourgeoisie, vous n'avez pas foi dans un appel aux socialistes d'Allemagne ? Nous sommes en minorité, je me plie à votre volonté et m'en vais à la guerre, mais à la guerre aussi je prônerai et je préparerai la guerre civile des prolétaires de tous les pays, car en dehors d'elle il n'y a pas de salut pour les paysans et les ouvriers de la Belgique et des autres pays ! » Pareil discours aurait valu la prison à un député de Belgique, de France ou d'ail-

leurs, et non un fauteuil ministériel ; mais il serait un socialiste, et non un traître, et aujourd'hui, dans les tranchées, les ouvriers-soldats de France et d'Allemagne parleraient de lui comme de *leur* chef, et non comme d'un traître à la cause ouvrière. 4) « Tant que les patries existeront, tant que la vie et le mouvement du prolétariat seront enserrés aussi étroitement que jusqu'à présent dans le cadre de ces patries et que le prolétariat ne sentira pas, en dehors d'elles, un autre terrain, d'une nature particulière, un terrain international, — tant que cela durera, le problème du patriotisme et de la défense de la patrie continuera de se poser à la classe ouvrière. » Les patries bourgeoises subsisteront aussi longtemps que la révolution internationale du prolétariat ne les aura pas détruites. Le terrain est déjà prêt pour cette révolution, comme Kautsky lui-même l'a admis en 1909, comme cela a été reconnu à l'unanimité à Bâle et comme le prouve aujourd'hui le *fait* que les ouvriers de tous les pays éprouvent une profonde sympathie pour les hommes qui ne votent pas les crédits, qui ne craignent pas la prison ni les autres sacrifices requis par toute révolution en vertu de la « nécessité historique ». La phrase d'Axelrod n'est qu'un *faux-fuyant* qui lui sert à éluder toute activité révolutionnaire, ce n'est qu'une simple paraphrase des arguments de la bourgeoisie chauvine. 5) On retrouve exactement le même sens dans ses paroles lorsqu'il affirme que l'attitude des Allemands *n'était pas* une trahison, et que la raison en est « le vif sentiment, la conscience qu'ils ont d'un lien organique avec le coin de terre, la patrie, où vit et travaille le prolétariat allemand». En réalité, l'attitude des Allemands, comme celle de Guesde et C^ie^, est une trahison incontestable : il est indigne de la masquer et d'en prendre la défense. En réalité, ce sont justement les patries bourgeoises qui détruisent, défigurent, brisent, mutilent le « lien vivant » entre l'ouvrier d'Allemagne et le sol allemand et créent un « lien » d'esclave à maître. En réalité, *seule* la destruction des patries bourgeoises peut donner aux ouvriers de tous les pays « le lien avec la terre », la liberté de parler leur langue maternelle, ainsi que du pain et les bienfaits de la civilisation. Axelrod n'est qu'un apologiste de la bourgeoisie. 6) Recommander aux ouvriers « de ne pas accuser à la légère d'opportunisme » « des marxistes éprouvés, tels que Guesde », etc., c'est leur

prêcher la servilité à l'égard des chefs. Prenez en exemple toute la vie de Guesde, dirons-nous aux ouvriers, *sauf* sa trahison manifeste du socialisme en 1914. Peut-être se trouvera-t-il des circonstances personnelles et autres atténuant sa faute, mais il ne s'agit pas de la culpabilité des *individus*, il s'agit de la signification socialiste des *événements*. 7) Prétendre que l'on peut admettre « *d'un point de vue formel* » la participation à un ministère, étant donné l'existence, dans la résolution, d'un petit point prévoyant « des cas de force majeure », c'est vraiment recourir à des chicanes d'avocat véreux, car le sens de ce point est évidemment de *contribuer* à la révolution internationale du prolétariat, et non de l'*entraver*. 8) L'affirmation d'Axelrod : « La défaite de la Russie, laquelle ne saurait enrayer le développement organique du pays, aiderait à liquider l'ancien régime », est juste en soi, prise isolément; mais, liée à la justification des chauvins allemands, elle ne constitue rien d'autre qu'une tentative de *s'insinuer dans les bonnes grâces* des Südekum. Reconnaître l'utilité d'une défaite de la Russie sans accuser ouvertement de trahison les social-démocrates allemands et autrichiens, c'est, *en réalité*, les aider à se justifier, à se tirer d'affaire, à tromper les ouvriers. L'article d'Axelrod est une double révérence, adressée d'un côté aux social-chauvins allemands, de l'autre, aux social-chauvins français. Prises ensemble, ces révérences donnent un modèle de social-chauvinisme « russo-bundiste ».

Au lecteur maintenant de mesurer l'esprit de suite de la rédaction du *Goloss*, qui, tout en insérant ces déclarations absolument révoltantes d'Axelrod, se borne à exprimer son désaccord avec « certaines de ses thèses », pour prôner ensuite dans l'éditorial du n° 96, « une nette rupture avec les éléments du social-patriotisme actif ». Se peut-il que la rédaction du *Goloss* soit naïve ou distraite au point de ne pas voir la vérité, de ne pas voir que les propos d'Axelrod sont *de bout en bout* des « éléments du social-patriotisme actif » (car l'activité d'un écrivain, ce sont ses écrits) ? Et les collaborateurs de la *Nacha Zaria*, MM. Tchérévanine, A. Potressov et consorts, ne sont-ils pas des éléments du social-patriotisme actif ?

« Le Social-Démocrate » n° 37, 1er février 1915 *Conforme au texte du « Social-Démocrate »*

LETTRE A LA REDACTION DE « NACHE SLOVO »[73]

Berne, le 9/II 1915

Chers camarades,

Dans votre lettre du 6 février, vous nous proposez un plan de lutte contre le « social-patriotisme officiel », à l'occasion de la conférence que projettent de réunir à Londres les socialistes des « pays alliés » de la Triple Entente[74]. Comme vous le voyez certainement en lisant notre organe, *le Social-Démocrate*, nous sommes d'une façon générale partisans de cette lutte, que nous menons effectivement. C'est pourquoi nous sommes très heureux de votre appel et acceptons avec satisfaction votre proposition de discuter un plan d'action commune.

La conférence, fixée à ce qu'on a dit au 15 février (nous n'avons pas reçu un seul document à ce sujet), sera peut-être reportée au 25 février ou plus tard (à en juger par une lettre de Huysmans, qui fait état d'une séance de la Commission exécutive le 20 février et d'un plan d'entretiens privés des membres (du secrétaire, notamment) de la Commission exécutive avec les socialistes de France, d'Angleterre et de Russie). Il est également possible qu'on projette non pas une conférence des membres officiels du Bureau socialiste international, mais des réunions *privées* de certains socialistes « en vue ».

C'est pourquoi l'opposition au « social-patriotisme officiel » d'un point de vue « clair, révolutionnaire et internationaliste », idée que vous nous soumettez et à laquelle nous nous rallions volontiers, doit être organisée *pour tous les*

cas éventuels (qu'il s'agisse d'une conférence des représentants officiels des partis ou d'une conférence privée, quelle qu'en soit la forme, pour le 15 février ou une date plus éloignée).

Pour notre part, en réponse à votre demande, nous vous proposons le projet de déclaration suivant, qui s'inspire de cette opposition (la déclaration devrait être lue et imprimée) :

« Les représentants soussignés des organisations social-démocrates de Russie (d'Angleterre, etc.) ont la conviction que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, non seulement de la part de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, mais aussi de la part de l'Angleterre et de la France (alliées au tsarisme), c'est-à-dire une guerre de l'époque du dernier stade de développement du capitalisme, où les Etats bourgeois dans le cadre des frontières nationales ont fait leur temps, une guerre qui vise exclusivement à la conquête de colonies, au pillage des pays concurrents et à l'affaiblissement du mouvement prolétarien en jetant les prolétaires d'un pays contre ceux d'un autre.

C'est pourquoi il est du devoir absolu des socialistes de toutes les puissances belligérantes d'appliquer immédiatement et fermement la résolution de Bâle, à savoir :

1) rompre les blocs nationaux et la *Burgfrieden** dans tous les pays ;

2) appeler les ouvriers de tous les Etats belligérants à une lutte de classe énergique, à la fois économique et politique, contre la bourgeoisie de leur propre pays, qui amasse des profits fabuleux sur les fournitures de guerre et bénéficie du soutien des autorités militaires pour museler les ouvriers et aggraver l'oppression qu'elle fait peser sur eux ;

3) condamner résolument tout vote des crédits militaires ;

4) se retirer des ministères bourgeois de Belgique et de France et considérer qu'entrer dans les ministères et voter les crédits, c'est commettre à l'égard de la cause socialiste une trahison semblable à celle des social-démocrates allemands et autrichiens ;

5) tendre immédiatement la main aux éléments internationalistes de la social-démocratie allemande qui refusent de voter les crédits militaires et constituer avec eux un

* « L'union sacrée. » (*N.R.*)

comité international appelé à faire de l'agitation en faveur de la cessation de la guerre, non pas dans l'esprit des pacifistes, des chrétiens et des démocrates petits-bourgeois, mais en liaison étroite avec la propagande et l'organisation d'actions révolutionnaires de masse des prolétaires de chaque pays contre le gouvernement et la bourgeoisie de leur propre pays ;

6) soutenir toutes les tentatives de rapprochement et de fraternisation dans l'armée et dans les tranchées entre les socialistes des pays belligérants, malgré les interdictions des autorités militaires d'Angleterre, d'Allemagne, etc. ;

7) appeler les femmes socialistes des pays belligérants à intensifier leur agitation dans le sens indiqué plus haut ;

8) appeler le prolétariat international à appuyer la lutte contre le tsarisme, et à soutenir les députés social-démocrates de Russie qui non seulement ont refusé de voter les crédits, mais n'ont pas reculé devant le danger de la répression pour mener leur action socialiste dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire internationale. »

* * *

En ce qui concerne certains social-démocrates de Russie qui dans leurs écrits ont pris la défense du social-patriotisme officiel (comme, par exemple, Plékhanov, Alexinski, Maslov, etc.), les soussignés déclinent toute responsabilité quant à ces prises de position, protestent énergiquement et déclarent que les ouvriers social-démocrates de Russie, comme tout porte à le croire, ne partagent pas ce point de vue.

Il va de soi que le représentant officiel de notre Comité central au Bureau socialiste international, le camarade Litvinov (adresse*. Nous lui envoyons votre lettre et une copie de notre réponse. Pour toutes les affaires urgentes, nous vous demandons de vous adresser directement à lui), prendra personnellement les décisions relatives à tel ou tel amendement particulier, aux diverses démarches ayant trait aux pourparlers, etc. ; nous ne pouvons que nous déclarer *entièrement* solidaires de ce camarade pour *tout* ce qui est essentiel.

---

* L'adresse de M. Litvinov ne figure pas dans le manuscrit. (*N.R.*)

En ce qui concerne le Comité d'organisation et le Bund, qui sont officiellement représentés au Bureau socialiste international, nous avons des raisons de craindre qu'ils soient *partisans* du « social-patriotisme officiel » (sous sa forme francophile ou germanophile, ou sous une forme conciliant ces deux tendances). En tout cas, nous serons très heureux si vous ne refusez pas de nous communiquer, en même temps que votre réponse (vos amendements, votre contreprojet de déclaration, etc.), celle des organisations (Comité d'organisation, Bund, etc.) que vous avez pu et que vous pourrez toucher.

Salutations fraternelles,

Lénine

Mon adresse *

Paru pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

Conforme au manuscrit

* L'adresse ne figure pas dans le manuscrit. (*N. R.*)

COMMENT LA POLICE ET LES REACTIONNAIRES PRESERVENT L'UNITE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

Un journal social-démocrate allemand de Gotha : *la Feuille Populaire de Gotha*, a publié dans son numéro du 9 janvier un article intitulé : *La politique de la fraction parlementaire social-démocrate sous la protection de la police.*

« Après deux jours d'application de la censure préalable, écrit ce journal placé sous l'agréable tutelle des autorités militaires, il est parfaitement évident que le pouvoir central a particulièrement soin de bâillonner ceux qui, dans nos rangs, élèvent des critiques gênantes contre la politique de la fraction social-démocrate. Les efforts de la censure visent à préserver la « paix » au sein du parti social-démocrate ou, en d'autres termes, à sauvegarder l'« unité », la « cohésion » et la puissance de la social-démocratie allemande. La social-démocratie sous la tutelle du gouvernement — tel est l'événement le plus marquant de la politique intérieure de notre « grande » époque, l'époque de la renaissance de la nationalité allemande.

Voilà déjà plusieurs semaines que les politiciens siégeant au sein de notre fraction social-démocrate ont déclenché une agitation énergique en faveur de leur point de vue. Dans plusieurs centres très importants du parti, ils se sont heurtés à une forte opposition. Loin de susciter chez les ouvriers un état d'esprit favorable aux députés qui ont voté les crédits militaires, leur propagande a bel et bien dressé les ouvriers contre ces députés. Et c'est pour cette raison que les autorités militaires ont cherché à leur venir en aide, tantôt en usant

du veto de la censure, tantôt en supprimant la liberté de réunion. Ici, à Gotha, la fraction social-démocrate est aidée par la censure militaire ; à Hambourg, par la fameuse interdiction de tenir des réunions. »

Le journal social-démocrate suisse de Berne qui a reproduit ce passage note que de nombreux journaux social-démocrates d'Allemagne se sont soumis à la censure préalable, et ajoute pour sa part : « De la sorte, rien ne pourra bientôt troubler l'unanimité de la presse allemande. Si l'on tente en quelque endroit de lui porter atteinte, la dictature militaire y mettra bon ordre avec promptitude et fermeté, sur la dénonciation directe ou indirecte des « social-démocrates » partisans de la paix au sein du parti. »

Et il est exact que les journaux social-démocrates opportunistes dénoncent directement et indirectement les journaux radicaux !

Les faits prouvent donc que nous avions pleinement raison d'écrire, dans le n° 36 du *Social-Démocrate* : « Les opportunistes sont des ennemis bourgeois de la révolution prolétarienne . . . dans les périodes de crise, ils se révèlent *aussitôt* les alliés déclarés de *toute* la bourgeoisie unie *. » Aujourd'hui, prendre pour mot d'ordre l'unité, cela signifie pour la social-démocratie faire l'unité avec les opportunistes et se soumettre à eux (ou bien au bloc qu'ils forment avec la bourgeoisie). Ce mot d'ordre aide *pratiquement* la police et les réactionnaires, il est funeste au mouvement ouvrier.

Notons, à propos, la parution d'une excellente brochure de Borchardt (en allemand) : *Avant et après le 4 août 1914*[75], avec le sous-titre suivant : « La social-démocratie allemande s'est-elle reniée ? ». Oui, répond l'auteur en montrant la contradiction criante qu'il y a entre les déclarations social-démocrates *antérieures* à cette date et la politique « du 4 août». Nous ne reculerons devant aucun sacrifice dans la guerre contre la guerre, disaient les social-démocrates d'Allemagne (et des autres pays) avant le 4 août 1914. Mais le 28 septembre 1914, Otto Braun, membre du Comité central, alléguait un capital de 20 millions investis dans les journaux légaux et les 11 000 employés qui y travaillaient. Les dizaines de mil-

* Voir le présent tome, p. 106-107. (*N.R.*)

liers de dirigeants, de fonctionnaires et d'ouvriers privilégiés, corrompus par le légalisme, ont désorganisé l'armée innombrable du prolétariat social-démocrate.

La leçon à tirer de là est on ne peut plus claire : il faut rompre carrément avec le chauvinisme et l'opportunisme. Mais au lieu de cela, les insignifiants bavards socialistes-révolutionnaires (I. Gardénine[76] et Cie) de l'insignifiante *Mysl* de Paris, renient le marxisme au profit des idées petites-bourgeoises ! On a oublié l'a b c de l'économie politique et le développement mondial du capitalisme, qui n'engendre qu'une seule classe révolutionnaire, le prolétariat. On a oublié le chartisme, juin 1848, la Commune de Paris, octobre et décembre 1905. Dans leur marche vers leur révolution mondiale, les ouvriers ne peuvent éviter maintes défaites et erreurs, maints échecs et maintes faiblesses, mais ils marchent vers cette révolution. Il faut être aveugle pour ne pas voir dans l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise sur le prolétariat la cause essentielle, principale, fondamentale de la honte et de la faillite de l'Internationale en 1914. Or, les beaux parleurs Gardénine et Cie veulent soigner le socialisme en l'obligeant à renier entièrement son unique base sociale et historique, la lutte de classe du prolétariat, et en diluant définitivement le marxisme dans la lavasse petite-bourgeoise des intellectuels populistes. Au lieu d'une action persévérante, tendant à une rupture complète entre le mouvement révolutionnaire du prolétariat et l'opportunisme, ils proposent de fusionner ce mouvement avec les opportunistes du genre des Ropchine[77] et des Tchernov, qui, libéraux avant-hier avec une bombe sous le bras, jouaient hier les renégats à l'instar des libéraux, et continuent aujourd'hui à se griser de phrases bourgeoises doucereuses sur le principe « du travail » ! ! Les Gardénine ne valent pas mieux que les Südekum, les socialistes-révolutionnaires ne valent pas mieux que les liquidateurs : ce n'est pas par hasard que les uns et les autres se sont si amoureusement étreints dans la revue *Sovrémennik*[78], qui s'est spécialement donné pour programme la fusion des social-démocrates et des socialistes-révolutionnaires.

« Le Social-Démocrate » n° 39, 3 mars 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

SUR LA CONFERENCE DE LONDRES

Nous publions, en abrégé, une lettre du représentant du Parti ouvrier social-démocrate de Russie.

«Londres, le 14 février 1915. J'avais reçu hier dans la nuit, du secrétaire de la section britannique de l'Internationale, l'adresse de la conférence, en réponse à une lettre dans laquelle je donnais ma propre adresse sans solliciter d'invitation. J'ai décidé de me rendre à cette conférence pour tenter d'y donner lecture de notre déclaration. J'y trouvai, pour les socialistes-révolutionnaires, Roubanovitch (représentant les social-chauvins), Tchernov et Bobrov, représentant la *Mysl* ; pour le Comité d'organisation, Maïski, délégué avec Martov, — ce dernier n'avait pas pu venir, n'ayant pas obtenu de visa. Il y avait 11 délégués anglais (avec Keir Hardie pour président, MacDonald, etc.), 16 français (Sembat, Vaillant, etc.), 3 belges (dont Vandervelde).

Le président ouvrit la conférence en annonçant qu'elle avait pour objet un échange de vues et non l'adoption de résolutions. L'un des Français propose une motion : pourquoi ne pas consigner dans une résolution l'opinion de la *majorité* ? Accord tacite.

A l'ordre du jour : 1) les droits des nations — Belgique, Pologne ; 2) les colonies ; 3) les garanties de paix. Election d'une commission des mandats (Roubanovitch, etc.). Il est décidé qu'un délégué de chaque pays présentera une brève information sur l'attitude au sujet de la guerre. Je prends la parole et proteste contre la non-invitation de notre représentant officiel au Bureau socialiste international

(le camarade Maximovitch[79], qui fait partie depuis longtemps, depuis plus d'un an, du Bureau socialiste international, où il représente notre Parti, et qui réside en permanence à Londres). Le président m'interrompt pour dire que les invitations avaient été envoyées à tous ceux « dont les noms étaient connus ». Je proteste à nouveau contre le fait que des représentants mandatés n'ont pas été informés. Puis je me réfère à notre Manifeste (cf. *le Social-Démocrate* n° 33 : *La guerre et la social-démocratie russe* *), qui indique notre position générale sur la guerre et qui a été *envoyé* au Bureau socialiste international. Avant de parler des conditions de paix, il importe de préciser par quel moyen nous nous efforcerons d'obtenir la paix ; et, pour cela, il est indispensable de savoir s'il existe une base social-démocrate révolutionnaire commune, et si nous délibérons en qualité de chauvins, de pacifistes ou de social-démocrates. Je donne lecture de notre déclaration, mais le président ne me laisse pas terminer sous prétexte que ma position de délégué n'est pas encore bien claire (! !) et qu'ils ne se sont pas réunis « pour se livrer à la critique des différents partis » (! ! !). Je déclare que je poursuivrai mon discours après le rapport de la commission des mandats. » (Le texte qu'on nous a empêché de lire sera publié dans notre prochain numéro.)

« Vaillant, Vandervelde, MacDonald, Roubanovitch font de brèves déclarations sur leur position générale. Puis, sur rapport de la commission des mandats, le délégué menchévik Maïski est invité à décider lui-même s'il peut représenter à lui seul le Comité d'organisation ; quant à moi, je suis « autorisé » à participer. Je remercie la conférence de son « amabilité » et veux continuer la lecture de la déclaration, afin de savoir si je puis rester. Le président m'interrompt pour m'interdire de poser des « conditions » à la conférence. Je demande alors l'autorisation de faire connaître les raisons pour lesquelles je *ne* participerai *pas* à la conférence. Refusé. Permettez-moi alors, dis-je, de déclarer que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie ne prend pas part à la conférence, pour les raisons exposées dans le texte que je dépose entre les mains du président. Je ramasse mes papiers et je me retire...

* Voir le présent tome, pp. 19-28. (*N.R.*)

Le président du Comité central de la social-démocratie lettone (Berzine) remet au président une note écrite par laquelle il se solidarise entièrement avec notre déclaration.»

Les délégués à la conférence n'ont le droit de rien communiquer à la presse, mais cette interdiction ne concerne évidemment pas le départ du camarade Maximovitch : le *Labour Leader*[80], auquel collabore Keir Hardie, a signalé ce départ en rapportant, dans ses grandes lignes, le point de vue de Maximovitch.

Faute de place, il nous faudra revenir sur la conférence de Londres et sur ses résolutions dans notre prochain numéro. Retenons seulement aujourd'hui l'inanité complète de ces résolutions qui ne font que couvrir le social-chauvinisme.

La délégation russe offre le spectacle suivant : le Comité central et les social-démocrates lettons se prononcent résolument et nettement contre le social-chauvinisme. Le Comité d'organisation des liquidateurs est absent ou en plein désarroi. Chez les socialistes-révolutionnaires, le « parti » (Roubanovitch) est *pour* le social-chauvinisme, la *Mysl* (Tchernov et Bobrov) adopte une attitude d'opposition dont nous pourrons juger lorsque nous connaîtrons leur déclaration.

« Le Social-Démocrate » n° 39, 3 mars 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

SOUS UN PAVILLON ETRANGER[81]

Rédigé au plus tôt en février 1915
Paru pour la première fois en 1917 dans le «Recueil» n° 1 des éditions «Priliv», Moscou
Signé: N. Konstantinov

Conforme au texte du «Recueil»

Le premier numéro du *Naché Diélo* (Pétrograd, janvier 1915)[82] a publié un article-programme très caractéristique de M. A. Potressov : « A la limite de deux époques. » Tout comme dans un article précédent du même auteur, paru dernièrement dans une revue, on y trouve exposées les idées fondamentales de tout un courant bourgeois de la pensée sociale en Russie, à savoir le courant liquidateur, sur des questions brûlantes de notre temps. A vrai dire, en l'occurrence, il ne s'agit pas d'articles, mais du manifeste d'une tendance bien précise, et quiconque les lira attentivement et réfléchira à leur contenu s'apercevra que seules des considérations fortuites, c'est-à-dire étrangères à des préoccupations purement stylistiques, ont empêché l'auteur (et ses amis, car il n'est pas seul) d'exposer ses idées sous la forme plus appropriée d'une déclaration ou d'un « credo » (profession de foi).

L'idée maîtresse de Potressov, c'est que la démocratie moderne se trouve à la limite de deux époques ; et la différence fondamentale entre l'ancienne époque et la nouvelle, c'est que l'étroitesse nationale fait place à l'internationalisme. Par démocratie moderne, A. Potressov entend le type de démocratie de la fin du XIX^e^ siècle et du début du XX^e^, qu'il oppose à la démocratie ancienne, bourgeoise, caractéristique de la fin du XVIII^e^ siècle et des deux premiers tiers du XIX^e^.

Il pourrait sembler, au premier abord, que l'auteur a parfaitement raison, que c'est un adversaire de la tendan-

ce national-libérale qui règne actuellement au sein de la démocratie moderne, que nous sommes en présence d'un « internationaliste » et non d'un national-libéral.

En effet, prendre la défense de l'internationalisme, rapporter l'étroitesse nationale et l'exclusivisme national à une époque ancienne, révolue, n'est-ce pas briser résolument avec l'épidémie du national-libéralisme, cet ulcère de la démocratie moderne ou, plus exactement, de ses représentants officiels ?

Il est non seulement possible, mais presque inévitable, que cette impression s'impose au premier abord. Et pourtant, elle est profondément erronée. L'auteur fait passer sa marchandise sous un pavillon étranger. Consciemment ou non (peu importe en l'espèce), il a recouru à une petite ruse de guerre, en hissant le pavillon de l'« internationalisme » pour faire passer en contrebande, avec le minimum de risque, sa marchandise national-libérale. Car Potressov est incontestablement un national-libéral. Tout le fond de son article (ainsi que de son programme, de sa plate-forme, de son « credo »), c'est précisément l'emploi de cette petite ruse de guerre, innocente si l'on veut, qui consiste à faire passer l'opportunisme sous le pavillon de l'internationalisme. Il importe de mettre en lumière ce trait fondamental jusqu'en ses moindres détails, car c'est là une question d'une portée considérable, absolument primordiale. Et l'utilisation d'un pavillon étranger par A. Potressov est d'autant plus dangereuse que celui-ci ne se camoufle pas seulement derrière le principe de l'« internationalisme », mais aussi derrière le titre d'adepte de la « méthodologie marxiste ». Autrement dit, Potressov veut être un disciple et un représentant authentique du marxisme alors qu'en réalité il substitue au marxisme le national-libéralisme. A. Potressov veut « rectifier » Kautsky, en l'accusant de jouer les « avocats », c'est-à-dire de défendre le libéralisme aux couleurs de telle ou telle nation, le libéralisme aux couleurs de diverses nations. A. Potressov veut opposer l'internationalisme et le marxisme au national-libéralisme (car il est absolument certain et indéniable que Kautsky est devenu aujourd'hui un national-libéral). Mais, en fait, Potressov oppose au national-libéralisme *multicolore* un national-libéralisme *unicolore*. Or, le marxisme est hostile — et ce, dans la situation histo-

rique concrète actuelle, sous tous les rapports — à tout national-libéralisme.

Qu'il en est bien ainsi, et pour quelles raisons, c'est ce que nous allons voir maintenant.

I

Le lecteur comprendra plus facilement les raisons profondes des tribulations au terme desquelles Potressov s'est trouvé embarqué sous le pavillon du national-libéralisme s'il pénètre comme il faut le sens du passage suivant de son article :

...« Avec toute l'ardeur qui leur était propre, ils (Marx et ses camarades) se lançaient à la recherche d'une solution du problème, sans reculer devant sa difficulté ; ils posaient le diagnostic du conflit, ils tentaient de déterminer *quel était le camp dont le succès* laisserait le plus libre cours aux possibilités qui leur paraissaient souhaitables, et c'est ainsi qu'ils établissaient la base sur laquelle ils élaboraient leur tactique » (p. 73, souligné par nous).

« Quel est le camp dont le succès est à préférer » — voilà ce qu'on doit déterminer, et cela d'un point de vue non pas national, mais international ; voilà l'essence de la méthodologie marxiste ; voilà ce que Kautsky n'indique pas, cessant du même coup d'être un « juge » (c'est-à-dire un marxiste) pour devenir un « avocat » (national-libéral). Telle est l'idée de A. Potressov. Lui-même est profondément convaincu qu'il ne joue nullement les « avocats » lorsqu'il soutient que le succès de l'une des parties (la sienne) est préférable, mais qu'il s'inspire de considérations authentiquement internationalistes sur les péchés « démesurés » commis par l'autre partie...

Et Potressov, et Maslov, et Plékhanov, etc., s'inspirent de considérations authentiquement internationalistes qui les conduisent aux mêmes conclusions que le premier nommé... C'est naïf au point de... Mais n'anticipons pas, et finissons-en tout d'abord avec l'analyse purement théorique de la question.

« Le camp dont le succès est à préférer », Marx l'a déterminé, par exemple, lors de la guerre d'Italie en 1859. Potressov s'arrête précisément à cet exemple, « qui présente pour

nous un intérêt tout spécial en raison de certaines particularités ». De notre côté, nous sommes également d'accord pour prendre l'exemple choisi par A. Potressov.

Napoléon III déclara la guerre à l'Autriche en 1859 soi-disant pour libérer l'Italie, mais en réalité pour servir ses intérêts dynastiques.

« Derrière Napoléon III, écrit Potressov, se dessinait la silhouette de Gortchakov, qui venait de conclure un traité secret avec l'Empereur des Français. » Voilà les contradictions qui se nouent : d'une part, la monarchie la plus réactionnaire d'Europe, qui maintient l'Italie dans l'oppression ; de l'autre, les représentants de l'Italie révolutionnaire en train de se libérer, jusques et y compris Garibaldi, qui marchent la main dans la main avec l'ultra-réactionnaire Napoléon III, etc. « N'aurait-il pas été plus simple, écrit Potressov, de rester à l'écart du péché en disant : « l'un et l'autre sont les pires » ? Cependant, ni Engels, ni Marx, ni Lassalle ne se sont laissé séduire par la « simplicité » d'une telle solution ; ils se sont mis à rechercher la question» (A. Potressov veut dire : à étudier et à examiner la question) « de savoir quelle issue du conflit pouvait offrir le plus de chances à la cause qui leur était chère à tous ».

Contrairement à Lassalle, Marx et Engels pensaient que la Prusse devait intervenir. De l'aveu même de Potressov, ils considéraient entre autres choses « que le conflit avec la coalition ennemie pouvait donner naissance en Allemagne à un mouvement national qui prendrait de l'extension en passant par-dessus la tête des nombreux potentats de ce pays, et ils se demandaient laquelle des puissances du concert européen représentait lo mal principal : la monarchie réactionnaire du Danube ou les autres principaux représentants de ce concert ».

Il nous importe peu, conclut Potressov, de savoir qui a eu raison, de Marx ou de Lassalle ; l'important, c'est que tous s'accordent sur la nécessité de déterminer quel est le camp dont il faut, d'un point de vue internationaliste, préférer le succès.

Tel est l'exemple choisi par Potressov ; tel est le raisonnement de notre auteur. Si Marx a su à l'époque « peser le pour et le contre à propos des conflits internationaux » (selon l'expression de A. Potressov), malgré le caractère ultra-

réactionnaire des gouvernements des *deux* parties belligérantes, aujourd'hui les marxistes sont également tenus de porter un jugement *du même genre*, conclut Potressov.

Cette conclusion est une naïve puérilité ou un grossier sophisme, car elle se réduit à ceci: puisque Marx trancha en 1859 la question de savoir quelle était la *bourgeoisie* dont il fallait préférer le succès, nous devons, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, résoudre à notre tour une question exactement semblable.

Potressov *n'a pas remarqué* que la question posée par Marx en 1859 (ainsi qu'en plusieurs autres circonstances ultérieures) : « Quel est le camp dont le succès est préférable ? équivaut à la question : « Quelle est la *bourgeoisie* dont le succès est à préférer ? » Potressov *n'a pas remarqué* que Marx répondait à cette question à un moment où non seulement il existait des mouvements *bourgeois* incontestablement *progressistes*, mais où ces mouvements se trouvaient au premier plan du développement historique dans les principaux Etats d'Europe. Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste, d'un mouvement bourgeois progressiste à propos, par exemple, de ces figures incontestablement centrales et importantes du «concert » européen que sont l'Angleterre et l'Allemagne. L'ancienne « démocratie » bourgeoise de ces Etats qui occupent une place centrale des plus importantes est devenue réactionnaire. Or, M. A. Potressov l'a «oublié» et a substitué au point de vue de la démocratie *moderne* (non bourgeoise) celui de l'*ancienne* pseudo-démocratie (bourgeoise). Adopter le point de vue d'une autre classe et, qui plus est, d'une classe ancienne, qui a fait son temps, c'est de l'opportunisme le plus pur. Il ne saurait être question de justifier cette attitude par l'analyse du contenu objectif de l'évolution historique dans l'ancienne époque et dans la nouvelle.

C'est justement la bourgeoisie — par exemple en Allemagne et aussi, d'ailleurs, en Angleterre — qui s'efforce d'opérer le tour de main accompli par A. Potressov, en substituant à l'époque impérialiste celle des mouvements bourgeois progressistes, de libération nationale et de libération démocratique. Potressov renonce à tout point de vue critique pour se traîner derrière la bourgeoisie. Et c'est d'autant plus impardonnable que Potressov, dans l'exemple qu'il

a lui-même choisi, a été obligé d'admettre et d'indiquer le genre des considérations qui ont guidé Marx, Engels et Lassalle à cette époque depuis longtemps révolue *.

Ces considérations portaient, premièrement, sur le mouvement *national* (en Allemagne et en Italie), sur le fait qu'il évoluerait par-dessus la tête « des représentants du moyen âge » ; deuxièmement, sur le « mal principal » incarné par les monarchies réactionnaires (autrichiene, napoléonienne, etc.) dans le concert européen.

Ces considérations sont parfaitement claires et indiscutables. Les marxistes n'ont jamais nié le progrès que constituent les mouvements bourgeois de libération nationale contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. A. Potressov ne peut ignorer que *rien de pareil* n'existe et ne pouvait exister chez les puissances centrales, c'est-à-dire chez les puissances belligérantes les plus importantes de notre époque. En Italie comme en Allemagne, il y avait alors des mouvements populaires de libération nationale qui duraient depuis des *dizaines d'années*. A cette époque, ce n'était pas la bourgeoisie occidentale qui soutenait de ses deniers certaines autres puissances ; au contraire, ces puissances représentaient *réellement* le « mal principal ». A. Potressov ne peut ignorer — il le reconnaît lui-même dans cet article — qu'aujourd'hui, *pas une seule* des autres puissances n'est et ne peut être le « mal principal ».

La bourgeoisie (la bourgeoisie allemande par exemple, mais elle est loin d'être la seule) réchauffe dans un but intéressé l'idéologie des mouvements nationaux en essayant de

* Notons en passant que Potressov se refuse à établir qui, de Marx ou de Lassalle, avait raison dans leurs jugements sur la guerre de 1859. Nous pensons (malgré Mehring) que c'est Marx qui avait raison, et que Lassalle fut, là aussi, un opportuniste, comme lorsqu'il flirtait avec Bismarck. Lassalle s'accommodait de la victoire de la Prusse et de Bismarck, de la force insuffisante des mouvements nationaux démocratiques en Italie et en Allemagne. Il penchait ainsi vers une politique ouvrière national-libérale. Marx, au contraire, encourageait et développait une politique indépendante, rigoureusement démocratique, hostile à la lâcheté national-libérale (l'intervention de la Prusse contre Napoléon III en 1859 aurait stimulé le mouvement populaire en Allemagne). Lassalle tournait ses regards plus souvent vers le haut que vers le bas, il était ébloui par Bismarck. Le « succès » de Bismarck ne justifie nullement l'opportunisme de Lassalle.

la transposer à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire à une époque toute différente. Comme toujours, les opportunistes se traînent à la remorque de la bourgeoisie, en *abandonnant* le point de vue de la démocratie *moderne* pour adopter celui de la démocratie *ancienne* (bourgeoise). C'est en cela que pèchent essentiellement les articles, la position et toute la ligne de A. Potressov et de ses émules liquidateurs. Lorsque Marx et Engels se demandaient de quelle bourgeoisie il fallait préférer le succès, c'était à l'époque de la démocratie *ancienne* (bourgeoise), avec le souci de transformer un mouvement modestement libéral en un mouvement impétueusement démocratique. A. Potressov prêche le national-libéralisme bourgeois à l'époque de la démocratie *moderne* (et non bourgeoise), alors que ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en France, il ne saurait être question de mouvements progressistes bourgeois, ni modestement libéraux ni impétueusement démocratiques. Marx et Engels allaient *de l'avant* par rapport à *leur* époque, l'époque des mouvements progressistes nationaux bourgeois, en poussant *ces* mouvements plus avant, en veillant à les développer « par-dessus » la tête des porte-parole du moyen âge.

Potressov, comme du reste tous les social-chauvins, rétrograde par rapport à *son* époque, celle de la démocratie moderne, en reprenant le point de vue depuis longtemps périmé, mort, et par là même foncièrement faux, de la démocratie ancienne (bourgeoise).

C'est pourquoi, A. Potressov patauge désespérément lorsqu'il lance cet appel ultra-réactionnaire à la démocratie:

...« Ne recule pas, mais va de l'avant. Non pas vers l'individualisme, mais vers la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force. Va de l'avant, c'est-à-dire aussi dans un certain sens en arrière : en arrière vers Engels, Marx, Lassalle, vers leur méthode d'analyse des conflits internationaux, vers leur façon de faire servir jusqu'à l'action internationale des Etats au bien de la démocratie en général. »

A. Potressov fait *reculer* la démocratie moderne non pas « dans un certain sens », mais dans tous les sens ; il la ramène aux mots d'ordre et à l'idéologie de l'ancienne démocratie bourgeoise, à la dépendance des masses vis-à-vis de la bourgeoisie... La méthode de Marx consiste avant tout

à considérer le contenu *objectif* du processus historique à un moment donné et dans des circonstances données, afin de comprendre avant tout *quelle* classe, par son mouvement, est la principale force motrice du progrès dans cette situation concrète. En 1859, le contenu objectif du processus historique en Europe continentale n'était pas l'impérialisme, mais les mouvements bourgeois de libération nationale. La force motrice principale était le mouvement de la bourgeoisie contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. Mais le très sage A. Potressov, raisonnant 55 ans plus tard, alors que la place des féodaux réactionnaires est occupée par les magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile qui ont fini par leur ressembler, veut juger les conflits internationaux du point de vue *de la bourgeoisie, et non de la nouvelle classe* *.

A. Potressov n'a pas réfléchi à la portée de la vérité qu'il a exprimée en tenant ce langage. Admettons que deux pays se fassent la guerre à l'époque des mouvements bourgeois de libération nationale. Quel est le pays dont on doit préférer le succès, du point de vue de la démocratie moderne ? Evidemment, celui dont la victoire impulsera au maximum et développera le plus impétueusement le mouvement d'émancipation de la bourgeoisie et affaiblira le plus le système féodal. Admettons ensuite que le facteur *déterminant* de la situation historique objective ait changé, et qu'à la place du capital de la période de libération nationale intervienne le capital impérialiste international, le capital réactionnaire, financier. L'un des pays possède, disons, les trois quarts de l'Afrique et l'autre, le quart. Le contenu objectif de leur guerre est un nouveau partage de l'Afrique. Quel est le pays dont il faut souhaiter le succès ? Posée sous sa forme première, cette question est absurde, car les anciens critères font défaut : le long développement du mouvement d'émancipation bourgeois, aussi bien que le long déclin de la société

* « En réalité, écrit Potressov, c'est justement au cours de cette période de prétendue stagnation que de vastes processus moléculaires se sont déroulés à l'intérieur de chaque pays et que la situation internationale s'est peu à peu transformée, car son élément *déterminant* devenait de plus en plus clairement la politique de conquêtes coloniales, la politique de l'impérialisme belliqueux. »

féodale. Ce n'est pas l'affaire de la démocratie moderne que d'aider le premier pays à affermir son « droit » sur les trois quarts de l'Afrique, ni d'aider le second à s'approprier ces trois quarts (même si son évolution économique est plus rapide que celle du premier).

La démocratie moderne ne sera fidèle à elle-même que si elle ne s'allie à aucune bourgeoisie impérialiste, si elle déclare que « l'une et l'autre sont les pires », si elle souhaite dans chaque pays la défaite de la bourgeoisie impérialiste. Toute autre solution sera, dans la pratique, national-libérale, et n'aura rien de commun avec l'internationalisme authentique.

Que le lecteur ne se laisse pas abuser par la terminologie ronflante dont A. Potressov se sert pour camoufler son ralliement au point de vue de la bourgeoisie. Lorsqu'il s'exclame : « non pas vers l'individualisme, mais vers la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force », il entend opposer sa façon de voir à celle de Kautsky. Lorsqu'il qualifie d'« individualisme » l'opinion de Kautsky (et consorts), il veut dire que ce dernier refuse de se demander « quel est le camp dont le succès est préférable » et justifie le national-libéralisme des ouvriers de chaque pays pris « individuellement ». Mais nous autres, laisse-t-il entendre, c'est-à-dire A. Potressov, Tchérévanine, Maslov, Plékhanov, etc., nous faisons appel à « la conscience internationale dans toute sa plénitude et toute sa force », car si nous sommes partisans d'un national-libéralisme d'une certaine couleur, ce n'est nullement du point de vue d'un Etat pris individuellement (ou d'une nation prise individuellement), mais sous un angle authentiquement international... Ce raisonnement serait ridicule s'il n'était si... infâme.

A. Potressov et Cie aussi bien que Kautsky se traînent à la remorque de la bourgeoisie, en trahissant le point de vue de la classe qu'ils prétendent représenter.

II

A. Potressov a intitulé son article : « A la limite de deux époques. » Il est hors de doute que nous vivons à la limite de deux époques, et les événements historiques d'une im-

portance considérable qui se déroulent sous nos yeux ne peuvent être compris que si l'on analyse, en tout premier lieu, les conditions objectives du passage de l'une à l'autre. Il s'agit de grandes époques historiques : il y a et il y aura dans toute époque des mouvements partiels, particuliers, dirigés tantôt en avant, tantôt en arrière ; il y a et il y aura des écarts par rapport au type moyen et au rythme moyen du mouvement. Nous ne pouvons savoir à quelle allure ni avec quel succès se déploieront les mouvements historiques d'une époque donnée. Mais nous pouvons savoir et nous savons *quelle classe* se trouve au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc. C'est seulement sur cette base, c'est-à-dire en considérant tout d'abord les traits distinctifs essentiels des diverses « époques » (et non des épisodes particuliers de l'histoire de chaque pays) que nous pouvons déterminer correctement notre tactique ; et seule la connaissance des traits fondamentaux d'une époque permet d'envisager les particularités de détail présentées par tel ou tel pays.

C'est précisément là que gît le maître sophisme de A. Potressov et de Kautsky (dont l'article est publié dans le même numéro du *Naché Diélo*), ou encore l'erreur cardinale qui les conduit l'un et l'autre à des conclusions nationales-libérales et non marxistes.

Le fait est que l'exemple choisi par A. Potressov comme offrant à ses yeux « un intérêt tout spécial », la campagne d'Italie de 1859, ainsi qu'un grand nombre d'exemples historiques *analogues* cités par Kautsky, ne se rapportent « *justement pas* aux époques historiques » « à la limite » desquelles nous vivons. Donnons à l'époque où nous entrons (ou plutôt où nous sommes entrés, mais qui n'en est qu'à son début) le nom d'époque contemporaine (ou troisième). Appelons celle dont nous venons de sortir l'époque d'hier (ou deuxième). Il faudrait alors nommer l'époque d'où Kautsky et A. Potressov tirent leurs exemples celle d'avant-hier (ou première). Le sophisme révoltant, la fausseté intolérable des raisonnements de A. Potressov comme de Kautsky, proviennent précisément de ce qu'ils substituent aux conditions de l'époque moderne (la troisième) celles de l'époque d'avant-hier (la première).

Expliquons-nous.

La classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste, maintes fois reprise par Kautsky et adoptée par A. Potressov dans son article, est la suivante : 1) 1789-1871 ; 2) 1871-1914 ; 3) 1914-? Il va de soi que ces délimitations, comme en général toutes les délimitations dans la nature ou dans la société, sont conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues. Et c'est seulement d'une manière approximative que nous prenons les faits historiques les plus saillants, les plus marquants, comme des jalons des grands mouvements historiques. La première époque, qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en général et des mouvements nationaux bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent rapidement. La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner ; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même « situation » que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, ou découlant de l'impérialisme.

Kautsky lui-même a défini avec la plus grande précision, dans toute une série d'articles et dans sa brochure : *Le chemin du pouvoir* (parue en 1909), les traits essentiels de la troisième époque ; il a montré en quoi elle diffère radicalement de la deuxième (celle d'hier), et reconnu que les tâches immédiates, ainsi que les conditions et les formes de lutte de la démocratie contemporaine, s'étaient modifiées en raison des changements survenus dans les conditions historiques objectives. Aujourd'hui, Kautsky brûle ce qu'il adorait ; il change ses batteries de la manière la plus incroyable, la plus indécente, la plus éhontée. Dans la brochure que

nous venons de citer, il parle sans détours des symptômes annonciateurs de la guerre, et très exactement de celle qui devint un fait en 1914. Une simple comparaison de certains passages de cette brochure avec ce que Kautsky écrit aujourd'hui suffirait à démontrer de la façon la plus évidente qu'il renie ses propres convictions et ses déclarations les plus solennelles. Et, sous ce rapport, Kautsky n'est pas un cas isolé (nullement un cas limité à l'Allemagne) ; il est le représentant typique de toute une couche supérieure de la démocratie moderne, qui, au moment de la crise, s'est rangée aux côtés de la bourgeoisie.

Tous les exemples historiques cités par A. Potressov et Kautsky se rapportent à la première époque. Le contenu objectif essentiel des événements historiques à l'époque des guerres non seulement de 1855, 1859, 1864, 1866, 1870, mais aussi de 1877 (guerre russo-turque) et de 1896-1897 (guerres entre la Turquie et la Grèce et troubles d'Arménie), était constitué par les mouvements nationaux bourgeois, ou par les « convulsions » de la société bourgeoise se libérant des diverses formes du système féodal. Il ne pouvait absolument pas être question, dans nombre de pays évolués, d'une action véritablement indépendante de la démocratie moderne, et correspondant à la période de décomposition et de déclin de la bourgeoisie. Parmi les classes alors existantes, et qui prenaient part aux guerres de cette époque, la bourgeoisie était la principale à suivre une ligne ascendante et la seule à disposer d'une force suffisante pour pouvoir écraser les institutions féodales et absolutistes. Dans plusieurs pays, cette bourgeoisie, représentée par différentes couches de producteurs *aisés*, était progressiste à des degrés divers et parfois même révolutionnaire (par exemple, une partie de la bourgeoisie italienne en 1859) ; mais le trait commun à toute cette époque était précisément le caractère progressiste de la bourgeoisie, *c'est-à-dire* le fait qu'elle n'avait pas encore achevé, pas encore consommé, sa lutte contre la féodalité. Il est tout naturel que les tenants de la démocratie moderne, et Marx qui en était le représentant, s'inspirant du principe incontestable selon lequel il faut soutenir la bourgeoisie progressiste (la bourgeoisie capable de lutter) contre la féodalité, se soient alors posé la question de savoir « quel était le camp », c'est-à-dire

quelle était la bourgeoisie dont on devait préférer le succès. Par son contenu économique et de classe, le mouvement populaire dans les principaux pays touchés par la guerre avait alors un sens démocratique en général, c'est-à-dire démocratique bourgeois. Assurément, on ne pouvait à l'époque poser d'*autre* question que celle-ci : *quelle* est la bourgeoisie dont la victoire, dans un concours de circonstances données, aboutissant à la défaite de certaines forces réactionnaires (féodales et absolutistes, entravant l'essor de la bourgeoisie), peut offrir le maximum de « champ d'action » à la démocratie moderne ?

En outre, et Potressov lui-même se voit contraint de le reconnaître, lorsque Marx « appréciait » les conflits internationaux sur la base des mouvements bourgeois nationaux et de libération, il s'attachait à déterminer le camp dont le succès était le plus susceptible de favoriser le « développement » (cf. la page 74 de l'article de Potressov) des mouvements démocratiques nationaux et, plus généralement, populaires. Cela signifie qu'en face de conflits armés dus à la montée de la bourgeoisie vers le pouvoir au sein des diverses nations, Marx avait par-dessus tout, comme en 1848, le souci de l'extension et de l'accentuation des mouvements démocratiques bourgeois par la participation de masses de plus en plus larges et de plus en plus « plébéiennes », de la petite bourgeoisie en général, de la paysannerie en particulier, en un mot, des classes non possédantes. C'est précisément cet intérêt que Marx portait à l'élargissement de la base sociale du mouvement et à son développement qui distingue radicalement sa tactique démocratique conséquente de la tactique inconséquente de Lassalle, qui inclinait à l'alliance avec les national-libéraux.

Dans la troisième époque également, les conflits internationaux sont restés semblables, par leur *forme*, à ceux de la première, mais leur *contenu* social et leur signification de classe s'est totalement modifié. La situation historique objective est devenue tout autre.

La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultra-réactionnaire, décrépit, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles. Le cadre national bourgeois des Etats,

qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au *développement* des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un *obstacle* à l'essor ultérieur de ces mêmes forces. Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante.

A. Potressov et Kautsky ont abandonné le point de vue de cette classe et sont revenus en arrière en reprenant à leur compte le mensonge bourgeois basé sur cette idée qu'*aujourd'hui encore*, le processus historique a pour contenu objectif le mouvement progressiste de la bourgeoisie contre la féodalité. En réalité, il ne saurait être question aujourd'hui pour la démocratie *moderne* de se traîner à la remorque de la bourgeoisie *réactionnaire*, impérialiste, quelle que soit la « couleur » de cette dernière.

Dans la première époque, la tâche historique était objectivement de savoir comment la bourgeoisie progressiste, dans sa lutte contre les *principaux* représentants de la féodalité expirante, devait « utiliser » les conflits internationaux pour le plus grand profit de l'ensemble de la démocratie bourgeoise mondiale en général. A ce moment-là, au cours de cette première époque, qui remonte à plus d'un demi-siècle, il était naturel et inévitable que la bourgeoisie asservie par la féodalité souhaitât la défaite de « son » oppresseur féodal ; d'ailleurs, le nombre des principales citadelles de la féodalité, les citadelles centrales, d'importance européenne, n'était pas bien grand. Et Marx d'« apprécier », dans quel pays, devant une situation concrète donnée, la victoire du mouvement bourgeois de libération pouvait saper *le plus efficacement* les citadelles de la féodalité *européenne*.

Actuellement, dans la troisième époque, il ne reste plus de citadelles féodales d'importance européenne. La démocratie moderne a évidemment pour tâche d'« utiliser » les conflits internationaux, mais cette utilisation doit précisément, contrairement à ce que préconisent A. Potressov et Kautsky, être *internationale*, et dirigée non pas contre tel ou tel capital financier national, mais contre le capital financier international. En outre, ce n'est pas la classe ascendante d'il

y a 50 ou 100 ans qui doit s'acquitter de cette tâche. Il s'agissait alors (selon l'expression de A. Potressov) de l'« action internationale » de la démocratie bourgeoise la plus avancée ; aujourd'hui, l'histoire et la situation objective posent une tâche du même ordre à une tout autre classe.

III

Potressov caractérise la deuxième époque ou la « tranche de 45 années » (1870-1914), comme il l'appelle, d'une façon très incomplète. Il en va de même dans l'ouvrage publié en allemand par Trotski, encore que ce dernier ne soit pas d'accord avec les conclusions pratiques de A. Potressov (ce qui est tout à son avantage) ; au reste, ces deux auteurs ne voient sans doute pas clairement ce qui les rapproche dans une certaine mesure.

Au sujet de l'époque que nous avons appelée la deuxième, ou celle d'hier, Potressov écrit :

« La limitation aux questions de détail de l'activité et de la lutte et l'idée universelle d'un développement graduel, ces signes du temps, que certains ont érigés en principes, sont devenues pour d'autres un fait coutumier et, à ce titre, un élément constituant de leur psychologie, un trait de leur idéologie » (p. 71). « Sa faculté (il s'agit de l'époque) de progresser régulièrement et sans précipitation a eu deux revers : premièrement, elle a été manifestement incapable de s'adapter aux périodes où ce développement graduel se trouvait perturbé et où se produisaient toutes sortes d'événements catastrophiques ; deuxièmement, elle s'est trouvée particulièrement prisonnière du cadre de l'action nationale, du milieu national » (p. 72)... « Ni révolution, ni guerres » (70)... « La démocratie prit un caractère national d'autant plus facilement que la période de sa « guerre de position » se prolongeait et que continuait à tenir la scène cette période de l'histoire européenne qui... n'a pas connu de conflits internationaux au cœur de l'Europe, qui a ignoré par conséquent des troubles dépassant les frontières des Etats nationaux, et ne s'est pas passionnée pour des intérêts à l'échelle de l'Europe ou du monde entier » (pp. 75-76).

Le principal défaut de cette caractéristique, comme de celle donnée par Trotski pour la même époque, c'est le refus

de voir et d'admettre les profondes contradictions internes au sein de la démocratie moderne qui s'est développée sur cette base. On pourrait croire que la démocratie moderne de cette époque soit restée un tout homogène qui, dans l'ensemble, s'est pénétré de l'idée du développement graduel, a pris un caractère national, a perdu l'habitude des perturbations de ce développement graduel et des catastrophes, s'est étriqué et couvert de moisissure.

En réalité, il ne pouvait en être ainsi, car, parallèlement à ces tendances agissaient aussi, sans conteste, des tendances contraires : l'« existence » des masses ouvrières s'internationalisait — pensons à l'attraction exercée par les villes et au nivellement des conditions de vie dans les grandes villes du monde entier, à l'internationalisation du capital, au brassage de la population urbaine et rurale, locale et allogène, dans les grandes fabriques, etc., — les contradictions de classe s'accentuaient, les syndicats patronaux exerçaient une pression croissante sur les syndicats ouvriers, des formes de lutte plus aiguës et plus violentes apparaissaient, par exemple les grèves de masse, le coût de la vie augmentait, le joug du capital financier devenait intolérable, etc., etc.

En réalité, il *n'en a pas été* ainsi, et nous le savions fort bien. Aucun pays, absolument aucun des grands pays capitalistes d'Europe n'a été épargné à cette époque par la lutte entre les deux courants contraires au sein de la démocratie moderne. Dans chacun des grands pays, malgré le caractère « pacifique », « stagnant », assoupi de l'époque, cette lutte a pris les formes les plus violentes, allant jusqu'à la scission. Ces courants contraires se sont manifestés dans tous les domaines de la vie sans exception, et à propos de toutes les questions de la démocratie moderne : attitude envers la bourgeoisie, alliances avec les libéraux, vote des crédits, attitude envers la politique coloniale, les réformes, la lutte économique, la neutralité des syndicats, etc.

L'« idée universelle du développement graduel » n'a nullement dominé sans partage au sein de la démocratie moderne, comme on pourrait le croire d'après Potressov et Trotski. Non, elle s'est cristallisée en un certain courant qui, plus d'une fois dans l'Europe de cette époque, a conduit à la formation de fractions, parfois même de partis distincts, au sein de la démocratie moderne. Ce courant a eu ses chefs, sa

presse, sa politique et son influence particulière — et particulièrement organisée — sur les masses populaires. Plus encore. Ce courant s'appuyait toujours davantage et, finalement, il « prit appui » définitivement, si l'on peut dire, sur les intérêts d'une certaine couche sociale *au sein* de la démocratie moderne.

L'« idée universelle du développement graduel » rallia, naturellement, dans les rangs de la démocratie moderne, bon nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois ; puis des particularités petites-bourgeoises apparurent dans l'existence et, par conséquent, dans l'« orientation » politique d'une certaine couche de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires syndicaux ; il se forma une sorte de bureaucratie, d'aristocratie de la classe ouvrière, plus ou moins nettement affirmée et délimitée.

Considérons, par exemple, la possession des colonies, l'extension du domaine colonial. Ce fut certainement l'un des traits distinctifs de l'époque envisagée et de la plupart des grands Etats. Or, qu'est-ce que cela signifiait au point de vue économique ? Une masse de surprofits et de privilèges particuliers pour la bourgeoisie, et aussi, indiscutablement, la possibilité, d'abord pour une faible minorité de petits bourgeois, et ensuite pour les employés les mieux placés, les fonctionnaires du mouvement ouvrier, etc., de recevoir également des miettes de ces « parts de gâteau ». C'est un fait indéniable, reconnu et souligné déjà par Marx et Engels, qu'une minorité insignifiante de la classe ouvrière anglaise, par exemple, a « bénéficié » ainsi de miettes de ces profits coloniaux et de ces privilèges. Mais ce qui était alors un phénomène exclusivement anglais, est devenu commun à tous les grands pays capitalistes d'Europe, au fur et à mesure qu'ils s'emparaient de vastes colonies et, en général, parallèlement à la croissance et au développement de la période impérialiste du capitalisme.

En un mot, l'« idée universelle du développement graduel », caractéristique de la deuxième époque (ou époque d'hier), n'a pas seulement suscité une certaine « incapacité de s'adapter aux perturbations de ce développement graduel », comme le pense A. Potressov, elle n'a pas seulement créé certaines tendances « possibilistes », comme le suppose Trotski : elle a engendré tout un *courant* opportuniste, qui

s'appuie au sein de la démocratie contemporaine sur une certaine couche sociale, rattachée à la bourgeoisie de sa « couleur » nationale par les liens multiples d'intérêts économiques, sociaux et politiques communs, un courant carrément, ouvertement, très sciemment et systématiquement hostile à toute idée de « perturbations dans le développement graduel ».

Nombre d'erreurs commises par Trotski (pour ne rien dire de Potressov) dans le domaine de la tactique ou de l'organisation trouvent leur origine précisément dans cette crainte, ou ce refus, ou cette incapacité de reconnaître comme un fait la « maturité » complète du courant opportuniste, ainsi que la liaison étroite, indissoluble, existant entre ce courant et les national-libéraux (ou le social-nationalisme) d'aujourd'hui. Dans la pratique, si l'on nie cette maturité et cette liaison indissoluble, on se trouve, pour le moins, totalement désorienté et impuissant, face au fléau social-nationaliste (ou national-libéral) qui règne actuellement.

Le lien entre l'opportunisme et le social-nationalisme est nié, d'une façon générale, aussi bien par A. Potressov que par Martov, Axelrod, Vl. Kossovski (qui en arrive à justifier le vote national-libéral des crédits de guerre par les démocrates allemands) et Trotski.

Leur principal « argument » est que l'ancienne division de la démocratie « par rapport à l'opportunisme » ne coïncide pas entièrement avec sa division actuelle « par rapport au social-nationalisme ». Cet argument est, premièrement, inexact pour ce qui est des faits comme nous allons le démontrer, et, deuxièmement, il est absolument unilatéral, incomplet et insoutenable dans son principe du point de vue marxiste. Des individus et des groupes peuvent changer de camp, c'est non seulement possible, mais encore inévitable chaque fois que se produit un grand « chambardement » social ; le caractère d'un *courant* donné ne s'en trouve nullement modifié, non plus que le lien idéologique entre des courants déterminés et leur signification *de classe*. Ces considérations, semble-t-il, sont si universellement connues et si indiscutables qu'on est même gêné d'y mettre trop l'accent. Et pourtant, ce sont précisément ces considérations que les auteurs dont nous parlons ont oubliées. La signification fondamentale de classe de l'opportunisme,

— ou, si l'on préfère. son contenu économique et social, — c'est que certains éléments de la démocratie contemporaine sont passés (pratiquement, c'est-à-dire même s'ils n'en ont pas eu conscience) du côté de la bourgeoisie en ce qui concerne une foule de questions. L'opportunisme est une politique ouvrière libérale. A quiconque craindrait l'apparence « fractionnelle » de ces expressions, nous conseillerons de prendre la peine d'étudier les déclarations de Marx, d'Engels et de Kautsky (une « autorité » particulièrement commode pour les adversaires du « fractionnisme », n'est-il pas vrai ?) ne serait-ce qu'à propos de l'opportunisme anglais. Il ne peut y avoir le moindre doute que cette étude conduira à reconnaître la coïncidence pleine et entière de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale. La signification fondamentale de classe du social-nationalisme de nos jours est absolument la même. L'*idée* fondamentale de l'opportunisme, c'est l'alliance ou le rapprochement (quelquefois l'entente, le bloc, etc.) entre la bourgeoisie et son antipode. L'idée fondamentale du social-nationalisme est exactement la même. La parenté politique et idéologique, la liaison, l'identité même de l'opportunisme et du social-nationalisme, ne font absolument aucun doute. Or, il va de soi que ce ne sont ni les individus ni les groupes que nous devons prendre pour base, mais bien l'analyse du contenu de *classe* des *courants* sociaux et l'examen politique et idéologique de leurs principes essentiels, primordiaux.

Abordant le même sujet sous un angle quelque peu différent, nous poserons la question : *d'où* vient le social-nationalisme ? Comment s'est-il développé et comment a-t-il grandi ? *Qu'est-ce* qui lui a donné son importance et sa force ? Quiconque n'a pas trouvé réponse à ces questions n'a absolument rien compris au social-nationalisme et est, bien entendu, totalement incapable de « s'en démarquer idéologiquement », même s'il jure ses grands dieux qu'il est tout prêt à le faire.

Or, il ne peut y avoir qu'une seule réponse à cette question : le social-nationalisme est issu de l'opportunisme, et c'est précisément ce dernier qui lui a donné sa force. Comment le social-nationalisme a-t-il pu naître « d'un coup » ? Exactement de la même façon qu'un enfant vient au monde « d'un coup » neuf mois après avoir été conçu. Chacune des

nombreuses manifestations de l'opportunisme qui se sont produites au cours de la deuxième époque (l'époque d'hier) dans tous les pays d'Europe était l'un des petits ruisseaux qui ont tous fusionné « d'un coup » pour nous donner maintenant le grand fleuve social-nationaliste aux eaux, il est vrai, peu profondes (ajoutons entre parenthèses : troubles et sales). Neuf mois après avoir été conçu, l'enfant doit se détacher de la mère ; plusieurs dizaines d'années après avoir été conçu, le social-nationalisme, ce fruit mûr de l'opportunisme, devra dans un délai plus ou moins court (en comparaison de ces dizaines d'années) se détacher de la démocratie contemporaine. Les braves gens auront beau crier, se fâcher, entrer en fureur à l'énoncé de ces idées et de ces propos, cela est inévitable, car c'est la conséquence de tout le développement social de la démocratie moderne et des conditions objectives de la troisième époque.

Mais s'il n'y a pas concordance absolue entre la division de la démocratie « par rapport à l'opportunisme » et sa division « par rapport au social-nationalisme », n'est-ce pas la démonstration qu'il n'y a pas de lien essentiel entre ces phénomènes ? Premièrement, cela ne démontre rien, pas plus que le passage d'un certain nombre de bourgeois, à la fin du XVIII[e] siècle, tantôt du côté des féodaux, tantôt du côté du peuple, ne prouve l'« absence de liens » entre le développement de la bourgeoisie et la grande Révolution française de 1789. Deuxièmement, d'une façon générale, — et c'est bien de cela qu'il s'agit, — cette concordance *existe*. Prenons non pas un seul pays, mais plusieurs, par exemple dix pays d'Europe : l'Allemagne, l'*Angleterre*, la *France*, la *Belgique*, la Russie, l'Italie, la Suède, la Suisse, la Hollande et la Bulgarie. Seuls les trois pays soulignés paraissent faire jusqu'à un certain point figure d'exception ; dans tous les autres, les *courants* résolument opposés à l'opportunisme ont engendré, très précisément, des *courants* hostiles au social-nationalisme. Que l'on compare les fameux *Cahiers mensuels* et leurs adversaires en Allemagne, le *Naché Diélo* et ses adversaires en Russie, le parti de Bissolati et ses adversaires en Italie ; les partisans de Greulich et de Grimm en Suisse, de Branting et de Höglund en Suède, de Troelstra et de Pannekoek-Gorter en Hollande ; enfin, les « obchtchédeltsy » et les « tesniaki » en Bulgarie[83]. La concordance

générale entre l'ancienne et la nouvelle division est un fait, mais une concordance absolue ne se rencontre pas même dans les phénomènes les plus simples de la nature, pas plus qu'il n'y en a entre la Volga après sa jonction avec la Kama et la Volga avant ce confluent, ou qu'il n'y a de ressemblance absolue entre un enfant et ses parents. L'Angleterre est une exception apparente ; en réalité, il y avait dans ce pays avant la guerre deux courants principaux organisés autour de deux *quotidiens* (indice objectif certain du caractère de masse d'un courant), *le Daily Citizen*[84] pour les opportunistes et le *Daily Herald*[85] pour les adversaires de l'opportunisme. Ces deux journaux ont été submergés par la vague du nationalisme ; mais près de 1/10 des partisans du premier journal et les 3/7 environ des partisans du second sont passés à l'opposition. La méthode de comparaison habituelle, qui oppose simplement le *Parti socialiste britannique* au *Parti ouvrier indépendant* n'est pas juste, car on oublie le bloc *de fait* existant entre ce dernier parti, les fabiens[86], et le *Labour Party*[87]. Par conséquent, deux pays seulement sur dix font exception, mais là encore l'exception n'est pas complète, car il n'y a pas eu déplacement de courants, mais simplement une vague qui a submergé presque tous les adversaires de l'opportunisme (pour des raisons si évidentes qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter). Voilà qui montre la puissance de cette vague, mais ne contredit nullement la concordance générale, dans toute l'Europe, de l'ancienne division et de la nouvelle.

On nous dit : la division « quant à l'opportunisme » est périmée ; seule la division en partisans de l'internationalisme et partisans de l'étroitesse nationale a un sens. Cette idée est foncièrement erronée. La notion de « partisan de l'internationalisme » perd tout contenu et tout sens si elle n'est pas développée *concrètement*, et chaque étape de ce développement concret sera marquée par l'hostilité à l'égard de l'opportunisme. Dans la pratique, ce sera plus vrai encore. Un partisan de l'internationalisme qui ne serait pas un adversaire conséquent et résolu de l'opportunisme ne serait qu'un faux semblant, et rien de plus. Il se peut que certaines gens de cette espèce se considèrent sincèrement comme des « internationalistes » ; mais on juge les gens d'après leur attitude politique et non d'après ce qu'ils pensent d'eux-

mêmes : l'attitude politique de ces « internationalistes », qui n'agissent pas en adversaires conséquents et résolus de l'opportunisme, apportera toujours un encouragement ou un soutien au courant nationaliste. Par ailleurs, les nationalistes prétendent aussi être des « internationalistes » (Kautsky, Lensch, Haenisch, Vandervelde, Hyndman et d'autres) ; et non seulement ils se disent tels, mais ils acceptent pleinement le rapprochement, l'entente, l'union internationale des gens qui pensent comme eux. Les opportunistes *ne sont pas contre* l'« internationalisme », ils sont simplement pour l'adoption internationale de l'opportunisme et pour l'entente internationale des opportunistes.

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

LA CONFERENCE DES SECTIONS A L'ETRANGER DU P.O.S.D.R.[88]

La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R., qui s'est tenue en Suisse, a récemment terminé ses travaux. Outre la discussion des problèmes propres à l'émigration, que nous tâcherons d'évoquer au moins rapidement dans les numéros suivants de l'Organe central, la conférence a élaboré des résolutions sur la question de la guerre, qui est d'une brûlante actualité. Nous publions ces résolutions sans tarder, en espérant qu'elles seront utiles à tous les social-démocrates désireux de chercher sérieusement l'issue vers l'action féconde pour sortir de ce fatras d'opinions qui se réduisent, au fond, à admettre l'internationalisme en paroles et à viser en fait, d'une manière ou d'une autre, une conciliation à tout prix avec le social-chauvinisme. Ajoutons que, sur la question du mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe », les débats ont pris un caractère étroitement politique, et qu'il a été décidé d'ajourner ce problème jusqu'à l'examen dans la presse de son aspect *économique*.

RESOLUTIONS DE LA CONFERENCE

S'en tenant à la ligne tracée par le manifeste du Comité central, publié dans le n° 33 *, la conférence adopte, en vue d'une propagande plus méthodique, les thèses suivantes :

---

* Voir le présent tome, pp. 19-28. (*N.R.*)

SUR LE CARACTERE DE LA GUERRE

La guerre actuelle a un caractère impérialiste. Elle a été engendrée par les conditions de l'époque où le capitalisme a atteint le stade suprême de son développement : ce n'est plus seulement l'exportation des marchandises qui est essentielle, mais aussi l'exportation des capitaux, la cartellisation de la production et l'internationalisation de la vie économique ont pris une extension considérable, la politique coloniale a conduit au partage de la presque totalité du globe, les forces productives du capitalisme mondial débordent le cadre étroit des frontières nationales, les conditions objectives de la réalisation du socialisme sont parvenues à une maturité complète.

SUR LE MOT D'ORDRE DE LA « DEFENSE DE LA PATRIE »

La guerre actuelle est essentiellement une lutte entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne pour le partage des colonies et le pillage des pays concurrents, et une tentative du tsarisme et des classes dirigeantes de Russie de s'emparer de la Perse, de la Mongolie, de la Turquie d'Asie, de Constantinople, de la Galicie, etc. L'élément national de la guerre austro-serbe a une importance tout à fait secondaire et ne modifie pas le caractère général impérialiste de la guerre.

L'histoire économique et diplomatique des dernières décennies montre que les deux groupes de nations belligérantes ont méthodiquement préparé une guerre précisément de ce genre. Quant à savoir quel groupe a déclenché le premier les hostilités ou déclaré la guerre le premier, cela n'a aucune importance lorsqu'il s'agit de déterminer la tactique des socialistes. Les phrases sur la défense de la patrie, la résistance à l'invasion ennemie, la guerre défensive, etc., ne servent, de part et d'autre, qu'à duper le peuple.

Les guerres réellement nationales qui ont eu lieu, notamment dans la période de 1789-1871, étaient l'expression de mouvements nationaux de masse, d'une lutte contre l'absolutisme et le système féodal, pour l'abolition de l'oppression nationale et la création d'Etats sur une base nationale, condition préalable du développement capitaliste.

L'idéologie nationale engendrée par cette époque a lais-

sé des traces profondes dans la masse de la petite bourgeoisie et dans une partie du prolétariat. C'est ce dont profitent actuellement, à une époque toute différente, celle de l'impérialisme, les sophistes de la bourgeoisie et les traîtres au socialisme qui rampent à leur suite, afin de diviser les ouvriers et de les détourner de leurs tâches de classe et de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Les paroles du *Manifeste communiste* : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », sont aujourd'hui plus justes que jamais. Seule la lutte internationale du prolétariat contre la bourgeoisie peut sauvegarder ses conquêtes et ouvrir aux masses opprimées la voie d'un avenir meilleur.

LES MOTS D'ORDRE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

« La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, enseigné par l'expérience de la Commune, indiqué par la résolution de Bâle (1912) et découlant des conditions de la guerre impérialiste entre pays bourgeois hautement évolués *.

La guerre civile à laquelle la social-démocratie révolutionnaire appelle dans la période actuelle est la lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie pour l'expropriation de la classe des capitalistes dans les pays avancés, pour la révolution démocratique en Russie (république démocratique, journée de travail de 8 heures, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers), pour la république dans les monarchies arriérées en général, etc.

Les calamités dont souffrent cruellement les masses du fait de la guerre ne peuvent manquer d'engendrer un état d'esprit et des mouvements révolutionnaires que le mot d'ordre de la guerre civile est appelé à généraliser et à orienter.

A l'heure actuelle, l'organisation de la classe ouvrière est gravement démantelée. Mais la crise révolutionnaire n'en mûrit pas moins. Après la guerre, les classes dominantes de tous les pays s'efforceront davantage encore de ramener de plusieurs dizaines d'années en arrière le mouvement de

* Voir le présent tome, pp. 27-28. (*N. R.*)

libération du prolétariat. La tâche de la social-démocratie révolutionnaire, dans le cas d'un rythme rapide de développement révolutionnaire, tout comme dans celui d'une crise prolongée, sera de ne pas renoncer au travail quotidien de longue haleine, de ne négliger aucune des méthodes antérieures de la lutte de classe. Sa tâche sera d'orienter la lutte parlementaire aussi bien qu'économique contre l'opportunisme, dans l'esprit de la lutte révolutionnaire des masses.

En tant que premiers pas vers la transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile, il faut : 1) refuser absolument de voter les crédits militaires et se retirer des ministères bourgeois ; 2) rompre complètement avec la politique de « paix nationale » (*bloc national*, *Burgfrieden*) *; 3) créer une organisation illégale partout où les gouvernements et la bourgeoisie abolissent les libertés constitutionnelles en décrétant la loi martiale ; 4) soutenir la fraternisation des soldats des nations belligérantes dans les tranchées et sur les théâtres d'opérations en général ; 5) soutenir en général toute action révolutionnaire de masse du prolétariat.

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

La faillite de la IIe Internationale, c'est la faillite de l'opportunisme socialiste. Celui-ci est le produit de l'époque « pacifique » du développement du mouvement ouvrier. Au cours de cette époque la classe ouvrière a assimilé des moyens de lutte importants, comme l'utilisation du parlementarisme et de toutes les possibilités légales, la création d'organisations économiques et politiques de masse, ainsi que d'une presse ouvrière largement diffusée, etc. Par ailleurs, cette période a engendré la tendance à nier la lutte des classes et à prôner la paix sociale, à nier la révolution socialiste, à nier le principe des organisations illégales, à admettre le patriotisme bourgeois, etc. Certaines couches de la classe ouvrière (la bureaucratie au sein du mouvement ouvrier et l'aristocratie ouvrière qui bénéficiaient d'une parcelle des revenus provenant de l'exploitation des colonies et de la situation privilégiée de leur « patrie » sur le marché mondial), ainsi

* Respectivement en français et en allemand dans le texte. (*N.R.*)

que les compagnons de route petits-bourgeois au sein des partis socialistes, ont constitué le principal appui social de ces tendances et se sont faits les véhicules de l'influence bourgeoise sur le prolétariat.

La funeste influence de l'opportunisme s'est manifestée très nettement dans la politique suivie au cours de la guerre par la majorité des partis social-démocrates officiels de la IIe Internationale. Le vote des crédits, la participation aux ministères, la politique de l'« union sacrée », la renonciation à l'organisation illégale à l'heure où la légalité est abrogée, tout cela constitue un sabotage des décisions les plus importantes de l'Internationale et une trahison ouverte du socialisme.

LA IIIe INTERNATIONALE

La crise provoquée par la guerre a mis à nu la véritable nature de l'opportunisme, qui s'est révélé le complice déclaré de la bourgeoisie contre le prolétariat. Ce qu'on appelle le « centre » social-démocrate, Kautsky en tête, a totalement sombré dans l'opportunisme, sous le couvert de phrases hypocrites particulièrement dangereuses et d'une falsification du marxisme, accommodé à la sauce impérialiste. L'expérience montre qu'en Allemagne, par exemple, ce n'est qu'en forçant résolument la main à la majorité des dirigeants du parti qu'il a été possible de défendre le point de vue socialiste. Ce serait une illusion nuisible que d'espérer la restauration d'une Internationale réellement socialiste sans une rupture complète, sur le plan de l'organisation, avec les opportunistes.

Le P.O.S.D.R. doit soutenir toutes les actions internationales et révolutionnaires de masse du prolétariat en s'efforçant de regrouper tous les éléments antichauvins de l'Internationale.

LE PACIFISME ET LE MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'une des formes de mystification de la classe ouvrière est le pacifisme et la propagande abstraite de la paix. En régime capitaliste, et particulièrement à son stade impérialiste, les guerres sont inévitables. Mais, par ailleurs, les social-démocrates ne sauraient nier la valeur positive des

guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres non impérialistes, telles que celles menées de 1789 à 1871 pour le renversement de l'oppression nationale et la création, à partir d'Etats féodaux morcelés, d'Etats capitalistes nationaux, ou encore de guerres éventuelles visant à sauvegarder les conquêtes d'un prolétariat victorieux dans sa lutte contre la bourgeoisie.

A l'heure actuelle, une propagande de paix qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses ne peut que semer des illusions, corrompre le prolétariat en lui inculquant la confiance dans l'esprit humanitaire de la bourgeoisie et en faire un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants. Notamment, l'idée suivant laquelle on pourrait aboutir à une paix dite démocratique sans une série de révolutions est profondément erronée.

LA DEFAITE DE LA MONARCHIE TSARISTE

Dans chaque pays, la lutte contre son propre gouvernement engagé dans la guerre impérialiste ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité d'une défaite par suite de l'agitation révolutionnaire. La défaite de l'armée gouvernementale affaiblit le gouvernement, favorise la libération des nationalités qu'il opprime et facilite la guerre civile contre les classes au pouvoir.

Appliquée à la Russie, cette thèse est particulièrement juste. Une victoire de la Russie entraînerait un renforcement de la réaction mondiale et de la réaction à l'intérieur du pays, et s'accompagnerait d'un asservissement complet des peuples dans les régions déjà conquises. C'est pourquoi la défaite de la Russie apparaît en tout état de cause comme un moindre mal.

L'ATTITUDE ENVERS LES AUTRES PARTIS ET GROUPES

Le chauvinisme, déchaîné par la guerre, a gagné aussi les intellectuels démocrates (populistes) et le parti socialiste-révolutionnaire. Le courant d'opposition dans la *Mysl* témoigne d'une instabilité totale ; il en est de même du noyau principal des liquidateurs (*Nacha Zaria*), soutenu par Plékhanov. Pratiquement, sont aussi partisans du chauvinisme le

Comité d'organisation, depuis Larine et Martov qui l'appuient en sous-main, jusqu'à Axelrod qui défend le patriotisme dans son principe, et le Bund, au sein duquel prédomine le chauvinisme germanophile. Le bloc de Bruxelles (du 3 juillet 1914) s'est complètement dissous. Quant aux éléments groupés autour du *Naché Slovo*, ils oscillent entre une sympathie platonique pour l'internationalisme et un désir d'unité coûte que coûte avec *Nacha Zaria* et le Comité d'organisation. La fraction social-démocrate de Tchkhéidzé balance également : d'un côté, elle a exclu le plékhanoviste, c'est-à-dire le chauvin, Mankov ; de l'autre, elle cherche à masquer à tout prix le chauvinisme de Plékhanov, de *Nacha Zaria*, d'Axelrod, du Bund, etc.

Le Parti ouvrier social-démocrate en Russie doit continuer à renforcer l'unité prolétarienne, forgée en 1912-1914 principalement par la *Pravda*[89], et à rétablir les organisations social-démocrates de la classe ouvrière en se démarquant résolument des social-chauvins sur le plan de l'organisation. Des accords temporaires ne sont admissibles qu'avec des social-démocrates partisans d'une rupture catégorique, sur le plan de l'organisation, avec le Comité d'organisation, *Nacha Zaria* et le Bund.

Ecrit au plus tard le 19 février (4 mars) 1915
Paru le 29 mars 1915 dans le n° 40 du « Social-Démocrate »

Conforme au texte du journal

LETTRE DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R. A LA REDACTION DE *NACHE SLOVO*[90]

Chers camarades, nous sommes absolument d'accord avec vous pour dire que le rassemblement de tous les véritables social-démocrates internationalistes est l'une des tâches les plus urgentes du moment présent... Avant de répondre à votre proposition pratique, nous jugeons nécessaire d'élucider franchement certaines questions préalables, afin de savoir s'il existe entre nous une solidarité authentique sur l'essentiel. Vous avez absolument raison d'être indignés par l'attitude d'Alexinski, Plékhanov, etc., qui écrivent dans la presse étrangère en essayant de faire passer leur voix pour « la voix du prolétariat russe ou de ses groupes influents ». *Il faut* lutter contre cela. Mais, pour lutter, on doit attaquer le mal à sa racine. Sans aucun doute, il n'y a jamais eu et il n'y a pas pire dépravation que le prétendu système de représentation des fameux « courants » de l'émigration. Et, sur ce point, nous ne sommes guère en droit d'incriminer les étrangers. Souvenons-nous d'un passé récent. N'est-ce pas à cette même conférence de Bruxelles (du 3 juillet 1914) que l'on a permis à Alexinski et à Plékhanov (d'ailleurs, ils n'étaient pas les seuls) de faire figure de « courants »? Peut-on s'étonner, après cela, qu'aujourd'hui encore les étrangers les prennent pour des représentants de « courants »? Contre ce mal, on ne fera rien par telle ou telle déclaration. Une longue lutte est ici indispensable. Pour qu'elle soit victorieuse, il faut se dire, une fois pour toutes, que nous reconnaissons seulement les *organisations* liées depuis des

années aux masses ouvrières, tenant leurs pouvoirs de solides comités, etc., et que nous flétrissons comme une mystification des ouvriers le système grâce auquel une demi-douzaine d'intellectuels, qui ont publié deux ou trois numéros d'un journal ou d'une revue, se proclament un « courant » et prétendent être mis sur un « plan d'égalité » avec le Parti.

Sommes-nous d'accord sur ce point, chers camarades ?

Et maintenant, à propos des internationalistes. Dans un récent éditorial de votre journal, vous énumérez les organisations qui, à votre avis, ont une position internationaliste. Parmi celles-ci, l'une des premières citées est... le Bund. Nous voudrions savoir quelles sont, à proprement parler, vos raisons de compter le Bund parmi les internationalistes ? La résolution de son Comité central ne contient pas un seul mot précis concernant les questions névralgiques du socialisme. Il s'en dégage l'éclectisme le plus creux. L'organe du Bund (le *Bulletin d'information*)[91] professe incontestablement le point de vue du chauvinisme germanophile, à moins qu'il n'offre une « synthèse » des chauvinismes français et allemand. Ce n'est pas par hasard, en effet, qu'un article de Kossovski a orné les pages de la *Neue Zeit*, revue qui (nous espérons que vous êtes d'accord avec nous là-dessus) est aujourd'hui parmi les plus indécents des organes de presse dits « socialistes ».

Nous sommes de tout cœur pour l'union des internationalistes. Nous souhaitons vivement qu'il y en ait davantage. Mais on ne doit pas se leurrer soi-même ; on ne doit pas tenir pour internationalistes des hommes et des organisations qui, manifestement, sur le chapitre de l'internationalisme, sont des « âmes mortes ».

Que faut-il entendre par internationalisme ? Peut-on, par exemple, considérer comme des internationalistes les partisans de la restauration de l'Internationale d'après le principe d'une « amnistie » réciproque ? Comme vous le savez, le représentant le plus en vue de la théorie de l'« amnistie » est Kautsky. Victor Adler est intervenu dans le même sens. Nous estimons que les partisans de l'amnistie sont les adversaires les plus dangereux de l'internationalisme. Une Internationale restaurée sur les bases de l'« amnistie » rabaisserait le socialisme de toute une tête. Toute concession, tout accord avec Kautsky et Cie est absolument

inadmissible. La lutte la plus décidée contre la théorie de l'« amnistie » est une condition sine qua non de l'internationalisme. Il est vain de parler d'internationalisme si l'on n'a pas la volonté inébranlable de rompre résolument avec les partisans de l'« amnistie ». Et la question se pose de savoir s'il y a accord entre nous sur cette question fondamentale. Une attitude négative envers la politique d'« amnistie » semble avoir transpiré une fois dans votre journal. Mais convenez qu'avant d'entreprendre aucune démarche pratique, nous sommes en droit de solliciter de votre part un exposé détaillé précisant votre opinion à cet égard.

A ce propos, se pose la question de l'attitude envers le Comité d'organisation. Dès notre première lettre *, nous avons jugé nécessaire de vous dire franchement qu'il y a des raisons sérieuses de mettre en doute l'internationalisme de ce Comité. Vous n'avez pas tenté de nous faire revenir sur cette opinion. Nous vous demandons de nouveau : quels motifs avez-vous d'estimer que le Comité d'organisation a une position internationaliste ? Car on ne saurait nier sérieusement que la position de P. Axelrod, qu'il a exposée à plusieurs reprises dans la presse, soit manifestement chauvine (presque plékhanoviste). Or, Axelrod est sans conteste le représentant le plus en vue du Comité d'organisation. Prenez encore les déclarations officielles de cet organisme. Le compte rendu de la conférence de Copenhague[92] est écrit sur un ton qui lui a valu d'être reproduit par les chauvins allemands les plus extrêmes. Les interventions du « Secrétariat à l'étranger » du Comité d'organisation sont de la même eau. Dans le meilleur des cas, elles ne disent rien de net. Par ailleurs, Larine a fait des déclarations tendant à défendre le chauvinisme, officiellement, au nom du Comité d'organisation et non de je ne sais quel secrétariat à l'étranger. Où est donc ici l'internationalisme ? Et n'est-il pas clair que le Comité d'organisation adopte entièrement le point de vue de l'« amnistie » réciproque ?

Quelles garanties y a-t-il, en outre, que le Comité d'organisation représente une force quelconque en Russie ? Aujourd'hui, après l'intervention de *Nacha Zaria*, cette question est particulièrement légitime. Pendant des années, le groupe

* Voir le présent tome, pp. 122-125. (*N.R.*)

de « Nacha Zaria » a suivi son orientation propre, créé un journal quotidien, mené une agitation de masse dans son esprit propre. Et le Comité d'organisation ?

Nous reconnaissons tous que la question ne sera pas tranchée par le rapport des forces dans les groupes de l'émigration, à Zurich, à Paris, etc., mais par l'influence exercée sur les ouvriers de Pétrograd et les ouvriers de toute la Russie. Il faut avoir cela présent à l'esprit dans toutes nos démarches.

Telles sont les considérations que nous voulions vous soumettre. Nous serions très heureux de recevoir de votre part une réponse claire et détaillée à toutes ces questions. Il sera possible alors de penser à la suite.

Ecrit le 10 (23) mars 1915
Paru pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

Conforme à une copie de la main de N. Kroupskaïa

Le Social-Démocrate

СОЦІАЛЬДЕМОКРАТЪ

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ОРГАНЪ
РОССІЙСКОЙ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РАБОЧЕЙ ПАРТІИ

№ 40. Женева. 29 Марта 1915.

ЧТО ДОКАЗАЛ СУДЪ НАДЪ Р.С.Д.Р. ФРАКЦІЕЙ?

ДЕКЛАРАЦІЯ ЦЕНТРАЛЬНАГО КОМИТЕТА Р.С.Д.Р.П.

ПО ПОВОДУ ЛОНДОНСКОЙ КОНФЕРЕНЦІИ.

Première page du journal *le Social-Démocrate* n° 40, du 29 mars 1915, contenant les articles de V. Lénine «Qu'a prouvé le procès de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie?» et «A propos de la Conférence de Londres»

Réduction

QU'A PROUVE LE PROCES DE LA FRACTION OUVRIERE SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE[93]?

Un tribunal tsariste vient de juger cinq membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie et six autres social-démocrates, arrêtés lors d'une conférence aux environs de Pétersbourg, le 4 novembre 1914. Tous ont été condamnés à la déportation. Les journaux légaux ont donné du procès un compte rendu expurgé par la censure des passages désagréables pour le tsarisme et les nationalistes. Les « ennemis de l'intérieur » ont été promptement châtiés et, hormis les furieux hurlements de la multitude des chauvins bourgeois, accompagnés par une poignée de social-chauvins, on n'aperçoit et on n'entend rien de nouveau à la surface de la vie publique.

Qu'a donc démontré le procès de la Fraction O.S.D.R.?

D'abord, le manque de fermeté, devant le tribunal, de ce détachement d'avant-garde de la social-démocratie révolutionnaire russe. Les accusés voulaient empêcher le procureur de découvrir les noms des membres du Comité central en Russie, et des délégués du Parti chargés d'assurer certaines liaisons avec les organisations ouvrières. Ils y ont réussi. A cet effet, il faut continuer à s'en tenir devant le tribunal au procédé recommandé depuis longtemps et officiellement par le Parti : le refus de déposer. Mais essayer de se montrer solidaire du social-patriote M. Iordanski, comme l'a fait Rosenfeld, ou bien en désaccord avec le Comité central, c'est là un procédé erroné, inadmissible du point de vue d'un social-démocrate révolutionnaire.

Notons que, d'après le *Dien* (n° 40)[94] — il n'y a pas eu de compte rendu officiel et complet du procès — le camarade Pétrovski a déclaré : « A la même date (en novembre) j'ai reçu la résolution du Comité central... de plus, on m'a présenté des résolutions d'ouvriers de sept localités différentes sur leur position envers la guerre, qui *concordaient avec la position du Comité central.* »

Cette déclaration fait honneur à Pétrovski. Le chauvinisme était alors virulent. Pétrovski note à bon droit dans son journal intime que *même* Tchkhéidzé, aux tendances radicales, parlait avec enthousiasme de la guerre « libératrice ». A ce chauvinisme, les députés de la Fraction O.S.D.R. se sont opposés tant qu'ils ont été libres. Mais leur devoir était de le répudier aussi devant les juges.

La *Retch*[95], organe des cadets, « remercie » servilement le tribunal tsariste d'avoir « dissipé la légende », selon laquelle les députés social-démocrates souhaitaient la défaite des armées impériales. Profitant de ce que les social-démocrates russes ont pieds et poings liés, les cadets feignent de prendre au sérieux le « conflit » imaginaire entre le Parti et sa fraction parlementaire, et nous assurent que les accusés ont déposé sans avoir rien à craindre du magistrat. La belle candeur ! Comme si ces âmes pures ne savaient pas que, dans la première phase du procès, les députés étaient menacés du conseil de guerre et de la peine de mort.

Nos camarades auraient dû se refuser à toute déposition au sujet de l'organisation illégale et, comprenant la gravité de l'heure historique, tirer parti de la tribune que leur offrait le procès au grand jour pour exposer ouvertement leur point de vue de social-démocrates hostiles non seulement au tsarisme en général, mais encore à toute espèce de social-chauvinisme.

Peu importent les attaques furieuses de la presse gouvernementale et bourgeoise contre la Fraction O.S.D.R., peu importe que les socialistes-révolutionnaires, les liquidateurs, les social-chauvins « s'emparent » avec une joie mauvaise des manifestations de faiblesse et du prétendu « désaccord » de nos députés « avec le Comité central » (il faut bien qu'ils trouvent un moyen quelconque de nous combattre, puisqu'ils ne peuvent pas lutter sur le terrain des principes !). Le parti du prolétariat révolutionnaire est assez fort pour se criti-

quer franchement lui-même, pour dire sans détours qu'une faute est une faute et qu'une faiblesse est une faiblesse. Les ouvriers conscients de Russie ont créé un parti et mis sur pied une avant-garde qui, pendant la guerre mondiale et au milieu de l'effondrement de l'opportunisme international, se sont montrés plus que quiconque capables de remplir leur devoir de social-démocrates révolutionnaires internationalistes. Le chemin que nous avons suivi a subi l'épreuve de la plus grande des crises, et il s'est révélé, une fois de plus, le seul chemin juste : nous le suivrons avec encore plus de résolution et de fermeté, nous formerons de nouveaux détachements d'avant-garde, et nous ferons en sorte, non seulement qu'ils accomplissent le même travail, mais encore qu'ils le conduisent mieux à son terme.

En second lieu, le procès a montré un exemple, sans précédent dans l'histoire du socialisme international, de l'utilisation du parlementarisme par la social-démocratie *révolutionnaire*. Cet exemple agira plus que de longs discours sur l'esprit et le cœur des masses prolétariennes ; il réfutera mieux que tout autre argument les thèses des opportunistes-légalistes et des phraseurs de l'anarchisme. Le compte rendu du travail clandestin de Mouranov et les notes de Pétrovski resteront pour longtemps des modèles du *genre* d'action de nos députés, action que nous étions tenus de dissimuler avec soin et dont tous les ouvriers conscients de Russie approfondiront maintenant le sens avec une attention toujours croissante. A une époque où presque tous les députés « socialistes » (que l'on nous pardonne de profaner ce mot !) d'Europe sont apparus comme des chauvins ou comme les valets des chauvins, à une époque où ce fameux « esprit européen » qui séduisait nos libéraux et nos liquidateurs s'est révélé une accoutumance stupide à une servile légalité, il s'est trouvé en Russie un parti ouvrier dont les députés n'avaient pas leurs « entrées » dans les salons bourgeois et intellectuels, ne brillaient pas par leur rhétorique, par les finesses de l'avocat ou du parlementaire « européen », mais par leur liaison avec les masses ouvrières, par leur travail dévoué au sein de ces masses, par des fonctions modestes, effacées, pénibles, ingrates et particulièrement dangereuses du propagandiste et de l'organisateur clandestin. Gravir l'échelle sociale, devenir un député ou un ministre influent

dans la « haute société », tel était, *en fait*, le sens du parlementarisme « socialiste » « européen » (lisez : du parlementarisme de valets). Regarder vers le bas : aider à éclairer et unir les exploités et les opprimés, voilà le mot d'ordre appliqué par Mouranov et Pétrovski.

Et ce mot d'ordre aura une portée historique mondiale. Il n'y aura pas un seul ouvrier réfléchi, dans aucun pays, pour se déclarer satisfait, comme naguère, de la légalité parlementaire bourgeoise, maintenant qu'elle a été supprimée d'un trait de plume dans tous les pays avancés et n'a conduit qu'à une étroite alliance de fait entre les opportunistes et la bourgeoisie. Celui qui rêve de l'« unité » entre les ouvriers social-démocrates révolutionnaires et les légalistes social-démocrates « européens » d'hier *et d'aujourd'hui* n'a rien appris et a tout oublié ; c'est en réalité un allié de la bourgeoisie et un ennemi du prolétariat. Celui qui n'a pas encore compris pourquoi la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie s'est détachée de la fraction social-démocrate, qui composait avec le légalisme et l'opportunisme, celui-là n'a qu'à se reporter maintenant à la leçon que donne le compte rendu judiciaire du travail de Mouranov et de Pétrovski. Ces deux députés n'ont pas été *seuls* à accomplir ce travail et il faut être d'une naïveté irrémédiable pour imaginer qu'une pareille activité puisse se concilier avec une « attitude bienveillante, tolérante » à l'égard de *Nacha Zaria* ou de la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta*[96], du *Sovrémennik*, du Comité d'organisation ou du Bund.

Le gouvernement croit-il pouvoir intimider les ouvriers en déportant en Sibérie les membres de la Fraction O.S.D.R.? Il devra déchanter. Loin de prendre peur, les ouvriers comprendront mieux les tâches qui leur incombent, les tâches du parti ouvrier, qui ne sont pas celles des liquidateurs et des social-chauvins. Les ouvriers apprendront à n'envoyer à la Douma que des hommes semblables aux membres de la Fraction O.S.D.R., avec pour mission de se livrer parmi les masses à une activité analogue et encore plus vaste, en même temps qu'encore plus *clandestine*. Le gouvernement croit tuer le « parlementarisme illégal » en Russie ? Il ne fera qu'affermir les liens du prolétariat avec ce parlementarisme *à l'exclusion de tout autre*.

En troisième lieu, et c'est là le plus important, le procès de la Fraction O.S.D.R. a, pour la première fois, répandu ouvertement en Russie à des millions d'exemplaires une documentation objective sur la question capitale, fondamentale, essentielle, de l'attitude des *diverses classes* de la société russe à l'égard de la guerre. N'en a-t-on pas assez du bavardage mortellement ennuyeux des intellectuels au sujet de la compatibilité de la « défense de la patrie » avec l'internationalisme « de principe » (lisez : verbal ou hypocrite) ? N'est-il pas temps de se tourner vers les *faits* concernant les *classes*, c'est-à-dire des millions d'hommes, et non quelques dizaines de héros de la phrase ?

Plus de six mois se sont écoulés depuis le début de la guerre. La presse légale et illégale de toutes les tendances s'est prononcée, et tous les groupes parlementaires à la Douma ont précisé leur position : ces indications très insuffisantes sont cependant les seuls renseignements objectifs que nous ayons sur nos groupements de classe. Le procès de la Fraction O.S.D.R. et les comptes rendus de presse ont dressé le bilan de toute cette documentation. Le procès a montré que les représentants avancés du prolétariat en Russie sont hostiles au chauvinisme en général, et partagent précisément le point de vue de notre Organe central. Les députés social-démocrates ont été arrêtés le 4 novembre 1914. C'est donc pendant plus de deux mois qu'ils ont poursuivi leur travail. Avec qui et comment ? Quels courants de la classe ouvrière ont-ils reflétés et exprimés ? La réponse nous est fournie par le fait que les « thèses » et le *Social-Démocrate* servaient de documents à la conférence, et que le comité de Pétrograd de notre Parti a diffusé à maintes reprises des tracts d'un contenu analogue. Il n'y avait pas d'autres matériaux à la conférence. Les députés n'avaient pas l'intention de parler d'autres courants au sein de la classe ouvrière, car il n'y en avait pas.

Mais peut-être les membres de la Fraction O.S.D.R. n'exprimaient-ils que l'opinion d'une minorité d'ouvriers ? Nous ne sommes pas en droit de le supposer, car, en deux ans et demi, entre le printemps 1912 et l'automne 1914, les quatre cinquièmes des ouvriers conscients de Russie se sont groupés autour de la *Pravda*, avec laquelle ces députés se trouvaient, dans toute leur activité, en pleine solidarité idéologique. C'est un fait. Si une protestation tant

soit peu importante s'était élevée parmi les ouvriers contre la position du Comité central, elle n'aurait pu manquer de se manifester dans un ou plusieurs projets de résolution. Le procès n'a rien révélé de semblable, encore qu'il ait « révélé », peut-on dire, bien des choses sur l'activité de la Fraction O.S.D.R. Les corrections de Pétrovski ne dénotent même pas l'ombre d'une protestation.

Les faits disent que, dès les premiers mois de la guerre, l'avant-garde consciente des ouvriers de Russie s'est groupée *en fait* autour de notre Comité central et de notre Organe central. Pour désagréable qu'il soit aux yeux de telle ou telle « fraction », ce fait est incontestable. Les mots cités dans l'acte d'accusation : « Il faut tourner nos armes, non contre nos frères, les esclaves salariés des autres pays, mais contre les gouvernements et les partis réactionnaires et bourgeois de tous les pays », — ces mots, grâce au procès, propageront et ont déjà propagé dans toute la Russie l'appel à l'internationalisme prolétarien, à la révolution prolétarienne. Le mot d'ordre de classe de l'avant-garde des ouvriers russes est maintenant, grâce au procès, parvenu jusqu'aux plus larges masses.

Le chauvinisme généralisé de la bourgeoisie et d'une partie de la petite bourgeoisie, les hésitations de l'autre partie et cet appel de la classe ouvrière, tel est le tableau réel, objectif, de nos lignes de démarcation politiques. C'est à ce tableau réel, et non aux vœux pieux des intellectuels et des fondateurs de groupuscules, qu'il faut rapporter nos « vues », nos espérances, nos mots d'ordre.

Les journaux pravdistes et le travail « à la Mouranov » ont réalisé l'unité des quatre cinquièmes des ouvriers conscients de Russie. Près de 40 000 ouvriers achetaient la *Pravda*; beaucoup plus la lisaient. Quand bien même la guerre, la prison, la Sibérie, le bagne réduiraient ce nombre de cinq ou dix fois, cette couche sociale *ne peut pas* être détruite. Elle vit. Elle est pénétrée d'esprit révolutionnaire et d'antichauvinisme. Elle *seule* se dresse parmi les masses populaires, et au plus profond de ces masses, comme le propagandiste de l'internationalisme des travailleurs, des exploités, des opprimés. Elle *seule* est restée debout, au milieu de l'effondrement général. Elle seule arrache les couches semi-prolétariennes *au* social-chauvinisme des cadets, des troudoviks,

de Plékhanov, de la *Nacha Zaria*, pour les conduire *vers* le socialisme. Son existence, ses idées, son activité, son appel à la « fraternité des esclaves salariés des autres pays » ont été révélés à la Russie tout entière par le procès de la Fraction O.S.D.R.

C'est avec cette couche sociale qu'il faut travailler, c'est son unité contre les social-chauvins qu'il faut sauvegarder ; voilà la seule voie qui permette au mouvement ouvrier russe de se développer en direction de la révolution sociale, et non sur le modèle national-libéral « européen ».

« Le Social-Démocrate » n° 40, 29 mars 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

A PROPOS DE LA CONFERENCE DE LONDRES

La déclaration du camarade Maximovitch, représentant du Comité central du P.O.S.D.R., que nous publions par ailleurs, exprime entièrement le point de vue du Parti sur cette conférence. La presse bourgeoise française a fort bien mis en évidence la signification de cette dernière en tant qu'instrument ou manœuvre de la bourgeoisie anglo-française. Les rôles ont été distribués comme suit : *le Temps* et *l'Echo de Paris*[97] ont attaqué les socialistes français pour leurs prétendues concessions excessives à l'internationalisme. Ces attaques n'étaient qu'une manœuvre destinée à préparer le terrain à la fameuse intervention patriotico-annexionniste du Premier ministre Viviani devant le Parlement. D'autre part, le *Journal des Débats*[98] a carrément dévoilé le jeu en déclarant qu'il s'agissait essentiellement d'obtenir des socialistes anglais, Keir Hardie en tête, jusqu'alors hostiles à la guerre et à la conscription, qu'ils se prononcent pour la guerre jusqu'à la victoire sur l'Allemagne. Cela a été obtenu. C'est cela qui est important. C'est là le résultat politique du passage des socialistes, anglais aussi bien que français, aux côtés de la bourgeoisie anglo-française. Quant aux phrases sur l'internationalisme, le socialisme, le referendum, etc., *ce ne sont que* des phrases, des paroles creuses, vides de sens.

Il ne fait aucun doute que les réactionnaires intelligents de la bourgeoisie française ont vendu la mèche et exprimé la stricte vérité. La guerre est menée par la bourgeoisie an-

glo-française, en commun avec la bourgeoisie russe, pour ruiner et piller l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie. Il lui faut des recruteurs, il lui faut le consentement des socialistes à faire la guerre jusqu'à la victoire sur l'Allemagne ; le reste n'est que phraséologie stérile et odieuse, et prostitution des grands mots de socialisme, d'internationalisme, etc. Suivre en fait la bourgeoisie et l'aider à piller d'autres pays, tout en abreuvant les masses de phrases proclamant une hypocrite fidélité « au socialisme et à l'Internationale », tel est justement le péché capital de l'opportunisme, la cause fondamentale de la faillite de la IIe Internationale.

C'est pourquoi la tâche des adversaires des social-chauvins à la conférence de Londres était claire : quitter cette conférence au nom des clairs principes de l'antichauvinisme, *sans verser* dans la germanophilie. Car c'est justement pour des motifs *chauvins*, à l'exclusion de tous autres, que les germanophiles sont des adversaires résolus de la conférence de Londres ! ! Le camarade Maximovitch a rempli sa tâche en parlant nettement de la *trahison* des socialistes allemands.

Les bundistes et les partisans du Comité d'organisation sont absolument incapables de comprendre cette chose pourtant simple et évidente. Les premiers sont des germanophiles du genre Kossovski, qui *justifie carrément* le vote des social-démocrates allemands en faveur des crédits de guerre (voir le *Bulletin d'information* du Bund n°7, janvier 1915, p. 7, au début du § V). La rédaction de ce bulletin n'eut pas un mot pour se désolidariser de Kossovski (alors qu'elle souligne tout spécialement son désaccord avec Borissov, le défenseur du patriotisme russe). Le manifeste du Comité central du Bund (*ibidem*, p. 3) ne contient pas un traître mot dirigé nettement contre le social-chauvinisme !

Les partisans du Comité d'organisation sont pour une réconciliation entre le chauvinisme germanophile et le chauvinisme francophile. Cela ressort des déclarations d'Axelrod (nos 86 et 87 du *Goloss* et n° 1 des *Izvestia* du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation[99], en date du 22 février 1915). Quand la rédaction de *Naché Slovo* nous a proposé une action commune contre le « social-chauvinisme officiel », nous lui répondîmes *sans ambages*, en joignant notre projet de déclaration et en nous référant à l'intervention responsable du camarade Maximovitch, que le Comité d'organisation

et le Bund étaient eux-mêmes aux côtés du social-patriotisme officiel.

Pourquoi *Naché Slovo* se leurre-t-il lui même et trompe-t-il les gens *en gardant le silence* là-dessus dans son éditorial du n° 32 ? Pourquoi reste-t-il muet sur le fait que notre projet de déclaration parlait également de la *trahison* des social-démocrates allemands ? La déclaration de *Naché Slovo* a *omis* ce point « fondamental » extrêmement important ; ni nous-mêmes ni le camarade Maximovitch ne pouvions accepter et n'avons accepté cette déclaration. C'est pourquoi *il n'y a pas eu* unité d'action entre le Comité d'organisation et nous. Pourquoi donc *Naché Slovo* se leurre-t-il lui-même et trompe-t-il les gens en assurant qu'il existe une base pour l'unité d'action ? ?

Le « social-patriotisme officiel » est le plus grand mal dont souffre le socialisme contemporain. Pour le combattre (et non pour tenter une conciliation avec lui, ni pour rechercher une « amnistie » internationale réciproque sur ce point), il faut préparer et regrouper toutes les forces. Kautsky et d'autres personnes ont présenté un programme nettement défini d'« amnistie » et de paix avec le social-chauvinisme. Nous nous sommes efforcés de présenter un programme précis de lutte contre lui (voir notamment le n° 33 du *Social-Démocrate* et les résolutions publiées). Il reste à souhaiter que *Naché Slovo* cesse de balancer entre une « sympathie platonique pour l'internationalisme » et la paix avec le social-chauvinisme, et qu'il adopte une position mieux définie.

« Le Social-Démocrate » n° 40, 29 mars 1915 *Conforme au texte du « Social-Démocrate »*

POUR ILLUSTRER LE MOT D'ORDRE DE LA GUERRE CIVILE

Le 8 janvier (nouveau style), on mandait de Berlin aux journaux suisses : « Ces derniers temps, les journaux ont publié à plusieurs reprises des informations relatives à des tentatives de rapprochement pacifique entre les tranchées allemandes et françaises. La *Tägliche Rundschau*[100] communique qu'un ordre de l'armée en date du 29 décembre interdit la fraternisation et, en général, tout rapprochement avec l'ennemi dans les tranchées ; toute infraction à cet ordre sera réprimée comme un crime de haute trahison. »

Donc, la fraternisation et les tentatives de rapprochement sont un fait. Le haut commandement allemand s'en inquiète : il lui reconnaît donc de l'importance. Le journal ouvrier britannique *Labour Leader* du 7 janvier 1915 reproduit *toute une série* d'extraits de journaux bourgeois anglais faisant état de cas de fraternisation entre soldats anglais et allemands, qui ont organisé (pour la Noël) des « armistices de 48 heures », des rencontres amicales à mi-chemin entre les deux lignes de tranchées, etc. Le haut commandement britannique a *interdit* la fraternisation *par un ordre spécial*. Alors que les opportunistes socialistes et leurs défenseurs (ou leurs valets ?) s'évertuaient dans leur presse (comme Kautsky) à persuader aux ouvriers, d'un air plein de suffisance et avec la tranquille assurance, que la censure militaire leur épargnerait tout démenti, que des accords entre socialistes des pays belligérants en vue d'actions contre la guerre étaient *impossibles* (expression littérale de Kautsky dans la *Neue Zeit*) ! !

Imaginez que Hyndman, Guesde, Vandervelde, Plékhanov, Kautsky, etc., au lieu de se faire comme maintenant les complices de la bourgeoisie, aient constitué un comité international pour l'agitation en faveur « de la fraternisation et des tentatives de rapprochement » entre socialistes des pays belligérants, « dans les tranchées » aussi bien que parmi les troupes en général. Quels auraient été les résultats au bout de plusieurs mois, si aujourd'hui, 6 mois après la déclaration de la guerre, et *contre* la volonté de tous les gros bonnets, des chefs et des étoiles de première grandeur qui ont trahi le socialisme, une opposition monte partout contre ceux qui ont voté les crédits et contre les coureurs de portefeuilles ministériels, et que le haut commandement agite la menace de la peine capitale contre la « fraternisation » !

« En pratique, une seule question se pose : la victoire ou la défaite de son propre pays », écrivait Kautsky, le laquais des opportunistes, en pleine communion avec Guesde, Plékhanov et Compagnie. Oui, si l'on oublie le socialisme et la lutte des classes, c'est exact. Mais si l'on n'oublie pas le socialisme, c'est faux : il se pose une autre question *pratique.* Périr dans la guerre entre les esclavagistes, en restant un esclave aveugle et impuissant, ou bien périr pour « des tentatives de fraternisation » entre les esclaves, afin de renverser l'esclavage ?

Telle est, *en réalité*, la question « pratique ».

« *Le Social-Démocrate* » n° *40, 29 mars 1916* — *Conforme au texte du « Social-Démocrate »*

LES SOPHISMES DES SOCIAL-CHAUVINS

La revue *Naché Diélo* (1915, n° 1), éditée à Pétrograd par les liquidateurs, publie une traduction de la brochure de Kautsky : *L'internationalisme et la guerre*. A ce propos, M. A. Potressov nous fait part de son désaccord avec Kautsky, lequel s'exprime, à son avis, tantôt comme un « avocat » (c'est-à-dire comme un défenseur du social-chauvinisme allemand qui dénie toute légitimité à la variété franco-russe de cette tendance), tantôt comme un « juge » (c'est-à-dire comme un marxiste qui s'efforce d'appliquer impartialement la méthode de Marx).

En réalité, M. A. Potressov et Kautsky trahissent l'un comme l'autre l'essentiel du marxisme, en usant de sophismes manifestes pour prôner la politique ouvrière national-libérale. M. A. Potressov détourne l'attention des lecteurs du fait essentiel en discutant avec Kautsky sur des questions de détail. Selon lui, la façon dont la « démocratie » anglo-française (l'auteur entend la démocratie ouvrière) a « résolu » la question de son attitude envers la guerre est « bonne dans son ensemble » (p. 69) ; « elles (ces démocraties) ont agi correctement », — encore que leur solution « coïncide avec la solution nationale » davantage par le fait d'un « heureux hasard » que d'une volonté consciente.

Le sens de ces propos est clair : M. A. Potressov s'abrite derrière les Anglo-Français pour plaider en faveur du chauvinisme russe, en justifiant la tactique patriotique des socialistes de la Triple Entente. Lorsqu'il discute avec Kautsky, ce n'est pas en tant que marxiste contre un chauvin, mais en tant que chauvin russe contre un chauvin allemand.

C'est là un procédé archi-rebattu et banal au possible ; il faut seulement remarquer que M. A. Potressov fait tout pour camoufler et embrouiller le sens simple et clair de ses propos.

L'important, c'est ce sur quoi M. A. Potressov et Kautsky *sont d'accord.* Ils s'accordent, par exemple, pour dire que « l'internationalisme du prolétariat contemporain est compatible avec la défense de la patrie » (K. Kautsky, p. 34 de l'édition allemande de sa brochure). M. A. Potressov parle de la situation particulière d'un Etat « qu'on a dévasté ». Kautsky écrit : « Le peuple ne craint rien tant que l'invasion étrangère... Si la population voit la cause de la guerre non dans les actes de son gouvernement, mais dans les noirs desseins d'un Etat voisin, — et quel est l'Etat qui ne tenterait, à l'aide de la presse, etc., d'inculquer une telle opinion à la masse de la population ! — elle se dressera unanime pour défendre les frontières contre l'ennemi... La foule déchaînée tuerait elle-même ceux qui tenteraient d'empêcher l'envoi des troupes à la frontière. » (Kautsky, p. 33, extrait d'un article de 1911.)

Voilà une défense prétendument marxiste de la thèse fondamentale de tous les social-chauvins.

Kautsky lui-même voyait parfaitement, dès 1911, que le gouvernement (et la bourgeoisie) *tromperaient* « le peuple, la population, la foule », en rejetant les responsabilités sur les « noirs desseins » d'un autre pays. Il s'agit de savoir si le soutien apporté à cette duperie — peu importe que ce soit par le vote des crédits, par des discours, des articles, etc., — est compatible avec l'internationalisme et le socialisme, ou bien s'il équivaut à une politique ouvrière national-libérale. Kautsky se comporte comme le plus éhonté des « avocats », comme le dernier des sophistes, en substituant à cette question celle de savoir s'il est raisonnable pour des « isolés » d'« empêcher l'envoi de troupes » malgré la volonté de la majorité de la population, abusée par son gouvernement. La question n'est pas là. Ce n'est pas là l'essentiel. Les petits bourgeois trompés doivent être détrompés, il faut leur montrer comment on les a dupés ; parfois il faut aller avec eux à la guerre et savoir attendre que l'expérience de la guerre agisse sur leurs cerveaux. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de savoir s'il est permis à des socialistes de prêter la main à la mystification du « peuple » par la

bourgeoisie. Kautsky et Potressov justifient cette mystification, car ils savent pertinemment que les « noirs desseins » des gouvernements et de la bourgeoisie de toutes les « grandes » puissances : Angleterre, France, Allemagne et Russie, sont responsables au même titre de la guerre impérialiste de 1914. C'est ce que proclame clairement, par exemple, la résolution adoptée à Bâle en 1912.

Que « le peuple », c'est-à-dire la masse des petits bourgeois et une partie des ouvriers bernés, ajoute foi à la fable bourgeoise des « noirs desseins » de l'ennemi, on n'en peut douter. Mais le devoir de la social-démocratie est de combattre la mystification, et non de l'entretenir. Longtemps avant la guerre, tous les social-démocrates de tous les pays disaient, avant de le confirmer à Bâle, que *chacune* des grandes puissances tend pratiquement à affermir et étendre sa domination sur les colonies, à opprimer les petites nations, etc. La guerre a pour enjeu le partage des colonies et des terres étrangères ; des voleurs se battent entre eux, et c'est un cynique mensonge bourgeois que d'invoquer la défaite de l'un d'eux, à un moment donné, pour assimiler l'intérêt des voleurs à celui du peuple ou de la patrie. Au « peuple » qui souffre de la guerre, nous devons dire la *vérité* qui consiste en ceci : il est impossible de se protéger contre les calamités des guerres sans renverser le gouvernement et la bourgeoisie de chaque pays belligérant. Défendre la Belgique *en étouffant* la Galicie ou la Hongrie, ce n'est pas « défendre sa patrie ».

Pourtant, Marx lui-même, tout en condamnant les guerres, par exemple celles de 1854 à 1876, se plaçait du côté de l'un des belligérants, lorsque, malgré les socialistes, la guerre devenait un fait. Tel est le fond et le principal « atout » de la brochure de Kautsky. Et c'est aussi la position de M. A. Potressov, qui, par « attitude internationaliste », entend le choix *du camp dont le succès* serait préférable, ou moins nuisible, non du point de vue du prolétariat national, mais de *tout* le prolétariat *mondial*. La guerre est faite par les gouvernements et la bourgeoisie ; le prolétariat doit savoir *quel* est le gouvernement dont la victoire présenterait le moins de danger pour les ouvriers du monde entier.

Dans tous ces propos, le sophisme consiste à substituer une époque historique antérieure, depuis longtemps révolue, à l'époque actuelle. Les traits fondamentaux des anciennes

guerres, auxquelles Kautsky se réfère, étaient les suivants : 1° ces guerres tranchaient la question des transformations démocratiques bourgeoises et du renversement de l'absolutisme ou du joug d'une nation étrangère ; 2° les conditions objectives de la révolution socialiste n'étaient pas encore mûres et nul socialiste ne pouvait parler, *avant la guerre*, d'en tirer parti « pour précipiter la chute de la domination capitaliste » comme le proclament les résolutions de Stuttgart (1907) et de Bâle (1912) ; 3° il n'y avait pas alors, dans les Etats des *deux* camps belligérants, de partis socialistes tant soit peu puissants, présentant un caractère de masse et éprouvés par de longues luttes.

Bref : comment s'étonner que Marx et les marxistes se soient bornés à rechercher *quelle* était la bourgeoisie dont le succès serait le moins nuisible (ou le plus utile) au prolétariat international, quand il ne pouvait encore être question d'un mouvement général du prolétariat contre les gouvernements et les bourgeoisies de tous les pays belligérants ?

Pour la première fois dans l'histoire mondiale, les socialistes de tous les pays belligérants, longtemps avant la guerre, se réunissent et déclarent : nous tirerons parti de la guerre « pour précipiter la chute de la domination capitaliste » (1907, résolution de Stuttgart). C'est donc qu'à leurs yeux les conditions objectives de cette « précipitation de la chute », c'est-à-dire de la révolution socialiste, sont mûres. C'est donc qu'ils agitent devant les gouvernements la menace de la révolution. A Bâle (1912) ils se sont exprimés encore plus clairement en évoquant la Commune et la révolution d'octobre-décembre 1905 *, c'est-à-dire la guerre civile.

Lorsque la guerre éclata, les socialistes qui menaçaient hier les gouvernements d'une révolution, qui appelaient le prolétariat à la révolution, se mirent à invoquer des événements antérieurs d'un demi-siècle, et à justifier le soutien apporté par les socialistes aux gouvernements et à la bourgeoisie ! Le marxiste hollandais Horter a mille fois raison, dans sa brochure *L'impérialisme, la guerre mondiale et la social-démocratie* (p. 84), de comparer les « radicaux » du type Kautsky aux libéraux de 1848, valeureux en discours et traîtres par leurs actes.

* Allusion à la révolution de 1905 en Russie. (*N.R.*)

L'antagonisme entre les éléments social-démocrates révolutionnaires et les opportunistes a grandi pendant des dizaines d'années au sein du socialisme européen. La crise avait mûri. La guerre a débridé l'abcès. La majorité des partis officiels a été vaincue par les politiciens ouvriers national-libéraux qui défendent les privilèges de « leur » bourgeoisie, de la bourgeoisie de leur « patrie », et reconnaissent *son* droit de priorité quant à la possession des colonies, à l'oppression des petites nations, etc. Kautsky et A. Potressov couvrent, soutiennent et justifient l'un comme l'autre la politique ouvrière national-libérale, au lieu de la dénoncer à la face du prolétariat. Voilà à quoi se ramènent les sophismes du social-chauvinisme.

M. A. Potressov s'est d'ailleurs imprudemment trahi en alléguant « l'inconsistance de principe de la formule de Stuttgart » (p. 79). Fort bien ! Les renégats déclarés sont préférables pour le prolétariat aux renégats camouflés. Continuez, M. A. Potressov, reniez plus honnêtement Stuttgart et Bâle !

Le diplomate Kautsky est plus habile que M. A. Potressov. Il ne renie pas Stuttgart et Bâle, seulement... « seulement » !... il cite le manifeste de Bâle *en omettant* tout ce qui touche à la révolution ! ! C'est sans doute la censure qui gêne Potressov et Kautsky. A. Potressov et Kautsky sont sans doute disposés à parler de la révolution quand la censure le leur permettra...

Espérons que A. Potressov, Kautsky ou leurs partisans proposeront de substituer aux résolutions de Stuttgart et de Bâle une résolution de ce genre : « Si la guerre éclate malgré nos efforts, nous devrons préciser du point de vue du prolétariat international ce qui est le plus avantageux pour lui : que l'Inde soit pillée par l'Angleterre ou par l'Allemagne, que les nègres d'Afrique soient abreuvés d'alcool et spoliés par les Français ou par les Allemands, que la Turquie soit étranglée par les Austro-Allemands ou par les Anglo-Franco-Russes, que les Allemands étranglent la Belgique ou que la Russie étouffe la Galicie, que la Chine soit dépecée par les Japonais ou par les Américains », et ainsi de suite.

« Le Social-Démocrate » n° 41, 1er mai 1915 *Conforme au texte du « Social-Démocrate »*

LE PROBLEME DE L'UNIFICATION DES INTERNATIONALISTES

La guerre a provoqué une crise aiguë de tout le socialisme international. Celle-ci, comme toute crise, a révélé plus profondément et plus clairement les contradictions internes du socialisme ; elle a arraché nombre de voiles hypocrites et conventionnels et montré de la façon la plus nette et la plus brutale ce qui est pourri et révolu dans le socialisme et où se trouve le gage de son développement et de sa marche à la victoire.

Presque tous les social-démocrates de Russie sentent que les anciens groupements et subdivisions sont — nous ne dirions pas périmés — mais en train de se modifier. Ce qui apparaît au premier plan, c'est le regroupement en fonction de la question fondamentale posée par la guerre, à savoir, la division en « internationalistes » et « social-patriotes ». Nous empruntons ces termes à l'éditorial du n°42 de *Naché Slovo*, sans nous demander pour le moment s'il ne conviendrait pas de les compléter en opposant les social-démocrates révolutionnaires aux politiciens ouvriers national-libéraux.

Bien entendu, ce n'est pas la dénomination qui est en cause. *Naché Slovo* a défini très exactement le sens du principal regroupement contemporain. Les internationalistes, écrit-il, « sont solidaires dans leur attitude négative à l'égard du social-patriotisme, représenté par Plékhanov »... Et la rédaction convie « les groupes aujourd'hui morcelés » à « s'entendre et à s'unir ne serait-ce que pour une seule chose :

pour exprimer l'attitude de la social-démocratie de Russie envers la guerre actuelle et le social-patriotisme russe ».

La rédaction de *Naché Slovo* ne s'est pas contentée de cette intervention dans la presse ; elle nous a adressé une lettre ainsi qu'au Comité d'organisation, proposant une réunion à ce sujet, avec sa participation. Nous avons répondu en indiquant qu'il était nécessaire « d'éclaircir certaines questions préalables, pour savoir si nous sommes solidaires sur le fond ». Nous avons surtout insisté sur les deux questions préalables suivantes : 1) Aucune déclaration ne permettra de démasquer les « social-patriotes » (la rédaction a énuméré Plékhanov, Alexinski et le fameux groupe des écrivains liquidateurs de Pétersbourg, partisans de la revue X.Y.Z.[101] « qui falsifient la volonté du prolétariat d'avant-garde de la Russie » (l'expression est de la rédaction du *Naché Slovo*). Une longue lutte est nécessaire à cet effet. 2) Qu'est-ce qui autorise à compter le Comité d'organisation parmi les « internationalistes » ?

Par ailleurs, le secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation nous a transmis un double de sa réponse au *Naché Slovo*. Cette réponse revient à ceci que toute sélection « *préalable* » de certains groupes et « l'exclusion d'autres groupes » sont inadmissibles et « qu'à la conférence doivent être invités les représentants à l'étranger de tous les centres et groupes du parti qui ont assisté... à la conférence près le Bureau socialiste international tenue à Bruxelles avant la guerre » (lettre du 25 mars 1915).

Ainsi, le Comité d'organisation se refuse en principe à participer à une conférence d'*internationalistes* ; il désire conférer aussi avec les social-patriotes (on sait que les tendances de Plékhanov et d'Alexinski étaient représentées à Bruxelles). C'est exactement dans le même esprit que s'est prononcée la résolution des social-démocrates de Nervi (n° 53 du *Naché Slovo*), adoptée sur le rapport de Ionov (et exprimant manifestement les opinions de ce porte-parole des éléments les plus à gauche ou internationalistes du Bund).

Cette résolution est, dans l'ensemble, tout à fait caractéristique et extrêmement précieuse pour quiconque veut se faire une idée de ce « juste milieu » recherché par nombre de gens à l'étranger. Elle exprime sa sympathie

envers les « principes » du *Naché Slovo*, tout en se déclarant en désaccord avec la position de ce dernier, « qui consiste à créer des organisations distinctes, à grouper exclusivement les socialistes-internationalistes et à prôner la nécessité de scissions dans les partis socialistes, prolétariens, formés au cours de l'histoire ». L'assemblée estime que l'« interprétation » « unilatérale », paraît-il (de ces questions), « par le journal *Naché Slovo* », « nuit grandement à une claire compréhension des tâches relatives à la reconstitution de l'Internationale ».

Nous avons déjà signalé que les opinions d'Axelrod, représentant officiel du Comité d'organisation, étaient social-chauvines. Le *Naché Slovo* n'a rien répondu à cela, ni dans la presse, ni dans sa correspondance avec nous. Nous avons signalé que la position du Bund était identique, avec une légère prédominance de chauvinisme germanophile. La résolution de Nervi a donné une confirmation de fait très importante, quoique indirecte : l'unification des *seuls* internationalistes est proclamée pernicieuse et scissionniste ; la question est posée avec une clarté qui mérite à tous égards d'être relevée.

La réponse du Comité d'organisation est encore plus claire. Elle exprime sans détours une position catégorique et formelle : il faut conférer non pas *sans* les social-patriotes, mais *avec eux*.

Nous devons remercier le Comité d'organisation d'avoir confirmé devant le *Naché Slovo* l'exactitude de notre opinion sur son compte.

Est-ce à dire que l'*idée* d'un regroupement des internationalistes lancée par le *Naché Slovo* ait *entièrement* échoué ? Non. Aucun échec d'aucune conférence n'empêchera les internationalistes de s'unir, pour autant qu'ils sont idéologiquement solidaires et animés du désir sincère de lutter contre le social-patriotisme. La rédaction du *Naché Slovo* dispose d'une grande arme : un quotidien. Elle peut s'acquitter d'une œuvre incomparablement plus sérieuse et plus efficace que des conférences et des déclarations : inviter *tous* les groupes, et commencer dès maintenant, elle-même 1°) à mettre au point des réponses complètes, précises, sans ambiguïté et parfaitement claires, aux questions touchant la nature de l'internationalisme (car Van-

dervelde, Kautsky, Plékhanov, Lensch, Haenisch se qualifient eux aussi d'internationalistes !), l'opportunisme, la faillite de la IIe Internationale, les objectifs et les moyens de lutte contre le social-patriotisme, etc. ; 2°) à rassembler les forces en vue d'une lutte sérieuse pour des principes bien définis, et cela non seulement à l'étranger, mais surtout en Russie.

En effet, qui oserait contester qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir d'*autre* voie menant à la victoire de l'internationalisme sur le social-patriotisme ? L'histoire d'un demi-siècle d'émigration russe (dont les 30 années d'émigration *social-démocrate*) n'a-t-elle pas montré que toutes les déclarations, conférences, etc., à l'étranger, sont impuissantes, vaines et fictives *si* elles ne sont pas appuyées par un mouvement *de longue durée* d'une couche sociale déterminée en Russie ? Et la guerre actuelle ne nous enseigne-t-elle pas que tout ce qui n'est pas mûr ou tout ce qui est pourri, tout ce qui est conventionnel ou diplomatique, tombera en poussière à la première poussée ?

Au cours de ces huit mois de guerre, *tous* les centres, groupes, tendances et nuances social-démocrates ont déjà eu toutes sortes de conférences, selon leurs moyens et leurs désirs ; ils ont déjà fait des « déclarations », c'est-à-dire proclamé leur opinion à tous les échos. Aujourd'hui, la tâche est différente, *plus proche des actes*. Il nous faut montrer plus de défiance envers les déclarations et conférences *pour la galerie*, apporter plus d'énergie à l'élaboration de réponses et de conseils assez précis, à l'intention des journalistes, des propagandistes, des agitateurs et de tous les ouvriers conscients, pour que ces conseils *ne puissent pas ne pas* être compris. Il faut plus de clarté et de précision dans la mobilisation des forces en vue du long travail nécessité par la mise en pratique de ces conseils.

Nous répétons que la rédaction du *Naché Slovo* est privilégiée — elle dispose d'un quotidien ! — qu'on en attend beaucoup et qu'elle devra rendre compte de ses actes si elle ne réalise pas même ce « programme minimum ».

Encore une remarque : il y a juste 5 ans de cela, en mai 1910, nous avons signalé dans la presse paraissant à l'étranger un fait politique de première grandeur, bien plus « important » que les conférences et les déclarations

de nombre de centres social-démocrates *très* « importants », à savoir le rassemblement en Russie d'un groupe de journalistes-légalistes de *cette même* revue X.Y.Z. Qu'ont donc montré les *faits* au cours de ces 5 années singulièrement riches en événements dans l'histoire du mouvement ouvrier de la Russie et du monde entier ? N'ont-ils pas montré que nous sommes en présence d'un certain noyau *social* susceptible d'agglomérer autour de lui en Russie les éléments d'un *parti ouvrier national-libéral* (de type « européen » !) ? Si nous voyons qu'aujourd'hui en Russie, à l'exception des *Voprossy Strakhovania*[102], cette tendance, celle de *Naché Diélo*, du *Strakhovanié Rabotchikh*, du *Séverny Goloss*[103], de Maslov et de Plékhanov, est *seule* à prendre position *publiquement*, quelles conclusions tous les social-démocrates devront-ils en tirer ?

Encore une fois : accueillons avec moins de confiance les gestes destinés à la galerie, et ayons plus de courage pour regarder en face les réalités politiques bien concrètes.

« Le Social-Démocrate » n° 41, 1er mai 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LES PHILANTHROPES BOURGEOIS ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

La revue des millionnaires anglais, *The Economist*[104], suit une ligne fort édifiante à l'égard de la guerre. Les représentants du capital avancé du plus vieux et du plus riche pays capitaliste versent des larmes amères sur la guerre et ne cessent de former des vœux pour la paix. Ceux des social-démocrates qui pensent, avec les opportunistes et Kautsky, que le programme socialiste consiste à prêcher la paix, peuvent se convaincre en toute évidence de leur erreur en lisant l'*Economist* britannique. Leur programme n'est pas socialiste, mais pacifiste bourgeois. Sans la propagande en faveur de l'action révolutionnaire, les rêves de paix ne font qu'exprimer l'effroi inspiré par la guerre et n'ont rien de commun avec le socialisme.

Bien plus. L'*Economist* britannique est pour la paix précisément parce qu'il craint la révolution. Ainsi, dans son numéro du 13 février 1915, nous lisons :

« Les philanthropes espèrent que la paix apportera une limitation internationale des armements... Mais les gens bien informés des forces qui dirigent en fait la diplomatie européenne ne se laissent aller à aucune utopie. La perspective ouverte par la guerre nous promet des révolutions sanglantes, des batailles acharnées entre le travail et le capital, ou bien entre les masses populaires et les classes dominantes de l'Europe continentale. »

Un autre article, dans le numéro du 27 mars 1915, souhaite aussi la paix, une paix qui garantirait la liberté des

nationalités, promise par Edouard Grey, etc... Si cet espoir n'est pas réalisé... « la guerre entraînera un chaos révolutionnaire. Personne ne saurait dire où commencera ce chaos ni à quoi il aboutira...»

Les millionnaires pacifistes anglais comprennent la politique contemporaine bien mieux que les opportunistes, les adeptes de Kautsky et autres socialistes qui soupirent après la paix. MM. les bourgeois savent, premièrement, que les phrases sur la paix démocratique sont une utopie creuse et ridiculement naïve tant que les anciennes « forces dirigent en fait la diplomatie », c'est-à-dire tant que la classe des capitalistes n'est pas expropriée ; deuxièmement, MM. les bourgeois se font de la perspective une notion très lucide : « révolutions sanglantes », « chaos révolutionnaire ». La révolution socialiste se présente toujours à la bourgeoisie sous l'aspect d'un « chaos révolutionnaire ».

Dans la politique concrète des pays capitalistes, nous voyons que la paix est considérée avec sympathie sous trois formes différentes.

1) Les millionnaires clairvoyants désirent hâter la paix, car ils ont peur de la révolution. Se plaçant à un point de vue lucide et judicieux, ils déclarent qu'une paix « démocratique » (sans annexions, avec limitation des armements, etc.) est une utopie en régime capitaliste.

Cette utopie petite-bourgeoise est prêchée par les opportunistes, les partisans de Kautsky, etc.

2) En souhaitant la paix, les masses populaires peu conscientes (les petits bourgeois, les semi-prolétaires, une partie des ouvriers, etc.) expriment sous une forme des plus vagues une protestation croissante contre la guerre, un état d'esprit révolutionnaire encore confus mais qui va en progressant.

3) L'avant-garde consciente du prolétariat, les social-démocrates révolutionnaires, suivent attentivement l'état d'esprit des masses, et tirent parti de leur désir grandissant de paix non pour soutenir les plates utopies d'une paix « démocratique » en régime capitaliste, non pour stimuler les espoirs qu'elles mettent dans les philanthropes, les chefs, la bourgeoisie, mais pour rendre claire une aspiration révolutionnaire encore confuse, pour *démontrer* méthodiquement, avec persévérance et sans relâche,

en s'appuyant sur l'expérience des masses et sur leur disposition d'esprit, en les éduquant à l'aide de milliers de faits empruntés à la politique d'avant-guerre, qu'il est nécessaire d'engager des actions révolutionnaires de masse contre la bourgeoisie et le gouvernement de leur propre pays, et que c'est là l'*unique* chemin conduisant à la démocratie et au socialisme.

« Le Social-Démocrate » n° 41, 1er mai 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LA FAILLITE DE L'INTERNATIONALISME PLATONIQUE

Nous avons déjà dit (voir le n° 41 du *Social-Démocrate** que *Naché Slovo* devait, à tout le moins, exposer nettement sa plate-forme, s'il voulait que son internationalisme pût être pris au sérieux. Comme pour nous répondre, le n° 85 de *Naché Slovo* (daté du 9 mai) publie une résolution adoptée à une réunion commune du comité de rédaction et du groupe des collaborateurs parisiens de *Naché Slovo* ; notons que, « tout en étant d'accord avec la teneur de la résolution dans son ensemble, deux membres de la rédaction ont déclaré réserver leur opinion à propos des méthodes d'organisation de la politique intérieure du parti en Russie ». Cette résolution est un témoignage tout à fait remarquable de panique et d'impuissance politiques.

Le mot internationalisme revient très souvent ; on proclame « une rupture idéologique complète avec toutes les variétés du nationalisme socialiste » ; on cite les résolutions de Stuttgart et Bâle. Les intentions sont excellentes, sans aucun doute. Mais... mais il est visible qu'on se grise de mots, car, en réalité, il n'est ni possible ni nécessaire de rompre « complètement » avec « toutes » les variétés de social-nationalisme, de même qu'il n'est ni possible ni nécessaire d'énumérer toutes les variétés de l'exploitation capitaliste pour devenir un ennemi du capitalisme. Mais il est possible et nécessaire de briser sans

---

* Voir le présent tome, pp. 188-192. *(N.R.)*

ambiguïté avec ses principales variétés, par exemple avec celles de Plékhanov, de Potressov (*Naché Diélo*), du Bund, d'Axelrod, de Kautsky. La résolution promet trop, mais ne donne rien ; elle menace de rompre complètement avec toutes les variétés, mais elle n'ose même pas nommer les principales d'entre elles.

...Au Parlement anglais, il est de mauvais ton de désigner les gens nommément, et on n'y parle que des « nobles lords » et des « très honorables députés de telle ou telle circonscription ». Quels parfaits anglomanes, quels diplomates raffinés que les collaborateurs de *Naché Slovo* ! Avec quelle élégance ils éludent le fond du problème, avec quelle politesse ils nourrissent les lecteurs de formules qui servent à dissimuler leurs pensées ! Ils disent vouloir entretenir des « rapports amicaux » (de vrais Guizot, comme dit un héros de Tourgéniev) avec toutes les organisations, « pour autant qu'elles appliquent... les principes de l'internationalisme révolutionnaire »... et ils restent en « rapports amicaux » justement avec celles qui n'appliquent pas ces principes.

La « rupture idéologique », que les gens de *Naché Slovo* mettent d'autant plus d'emphase à proclamer qu'ils ont moins le désir et le pouvoir de l'appliquer, consiste à élucider la question des *origines* du social-nationalisme, des *conditions* qui l'ont consolidé, des *moyens* de le combattre. Les social-nationalistes ne se donnent pas eux-mêmes ce nom et ne se reconnaissent pas comme tels. Ils font tout, et ils sont obligés de tout faire, pour se couvrir d'un pseudonyme, pour jeter de la poudre aux yeux des masses ouvrières, pour effacer les traces de leurs liaisons avec l'opportunisme, pour masquer leur trahison, c'est-à-dire leur ralliement de fait au camp de la bourgeoisie, leur alliance avec les gouvernements et les états-majors. Forts de cette alliance et détenant toutes les positions, les social-nationalistes sont aujourd'hui les premiers à invoquer à grands cris l'« unité » des partis social-démocrates, et à accuser les ennemis de l'opportunisme d'être des scissionnistes — voir la dernière circulaire officielle de la direction (« Vorstand ») de la social-démocratie allemande contre les revues *vraiment* internationalistes : *Lichtstrahlen* (Les Rayons de Lumière)[105] et *Die Internationale*.

(l'Internationale)[106]. Ces revues n'ont eu besoin de proclamer ni leurs « rapports amicaux » avec les révolutionnaires, ni la « rupture idéologique complète avec toutes les variétés du social-nationalisme » ; elles s'en sont carrément désolidarisées, et elles l'ont fait de telle manière que « *toutes* les variétés » d'opportunistes sans exception ont poussé de furieux hurlements, montrant ainsi que les flèches ont bien atteint leur but.

Et *Nachê Slovo* ?

Il déclenche contre le social-nationalisme une révolte à genoux, car *Nachê Slovo* ne démasque pas les avocats les plus dangereux de ce courant bourgeois (tel Kautsky), il ne déclare pas la guerre à l'opportunisme ; au contraire, il n'en parle pas, il n'entreprend ni n'indique la moindre démarche à faire pour libérer le socialisme de sa honteuse sujétion à l'égard du patriotisme. En disant : l'unité n'est pas obligatoire avec ceux qui sont passés du côté de la bourgeoisie, mais la scission ne l'est pas non plus, le *Nachê Slovo* se rend en fait à la merci des opportunistes, en faisant néanmoins un joli geste que l'on peut interpréter comme une menace terrible à l'égard des opportunistes, mais tout aussi bien comme un signe d'amitié. Il est très probable que les opportunistes vraiment habiles, ceux qui savent apprécier la conjonction d'une phraséologie de gauche et d'une action pratique modérée, auraient répondu à la résolution de *Nachê Slovo* (si on les avait obligés à y répondre) à peu près de la même façon que les deux membres précités de la rédaction : nous sommes d'accord avec la « teneur générale » (car nous ne sommes pas du tout des social-nationalistes, pas le moins du monde !) ; quant aux « méthodes d'organisation de la politique intérieure du parti », nous « réservons notre opinion ». et la ferons connaître en temps opportun. C'est ce qu'on appelle ménager la chèvre et le chou.

La subtile diplomatie de *Nachê Slovo* s'est complètement effondrée lorsqu'il a fallu parler de la Russie.

« L'unification du parti s'était révélée impossible en Russie dans les conditions de l'époque précédente », déclare la résolution. Lire : l'unification du parti ouvrier avec le groupe des liquidateurs-légalistes s'était révélée impossible. C'est reconnaître indirectement la faillite du

bloc réalisé à Bruxelles pour sauver les liquidateurs. Pourquoi *Naché Slovo* craint-il de le reconnaître ouvertement ? Pourquoi craint-il d'expliquer clairement aux ouvriers les raisons de cette faillite ? N'est-ce pas parce que celle-ci a prouvé dans les faits que la politique suivie par tous ses participants était à base d'hypocrisie ? N'est-ce pas parce que *Naché Slovo* désire conserver des « rapports amicaux » avec deux «variétés » (au moins) du social-nationalisme, à savoir les bundistes et le Comité d'organisation (Axelrod), dont les déclarations publiées dans la presse attestent l'intention et l'espoir de ressusciter le bloc de Bruxelles ?

« Les nouvelles conditions... minent le terrain sur lequel reposaient les anciennes fractions »...

N'est-ce pas le contraire ? Les nouvelles conditions n'ont en rien éliminé le courant liquidateur, elles n'en ont même pas ébranlé le noyau fondamental (*Nacha Zaria*) en dépit de toutes les hésitations et de toutes les palinodies de telles ou telles personnalités ; elles ont approfondi et aggravé la divergence avec ce noyau, car il est devenu maintenant non seulement liquidateur, mais aussi social-nationaliste ! La question du courant liquidateur est désagréable pour *Naché Slovo* : il la tient donc pour nulle et non avenue, puisque l'ancien, selon lui, est miné par le nouveau, et ne souffle mot du *nouveau terrain*, social-nationaliste, *sur lequel repose l'ancien*... courant liquidateur ! La dérobade est plaisante. On ne dit rien de *Nacha Zaria* parce qu'elle n'existe plus, ni de *Naché Diélo*, apparemment parce que Potressov, Tchérévanine, Maslov et C^ie^ peuvent être considérés comme des nouveaux-nés en matière de politique...

Mais ce n'est pas seulement Potressov et C^ie^ que les rédacteurs de *Naché Slovo* voudraient considérer comme des nouveaux-nés ; ils voudraient se faire passer eux-mêmes pour tels. Ecoutez-les :

« Les groupes fractionnels et interfractionnels créés au cours de l'époque précédente étant aujourd'hui encore, dans cette période de transition, les seuls » (notez cela !) « points de ralliement — bien imparfaits, certes — des ouvriers d'avant-garde, *Naché Slovo* estime que les intérêts de son activité essentielle pour l'union des internationa-

listes excluent la subordination organique du journal, sous une forme directe ou indirecte, à l'un des anciens groupements de parti, aussi bien que l'unification artificielle de ses partisans au sein d'une fraction particulière, s'opposant sur le plan politique aux anciens groupements ».

Comment cela ? Qu'est-ce à dire ? *Etant donné* que les conditions nouvelles minent les anciens groupements, nous reconnaissons *par conséquent* ces derniers comme les *seuls* réels ! *Etant donné* que les conditions nouvelles exigent un nouveau regroupement par rapport, non pas au courant liquidateur, mais à l'internationalisme, nous renonçons *par conséquent* à rassembler les internationalistes car ce serait « artificiel » ! C'est là une véritable apothéose de l'impotence politique.

Après avoir prêché l'internationalisme pendant 200 jours, *Nachè Slovo* a avoué sa faillite politique totale: ne pas « se subordonner » aux anciens groupements (pourquoi ce mot si impressionnant? Pourquoi ne pas dire « ne pas adhérer », « ne pas accorder son soutien » aux anciens groupements, « ne pas s'en déclarer solidaire » ?), ni en créer de nouveaux. On vivra, comme par le passé, au sein des groupements définis par rapport au courant liquidateur, on « se subordonnera » à eux ; quant à *Nachè Slovo*, qu'il continue d'exister pour faire office, en quelque sorte, d'enseigne criarde ou de promenade du dimanche dans les jardins du verbalisme internationaliste. Les rédacteurs de *Nachè Slovo* y écriront ce que bon leur semblera et les lecteurs de *Nachè Slovo* y liront ce qui leur plaira[107].

Pendant 200 jours on a parlé du rassemblement des internationalistes, et on a fini par conclure qu'on ne pouvait rassembler personne, même pas soi-même, les rédacteurs et les collaborateurs de *Nachè Slovo*, et on déclare qu'un tel rassemblement est « artificiel ». Quel triomphe pour Potressov, pour les bundistes, pour Axelrod ! Et comme les ouvriers sont habilement mystifiés : côté face — les brillantes phrases internationalistes de *Nachè Slovo*, sincèrement hostile aux fractions et libéré des anciens groupements périmés ; côté pile — les « seuls » points de ralliement sont les anciens groupements...

La faillite politique et idéologique avouée aujourd'hui par *Nachè Slovo* n'est pas le fruit du hasard, mais l'inévi-

table résultat des tentatives de nier verbalement les rapports réels des forces. Au sein du mouvement ouvrier de Russie, ces rapports se ramènent à la lutte entre le courant des liquidateurs et des social-patriotes (*Naché Diélo*), et le parti ouvrier social-démocrate marxiste, reconstitué par la conférence de janvier 1912, renforcé par les élections à la IV[e] Douma d'Etat (curie ouvrière), raffermi par les journaux pravdistes entre 1912 et 1914, et qui est représenté par la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Ce parti a *prolongé* sa lutte contre le courant bourgeois liquidateur par une lutte contre le courant non moins bourgeois du social-patriotisme. La justesse de la ligne de ce parti, de notre Parti, est confirmée par la grande expérience d'une portée historique universelle de la guerre europeenne, et par la petite, la minuscule expérience qu'est la mille et unième tentative d'unification non fractionnelle entreprise par *Naché Slovo* : cette tentative a fait fiasco, confirmant ainsi la résolution de la conférence de Berne (n° 40 du *Social-Démocrate*) sur les internationalistes « platoniques » *.

Les véritables internationalistes se refuseront aussi bien à siéger (en le cachant aux ouvriers) au sein des anciens groupements liquidateurs qu'à rester en dehors de tous groupements. Ils rejoindront les rangs de notre Parti.

« Le Social-Démocrate » n° 42, 21 mai 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

* Voir le présent tome, pp. 162-163. *(N.R.)*

LA LUTTE CONTRE LE SOCIAL-CHAUVINISME

Les matériaux les plus intéressants et les plus récents sur cette question d'une actualité brûlante sont fournis par la Conférence socialiste internationale des femmes qui vient de terminer ses travaux à Berne[108]. Nos lecteurs trouveront ci-après un compte rendu de cette conférence et le texte des deux résolutions : celle qui a été adoptée et celle qui a été rejetée. Nous nous proposons de n'examiner ici qu'un seul aspect de la question.

Les déléguées des organisations féminines rattachées au Comité d'organisation, les Hollandaises du Parti de Troelstra, les Suissesses appartenant aux organisations qui combattent avec acharnement la *Berner Tagwacht* pour sa tendance prétendument trop à gauche, la déléguée française qui ne voulait pas s'écarter en quoi que ce fût d'important du parti officiel rallié, comme l'on sait, au point de vue social-chauvin, les Anglaises, hostiles à l'idée d'une nette distinction entre le pacifisme et la tactique prolétarienne révolutionnaire, — toutes sont tombées d'accord avec les social-démocrates allemandes « de gauche » sur une résolution commune. Les représentantes des organisations féminines rattachées au Comité central de notre Parti se sont tenues à l'écart, préférant rester provisoirement isolées plutôt que de participer à un *tel* bloc.

Quel était le fond de la divergence ? Quelle est la signification de principe et la portée politique générale de ce désaccord ?

Au premier abord, la résolution « intermédiaire » qui a rallié les opportunistes et une partie de la gauche semble

très satisfaisante et juste quant aux principes. Elle reconnaît le caractère impérialiste de la guerre, condamne l'idée de la « défense de la patrie », appelle les ouvriers à organiser des manifestations de masse, etc., etc. On pourrait croire que notre résolution s'en distingue *seulement* par quelques *expressions* plus tranchées, telles que « trahison », « opportunisme », « démissionner des ministères bourgeois », etc.

C'est sans doute de ce point de vue qu'on critiquera les déléguées des organisations féminines rattachées au Comité central de notre Parti.

Il suffit d'examiner les choses de plus près et de ne pas se contenter d'une reconnaissance « de pure forme » de telle ou telle vérité pour se rendre compte que cette critique ne résiste pas à l'examen.

Deux conceptions du monde, deux opinions sur la guerre et les tâches de l'Internationale, deux tactiques des partis prolétariens, se sont heurtées à la conférence. Première position : il n'y a pas eu faillite de l'Internationale, il n'y a pas d'obstacles profonds et sérieux à un retour du chauvinisme au socialisme, l'opportunisme n'est pas un puissant « ennemi intérieur », il n'y a pas de trahison délibérée, indubitable, évidente, du socialisme par l'opportunisme. D'où cette conclusion : ne condamnons personne, accordons l'« amnistie » à ceux qui ont violé les résolutions de Stuttgart et de Bâle, bornons-nous à recommander une orientation plus à gauche, à appeler les masses à manifester.

Le second point de vue sur toutes les questions que nous venons d'énumérer est absolument opposé. Rien ne saurait être plus préjudiciable et plus funeste à la cause prolétarienne que de continuer d'agir d'une manière *diplomatique* au sein du parti à l'égard des opportunistes et des social-chauvins. Si les femmes opportunistes et adeptes des partis officiels d'aujourd'hui ont pu accepter la résolution de la majorité, c'est parce que cette résolution est inspirée d'un bout à l'autre par l'esprit de diplomatie. C'est ainsi qu'on aveugle les masses ouvrières, dirigées *aujourd'hui* précisément par les social-patriotes officiels. On leur inculque l'idée incontestablement erronée et nuisible suivant laquelle les partis social-démocrates d'au-

jourd'hui et leurs organismes dirigeants actuels sont *capables* de changer d'orientation, et d'abandonner la fausse pour adopter la bonne.

Ce n'est pas vrai. C'est là une erreur des plus profondes et des plus pernicieuses. Les partis social-démocrates actuels et leurs directions sont *incapables* de modifier sérieusement leur orientation. *En fait*, tout restera comme par le passé, et les velléités « de gauche » exprimées dans la résolution de la majorité resteront de pieux souhaits : c'est ce qu'ont bien compris, avec un sûr instinct politique, les femmes ralliées au parti de Troelstra ou à la direction actuelle du parti français, lorsqu'elles ont voté cette résolution. L'appel lancé aux masses pour les inviter à manifester ne peut avoir d'effet pratique réel que s'il est soutenu de la manière la plus active par les directions actuelles des partis social-démocrates.

Peut-on espérer un tel soutien ? Il est clair que non. On sait bien que, loin d'être appuyé, cet appel se heurtera à l'opposition acharnée (et le plus souvent *dissimulée*) des organismes dirigeants.

Si l'on avait dit cela carrément aux ouvriers, ces derniers sauraient la *vérité*. Ils sauraient que, pour faire des velléités « de gauche » une *réalité*, les partis social-démocrates doivent changer radicalement d'orientation, et que la lutte la plus âpre s'impose contre les opportunistes et leurs amis du « centre ». Tandis qu'on a *berné* les ouvriers avec ces vœux, tout *en se refusant* à désigner nommément, à haute et intelligible voix, le mal à combattre pour que ces vœux deviennent une réalité.

Les chefs-diplomates, ces agents de la politique chauvine au sein des partis social-démocrates actuels, sauront fort bien utiliser la faiblesse, les hésitations et le manque de précision de la résolution votée par la majorité. En parlementaires habiles, ils se distribueront les rôles ; les uns diront : les arguments « sérieux » de Kautsky et consorts n'ont encore été ni pesés ni analysés, discutons-en dans un collège plus nombreux. Les autres diront : eh bien, n'avions-nous pas raison d'affirmer qu'il n'y a pas de divergences profondes, puisque les femmes qui se rallient au parti de Troelstra et à celui de Guesde et Sembat sont tombées d'accord avec les Allemandes de gauche ?

La conférence des femmes n'aurait pas dû aider Scheidemann, Haase, Kautsky, Vandervelde, Hyndman, Guesde et Sembat, Plékhanov, etc., à endormir les masses ouvrières ; au contraire, elle aurait dû éveiller ces masses et déclarer résolument la guerre à l'opportunisme. C'est seulement ainsi qu'elle aurait eu pour résultat pratique, non pas de susciter l'espoir de voir ces « chefs » « s'amender », mais de promouvoir un rassemblement des forces en vue d'une lutte difficile et d'une grande portée.

Prenons le sabotage des résolutions de Stuttgart et de Bâle par les opportunistes et les « centristes » : c'est là qu'est tout le *nœud* de la question ! Représentons-nous les choses nettement, clairement, sans diplomatie, telles qu'elles se sont passées.

Prévoyant la guerre, l'Internationale se réunit et décide à l'unanimité de travailler, au cas où elle éclaterait, à « *précipiter la chute de la domination capitaliste* », à agir dans l'esprit de la *Commune, d'octobre et de décembre 1905* (ce sont les termes mêmes de la résolution de Bâle !!!), en considérant comme un « *crime* », pour les travailleurs, de « tirer les uns sur les autres ».

L'esprit internationaliste, prolétarien, révolutionnaire, s'affirme ici de la manière la plus claire, aussi clairement qu'il était possible de le faire en restant dans le cadre de la légalité.

La guerre éclate. Et justement dans la perspective prévue à Bâle. Les partis officiels agissent dans un esprit diamétralement opposé : non pas internationaliste, mais nationaliste ; non pas prolétarien, mais bourgeois ; non pas révolutionnaire, mais archi-opportuniste. En disant aux ouvriers que la cause socialiste a été délibérément *trahie*, nous balayons du même coup tous les subterfuges, toutes les échappatoires, tous les sophismes à la Kautsky et Axelrod ; nous montrons clairement toute la gravité du mal et nous appelons nettement à le combattre, et non à rechercher un accommodement avec lui.

Et la résolution de la majorité ? Pas un mot pour condamner les traîtres, pas la moindre parole contre l'opportunisme, on *reprend* tout simplement les idées de la résolution de Bâle !!! Comme si rien de sérieux ne s'était pas-

sé, sauf une petite erreur fortuite qu'on peut corriger en se bornant à *reprendre* l'ancienne décision ; la divergence serait superficielle et ne toucherait pas aux principes : *un peu de colle*, et tout sera dit !!!

Mais c'est se *moquer* ouvertement des résolutions de l'Internationale, c'est se moquer des ouvriers. Les social-chauvins ne cherchent au fond qu'à *reprendre* purement et simplement les anciennes résolutions, pourvu qu'il n'y ait rien à changer en fait. Somme toute, c'est bel et bien une *amnistie* tacite et hypocritement dissimulée que l'on accorde aux partisans social-chauvins de la majorité des partis actuels. Nous savons qu'il existe une « foule d'amateurs » désirant suivre précisément cette voie, en se contentant de quelques phrases de gauche. Nous n'avons rien à faire avec de telles gens. Nous avons suivi et suivrons une *autre* voie, nous voulons aider le mouvement ouvrier et contribuer à l'édification d'un parti ouvrier, et ceci *pratiquement*, dans un esprit d'intransigeance envers l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Une partie des déléguées allemandes craignaient apparemment d'adopter une résolution bien nette, pour des considérations relatives uniquement au *rythme* du développement de la lutte contre le chauvinisme au sein d'un seul parti, à savoir le leur. Mais ces considérations étaient évidemment hors de propos et erronées, vu que la résolution internationale n'avait et ne pouvait aucunement avoir trait ni au rythme ni aux conditions concrètes de la lutte contre le social-chauvinisme dans *chaque* pays en particulier. Dans ce domaine, l'autonomie des différents partis ne saurait être mise en cause. Il fallait proclamer du haut de cette tribune internationale la rupture définitive avec le social-chauvinisme dans toute l'orientation et dans tout l'esprit de l'activité social-démocrate ; nous sommes loin du compte, car la résolution de la majorité a encore une fois commis la vieille faute, celle de la IIe Internationale, qui camouflait diplomatiquement l'opportunisme et le divorce entre les paroles et les actes. Nous le répétons : *cette voie-là*, nous ne la suivrons pas.

Supplément au n° 42 du « Social-Démocrate » du 1er juin 1916

Conforme au texte du supplément

LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

Ecrit dans la deuxième quinzaine de mai-première quinzaine de juin 1915

Paru en 1915 dans la revue « Le Communiste », nos 1-2

Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue

On entend parfois par faillite de l'Internationale simplement le côté formel de la chose, l'interruption des liaisons internationales entre les partis socialistes des pays belligérants, l'impossibilité de réunir ni une conférence internationale, ni le Bureau socialiste international, etc. C'est à ce point de vue que s'en tiennent certains socialistes de petits pays neutres, probablement même la plupart des partis officiels qui y existent, et aussi les opportunistes et leurs défenseurs. Dans la presse russe, M. Vl. Kossovski a plaidé avec une franchise méritant une profonde reconnaissance la cause de cette position dans le n° 8 du *Bulletin d'information* du Bund. Notons que la rédaction du Bulletin n'a pas fait la moindre réserve pour marquer son désaccord avec l'auteur. On peut espérer que la défense du nationalisme par M. Kossovski, lequel en est arrivé à justifier les social-démocrates allemands qui ont voté les crédits de guerre, aidera bien des ouvriers à se convaincre définitivement du caractère nationaliste bourgeois du Bund.

Pour les ouvriers conscients, le socialisme est une conviction sérieuse, et non un masque commode servant à camoufler des opinions conciliatrices petites-bourgeoises et des tendances d'opposition nationaliste. La faillite de l'Internationale, pour eux, c'est le reniement révoltant par la plupart des partis social-démocrates officiels de leurs convictions, des déclarations les plus solennelles faites dans les discours aux congrès internationaux de

Stuttgart et de Bâle, dans les résolutions de ces congrès, etc. Ceux-là seuls peuvent ne pas voir cette trahison qui *ne veulent pas* la voir, qui n'y ont pas intérêt. Pour formuler la chose d'une manière scientifique, c'est-à-dire du point de vue des rapports entre les classes de la société contemporaine, nous devons dire que la plupart des partis social-démocrates, avec à leur tête, en tout premier lieu, le plus grand et le plus influent des partis de la IIe Internationale, le parti allemand, se sont rangés du côté de leur état-major général, de leur gouvernement, de leur bourgeoisie, contre le prolétariat. C'est là un événement d'une portée historique mondiale, et l'on ne saurait faire autrement que de l'analyser sous ses aspects les plus divers. Il est reconnu de longue date que les guerres, malgré toutes les horreurs et les calamités qu'elles entraînent, sont utiles dans une mesure plus ou moins grande en ce sens qu'elles dévoilent, dénoncent et détruisent implacablement, dans les institutions humaines, bien des éléments pourris, périmés et nécrosés. La guerre européenne de 1914-1915 a commencé, elle aussi, à être d'une utilité indubitable pour l'humanité, car elle a montré à la classe avancée des pays civilisés qu'un hideux abcès purulent est près de crever dans ses partis, et qu'il se dégage on ne sait d'où une insupportable puanteur cadavérique.

I

Les principaux partis socialistes d'Europe ont-ils effectivement renié leurs convictions et renoncé à leurs tâches ? C'est ce dont n'aiment parler, bien entendu, ni les traîtres eux-mêmes, ni ceux qui savent pertinemment — ou devinent confusément — qu'il leur faudra être en bonne amitié et en paix avec ces derniers. Mais, si désagréable que cela puisse paraître aux diverses «autorités» de la IIe Internationale ou à leurs amis de fraction parmi les social-démocrates de Russie, nous devons regarder les choses en face, les appeler par leur nom, et dire aux ouvriers la vérité.

Existe-t-il des données concrètes permettant de savoir comment, avant la guerre actuelle et en prévision de celle-ci, les partis socialistes envisageaient leurs tâches et leur tactique ? Oui, incontestablement. C'est la réso-

lution du Congrès socialiste international de Bâle de 1912, que nous reproduisons, avec la résolution du congrès social-démocrate allemand de Chemnitz de la même année, comme un rappel des « paroles oubliées » du socialisme. Dressant le bilan de l'abondante littérature de propagande et d'agitation de tous les pays contre la guerre, cette résolution constitue l'exposé le plus précis et le plus complet, le plus solennel et le plus catégorique des conceptions socialistes sur la guerre et la tactique à son égard. On ne saurait qualifier autrement que de trahison le simple fait qu'aucune des autorités de l'Internationale d'hier et du social-chauvinisme d'aujourd'hui, ni Hyndman, ni Guesde, ni Kautsky, ni Plékhanov, n'osent rappeler à leurs lecteurs cette résolution sur laquelle ils gardent un silence absolu ou dont ils ne citent (comme le fait Kautsky) que des passages secondaires, en laissant de côté tout l'essentiel. Les résolutions les plus « à gauche », archirévolutionnaires même, et puis leur oubli le plus impudent ou leur reniement, voilà une des manifestations les plus frappantes de la faillite de l'Internationale et, en même temps, une des preuves les plus flagrantes du fait que seuls des gens dont la naïveté sans exemple confine au désir astucieux de perpétuer l'hypocrisie d'autrefois peuvent croire aujourd'hui à la possibilité d'« amender » le socialisme, d'en « redresser la ligne » en ne recourant qu'à des résolutions.

Hier encore, pour ainsi dire, lorsque Hyndman fit volte-face avant la guerre pour prendre la défense de l'impérialisme, tous les socialistes « respectables » le considéraient comme un hurluberlu qui s'était fourvoyé, et personne ne parlait de lui qu'avec dédain. Or, aujourd'hui, les leaders social-démocrates les plus en vue de tous les pays se sont entièrement alignés sur la position de Hyndman, avec simplement des différences de nuances et de tempérament. Et nous ne sommes vraiment pas en mesure d'apprécier et de caractériser par une expression tant soit peu parlementaire le courage civique d'hommes tels que, par exemple, les collaborateurs du *Naché Slovo*, qui traitent « monsieur » Hyndman sur un ton méprisant, tandis qu'ils parlent du « camarade » Kautsky — ou se taisent à son sujet — d'un air respectueux (ou obséquieux ?).

Est-il possible de concilier cette attitude avec le respect du socialisme et de ses convictions en général ? Si vous êtes convaincus de la nature pernicieuse et funeste du chauvinisme de Hyndman, ne convient-il pas de diriger les critiques et les attaques contre un défenseur *plus influent* et plus dangereux encore de ces conceptions, à savoir, Kautsky ?

Les vues de Guesde ont été exposées ces derniers temps de la façon peut-être la plus détaillée par le guesdiste Charles Dumas, dans sa plaquette intitulée : *La paix que nous voulons*. Ce « chef de cabinet de Jules Guesde », qui signe ainsi la page de titre de la brochure, « cite » naturellement les déclarations antérieures des socialistes faites dans un esprit patriotique (de même que le social-chauvin allemand David rapporte des déclarations analogues dans sa dernière brochure sur la défense de la patrie), mais il ne mentionne pas le Manifeste de Bâle ! Plékhanov passe également sous silence ce manifeste, en présentant avec une suffisance extraordinaire des platitudes chauvines. Kautsky est semblable à Plékhanov : citant le Manifeste de Bâle, il en *omet* tous les passages révolutionnaires (c'est-à-dire tout son contenu essentiel !), probablement sous prétexte des interdits de la censure... La police et les autorités militaires, dont la censure interdit de parler de la lutte des classes et de la révolution, viennent « très opportunément » en aide à ceux qui ont trahi le socialisme !

Mais peut-être le Manifeste de Bâle est-il un appel vide de contenu, sans teneur précise, ni historique, ni tactique, qui puisse le rattacher absolument à la guerre concrète d'aujourd'hui ?

Bien au contraire. La résolution de Bâle renferme moins de déclamations creuses que les autres, et bien plus de contenu concret. La résolution de Bâle parle *précisément* de cette guerre qui a éclaté, précisément de ces conflits *impérialistes* qui se sont déchaînés en 1914-1915. Les conflits entre l'Autriche et la Serbie au sujet des Balkans, entre l'Autriche et l'Italie au sujet de l'Albanie, etc., entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet des débouchés et des colonies en général, entre la Russie et la Turquie, etc., au sujet de l'Arménie et de Constantinople, voilà ce dont parle la résolution de Bâle, en prévision justement

de la guerre actuelle. A propos, très précisément, de la guerre actuelle entre les « grandes puissances européennes », la résolution de Bâle déclare qu'*on ne peut «couvrir» cette* guerre *«du moindre prétexte d'intérêt national»* !

Et si aujourd'hui Plékhanov et Kautsky — nous prenons les deux socialistes autorisés les plus typiques et les plus proches de nous, dont l'un écrit en russe et l'autre est traduit en cette langue par les liquidateurs — cherchent à la guerre (avec l'aide d'Axelrod) diverses « justifications populaires » (ou, plus exactement, populacières, tirées de la presse à sensation de la bourgeoisie), s'ils se réfèrent, avec un air docte et une provision de fausses citations de Marx, aux « exemples », aux guerres de 1813 et de 1870 (Plékhanov) ou à celles de 1854-1871, 1876-1877, 1897 (Kautsky), seuls des gens n'ayant vraiment pas l'ombre de convictions socialistes, pas une goutte de conscience socialiste, peuvent prendre « au sérieux » de pareils arguments, peuvent *ne pas* les taxer de jésuitisme inouï, d'hypocrisie et de prostitution du socialisme ! Que la direction « Vorstand » du parti en Allemagne jette l'anathème sur la nouvelle revue de Mehring et de Rosa Luxembourg (*l'Internationale*) pour avoir apprécié Kautsky à sa juste valeur ; que Vandervelde, Plékhanov, Hyndman et consorts — aidés par la police de l'« Entente » traitent de même leurs adversaires, nous répondrons par la simple réimpression du Manifeste de Bâle, qui dénonce cette volte-face de chefs pour laquelle il n'est point d'autre mot que celui de trahison.

La résolution de Bâle ne parle pas de la guerre nationale, de la guerre du peuple, dont on a vu des exemples en Europe et qui sont même typiques pour la période 1789-1871, ni de la guerre révolutionnaire que les social-démocrates n'ont jamais juré de ne pas faire ; elle parle de la guerre *actuelle*, engagée sur le terrain de l'« impérialisme capitaliste » et des « intérêts dynastiques », sur le terrain de la « politique de conquête » des *deux* groupes de puissances belligérantes, du groupe austro-allemand comme du groupe anglo-franco-russe. Plékhanov, Kautsky et consorts trompent tout bonnement les ouvriers en reprenant le mensonge intéressé de la bourgeoisie de tous

les pays, qui multiplie ses efforts pour présenter cette guerre de rapine impérialiste, coloniale, comme une guerre populaire, défensive (pour qui que ce soit), et en cherchant à la justifier par des exemples historiques relatifs à des guerres *non* impérialistes.

La question du caractère impérialiste, spoliateur, antiprolétarien de la guerre actuelle a depuis longtemps dépassé le stade d'un problème purement théorique. Ce n'est pas seulement sous l'angle théorique que l'impérialisme, dans ses traits principaux, est d'ores et déjà considéré comme la lutte de la bourgeoisie périclitante, caduque, pourrie, pour le partage du monde et l'asservissement des « petites » nations ; ces conclusions n'ont pas seulement été reprises des milliers de fois par les innombrables publications socialistes de *tous* les pays ; ce n'est pas seulement un porte-parole d'une nation « alliée » par rapport à notre pays, le Français Delaisi, par exemple, dans sa brochure *La guerre qui vient* (*1911!*), qui a expliqué d'une manière populaire le caractère spoliateur de la guerre actuelle également pour ce qui est de la bourgeoisie française. Il y a plus encore. Les délégués des partis prolétariens de tous les pays ont unanimement et formellement exprimé, à Bâle, leur conviction inébranlable de l'imminence d'une guerre qui serait précisément d'un caractère impérialiste, et ils ont tiré de ce fait des conclusions *tactiques*. Aussi, doit-on, notamment, récuser sur-le-champ comme des sophismes tous les arguments suivant lesquels la distinction entre la tactique nationale et la tactique internationale n'a pas été suffisamment étudiée (voir la dernière interview d'Axelrod dans les nos 87 et 90 du *Nachê Slovo*), etc., etc. C'est un sophisme, car l'étude scientifique détaillée de l'impérialisme est une chose ; cette étude ne fait que commencer et elle est sans fin, de par sa nature, comme la science en général. Autre chose sont les principes de la tactique socialiste contre l'impérialisme capitaliste, exposés dans les millions d'exemplaires des journaux socialdémocrates et dans les décisions de l'Internationale. Les partis socialistes ne sont pas des clubs de discussion, mais des organisations du prolétariat en lutte, et lorsque des bataillons sont passés à l'ennemi, il faut les flétrir et les proclamer traîtres, sans se laisser « prendre » aux dis-

cours hypocrites qui disent que « tout le monde » ne conçoit pas l'impérialisme « de la même façon »; que, par exemple, le chauvin Kautsky et le chauvin Cunow sont capables d'écrire là-dessus des volumes; que la question « n'a pas été suffisamment débattue », etc., et ainsi de suite. Le capitalisme dans *toutes* les manifestations de son brigandage et dans les moindres ramifications de son développement historique et de ses particularités nationales ne sera *jamais* étudié *jusqu'au bout* ; les savants (et les pédants surtout) ne cesseront jamais de controverser sur les détails particuliers. Il serait ridicule de renoncer « de ce fait » à la lutte socialiste contre le capitalisme, de ne pas vouloir s'opposer à ceux qui ont trahi cette lutte. Or, que nous proposent d'autre Kautsky, Cunow, Axelrod, etc. ?

Car enfin, personne n'a même essayé d'analyser la résolution de Bâle aujourd'hui, depuis que la guerre a éclaté, et de démontrer qu'elle est erronée !

II

Mais peut-être les socialistes sincères se sont-ils prononcés pour la résolution de Bâle en supposant que la guerre créerait une situation révolutionnaire, et que les événements les ont démentis en montrant que la révolution s'est révélée impossible ?

C'est par ce sophisme que Cunow (dans sa brochure *Faillite du Parti ?* et dans une série d'articles) cherche à justifier son passage dans le camp de la bourgeoisie ; et nous rencontrons ce genre d'«arguments », sous forme d'allusions, chez presque tous les social-chauvins, Kautsky en tête. L'espoir d'une révolution s'est révélé illusoire ; or, il ne convient pas à un marxiste de défendre les illusions, c'est ainsi que raisonne Cunow. Ce faisant, ce disciple de Strouvé ne dit pas un mot des « illusions » de tous ceux qui ont signé le Manifeste de Bâle ; mais, par un procédé plein de noblesse, il s'éfforce d'en rejeter la faute sur les hommes d'extrême-gauche, tels Pannekoek et Radek !

Examinons quant au fond l'argument suivant lequel les auteurs du Manifeste de Bâle avaient sincèrement

supposé l'avènement de la révolution, mais se sont trouvés déçus dans leur attente par les événements. Le Manifeste de Bâle dit : 1) que la guerre engendrera une crise économique et politique ; 2) que les ouvriers considéreront comme un crime de participer à la guerre, de « tirer les uns sur les autres pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties, ou les combinaisons des traités secrets »; que la guerre suscite parmi les ouvriers « l'indignation et la colère »; 3) que cette crise et cet état d'esprit des ouvriers doivent être utilisés par les socialistes pour « agiter les couches populaires » et « précipiter la chute de la domination capitaliste » ; 4) que les « gouvernements » — tous sans exception — ne peuvent déclencher la guerre « sans péril pour eux-mêmes »; 5) que les gouvernements « ont peur » de la « révolution prolétarienne » ; 6) que les gouvernements « feraient bien de se rappeler » la Commune de Paris (c'est-à-dire la guerre civile), la révolution de 1905 en Russie, etc. Autant d'idées parfaitement claires; elles ne contiennent pas la *garantie* que la révolution viendra ; l'accent y est mis sur la caractéristique exacte des *faits* et des *tendances*. Quiconque, à propos de ces idées et raisonnements, déclare que l'avènement attendu de la révolution s'est révélé une illusion, fait preuve à l'égard de la révolution d'une attitude non pas marxiste mais strouviste[109], une attitude de policier et de renégat.

Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici : 1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du « sommet », crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que « la base ne veuille plus » vivre comme auparavant, mais il importe encore que « le sommet ne le puisse plus ». 2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes « pacifiques », mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble *que par le « sommet » lui-même*, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. On a connu cette situation en 1905 en Russie et à toutes les époques de révolutions en Occident ; mais elle a existé aussi dans les années 60 du siècle dernier en Allemagne, de même qu'en 1859-1861 et 1879-1880 en Russie, bien qu'il n'y ait pas eu de révolutions à ces moments-là. Pourquoi ? Parce que la révolution ne surgit pas de toute situation révolutionnaire, mais seulement dans le cas où, à tous les changements objectifs ci-dessus énumérés, vient s'ajouter un changement subjectif, à savoir : la capacité, en ce qui concerne la *classe* révolutionnaire, de mener des actions révolutionnaires de masse assez *vigoureuses* pour briser complètement (ou partiellement) l'ancien gouvernement, qui ne « tombera » jamais, même à l'époque des crises, si on ne le « fait choir ».

Telle est la conception marxiste de la révolution, conception maintes et maintes fois développée et reconnue indiscutable par tous les marxistes et qui, pour nous autres Russes, a été confirmée avec un relief tout particulier par l'expérience de 1905. La question est de savoir ce que présumait, à cet égard, le Manifeste de Bâle de 1912 et ce qui est advenu en 1914-1915.

On présumait une situation révolutionnaire, brièvement décrite par l'expression « crise économique et politique ». Cette situation est-elle survenue ? Oui, sans nul doute. Le social-chauvin Lensch (qui assume la défense du chauvinisme avec plus de droiture, de franchise et de loyauté que les hypocrites Cunow, Kautsky, Plékhanov et consorts) s'est même exprimé ainsi : « Nous assistons à ce qu'on pourrait appeler une *révolution* » (page 6 de sa brochure : *La social-démocratie allemande et la guerre*,

Berlin 1915). La crise politique est là : pas un des gouvernements n'est sûr du lendemain, pas un qui ne soit exposé à subir un krach financier, à être dépossédé de son territoire et expulsé de son pays (comme le gouvernement de Belgique s'est vu expulser du sien). Tous les gouvernements vivent sur un volcan ; tous en appellent *eux-mêmes* à l'initiative et à l'héroïsme des masses. Le régime politique européen se trouve entièrement ébranlé, et nul ne s'avisera, à coup sûr, de nier que nous sommes entrés (et que nous entrons de plus en plus profondément — j'écris ces lignes le jour de la déclaration de guerre de l'Italie) dans une époque de grands ébranlements politiques. Si, deux mois après la déclaration de guerre (le 2 octobre 1914), Kautsky écrivait dans la *Neue Zeit* que « jamais un gouvernement n'est aussi fort et jamais les partis ne sont aussi faibles qu'au début d'une guerre », ce n'était qu'un des exemples de la façon dont Kautsky falsifie la science historique pour complaire aux Südekum et autres opportunistes. Jamais le gouvernement n'a autant besoin de l'entente entre tous les partis des classes dominantes et de la soumission « pacifique » des classes opprimées à cette domination que pendant la guerre. Ceci, en premier lieu. En second lieu, si « au début d'une guerre », surtout dans au pays qui attend une prompte victoire, le gouvernement *paraît* omnipotent, personne n'a jamais et nulle part au monde associé l'attente d'une situation révolutionnaire exclusivement au « début » d'une guerre et, à plus forte raison, n'a identifié l'« apparence » avec la *réalité*.

Que la guerre européenne serait plus dure que toutes les autres, tout le monde le savait, le voyait et le reconnaissait. L'expérience de la guerre le confirme toujours davantage. La guerre s'étend. Les assises politiques de l'Europe sont de plus en plus ébranlées. La détresse des masses est affreuse, et les efforts déployés par les gouvernements, la bourgeoisie et les opportunistes pour faire le silence autour de cette détresse échouent de plus en plus souvent. Les profits que certains groupes de capitalistes retirent de la guerre sont exorbitants, scandaleux. Les contradictions s'exacerbent au plus haut point. La sourde indignation des masses, l'aspiration confuse des couches opprimées et ignorantes à une bonne petite paix (« démocratique »),

la « plèbe » qui commence à murmurer, — tout cela est un fait. Et plus la guerre se prolonge et s'aggrave, plus les gouvernements eux-mêmes développent et sont forcés de développer l'activité des masses, qu'ils appellent à une tension extraordinaire de leurs forces et à de nouveaux sacrifices. L'expérience de la guerre, comme aussi l'expérience de chaque crise dans l'histoire, de chaque grande calamité et de chaque tournant dans la vie de l'homme, abêtit et brise les uns, *mais par contre instruit et aguerrit les autres*, et, dans l'histoire mondiale, ces derniers, sauf quelques exemples isolés de décadence et de ruine de tel ou tel Etat, ont toujours été en fin de compte plus nombreux et plus forts que les premiers.

Non seulement la conclusion de la paix ne peut mettre fin « d'emblée » à toute cette détresse et à toute cette accentuation des contradictions, mais, au contraire, elle rendra sous bien des rapports cette détresse encore plus sensible et particulièrement évidente pour les masses les plus retardataires de la population.

En un mot, la situation révolutionnaire est un fait acquis dans la plupart des pays avancés et des grandes puissances d'Europe. A cet égard, la prévision du Manifeste de Bâle s'est *pleinement* justifiée. Nier ouvertement ou non cette vérité, ou la taire, comme le font Cunow, Plékhanov, Kautsky et consorts, c'est proférer un mensonge monumental, c'est tromper la classe ouvrière et servir la bourgeoisie. Dans *le Social-Démocrate* (nos 34, 40 et 41)*, nous avons cité des faits montrant que les hommes qui *craignent* la révolution, les prêtres-philistins chrétiens, les états-majors généraux, les journaux des millionnaires, sont obligés de constater des symptômes de la situation révolutionnaire en Europe.

Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggravera-t-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'*expérience* du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, à l'action révolutionnaire le prouvera. Il ne saurait être question en l'occurrence ni d'« illusions » en général, ni

* Voir le présent tome, pp. 88-89, 181-182 et 193-195. (*N.R.*)

de leur effondrement, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution serait engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non par celle de demain). Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens.

Aucun socialiste responsable et influent n'a jamais osé mettre en doute ce devoir des partis socialistes ; et le Manifeste de Bâle, sans propager ni nourrir la moindre « illusion », parle précisément de ce devoir des socialistes : stimuler, « agiter » le peuple (et non l'endormir par le chauvinisme, comme le font Plékhanov, Axelrod, Kautsky), « utiliser » la crise pour « *précipiter* » la chute du capitalisme ; s'inspirer des *exemples* de la Commune et d'octobre-décembre 1905. Ne pas accomplir ce devoir, voilà en quoi se traduit la trahison des partis actuels, leur mort politique, l'abdication de leur rôle, leur passage aux côtés de la bourgeoisie.

III

Mais comment a-t-il *pu* se faire que les représentants et les chefs les plus en vue de la II[e] Internationale aient trahi le socialisme ? Nous reviendrons en détail sur cette question, après avoir examiné au préalable les tentatives visant à justifier « théoriquement » cette trahison. Essayons de caractériser les principales positions du social-chauvinisme, dont Plékhanov (qui reprend surtout les arguments des chauvins anglo-français, de Hyndman et de ses nouveaux partisans) et Kautsky (qui fait valoir des arguments beaucoup plus « subtils », incomparablement plus solides, en apparence, du point de vue théorique) peuvent être considérés comme les tenants.

La plus primitive de toutes, peut-être, est la théorie de l'« instigateur ». Nous avons été attaqués, nous nous

défendons : les intérêts du prolétariat exigent qu'une résistance soit opposée aux perturbateurs de la paix européenne. C'est répéter les déclarations de tous les gouvernements et les déclamations de toute la presse bourgeoise et vénale du monde. Même une platitude aussi rebattue, Plékhanov ne manque pas de l'enjoliver par une référence jésuitique, obligatoire chez cet auteur, à la « dialectique » : sous prétexte de tenir compte de la situation concrète, il importe, selon lui, de découvrir avant tout l'instigateur et d'en faire justice, en renvoyant tous les autres problèmes jusqu'au jour où la situation aura changé (voir la brochure de Plékhanov *Sur la guerre*, Paris 1914, et la reprise de ses raisonnements par Axelrod dans les nos 86 et 87 du *Goloss*). Dans cette noble entreprise de substitution de la sophistique à la dialectique, Plékhanov a établi un record. Le sophiste s'empare arbitrairement d'un « argument » parmi tous les autres ; or, déjà Hegel disait avec raison que l'on peut trouver des « arguments » pour appuyer n'importe quoi. La dialectique exige qu'un phénomène social soit étudié sous toutes ses faces, au travers de son développement, et que l'apparence, l'aspect extérieur soit ramené aux forces motrices capitales, au développement des forces productives et à la lutte des classes. Plékhanov cueille une citation dans la presse social-démocrate allemande : les Allemands, eux-mêmes, dit-il, reconnaissaient avant la guerre que l'Autriche et l'Allemagne étaient les instigateurs, — et pour lui la discussion est close. Plékhanov passe sous silence le fait que les socialistes russes ont maintes fois dénoncé les plans de conquête du tsarisme au sujet de la Galicie, de l'Arménie, etc. On ne voit pas chez lui la moindre tentative d'aborder l'histoire économique et diplomatique ne serait-ce que des trente dernières années ; or, cette histoire montre de façon irréfutable que c'est précisément la mainmise sur les colonies, le pillage des terres d'autrui, l'évincement et la ruine d'un concurrent plus heureux qui ont été le pivot central de la politique des *deux* groupes de puissances actuellement en guerre*.

* Un livre très instructif est celui du pacifiste anglais Brailsford, qui n'est du reste pas fâché de jouer les socialistes : *La guerre de l'acier et de l'or* (Londres 1914 ; l'ouvrage est daté du mois de mars 1914!).

Appliquée aux guerres, la thèse fondamentale de la dialectique, que Plékhanov déforme avec tant d'impudence pour complaire à la bourgeoisie, c'est que « *la guerre est un simple prolongement de la politique par d'autres moyens* » (plus précisément, par la violence). Telle est la formule

---

L'auteur se rend très bien compte que les questions nationales, en général, sont à l'arrière-plan, qu'elles sont déjà tranchées (p. 35), que le problème n'est pas là actuellement, que la « question typique de la diplomatie moderne » (p. 36), c'est: le chemin de fer de Bagdad, la fourniture de rails pour sa construction, les mines du Maroc, etc. L'auteur considère avec raison qu'un des « incidents les plus édifiants dans l'histoire récente de la diplomatie européenne» est la lutte des patriotes français et des impérialistes anglais contre les tentatives faites par Caillaux (en 1911 et 1913) pour s'entendre avec l'Allemagne sur la base d'un accord prévoyant le partage des sphères d'influence coloniales et la cotation des valeurs allemandes à la Bourse de Paris. Les bourgeoisies *anglaise* et *française* ont torpillé cet accord (pp. 38-40). Le but de l'impérialisme, c'est d'exporter le capital dans les pays plus faibles (p. 74). Les bénéfices de ce capital ont été en Angleterre de 90 à 100 millions de livres sterling (Giffen), de 140 millions en 1909 (Paish) ; ajoutons pour notre part que Lloyd George, dans un discours prononcé récemment, les estimait à 200 millions de livres sterling, soit près de 2 milliards de roubles. Les machinations crapuleuses et la corruption des notables turcs, les postes lucratifs pour les fils à papa dans l'Inde et en Egypte, voilà le fond de la question (pp. 85-87). Une minorité infime tire profit des armements et des guerres, mais elle a pour elle la société et les financiers, tandis que les partisans de la paix n'ont derrière eux qu'une population divisée (p. 93). Le pacifiste qui bavarde aujourd'hui sur la paix et le désarmement se retrouve le lendemain membre d'un parti entièrement dépendant des fournisseurs de guerre (p. 161). Si l'Entente s'avère plus forte, elle s'emparera du Maroc et partagera la Perse ; si la Triplice l'emporte, elle prendra la Tripolitaine, renforcera ses positions en Bosnie, se soumettra la Turquie (p. 167). Londres et Paris ont fourni des milliards à la Russie en mars 1906 pour aider le tsarisme à écraser le mouvement de libération (pp. 225-228) ; l'Angleterre aide actuellement la Russie à étouffer la Perse (p. 229). La Russie a allumé la guerre des Balkans (p. 230). — Tout cela n'est pas nouveau, n'est-il pas vrai ? Tous ces faits sont universellement connus et ont été mille fois repris par les journaux social-démocrates du monde entier. A la veille de la guerre, un bourgeois anglais s'en rend nettement compte. Mais auprès de ces faits simples et connus de tous, que d'absurdité indécente, que d'hypocrisie intolérable, que de mensonges doucereux dans les théories de Plékhanov et de Potressov sur la culpabilité de l'Allemagne, ou de Kautsky sur les « perspectives » de désarmement et de paix durable en régime capitaliste !

de Clausewitz*, l'un des plus grands historiens militaires, dont les idées furent fécondées par Hegel. Et tel a toujours été le point de vue de Marx et d'Engels, qui considéraient *toute* guerre comme le *prolongement* de la politique des puissances — et des *diverses classes* à l'intérieur de ces dernières — qui s'y trouvaient intéressées à un moment donné.

Le chauvinisme grossier de Plékhanov s'en tient exactement à la même position théorique que le chauvinisme plus subtil, conciliant et doucereux de Kautsky, lorsque ce dernier sanctifie le passage des socialistes de tous les pays aux côtés de « leurs » capitalistes par ce raisonnement :

Tous ont le droit et le devoir de défendre leur patrie ; l'internationalisme véritable consiste à reconnaître ce droit aux socialistes de toutes les nations, y compris les nations en guerre avec la mienne... (voir la *Neue Zeit*, 2 octobre 1914, et autres écrits du même auteur).

Ce raisonnement invraisemblable est une caricature tellement vulgaire du socialisme que la meilleure réponse à y faire serait de commander une médaille à l'effigie de Guillaume II et de Nicolas II d'un côté, et de Plékhanov et de Kautsky de l'autre. L'internationalisme véritable, voyez-vous, consiste à justifier le fait que les ouvriers français tirent sur les ouvriers allemands et ces derniers, sur les ouvriers français, au nom de la « défense de la patrie » !

Mais si on examine de près les prémisses théoriques des raisonnements de Kautsky, on retrouve cette même conception qui a été raillée par Clausewitz il y a près de quatre-vingts ans : avec le déclenchement de la guerre cessent les rapports politiques formés historiquement entre les peuples et les classes, et il se crée une situation absolument différente! « Simplement » il y a des agresseurs et des agressés, on repousse « simplement » les « ennemis

* *Karl von Clausewitz : Vom Kriege*, Werke, I Bd., S. 28. Cf. t. III, pp. 139-140:« On sait bien que les guerres sont suscitées uniquement par les relations politiques entre les gouvernements et entre les peuples ; mais d'ordinaire on s'imagine qu'avec la guerre ces relations cessent et que survient une situation absolument différente, soumise uniquement à ses propres lois. Nous affirmons le contraire : la guerre n'est autre chose que le prolongement des relations politiques avec l'intervention d'autres moyens. »

de la patrie » ! L'oppression exercée sur bien des nations, qui constituent plus de la moitié de la population du globe, par les peuples des grandes puissances impérialistes, la concurrence entre les bourgeoisies de ces pays pour le partage du butin, les efforts déployés par le capital pour diviser et écraser le mouvement ouvrier, tout cela a disparu d'emblée du champ visuel de Plékhanov et de Kautsky, bien qu'ils aient eux-mêmes, avant la guerre, décrit durant des dizaines d'années précisément cette « politique ».

Les fausses références à Marx et à Engels constituent, en l'espèce, l'argument « massue » des deux chefs de file du social-chauvinisme : Plékhanov évoque la guerre nationale de la Prusse en 1813 et de l'Allemagne en 1870 ; Kautsky démontre, avec un air savantissime, que Marx étudiait la question du camp (c'est-à-dire de la bourgeoisie), dont le succès était le plus souhaitable dans les guerres de 1854-1855, 1859, 1870-1871, ce que les marxistes faisaient également dans les guerres de 1876-1877 et 1897. C'est le procédé de tous les sophistes de tous les temps: il consiste à prendre des exemples qui se rapportent manifestement à des cas dissemblables dans leur principe même. Les guerres antérieures qu'on nous donne en exemple ont été un « prolongement de la politique » suivie pendant de longues années par les mouvements nationaux bourgeois, mouvements contre le joug étranger imposé par une autre nation et contre l'absolutisme (turc et russe). Il ne pouvait alors être question que de savoir s'il fallait donner la préférence au succès de telle ou telle bourgeoisie ; les marxistes pouvaient *par avance appeler* les peuples aux guerres de ce genre *en attisant* les haines nationales, comme l'a fait Marx en 1848 et plus tard pour la guerre contre la Russie, et comme Engels attisa en 1859 la haine nationale des Allemands contre leurs oppresseurs, Napoléon III et le tsarisme russe*.

* A propos, M. Gardénine, dans la *Jizn*[110], accuse Marx de « chauvinisme révolutionnaire », mais de chauvinisme quand même, du fait que Marx s'est affirmé en 1848 pour la guerre révolutionnaire contre des peuples d'Europe qui s'étaient montrés en fait contre-révolutionnaires, à savoir : « les Slaves et surtout les Russes ». Ce reproche adressé à Marx montre une fois de plus l'opportunisme

Comparer le « prolongement de la politique » de lutte contre la féodalité et l'absolutisme, de la politique de la bourgeoisie en voie d'affranchissement, au « prolongement de la politique » d'une bourgeoisie caduque — *c'est-à-dire* impérialiste, *c'est-à-dire* qui a pillé le monde entier— et réactionnaire, qui, en alliance avec les féodaux, écrase le prolétariat, c'est comparer des mètres à des kilogrammes. Cela ressemble à la comparaison que l'on ferait des « représentants de la bourgeoisie» Robespierre, Garibaldi, Jéliabov, avec les « représentants de la bourgeoisie » Millerand, Salandra, Goutchkov. On ne peut être marxiste sans éprouver la plus profonde estime pour les grands révolutionnaires bourgeois, à qui l'histoire universelle avait conféré le droit de parler au nom des « patries » bourgeoises, et qui ont élevé des dizaines de millions d'hommes des nouvelles nations à la vie civilisée, dans la lutte contre le système féodal. Et l'on ne peut être marxiste sans vouer au mépris la sophistique de Plékhanov et de Kautsky, qui parlent de « défense de la patrie » à propos de l'étranglement de la Belgique par les impérialistes allemands ou à propos du marché conclu par les impérialistes anglais, français, russes et italiens pour le pillage de l'Autriche et de la Turquie.

Autre théorie « marxiste » du social-chauvinisme : le socialisme se fonde sur le développement rapide du capitalisme ; la victoire de mon pays y accélérera l'évolution du capitalisme et, par conséquent, l'avènement du socialisme ; la défaite de mon pays retardera son essor économique et, par conséquent, l'avènement du socialisme. Cette doctrine strouviste est exposée chez nous par Plékhanov, chez les Allemands par Lensch et d'autres auteurs.

(ou l'absence de tout sérieux, à moins que cela ne soit *l'un et l'autre*) de ce socialiste-révolutionnaire « de gauche ». Nous autres, marxistes, avons toujours été et continuons d'être partisans de la guerre *révolutionnaire* contre les peuples *contre-révolutionnaires*. Exemple : si le socialisme *triomphe* en Amérique ou en Europe en 1920 et que le Japon avec la Chine, admettons, lancent *alors* contre nous — ne serait-ce d'abord que sur le terrain diplomatique — leurs Bismarcks, nous nous prononcerons *pour* le déclenchement contre eux d'une guerre offensive, révolutionnaire. Cela vous paraît étrange, M. Gardénine ? C'est que vous êtes un révolutionnaire dans le genre de Ropchine !

Kautsky polémise contre cette théorie grossière, contre Lensch qui la défend ouvertement, contre Cunow qui la soutient sous le manteau, mais il polémise uniquement pour obtenir la réconciliation des social-chauvins de tous les pays en s'alignant sur une position chauvine plus subtile, plus jésuitique.

Nous n'avons pas à nous arrêter longuement à l'analyse de cette théorie grossière. Les *Notes critiques* de Strouvé ont paru en 1894, et, depuis vingt ans, les social-démocrates russes ont appris à connaître à fond cette « manière », dont usent les bourgeois russes cultivés pour faire passer leur conception et leurs desiderata sous le couvert d'un « marxisme » *épuré* de tout esprit révolutionnaire. Le strouvisme n'est pas seulement une tendance russe, mais aussi, comme en témoignent avec une évidence particulière les derniers événements, une tendance internationale des théoriciens de la bourgeoisie qui vise à tuer le marxisme « par la douceur », à l'embrasser pour mieux l'étouffer, en feignant de reconnaître « tous » les aspects et éléments « réellement scientifiques » du marxisme, *sauf* son côté « agitation », « démagogie », « utopie blanquiste ». En d'autres termes : tirer du marxisme tout ce qui est acceptable pour la bourgeoisie libérale, jusques et y compris la lutte pour les réformes, jusques et y compris la lutte des classes (sans la dictature du prolétariat), jusques et y compris la reconnaissance « générale » des « idéaux socialistes » et la substitution au capitalisme d'un « régime nouveau », et rejeter « seulement » l'âme vivante du marxisme, « seulement » son esprit révolutionnaire.

Le marxisme est la théorie du mouvement libérateur du prolétariat. On conçoit donc que les ouvriers conscients doivent prêter une très grande attention au processus de substitution du strouvisme au marxisme. Les forces motrices de ce processus sont nombreuses et variées. Nous ne citerons que les trois principales. 1) Le progrès de la science fournit des matériaux de plus en plus abondants qui prouvent la justesse de la pensée de Marx. Force est donc de la combattre hypocritement, sans s'élever ouvertement contre les principes du marxisme, mais en faisant semblant de le reconnaître, en le vidant de son contenu par des sophismes, en faisant du marxisme une sainte « icône », inoffensive

pour la bourgeoisie. 2) L'opportunisme qui s'étend au sein des partis social-démocrates soutient cette « révision » du marxisme, en l'adaptant de façon à pouvoir justifier toutes sortes de concessions opportunistes. 3) La période de l'impérialisme est celle du partage du monde entre les « grandes » nations privilégiées qui oppriment toutes les autres. Des miettes du butin provenant de ces privilèges et de cette oppression échoient, sans nul doute, à certaines couches de la petite bourgeoisie, ainsi qu'à l'aristocratie et à la bureaucratie de la classe ouvrière. Ces couches, qui sont une infime minorité du prolétariat et des masses laborieuses, sont attirées vers le « strouvisme » parce que ce dernier leur offre une justification de leur alliance avec « leur » bourgeoisie nationale contre les masses opprimées de *toutes* les nations. Nous aurons à revenir sur ce point quand nous parlerons des causes de la faillite de l'Internationale.

IV

La théorie du social-chauvinisme la plus subtile, la plus habilement maquillée d'un semblant de science et d'internationalisme, est celle de l'« ultra-impérialisme » énoncée par Kautsky. Voici l'exposé le plus clair, le plus précis et le plus récent qu'on en ait fait, et que nous empruntons à l'auteur lui-même :

« La régression du mouvement protectionniste en Angleterre ; l'abaissement des tarifs douaniers en Amérique ; la tendance au désarmement ; le déclin rapide, dans les dernières années ayant précédé la guerre, de l'exportation des capitaux de France et d'Allemagne ; enfin, l'entrelacement international croissant des diverses cliques du capital financier, — tout cela m'a incité à me demander s'il ne serait pas possible que la politique impérialiste actuelle fût supplantée par une politique nouvelle, ultra-impérialiste, qui substituerait à la lutte entre les capitaux financiers nationaux l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier uni à l'échelle internationale. Une telle phase nouvelle du capitalisme est en tout cas concevable. Est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses suffisantes pour trancher la question » *(Neue Zeit*, n°5, 30 avril 1915, p. 144).

...« Le cours et l'issue de la guerre actuelle peuvent être à cet égard décisifs. La guerre peut écraser complètement les faibles germes de l'ultra-impérialisme en attisant au plus haut point la haine nationale également entre les capitalistes financiers, en intensifiant la

course aux armements et rivalisant de vitesse, en rendant inévitable une deuxième guerre mondiale. La prévision que j'ai formulée dans ma brochure *Le chemin du pouvoir* se réalisera alors dans des proportions terribles, l'aggravation des contradictions de classe grandira rapidement de même que le dépérissement moral *(Abwirtschaftung*, littéralement : déclin économique, faillite) du capitalisme... » (A noter que par ce vocable recherché Kautsky entend purement et simplement l'« hostilité » envers le capitalisme de la part des « couches intermédiaires entre le prolétariat et le capital financier », à savoir : « les intellectuels, les petits bourgeois, voire les petits capitalistes »)... « Mais la guerre peut aussi finir autrement. Elle peut se terminer de façon telle que les faibles germes de l'ultra-impérialisme se trouvent renforcés. Ses enseignements » (retenez ceci !) « peuvent accélérer un développement qui se serait fait longuement attendre en temps de paix. Si l'on en arrive à une entente entre les nations, au désarmement, à une paix durable, les pires causes qui, avant la guerre, provoquaient dans des proportions croissantes le dépérissement moral du capitalisme, pourront disparaître ». La phase nouvelle apportera naturellement de « nouvelles calamités », « peut-être pires encore », au prolétariat ; mais, « pour un temps » l'« ultra-impérialisme » « pourrait créer une ère de nouvelles espérances et de nouvelles attentes dans le cadre du capitalisme » (p. 145).

Comment la justification du social-chauvinisme est-elle déduite de cette « théorie » ?

D'une façon assez étrange, pour un « théoricien ». Voici comment :

Les social-démocrates de gauche d'Allemagne soutiennent que l'impérialisme et les guerres qu'il engendre ne sont pas l'effet du hasard, mais le produit inévitable du capitalisme qui a amené la domination du capital financier. Aussi est-il nécessaire de passer à la lutte révolutionnaire des masses, l'époque du développement relativement pacifique ayant fait son temps. Les social-démocrates « de droite » déclarent brutalement : du moment que l'impérialisme est « nécessaire », il faut que nous soyons impérialistes, nous aussi. Kautsky, qui tient le rôle du « centre », joue les conciliateurs :

« L'extrême-gauche », écrit-il dans sa brochure : *L'Etat national, l'Etat impérialiste et l'union des Etats* (Nuremberg 1915), veut «opposer» à l'inévitable impérialisme le socialisme, c'est-à-dire « non seulement la propagande du socialisme, que nous opposons depuis un demi-siècle à toutes les formes de la domination capitaliste, mais sa réalisation immédiate. Voilà qui semble très radical, mais cela ne peut que *pousser tous ceux* qui *ne croient pas* à la réalisation pratique immédiate du socialisme dans le camp de l'impérialisme» (p. 17, les mots soulignés le sont par nous).

Quand il parle de la réalisation immédiate du socialisme, Kautsky « réalise » une supercherie, en profitant de ce qu'en Allemagne, sous le régime de la censure militaire surtout, on ne peut parler d'action révolutionnaire. Kautsky sait parfaitement que les gauches exigent du Parti une propagande *immédiate* et la préparation d'actions révolutionnaires, et non point « la réalisation pratique immédiate du socialisme ».

De la nécessité de l'impérialisme, les gauches tirent la nécessité des actions révolutionnaires. Kautsky se sert de la « théorie de l'ultra-impérialisme » *pour justifier les opportunistes*, pour présenter les choses de façon à faire croire qu'ils n'ont pas du tout rallié le camp de la bourgeoisie, mais que simplement ils « ne croient pas » au socialisme immédiat, pensant qu'une nouvelle « ère » de désarmement et de paix durable « peut survenir ». Cette « théorie » se réduit au fait, et à ce fait *seulement*, que Kautsky justifie par l'*espoir* en une *nouvelle* ère pacifique du capitalisme le ralliement des opportunistes et des partis social-démocrates officiels à la bourgeoisie et leur reniement de la tactique révolutionnaire (c'est-à-dire prolétarienne) au cours de la *présente période orageuse*, en dépit des déclarations solennelles de la résolution de Bâle!

Remarquez que Kautsky, loin de proclamer que la phase nouvelle découle et doit résulter de telles ou telles circonstances et conditions, déclare tout net: je ne puis même pas dire encore si cette nouvelle phase est ou non « *réalisable* ». En effet, considérez les « tendances » à l'ère nouvelle qu'il a signalées. Il est frappant de constater que l'auteur classe au nombre des phénomènes économiques la « tendance au désarmement »! C'est là se dérober aux faits indubitables, qui ne s'accordent nullement avec la théorie de l'atténuation des contradictions, pour se réfugier à l'ombre d'inoffensives parlotes et rêveries petites-bourgeoises. L'« ultra-impérialisme » de Kautsky — ce terme, soit dit en passant, n'exprime pas le moins du monde ce que veut dire l'auteur — signifierait une *atténuation* formidable des contradictions du capitalisme. « Régression du mouvement protectionniste en Angleterre et en Amérique » — nous dit-on. Y a-t-il là la moindre

tendance à une ère nouvelle? Le protectionnisme rigide de l'Amérique est affaibli, mais il subsiste, tout comme subsistent les privilèges, les tarifs préférentiels des colonies anglaises au profit de l'Angleterre. Rappelons-nous dans quelles conditions s'est effectué le passage de l'époque précédente, « pacifique », du capitalisme, à l'époque actuelle, impérialiste : la libre concurrence a cédé la place aux unions de capitalistes monopoleurs et le globe a été entièrement partagé. Il est clair que ces deux faits (et facteurs) sont d'une importance réellement mondiale : le commerce libre et la concurrence pacifique étaient possibles et nécessaires tant que le capital pouvait sans encombre étendre ses colonies et s'emparer en Afrique, etc., de terres inoccupées; au surplus, la concentration du capital était encore faible, et il n'y avait pas encore d'entreprises monopolistes, c'est-à-dire assez considérables pour dominer l'*ensemble* d'une branche d'industrie donnée. L'apparition et le développement de telles entreprises monopolistes (il est à présumer que ce processus ne s'est arrêté ni en Angleterre, ni en Amérique; Kautsky lui-même n'oserait probablement pas nier que la guerre l'a accéléré et accentué) rendent *impossible* l'ancienne libre concurrence et minent le terrain sous ses pas, tandis que le partage du globe *oblige* à passer de l'expansion pacifique à la lutte armée pour un *nouveau partage* des colonies et des sphères d'influence. Il est ridicule de penser que l'*affaiblissement* du protectionnisme dans deux pays puisse y changer quoi que ce soit.

Ensuite, la réduction des exportations de capitaux dans *deux* pays, durant quelques années. Chacun de ces deux pays, la France et l'Allemagne, possédait à l'étranger, en 1912 par exemple, d'après les statistiques de Harms, un capital d'environ 35 milliards de marks (près de 17 milliards de roubles); et l'Angleterre, à elle seule, en comptait le double *. La croissance des exportations de capitaux n'a jamais été et ne pouvait être régulière en régime ca-

* Cf. Bernhard Harms, *Probleme der Weltwirtschaft.* Jena 1912. (*Problèmes de l'économie mondiale.—N.R.*) George Paish, « Great Britains Capital Investments in Colonies, etc. », dans le *Journal of the Royal Statistical Society* (« Investissements des capitaux anglais dans les colonies », dans la *Revue de la Société royale de statistique.*—

pitaliste. Que l'accumulation du capital se soit affaiblie ou que la capacité du marché intérieur ait été considérablement modifiée, par exemple, par une amélioration sensible de la situation des masses, Kautsky ne saurait le prétendre. Dans ces conditions, le fait que, dans deux pays, les exportations de capitaux ont baissé pendant quelques années ne permet pas de conclure à l'avènement d'une ère nouvelle.

« Entrelacement international croissant des diverses cliques du capital financier. » C'est la seule tendance réellement générale et incontestable, non pas de quelques années ni de deux pays, mais du monde entier, de l'ensemble du capitalisme. Mais pourquoi doit-il en résulter une tendance au désarmement, et non aux armements, comme ce fut le cas jusqu'à présent? Prenons n'importe quelle firme mondiale « de canons » (ou, plus généralement, produisant du matériel de guerre), par exemple Armstrong. Dernièrement, l'*Economist* anglais (du 1er mai 1915) annonçait que les *bénéfices* de cette firme étaient passés de 606 000 livres sterling (près de 6 millions de roubles) en 1905-1906 à 856 000 en 1913 et 940 000 (*9 millions de roubles*) en 1914. L'interpénétration du capital financier est très grande ici et ne fait que progresser ; des capitalistes allemands « participent » aux affaires de la firme anglaise; des firmes anglaises construisent des sous-marins pour l'Autriche, etc. Le capital internationalement entrelacé réalise d'excellentes affaires grâce aux armements et aux guerres. Conclure, du fait que les divers capitaux nationaux sont groupés et enchevêtrés en un tout international unique, à une tendance économique au désarmement, c'est substituer les pieux souhaits petits-bourgeois sur l'atténuation des contradictions de classe à leur aggravation réelle.

V

Kautsky parle des « enseignements » de la guerre dans un esprit complètement philistin, en les présentant comme

N.R.) vol. LXXIV, 1910-1911, p. 167. Lloyd George, dans un discours prononcé au début de 1915, évaluait les capitaux anglais investis à l'étranger à 4 milliards de livres sterling, soit près de 80 milliards de marks.

on ne sait quelle horreur morale devant les calamités de la guerre. Voici, par exemple, comment il raisonne dans la brochure intitulée *L'Etat national*, etc.

« Il n'est pas douteux et il n'est pas à démontrer qu'il existe des couches désirant très vivement la paix mondiale et le désarmement. Les intérêts qui attachent à l'impérialisme les petits bourgeois et les petits paysans, voire de nombreux capitalistes et intellectuels, ne l'emportent pas sur les dommages subis par ces couches à cause de la guerre et de la course aux armements » (p. 21).

Cela a été écrit en février 1915! Les faits montrent que toutes les classes possédantes, jusques et y compris les petits bourgeois et les « intellectuels », se sont ralliées en bloc aux impérialistes, mais Kautsky, tel l'homme sous un globe de verre[111], élude les faits avec un aplomb extraordinaire et des paroles doucereuses. Il juge des intérêts de la petite bourgeoisie, non pas d'après son *comportement*, mais d'après les *propos* de certains petits bourgeois, encore que ces propos soient à chaque instant démentis par leurs actes. C'est exactement comme si nous jugions des « intérêts » de la bourgeoisie en général, non pas d'après ses actes, mais d'après les discours débordants d'amour des prêtres bourgeois qui jurent leurs grands dieux que le régime actuel est imbu d'idéal chrétien. Kautsky applique le marxisme de telle sorte que tout le contenu s'en évapore et qu'il ne reste que le vocable « intérêt », compris dans on ne sait quelle acception surnaturelle, spiritualiste, car il n'y est pas question de vie économique réelle, mais de pieux souhaits sur le bien-être universel.

Le marxisme juge des « intérêts » sur la base des contradictions de classes et de la lutte des classes qui se manifestent au travers de millions de faits de la vie quotidienne. La petite bourgeoisie rêve d'une atténuation des contradictions et pérore à ce sujet en avançant cet « argument » que leur aggravation entraîne des « conséquences nuisibles ». L'impérialisme, c'est la subordination de toutes les couches des classes possédantes au capital financier et le partage du monde entre cinq ou six « grandes » puissances, dont la plupart participent aujourd'hui à la guerre. Le partage du monde entre les grandes puissances signifie que toutes leurs couches possédantes *ont intérêt* à la possession de colonies et de sphères d'influence, à l'oppression

de nations étrangères, aux postes plus ou moins lucratifs et aux privilèges conférés par le fait d'appartenir à une « grande » puissance et à une nation oppressive*.

Il est *impossible* de vivre à l'ancienne mode, dans l'ambiance relativement calme, policée et paisible d'un capitalisme évoluant sans à-coups et s'étendant progressivement à de nouveaux pays, car une autre époque est arrivée. Le capital financier *évince* et évincera un pays donné du nombre des grandes puissances, lui enlèvera ses colonies et ses sphères d'influence (ainsi que menace de le faire l'Allemagne qui est partie en guerre contre l'Angleterre); il enlèvera à la petite bourgeoisie les privilèges et les revenus subsidiaires dont elle profite du fait d'appartenir à une « grande puissance ». C'est ce que la guerre est en train de démontrer. C'est à cela qu'a *abouti* effectivement l'exacerbation des contradictions reconnue depuis longtemps par tout le monde, y compris par Kautsky lui-même dans sa brochure *Le chemin du pouvoir*.

Et maintenant que la lutte armée pour les privilèges de grande puissance impérialiste est devenue un fait acquis, Kautsky entreprend d'*exhorter* les capitalistes et la petite bourgeoisie, disant que la guerre est une chose horrible, tandis que le désarmement est une bonne chose; exactement de la même façon et exactement avec les mêmes résultats qu'un prêtre chrétien, du haut de sa chaire, veut persuader

---

* E. Schultze rapporte que, vers 1915, on estimait la somme des valeurs dans le monde entier à 732 milliards de francs, y compris les emprunts des Etats et des municipalités, les hypothèques, les actions des sociétés commerciales et industrielles, etc. Sur cette somme, 130 milliards de francs revenaient à l'Angleterre, 115 aux Etats-Unis d'Amérique, 100 à la France et 75 à l'Allemagne, soit 420 milliards de francs pour ces quatre grandes puissances, autrement dit, plus de la moitié du total. On peut juger par là de l'importance des avantages et des privilèges des nations impérialistes avancées qui ont dépassé les autres peuples, qui les oppriment et les spolient. (Dr. Ernst Schultze : « Das französische Kapital in Russland », dans *Finanz-Archiv*, Berlin 1915, Jahrgang 32. S. 127.) (Dr E. Schultze: «Le capital français en Russie» dans *Archives financières*. Berlin 1915, 32e année, p. 127.—*N.R.*) La « défense de la patrie » des nations impérialistes est la défense du droit au butin provenant du pillage des nations étrangères. En Russie, comme on le sait, l'impérialisme capitaliste est plus faible ; par contre, l'impérialisme militaire-féodal est plus fort.

aux capitalistes que l'amour du prochain est un précepte de Dieu, une aspiration de l'âme et une loi morale de la civilisation. Ce que Kautsky appelle les tendances économiques à l'« ultra-impérialisme », c'est en fait une *exhortation* petite-bourgeoise appelant les financiers à ne pas faire le mal.

Exportation du capital? *Mais* on exporte plus de capitaux dans les pays indépendants, par exemple aux Etats-Unis d'Amérique, que dans les colonies. Conquête de colonies ? *Mais* elles sont déjà toutes conquises, et presque toutes aspirent à l'affranchissement: « Elle (l'Inde) peut cesser d'être une possession anglaise, mais elle ne tombera jamais en tant qu'Empire d'un seul tenant sous une autre domination étrangère » (p. 49 de la brochure citée). « Tout effort d'un Etat capitaliste industriel pour acquérir un Empire colonial lui permettant de se rendre indépendant de l'étranger pour son approvisionnement en matières premières ne pourrait manquer d'unir contre lui tous les autres Etats capitalistes et de l'empêtrer dans d'interminables guerres épuisantes sans le rapprocher de son but. Cette politique serait la voie la plus sûre pour mener à la banqueroute toute la vie économique de l'Etat » (pp. 72-73).

N'est-ce pas là une exhortation philistine invitant les financiers à renoncer à l'impérialisme ? Vouloir effrayer les capitalistes par le risque d'une faillite, c'est conseiller aux boursiers de ne pas jouer à la Bourse, car « beaucoup perdent ainsi toute leur fortune ». Le capital *gagne* à la banqueroute du capitaliste concurrent et de la nation concurrente, en se concentrant encore davantage ; aussi, plus est exacerbée et « serrée » la concurrence économique, c'est-à-dire la poussée économique vers la faillite, et plus forte est la tendance des capitalistes à y joindre la poussée *militaire* pour hâter la banqueroute du rival. Moins il reste de pays où l'on peut exporter le capital aussi avantageusement que dans les colonies et les Etats dépendants, tels que la Turquie, — car dans *ces* cas-là le financier prélève un bénéfice triple par rapport à l'exportation du capital dans un pays libre, indépendant et civilisé comme les Etats-Unis d'Amérique, — et *plus acharnée* est la lutte pour l'asservissement et le partage de la Turquie, de la Chine, etc. C'est ce que dit la théorie économique

au sujet de l'époque du capital financier et de l'impérialisme. C'est ce que disent les faits. Or, Kautsky transforme tout cela en une plate « morale » philistine: pas la peine, dit-il, de trop s'échauffer, à plus forte raison de se faire la guerre pour le partage de la Turquie ou la conquête des Indes, car, « de toute façon, ce n'est pas pour longtemps », et puis il vaudrait mieux développer le capitalisme d'une manière pacifique... Naturellement, il vaudrait mieux développer le capitalisme et étendre le marché par une augmentation des salaires: c'est parfaitement « concevable », et exhorter les financiers dans ce sens est un thème tout indiqué pour le sermon d'un prêtre... Le bon Kautsky a presque réussi à convaincre et persuader aux financiers allemands qu'il ne vaut pas la peine de guerroyer avec l'Angleterre pour les colonies, ces dernières devant de toute façon se libérer à très bref délai !...

Les exportations et les importations de l'Angleterre à destination et en provenance de l'Egypte se sont développées de 1872 à 1912 plus faiblement que l'ensemble des exportations et importations de l'Angleterre. Moralité du « marxiste » Kautsky: « Nous n'avons aucune raison de supposer que, sans l'occupation militaire de l'Egypte, il (le commerce avec ce pays) se serait moins accru par le simple poids des facteurs économiques » (p. 72). Les « tendances du capital à l'expansion » « peuvent être *mieux que tout* favorisées par la *démocratie pacifique*, et non par les méthodes de violence de l'impérialisme » (p.70).

Quelle analyse remarquablement sérieuse, scientifique, « marxiste » ! Kautsky a « corrigé » à merveille cette histoire déraisonnable; il a « démontré » que les Anglais n'avaient nullement besoin de prendre l'Egypte aux Français, et que les financiers allemands n'avaient décidément pas intérêt à commencer la guerre, à organiser la campagne de Turquie et à recourir à d'autres mesures pour chasser les Anglais d'Egypte ! Tout cela n'est qu'un malentendu, sans plus ! Les Anglais, paraît-il, n'ont pas encore saisi que « le mieux » serait de renoncer à faire violence à l'Egypte et de passer (en vue d'élargir les exportations de capitaux *selon Kautsky !*) à la « démocratie pacifique »...

« Naturellement, c'était une illusion des free-traders bourgeois que de croire que le libre-échange élimine totalement les antago-

nismes économiques engendrés par le capitalisme. Il en est tout aussi incapable que la démocratie. Mais nous avons tout intérêt à ce que ces contradictions soient surmontées par des formes de lutte imposant aux masses travailleuses le minimum de sacrifices et de souffrances » (73)...

Exaucez-nous, Seigneur ! Seigneur, ayez pitié de nous ! Qu'est-ce qu'un philistin ? — demandait Lassalle — et il répondait par l'apophtegme bien connu du poète : « Le philistin est un boyau vide, rempli de peur et d'espoir que Dieu le prendra en pitié. »[112]

Kautsky a prostitué le marxisme et s'est transformé en un véritable prédicateur. Le prédicateur *exhorte* les capitalistes à passer à la démocratie pacifique — et on appelle cela de la dialectique : si, au début, il y a eu le commerce libre, et ensuite les monopoles et l'impérialisme, pourquoi n'y aurait-il pas un « ultra-impérialisme » et, de nouveau, le commerce libre ? Le prêtre *console* les masses opprimées en dépeignant les bienfaits de cet « ultra-impérialisme », dont il se garde cependant bien de dire s'il est « réalisable » ! A ceux qui défendaient la religion par cet argument qu'elle console l'homme, Feuerbach indiquait avec raison le sens réactionnaire des consolations : quiconque, disait-il, console l'esclave au lieu de le pousser à se révolter contre l'esclavage ne fait qu'aider les esclavagistes.

Toutes les classes oppressives ont besoin, pour sauvegarder leur domination, de deux fonctions sociales : celle du bourreau et celle du prêtre. Le bourreau doit réprimer la protestation et la révolte des opprimés. Le prêtre doit consoler les opprimés, leur tracer les perspectives (il est particulièrement commode de le faire lorsqu'on ne garantit pas qu'elles soient « réalisables »...) d'un adoucissement des malheurs et des sacrifices avec le maintien de la domination de classe et, par là même, leur faire accepter cette domination, les détourner de l'action révolutionnaire, chercher à abattre leur état d'esprit révolutionnaire et à briser leur énergie révolutionnaire. Kautsky a fait du marxisme la théorie contre-révolutionnaire la plus répugnante et la plus stupide, le plus sordide des prêchi-prêcha.

En 1909, dans sa brochure *Le chemin du pouvoir*, il reconnaît l'aggravation — que personne n'a réfutée et qui

est irréfutable — des contradictions du capitalisme, l'approche d'une époque de guerres et de révolutions, d'une nouvelle « période révolutionnaire ». Il ne saurait y avoir, déclare-t-il, de révolution « prématurée », et il dénonce comme « une trahison pure et simple de notre cause » le refus d'escompter la possibilité de la victoire lors de l'insurrection, encore qu'on ne saurait, avant la lutte, nier aussi l'éventualité d'une défaite.

La guerre est venue. Les contradictions sont devenues *encore plus* aiguës. La détresse des masses a atteint des proportions gigantesques. La guerre traîne en longueur et continue à prendre de l'extension. Kautsky écrit brochure après brochure, suit docilement les injonctions du censeur, ne cite pas les données relatives au pillage des territoires et aux horreurs de la guerre, aux bénéfices scandaleux des fournisseurs de guerre, à la cherté de la vie, à l'« esclavage militaire » des ouvriers mobilisés; par contre, il console sans cesse le prolétariat — il le console par l'exemple des guerres où la bourgeoisie était révolutionnaire ou progressiste, où « Marx lui-même » souhaitait la victoire de telle ou telle bourgeoisie; il le console par des alignements et des colonnes de chiffres qui doivent démontrer la « possibilité » d'un capitalisme sans colonies et sans pillage, sans guerres ni armements, et prouver les avantages de la « démocratie pacifique ». N'osant pas nier l'aggravation de la détresse des masses et l'avènement réel, sous nos yeux, d'une situation révolutionnaire (défense d'en parler ! la censure ne le permet pas...), Kautsky se prosterne devant la bourgeoisie et les opportunistes, en traçant la « perspective » (dont il *ne garantit pas* «qu'elle soit «réalisable ») de formes de lutte, dans la phase nouvelle, où il y aura « moins de sacrifices et de souffrances »... Franz Mehring et Rosa Luxembourg ont parfaitement raison de réagir en traitant Kautsky de prostituée (Mädchen für alle).

* * *

Au mois d'août 1905 il y avait en Russie une situation révolutionnaire. Le tsar avait promis la « Douma de Boulyguine »[113] pour « consoler » les masses en effervescence. Le régime du Parlement consultatif préconisé par Boulyguine pourrait être appelé « ultra-absolutisme », si l'on

peut appeler « ultra-impérialisme » la renonciation des financiers aux armements et leur entente en faveur d'une « paix durable ». Admettons un instant que, demain, une centaine des plus gros financiers du monde, dont les intérêts « s'interpénètrent » dans des centaines d'entreprises géantes, *promettent* aux peuples de s'affirmer pour le désarmement après la guerre (nous admettons un instant cette hypothèse uniquement pour examiner les conclusions politiques qui découlent de cette théorie bébête de Kautsky). Même alors, ce serait trahir formellement le prolétariat que de lui déconseiller l'action révolutionnaire, sans laquelle toutes les promesses, toutes les heureuses perspectives ne sont qu'un mirage.

La guerre a apporté à la classe des capitalistes non seulement des bénéfices fabuleux et de magnifiques perspectives de nouveaux pillages (Turquie, Chine, etc.), de nouvelles commandes se chiffrant par milliards, de nouveaux emprunts avec des taux d'intérêts majorés. Plus encore. Elle a apporté à la classe des capitalistes des avantages politiques bien supérieurs en divisant et en corrompant le prolétariat. Kautsky aide à cette corruption; il sanctifie cette *division* internationale des prolétaires en lutte, *au nom de l'unité* avec les opportunistes de « leur » nation, avec les Südekum ! Et il se trouve des gens qui ne comprennent pas que le mot d'ordre d'unité des vieux partis signifie l'« unité » du prolétariat national avec sa bourgeoisie nationale et la *division* du prolétariat des diverses nations ...

VI

Les lignes qui précèdent étaient déjà écrites lorsque parut le numéro 9 de la *Neue Zeit* (du 28 mai), contenant le raisonnement final de Kautsky sur la « faillite de la social-démocratie » (paragraphe 7 de son objection à Cunow). Voici comment Kautsky lui-même a rassemblé et résumé tous les vieux sophismes et un nouveau sur la défense du social-chauvinisme :

« Il est tout simplement contraire à la vérité de dire que la guerre est purement impérialiste, qu'au moment où elle a éclaté se posait l'alternative : impérialisme ou socialisme, et que les partis socia-

listes et les masses prolétariennes d'Allemagne, de France et, à bien des égards, aussi d'Angleterre, se sont jetés sans réfléchir, sur la simple injonction d'une poignée de parlementaires, dans les bras de l'impérialisme, ont trahi le socialisme et provoqué ainsi une faillite sans précédent dans toute l'histoire. »

Nouveau sophisme et nouvelle mystification des ouvriers: la guerre, s'il vous plaît, n'est pas « purement » impérialiste !

En ce qui concerne le caractère et la signification de la guerre actuelle, Kautsky a des hésitations vraiment surprenantes; ajoutons que ce digne chef de parti élude les déclarations précises et formelles des congrès de Bâle et de Chemnitz avec la prudence d'un voleur évitant de revenir sur le lieu de son dernier cambriolage. Dans sa brochure: *L'Etat national, etc.*, écrite en février 1915, Kautsky affirmait que la guerre « est tout de même, en dernière analyse, impérialiste » (p. 64). Maintenant, il apporte une nouvelle réserve: elle n'est pas *purement* impérialiste. Mais qu'est-elle donc alors ?

Il se trouve qu'elle est encore nationale ! Kautsky en arrive à cette énormité au moyen de cette pseudo-dialectique « plékhanoviste »:

« La guerre actuelle — dit-il — est le fruit non seulement de l'impérialisme, mais encore de la révolution russe. » Déjà en 1904 Kautsky, voyez-vous, avait prévu que la révolution russe régénérerait le panslavisme sous une forme nouvelle, qu'une « Russie démocratique devait inévitablement aviver les aspirations des Slaves d'Autriche et de Turquie à réaliser leur indépendance nationale... La question polonaise, elle aussi, se posera alors avec acuité... Et l'Autriche se désagrégera, car l'effondrement du tsarisme brisera le cercle de fer qui réunit encore aujourd'hui les éléments divergents aspirant à se séparer » (Kautsky lui-même emprunte cette dernière citation à son article de 1904)... « La révolution russe... a donné une nouvelle et vigoureuse impulsion aux aspirations nationales de l'Orient, elle a ajouté aux problèmes européens les problèmes asiatiques. *Tous ces problèmes*, au cours de la guerre *actuelle*, se manifestent tumultueusement et prennent une valeur décisive pour l'état d'esprit des masses *populaires*, y compris les masses *prolétariennes*, alors que dans les classes dominantes ce sont les tendances impérialistes qui l'emportent » (p. 273, les mots soulignés le sont par nous).

Voilà un autre exemple de prostitution du marxisme ! *Etant donné qu'*une « Russie démocratique » aviverait les aspirations des nations de l'Est de l'Europe à la liberté

(ce qui est incontestable), la guerre actuelle, qui n'affranchit pas une seule nation, mais en asservit plusieurs, quelle que soit son issue, n'est pas, *de ce fait*, une guerre « purement » impérialiste. *Etant donné que* l'« effondrement du tsarisme» signifierait la dislocation de l'Autriche en raison du caractère non démocratique de sa structure nationale, le tsarisme contre-révolutionnaire momentanément affermi, en pillant l'Autriche et en instaurant une oppression *encore plus grande* des nations de ce pays, a conféré *de ce fait* à la « guerre actuelle » un caractère qui n'est pas purement impérialiste, mais dans une certaine mesure national. *Etant donné que* les « classes dominantes » trompent les petits bourgeois obtus et les paysans opprimés avec des fables sur les buts nationaux de la guerre impérialiste, l'homme de science qui est une autorité en matière de « marxisme » et un représentant de la IIe Internationale est en droit, *de ce fait*, de faire accepter aux masses cette mystification au moyen de la « formule »: les tendances des classes dominantes sont impérialistes, tandis que celles du « peuple » et des masses prolétariennes sont « nationales ».

La dialectique devient la sophistique la plus infâme, la plus vile !

L'élément national dans la guerre actuelle est représenté *seulement* par la guerre de la Serbie contre l'Autriche (comme l'a, du reste, souligné la résolution de la conférence de Berne de notre Parti *). C'est seulement en Serbie et parmi les Serbes qu'il existe un mouvement de libération nationale datant de longues années, embrassant des millions d'individus parmi les « masses populaires », et dont le « prolongement » est la guerre de la Serbie contre l'Autriche. Si cette guerre était isolée, c'est-à-dire si elle n'était pas liée à la guerre européenne générale, aux visées égoïstes et spoliatrices de l'Angleterre, de la Russie, etc., tous les socialistes seraient *tenus* de souhaiter le succès de la *bourgeoisie* serbe — c'est là la seule conclusion juste et absolument nécessaire que l'on doive tirer du facteur national dans la guerre actuelle. Mais le sophiste Kautsky, qui est présentement au service des bourgeois,

* Voir le présent tome, pp. 158-159. (*N.R.*)

des cléricaux et des généraux autrichiens, ne tire justement pas cette conclusion !

Poursuivons. La dialectique de Marx, dernier mot de la méthode évolutionniste scientifique, interdit justement l'examen isolé, c'est-à-dire unilatéral et déformé, de l'objet étudié. Le facteur national dans la guerre serbo-autrichienne n'a et ne peut avoir *aucune* importance sérieuse dans la guerre européenne générale. Si l'Allemagne triomphe, elle étouffera la Belgique, encore une partie de la Pologne, peut-être une partie de la France, etc. Si la Russie remporte la victoire, elle étouffera la Galicie, encore une partie de la Pologne, l'Arménie, etc. Si le résultat est «nul», l'ancienne oppression nationale demeurera. Pour la Serbie, c'est-à-dire pour environ un centième des participants à la guerre actuelle, celle-ci est le « prolongement de la politique » du mouvement de libération bourgeois. Pour 99 pour cent, la guerre est le prolongement de la politique de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire caduque, capable de dépraver des nations, mais non de les affranchir. L'Entente, en « libérant » la Serbie, *vend* les intérêts de la liberté serbe à l'impérialisme italien en échange de son appui dans le pillage de l'Autriche.

Tout cela, qui est de notoriété publique, a été déformé sans scrupule par Kautsky afin de justifier les opportunistes. Ni dans la nature ni dans la société, les phénomènes *n'existent* et ne peuvent exister à l'état « pur »: c'est précisément ce que nous enseigne la dialectique de Marx, selon laquelle la notion même de pureté comporte un caractère unilatéral et étroit, empêche la connaissance humaine d'atteindre l'objet pleinement, dans toute sa complexité. Il n'y a et il ne peut y avoir au monde de capitalisme à l'état « pur », car celui-ci est toujours *additionné* d'éléments féodaux, petits-bourgeois, ou d'autre chose encore. C'est pourquoi rappeler que la guerre n'est pas « purement » impérialiste, alors que les impérialistes mystifient scandaleusement les « masses populaires » en camouflant notoirement leurs visées de brigandage pur et simple par une phraséologie « nationale », c'est être un pédant infiniment obtus, ou un manœuvrier et un tricheur. Tout se ramène au fait que Kautsky *soutient* la mystification du peuple par les impérialistes lorsqu'il dit que pour les « masses

populaires, y compris les masses prolétariennes », les problèmes nationaux ont une « valeur décisive », *alors que* pour les classes dominantes, ce sont les « tendances impérialistes qui l'emportent » (p. 273), et lorsqu'il « corrobore » cette affirmation par une référence prétendument dialectique à la « réalité infiniment variée » (p. 274). Nul doute que la réalité ne soit infiniment variée, c'est la plus pure vérité ! Mais il n'est pas douteux non plus qu'au sein de cette infinie variété se dessinent deux courants fondamentaux et essentiels: le contenu objectif de la guerre est le « prolongement de la politique » de l'impérialisme, c'est-à-dire du pillage des autres nations par la bourgeoisie déclinante des « grandes puissances » (et par les gouvernements de ces dernières); quant à l'idéologie « subjective » dominante, ce sont les phrases « nationales » propagées en vue de duper les masses.

Nous avons déjà examiné le vieux sophisme de Kautsky, auquel il revient sans cesse, et qui consiste à prétendre que, selon les social-démocrates « de gauche », l'alternative posée « au commencement de la guerre » était la suivante: impérialisme ou socialisme. Kautsky déforme cyniquement la vérité, car il sait parfaitement que les gauches ont posé une *autre* alternative: ou bien le ralliement du parti au pillage et à la mystification impérialistes, ou bien la propagande et la préparation d'actions révolutionnaires. Kautsky sait également que *seule* la censure le protège contre la dénonciation par les « gauches » d'Allemagne de sa fable absurde qu'il répand par servilité à l'égard des Südekum.

En ce qui concerne les rapports entre les « masses prolétariennes » et la « poignée de parlementaires », Kautsky reprend une des objections les plus rebattues:

« Laissons de côté les Allemands, pour ne pas plaider pro domo. Mais qui donc voudrait sérieusement affirmer que des hommes tels que Vaillant et Guesde, Hyndman et Plékhanov, auraient du jour au lendemain rallié le camp de l'impérialisme et trahi le socialisme ? Laissons de côté les parlementaires et les « instances »... (Kautsky fait manifestement allusion à la revue de Rosa Luxembourg et Franz Mehring *l'Internationale*, où la politique des instances, c'est-à-dire des milieux officiels dirigeants du Parti social-démocrate allemand, de son Comité central (*Vorstand*), de son groupe parlementaire, etc., est stigmatisée avec un mépris bien mérité)... « Mais qui osera

affirmer que 4 millions de prolétaires allemands conscients peuvent, sur la simple injonction d'une poignée de parlementaires, faire en 24 heures demi-tour à droite et prendre le contre-pied de leurs objectifs antérieurs ? Si cela était exact, cela témoignerait, certes, d'une terrible faillite non seulement de notre parti, mais aussi de la *masse* (souligné par Kautsky). Si cette masse était un troupeau de moutons à tel point dépourvus de caractère, il ne nous resterait plus qu'à nous laisser enterrer » (p. 274).

Avec toute sa compétence, Karl Kautsky s'est déjà enterré lui-même, du point de vue politique et scientifique, par sa conduite et par son choix de pitoyables subterfuges. Quiconque ne le comprend pas, ou tout au moins ne le sent pas, est perdu pour le socialisme; et c'est pourquoi Mehring, Rosa Luxembourg et leurs partisans ont pris le seul ton juste dans *l'Internationale*, en traitant Kautsky et consorts comme les individus les plus méprisables.

Pensez donc: en ce qui concerne l'attitude à l'égard de la guerre, *seule* une « poignée de parlementaires » (ils ont voté en toute liberté, protégés par le règlement; ils pouvaient parfaitement voter contre; même en Russie, on n'a été ni frappé, ni molesté, ni même arrêté pour autant), une poignée de fonctionnaires, de journalistes, etc., a *pu* se prononcer avec quelque liberté. (C'est-à-dire sans être immédiatement arrêtés et conduits à la caserne, sans courir le risque d'être immédiatement passés par les armes.) Aujourd'hui, Kautsky rejette noblement sur les *masses* la trahison et la veulerie de cette *couche* sociale dont la *liaison* avec la tactique et l'idéologie de l'opportunisme a été soulignée des dizaines de fois par ce même Kautsky pendant des années ! La règle première et fondamentale de la recherche scientifique en général, et de la dialectique marxiste en particulier, est d'examiner la *liaison* entre la lutte actuelle des *tendances* au sein du socialisme — de la tendance qui dénonce à grands cris la trahison et sonne le tocsin à son sujet, et de celle qui ne voit pas la trahison — et la lutte qui s'est poursuivie antérieurement pendant des *dizaines d'années*. Kautsky n'en souffle mot, il ne veut même pas poser la question des tendances et des *courants*. Jusqu'ici les courants existaient, maintenant il n'y en a plus ! Il n'y a plus, maintenant, que des noms sonores d'« autorités », dont font toujours parade les âmes serviles. Il est particulièrement commode, en l'occurrence, de s'en

rapporter l'un à l'autre et de s'entendre comme larrons en foire pour excuser ses « peccadilles ». Est-ce là de l'opportunisme, voyons, quand... Guesde, Plékhanov, Kautsky ! s'exclamait L. Martov dans son exposé à Berne (voir le n° 36 du *Social-Démocrate*). Il faut, écrivait Axelrod (*Goloss*, n° 86 et 87) être plus prudent quand on accuse d'opportunisme des hommes tels que Guesde. Je ne vais pas me défendre, mais ... Vaillant et Guesde, Hyndman et Plékhanov ! reprend à Berlin Kautsky. Le coucou fait l'éloge du coq, parce que celui-ci fait l'éloge du coucou.

Emporté par son zèle de valet, Kautsky en est arrivé, dans ses écrits, à baiser la main de Hyndman lui-même, en le présentant comme rallié seulement de la veille à l'impérialisme. Or, dans cette même *Neue Zeit* et dans des dizaines de journaux social-démocrates du monde entier on avait déjà dénoncé, *des années durant*, l'impérialisme de Hyndman ! Si Kautsky s'était intéressé honnêtement à la biographie politique des *personnes* qu'il nomme, il aurait dû faire appel à sa mémoire et se demander si cette biographie ne renfermait pas d'indices et d'événements qui avaient, non pas « en un seul jour », mais en une dizaine d'années, préparé leur passage à l'impérialisme; si Vaillant n'était pas prisonnier des jauressistes et Plékhanov des menchéviks et des liquidateurs; si la *tendance* de Guesde n'agonisait pas au vu et au su de tous dans la revue guesdiste *le Socialisme*[114], notoirement sans vie et sans talent, incapable de prendre une position indépendante sur aucune question d'importance; si Kautsky n'avait pas manifesté (ajoutons cela pour ceux qui le mettent lui aussi — avec juste raison — aux côtés de Hyndman et de Plékhanov) un manque de caractère dans la question du millerandisme, au début de la lutte contre la tendance de Bernstein, etc.

Mais on n'aperçoit pas le moindre intérêt pour l'analyse scientifique de la biographie des chefs en question. On ne voit pas non plus de tentative d'examiner si ces chefs se défendent maintenant par *leurs propres* arguments ou en répétant les arguments des opportunistes et des bourgeois. L'importance politique acquise par les actes de ces chefs tient-elle à une influence particulière de ces derniers ou au fait qu'ils se sont ralliés à un courant étranger au socia-

lisme, réellement « influent » et appuyé par l'organisation militaire, à savoir le courant bourgeois ? Kautsky n'a même pas amorcé l'étude de la question; il ne s'est préoccupé que de jeter de la poudre aux yeux des masses, de les assourdir par le fracas de noms de personnages faisant autorité, de les empêcher de poser nettement la question controversée, et de l'analyser sous tous ses aspects*.

« ... Une masse de quatre millions de personnes, sur la simple injonction d'une poignée de parlementaires, a fait demi-tour à droite... »

Chacun de ces mots est une contrevérité. L'organisation du parti, chez les Allemands, comptait non pas quatre, mais un million d'adhérents, et la volonté commune de cette organisation des masses (comme de toute organisation) était exprimée *seulement* par son centre politique unique, par la « poignée » qui a trahi le socialisme. Cette poignée a été consultée, invitée à voter ; elle a pu voter, écrire des articles, etc. Quant aux masses, elles n'ont pas été consultées. Non seulement on ne leur a pas permis de voter, mais on les a divisées et talonnées, « *sur l'injonction* » non pas d'une poignée de parlementaires, mais des autorités militaires. L'organisation militaire était là ; *chez elle*, pas de trahison de chefs, elle appelait la « masse » *un par un*, en posant cet ultimatum : ou tu iras à l'armée (sur le conseil de tes chefs), ou tu seras fusillé. La masse ne pouvait agir de façon organisée, puisque son organisation à elle, qui existait déjà, incarnée dans la « poignée » des Legien, Kautsky, Scheidemann, avait trahi la masse,

---

* La référence de Kautsky à Vaillant et Guesde, Hyndman et Plékhanov, est caractéristique encore sous un autre rapport. Des impérialistes avérés, tels que Lensch et Haenisch (pour ne rien dire des opportunistes), se réclament justement de Hyndman et de Plékhanov pour justifier *leur* politique. Et ils ont le *droit* de se référer à eux, ils disent la *vérité*, en ce sens qu'il s'agit réellement d'une seule et même politique. Quant à Kautsky, il parle avec dédain de Lensch et de Haenisch, ces radicaux qui se sont tournés vers l'impérialisme. Il remercie Dieu de ne pas ressembler à ces publicains, de ne pas être d'accord avec eux, d'être resté révolutionnaire — plaisanterie à part ! Or, *en fait*, la position de Kautsky est la même. Le chauvin hypocrite Kautsky avec sa phraséologie doucereuse est beaucoup plus répugnant que les chauvins simplistes David et Heine, Lensch et Haenisch.

et que pour créer une organisation *nouvelle*, il faut du temps, il faut avoir la résolution de jeter à la poubelle la vieille organisation pourrie, périmée.

Kautsky s'efforce de battre ses adversaires, les gauches, en leur attribuant cette position absurde : « en réponse » à la guerre, les « masses » devaient « en 24 heures » faire la révolution et instaurer le « socialisme » contre l'impérialisme, sinon les « masses » auraient été coupables de « veulerie et de trahison ». Mais c'est tout simplement une sottise, par laquelle les auteurs de méchants libelles bourgeois et policiers « écrasaient » jusqu'à présent les révolutionnaires, et dont Kautsky fait maintenant parade à son tour. Les adversaires de gauche de Kautsky savent parfaitement qu'on ne peut « faire » la révolution, que les révolutions *naissent* des crises et des tournants historiques objectivement mûris (indépendamment de la volonté des partis et des classes) ; que sans organisation les masses sont privées de volonté commune ; que la lutte contre l'organisation militaire puissante, terroriste, des Etats centralisés est chose difficile et de longue haleine. Les masses *ne pouvaient* rien faire devant la trahison de leurs chefs au moment critique ; tandis que les « poignées » de ces chefs *pouvaient parfaitement* et devaient voter contre les crédits, se prononcer contre la « paix civile » et la justification de la guerre, se déclarer pour la défaite de *leurs* gouvernements, créer un appareil international pour préconiser la fraternisation dans les tranchées, organiser une presse illégale* préconisant la nécessité de passer aux actions révolutionnaires, etc.

* A propos. Pour ce faire, il n'était pas du tout indispensable de suspendre la publication de *tous* les journaux social-démocrates en réponse à l'interdiction de parler de la haine de classe et de la lutte de classe. Accepter de ne pas écrire sur ce sujet, comme l'a fait le *Vorwärts*, était une infamie et une lâcheté. Le *Vorwärts* est mort *politiquement* pour l'avoir fait. L. Martov avait raison quand il l'a déclaré. Mais on aurait pu conserver les journaux légaux en déclarant qu'ils n'étaient pas des journaux du Parti, qu'ils *n'étaient pas social-démocrates*, qu'ils répondaient seulement aux besoins techniques d'une partie des ouvriers, c'est-à-dire qu'ils étaient *des journaux non politiques*. Une presse social-démocrate illégale *portant un jugement* sur la guerre, et une presse ouvrière légale *sans ce jugement*, ne disant pas de contrevérités, mais taisant la vérité, pourquoi cela était-il impossible ?

Kautsky sait parfaitement que les « gauches » d'Allemagne pensent précisément à ces actions-là ou plutôt à des actions *semblables*, et qu'ils ne peuvent en parler *franchement*, ouvertement, du fait de la censure militaire. Le désir de défendre coûte que coûte les opportunistes conduit Kautsky à une ignominie sans exemple lorsque, s'abritant derrière les censeurs militaires, il attribue aux gauches une sottise manifeste, dans sa certitude que les censeurs lui éviteront d'être démasqué.

VII

La question scientifique et politique capitale que Kautsky élude délibérément par toutes sortes de stratagèmes, procurant ainsi un immense plaisir aux opportunistes, est de savoir comment les représentants les plus en vue de la IIe Internationale *ont pu* trahir le socialisme.

Ce qui nous intéresse ici, ce n'est évidemment pas la biographie de telles ou telles personnalités. Leurs futurs biographes devront examiner le problème également sous cet angle, mais le mouvement socialiste s'intéresse aujourd'hui à tout autre chose, à l'étude de l'origine historique, des conditions, de l'importance et de la force du *courant* social-chauvin. 1) D'où provient le social-chauvinisme ? 2)Qu'est-ce qui lui a donné sa force ? 3) Comment le combattre ? Seule cette façon de poser le problème est sérieuse, tandis que le recours aux arguments « de personnes » n'est en pratique qu'une simple échappatoire, une ruse de sophiste.

Pour répondre à la première question il faut voir, premièrement, si le contenu idéologique et politique du social-chauvinisme n'est pas *en liaison* avec quelque ancien courant du socialisme. Deuxièmement, quel est le rapport, quant aux divisions politiques réelles, entre la division présente des socialistes en adversaires et défenseurs du social-chauvinisme et les délimitations anciennes, historiquement antérieures ?

Par social-chauvinisme nous entendons la reconnaissance de l'idée de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste actuelle, la justification de l'alliance des socialistes avec la bourgeoisie et les gouvernements de

« leurs » pays respectifs dans cette guerre, le refus de préconiser et de soutenir les actions révolutionnaires prolétariennes contre « leur » bourgeoisie, etc. Il est tout à fait évident que le contenu idéologique et politique essentiel du social-chauvinisme concorde entièrement avec les principes de l'opportunisme. C'est *un seul et même* courant. L'opportunisme, placé dans le cadre de la guerre de 1914-1915, engendre le social-chauvinisme. Le principal, dans l'opportunisme, c'est l'idée de la collaboration des classes. La guerre pousse cette idée à son terme logique, en adjoignant à ses facteurs et stimulants coutumiers toute une série de facteurs et stimulants exceptionnels, en obligeant, au moyen de menaces et de violences particulières, la masse amorphe et divisée à collaborer avec la bourgeoisie : cela élargit naturellement le cercle des partisans de l'opportunisme et explique pleinement le passage à ce camp de bien des radicaux d'hier.

L'opportunisme consiste à sacrifier les intérêts fondamentaux de la masse des hommes aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'entre eux, ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat. La guerre rend cette alliance particulièrement manifeste et forcée. L'opportunisme a été engendré pendant des dizaines d'années par les particularités de l'époque de développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et aisée d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices du capital national, leur épargnait la détresse, les souffrances, et les détournait des tendances révolutionnaires de la masse vouée à la ruine et à la misère. La guerre impérialiste est le prolongement direct et le couronnement de cet état de choses, car c'est une guerre pour les *privilèges* des nations impérialistes, pour un nouveau partage entre elles des colonies, pour leur domination sur les autres nations. Sauvegarder et consolider leur situation privilégiée de « couche supérieure », de petite bourgeoisie ou d'aristocratie (et de bureaucratie) de la classe ouvrière, tel est le prolongement naturel en temps de guerre des espoirs opportunistes petits-bourgeois et de la tactique correspondante, telle est la base économique du social-impérialisme d'aujourd'hui.

d'hui*. Et, bien entendu, la force de l'habitude, la routine d'une évolution relativement « pacifique », les préjugés nationaux, la peur des brusques changements et l'incrédulité à leur égard, tout cela a joué le rôle de circonstances complémentaires qui ont renforcé l'opportunisme aussi bien que la conciliation hypocrite et lâche avec lui, soi-disant pour un temps seulement, soi-disant seulement pour des causes et des motifs particuliers. La guerre a modifié l'aspect de l'opportunisme qui avait été cultivé du-

---

* Quelques exemples pour montrer combien les impérialistes et les bourgeois apprécient hautement l'importance des privilèges nationaux et de «grandes puissances» quand il s'agit de diviser les ouvriers et de les détourner du socialisme. L'impérialiste anglais Lucas, dans son ouvrage : *La Grande Rome et la Grande-Bretagne* (Oxford 1912), reconnaît l'inégalité des droits des hommes de couleur dans l'Empire britannique contemporain (pp. 96-97), et fait observer que «dans notre Empire, lorsque les ouvriers blancs travaillent à côté des ouvriers de couleur... ce n'est pas comme des camarades, mais l'ouvrier blanc est plutôt le surveillant... de l'ouvrier de couleur» (p. 98). — Erwin Belger, ex-secrétaire de la Ligue du Reich contre les social-démocrates, dans sa brochure intitulée : *La social-démocratie après la guerre* (1915), loue la conduite des social-démocrates et déclare qu'ils doivent devenir un « parti purement ouvrier » (p. 43), un « parti ouvrier allemand », « national » (p. 45), sans idées « révolutionnaires », « internationalistes, utopiques » (p. 44). — L'impérialiste allemand Sartorius von Waltershausen, dans son ouvrage sur les investissements de capitaux à l'étranger (1907), blâme les social-démocrates allemands qui méconnaissent le « bien de la nation » (p. 438), lequel consiste à conquérir des colonies, et loue les ouvriers anglais pour leur « réalisme », par exemple pour leur lutte contre l'immigration. — Le diplomate allemand Ruedorffer, dans son livre sur les principes de la politique mondiale, souligne ce fait universellement connu que l'internationalisation du capital n'élimine pas le moins du monde l'aggravation de la lutte des capitaux nationaux pour le pouvoir, pour l'influence, pour la « majorité des actions » (p. 161), et fait remarquer que les ouvriers sont entraînés dans cette lutte aggravée (p. 175). Le livre est daté d'octobre 1913, et l'auteur parle avec la plus grande clarté des « intérêts capitalistes » (p. 157) comme de la cause des guerres contemporaines ; il déclare que la question de la « tendance nationale » devient le « pivot » du socialisme (p. 176), et que les gouvernements n'ont rien à craindre des manifestations internationalistes des social-démocrates (p. 177) qui deviennent, en fait, toujours plus nationaux (pp. 103, 110, 176). Le socialisme international vaincra s'il arrache les ouvriers à l'influence du nationalisme, car on ne fait rien par la seule violence, mais il subira une défaite si le sentiment national prend le dessus (pp. 173-174).

rant des dizaines d'années; elle l'a porté à un degré supérieur, a augmenté le nombre et la variété de ses nuances, multiplié les rangs de ses partisans, enrichi leur argumentation d'une foule de nouveaux sophismes ; elle a fondu pour ainsi dire quantité de nouveaux ruisseaux et filets avec le courant principal de l'opportunisme, mais ce courant principal n'a pas disparu. Au contraire.

Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme mûri au point que cet abcès bourgeois ne peut plus continuer à subsister *comme autrefois* au sein des partis socialistes.

Les gens qui ne veulent pas voir la liaison extrêmement étroite et indissoluble du social-chauvinisme avec l'opportunisme se saisissent de faits et de « cas » isolés pour avancer que tel opportuniste est devenu internationaliste, et que tel radical est devenu chauvin. Mais c'est là un argument qui n'a vraiment rien de sérieux quand on discute du développement de *courants*. Premièrement, le chauvinisme et l'opportunisme ont la même base économique dans le mouvement ouvrier : l'alliance de couches supérieures, peu nombreuses, du prolétariat et de la petite bourgeoisie, qui bénéficient des miettes que leur laissent les privilèges de « leur » capital national, contre la masse des prolétaires, la masse des travailleurs et des opprimés en général. Deuxièmement, le contenu idéologique et politique des deux courants est le même. Troisièmement, l'ancienne division des socialistes en un courant opportuniste et un courant révolutionnaire, qui caractérisait l'époque de la II[e] Internationale (1889-1914), *correspond* dans l'ensemble à la nouvelle division en chauvins et internationalistes.

Pour se convaincre de la justesse de cette dernière thèse, il faut se rappeler cette règle que la science sociale (comme aussi la science en général) s'occupe de phénomènes *de masse*, et non de faits isolés. Prenez dix pays européens : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Hollande, la Suède, la Bulgarie, la Suisse, la France et la Belgique. Dans les huit premiers, la nouvelle division des socialistes (selon qu'ils sont internationalistes ou non) correspond à l'ancienne (selon qu'ils sont opportunistes ou non) : en Allemagne, la revue *Cahiers mensuels socialistes* (*Sozialistische Monatshefte*), citadelle de l'op-

portunisme, est devenue la citadelle du chauvinisme. Les idées de l'internationalisme sont soutenues par l'extrême-gauche. En Angleterre, le Parti socialiste britannique compte près de 3/7 d'internationalistes (66 voix pour la résolution internationaliste contre 84, d'après les dernières évaluations), tandis que le *bloc* des opportunistes (Labour Party + Fabiens + Independent Labour Party) compte *moins* de 1/7 d'internationalistes*. En Russie, la revue liquidatrice *Nacha Zaria*, noyau principal des opportunistes, est devenue le noyau principal des chauvins. Plékhanov avec Alexinski font plus de bruit, mais nous savons, ne serait-ce que par l'expérience des cinq années 1910-1914, qu'ils sont incapables de faire une propagande méthodique parmi les masses en Russie. Le principal noyau des internationalistes en Russie est constitué par le « pravdisme »[115] et la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, en tant que représentant des ouvriers d'avant-garde qui reconstituèrent le Parti en janvier 1912.

En Italie, le parti de Bissolati et consorts, purement opportuniste, est devenu chauvin. L'internationalisme est représenté par le parti *ouvrier*. Les *masses* ouvrières sont pour ce parti ; les opportunistes, les parlementaires, les petits bourgeois sont pour le chauvinisme. On a pu en Italie, pendant plusieurs mois, arrêter son choix librement, et ce choix s'est fait non pas au hasard, mais suivant la différence entre la situation sociale de la masse des prolétaires et celle des couches petites-bourgeoises.

En Hollande, le parti opportuniste de Troelstra s'accorde avec le chauvinisme en général (il ne faut pas se laisser induire en erreur par le fait qu'en Hollande les petits bourgeois, ainsi que les grands, haïssent particulièrement l'Allemagne, toute prête à les « avaler »). Les internationa-

* Généralement, on compare le *seul* « Parti ouvrier indépendant » avec le « Parti socialiste britannique ». Ce n'est pas juste. On doit prendre non pas les formes d'organisation, mais le fond même de la question. Voyez les journaux quotidiens : il y en avait *deux* : l'un (le *Daily Herald*) appartenait au Parti socialiste britannique, l'autre (le *Daily Citizen*) appartenait au bloc des opportunistes. Les quotidiens expriment le travail réel de propagande, d'agitation et d'organisation.

listes conséquents, sincères, ardents, convaincus, ont été fournis par le parti marxiste, Gorter et Pannekoek en tête. En Suède, le leader opportuniste Branting s'indigne qu'on puisse accuser les socialistes allemands de trahison, tandis que le chef des gauches Hoeglund déclare que c'est précisément le point de vue de nombre de ses partisans (voir le *Social-Démocrate* n° 36). En Bulgarie, les adversaires de l'opportunisme, les *tesniaki*, accusent dans leur organe (le *Novo Vrémé*[116]) les social-démocrates allemands d'avoir « commis des vilenies ». En Suisse, les partisans de l'opportuniste Greulich sont enclins à justifier les social-démocrates allemands (voir leur organe le *Droit du peuple* de Zurich), tandis que les partisans de R. Grimm, qui est beaucoup plus radical, ont fait du journal de Berne (la *Berner Tagwacht*) l'organe des gauches allemands. Deux pays seulement sur dix, la France et la Belgique, font exception ; mais là encore nous remarquons, à proprement parler, non point l'absence d'internationalistes, mais la faiblesse et l'abattement extrêmes (en partie pour des raisons parfaitement compréhensibles) de ces derniers ; n'oublions pas que Vaillant lui-même a reconnu dans *l'Humanité* avoir reçu de ses lecteurs des lettres à tendance internationaliste, dont *pas une seule* n'a été publiée par lui in extenso !

En général, si l'on considère les courants et les tendances, on ne peut manquer de reconnaître que c'est l'aile opportuniste du socialisme européen qui a trahi le socialisme et est passée au chauvinisme. D'où lui vient sa force, son apparente omnipotence dans les partis officiels ? Kautsky, qui s'entend très bien à poser les problèmes historiques, notamment lorsqu'il est question de la Rome antique et de toutes autres matières analogues qui ne touchent pas de trop près à la réalité vivante, fait hypocritement semblant de ne pas le comprendre maintenant que lui-même est mis en cause. Mais la chose est on ne peut plus claire. Ce qui a donné aux opportunistes et aux chauvins une force gigantesque, c'est *leur alliance* avec la bourgeoisie, les gouvernements et les états-majors généraux. C'est ce qu'on oublie trop souvent chez nous en Russie, où l'on considère que les opportunistes sont une *portion* des partis socialistes, qu'il y a toujours eu et qu'il y aura toujours deux ailes extrêmes dans ces partis, que le tout est d'éviter les atti-

tudes « extrêmes », etc., etc., comme le disent tous les poncifs des philistins.

En réalité, l'affiliation formelle des opportunistes aux partis ouvriers ne les empêche nullement d'être — objectivement — un détachement politique de la bourgeoisie, d'être le canal par lequel elle exerce son influence, d'être ses agents au sein du mouvement ouvrier. Lorsque l'opportuniste Südekum, fameux à la manière d'Erostrate, a fait la démonstration évidente de cette vérité sociale, de cette vérité de classe, bien des braves gens en restèrent tout ébahis. Les socialistes français et Plékhanov commencèrent à montrer du doigt Südekum, encore qu'il eût suffi à Vandervelde, Sembat et Plékhanov de jeter un coup d'œil dans une glace pour apercevoir *autant de Südekum* sous une physionomie nationale légèrement différente. Les membres du Comité central allemand (*Vorstand*), qui louent Kautsky et que ce dernier loue à son tour, s'empressèrent avec prudence, modestie et politesse de faire savoir (sans nommer Südekum) qu'ils étaient « en désaccord » avec la ligne de Südekum.

C'est ridicule, car en fait, dans la politique pratique du parti social-démocrate allemand, Südekum à lui seul s'est révélé plus fort, le moment décisif venu, qu'une centaine de Haase et de Kautsky (tout comme *Nacha Zaria* à elle seule est plus forte que tous les courants du bloc bruxellois qui redoutent la scission avec elle).

Pourquoi ? Mais justement parce que derrière Südekum se dressent la bourgeoisie, le gouvernement et l'état-major général d'une grande puissance. Ils soutiennent la politique de Südekum par mille procédés, tandis qu'ils brisent la politique de ses adversaires par tous les moyens, jusques et y compris la prison et les exécutions. La voix de Südekum est propagée par la presse bourgeoise dont les journaux tirent à des millions d'exemplaires (de même que la voix de Vandervelde, de Sembat, de Plékhanov), tandis qu'*on ne peut pas* entendre la voix de ses adversaires dans la presse légale, étant donné l'existence ici-bas de la censure militaire !

Tout le monde est d'accord pour dire que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni un péché, ni une bévue, ni la trahison d'individus isolés, mais le produit social de

toute une époque historique. Cependant, tout le monde ne médite pas suffisamment sur la signification de cette vérité. L'opportunisme est le fruit de la légalité. Les partis ouvriers de l'époque 1889-1914 devaient utiliser la légalité bourgeoise. Quand la crise éclata, il fallait passer à l'action illégale (or, il est impossible d'effectuer ce passage autrement qu'avec l'énergie et la résolution les plus grandes, combinées à toute une série de ruses de guerre). Pour empêcher cette transition, il suffit d'*un seul* Südekum, car tout le « vieux monde », pour emprunter le langage historico-philosophique, est pour lui, — car Südekum a toujours livré et livrera toujours à la bourgeoisie tous les plans de guerre de son ennemi de classe, pour emprunter le langage politique pratique.

C'est un fait que tout le parti social-démocrate allemand (ceci est vrai également pour les Français *et les autres*) fait *uniquement* ce qui est agréable à Südekum, ou ce qui peut être toléré par Südekum. Rien d'autre *ne peut* se faire légalement. Tout ce qui se fait d'*honnête*, de véritablement socialiste, dans le parti social-démocrate allemand, se fait *contre* ses centres, *par-dessus la tête* de son Comité central et de son Organe central, *en violant* la discipline d'organisation, en agissant *fractionnellement* au nom de nouveaux centres anonymes d'un nouveau parti, de même qu'est anonyme, par exemple, l'appel des « gauches » allemands publié dans la *Berner Tagwacht* du 31 mai dernier [117]. En fait, on voit croître, s'affermir, s'organiser un *nouveau* parti réellement ouvrier, réellement social-démocrate révolutionnaire, autre que le parti caduc, pourri, national-libéral, de Legien-Südekum-Kautsky-Haase-Scheidemann et consorts *.

* Ce qui s'est passé avant le vote historique du 4 août est extrêmement caractéristique. Le parti officiel a jeté là-dessus le voile de l'hypocrisie officielle : la majorité ayant décidé, tous votèrent *pour*, comme un seul homme. Mais Stroebel, dans la revue *Die Internationale*, a démasqué l'hypocrisie et révélé la vérité. Il y avait dans la fraction social-démocrate *deux* groupes qui étaient venus avec un *ultimatum* tout prêt, autrement dit avec une décision fractionnelle, c'est-à-dire scissionniste. L'un des groupes, celui des opportunistes, comptant près de 30 personnes, avait décidé, *en tout état de cause*, de voter *pour* ; l'autre, le groupe de gauche, comprenant près de 15 personnes, avait décidé — moins fermement — de voter contre.

C'est pourquoi l'opportuniste *Monitor* a laissé échapper par mégarde une vérité historique réellement de taille dans la revue conservatrice l'*Annuaire de Prusse*[118], en déclarant qu'il serait préjudiciable aux opportunistes (*lisez: à la bourgeoisie*) que la social-démocratie actuelle *évolue vers la droite*, car alors les ouvriers l'abandonneraient. Les opportunistes (et la bourgeoisie) ont besoin, très précisément, du parti actuel, *réunissant* l'aile droite et l'aile gauche, et officiellement représenté par Kautsky, qui saura concilier n'importe quoi avec des phrases coulantes et « absolument marxistes ». Socialisme et esprit révolutionnaire en paroles pour le peuple, pour les masses, pour les ouvriers ; südekumisme en fait, c'est-à-dire ralliement à la bourgeoisie, au moment de toute crise sérieuse. Nous disons : de *toute* crise, car c'est non seulement à l'occasion d'une guerre, mais encore lors de toute grève politique importante, que l'Allemagne « féodale » aussi bien que l'Angleterre ou la France, « terres de Parlement et de liberté », proclameront *immédiatement* la loi martiale sous telle ou telle appellation. Quiconque est sain d'esprit ne saurait en douter.

De là découle la réponse à la question posée plus haut : comment combattre le social-chauvinisme ? Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme à tel point mûri, devenu à tel point vigoureux et impudent pendant la longue époque du capitalisme relativement « pacifique », à tel point cristallisé sous le rapport idéologique et politique, à tel point lié d'amitié avec la bourgeoisie et les gouvernements, qu'on *ne saurait* tolérer l'existence d'un *pareil courant au sein* des partis ouvriers social-démocrates. Si l'on peut encore s'accommoder de minces et faibles semelles quand on marche sur les trottoirs civilisés d'une petite ville provinciale, il est impossible de se passer de grosses semelles cloutées quand on va dans la montagne. Le socialisme en Europe est sorti du stade relativement pacifique et limité au cadre

---

Lorsque le « centre » ou le « marais », qui n'a aucune position ferme, a voté avec les opportunistes, les gauches se sont trouvés battus à plate couture et... se sont soumis ! L'«unité» de la social-démocratie allemande est une hypocrisie pure et simple, qui masque en fait la soumission inévitable aux ultimatums des opportunistes.

national étroit. Avec la guerre de 1914-1915, il est entré dans le stade des actions révolutionnaires, et la rupture complète avec l'opportunisme, l'expulsion de ce dernier du sein des partis ouvriers, sont incontestablement à l'ordre du jour.

Naturellement, de cette définition des tâches que la nouvelle époque du développement mondial du socialisme assigne à ce dernier, on ne saurait encore déduire directement avec quelle rapidité et sous quelles formes précises les partis ouvriers social-démocrates révolutionnaires se sépareront, dans chaque pays, des partis opportunistes petits-bourgeois. Mais de là se dégage la nécessité de prendre nettement conscience que cette séparation est inéluctable et d'orienter dans ce sens toute la politique des partis ouvriers. La guerre de 1914-1915 marque un si grand tournant dans l'histoire que l'attitude envers l'opportunisme *ne peut* rester ce qu'elle était autrefois. On ne saurait effacer le passé ; on ne peut rayer ni de la conscience des ouvriers, ni de l'expérience de la bourgeoisie, ni des acquisitions politiques de notre époque en général, le fait que les opportunistes se sont révélés, au moment de la crise, le noyau des éléments qui, au sein des partis ouvriers, sont passés du côté de la bourgeoisie. L'opportunisme, pour parler à l'échelle européenne, était pour ainsi dire à l'état juvénile avant la guerre. La guerre une fois déclenchée, il est devenu complètement adulte et on ne peut plus lui rendre son « innocence » et sa jeunesse. On a vu mûrir toute une couche sociale de parlementaires, de journalistes, de fonctionnaires du mouvement ouvrier, d'employés privilégiés et de certains contingents du prolétariat, couche qui *s'est intégrée* à sa bourgeoisie nationale et que celle-ci a parfaitement su apprécier et « adapter » à ses vues. Impossible de faire tourner à rebours ni d'arrêter la roue de l'histoire : on peut et l'on doit avancer sans crainte, en passant du stade préparatoire, légal, des organisations de la classe ouvrière prisonnières de l'opportunisme, à des organisations révolutionnaires du prolétariat qui sachent *ne pas* se borner à la légalité, qui soient capables de se prémunir contre la trahison opportuniste et qui entament « la lutte pour le pouvoir », la lutte pour le renversement de la bourgeoisie.

On voit par là, notamment, toute l'erreur de ceux qui aveuglent leur esprit et la conscience des ouvriers en se demandant comment se comporter envers telles autorités notoires de la IIe Internationale, envers Guesde, Plékhanov, Kautsky, etc. En réalité, il n'y a là aucun problème : si ces personnes ne comprennent pas les tâches nouvelles, il leur faudra rester à l'écart, ou continuer d'être prisonnières des opportunistes, comme elles le sont à l'heure actuelle. Si ces personnes se libèrent de leur « captivité », il est peu probable qu'il se trouve des obstacles *politiques* à leur retour dans le camp des révolutionnaires. En tout cas, il est absurde de substituer à la question de la lutte des courants et du changement d'époque au sein du mouvement ouvrier la question du rôle de telles ou telles personnalités.

VIII

Les organisations légales de masse de la classe ouvrière sont peut-être la caractéristique la plus importante des partis socialistes de l'époque de la IIe Internationale. C'est dans le parti allemand qu'elles étaient les plus fortes, et c'est là que la guerre de 1914-1915 a marqué le tournant le plus aigu, a posé la question de la façon la plus tranchée. Il est clair que le passage aux actions révolutionnaires signifiait la dissolution des organisations légales par la police ; et le vieux parti, de Legien à Kautsky inclus, a sacrifié les buts révolutionnaires du prolétariat au maintien des organisations légales actuelles. On aura beau le nier, le fait est là. On a vendu le droit du prolétariat à la révolution en échange du plat de lentilles des organisations autorisées par l'actuelle loi policière.

Prenez la brochure de Karl Legien, chef des syndicats social-démocrates d'Allemagne : *Pourquoi les fonctionnaires des syndicats doivent-ils prendre une plus grande part à la vie intérieure du Parti* ? (Berlin 1915.) C'est un rapport présenté par l'auteur le 27 janvier 1915 devant une assemblée de fonctionnaires du mouvement syndical. Legien a donné lecture dans son rapport d'un très intéressant document qu'il a reproduit dans sa brochure et que la censure militaire n'aurait jamais laissé passer autrement. Ce texte, présenté comme « matériaux pour les rapporteurs de l'ar-

rondissement de Niederbarnim » (un faubourg de Berlin), est un exposé des conceptions des social-démocrates allemands de gauche, de leur protestation contre le parti. Les social-démocrates révolutionnaires — y est-il dit — n'ont pas prévu et ne pouvaient prévoir un certain facteur, à savoir :

« Que toute la force organisée du parti social-démocrate allemand et des syndicats s'est rangée aux côtés du gouvernement en guerre ; que cette force a été utilisée dans le but d'étouffer l'énergie révolutionnaire des masses » (p. 34 de la brochure de Legien).

C'est une vérité absolue. La thèse suivante empruntée à ce même document est également vraie :

« Le vote de la fraction social-démocrate, en date du 4 août, a montré que l'autre point de vue, fût-il profondément enraciné dans les masses, ne pouvait se frayer un chemin qu'en dehors de la direction du Parti éprouvé, et uniquement contre la volonté des instances du Parti, en surmontant la résistance du Parti et des syndicats » (*ibid.*).

C'est une vérité absolue.

« Si la fraction social-démocrate avait fait son devoir le 4 août, il est probable que la forme extérieure de l'organisation aurait été détruite, mais l'esprit en serait resté, celui qui animait le Parti à l'époque de la loi d'exception contre les socialistes et l'a aidé à surmonter toutes les difficultés » (*ibid.*).

La brochure de Legien nous apprend que les « chefs » qu'il avait réunis pour leur faire son rapport et qui se qualifient de dirigeants, de fonctionnaires syndicaux, *riaient aux éclats* en l'écoutant. Ils trouvaient *risible* que l'on pût et que l'on dût créer, au moment de la crise, des organisations révolutionnaires illégales (comme à l'époque de la loi d'exception). Et Legien, en bon chien de garde de la bourgeoisie, se frappait la poitrine en s'exclamant :

« C'est là une idée manifestement anarchiste : démolir les organisations pour faire trancher la question par les masses. Je ne doute pas le moins du monde que ce soit là une idée anarchiste. »

« Très juste ! » criaient en chœur (*ibid.*, p. 37) les valets de la bourgeoisie qui se disent chefs des organisations social-démocrates de la classe ouvrière.

Tableau édifiant. Ces gens sont corrompus et abêtis par la légalité bourgeoise au point qu'ils ne peuvent même

pas *comprendre* l'idée de la nécessité d'*autres* organisations, *illégales*, pour assurer la direction de la lutte révolutionnaire. Ces gens en sont arrivés à s'imaginer que les syndicats légaux, existant sur autorisation de la police, sont une limite à ne pas dépasser ; que l'on peut concevoir, en général, le *maintien* de tels syndicats à une époque de crise en tant que syndicats *dirigeants* ! Voilà la dialectique vivante de l'opportunisme : le simple développement des syndicats légaux, la simple habitude qu'avaient des philistins quelque peu obtus, mais consciencieux, de se borner à la tenue de livres de compte, ont abouti à ce fait qu'au moment de la crise, ces petits bourgeois consciencieux se sont trouvés être des traîtres, des félons, des *étrangleurs* de l'énergie révolutionnaire des masses. Et ce n'est point l'effet du hasard. Passer à l'organisation révolutionnaire est une nécessité ; la nouvelle situation historique l'exige, l'époque des actions révolutionnaires du prolétariat en fait une obligation ; mais ce passage ne peut s'effectuer que *par-dessus la tête* des vieux chefs, étrangleurs de l'énergie révolutionnaire, *par-dessus la tête* du vieux parti, *en le détruisant*.

Et les petits bourgeois contre-révolutionnaires crient naturellement à l'« anarchisme », de même que l'opportuniste Ed. David criait à l'« anarchisme » en fulminant contre Karl Liebknecht. Il faut croire que seuls sont restés d'honnêtes socialistes en Allemagne les chefs que les opportunistes vitupèrent pour leur anarchisme...

Prenons l'armée moderne. Voilà un bon exemple d'organisation. Et cette organisation n'est bonne que parce qu'elle est *souple* et sait en même temps donner à des millions d'hommes une *volonté unique*. Aujourd'hui, ces millions d'hommes sont chez eux, aux quatre coins du pays. Demain, arrive l'ordre de mobilisation, et ils se rassemblent aux points de ralliement. Aujourd'hui, ils sont dans les tranchées, parfois pendant des mois. Demain, groupés différemment, ils vont à l'assaut. Aujourd'hui, ils font des merveilles en s'abritant contre les balles et les shrapnells. Demain, ils font des merveilles en combattant à découvert. Aujourd'hui, leurs détachements avancés creusent des fourneaux de mine sous terre ; demain, ils se déplacent à des dizaines de verstes sur les indications des aviateurs qui survolent la terre. Oui, c'est ce qui s'appelle de

l'organisation, quand, au nom d'un même but, animés d'une même volonté, des millions d'hommes changent la forme de leurs relations et de leur action, changent le lieu où s'applique et la façon dont s'exerce leur activité, changent leurs instruments et leurs armes suivant les circonstances et suivant les besoins de la lutte.

Il en est de même pour la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Aujourd'hui, la situation n'est pas révolutionnaire, il n'y a pas de conditions pour une effervescence parmi les masses, pour l'intensification de leur activité ; aujourd'hui, on te met dans les mains un bulletin de vote, — prends-le, sache t'organiser pour en frapper tes ennemis, et non pour envoyer au Parlement, à de bonnes petites places, des hommes qui s'accrochent à leur fauteuil par peur de la prison. Demain, on te retire ton bulletin de vote, on te met entre les mains un fusil et un magnifique canon à tir rapide, équipé selon le dernier mot de la technique, — prends ces engins de mort et de destruction, n'écoute pas les pleurnicheurs sentimentaux qui redoutent la guerre. Il reste de par le monde trop de choses qui *doivent* être anéanties par le fer et par le feu pour l'affranchissement de la classe ouvrière. Et si la colère et le désespoir grandissent dans les masses, s'il se crée une situation révolutionnaire, prépare-toi à fonder de nouvelles organisations et à *mettre en action* ces si utiles engins de mort et de destruction *contre ton* gouvernement et *ta* bourgeoisie.

Certes, cela n'est pas facile. Cela nécessitera des actions préparatoires ardues. Cela nécessitera de lourds sacrifices. C'est une *nouvelle* forme d'organisation et de lutte qu'*il faut* aussi *apprendre* ; et la science ne s'acquiert pas sans erreurs et sans défaites. Cet aspect de la lutte de classe est, à la participation aux élections, ce que l'assaut est aux manœuvres, aux marches ou au séjour dans les tranchées. Dans l'histoire, cet aspect de la lutte s'inscrit *très rarement* à l'ordre du jour ; par contre, son importance et ses conséquences portent sur des dizaines d'années. Les *jours* où l'on peut et où l'on doit inscrire à son programme de *telles* méthodes de lutte équivalent à des *vingtaines d'années* d'autres époques historiques.

... Comparez K. Kautsky à K. Legien :

« Tant que le parti était faible — écrit Kautsky — toute protestation contre la guerre était, au point de vue propagande, comme un acte de courage... l'attitude récente des camarades russes et serbes a rencontré l'approbation générale. Plus un parti devient fort, et plus les considérations de propagande se mêlent, dans les motifs de ses décisions, aux préoccupations concernant les conséquences pratiques, plus il devient difficile de faire la part égale aux motifs des deux ordres ; et pourtant, on n'a pas plus le droit de négliger les uns que les autres. Aussi, plus nous devenons forts, plus des divergences surgissent facilement entre nous à chaque nouvelle situation compliquée » (*L'internationalisme et la guerre*, p. 30).

Ces raisonnements de Kautsky ne diffèrent de ceux de Legien que par leur hypocrisie et leur couardise. Kautsky, au fond, soutient et justifie la lâche renonciation des Legien à l'activité révolutionnaire, mais il le fait en sous-main, sans se prononcer nettement, se retranchant derrière des allusions, se bornant à distribuer des compliments aussi bien à Legien qu'à l'attitude révolutionnaire des Russes. Ce comportement à l'égard des révolutionnaires, nous autres, Russes, ne sommes habitués à le rencontrer que chez les libéraux : les libéraux sont toujours prêts à reconnaître le « courage » des révolutionnaires, sans toutefois renoncer pour rien au monde à leur tactique archiopportuniste. Les révolutionnaires qui se respectent n'accepteront pas l'« approbation » de Kautsky et repousseront avec indignation cette façon de poser la question. S'il est vrai qu'il n'y avait pas de situation révolutionnaire, et que la propagande de l'action révolutionnaire n'était pas obligatoire, l'attitude des Russes et des Serbes était *erronée* et leur tactique tombait à faux. Que les preux chevaliers Legien et Kautsky aient au moins le courage de leur opinion, qu'ils le disent franchement.

Mais si la tactique des socialistes russes et serbes mérite d'être « approuvée », il n'est pas permis, il est criminel de justifier la tactique *contraire* des partis « forts » d'Allemagne, de France, etc. Par cette expression à dessein obscure : « conséquences pratiques », Kautsky a *voilé* cette simple vérité que les partis grands et forts *ont eu peur* de voir leurs organisations dissoutes, leurs caisses saisies et leurs chefs arrêtés par le gouvernement. C'est dire que Kautsky justifie la trahison du socialisme en évoquant les désagréables « conséquences pratiques » de la tac-

tique révolutionnaire. N'est-ce pas là prostituer le marxisme ?

« On nous aurait arrêtés ! » a déclaré, dit-on, lors d'une réunion ouvrière à Berlin, l'un des députés social-démocrates qui ont voté les crédits le 4 août. Et les ouvriers de lui crier en réponse : « Eh bien, quel mal y aurait-il eu à cela ? »

S'il n'était point d'autre *signal* pour insuffler aux masses ouvrières d'Allemagne *et de France* l'état d'esprit révolutionnaire et l'idée qu'il est nécessaire de préparer des actions révolutionnaires, l'arrestation d'un député pour un discours hardi aurait joué un rôle utile, comme un appel au *ralliement* des prolétaires de divers pays en vue du travail révolutionnaire. Un tel ralliement *n'est pas aisé* : à plus forte raison les députés, placés au sommet et ayant une vue d'ensemble de la politique, étaient-ils tenus d'en *prendre l'initiative.*

Non seulement pendant la guerre, mais, incontestablement, lors de toute aggravation de la situation politique, sans parler d'actions révolutionnaires quelconques des masses, le gouvernement du pays bourgeois *le plus libre* menacera toujours de dissoudre les organisations légales, de saisir les caisses, d'arrêter les chefs, et de toutes autres « conséquences pratiques » de cet ordre. Comment faire alors ? Justifier par là les opportunistes, comme le fait Kautsky? Mais ce serait consacrer la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers national-libéraux.

Pour un socialiste il ne saurait y avoir qu'une seule conclusion : le pur légalisme, le légalisme sans plus des partis « européens » a fait son temps et est devenu, de par le développement du capitalisme du stade préimpérialiste, le fondement de la politique ouvrière bourgeoise. Il est nécessaire de le compléter par la création d'une base illégale, d'une organisation illégale, d'un travail social-démocrate illégal, sans abandonner pour autant une seule position légale. *Comment* procéder au juste, c'est ce que montrera l'expérience, pourvu qu'on ait le désir de s'engager dans cette voie, pourvu qu'on ait conscience de sa nécessité. Les social-démocrates révolutionnaires de Russie ont montré en 1912-1914 que ce problème peut être résolu. Le député ouvrier Mouranov, qui s'est mieux conduit que les autres devant le tribunal et a été déporté par le tsarisme en Sibé-

rie, a montré nettement qu'outre le parlementarisme *ministrable* (depuis Henderson, Sembat, Vandervelde jusqu'à Südekum et Scheidemann, qui sont eux aussi « ministrables », ô combien ! mais à qui on ne laisse pas dépasser l'antichambre !), il existe aussi un parlementarisme *illégal et révolutionnaire*. Que les Kossovski et les Potressov s'extasient sur le parlementarisme « européen » des âmes serviles ou qu'ils s'en accommodent, nous ne nous lasserons pas, quant à nous, de répéter aux ouvriers qu'un *tel* légalisme, une *telle* social-démocratie des Legien, des Kautsky, des Scheidemann, ne méritent que le mépris.

IX

Concluons.

La faillite de la IIe Internationale s'est exprimée avec le plus de relief dans la trahison scandaleuse, par la majorité des partis social-démocrates officiels d'Europe, de leurs convictions et de leurs résolutions solennelles de Stuttgart et de Bâle. Mais cette faillite, qui marque la victoire totale de l'opportunisme, la transformation des partis social-démocrates en partis ouvriers national-libéraux, n'est que le résultat de toute l'époque historique de la IIe Internationale, de la fin du XIXe et du début du XXe siècle. Les conditions objectives de cette époque transitoire — qui va de l'achèvement des révolutions bourgeoises et nationales en Europe occidentale au commencement des révolutions socialistes — ont engendré et alimenté l'opportunisme. Dans certains pays d'Europe, nous observons au cours de cette période une scission du mouvement ouvrier et socialiste, scission qui se produit, dans l'ensemble, selon qu'on répudie ou non la ligne opportuniste (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie, Russie) ; dans d'autres pays se déroule une lutte longue et opiniâtre de courants autour du même problème (Allemagne, France, Belgique, Suède, Suisse). La crise créée par la grande guerre a arraché le voile, balayé les conventions, fait crever l'abcès mûri depuis longtemps, et a montré l'opportunisme dans son rôle véritable d'allié de la bourgeoisie. Il est nécessaire maintenant que celui-ci soit complètement détaché, sur le terrain de l'organisation, des partis ouvriers. L'époque impé-

rialiste ne peut tolérer la coexistence, dans le même parti, des hommes d'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et de l'aristocratie semi-petite-bourgeoise de la classe ouvrière, qui jouit de bribes des privilèges que confère à « sa » nation la situation de « grande puissance ». La vieille théorie présentant l'opportunisme comme une « nuance légitime » au sein d'un parti unique, étranger aux « extrêmes », est aujourd'hui la pire mystification des ouvriers et la pire entrave du mouvement ouvrier. L'opportunisme ouvertement affirmé, qui répugne d'emblée à la masse ouvrière, est moins terrible et moins nocif que cette théorie du juste milieu, qui justifie la pratique opportuniste par des vocables marxistes, qui entend démontrer par toute une série de sophismes l'inopportunité des actions révolutionnaires, etc. Le représentant le plus en vue de cette théorie, et en même temps le champion le plus autorisé de la IIe Internationale, Kautsky, s'est révélé un hypocrite de premier ordre et un virtuose dans l'art de prostituer le marxisme. Le parti allemand, fort d'un million d'adhérents, ne compte plus de social-démocrates quelque peu honnêtes, conscients et révolutionnaires, qui ne se détournent avec indignation d'une telle « autorité », ardemment défendue par les Südekum et les Scheidemann.

Les masses prolétariennes, dont les anciens chefs sont, probablement dans la proportion de 9 sur 10, passés à la bourgeoisie, se sont trouvées divisées et impuissantes devant le déchaînement du chauvinisme, devant l'oppression des lois martiales et de la censure militaire. Mais la situation révolutionnaire objective créée par la guerre, et qui va se développant en largeur et en profondeur, engendre infailliblement un état d'esprit révolutionnaire, aguerrit et instruit les meilleurs et les plus conscients des prolétaires. Il est possible et il devient de plus en plus probable qu'un changement rapide se produise dans l'état d'esprit des masses, semblable à celui qui, dans la Russie du début de 1905, était lié à la « gaponade »[119], lorsque, en quelques mois, voire en quelques semaines, les couches prolétariennes arriérées ont constitué une armée, forte de millions de combattants, qui a suivi l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat. On ne peut savoir si un puissant mouvement révolutionnaire se déploiera juste au lendemain de *cette* guerre,

pendant son déroulement, etc., mais, en tout cas, *seul* le travail accompli dans ce sens mérite d'être qualifié de socialiste. Le mot d'ordre qui généralise et oriente ce travail, qui aide à unir étroitement ceux qui veulent concourir à la lutte révolutionnaire du prolétariat contre son gouvernement et sa bourgeoisie, c'est le mot d'ordre de la guerre civile.

En Russie, la séparation complète des éléments prolétariens social-démocrates révolutionnaires d'avec les éléments opportunistes petits-bourgeois a été préparée par toute l'histoire du mouvement ouvrier. C'est rendre à celui-ci le pire des services que de faire abstraction de cette histoire et de déclamer contre le « fractionnisme », en se privant de la possibilité de comprendre comment le parti prolétarien en Russie s'est formé au cours d'une longue lutte contre les diverses variétés d'opportunisme. De toutes les « grandes » puissances qui participent à la guerre actuelle, seule la Russie a, ces derniers temps, vécu une révolution : le contenu bourgeois de cette révolution, où le prolétariat a cependant joué un rôle décisif, devait forcément engendrer la scission du mouvement ouvrier en des courants bourgeois et des courants prolétariens. Tout au long d'une période d'environ vingt ans (1894-1914), où la social-démocratie russe a existé en tant qu'organisation liée au mouvement ouvrier de masse (et non pas seulement en tant que courant idéologique, comme en 1883-1894), la lutte s'est poursuivie entre les courants révolutionnaires prolétariens et les courants opportunistes petits-bourgeois. L'« économisme »[120] de l'époque 1894-1902 a été, sans nul doute, un courant de cette dernière espèce. Bien des arguments et des traits caractéristiques de son idéologie — déformation « strouviste » du marxisme, références à la « masse » pour justifier l'opportunisme, etc., — rappellent de façon frappante le marxisme actuel, avili, de Kautsky, Cunow, Plékhanov et Cie. Ce serait une tâche fort utile que de rappeler à la génération actuelle des social-démocrates la *Rabotchaïa Mysl*[121] et le *Rabotchéié Diélo*[122] de naguère, afin d'établir un parallèle avec le Kautsky de nos jours.

Le « menchévisme » de la période suivante (1903-1908) a été le successeur direct de l'« économisme », non seule-

ment en matière d'idéologie, mais aussi en matière d'organisation. Pendant la révolution russe, sa tactique signifiait objectivement la dépendance du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie libérale et traduisait des tendances opportunistes petites-bourgeoises. Lorsque, dans la période qui suivit (1908-1914), le flot principal du menchévisme engendra le courant liquidateur, la signification sociale du menchévisme devint à tel point évidente que ses meilleurs représentants ne cessèrent de protester contre la politique du groupe « Nacha Zaria ». Or, ce groupe — le seul qui ait mené *contre* le parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière un travail méthodique dans les masses depuis cinq ou six ans — est apparu dans la guerre de 1914-1915 comme un parti *social-chauvin !* Et cela dans un pays où l'autocratie est vivante, où la révolution bourgeoise est encore loin d'avoir été achevée, où 43% de la population oppriment une majorité de nations « allogènes ». Le type « européen » de développement, où certaines couches de la petite bourgeoisie, les intellectuels surtout, et une fraction insignifiante de l'aristocratie ouvrière, peuvent « jouir » des privilèges que confère à « leur » nation sa situation de « grande puissance », ne pouvait manquer d'exercer ses effets également en Russie.

La classe ouvrière et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie sont préparés par toute leur histoire à appliquer une tactique « internationaliste », c'est-à-dire authentiquement et systématiquement révolutionnaire.

P.-S. — Cet article était déjà composé quand a paru dans les journaux le « manifeste » de Kautsky et de Haase, associés à Bernstein, qui, s'étant aperçus que les masses évoluent vers la gauche, sont prêts maintenant à « faire la paix » avec les gauches, bien entendu au prix du maintien de la « paix » avec les Südekum. En vérité, *Mädchen für alle !*

LE PACIFISME ANGLAIS ET L'AVERSION ANGLAISE POUR LA THEORIE

La liberté politique a été jusqu'ici infiniment plus étendue en Angleterre que dans les autres pays d'Europe. La bourgeoisie de ce pays possède plus que toute autre l'habitude et l'art de diriger. Les rapports entre les classes sont plus évolués et, à bien des égards, plus clairs que dans les autres Etats. L'absence de service militaire obligatoire permet au peuple de se prononcer plus librement sur son attitude envers la guerre, *en ce sens* que chacun est libre de refuser de s'enrôler ; de ce fait, le gouvernement (en Angleterre, le gouvernement est un comité de gestion des affaires de la bourgeoisie du type le plus pur) est obligé de déployer tous ses efforts afin de susciter l'enthousiasme « populaire » pour la guerre ; or, il lui serait totalement impossible d'y parvenir sans une refonte radicale des lois existantes, si la masse prolétarienne n'était pas complètement désorganisée et démoralisée par le ralliement à la politique libérale, c'est-à-dire bourgeoise, d'une minorité des ouvriers, les mieux placés, les plus qualifiés, unis dans les syndicats. Les trade-unions anglaises groupent près de 1/5 des ouvriers salariés. Les chefs de ces trade-unions sont pour la plupart des libéraux, et il y avait bien longtemps déjà que Marx les avait qualifiés d'agents de la bourgeoisie.

Toutes ces particularités de l'Angleterre nous permettent, d'une part, de comprendre plus facilement l'essence du social-chauvinisme actuel, car cette essence est *identique* dans les pays autocratiques et démocratiques, dans les pays

militaristes et dans ceux qui ignorent le service militaire ; d'autre part, elles nous aident à porter un jugement, fondé sur les faits, touchant le sens de la politique de conciliation avec le social-chauvinisme, qui s'exprime, notamment, par l'exaltation du mot d'ordre de la paix, etc.

L'expression la plus achevée de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale, c'est assurément la « Fabian Society » qui nous l'offre. Que le lecteur se réfère à la correspondance de Marx et Engels avec Sorge (il existe deux éditions de la traduction russe) [123]; il y trouvera une brillante définition de cette société donnée par Engels, qui qualifie MM. Sidney Webb et Cie de clique de chevaliers d'industrie bourgeois cherchant à corrompre les ouvriers et à exercer sur eux une influence contre-révolutionnaire. On peut se porter garant qu'aucun chef tant soit peu responsable et influent de la IIe Internationale n'a jamais essayé, non seulement de réfuter cette appréciation d'Engels, mais même d'en mettre en doute la justesse.

Laissons pour un instant de côté les *théories*, et comparons maintenant les *faits*. On constatera que, durant la guerre, les fabiens (cf., par exemple, leur hebdomadaire *The New Statesman*[124]) et le parti social-démocrate allemand, Kautsky compris, *ont exactement le même comportement*. On retrouve, chez les uns et chez les autres, la même plaidoirie, directe ou indirecte, en faveur du social-chauvinisme, le même empressement à combiner cette plaidoirie avec toutes les phrases doucereuses, humanitaires et soi-disant de gauche que l'on voudra, sur la paix, le désarmement, etc., etc.

C'est là un fait évident, et, pour désagréable qu'elle puisse être à différentes personnes, la conclusion indiscutable et inévitable qui en découle est celle-ci : pratiquement, les dirigeants de l'actuel parti social-démocrate allemand, Kautsky y compris, sont exactement les mêmes agents de la bourgeoisie que les fabiens, ainsi qualifiés, il y a déjà fort longtemps, par Engels. Le fait que les fabiens ne reconnaissent pas le marxisme, tandis que Kautsky et Cie le « reconnaissent », ne change rigoureusement rien au fond du problème, à la politique effective ; il démontre simplement que chez certains auteurs, politiciens, etc., le

marxisme s'est transformé en strouvisme. Leur hypocrisie *n'est pas* une tare personnelle, ils peuvent être dans certains cas des pères de famille d'une vertu exemplaire. Leur hypocrisie est due à la fausseté objective de leur position sociale : ils prétendent représenter le prolétariat révolutionnaire, mais ne sont au fond que les propagateurs des idées bourgeoises, chauvines, au sein du prolétariat.

Les fabiens sont plus francs et plus honnêtes que Kautsky et Cie, car ils n'ont jamais promis de prendre le parti de la révolution ; mais, politiquement, les uns et les autres *ne* font *qu'un*.

Comme la liberté politique est « de tradition » en Angleterre, comme la vie politique en général et la bourgeoisie notamment sont évoluées dans ce pays, les opinions bourgeoises de toute *nuance* y ont trouvé rapidement, facilement et librement une nouvelle expression dans de nouvelles organisations politiques. L'une de ces organisations est l'« Union of Democratic Control ». Son secrétaire et trésorier est E. D. Morel, qui est aussi un collaborateur permanent de l'organe central du « Parti Ouvrier Indépendant », le *Labour Leader*. Ce personnage fut pendant quelque temps candidat du parti libéral dans la circonscription de Birkenhead. Peu après le début de la guerre, Morel, ayant pris position *contre* celle-ci, le comité de l'Association libérale de Birkenhead lui fit savoir, par une lettre en date du 2 octobre 1914, que sa candidature ne pourrait plus être acceptée par les libéraux, c'est-à-dire, tout simplement, qu'il prononça son exclusion du parti. Morel répondit par une lettre datée du 14 octobre, qu'il publia ensuite en brochure, sous le titre *The outbreak of the war* [Comment éclata la guerre]. Dans cette brochure, ainsi que dans plusieurs articles, Morel dénonce *son propre* gouvernement ; il convainc de mensonge ceux qui allèguent que la guerre a eu pour cause la violation de la neutralité de la Belgique, qu'elle a pour objectif la destruction de l'impérialisme *prussien*, etc., etc. Morel défend le programme de l'« Union pour le contrôle démocratique », qui comporte la paix, le désarmement, le droit pour tous les territoires à décider de leur sort par plébiscite, et le contrôle démocratique sur la politique extérieure.

Tout cela montre que Morel, sur le plan individuel, mérite incontestablement de la reconnaissance, car il manifeste une sympathie sincère envers la démocratie et a tourné le dos à la bourgeoisie chauvine pour se rallier à la bourgeoisie pacifiste. Lorsque Morel prouve, faits à l'appui, que *son propre* gouvernement a berné le peuple en affirmant qu'il n'existait pas de traités secrets, alors qu'il y en avait en réalité ; que dès 1887 la bourgeoisie anglaise admettait on ne peut plus clairement qu'en cas de guerre entre l'Allemagne et la France, la neutralité de la Belgique se trouverait nécessairement violée, et rejetait résolument toute idée d'intervention (à l'époque, l'Allemagne n'était pas encore un concurrent dangereux !) ; que les militaristes français, tel le colonel Boucher, dans plusieurs ouvrages publiés avant la guerre, avouaient ouvertement leurs plans de guerre *offensive* de la France et de la Russie contre l'Allemagne ; qu'*en 1911*, le colonel Repington, expert militaire faisant autorité en Angleterre, avait admis par écrit que la croissance des armements de la Russie après 1905 constituait une menace pour l'Allemagne ; lorsque Morel démontre tout cela, nous sommes obligés de convenir que nous avons affaire à un bourgeois d'une honnêteté et d'un courage exemplaires, qui ne craint pas de rompre avec son parti.

Mais tout le monde sera aussitôt d'accord pour dire qu'il est quand même un bourgeois dont les phrases sur la paix et le désarmement restent des phrases creuses, car, sans l'action révolutionnaire du prolétariat, il ne saurait être question ni d'une paix démocratique ni du désarmement. Et Morel, qui vient de rompre avec les libéraux sur la question de la guerre actuelle, demeure un libéral dès qu'il s'agit de tous les autres problèmes de l'économie et de la politique. Pourquoi donc, lorsqu'en Allemagne Kautsky donne une allure marxiste *aux mêmes phrases bourgeoises* sur la paix et le désarmement, lui en fait-on un mérite, au lieu de dénoncer son hypocrisie ? Seuls le faible développement des rapports politiques et l'absence de liberté politique en Allemagne empêchent qu'il s'y constitue aussi rapidement et aussi facilement qu'en Angleterre une ligue bourgeoise pour la paix et le désarmement, ralliée au programme de Kautsky.

Reconnaissons donc la vérité, à savoir que Kautsky se tient sur les positions d'un pacifiste bourgeois, et non d'un social-démocrate révolutionnaire.

Les événements que nous vivons sont suffisamment grandioses pour que nous ayons le courage de proclamer la vérité, « indépendamment de toute considération de personne ».

Avec leur aversion pour les théories abstraites et l'esprit pratique dont ils se glorifient, les Anglais posent souvent les problèmes politiques *plus carrément*, ce qui aide les socialistes des autres pays à découvrir le contenu concret dissimulé *sous* l'enveloppe de toute phraséologie (y compris la phraséologie « marxiste »). De ce point de vue, la brochure *Le socialisme et la guerre*, parue avant la guerre aux éditions du journal chauvin *Clarion*, est instructive *. Elle renferme un « manifeste » contre la guerre rédigé par le socialiste américain Upton Sinclair, et la réponse du chauvin Robert Blatchford qui a depuis longtemps adopté le point de vue impérialiste de Hyndman.

Sinclair est socialiste de cœur et n'a aucune formation théorique. Plein d'indignation devant la guerre imminente et cherchant le salut dans le socialisme, il pose le problème « tout simplement ».

« On nous dit, écrit Sinclair, que le mouvement socialiste est encore trop faible, que nous devons attendre qu'il ait évolué. Mais c'est dans le cœur des gens que se produit l'évolution ; nous sommes les instruments de l'évolution, et si nous ne nous battons pas, elle n'aura pas lieu. On nous dit que notre mouvement » (contre la guerre) « sera écrasé ; mais j'ai la conviction profonde que l'écrasement de n'importe quelle révolte ayant pour but de faire obstacle à la guerre pour des raisons hautement humanitaires constituerait la plus grande des victoires jamais remportées par le socialisme, que cet écrasement mettrait en branle la conscience du monde civilisé et secouerait les ouvriers du monde entier plus qu'ils ne l'ont jamais été encore dans l'histoire. Ne soyons pas trop pusillanimes sur le compte de notre mouvement, ne donnons pas trop d'importance au nombre et

* *Socialism and War*. The Clarion Press, 44 Warship Street, London E. C.

à l'apparence extérieure de la force. Un millier d'hommes, animés d'une foi et d'une résolution ardentes, sont plus forts qu'un million d'hommes devenus circonspects et « respectables ». Et il n'est pas pour le mouvement socialiste de danger plus grand que de devenir une institution figée. »

On le voit, il y a là une mise en garde naïve, dépourvue de pensée théorique approfondie mais extrêmement juste, contre l'avilissement du socialisme, et un appel à la lutte révolutionnaire.

Que répond donc Blatchford à Sinclair ?

Que la guerre soit provoquée par les intérêts capitalistes et militaristes, tout cela est vrai, dit-il. Je n'aspire pas moins que n'importe quel autre socialiste à la paix et au triomphe du socialisme sur le capitalisme. Mais Sinclair ne réussira pas à me convaincre, il n'éliminera pas les faits, par ses « belles phrases et ses figures de rhétorique ». «Les faits, ami Sinclair, sont têtus, et le danger allemand est un fait. » Ni les socialistes allemands, ni nous-mêmes ne sommes en mesure d'empêcher la guerre. Sinclair surestime démesurément nos forces. Nous ne sommes pas unis, nous n'avons ni argent, ni armes, « ni discipline ». La seule chose qui nous reste à faire, c'est d'*aider* le gouvernement britannique à accroître sa flotte, car il n'y a et il ne peut y avoir d'autre garantie de paix.

Ni avant la guerre ni depuis qu'elle a éclaté, jamais les chauvins d'Europe continentale n'ont pris position avec une telle franchise. Au lieu de la franchise, c'est l'hypocrisie de Kautsky et le jeu des sophismes qui règnent en Allemagne ; et il en est de même chez Plékhanov. C'est pour cela qu'il est instructif de considérer les rapports qui existent dans un pays plus évolué. Ici, il n'y a personne que l'on puisse berner par des sophismes et une caricature du marxisme. Les problèmes sont posés plus carrément et avec plus de vérité. Puisons des enseignements auprès des Anglais « avancés ».

Sinclair est naïf avec son appel, bien que le fond en soit extrêmement juste ; il est naïf, parce qu'il méconnaît un demi-siècle de développement du socialisme de masse et la lutte des courants en son sein, parce qu'il méconnaît les conditions qui permettent aux actions révolutionnaires de prendre de l'ampleur dès lors qu'il existe

une situation objectivement révolutionnaire et une organisation révolutionnaire. On ne peut pas remplacer cela par le « sentiment ». On ne peut pas éluder par des figures de rhétorique la rude et impitoyable lutte que se livrent les puissantes tendances opportuniste et révolutionnaire au sein du socialisme.

Blatchford s'exprime sans détours et trahit l'argument secret de Kautsky et Cie qui craignent de dire la vérité. Nous sommes encore faibles, voilà tout, dit Blatchford. Mais, par sa franchise, il révèle et met à nu d'emblée son opportunisme, son chauvinisme. Il est au service de la bourgeoisie et des opportunistes, cela se voit au premier coup d'œil. Tout en reconnaissant la « *faiblesse* » du socialisme, il *l'affaiblit lui-même* en se faisant le propagandiste d'une politique antisocialiste, bourgeoise.

Tout comme Sinclair, mais en sens inverse, c'est-à-dire en poltron et non en combattant, en félon et non en homme « d'une folle hardiesse », il méconnaît les conditions qui président à la création d'une situation révolutionnaire.

Mais par ses conclusions pratiques, par sa politique (répudiation des actions révolutionnaires, refus de les préconiser et de les préparer), le chauvin vulgaire Blatchford rejoint *entièrement* Plékhanov et Kautsky.

De nos jours, les termes marxistes servent à couvrir le reniement total du marxisme ; pour être marxiste, il faut dénoncer l'« hypocrisie marxiste » des chefs de la IIe Internationale, il faut considérer sans crainte la lutte des deux tendances au sein du socialisme, il faut réfléchir à fond sur les problèmes que pose cette lutte. Voilà ce qu'on peut conclure des rapports existant en Angleterre, qui nous montrent l'essence *marxiste* de la chose, *sans recourir* à des termes marxistes.

Ecrit en juin 1915

Conforme au texte du manuscrit

Paru pour la première fois le 27 juillet 1924 dans le n° 169 de la « Pravda »

COMMENT PEUT-ON A LA FOIS SERVIR LA REACTION ET JOUER A LA DEMOCRATIE ?

Le recueil édité par les cadets : *Ce que la Russie attend de la guerre* (Pétrograd 1915) est une publication très utile pour qui veut prendre connaissance de la politique des intellectuels libéraux. On sait assez quels chauvins sont devenus nos cadets et nos libéraux ; la présente livraison de notre revue contient un article spécialement consacré à cette question. Mais en rassemblant les textes de certains cadets sur différents sujets relatifs à la guerre, ce recueil montre d'une manière particulièrement évidente le rôle joué, non seulement par le parti constitutionnel-démocrate, mais aussi, plus généralement, par les intellectuels libéraux, dans la politique impérialiste actuelle.

Ces intellectuels et ce parti ont pour fonction spécifique de camoufler la réaction et l'impérialisme au moyen de phrases, de promesses, de sophismes et de faux-fuyants démocratiques de toutes sortes. L'article principal du recueil : « Les acquisitions territoriales de la Russie », est l'œuvre du chef des cadets, M. Milioukov. Il était impossible de ne pas exposer ici la *nature* de la guerre actuelle en ce qui concerne la Russie : la volonté de s'emparer de la Galicie, d'arracher à l'Autriche et à l'Allemagne une partie de la Pologne, et à la Turquie Constantinople, les Détroits et l'Arménie. Pour couvrir tout cela d'un manteau démocratique, on lance des phrases sur les « Slaves », les intérêts des « petites nationalités », la « menace » que l'Allemagne fait peser sur la « paix européenne ». C'est seulement

en passant, et presque par inadvertance, que M. Milioukov laisse échapper la vérité au détour d'une phrase :

« La réunion de la Galicie orientale fait depuis longtemps déjà l'objet des efforts de l'un des partis politiques russes, lequel a rencontré le soutien d'un parti politique de Galicie, que l'on appelle le parti des « moscophiles » (49). Nous y voilà ! « L'un des partis russes », c'est le parti le plus réactionnaire, les Pourichkévitch et consorts, le parti des féodaux, avec à sa tête le tsarisme. Ce « parti » — tsarisme, les Pourichkévitch, etc., — intrigue de longue date en Galicie, en Arménie et ailleurs encore, sans lésiner sur les millions pour corrompre les « moscophiles », sans reculer devant aucun crime, au nom du noble but de la « réunion ». La guerre est « la continuation de la politique » de *c e* parti-*l à*. La guerre a eu le mérite de rejeter toutes les conventions, de déchirer tous les voiles et de montrer clairement au peuple la vérité pleine et entière : le maintien de la monarchie tsariste implique la nécessité de sacrifier des millions de vies humaines (et des milliards appartenant au peuple), pour que d'autres peuples soient asservis. Et, en fait, c'est précisément cette politique que soutenait le parti des cadets, c'est de cette politique qu'il était le serviteur.

Cette vérité est désagréable pour un intellectuel libéral, qui se croit humanitaire, épris de liberté et de démocratie, et qui est profondément indigné par la « calomnie » selon laquelle il serait le serviteur des Pourichkévitch. Mais la guerre a démontré que cette « calomnie » est la plus évidente des vérités.

Considérez les autres articles du recueil :

...« Notre avenir ne peut être heureux et lumineux que si la politique internationale repose sur les bases de l'équité. La confiance dans la vie, dans sa valeur, sera en même temps le triomphe de la paix » (215)...« La femme russe, et avec elle toute l'humanité pensante »... espère que « lorsque l'on conclura la paix, tous les Etats belligérants... signeront sur-le-champ un traité en vertu duquel tous les malentendus internationaux »... (voilà le maître mot ! ce n'étaient que des « malentendus » entre les Etats, rien de plus !)... « devront être désormais résolus par voie d'arbitrage » (216)...

« La femme russe, représentante du peuple, portera dans le peuple les idées de l'amour chrétien et de la fraternité des peuples » (216)... (à cet endroit, la censure a encore coupé une ligne et demie, probablement ultra-« humanitaire », quelque chose dans le genre de liberté, égalité, fraternité...) ...« Quiconque sait que l'auteur de ces lignes est le dernier à pouvoir être soupçonné de nationalisme, n'a guère besoin d'être persuadé que les idées développées ici ne peuvent en aucune manière être imputées à quelque exclusivisme national que ce soit » (83)... « C'est seulement maintenant que nous avons réellement senti et compris que ce qui nous menace dans les guerres actuelles, ce n'est pas la perte des colonies, fussent-elles précieuses, ni l'échec dans l'émancipation d'autres peuples, mais la désagrégation de l'Etat lui-même »... (147).

Lisez et voyez *comment cela se pratique!* Apprenez comment un parti prétendument démocratique fait sa politique, c'est-à-dire comment il entraîne les *masses* à sa suite !

Pour servir la classe des Pourichkévitch, il faut lui venir en aide aux moments décisifs de l'histoire (dans les moments où cette classe entreprend de réaliser ses desseins par la guerre), ou bien « *ne pas s'opposer à la guerre* ». Et, en même temps, il faut *apaiser* le « peuple », la « masse », la « démocratie », par de belles paroles : l'équité, la paix, la libération nationale, l'arbitrage des conflits internationaux, la fraternité des peuples, la liberté, les réformes, la démocratie, le suffrage universel, et ainsi de suite. En outre, il faut obligatoirement se frapper la poitrine, jurer ses grands dieux que, moins que personne, nous ne pouvons « nous » être « soupçonnés de nationalisme », que nos « idées » se caractérisent par le fait « qu'elles ne peuvent en aucune manière être imputées à quelque exclusivisme national que ce soit », que nous luttons seulement contre « la désagrégation de l'Etat » !

Voilà comment « cela se pratique ».

Voilà comment les intellectuels libéraux font leur politique...

C'est exactement de la même façon, quant au fond, mais dans un autre milieu et sous une forme légèrement différente, que se comportent les politiciens ouvriers libéraux, depuis *Nacha Zaria*, qui exhorte le peuple et le prolétariat

« à ne pas s'opposer à la guerre », en passant par *Naché Diélo*, qui se solidarise avec les conceptions de MM. Potressov et Cie (n° 2, p. 19) et Plékhanov (n° 2, p. 103), et reproduit sans une seule objection les pensées analogues d'Axelrod (n° 2, pp. 107-110), en passant par Semkovski, qui lutte contre la «désagrégation» dans *Naché Slovo* et dans les *Izvestia du Comité d'organisation*, jusqu'à la fraction Tchkhéidzé, le Comité d'organisation et le Bund, qui sont catégoriquement opposés à la «scission» (avec le groupe de « Naché Diélo »). Et ils sont tous pour la fraternité ouvrière, pour la paix, pour l'internationalisme, pour tout ce qu'on voudra, ils sont prêts à signer n'importe quoi, à répudier le « nationalisme » des millions de fois — à l'unique « petite » condition de ne pas rompre l'« unité » avec le seul groupe politique russe ayant une existence réelle (parmi tous ces gens-là) et qui, dans ses revues et ses journaux, a prêché et prêche encore aux ouvriers l'opportunisme, le nationalisme, la non-résistance à la guerre.

Voilà comment « cela se pratique ».

Ecrit en juin 1915

Conforme au manuscrit.

Paru pour la première fois en janvier 1925 dans le n° spécial de la revue «Spoutnik Kommounista»: « Sur le chemin de Lénine »
Signé: N. Lénine

LE PRINCIPAL OUVRAGE DE L'OPPORTUNISME ALLEMAND SUR LA GUERRE

Le livre d'Edouard David *la Social-Démocratie dans la guerre mondiale* (Berlin, éditions du *Vorwärts*, 1915) donne un bon résumé des faits et des arguments relatifs à la tactique du parti social-démocrate officiel d'Allemagne dans la guerre actuelle. Pour ceux qui suivent la presse opportuniste, et plus généralement la littérature social-démocrate allemande, il n'y a rien de nouveau dans cet ouvrage. Néanmoins, il est très utile, et pas seulement comme aide-mémoire. Le lecteur qui veut réfléchir sérieusement à la faillite d'une portée historique mondiale de la social-démocratie allemande, qui veut réellement comprendre comment et pourquoi le parti d'avant-garde de la social-démocratie est « subitement » (subitement en apparence) devenu le parti des laquais de la bourgeoisie et des hobereaux allemands, qui veut étudier et approfondir le sens des sophismes qui servent couramment à justifier et à camoufler cette faillite, ce lecteur-là ne trouvera pas ennuyeux le livre ennuyeux de E. David. Au fond, il y a chez cet auteur une certaine unité de vues et la conviction d'un politicien ouvrier libéral, ce qui fait totalement défaut, par exemple, à cette hypocrite « girouette » de Kautsky.

Opportuniste jusqu'au bout des ongles, David collabore depuis longtemps à *Naché Diélo* allemand, les *Cahiers socialistes mensuels* ; il est l'auteur d'un gros livre sur la question agraire, qui ne contient pas un grain de socialisme ni de marxisme. Qu'un pareil individu, qui a consacré

toute sa vie à la corruption bourgeoise du mouvement ouvrier, ait pu devenir l'un des nombreux *chefs* du parti, lesquels ne le lui cèdent en rien pour l'opportunisme, qu'il ait pu devenir député et même membre de la direction de la fraction parlementaire social-démocrate allemande (Vorstand), voilà qui suffit à nous inspirer de sérieuses réflexions sur la durée, la profondeur et la puissance du processus de putréfaction au sein de la social-démocratie allemande.

Le livre de David n'a aucune valeur scientifique, car l'auteur ne peut, ou ne veut même pas se poser la question de savoir comment les principales classes de la société contemporaine ont, durant des dizaines d'années, préparé, cultivé et créé leur attitude actuelle envers la guerre en pratiquant une *certaine* politique, dont les racines plongent dans *certains* intérêts de classe. Il ne vient même pas à l'idée de l'auteur que, sans une telle étude, on ne saurait traiter la question de l'attitude marxiste envers la guerre, et que seule cette étude peut permettre d'analyser l'*idéologie* des différentes classes en ce qui concerne la guerre. David est l'*avocat* de la politique ouvrière libérale ; tous ses développements et toute son argumentation visent à influencer son auditoire *ouvrier*, à lui dissimuler les points faibles de sa position, à rendre la tactique libérale acceptable pour les ouvriers, à étouffer les instincts révolutionnaires du prolétariat par le plus grand nombre possible d'exemples édifiants « sur la tactique des socialistes dans les Etats occidentaux » (titre du chapitre VII), etc., etc.

Tout l'intérêt idéologique du livre de David se ramène donc à ceci : il permet d'analyser la façon dont la bourgeoisie *doit* parler aux ouvriers *pour les influencer*. De ce point de vue (le seul juste), la position idéologique de David tient dans sa thèse : « La signification de notre vote » (pour les crédits militaires) = « *non pour la guerre, mais contre la défaite* » (page 3, table des matières et nombreux passages du livre). C'est le leitmotiv de tout l'ouvrage. Et cela est assaisonné d'exemples de l'attitude de Marx, Engels, Lassalle envers les guerres nationales de l'Allemagne (ch. II), de données sur « la gigantesque politique de conquêtes de la Triple Entente » (ch. IV), de l'histoire diplo-

matique de la guerre (ch. V), visant uniquement à blanchir l'Allemagne en se fondant sur l'échange de télégrammes officiels à la veille de la guerre, etc., ce qui est ridiculement futile et profondément grotesque. Un chapitre spécial (ch. VI), « L'ampleur du danger », contient des réflexions et des données relatives à la supériorité des forces de la Triple Entente, au caractère réactionnaire du tsarisme, etc. Bien entendu, David est entièrement pour la *paix*. Il termine la préface de son livre, datée du 1er mai 1915, par ce mot d'ordre : « Paix au monde ! » Bien entendu, David est internationaliste : la social-démocratie allemande, voyez-vous, « n'a pas trahi l'esprit de l'Internationale » (8), elle « a lutté contre les germes empoisonnés de la haine entre les peuples » (8) ; « dès le premier jour de la guerre, elle fit savoir qu'elle était prête en principe à faire la paix, pour autant que serait assurée la sécurité de son pays » (8).

Le livre de David montre avec une évidence particulière que les bourgeois libéraux (et leurs agents au sein du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les opportunistes) sont prêts, pour exercer une influence sur les ouvriers et les masses en général, à protester aussi souvent qu'on voudra de leur internationalisme, à accepter le mot d'ordre de la paix, à répudier les buts de guerre annexionnistes, à condamner le chauvinisme, etc., etc. Tout ce que l'on voudra, — *sauf* les actions révolutionnaires contre son propre gouvernement ; tout ce que l'on voudra, pourvu que l'on « soit contre la défaite ». Et, pour parler le langage des mathématiques, cette idéologie est en effet *nécessaire et suffisante* pour berner les ouvriers : c'est le moins que l'on puisse leur proposer, car on ne peut entraîner les masses derrière soi sans leur promettre une paix équitable, sans les effrayer en évoquant le danger d'agression, sans protester de sa fidélité à l'internationalisme ; et *il n'est pas nécessaire* de proposer davantage, car ce « davantage », c'est-à-dire la conquête de colonies, l'annexion de territoires étrangers, le pillage des pays vaincus, la conclusion de traités de commerce avantageux, etc., *ce n'est pas* la bourgeoisie libérale qui s'en chargera directement, mais la clique impérialiste et militariste, la clique du gouvernement de guerre, *après* la guerre.

Les rôles sont bien distribués : appuyés sur les milliardaires et sur les milieux « d'affaires » bourgeois, le gouvernement et la clique militaire mènent la guerre, tandis que les libéraux apaisent et mystifient les masses avec leur idéologie nationale — jusqu'-au-boutiste, avec leurs promesses de paix démocratique, etc. L'idéologie des bourgeois libéraux, humanitaires, pacifistes, c'est justement celle de David, et aussi celle des opportunistes russes du Comité d'organisation, qui luttent contre le défaitisme, contre la désagrégation de la Russie, pour le mot d'ordre de la paix, etc.

L'autre tactique, de principe, la tactique non libérale, commence seulement là où commence la rupture résolue avec *toute* espèce de justification de la participation à la guerre, là où l'on suit *pratiquement* une politique préconisant et préparant des actions révolutionnaires, au cours de la guerre et en utilisant les difficultés de la guerre, contre son propre gouvernement. David *s'approche* de cette frontière, de cette véritable frontière entre la politique bourgeoise et la politique prolétarienne, mais il s'en approche uniquement pour escamoter un sujet désagréable. Il rappelle plusieurs fois le Manifeste de Bâle, mais il en élimine soigneusement tous les passages révolutionnaires ; il rappelle comment Vaillant, à Bâle, appelait « à la grève militaire et à la révolution sociale » (p. 119), mais c'est seulement pour faire servir l'exemple du chauvin Vaillant à sa propre *défense*, et non pour rapporter et analyser les directives révolutionnaires de la résolution du congrès de Bâle elle-même.

David reproduit un passage assez important du manifeste de notre Comité central, et notamment son principal mot d'ordre, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, mais c'est uniquement pour déclarer que cette tactique « russe » est « une folie » et qu'elle « dénature grossièrement les décisions de l'Internationale » (169, 172). C'est là, voyez-vous, de l'hervéisme (p. 176) : « on trouve », dans l'ouvrage d'Hervé, « toute la théorie de Lénine, Luxembourg, Radek, Pannekoek, etc. ». N'y a-t-il pas de l'« hervéisme », très cher David, dans les passages révolutionnaires de la résolution de Bâle et du *Manifeste Communiste* ? Il est aussi désagréable pour David d'entendre rappeler ce dernier texte que pour Semkovski de voir le titre

de notre revue qui l'évoque. La thèse du *Manifeste Communiste* selon laquelle « les ouvriers n'ont pas de patrie », David est convaincu qu'elle est « depuis longtemps réfutée » (p. 176 et ailleurs). Au sujet du problème des nationalités, David ressasse tout au long de son chapitre de conclusion, les plus plates absurdités bourgeoises sur « la loi biologique de la différenciation » (! !), etc.

International ne signifie pas antinational, nous sommes pour le droit des nations à l'autodétermination, nous sommes contre la violence exercée sur les nations faibles, assure David, sans comprendre (ou, plus exactement, en faisant semblant de ne pas comprendre) que justifier la participation à la guerre impérialiste, que lancer dans cette guerre le mot d'ordre « contre la défaite », c'est justement être un politicien non seulement antisocialiste, mais aussi antinational. Car la guerre impérialiste actuelle est une guerre de grandes puissances (= opprimant nombre d'autres nations), *ayant pour objectif* l'oppression de nouvelles nations. On ne saurait être « national » dans une guerre impérialiste sans être un homme politique socialiste, c'est-à-dire en reconnaissant aux nations opprimées le droit de se libérer, de se séparer des grandes puissances qui les oppriment. A l'époque de l'impérialisme, il ne peut y avoir d'autre *salut* pour la *majorité* des nations du monde que l'action révolutionnaire du prolétariat des nations impérialistes, une action dépassant le cadre des nationalités, brisant ce cadre et renversant la bourgeoisie internationale. Sans ce renversement, les nations impérialistes demeureront, *c'est-à-dire* que demeurera l'oppression des neuf dixièmes des nations du monde entier. Alors que ce renversement accélérera énormément la disparition des *cloisons* nationales de toutes sortes, sans pour autant réduire, mais, au contraire, en intensifiant infiniment la « différenciation » de l'humanité dans le sens de l'enrichissement et de la diversification de la vie spirituelle, des courants, des aspirations et des nuances idéologiques.

Ecrit en juin-juillet 1915 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois le 27 juillet 1924 dans le n° 169 de la « Pravda »

DE LA DEFAITE DE SON PROPRE GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPERIALISTE

Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut faire autrement que de souhaiter la défaite de son gouvernement.

C'est là un axiome. Et il n'y a pour en contester la vérité que les partisans conscients ou les acolytes impuissants des social-chauvins. Au premier groupe appartient, par exemple, Semkovski, du Comité d'organisation (n° 2 de ses *Izvestia*). Parmi les seconds se trouvent Trotski et Boukvoïed[125] et, en Allemagne, Kautsky. Vouloir la défaite de la Russie, écrit Trotski, « est une concession, que rien n'appelle ni ne justifie, aux méthodes politiques du social-patriotisme, qui substitue à la lutte révolutionnaire contre la guerre et les conditions qui l'ont engendrée, une orientation des plus arbitraires, dans les circonstances actuelles, vers la recherche du moindre mal » (*Naché Slovo* n° 105).

Nous avons là un spécimen des phrases ampoulées par lesquelles Trotski justifie toujours l'opportunisme. La « lutte révolutionnaire contre la guerre » n'est qu'une de ces exclamations vaines et dépourvues de signification que savent si bien pousser les héros de la II[e] Internationale, *si* l'on n'entend pas par là des actions révolutionnaires contre *son propre gouvernement* également en temps de guerre. Il suffit d'un instant de réflexion pour le comprendre. Or, des actions révolutionnaires en temps de guerre contre son propre gouvernement signifient à coup sûr, sans conteste, non seulement que l'on souhaite la défaite de ce

gouvernement, mais encore que l'on apporte un concours actif à cette défaite. (Signalons au « lecteur perspicace » qu'il n'est nullement question de « faire sauter des ponts », d'organiser des mutineries vouées à l'échec et, en général, d'aider le gouvernement à écraser les révolutionnaires.)

En jonglant avec les mots, Trotski s'est fourvoyé. Il lui semble que souhaiter la défaite de la Russie *équivaut* à vouloir la victoire de l'Allemagne (Boukvoïed et Semkovski expriment plus franchement cette « idée », disons plutôt : cette ineptie, qu'ils partagent avec Trotski). Et Trotski découvre ici « la méthode du social-patriotisme » ! Pour aider les gens incapables de penser, la résolution de Berne (n° 40 du *Social-Démocrate*)* a expliqué que, dans *tous* les pays impérialistes, le prolétariat doit maintenant souhaiter la défaite de son gouvernement. Boukvoïed et Trotski ont préféré passer à côté de cette vérité, et Semkovski (un opportuniste qui rend plus de services que tous les autres à la classe ouvrière en ressassant, avec une franche naïveté, les subtilités de la bourgeoisie) a « gentiment gaffé » en disant que c'était là un non-sens, car la victoire doit forcément revenir soit à l'Allemagne, soit à la Russie (n° 2 des *Izvestia*).

Prenez l'exemple de la Commune. L'Allemagne a vaincu la France, Bismarck et Thiers ont vaincu les ouvriers ! ! Si Boukvoïed et Trotski avaient réfléchi, ils auraient vu qu'*ils* se placent au point de vue de la guerre que mènent *les gouvernements et la bourgeoisie*, c'est-à-dire qu'ils se mettent à plat ventre devant « la méthode politique du social-patriotisme », pour nous servir du langage ampoulé de Trotski.

La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile ; or, d'une part, la *transformation* d'une guerre de gouvernements en une guerre civile est facilitée par les revers militaires (par la « défaite ») des gouvernements ; d'autre part, il est *impossible* de contribuer pratiquement à cette transformation si l'on ne pousse pas, du même coup, à la défaite.

Si le « mot d'ordre » de la défaite est répudié par les chauvins (ainsi que par le Comité d'organisation et la frac-

* Voir le présent tome, p. 162. (*N.R.*)

tion Tchkhéidzé), c'est précisément parce que c'est le *seul* mot d'ordre qui fasse appel d'une manière conséquente à l'action révolutionnaire contre son propre gouvernement pendant la guerre. Pourtant, s'il n'y a pas d'action de cet ordre, des millions de phrases archirévolutionnaires sur la lutte contre « la guerre et les conditions, etc. », ne vaudront pas un sou vaillant.

Celui qui voudrait sérieusement réfuter le « mot d'ordre » de la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste devrait démontrer un de ces trois points : 1) que la guerre de 1914-1915 n'est pas réactionnaire ; 2) que la révolution à l'occasion de cette guerre est impossible ; 3) que la corrélation et la coopération des mouvements révolutionnaires de *tous* les pays belligérants sont impossibles. Cette dernière considération est particulièrement importante pour la Russie, car c'est le pays le plus arriéré de tous, et une révolution socialiste ne saurait y réussir d'emblée. C'est pourquoi les social-démocrates russes ont dû, les premiers, appliquer « en théorie et en pratique » le « mot d'ordre » de la défaite. Et le gouvernement du tsar avait parfaitement raison d'affirmer que l'agitation de la Fraction ouvrière social-démocrate russe représente le *seul* exemple, au sein de l'Internationale, non seulement d'une opposition parlementaire, mais d'une agitation véritablement révolutionnaire parmi les masses contre le gouvernement du pays, que cette agitation affaiblit la « puissance militaire » de la Russie et concourt à sa défaite. C'est un fait. Il n'est guère intelligent de vouloir l'ignorer.

Les adversaires du mot d'ordre du défaitisme ont tout simplement peur d'eux-mêmes, car ils n'osent pas regarder en face ce fait archiévident qu'il existe une liaison indissoluble entre l'agitation révolutionnaire contre le gouvernement et le concours apporté à la défaite de ce dernier.

Y a-t-il une possibilité de corrélation et de coopération entre le mouvement révolutionnaire dans le sens démocratique bourgeois du mot en Russie et le mouvement socialiste en Occident ? Au cours de ces dix dernières années, aucun socialiste n'a mis cette possibilité en doute dans ses interventions publiques, et le mouvement qui s'est produit au sein du prolétariat autrichien après le 17 octobre 1905 [126] l'a prouvée *dans les faits*.

Demandez à n'importe lequel des social-démocrates qui se prétendent internationalistes s'il serait sympathique à une entente des social-démocrates des divers pays belligérants en vue d'une action révolutionnaire commune contre tous les gouvernements qui font la guerre. Beaucoup vous répondront que cette entente est impossible ; c'est ce qu'a dit Kautsky (*Neue Zeit*, 2 octobre 1914), faisant ainsi la *preuve parfaite* de son social-chauvinisme. Car, d'une part, c'est une contrevérité évidente, flagrante, qui prend le contre-pied de faits connus de tous et du Manifeste de Bâle. Et, d'autre part, si c'était une vérité, les *opportunistes auraient raison sur beaucoup de points !*

Beaucoup répondront par une déclaration de sympathie. Dans ce cas, nous leur dirons : si cette sympathie n'est pas hypocrite, il est ridicule de penser qu'à la guerre et pour une guerre on a besoin de passer un accord « en bonne et due forme » : élection de représentants, rendez-vous, signature d'une convention, fixation du jour J et de l'heure H ! Il n'y a que des Semkovski pour penser ainsi. Une entente en vue d'actions révolutionnaires même dans *un seul* pays, pour ne rien dire de plusieurs, *n'est* réalisable *que* par la force de l'*exemple* d'actions révolutionnaires sérieuses, effectivement *entreprises* et *développées*. Or, encore une fois, on ne peut entreprendre ces actions que si l'on veut la défaite, si l'on concourt à la défaite. On ne peut « fabriquer » une guerre civile à partir d'une guerre impérialiste, de même qu'on ne saurait « fabriquer » une révolution ; cette transformation *découle* de tout un ensemble infiniment divers de phénomènes, d'aspects, de traits, de propriétés et de conséquences de la guerre impérialiste. Et elle est *impossible* sans une série d'insuccès et de revers militaires, essuyés par les gouvernements auxquels *leurs propres* classes opprimées portent des coups.

Récuser le mot d'ordre du défaitisme, c'est ramener l'esprit révolutionnaire à une phrase vide de sens ou à une pure hypocrisie.

Et par quoi donc nous offre-t-on de remplacer le « mot d'ordre » de la défaite ? Par le mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite ! » (Semkovski, dans le n° 2 des *Izvestia*. De même que *tout* le Comité d'organisation dans le n° 1). Mais voyons, ce n'est pas autre chose qu'une paraphrase du mot

d'ordre de la « *défense de la patrie* » ! C'est tout simplement se placer sur le plan de la guerre des gouvernements (qui, selon ce mot d'ordre, doivent *conserver* leur ancienne situation, « maintenir leurs positions ») et non sur le terrain de la *lutte* des classes opprimées contre leurs gouvernements ! C'est justifier le chauvinisme de *toutes* les nations impérialistes, dont les bourgeoisies sont toujours disposées à dire — *et disent au peuple* — qu'elles combattent « seulement » pour « prévenir une défaite ». « Le sens de notre vote du 4 août, c'est : nous n'avons pas voté pour la guerre, mais *contre la défaite* », écrit dans son livre E. David, leader des opportunistes. Les gens du Comité d'organisation, avec Boukvoïed et Trotski, se placent *exactement* sur le terrain de David quand ils défendent le mot d'ordre : Ni victoire ni défaite !

Cette formule, si l'on y réfléchit, signifie l'« union sacrée », l'abandon de la lutte de classe des opprimés dans tous les pays belligérants, car on ne peut pratiquer la lutte de classe sans porter des coups à « sa » bourgeoisie et à « son » gouvernement ; or, porter des coups en temps de guerre à son gouvernement, *c'est* (que Boukvoïed se le dise!) un crime de haute trahison, *c'est* un concours apporté à la défaite de son pays. Quiconque accepte le mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite » ne peut qu'être un hypocrite quand il se prétend partisan de la lutte de classe, de la « rupture de l'union sacrée » ; il renonce *en fait* à une politique indépendante, prolétarienne, et subordonne le prolétariat de tous les pays belligérants à la tâche *bourgeoise par excellence* qui consiste à préserver de la défaite des gouvernements impérialistes déterminés. La seule politique de rupture réelle, et pas seulement verbale, de l'« union sacrée » et de reconnaissance de la lutte de classe, c'est celle où le prolétariat *met à profit les difficultés* de son gouvernement et de sa bourgeoisie *pour les renverser*. Et l'on ne peut y arriver, *l'on ne peut œuvrer* dans ce sens si l'on ne souhaite pas la défaite de son gouvernement, si l'on ne concourt pas à cette défaite.

Lorsque les social-démocrates italiens ont posé, avant la guerre, la question de la grève générale, la bourgeoisie leur a répondu, fort justement de *son* point de vue : ce sera un crime de haute trahison, et l'on vous considérera

comme des traîtres. C'est vrai. Et il est vrai aussi que la fraternisation dans les tranchées est un crime de haute trahison. Celui qui se prononce dans ses écrits contre la « haute trahison », comme Boukvoïed, contre l'« effondrement de la Russie », comme Semkovski, se place à un point de vue bourgeois, et non prolétarien. Le prolétaire *ne peut* ni porter un coup de classe à son gouvernement, ni tendre (pratiquement) la main à son frère, au prolétaire d'un pays « étranger » en guerre contre « nous », *sans commettre* « un crime de haute trahison », *sans concourir* à la défaite et sans contribuer à l'*effondrement* de « sa » « grande » puissance impérialiste.

Celui qui défend le mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite » est un chauvin, conscient ou inconscient ; dans le meilleur des cas, c'est un petit bourgeois conciliateur ; mais, en tout état de cause, c'est un *ennemi* de la politique prolétarienne, un partisan des gouvernements actuels, des classes dirigeantes actuelles.

Examinons encore la question sous un autre aspect. La guerre doit forcément éveiller dans les masses les sentiments les plus violents, qui tirent les gens de leur somnolence habituelle. *Il ne saurait exister* de tactique révolutionnaire ne correspondant pas à ces sentiments nouveaux et violents.

Quels sont donc ces sentiments violents? 1° l'épouvante et le désespoir. D'où un renforcement de la religion ; les églises se remplissent à nouveau, les réactionnaires jubilent. « Là où l'on souffre, dit l'archiréactionnaire Barrès, là est la religion. » Et il a raison ; 2° la haine de « l'ennemi », sentiment spécialement attisé par la bourgeoisie (plus que par les prêtres), et qui *n'est avantageux que pour elle*, économiquement et politiquement ; 3° la haine contre *son propre* gouvernement et contre *sa propre* bourgeoisie, sentiment propre à tous les ouvriers conscients, qui comprennent, d'une part, que la guerre est « la continuation de la politique » de l'impérialisme et y répondent par la « continuation » de leur haine contre leur ennemi de classe ; d'autre part, que la formule « guerre à la guerre » est une platitude si l'on ne fait pas la révolution contre *son propre* gouvernement. On ne peut éveiller la haine envers son gou-

vernement et sa bourgeoisie sans désirer leur défaite, et l'on ne peut pas être un adversaire *non* hypocrite de la « paix civile » (= la « paix des classes ») si l'on n'attise pas la haine envers son gouvernement et sa bourgeoisie ! !

Les partisans du mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite » se rangent en réalité du côté de la bourgeoisie et des opportunistes, car ils « ne croient pas » à la possibilité d'actions révolutionnaires internationales de la classe ouvrière contre ses gouvernements respectifs, et *ne veulent pas* contribuer au développement de ces actions,—tâche assurément difficile, mais la seule qui soit digne d'un prolétaire, la seule qui soit socialiste. C'est le prolétariat de la plus arriérée des grandes puissances belligérantes qui a dû, surtout devant la honteuse trahison des social-démocrates allemands et français, mettre en œuvre par l'intermédiaire de son parti une tactique révolutionnaire, qui est absolument impossible si l'on « ne concourt pas à la défaite » de son gouvernement, mais qui seule conduit à la révolution européenne, à la paix durable du socialisme, à la disparition des horreurs, des calamités, de la brutalité, de la barbarie, qui accablent aujourd'hui l'humanité.

« Le Social-Démocrate » n° 43, 26 juillet 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

DE LA SITUATION DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

Les seconds numéros des *Izvestia* du Comité d'organisation et de *Naché Diélo* jettent sur cette situation une lumière des plus édifiantes et des plus crues. Ces deux publications suivent d'un pas ferme, chacune à sa façon, avec des différences qui tiennent au lieu de leur publication et à leur destination politique, la voie de la recrudescence du social-chauvinisme.

Non seulement *Naché Diélo* ne fait état d'aucune divergence ni d'aucune nuance d'opinion au sein de la rédaction, non seulement il ne critique pas le moins du monde la « tendance Potressov », mais il se solidarise, au contraire, dans une déclaration expresse, signée « La rédaction » (p. 19), avec ladite tendance, il déclare que l'« internationalisme » exige justement que l'on « s'oriente dans la situation internationale » en précisant *quelle* est la bourgeoisie dont le prolétariat doit préférer le succès dans la guerre actuelle. Cela signifie que, sur les points fondamentaux et essentiels, la rédaction *tout entière* est social-chauvine. De surcroît, ne se séparant de Kautsky que par des nuances dans le social-chauvinisme, elle décerne des louanges à la brochure qu'il a entièrement consacrée à la justification du social-chauvinisme devant l'opinion internationale, et la qualifie de « brillante », d'« exhaustive », de « précieuse du point de vue théorique ». Quiconque ne veut pas fermer les yeux ne peut manquer de voir que la rédaction de *Naché Diélo* sanctifie ainsi, en premier lieu, le chauvinisme russe, et se montre prête, en second lieu, à « amnistier » le social-chauvinisme international et à transiger avec lui.

La rubrique « En Russie et à l'étranger » expose les vues de Plékhanov et d'Axelrod, entre qui la rédaction ne fait (avec juste raison) aucune différence. Dans une note spéciale, émanant encore *de la rédaction* (p. 103), il est déclaré que les opinions de Plékhanov « concordent sous bien des rapports avec celles de *Naché Diélo* ».

La situation est on ne peut plus claire. Le « courant » légaliste incarné par *Naché Diélo* et qui, grâce aux milliers de liens le rattachant à la bourgeoisie libérale, fut le seul du « bloc de Bruxelles » à avoir en Russie une existence réelle entre 1910 et 1915, a pleinement consolidé et achevé son développement opportuniste, en complétant avec bonheur l'esprit liquidateur par le social-chauvinisme. Le vrai programme du groupe, exclu de notre Parti en janvier 1912[127], s'est enrichi d'un nouveau point, extrêmement important : la diffusion dans la classe ouvrière d'idées se ramenant à la nécessité de défendre et d'affermir, fût-ce au prix de guerres, les avantages et les privilèges impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes.

Dissimuler cette réalité politique sous des phrases « de gauche » et sous une idéologie pseudo-social-démocrate, tel est le véritable sens politique de l'activité légale de la fraction Tchkhéidzé et de l'activité illégale du Comité d'organisation. Au point de vue idéologique, le mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite » et, au point de vue pratique, la lutte contre le « scissionnisme », voilà ce qui imprègne absolument *tous* les articles du numéro 2 des *Izvestia*, surtout ceux de Martov, de Ionov et de Machinadzé ; voilà le programme de la « paix » — programme pratique et parfaitement juste du point de vue des opportunistes — avec *Naché Diélo* et Plékhanov. Lisez la lettre de l'« ex-révolutionnaire » M. Alexinski, dans le numéro 143 de la *Retch* (daté du 27 mai 1915), sur la « défense du pays » en tant que « tâche de la démocratie », et vous verrez que cet écuyer zélé de l'actuel chauvin Plékhanov est tout prêt à admettre le mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite .» C'est vraiment le mot d'ordre *commun* à Plékhanov, à *Naché Diélo*, à Axelrod et à Kossovski, à Martov et à Semkovski, entre lesquels il subsistera, bien sûr (oh, bien sûr !) des « nuances légitimes » et des « divergences partielles ». Toute cette

confrérie se satisfait idéologiquement, pour l'essentiel, en acceptant comme terrain d'entente le : « Ni victoire ni défaite » (observons entre parenthèses : ni victoire ni défaite *de qui* ? Evidemment *des gouvernements actuels*, des classes gouvernantes actuelles !). Sur le plan politique pratique, ces gens-là se contentent du mot d'ordre de l'« unité ». Cela signifie l'*unité avec* « *Naché Diélo* », c'est-à-dire qu'ils consentent pleinement à ce que *Naché Diélo* continue en Russie, avec l'aide de la fraction Tchkhéidzé, à pratiquer une politique sérieuse et à effectuer un travail sérieux (bourgeoisement « sérieux ») parmi les masses, tandis qu'à l'étranger et dans l'illégalité le Comité d'organisation et C^ie^ se permettront de faire des menues réserves « de gauche », de tenir des propos quasi révolutionnaires, etc., etc. Ne nous faisons pas d'illusions : le bloc de Bruxelles, qui s'est tout de suite effondré, en montrant ainsi que son contenu n'était qu'hypocrisie, est tout indiqué, précisément de ce fait, pour voiler une situation politique pourrie. En juillet 1914, il a servi à couvrir *Nacha Zaria* et la *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* à l'aide de résolutions presque de gauche qui n'engageaient à rien. En juillet 1915, il n'y a pas encore de « rencontre amicale » ni de « procès-verbal », mais les principaux « acteurs » sont déjà d'accord en principe pour voiler en commun le social-chauvinisme de *Naché Diélo*, de Plékhanov et d'Axelrod avec telles ou telles phrases elles aussi presque de gauche. Une année s'est écoulée, une grande et terrible année de l'histoire européenne. On a pu constater que l'abcès de la politique ouvrière national-libérale a *étouffé* la majorité des partis social-démocrates d'Europe, et qu'il est parvenu à sa pleine maturité dans le courant liquidateur également, pendant que les « amis », pareils aux musiciens de la fable *Le quatuor*[128], n'ont fait que changer de place pour entonner de nouveau leur chœur discordant : unité, unité... (avec *Naché Diélo*) !

L'exemple de *Naché Slovo* de Paris est particulièrement instructif pour les partisans sincères de l'« unité ». Le n° 2 des *Izvestia* du Comité d'organisation a porté un coup mortel à *Naché Slovo* dont la fin (politique ou « physique », cela importe peu) n'est plus qu'une question de temps. Les *Izvestia* du Comité d'organisation (n° 2) ont « tué »

Naché Slovo par une déclaration indiquant simplement que Martov (qui s'est trouvé être membre du secrétariat du Comité d'organisation ; il a dû être coopté « à l'unanimité » par Semkòvski et Axelrod, sans doute pour avoir accepté de ne plus répéter de phrases irréfléchies sur la « mort » du *Vorwärts*) et « une bonne moitié des collaborateurs de *Naché Slovo*, adhérant organiquement au Comité d'organisation », *constatent leur erreur*, que c'est uniquement par « *naïveté* » (Martov dans un rôle d'*ingénu* *, ce n'est pas mal) qu'ils considéraient *Naché Slovo* comme « l'organe commun des internationalistes russes », alors qu'en fait c'est un organe « scissionniste », « fractionnel » (Semkovski ajoute pour sa part : « anarcho-syndicaliste »), et qui «cherche à se disculper devant *le Social-Démocrate* de Lénine».

Trois éléments de *Naché Slovo*, alliés vainement pendant sept ou huit mois, ont pris publiquement position. Ce sont : 1° deux membres de gauche de la rédaction (n° 107 de *Naché Slovo*), sincèrement portés vers l'internationalisme et qui tendent à se rapprocher du *Social-Démocrate* (voir la résolution de bienvenue que leur a adressée la section parisienne de notre Parti, dans le n° 122 de *Naché Slovo*) ; 2° Martov et des membres du Comité d'organisation (une « bonne moitié ») ; 3° Trotski qui, comme toujours, n'est d'accord en rien sur le terrain des principes, avec les social-chauvins, mais *pratiquement* est d'accord *en tout* avec eux (grâce, notamment, à l'« heureuse intervention » — c'est ainsi qu'on s'exprime, je crois, en langage diplomatique — de la fraction Tchkhéidzé).

Les partisans sincères de l'unité doivent se poser la question suivante : pourquoi *Naché Slovo* a-t-il fait faillite et s'est-il scindé ? Le plus souvent, les scissions sont expliquées par le haineux « esprit scissionniste » des méchants « léninistes » (articles de Semkovski dans le n° 2 des *Izvestia*, d'Axelrod dans *Naché Slovo*, etc., etc.). Mais ces méchantes gens ne participaient aucunement à *Naché Slovo* et, pour cette simple raison, ils *ne pouvaient pas* provoquer de scission ni faire eux-mêmes sécession.

De quoi s'agit-il donc ? D'un hasard ? Ou bien du fait que l'unité des ouvriers social-démocrates avec les gens de

* En français dans le texte. (*N.R.*)

Naché Diélo, propagateurs de l'influence bourgeoise (en fait, agents de la bourgeoisie libérale et chauvine), est impossible et funeste ?

Que les partisans de l'« unité » méditent sur ce point !

Dans la social-démocratie européenne, on vient de voir se prononcer pour l'« unité », en des circonstances et sous des formes quelque peu différentes, Kautsky et Haase, ainsi que Bernstein lui-même. Ayant flairé que les masses s'orientaient vers la gauche, ces « autorités » proposent la paix aux social-démocrates de gauche, à la condition tacite que ces derniers se réconcilient avec les Südekum. Renier verbalement la « politique du 4 août », combler le fossé entre les politiques ouvrières national-libérale et social-démocrate au moyen de quelques phrases n'engageant à rien (et point désavantageuses à certains égards même pour Hindenburg et pour Joffre) sur « la paix » (le mot d'ordre de paix convient parfaitement à cet effet), d'une condamnation platonique des annexions, etc. : tel est à peu près le programme de Kautsky et de Bernstein, auquel les social-chauvins français ne seraient pas fâchés non plus de se rallier comme le montrent certains accents de *l'Humanité*. Les Anglais de l'*Independent Labour Party* seront certainement de chauds partisans de cette amnistie du social-chauvinisme camouflée par des courbettes vers la gauche. Il va de soi que Dieu lui-même a prescrit aux gens du Comité d'organisation et à Trotski de se cramponner maintenant aux basques de Kautsky et de Bernstein.

Nous considérons ce tournant à gauche du leader des opportunistes et du leader des chauvins hypocrites du camp « radical », comme une comédie, qui tend à *sauver* par un coup de chapeau à gauche ce qu'il y a de *pourri* dans la social-démocratie, pour affermir en fait la politique ouvrière national-libérale au prix d'infimes concessions verbales aux « gauches ».

La situation objective en Europe est telle que grandissent dans les masses la déception, le mécontentement, la protestation, l'indignation et un état d'esprit révolutionnaire susceptible, à un certain degré de son développement, de se muer avec une rapidité fulgurante en action. En fait, la question se pose maintenant ainsi, et rien qu'ainsi : aider à la croissance et au développement des actions révo-

lutionnaires contre *sa propre* bourgeoisie et son propre gouvernement, ou entraver, étouffer, neutraliser l'état d'esprit révolutionnaire. Pour atteindre cette dernière fin, les bourgeois libéraux et les opportunistes consentiront (et *doivent* consentir, du point de vue de *leurs* intérêts) à n'importe quelle phraséologie de gauche, à faire un tas de promesses de désarmement, de paix, de renonciation aux annexions, de réformes de toute espèce, de tout ce qu'on voudra, pourvu qu'on évite la rupture des masses avec leurs chefs opportunistes et le passage à des actions révolutionnaires de plus en plus sérieuses.

N'accordez pas la moindre foi aux programmes grandiloquents, dirons-nous aux masses, comptez sur votre propre action révolutionnaire de masse contre votre gouvernement et votre bourgeoisie, efforcez-vous de développer cette action ; en dehors de la guerre civile pour le socialisme, pas de salut contre la barbarie, pas de possibilité de progrès en Europe.

P. S. — Le présent article était déjà composé quand nous avons reçu le recueil de M. Plékhanov, de l'« ex-révolutionnaire » G. Alexinski et C^ie^ : *La guerre*. Voilà une belle collection de sophismes et de mensonges social-chauvins présentant la guerre réactionnaire, la guerre de brigandage du tsarisme, comme une guerre « juste », « défensive », etc. ! Nous recommandons ce déshonorant florilège de servilité envers le tsarisme à l'attention de tous ceux qui veulent étudier sérieusement les causes de la faillite de la II^e^ Internationale. Il est notamment intéressant de constater que ces social-chauvins avérés sont *entièrement* satisfaits de Tchkhéidzé et de toute sa fraction. Cette fraction contente à la fois le Comité d'organisation, Trotski, Plékhanov, Alexinski et C^ie^ ; et c'est tout naturel, car elle a montré pendant des années son aptitude à couvrir les opportunistes et à les servir.

Quant à la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie envoyée en Sibérie, MM. Plékhanov et Alexinski mentent sans vergogne à son sujet. Mais le moment n'est probablement plus éloigné où nous pourrons, preuves à l'appui, infliger un démenti aux imposteurs.

« Le Social-Démocrate » n° 43, 26 juillet 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

SUR L'INTERPRETATION DU MOT D'ORDRE DE LA «PAIX»

Le *Journal ouvrier* de Vienne, organe central des social-démocrates autrichiens, publie dans son numéro du 27 juin 1915 une déclaration édifiante d'un journal gouvernemental d'Allemagne (la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*)*.

Il s'agit d'un article de l'un des opportunistes les plus en vue et les plus vils du parti « social-démocrate » d'Allemagne, Quark, qui a dit notamment : « Nous autres, social-démocrates allemands, et nos camarades autrichiens, déclarons sans cesse que nous sommes entièrement prêts à entrer en rapports (avec les social-démocrates anglais et français) pour entamer des pourparlers de paix. *Le gouvernement impérial allemand le sait et ne nous oppose pas le moindre obstacle.* »

Commentant ces déclarations, un journal national-libéral d'Allemagne (la *Nationalliberale Korrespondenz* **) a écrit qu'elles comportent une double interprétation. La première, c'est que le gouvernement ne fait pas obstacle aux « actions politiques internationales » des social-démocrates, dans la mesure où ces actions ne sortent pas du cadre de la légalité et « ne sont pas dangereuses pour l'Etat». Ce qui est parfaitement compréhensible du point de vue de la « liberté politique ».

La deuxième interprétation, c'est que le gouvernement allemand « approuve, du moins tacitement, la propagande

---

* *Le Journal général de l'Allemagne du Nord.* (*N.R.*)
** *La Correspondance national-libérale.* (*N.R.*)

internationale des social-démocrates en faveur de la paix, et même qu'il y voit un moyen approprié de jeter les bases préliminaires d'un examen des possibilités de paix ».

Bien entendu, le journal national-libéral estime que la deuxième interprétation est impossible, et le journal gouvernemental s'associe officiellement à ce point de vue, en ajoutant de surcroît que « le gouvernement n'a rien de commun avec la propagande internationale en faveur de la paix, et qu'il n'habilitera à cette fin ni des social-démocrates ni aucun autre intermédiaire ».

Comédie édifiante, n'est-il pas vrai ? Qui voudra croire que le gouvernement allemand qui a interdit au *Vorwärts* de traiter de la lutte des classes, qui a instauré la loi martiale contre les réunions populaires et un véritable « esclavage militaire » pour les prolétaires, qui voudra croire que c'est *par libéralisme* que ce gouvernement « n'oppose pas d'obstacles » à Messieurs Quark et Südekum ? Qui voudra croire qu'il n'est pas en rapport permanent avec ces messieurs ?

N'est-il pas mille fois plus vraisemblable que Quark a lâché *par mégarde* la vérité (c'est-à-dire que les social-démocrates allemands ont déclenché leur propagande de paix en vertu d'un accord direct ou indirect avec leur gouvernement) et que si on lui a opposé un « démenti officiel », c'est justement pour cacher la vérité ?

Que cela serve de leçon aux amateurs de belles phrases qui, à l'instar de Trotski (cf. le n° 105 de *Naché Slovo*), défendent contre nous le mot d'ordre de la paix en prétendant, entre autres choses, que c'est précisément sur ce mot d'ordre que « toute la gauche » s'unirait soi-disant « efficacement » ! ! Le gouvernement des hobereaux vient de démontrer la justesse de notre résolution de Berne (n° 40 du *Social-Démocrate*), où nous disions que la propagande de paix « qui n'est pas accompagnée d'un appel à l'action révolutionnaire des masses », ne peut que « semer des illusions » et « faire du prolétariat *un jouet entre les mains de la diplomatie secrète des pays belligérants* » *.

Cela se trouve confirmé à la lettre !

Dans quelques années, l'histoire de la diplomatie

* Voir le présent tome, p. 161-162. (*N.R.*)

attestera qu'*il y a eu*, et *pas seulement* en Allemagne, un accord direct ou indirect entre les opportunistes et les gouvernements, au sujet des parlotes en faveur de la paix ! La diplomatie dissimule ces choses, mais la vérité finit toujours par percer.

Lorsque la gauche commença à s'unir sur le mot d'ordre de la paix, on pouvait l'y encourager, *à condition* que ce fût là une *première étape* de la protestation contre les chauvins, à la manière de l'ouvrier russe ignorant qui exprima par la « gaponade » une timide protestation contre le tsar. Mais, dès l'instant où la gauche continue de s'en tenir à ce *mot d'ordre* (les mots d'ordre sont l'affaire de politiciens *conscients*), elle n'est vraiment qu'une pietre gauche, *il n'y a dans ses résolutions pas un seulgrain d'« efficacité »*, elle n'est qu'un jouet entre les mains des Südekum, des Quark, des Sembat, des Hyndman, de Joffre et de Hindenburg.

Celui qui ne comprend pas cela même maintenant, alors que le mot d'ordre de la paix (« sans un appel à l'action révolutionnaire des masses ») a été prostitué par la conférence de Vienne[129], par Bernstein+Kautsky et Cie et par les Scheidemann (le « Vorstand » allemand=Comité central), celui-là participe tout simplement, de façon inconsciente, à la mystification social-chauvine du peuple.

Ecrit en juillet-août 1915 — *Conforme au manuscrit*

Paru pour la première fois en 1924 dans le n° 6 (28) de la revue « Proletarskaïa Révolutsia »

LA QUESTION DE LA PAIX

La question de la paix, en tant que programme pressant des socialistes, ainsi que la question connexe des conditions de paix, intéressent tout le monde. On ne peut manquer d'être reconnaissant au journal *Berner Tagwacht* * d'essayer de poser ce problème non du point de vue habituel, nationaliste petit-bourgeois, mais d'un point de vue réellement prolétarien, internationaliste. Excellente était la note de la rédaction dans le n° 73 (« *Friedenssehnsucht* » **) : les social-démocrates allemands qui désirent la paix doivent rompre (sich lossagen) avec la politique du gouvernement des junkers. Excellente était l'intervention du camarade A. P.[130] (nos 73 et 75) contre « les airs importants des beaux parleurs impuissants » (Wichtigtuerei machtloser Schönredner) qui tentent vainement de trancher la question de la paix sous un angle petit-bourgeois.

Voyons comment ce problème doit être posé par les socialistes.

Le mot d'ordre de la paix peut être posé ou bien en liaison avec des conditions de paix déterminées, ou bien sans aucune condition, comme une lutte non pour une paix déterminée, mais pour la paix en général (Frieden ohne weiters). Il est clair que, dans ce dernier cas, nous sommes en présence d'un mot d'ordre qui, loin d'être socialiste, est dénué de tout contenu, de toute signification. Tout le monde sans exception est pour la paix en général, jusques

---

* *La Sentinelle de Berne.* (*N.R.*)
** *La soif de paix.* (*N.R.*)

et y compris Kitchener, Joffre, Hindenburg et Nicolas-le-Sanglant, car *chacun* d'entre eux désire la fin de la guerre : toute la question est précisément que chacun pose des conditions de paix impérialistes (c'est-à-dire de pillage et d'oppression des autres peuples) en faveur de « sa » nation. Les mots d'ordre doivent être formulés en vue d'expliquer aux masses, par la propagande et l'agitation, la différence irréductible entre le socialisme et le capitalisme (l'impérialisme), et non en vue de *réconcilier* deux classes ennemies et deux politiques ennemies au moyen d'un vocable « unissant » les choses les plus différentes.

Poursuivons. Est-il possible d'unir les socialistes des divers pays sur des *conditions* de paix déterminées ? Si oui, ces conditions doivent absolument impliquer la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations et le refus de toute « annexion », c'est-à-dire de toute violation de ce droit. Mais reconnaître ce droit à *quelques* nations seulement, c'est défendre les *privilèges* de certaines nations, c'est-à-dire se comporter en nationaliste et en impérialiste, et non en socialiste. Si, par contre, on reconnaît ce droit à *toutes* les nations, on ne doit pas mettre en avant, par exemple, la seule Belgique ; mais il importe de considérer *tous* les peuples opprimés, à la fois en Europe (les Irlandais en Angleterre, les Italiens à Nice, les Danois, etc., en Allemagne, 57% de la population de la Russie, etc.) *et hors d'Europe*, c'est-à-dire toutes les colonies, que le camarade A. P. a citées fort à propos. L'Angleterre, la France et l'Allemagne ont ensemble une population d'environ 150 millions d'habitants, et elles oppriment dans leurs colonies une population de plus de 400 millions d'habitants ! ! Ce qui fait l'essence de la guerre impérialiste, c'est-à-dire de la guerre menée dans l'intérêt des capitalistes, ce n'est pas seulement qu'elle a pour but l'oppression de nouvelles nations, le partage des colonies, mais aussi qu'elle est menée principalement par des nations avancées *qui oppriment* un certain nombre d'autres peuples, qui oppriment *la plus grande partie* de la population du globe.

Les social-démocrates allemands qui justifient la conquête de la Belgique ou qui en prennent leur parti sont en fait, non pas des social-démocrates, mais des impérialis-

tes et des nationalistes, car ils défendent le « droit » de la bourgeoisie allemande (et partiellement aussi des ouvriers allemands) à opprimer les Belges, les Alsaciens, les Danois, les Polonais, les nègres d'Afrique, etc. Ce ne sont pas des socialistes, mais des *serviteurs* de la bourgeoisie allemande qu'ils aident à piller les autres nations. Mais les socialistes belges qui formulent comme *seule* revendication la libération et l'indemnisation de la Belgique défendent en fait, eux aussi, une revendication de la bourgeoisie belge, qui désire continuer à piller les 15 millions d'habitants du Congo et obtenir des concessions et des privilèges dans d'autres pays. Les bourgeois belges ont investi près de 3 milliards de francs à l'étranger ; sauvegarder par des duperies et des filouteries de toutes sortes les profits que rapportent ces milliards, voilà quel est *en fait* l'« intérêt national » de l'« héroïque Belgique ». Il en va de même — et dans une mesure bien plus grande encore — pour la Russie, l'Angleterre, la France, le Japon.

Par conséquent, si la revendication de la liberté des nations n'est pas une phrase mensongère couvrant l'impérialisme et le nationalisme de *quelques* pays, elle doit être étendue à *tous* les peuples et à *toutes* les colonies. Or, une telle revendication est manifestement vide de contenu *sans* une série de révolutions dans *tous* les pays avancés. Bien plus. Elle est irréalisable sans la victoire de la révolution *socialiste*.

Est-ce à dire que les socialistes peuvent rester indifférents devant le fait que la paix est revendiquée par des masses de plus en plus larges ? Nullement. Les mots d'ordre de l'avant-garde consciente des ouvriers sont une chose, et les revendications spontanées des masses en sont une autre. L'aspiration à la paix est un des *symptômes* les plus importants de la *déception* qui commence à se faire jour eu égard aux mensonges bourgeois sur les objectifs « libérateurs » de la guerre, sur la « défense de la patrie » et autres supercheries inventées par la classe des capitalistes à l'usage de la plèbe. Les socialistes doivent considérer ce symptôme avec la plus grande attention. Tous les efforts doivent tendre à *utiliser* cet état d'esprit des masses favorables à la paix. Mais *comment* l'utiliser ? Souscrire au *mot d'ordre* de la paix et faire chorus serait encou-

rager «la grandiloquence des beaux parleurs impuissants» (et plus souvent *hypocrites*, ce qui est encore pire). Ce serait *tromper* le peuple en lui donnant l'illusion que les gouvernements actuels, que les classes dirigeantes actuelles sont *capables*, sans avoir été « instruits » (ou, plus exactement, écartés) par une série de révolutions, de conclure une paix tant soit peu satisfaisante pour la démocratie et la classe ouvrière. Il n'est rien de plus nuisible que cette duperie. Il n'est rien qui jette davantage de poudre aux yeux des ouvriers, rien qui leur inculque davantage l'idée trompeuse que la contradiction entre le capitalisme et le socialisme est *superficielle*, rien qui *farde* davantage l'esclavage capitaliste. Non, nous devons utiliser l'état d'esprit favorable à la paix pour expliquer aux masses que les bienfaits qu'elles attendent de cette dernière sont irréalisables sans une série de révolutions.

La cessation des guerres, la paix entre les peuples, la fin des pillages et des violences : tel est précisément notre idéal ; mais seuls des sophistes bourgeois peuvent en faire un instrument de séduction des masses en détachant cet idéal de la propagande immédiate et directe en faveur d'actions révolutionnaires. Le terrain pour une telle propagande existe ; pour la mener, il suffit de rompre avec les alliés de la bourgeoisie, avec les opportunistes qui entravent l'activité révolutionnaire à la fois directement (jusques et y compris par la délation) et indirectement.

Le mot d'ordre de l'autodétermination des nations doit être, lui aussi, posé *en liaison* avec l'époque impérialiste du capitalisme. Nous ne sommes pas pour le statu quo, nous ne sommes pas pour l'utopie petite-bourgeoise qui *récuse* les grandes guerres. Nous sommes pour la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, c'est-à-dire contre le capitalisme. L'impérialisme consiste précisément dans la tendance des nations qui en oppriment un certain nombre d'autres à étendre et aggraver cette oppression, à procéder à un nouveau partage des colonies. C'est pourquoi le *nœud* de la question de l'autodétermination des nations réside précisément, à notre époque, dans l'attitude des socialistes des pays *oppresseurs*. Le socialiste d'un pays oppresseur (Angleterre, France, Allemagne, Japon, Russie, Etats-Unis, etc.) qui ne reconnaît pas et ne défend pas le droit

des nations opprimées à l'autodétermination (c'est-à-dire à la libre séparation) est en fait un chauvin et non un socialiste.

Seul ce point de vue permet de lutter sans hypocrisie et avec esprit de suite contre l'impérialisme, de poser la question nationale (à notre époque) d'une façon prolétarienne et non petite-bourgeoise. Seul ce point de vue conduit de façon conséquente au principe de la lutte contre toute oppression des nations, écarte la méfiance entre prolétaires des nations oppressives et des nations opprimées, conduit à une lutte solidaire, internationale, pour la révolution socialiste (c'est-à-dire pour le seul régime réalisant l'égalité en droits complète des nations), et non pour l'utopie petite-bourgeoise de la liberté de tous les petits Etats en général à l'époque du capitalisme.

Tel est le point de vue de notre Parti, c'est-à-dire des social-démocrates de Russie ralliés autour du Comité central. Tel était le point de vue de Marx qui enseignait au prolétariat qu'« un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être un peuple libre ». C'est sous cet angle que Marx réclamait la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre : sous l'angle des intérêts du mouvement de libération des ouvriers *anglais* (et pas seulement irlandais).

Si les socialistes anglais ne reconnaissent pas et ne défendent pas le droit à la séparation de l'Irlande, les Français celui de la Nice italienne, les Allemands celui de l'Alsace-Lorraine, du Schleswig danois, de la Pologne, les Russes celui de la Pologne, de la Finlande, de l'Ukraine, etc., les Polonais celui de l'Ukraine, — si tous les socialistes des « grandes » puissances, c'est-à-dire des puissances qui commettent de grands pillages, ne défendent pas ce même droit pour les colonies, c'est précisément parce qu'en fait ce sont des impérialistes et non des socialistes, et uniquement pour cette raison. Et il est ridicule de se bercer de l'illusion que des gens qui *ne* défendent *pas* « le droit à l'autodétermination » des nations opprimées, alors qu'ils, appartiennent eux-mêmes à des nations qui oppriment, sont capables de mener une politique socialiste.

Au lieu de permettre aux beaux parleurs hypocrites de tromper le peuple par des phrases et des promesses de la possibilité d'une paix démocratique, les socialistes doivent

expliquer aux masses l'impossibilité d'une paix tant soit peu démocratique sans une série de révolutions et sans une lutte révolutionnaire dans chaque pays contre *leur propre* gouvernement. Au lieu de permettre aux politiciens bourgeois de duper les peuples par des phrases sur la liberté des nations, les socialistes doivent expliquer aux masses des nations *oppressives* que leur libération est impossible si elles aident à opprimer d'autres nations, si elles ne reconnaissent pas et ne défendent pas le droit de ces nations à l'autodétermination, c'est-à-dire à la libre séparation. Telle est la politique socialiste, et non impérialiste, valable pour tous les pays dans la question de la paix et dans la question nationale. Il est vrai que cette politique est incompatible pour une grande part avec les lois sur la haute trahison ; mais la résolution de Bâle, si honteusement trahie par presque tous les socialistes des nations oppressives, l'est tout autant.

Il faut choisir : pour le socialisme ou pour la soumission aux lois de MM. Joffre et Hindenburg, pour la lutte révolutionnaire ou pour la servilité devant l'impérialisme. Il n'y a pas de milieu. Et les protagonistes hypocrites (ou obtus) d'une politique de « ligne médiane » causent le plus grand tort au prolétariat.

Ecrit en juillet-août 1915
Signé : Lénine

Conforme au manuscrit

Paru pour la première fois en 1924, sans signature, dans la revue « Proletarskaïa Révoloutsia » n°5 (28)

LE SOCIALISME ET LA GUERRE

(L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE A L'EGARD DE LA GUERRE)[121]

Ecrit en juillet-août 1915

Paru au cours de l'automne 1915 en brochure éditée par la rédaction du «Social-Démocrate»

Conforme au texte de la brochure

PREFACE
A LA PREMIERE EDITION (PUBLIEE A L'ETRANGER)

La guerre dure depuis un an déjà. Notre Parti a défini son attitude envers elle dès le début, dans un manifeste du Comité central, rédigé en septembre 1914 et publié (après sa distribution aux membres du Comité central et aux représentants responsables de notre Parti en Russie, et après notification de leur accord) le 1er novembre 1914 dans le n° 33 du *Social-Démocrate*, organe central de notre Parti *. Ensuite, dans le n° 40 (29 mars 1915), ont paru les résolutions de la Conférence de Berne **, qui fournissent un exposé plus précis de nos principes et de notre tactique.

A l'heure actuelle, l'état d'esprit révolutionnaire des masses se manifeste de plus en plus en Russie. Des symptômes de ce phénomène s'observent dans tous les autres pays, encore que les aspirations révolutionnaires du prolétariat soient étouffées par la majorité des partis social-démocrates officiels, qui se sont rangés aux côtés de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cet état de choses rend particulièrement pressante la publication d'une brochure faisant le bilan de la tactique social-démocrate en ce qui concerne la guerre. Nous rééditons intégralement les documents précités du Parti en les accompagnant de brefs commentaires où nous nous efforçons de faire état des principaux arguments produits en faveur de la tactique bourgeoise et de la tactique prolétarienne, dans la presse et au cours des assemblées du Parti.

---

* Voir le présent tome, pp. 19-28. *(N.R.)*
** *Ibid.*, pp. 157-163. *(N.R.)*

PREFACE A LA DEUXIEME EDITION

La présente brochure a été rédigée en été 1915, juste à la veille de la conférence de Zimmerwald[132]. Elle a paru aussi en allemand et en français et a été reproduite intégralement dans l'organe de la jeunesse social-démocrate norvégienne. Introduite illégalement en Allemagne — à Berlin, Leipzig, Brême et dans d'autres villes — l'édition allemande y a été diffusée clandestinement par les partisans de la gauche de Zimmerwald et le groupe de Karl Liebknecht. L'édition française, imprimée illégalement à Paris, y a été diffusée par les zimmerwaldiens français. L'édition russe n'a pénétré en Russie qu'en un nombre très restreint d'exemplaires ; à Moscou, elle a été recopiée à la main par des ouvriers.

Nous présentons maintenant le texte intégral de cette brochure, à titre de document. Le lecteur doit toujours se rappeler que la brochure a été rédigée en août 1915. Il faut y penser tout spécialement à la lecture des passages où il est question de la Russie : il s'agissait encore à l'époque de la Russie tsariste, de la Russie des Romanov...

Paru dans la brochure éditée en 1918 *Conforme au texte de la brochure*

CHAPITRE PREMIER
LES PRINCIPES DU SOCIALISME ET LA GUERRE DE 1914-1915

L'ATTITUDE DES SOCIALISTES A L'EGARD DES GUERRES

Les socialistes ont toujours condamné les guerres entre les peuples comme une entreprise barbare et bestiale. Mais notre attitude à l'égard de la guerre est foncièrement différente de celle des pacifistes (partisans et propagandistes de la paix) bourgeois et des anarchistes. Nous nous distinguons des premiers en ce sens que nous comprenons le lien inévitable qui rattache les guerres à la lutte des classes à l'intérieur du pays, que nous comprenons qu'il est impossible de supprimer les guerres sans supprimer les classes et sans instaurer le socialisme ; et aussi en ce sens que nous reconnaissons parfaitement la légitimité, le caractère progressiste et la nécessité des guerres civiles, c'est-à-dire des guerres de la classe opprimée contre celle qui l'opprime, des esclaves contre les propriétaires d'esclaves, des paysans serfs contre les seigneurs terriens, des ouvriers salariés contre la bourgeoisie. Nous autres, marxistes, différons des pacifistes aussi bien que des anarchistes en ce sens que nous reconnaissons la nécessité d'analyser historiquement (du point de vue du matérialisme dialectique de Marx) chaque guerre prise à part. L'histoire a connu maintes guerres qui, malgré les horreurs, les atrocités, les calamités et les souffrances qu'elles comportent inévitablement, furent progressives, c'est-à-dire utiles au développement de l'humanité en aidant à détruire des institutions particulièrement nuisibles et réactionnaires (par exemple, l'autocratie ou le servage) et les despotismes les plus barbares d'Europe (turc et russe). Aussi importe-t-il d'examiner les particularités historiques de la guerre actuelle.

LES TYPES HISTORIQUES DE GUERRES MODERNES

La grande révolution française a inauguré une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité. Depuis lors et jusqu'à la Commune de Paris, de 1789 à 1871, les guerres de libération nationale, à caractère progressif bourgeois, constituèrent l'un des types de guerres. Autrement dit, le contenu principal et la portée historique de ces guerres étaient le renversement de l'absolutisme et du système féodal, leur ébranlement, l'abolition du joug étranger. C'étaient là, par conséquent, des guerres progressives ; aussi tous les démocrates honnêtes, révolutionnaires, de même que tous les socialistes, ont toujours souhaité, dans les guerres *de ce genre*, le succès du pays (c'est-à-dire de la bourgeoisie) qui contribuait à renverser ou à saper les bastions les plus dangereux du régime féodal, de l'absolutisme et de l'oppression exercée sur les peuples étrangers. Ainsi, dans les guerres révolutionnaires de la France, il y avait un élément de pillage et de conquête des terres d'autrui par les Français ; mais cela ne change rien à la portée historique essentielle de ces guerres qui démolissaient et ébranlaient le régime féodal et l'absolutisme de toute la vieille Europe, de l'Europe du servage. Dans la guerre franco-allemande, l'Allemagne a dépouillé la France, mais cela ne change rien à la signification historique fondamentale de cette guerre, qui a affranchi des dizaines de millions d'Allemands du morcellement féodal et de l'oppression exercée sur eux par deux despotes, le tsar russe et Napoléon III.

LA DIFFERENCE ENTRE GUERRE OFFENSIVE ET GUERRE DEFENSIVE

L'époque de 1789-1871 a laissé des traces profondes et des souvenirs révolutionnaires. Avant le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug national étranger, il ne pouvait absolument pas être question de voir se développer la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre « défensive » à propos des guerres de *cette* époque, les socialistes ont toujours eu en vue, très précisément, ces objectifs qui se ramènent à la révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par

guerre « défensive » une guerre « *juste* » dans ce sens (comme l'a dit exactement un jour W. Liebknecht). C'est seulement dans ce sens que les socialistes reconnaissaient et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressiste, juste, de la « défense de la patrie » ou d'une guerre « défensive ». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, etc., ce seraient des guerres « justes », « défensives », *quel que soit* celui qui commence, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.

Mais imaginez qu'un propriétaire de 100 esclaves fasse la guerre à un autre propriétaire qui en possède 200, pour un plus « juste » partage des esclaves. Il est évident qu'appliquer à un tel cas la notion de guerre « défensive » ou de « défense de la patrie » serait falsifier l'histoire ; ce serait, pratiquement, une mystification des simples gens, de la petite bourgeoisie, des gens ignorants, par d'habiles esclavagistes. C'est ainsi qu'aujourd'hui la bourgeoisie impérialiste trompe les peuples au moyen de l'idéologie « nationale » et de la notion de défense de la patrie dans la guerre actuelle entre esclavagistes, qui a pour enjeu l'aggravation et le renforcement de l'esclavage.

LA GUERRE ACTUELLE EST UNE GUERRE IMPERIALISTE

Presque tout le monde reconnaît que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, mais le plus souvent on déforme cette notion, ou bien on l'applique unilatéralement, ou bien on insinue que cette guerre pourrait avoir une portée progressiste bourgeoise, de libération nationale. L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui-ci n'a atteint qu'au XX^{e} siècle. Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux Etats nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal. Le capitalisme a développé la concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces « potentats du capi-

tal », sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière. A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations. Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des « grandes » puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature.

LA GUERRE ENTRE LES PLUS GROS PROPRIETAIRES D'ESCLAVES POUR LE MAINTIEN ET L'AGGRAVATION DE L'ESCLAVAGE

Afin de montrer clairement le rôle de l'impérialisme, nous citerons des données précises sur le partage du monde entre ce qu'on appelle les « grandes » puissances (c'est-à-dire celles qui réussissent à piller sur une grande échelle) :

Le partage du monde par les «grandes» puissances esclavagistes:

« Grandes » puissances	Colonies 1876		Colonies 1914		Métropoles 1914		Total	
	kilomètres carrés	habitants	kilomètres carrés	habitants	kilomètres carrés	habitants	kilomètres carrés	habitants
	en millions		en millions		en millions		en millions	
Angleterre	22,5	251,9	33.5	393,5	0.3	46.5	33,8	440.0
Russie	17,0	15,9	17.4	33.2	5,4	136,2	22.8	169.4
France	0,9	6,0	10,6	55.5	0.5	39,6	11.1	95,1
Allemagne	—	—	2,9	12,3	0,5	64,9	3,4	77,2
Japon	—	—	0.3	19.2	0,4	53,0	0,7	72,2
Etats-Unis de l'Amérique du Nord	—	—	0,3	9,7	9,4	97,0	9.7	106,7

Les 6 « grandes » puissances	40,4	273,8	65.0	523,4	16.5	437.2	81.5	960,6
Colonies *n'appartenant pas* aux grandes puissances (mais à la Belgique, à la Hollande et à d'autres Etats).			9,9	45.3			9.9	45,3
Trois pays « semi-coloniaux » (Turquie, Chine et Perse)							14,5	361,2
					Total		150.9	1 367.1
Autres Etats et pays							28.0	289,9
Tout le globe (excepté la région polaire)							133.9	1 657.0

Il ressort de ce tableau que les peuples qui, de 1789 à 1871, ont combattu la plupart du temps à la tête des autres peuples pour la liberté, sont devenus désormais, après 1876, à la faveur d'un capitalisme hautement développé et « plus que mûr », les oppresseurs et les exploiteurs de la majorité des populations et des nations du globe. Entre 1876 et 1914, six « grandes » puissances ont accaparé 25 millions de kilomètres carrés, soit une superficie représentant deux fois et demie celle de toute l'Europe ! Six puissances tiennent dans la servitude *plus d'un demi-milliard* (523 millions) d'habitants des colonies. Pour 4 habitants des « grandes » puissances, il y en a 5 dans « leurs » colonies. Tout le monde sait que les colonies ont été conquises par le fer et par le feu, qu'on inflige à leurs populations un traitement barbare, qu'on les exploite par mille moyens (exportation de capitaux, concessions, etc. ; en les trompant sur la qualité des marchandises qui leur sont vendues, en les assujettissant aux autorités de la nation « dominante », etc., et ainsi de suite). La bourgeoisie anglo-française dupe le peuple lorsqu'elle prétend mener la guerre pour la liberté des peuples et de la Belgique : en réalité, elle mène la guerre pour conserver les immenses territoires coloniaux dont elle s'est emparée. Les impérialistes allemands auraient immédiatement évacué la Belgique, etc., si les Anglais et les Français avaient partagé avec eux leurs colonies « à l'amiable ». La situation

a ceci de singulier que, dans ce conflit, le sort des colonies sera tranché par l'issue de la guerre sur le continent. Du point de vue de la justice bourgeoise et de la liberté nationale (ou du droit des nations à l'existence), l'Allemagne aurait incontestablement raison contre l'Angleterre et la France, car elle a été « lésée » en fait de colonies ; ses ennemis oppriment infiniment plus de nations qu'elle ne le fait elle-même, et chez son alliée, l'Autriche, les Slaves opprimés jouissent assurément d'une plus grande liberté que dans la Russie tsariste, cette véritable « prison des peuples ». Mais l'Allemagne fait elle aussi la guerre pour opprimer des nations, et non pour les affranchir. Ce n'est pas l'affaire des socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux (l'Allemagne) à piller des brigands plus vieux et plus repus. Les socialistes doivent profiter de la guerre que se font les brigands pour les renverser tous. Pour cela, il faut avant tout que les socialistes disent au peuple la vérité, à savoir que cette guerre est, dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage. C'est une guerre qui vise, premièrement, à aggraver l'esclavage des colonies au moyen d'un partage plus « équitable » et d'une exploitation ultérieure mieux « orchestrée » ; deuxièmement, à accentuer le joug qui pèse sur les nations étrangères à l'intérieur des « grandes » puissances elles-mêmes, car l'Autriche *aussi bien que* la Russie (la Russie dans des proportions beaucoup plus grandes et bien pires que l'Autriche) ne se maintiennent qu'au moyen de ce joug qu'elles renforcent par la guerre ; troisièmement, à intensifier et à prolonger l'esclavage salarié, car le prolétariat est divisé et accablé, tandis que les capitalistes gagnent sur tous les tableaux en s'enrichissant par la guerre, en exacerbant les préjugés nationaux et en accentuant la réaction, qui connaît une recrudescence dans tous les pays, même dans les pays républicains les plus libres.

« LA GUERRE EST LA CONTINUATION DE LA POLITIQUE PAR D'AUTRES MOYENS » (A SAVOIR : PAR LA VIOLENCE)[133]

Cette sentence célèbre appartient à Clausewitz, l'un des auteurs les plus pénétrants en matière militaire. Les marxistes ont toujours considéré avec juste raison cette

thèse comme la base théorique de l'interprétation de chaque guerre donnée. C'est de ce point de vue que Marx et Engels ont toujours envisagé les différentes guerres.

Appliquez ce point de vue à la guerre actuelle. Vous verrez que, durant des dizaines d'années, pendant près d'un demi-siècle, les gouvernements et les classes dirigeantes d'Angleterre, de France, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche et de Russie ont pratiqué une politique de pillage des colonies, d'oppression de nations étrangères, d'écrasement du mouvement ouvrier. C'est cette politique, et nulle autre, qui se poursuit dans la guerre actuelle. En Autriche et en Russie notamment, la politique du temps de paix consiste, comme celle du temps de guerre, à asservir les nations et non à les affranchir. Au contraire, en Chine, en Perse, dans l'Inde et les autres pays dépendants, nous assistons durant ces dernières dizaines d'années à une politique d'éveil à la vie nationale de dizaines et de centaines de millions d'hommes, à une politique tendant à les libérer du joug des « grandes » puissances réactionnaires. La guerre sur ce terrain historique peut être aujourd'hui encore une guerre progressive bourgeoise, une guerre de libération nationale.

Il suffit de considérer que la guerre actuelle continue la politique des « grandes » puissances et des classes fondamentales qui les constituent pour constater aussitôt le caractère manifestement antihistorique, mensonger et hypocrite de l'opinion selon laquelle il serait possible, dans la guerre actuelle, de justifier l'idée de la « défense de la patrie ».

L'EXEMPLE DE LA BELGIQUE

Les social-chauvins de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente (en Russie : Plékhanov et C^ie^) aiment par-dessus tout invoquer l'exemple de la Belgique. Mais cet exemple se retourne contre eux. Les impérialistes allemands ont violé sans vergogne la neutralité de la Belgique, comme ont fait toujours et partout les Etats belligérants qui, en cas de besoin, foulaient aux pieds *tous* les traités et engagements. Admettons que tous les Etats qui ont intérêt à respecter les traités internationaux aient déclaré la guerre

à l'Allemagne, en exigeant de ce pays qu'il évacue et dédommage la Belgique. En l'occurrence, la sympathie des socialistes serait allée, bien entendu, aux ennemis de l'Allemagne. Or, le fait est justement que la guerre menée par la « Triple (et Quadruple) Entente » *ne l'est pas* pour la Belgique ; cela est parfaitement connu, et seuls les hypocrites le dissimulent. L'Angleterre pille les colonies de l'Allemagne et la Turquie ; la Russie pille la Galicie et la Turquie ; la France réclame l'Alsace-Lorraine et même la rive gauche du Rhin ; un traité a été conclu avec l'Italie sur le partage du butin (Albanie et Asie Mineure) ; un marchandage analogue est en cours avec la Bulgarie et la Roumanie. Sur le terrain de la guerre actuelle des gouvernements actuels, il est *impossible* d'aider la Belgique *autrement* qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie, etc. ! Que vient faire alors ici la « défense de la patrie » ? ? C'est là précisément le caractère particulier de la guerre impérialiste, guerre menée par des gouvernements bourgeois réactionnaires qui ont fait historiquement leur temps, avec pour enjeu l'oppression d'autres nations. Quiconque justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque préconise d'exploiter les difficultés actuelles des gouvernements pour lutter en faveur de la révolution sociale défend la liberté réelle de la totalité des nations, qui n'est réalisable qu'en régime socialiste.

POURQUOI LA RUSSIE FAIT-ELLE LA GUERRE ?

En Russie, l'impérialisme capitaliste du type moderne s'est pleinement révélé dans la politique du tsarisme à l'égard de la Perse, de la Mandchourie, de la Mongolie ; mais ce qui, d'une façon générale, prédomine en Russie, c'est l'impérialisme militaire et féodal. Nulle part au monde la majorité de la population du pays n'est aussi opprimée : les Grands-Russes ne forment que 43% de la population, c'est-à-dire moins de la moitié, et tous les autres habitants sont privés de droits, en tant qu'allogènes. Sur les 170 millions d'habitants de la Russie, *près de 100 millions* sont asservis et privés de droits. Le tsarisme fait la guerre pour s'emparer de la Galicie et étrangler défi-

nitivement la liberté des Ukrainiens, pour conquérir l'Arménie, Constantinople, etc. Le tsarisme voit dans la guerre un moyen de détourner l'attention du mécontentement qui s'accroît à l'intérieur du pays et d'écraser le mouvement révolutionnaire grandissant. Aujourd'hui, pour deux Grands-Russes, on compte en Russie deux ou trois « allogènes » privés de droits : le tsarisme s'efforce, au moyen de la guerre, d'augmenter le nombre des nations opprimées par la Russie, d'accentuer leur oppression et de faire ainsi échec à la lutte pour la liberté que mènent les Grands-Russes eux-mêmes. La possibilité d'asservir et de piller les autres peuples aggrave le marasme économique, car il arrive souvent que la source des revenus soit moins le développement des forces productives que l'exploitation semi-féodale des « allogènes ». Ainsi, du côté de la Russie, la guerre porte un caractère foncièrement réactionnaire et hostile aux mouvements de libération.

QU'EST-CE QUE LE SOCIAL-CHAUVINISME ?

Le social-chauvinisme, c'est la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle. De cette position découlent, par voie de conséquence, la renonciation à la lutte de classe pendant la guerre, le vote des crédits militaires, etc. Les social-chauvins pratiquent en fait une politique antiprolétarienne, bourgeoise, car ils préconisent en réalité, non pas la « défense de la patrie » au sens de la lutte contre l'oppression étrangère, mais le « droit » de telles ou telles « grandes » puissances à piller les colonies et à opprimer d'autres peuples. Les social-chauvins reprennent à leur compte la mystification du peuple par la bourgeoisie, selon laquelle la guerre serait menée pour la défense de la liberté et de l'existence des nations, et se rangent ainsi aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Sont des social-chauvins aussi bien ceux qui justifient et exaltent les gouvernements et la bourgeoisie d'*un* des groupes des puissances belligérantes que ceux qui, à l'instar de Kautsky, reconnaissent aux socialistes de *toutes* les puissances belligérantes un droit identique à la « défense de la patrie ». Le social-chauvinisme, qui prône en fait la défense des privilèges, des avantages, des pillages et violences de « sa

propre » bourgeoisie impérialiste (ou de toute bourgeoisie, en général), constitue une trahison pleine et entière de toutes les convictions socialistes et de la résolution du Congrès socialiste international de Bâle.

LE MANIFESTE DE BALE

Le manifeste sur la guerre, adopté à l'unanimité à Bâle en 1912, vise justement la guerre qui a éclaté en 1914 entre l'Angleterre et l'Allemagne avec leurs alliés actuels. Le manifeste déclare nettement que nul intérêt du peuple ne peut justifier une telle guerre, menée pour « le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties », sur la base de la politique impérialiste, spoliatrice, des grandes puissances. Le manifeste déclare expressément que la guerre est un danger « pour les gouvernements » (tous sans exception), met en évidence la crainte que la « révolution prolétarienne » leur inspire, rappelle de la manière la plus explicite l'exemple de la Commune de 1871 et celui d'octobre-décembre 1905, *c'est-à-dire l'exemple de la révolution et de la guerre civile.* Par conséquent, le Manifeste de Bâle indique, précisément pour la guerre actuelle, la tactique de la lutte révolutionnaire des ouvriers à l'échelle internationale contre leurs gouvernements, la tactique de la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle reprend les termes de la résolution de Stuttgart disant qu'au cas où la guerre éclaterait, les socialistes devraient exploiter « la crise économique et politique » créée par la guerre pour « précipiter la chute de la domination capitaliste », c'est-à-dire mettre à profit les difficultés suscitées aux gouvernements par la guerre, ainsi que la colère des masses, en vue de la révolution socialiste.

La politique des social-chauvins, qui justifient la guerre du point de vue bourgeois sur le mouvement de libération, qui admettent la « défense de la patrie », qui votent les crédits, qui entrent dans les ministères, etc., est donc une trahison pure et simple du socialisme, qui ne s'explique, comme on le verra plus loin, que par la victoire de l'opportunisme et de la politique ouvrière national-libérale au sein de la majorité des partis européens.

LES FAUSSES REFERENCES A MARX ET A ENGELS

Les social-chauvins russes (Plékhanov en tête) invoquent la tactique de Marx dans la guerre de 1870 ; les social-chauvins allemands (genre Lensch, David et Cie) invoquent les déclarations d'Engels en 1891 sur la nécessité pour les socialistes allemands de défendre la patrie en cas de guerre contre la Russie et la France réunies ; enfin, les social-chauvins genre Kautsky, désireux de transiger avec le chauvinisme international et de le légitimer, invoquent le fait que Marx et Engels, tout en condamnant les guerres, se sont néanmoins chaque fois rangés, de 1854-1855 à 1870-1871 et en 1876-1877, du côté de tel ou tel Etat belligérant, une fois le conflit malgré tout déclenché.

Toutes ces références déforment d'une façon révoltante les conceptions de Marx et d'Engels par complaisance pour la bourgeoisie et les opportunistes, de même que les écrits des anarchistes (les Guillaume et Cie) dénaturent les conceptions de Marx et d'Engels pour justifier l'anarchisme. La guerre de 1870-1871 a été, du côté de l'Allemagne, une guerre historiquement progressive jusqu'à la défaite de Napoléon III qui, de concert avec le tsar, avait longtemps opprimé l'Allemagne en y maintenant le morcellement féodal. Dès que la guerre eut tourné au pillage de la France (annexion de l'Alsace et de la Lorraine), Marx et Engels condamnèrent résolument les Allemands. Au reste, dès le début de cette guerre, Marx et Engels avaient approuvé le refus de Bebel et de Liebknecht de voter les crédits et recommandé à la social-démocratie de ne pas faire bloc avec la bourgeoisie, mais de lutter pour la sauvegarde des intérêts de classe particuliers du prolétariat. Appliquer le jugement porté sur cette guerre progressive bourgeoise et de libération nationale à la guerre impérialiste actuelle, c'est se moquer de la vérité. Il en va de même, de façon encore plus frappante, pour la guerre de 1854-1855 et pour toutes les guerres menées au XIXe siècle, alors que n'existaient *ni* l'impérialisme actuel, *ni* les conditions objectives déjà mûres du socialisme, *ni* des partis socialistes de masse dans *tous* les pays belligérants, c'est-à-dire à une époque où faisaient précisément défaut les conditions d'où le Ma-

nifeste de Bâle dégageait la tactique de la « révolution prolétarienne » *en relation* avec la guerre entre les grandes puissances.

Invoquer aujourd'hui l'attitude de Marx à l'égard des guerres de l'époque de la bourgeoisie *progressive* et oublier les paroles de Marx : « Les ouvriers n'ont pas de patrie », paroles qui se rapportent *justement* à l'époque de la bourgeoisie réactionnaire qui a fait son temps, à l'époque de la révolution socialiste, c'est déformer cyniquement la pensée de Marx et substituer au point de vue socialiste le point de vue bourgeois.

LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

Les socialistes du monde entier ont déclaré solennellement en 1912, à Bâle, qu'ils considéraient la future guerre européenne comme une entreprise « criminelle » et ultra-réactionnaire de *tous* les gouvernements, qui devait précipiter la chute du capitalisme en provoquant inévitablement la révolution contre ce dernier. La guerre est venue, la crise a éclaté. Au lieu de la tactique révolutionnaire, la majorité des partis social-démocrates ont appliqué une tactique réactionnaire et se sont rangés du côté de leurs gouvernements et de leur bourgeoisie. Cette trahison à l'égard du socialisme marque la faillite de la IIe Internationale (1889-1914), et nous devons voir clairement ce qui a déterminé cette faillite, ce qui a engendré le social-chauvinisme et ce qui lui a donné sa vigueur.

LE SOCIAL-CHAUVINISME, DERNIER MOT DE L'OPPORTUNISME

Durant toute l'existence de la IIe Internationale, une lutte s'est poursuivie à l'intérieur de tous les partis social-démocrates entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste. Dans plusieurs pays, il y a eu scission sur ce point (Angleterre, Italie, Hollande, Bulgarie). Aucun marxiste ne doutait que l'opportunisme fût l'expression de la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, l'expression des intérêts de la petite bourgeoisie et de l'alliance avec « *leur* » bourgeoisie d'une partie minime d'ouvriers

embourgeoisés contre les intérêts de la masse des prolétaires, de la masse des opprimés.

Les conditions objectives de la fin du XIX^e siècle renforçaient tout particulièrement l'opportunisme, l'utilisation de la légalité bourgeoise étant transformée de ce fait en servilité à son égard ; elles créaient une mince couche bureaucratique et aristocratique de la classe ouvrière, et attiraient dans les rangs des partis social-démocrates nombre de « compagnons de route » petits-bourgeois.

La guerre a accéléré ce développement, transformé l'opportunisme en social-chauvinisme, et l'alliance tacite des opportunistes avec la bourgeoisie, en une alliance ouverte. En outre, les autorités militaires ont décrété partout la loi martiale et muselé la masse ouvrière, dont les anciens chefs sont passés, à peu près en bloc, du côté de la bourgeoisie.

La base économique de l'opportunisme est la même que celle du social-chauvinisme : les intérêts d'une mince couche d'ouvriers privilégiés et de la petite bourgeoisie, qui défendent leur situation privilégiée, leur « droit » aux miettes des profits réalisés dans le pillage des autres nations par « leur » bourgeoisie nationale, grâce aux avantages attachés à sa situation de grande puissance, etc.

Le contenu politique et idéologique de l'opportunisme est le même que celui du social-chauvinisme : remplacement de la lutte des classes par leur collaboration, renonciation aux moyens révolutionnaires de lutte, soutien de « son » gouvernement en difficultés au lieu d'une utilisation de ces difficultés pour la révolution. Si l'on considère tous les pays européens dans leur ensemble, sans s'arrêter à telles ou telles personnalités (quel que soit leur prestige), on constatera que c'est bien le *courant* opportuniste qui est devenu le principal rempart du social-chauvinisme, et que du camp des révolutionnaires s'élève presque partout une protestation plus ou moins conséquente contre ce courant. Et si l'on considère, par exemple, le groupement des tendances au congrès socialiste international de Stuttgart, en 1907, on constatera que le marxisme international était contre l'impérialisme, tandis que, dès cette époque, l'opportunisme international le soutenait.

L'UNITE AVEC LES OPPORTUNISTES, C'EST L'ALLIANCE DES OUVRIERS AVEC « LEUR » BOURGEOISIE NATIONALE ET LA SCISSION DE LA CLASSE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE

Autrefois, avant la guerre, l'opportunisme était souvent considéré comme une « déviation », une « position extrême », mais on lui reconnaissait néanmoins le droit d'être partie intégrante du parti social-démocrate. La guerre a montré que c'est désormais chose impossible. L'opportunisme s'est pleinement « épanoui », il a joué jusqu'au bout son rôle d'émissaire de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. L'unité avec les opportunistes est devenue un tissu d'hypocrisies, dont nous voyons un exemple dans le parti social-démocrate allemand. Dans toutes les grandes occasions (par exemple, lors du vote du 4 août), les opportunistes présentent leur ultimatum et l'imposent en mettant en jeu leurs nombreuses relations avec la bourgeoisie, leur majorité dans les directions des syndicats, etc. L'*unité* avec les opportunistes, n'étant rien d'autre que la *scission* du prolétariat révolutionnaire de tous les pays, marque *en fait*, aujourd'hui, la subordination de la classe ouvrière à « sa » bourgeoisie nationale, l'alliance avec celle-ci en vue d'opprimer d'autres nations et de lutter pour les privilèges impérialistes.

Si dure que soit, en certains cas, la lutte contre les opportunistes qui règnent dans maintes organisations, quelque forme particulière que prenne, dans certains pays, le processus d'épuration des partis ouvriers se débarrassant des opportunistes, ce processus est inévitable et fécond. Le socialisme réformiste agonise ; le socialisme renaissant « sera révolutionnaire, intransigeant, insurrectionnel », selon l'expression si juste du socialiste français Paul Golay.

LE « KAUTSKISME »

Kautsky, la plus grande autorité de la IIe Internationale, offre un exemple éminemment typique, notoire, de la façon dont la reconnaissance verbale du marxisme a abouti en fait à le transformer en « strouvisme » ou en « brentanisme » [134]. Nous en avons un autre exemple avec Plékhanov. A l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet *tout* dans le

marxisme, *excepté* les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens. Au mépris de tout principe, Kautsky « concilie » la pensée fondamentale du social-chauvinisme, l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre actuelle, avec des concessions diplomatiques et ostentatoires aux gauches, telles que l'abstention lors du vote des crédits, la prise de position verbale en faveur de l'opposition, etc. Kautsky, qui écrivit en 1909 tout un livre sur l'imminence d'une époque de révolutions et sur le lien entre la guerre et la révolution ; Kautsky, qui signa en 1912 le Manifeste de Bâle sur l'utilisation révolutionnaire de la guerre de demain, s'évertue aujourd'hui à justifier et à farder le social-chauvinisme, et se joint comme Plékhanov à la bourgeoisie pour railler toute idée de révolution, toute initiative allant dans le sens d'une lutte nettement révolutionnaire.

La classe ouvrière ne peut jouer son rôle révolutionnaire mondial sans mener une lutte implacable contre ce reniement, cette veulerie, cette servilité à l'égard de l'opportunisme et cet incroyable avilissement de la théorie marxiste. Le kautskisme n'est pas un effet du hasard, c'est le produit social des contradictions de la IIe Internationale, de la fidélité en paroles au marxisme alliée à la soumission de fait à l'opportunisme.

Ce mensonge majeur du « kautskisme » se manifeste sous des formes diverses dans les différents pays. En Hollande, Roland-Holst, tout en repoussant l'idée de la défense de la patrie, plaide pour l'unité avec le parti des opportunistes. Trotski, en Russie, repoussant également cette idée, plaide aussi pour l'unité avec le groupe opportuniste et chauvin de « Nacha Zaria ». Rakovski, en Roumanie, tout en déclarant la guerre à l'opportunisme, qu'il rend responsable de la faillite de l'Internationale, est prêt cependant à admettre l'idée de la défense de la patrie. Ce sont là des manifestations du mal que les marxistes hollandais (Gorter, Pannekoek) ont appelé le « radicalisme passif », et qui vise à substituer au marxisme révolutionnaire l'éclectisme en théorie, et la servilité ou l'impuissance devant l'opportunisme dans la pratique.

LE MOT D'ORDRE DES MARXISTES EST CELUI DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE REVOLUTIONNAIRE

La guerre a, sans conteste, engendré une crise extraordinairement violente et aggravé à l'extrême la misère des masses. Le caractère réactionnaire de cette guerre, le mensonge éhonté de la bourgeoisie de *tous* les pays, qui dissimule ses visées de brigandage sous le manteau de l'idéologie « nationale », suscitent nécessairement, dans la situation révolutionnaire qui existe objectivement, des tendances révolutionnaires au sein des masses. Notre devoir est d'aider à prendre conscience de ces tendances, de les approfondir et de leur donner corps. Seul le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile exprime correctement cette tâche, et *toute* lutte de classe conséquente pendant la guerre, toute tactique sérieusement appliquée d'« actions de masse » y mène inévitablement. On ne peut savoir si c'est à l'occasion de la première ou d'une seconde guerre impérialiste des grandes puissances, si c'est pendant ou après cette guerre, qu'éclatera un puissant mouvement révolutionnaire. Mais, de toute façon, notre devoir impérieux est de travailler méthodiquement et sans relâche dans cette voie.

Le Manifeste de Bâle invoque sans détours l'exemple de la Commune de Paris, c'est-à-dire la transformation d'une guerre de gouvernements en guerre civile. Il y a un demi-siècle, le prolétariat était trop faible, les conditions objectives du socialisme n'étaient pas encore venues à maturité, il ne pouvait y avoir ni corrélation ni coopération des mouvements révolutionnaires dans tous les pays belligérants ; l'engouement d'une partie des ouvriers parisiens pour l'« idéologie nationale » (la tradition de 1792) attestait de leur part une défaillance petite-bourgeoise, que Marx avait signalée en son temps et qui fut une des causes de l'échec de la Commune. Un demi-siècle plus tard, les conditions qui affaiblissaient la révolution d'alors ont disparu, et à l'heure actuelle il est impardonnable pour un socialiste de renoncer à agir, très précisément, dans l'esprit des communards parisiens.

L'EXEMPLE DE LA FRATERNISATION DANS LES TRANCHEES

Les journaux bourgeois de tous les pays belligérants ont cité des exemples de fraternisation entre soldats même dans les tranchées. Et les décrets draconiens promulgués par les autorités militaires (Allemagne, Angleterre) contre cette fraternisation ont démontré que les gouvernements et la bourgeoisie y attachaient une sérieuse importance. Si des cas de fraternisation ont pu se produire, malgré la domination totale de l'opportunisme à la direction des partis social-démocrates d'Europe occidentale, et alors que le social-chauvinisme est soutenu par toute la presse social-démocrate, par toutes les autorités de la IIe Internationale, cela nous montre à quel point il serait possible d'abréger la durée de la guerre criminelle, réactionnaire et esclavagiste d'aujourd'hui et d'organiser le mouvement international révolutionnaire, si un travail systématique était effectué dans ce sens, ne serait-ce que par les socialistes de gauche de tous les pays belligérants.

L'IMPORTANCE DE L'ORGANISATION ILLEGALE

Les anarchistes les plus marquants du monde entier se sont déshonorés tout autant que les opportunistes par le social-chauvinisme (dans l'esprit de Plékhanov et de Kautsky) dont ils ont fait preuve au cours de cette guerre. Un des résultats utiles de ce conflit sera sans doute qu'il tuera à la fois l'opportunisme et l'anarchisme.

Sans renoncer en aucun cas et sous aucun prétexte à utiliser la plus minime possibilité légale pour organiser les masses et propager le socialisme, les partis social-démocrates doivent rompre avec toute attitude servile devant la légalité. « Tirez les premiers, messieurs les bourgeois »[135], écrivait Engels, en faisant précisément allusion à la guerre civile et à la nécessité pour nous de violer la légalité *après* que celle-ci l'aura été par la bourgeoisie. La crise a montré que la bourgeoisie enfreint la légalité dans tous les pays même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire les masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de lutte révolutionnaires. En Allemagne,

par exemple, tout ce que les socialistes font d'*honnête* se fait contre le vil opportunisme et l'hypocrite « kautskisme », et cela, précisément, dans l'illégalité. En Angleterre, on est passible du bagne pour l'impression d'appels invitant à refuser le service militaire.

Considérer comme compatible avec l'appartenance au parti social-démocrate la répudiation des procédés clandestins de propagande et les railler dans la presse légale, c'est trahir le socialisme.

DE LA DEFAITE DE « SON PROPRE » GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPERIALISTE

Les partisans de la victoire de leur gouvernement dans la guerre actuelle, de même que les partisans du mot d'ordre : « Ni victoire ni défaite », adoptent les uns et les autres le point de vue du social-chauvinisme. Dans une guerre réactionnaire, la classe révolutionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son gouvernement ; elle ne peut manquer de voir le lien entre les échecs militaires de ce dernier et les facilités qui en résultent pour le renverser. Seul le bourgeois qui croit que la guerre engagée par les gouvernements finira de toute nécessité comme une guerre entre gouvernements, et qui le désire, trouve « ridicule » ou « absurde » l'idée que les socialistes de *tous* les pays belligérants doivent affirmer qu'ils veulent la défaite de *tous* les gouvernements, de « leurs » gouvernements. Par contre, une telle position correspondrait exactement à la pensée secrète de tout ouvrier conscient et s'inscrirait dans le cadre de notre activité visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile.

Il est hors de doute que l'important travail d'agitation contre la guerre effectué par une partie des socialistes anglais, allemands et russes « affaiblissait la puissance militaire » de leurs gouvernements respectifs, mais cette agitation faisait honneur aux socialistes. Ceux-ci doivent expliquer aux masses qu'il n'est point de salut pour elles hors du renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements respectifs, et que les difficultés rencontrées par ces gouvernements dans la guerre actuelle doivent être exploitées précisément à cette fin.

DU PACIFISME ET DU MOT D'ORDRE DE LA PAIX

L'état d'esprit des masses en faveur de la paix exprime souvent le début d'une protestation, d'une révolte et d'une prise de conscience du caractère réactionnaire de la guerre. Tirer profit de cet état d'esprit est le devoir de tous les social-démocrates. Ils participeront très activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire, il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppression des nations, sans pillage, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre-révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

La mystification du peuple la plus largement pratiquée par la bourgeoisie dans cette guerre est le camouflage de ses buts de brigandage derrière l'idée de la « libération nationale ». Les Anglais promettent la liberté à la Belgique ; les Allemands à la Pologne, etc. En réalité, comme nous l'avons vu, c'est une guerre entre les oppresseurs de la majorité des nations du monde pour consolider et étendre cette oppression.

Les socialistes ne peuvent atteindre leur but sans lutter contre tout asservissement des nations. Aussi doivent-ils exiger absolument que les partis social-démocrates des pays *oppresseurs* (des « grandes » puissances, notamment) reconnaissent et défendent le droit des nations *opprimées* à disposer d'elles-mêmes, et cela au sens politique du mot, c'est-à-dire le droit à la séparation politique. Le socialiste appartenant à une puissance impérialiste ou à une nation possédant des colonies, et qui ne défendrait pas ce droit, serait un chauvin.

La défense de ce droit, loin d'encourager la formation de petits Etats, conduit au contraire à la formation plus libre, plus sûre et, par suite, plus large et plus généralisée, de grands Etats et de fédérations entre Etats, ce qui est plus avantageux pour les masses et correspond mieux au développement économique.

Les socialistes des nations *opprimées*, pour leur part, doivent lutter sans réserve pour l'unité complète (y compris sur le plan de l'organisation) des *ouvriers* des nationalités opprimées et oppressives. L'idée d'une séparation juridique des nations (ce qu'on appelle l'« autonomie nationale culturelle » de Bauer et Renner) est une idée réactionnaire.

L'époque de l'impérialisme est celle de l'oppression croissante des nations du monde entier par une poignée de « grandes » puissances ; aussi la lutte pour la révolution internationale socialiste contre l'impérialisme est-elle impossible sans la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. « Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx et Engels). Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par « sa » nation à l'encontre d'autres nations.

CHAPITRE II

LES CLASSES ET LES PARTIS EN RUSSIE

LA BOURGEOISIE ET LA GUERRE

Il y a un domaine où le gouvernement russe ne s'est pas laissé distancer par ses confrères européens : tout comme eux, il a su duper « son » peuple dans des proportions grandioses. Un immense, un monstrueux appareil de mensonge et de manœuvres savantes a été mis en jeu également en Russie pour inoculer aux masses le chauvinisme et leur faire admettre que le gouvernement tsariste mène une guerre « juste », qu'il défend avec désintéressement ses « frères slaves », etc.

La classe des gros propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie industrielle et commerciale ont soutenu avec ardeur la politique belliciste du gouvernement du tsar. Ils

attendent avec juste raison d'immenses profits et privilèges matériels du partage de l'héritage turc et autrichien. Nombreux sont leurs congrès qui supputent déjà les bénéfices dont s'empliraient leurs poches en cas de victoire de l'armée tsariste. En outre, les réactionnaires comprennent fort bien que si quelque chose est encore capable d'ajourner la chute de la monarchie des Romanov et de retarder l'avènement d'une nouvelle révolution en Russie, ce ne peut être qu'une guerre extérieure victorieuse pour le tsar.

De larges couches de la bourgeoisie « moyenne » des villes, des intellectuels bourgeois, des représentants des professions libérales, etc., ont également été contaminées, tout au moins au début de la guerre, par le chauvinisme. Le parti de la bourgeoisie libérale russe — les cadets — a soutenu entièrement et sans réserve le gouvernement du tsar. En matière de politique étrangère, les cadets sont depuis longtemps un parti gouvernemental. Le panslavisme, au moyen duquel la diplomatie tsariste a plus d'une fois perpétré ses grandioses fourberies politiques, est devenu l'idéologie officielle des cadets. Le libéralisme russe a dégénéré en *national*-libéralisme. Il rivalise de « patriotisme » avec les Cent-Noirs, vote toujours volontiers pour le renforcement de l'armée, de la marine de guerre, etc. On observe dans le camp du libéralisme russe à peu près le même phénomène qu'entre 1870 et 1880 en Allemagne, quand le libéralisme « libre penseur » s'est désagrégé et a donné naissance au parti national-libéral. La bourgeoisie libérale russe s'est définitivement engagée dans la voie de la contre-révolution. Le point de vue du P.O.S.D.R. dans cette question s'est entièrement confirmé. La conception de nos opportunistes selon laquelle le libéralisme russe serait encore la force motrice de la révolution en Russie a été battue en brèche par la vie.

La clique dirigeante a également réussi, avec le concours de la presse bourgeoise, du clergé, etc., à susciter un état d'esprit chauvin parmi la paysannerie. Mais à mesure que les soldats rentreront des champs de carnage, l'état d'esprit à la campagne se modifiera certainement dans un sens hostile à la monarchie tsariste. Les partis démocrates bourgeois qui touchent de près à la paysannerie n'ont pas résisté à la vague de chauvinisme. Le parti des troudoviks

a refusé, à la Douma d'Etat, de voter les crédits militaires. Mais, par la bouche de son chef Kérenski, il a donné lecture d'une déclaration « patriotique » qui faisait parfaitement le jeu de la monarchie. Toute la presse légale des « populistes » a, dans les grandes lignes, emboîté le pas aux libéraux. Même l'aile gauche de la démocratie bourgeoise, le parti dit socialiste-révolutionnaire, affilié au Bureau socialiste international, a suivi le même courant. Les interventions du représentant de ce parti au B.S.I., M. Roubanovitch, sont celles d'un social-chauvin avéré. La moitié des délégués de ce parti à la conférence des socialistes de l'« Entente » à Londres a voté la résolution chauvine (pendant que l'autre moitié s'abstenait). Dans la presse illégale des socialistes-révolutionnaires (le journal *Novosti* [136], etc.), ce sont les chauvins qui prédominent. Les révolutionnaires « issus d'un milieu bourgeois », c'est-à-dire les révolutionnaires bourgeois qui ne sont pas liés à la classe ouvrière, ont essuyé une défaite cuisante dans cette guerre. Le triste sort de Kropotkine, Bourtsev et Roubanovitch est extrêmement significatif.

LA CLASSE OUVRIERE ET LA GUERRE

Le prolétariat est la seule classe, en Russie, à laquelle on ne soit pas parvenu à inoculer le virus du chauvinisme. Les quelques excès du début de la guerre n'ont affecté que les couches les plus arriérées des ouvriers. La participation des ouvriers aux scandaleuses manifestations de Moscou contre les Allemands a été fortement exagérée. D'une façon générale, la classe ouvrière de Russie s'est révélée immunisée contre le chauvinisme.

Cela s'explique par la situation révolutionnaire dans le pays et les conditions générales d'existence du prolétariat de Russie.

Les années 1912-1914 ont marqué le début d'un nouvel et prodigieux essor révolutionnaire en Russie. Nous avons de nouveau assisté à un vaste mouvement de grève, sans précédent dans le monde. La grève révolutionnaire de masse a englobé en 1913, selon les estimations les plus modestes, un million et demi de participants ; en 1914, elle en comptait plus de 2 millions et se rapprochait du niveau de 1905.

A la veille de la guerre, à Pétersbourg, on en était déjà aux premiers combats de barricades.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti illégal, a rempli son devoir vis-à-vis de l'Internationale. Le drapeau de l'internationalisme n'a pas tremblé dans ses mains. Notre Parti a depuis longtemps rompu sur le terrain de l'organisation avec les groupes et les éléments opportunistes. Il n'avait pas à traîner derrière lui le boulet de l'opportunisme et de la « légalité à tout prix ». Et c'est ce qui lui a permis de remplir son devoir révolutionnaire, de même que la scission avec le parti opportuniste de Bissolati a aidé les camarades italiens.

La situation d'ensemble dans notre pays est défavorable à l'épanouissement de l'opportunisme « socialiste » au sein des masses ouvrières. Nous avons en Russie bien des nuances de l'opportunisme et du réformisme parmi les intellectuels, dans la petite bourgeoisie, etc. Mais cet opportunisme ne compte qu'une minorité infime d'adeptes dans les couches ouvrières politiquement actives. La catégorie des ouvriers et des employés privilégiés est très peu nombreuse. Le fétichisme de la légalité ne pouvait naître parmi nous. Les liquidateurs (le parti des opportunistes, dirigé par Axelrod, Potressov, Tchérévanine, Maslov, etc.) ne jouissaient avant la guerre d'aucun appui sérieux dans les masses ouvrières. A la IVe Douma d'Etat, les six députés ouvriers étaient *tous* adversaires du courant liquidateur. Le tirage de la presse ouvrière légale à Pétrograd et à Moscou et les résultats des souscriptions ont montré irréfutablement que les quatre cinquièmes des ouvriers conscients sont hostiles à l'opportunisme et au courant liquidateur.

Dès le début de la guerre, le gouvernement tsariste fit arrêter et déporter des milliers et des milliers d'ouvriers avancés, membres de notre P.O.S.D.R. illégal. Ce fait, à côté de la proclamation de la loi martiale dans le pays, de l'interdiction de nos journaux, etc., eut pour effet de retarder le mouvement. Mais notre Parti n'en poursuit pas moins son action révolutionnaire clandestine. A Pétrograd, le comité de notre Parti fait paraître un journal illégal, le *Prolétarski Goloss* [137].

Les articles de l'organe central *le Social-Démocrate*, publié à l'étranger, sont réimprimés à Pétrograd et expé-

diés en province. On fait paraître des tracts illégaux, diffusés jusque dans les casernes. Hors de la ville, dans divers coins retirés, se tiennent des réunions ouvrières illégales. Ces derniers temps, on a vu éclater à Pétrograd d'importantes grèves de métallurgistes. A l'occasion de ces grèves, notre Comité de Pétrograd a lancé plusieurs appels adressés aux ouvriers.

LA FRACTION OUVRIERE SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE A LA DOUMA D'ETAT ET LA GUERRE

En 1913, une scission se fit parmi les députés social-démocrates à la Douma d'Etat. D'un côté se trouvèrent sept partisans de l'opportunisme, dirigés par Tchkhéidzé, qui avaient été élus par sept provinces non prolétariennes comptant 214 000 ouvriers. De l'autre, six députés, *tous* de la curie ouvrière, qui étaient les élus des centres les plus industriels de la Russie, comptant 1 008 000 ouvriers.

Le principal sujet de désaccord était : tactique du marxisme révolutionnaire *ou* tactique du réformisme opportuniste. Pratiquement, le désaccord s'affirmait surtout dans le domaine de l'activité *extra*-parlementaire parmi les masses. Cette activité devait être menée en Russie illégalement si ses promoteurs voulaient rester sur le terrain révolutionnaire. La fraction Tchkhéidzé demeurait l'alliée la plus fidèle des liquidateurs, qui désavouaient le travail clandestin ; elle les défendait parmi les ouvriers, à toutes les réunions. D'où la scission. Les six députés formèrent la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Une année de travail montre irréfutablement qu'elle ralliait autour d'elle l'immense majorité des ouvriers russes.

Au début de la guerre, le désaccord devint manifeste. La fraction Tchkhéidzé se réfugia sur le terrain strictement parlementaire. Elle ne vota pas les crédits, car autrement elle aurait provoqué contre elle une tempête d'indignation chez les ouvriers. (Nous avons vu qu'en Russie, même les troudoviks petits-bourgeois n'ont pas voté les crédits.) Mais elle n'éleva pas non plus de protestation contre le social-chauvinisme.

La Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui exprimait la ligne politique de notre Parti, se comporta

autrement. Elle porta la protestation contre la guerre au plus profond de la classe ouvrière, elle fit de la propagande contre l'impérialisme au sein des masses prolétariennes russes.

Et elle fut accueillie avec une très grande sympathie par les ouvriers, ce qui eut pour effet d'effrayer le gouvernement et de l'obliger, en violation évidente de ses propres lois, à faire arrêter nos camarades députés qui furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie. Dès son premier communiqué officiel relatif à l'arrestation de nos camarades, le gouvernement tsariste annonçait :

«Certains membres des sociétés social-démocrates, qui se sont assigné comme but d'ébranler la puissance militaire de la Russie en faisant de l'agitation contre la guerre au moyen de proclamations clandestines et d'une propagande orale, ont pris à cet égard une position toute particulière. »

Lorsque parut l'appel bien connu de Vandervelde invitant à suspendre « momentanément » la lutte contre le tsarisme, — il ressort maintenant des témoignages du prince Koudachev, ministre du tsar en Belgique, que Vandervelde n'a pas rédigé cet appel tout seul, mais en collaboration avec ledit ministre du tsar, — *seul* notre Parti, représenté par son Comité central, y répondit par la négative. Le centre dirigeant des liquidateurs accepta la proposition de Vandervelde et déclara officiellement dans la presse que, « dans son activité, *il ne s'opposait pas à la guerre* ».

Le gouvernement tsariste accusa avant tout nos camarades députés d'avoir propagé parmi les ouvriers notre réponse négative à Vandervelde.

Au procès, le procureur tsariste Nénarokomov cita en exemple à nos camarades les socialistes allemands et français. « Les social-démocrates allemands, a-t-il dit, ont voté les crédits militaires et se sont montrés les amis du gouvernement. Ainsi ont agi les social-démocrates d'Allemagne, tandis que les tristes paladins de la social-démocratie russe en ont décidé autrement... Les socialistes de Belgique et de France ont tous comme un seul homme oublié leurs dissensions avec les autres classes, oublié les différends de parti et se sont rendus sans hésitation sous les drapeaux. » Tandis que les membres de la Fraction ouvrière so-

cial-démocrate de Russie, exécutant les directives du Comité central du Parti, agirent tout autrement...

Le procès évoqua en un tableau saisissant le vaste travail illégal d'agitation contre la guerre déployé par notre Parti au sein des masses prolétariennes. Le tribunal tsariste ne réussit certes pas, bien loin de là, à « déceler » toute l'activité de nos camarades dans ce domaine. Mais ce qui avait été décelé suffit à prouver l'importance du travail accompli en un bref laps de temps, en quelques mois.

Au cours du procès, lecture fut donnée des proclamations de nos groupes et comités contre la guerre et pour une tactique internationaliste. Les ouvriers conscients de tout le pays étaient en liaison avec les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, qui s'efforçait, dans la mesure de ses moyens, de les aider à porter un jugement sur la guerre du point de vue du marxisme.

Le camarade Mouranov, député des ouvriers de la province de Kharkov, a déclaré devant le tribunal :

« Conscient de ne pas avoir été envoyé par le peuple à la Douma d'Etat pour rester vissé à mon fauteuil de député, je me rendais en province pour connaître l'état d'esprit de la classe ouvrière. » Il a reconnu aussi, au cours du procès, avoir assumé les fonctions d'agitateur illégal de notre Parti, avoir organisé dans l'Oural un comité ouvrier à l'usine de Verkh-Issetski, et ailleurs. Le procès a montré qu'après le début de la guerre, les membres de la Fraction avaient fait le tour de presque toute la Russie aux fins de propagande ; que Mouranov, Pétrovski, Badaïev, etc., avaient organisé de nombreuses réunions ouvrières au cours desquelles étaient adoptées des résolutions contre la guerre, etc.

Le gouvernement tsariste menaçait les inculpés de la peine de mort. Ce qui fait qu'au cours même du procès, tous ne se sont pas montrés aussi courageaux que le camarade Mouranov. Ils se sont attachés à compliquer la tâche des procureurs tsaristes qui cherchaient à obtenir leur condamnation. C'est ce dont profitent indignement aujourd'hui les social-chauvins russes pour estomper le fond de la question : de quel parlementarisme la classe ouvrière a-t-elle besoin ?

Le parlementarisme est reconnu par Südekum et par Heine, par Sembat et par Vaillant, par Bissolati et par

Mussolini, par Tchkhéidzé et par Plékhanov. Le parlementarisme est également reconnu par nos camarades de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie, de même que par les camarades bulgares et italiens qui ont rompu avec les chauvins. Il y a parlementarisme et parlementarisme. Les uns utilisent la tribune parlementaire pour se faire bien voir de leurs gouvernements ou, en mettant les choses au mieux, pour tirer leur épingle du jeu, comme la fraction Tchkhéidzé. D'autres mettent à profit le parlementarisme pour rester des révolutionnaires jusqu'au bout, pour remplir leur devoir de socialistes et d'internationalistes, si difficiles que soient les circonstances. L'activité parlementaire des uns les conduit à des fauteuils ministériels ; celle des autres les conduit en prison, en déportation, au bagne. Les uns servent la bourgeoisie; les autres, le prolétariat. Les uns sont des social-impérialistes. Les autres sont des marxistes révolutionnaires.

CHAPITRE III

LA RECONSTITUTION DE L'INTERNATIONALE

Comment reconstituer l'Internationale ? Mais, tout d'abord, quelques mots pour dire comment *il ne faut pas* reconstituer l'Internationale.

LA METHODE DES SOCIAL-CHAUVINS ET DU « CENTRE »

Oh, les social-chauvins de tous les pays sont de grands « internationalistes » ! Depuis le début de la guerre, ils sont accablés de soucis pour l'Internationale. D'une part, ils assurent qu'il est « exagéré » de parler d'une *faillite* de l'Internationale. En réalité, il ne s'est rien passé d'extraordinaire. Ecoutez Kautsky : tout simplement, l'Internationale est « un instrument du temps de paix » ; il est bien naturel qu'en temps de guerre cet instrument ne se soit pas montré tout à fait à la hauteur. D'autre part, les social-chauvins de tous les pays ont trouvé un moyen très simple — et, qui plus est, internationaliste — de s'en tirer. Le moyen n'est pas compliqué : il suffit d'attendre la fin de la guerre ; jusqu'à la cessation de la guerre, les

socialistes de chaque pays doivent défendre leur « patrie » et soutenir « leur » gouvernement ; la guerre finie, on « s'amnistiera » les uns les autres, on reconnaîtra que *tout le monde* avait raison, qu'en temps de paix nous vivons comme des frères, mais qu'en temps de guerre, sur la base précise de telles et telles résolutions, nous appelons les ouvriers allemands à exterminer leurs frères français, et inversement.

Kautsky, Plékhanov, Victor Adler et Heine sont tous d'accord là-dessus. Victor Adler écrit que « cette dure époque une fois révolue, notre premier devoir sera de ne pas nous chercher chicane les uns aux autres ». Kautsky affirme que, « jusqu'à présent, on n'a entendu nulle part aucun des socialistes sérieux faire de déclaration laissant mal augurer » du sort de l'Internationale. Plékhanov dit qu'il est « désagréable de serrer des mains (de social-démocrates allemands) maculées du sang de victimes innocentes ». Mais il offre aussitôt l'« amnistie » : « il serait tout indiqué en l'occurrence, écrit-il, de soumettre le *cœur* à la *raison*. Au nom de sa grande mission, l'Internationale devra tenir compte même des regrets tardifs ». Heine, dans les *Sozialistische Monatshefte*, qualifie de « courageuse et fière » l'attitude de Vandervelde et la cite en exemple aux gauches allemands.

En un mot, quand la guerre sera finie, nommez une commission composée de Kautsky et de Plékhanov, de Vandervelde et d'Adler, et alors une résolution « unanime » dans l'esprit d'une amnistie mutuelle sera rédigée en un tournemain. La controverse sera heureusement estompée. Au lieu d'aider les ouvriers à voir clair dans ce qui s'est passé, on les trompera au moyen d'une apparente « unité » sur le papier. L'union des social-chauvins et des hypocrites de tous les pays sera baptisée reconstitution de l'Internationale.

Inutile de se le dissimuler : le danger d'une pareille « reconstitution » est très grand. Les social-chauvins de tous les pays y ont tous également intérêt. Aucun d'entre eux ne veut que les masses ouvrières de son pays démêlent par elles-mêmes la question : socialisme *ou* nationalisme. Tous ont également intérêt à dissimuler mutuellement leurs péchés. Aucun ne peut rien proposer d'autre que ce que

propose Kautsky, ce virtuose de l'hypocrisie « internationaliste ».

Or, l'on ne se rend guère compte de ce danger. Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer les liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leurs « patries ». Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la Conférence internationale des femmes et à la Conférence internationale des jeunes [138]. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont absolument pas vu ce danger. Elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. Elles n'ont pas montré au prolétariat le danger auquel l'expose la méthode social-chauvine de « reconstitution » de l'Internationale. Dans le meilleur des cas, elles se sont bornées à reprendre d'anciennes résolutions, sans indiquer aux ouvriers qu'à défaut d'une lutte contre les social-chauvins, la cause du socialisme est sans espoir. Dans le meilleur des cas, elles n'ont fait que *marquer le pas.*

LA SITUATION AU SEIN DE L'OPPOSITION

Il est hors de doute que la situation au sein de l'opposition social-démocrate allemande présente le plus vif intérêt pour tous les internationalistes. La social-démocratie allemande officielle, qui était le parti le plus fort, le parti dirigeant, au sein de la IIe Internationale, a porté le coup le plus dur à l'organisation internationale des ouvriers. Mais c'est aussi dans la social-démocratie allemande que l'opposition s'est avérée la plus forte. Parmi les grands partis européens, c'est dans la social-démocratie allemande que les camarades demeurés fidèles au drapeau du socialisme ont été les premiers à élever une vigoureuse protestation. C'est avec joie que nous avons lu les revues *Lichtstrahlen* et *Die Internationale.* C'est avec plus de joie encore que nous avons appris la diffusion en Allemagne de proclamations révolutionnaires illégales, comme, par exemple : « L'ennemi principal se trouve dans notre propre pays. » Cela montrait que l'esprit du socialisme était vivace parmi

les ouvriers allemands, qu'il existait encore des hommes, en Allemagne, capables de défendre le marxisme révolutionnaire.

C'est au sein de la social-démocratie allemande que s'est affirmée avec le plus de relief la scission dans le socialisme contemporain. Nous y voyons se manifester très nettement trois tendances : les opportunistes chauvins qui n'ont atteint nulle part autant qu'en Allemagne ce degré de déchéance et de reniement ; le « centre » kautskiste qui s'y est avéré parfaitement impuissant à remplir tout autre rôle que celui de serviteur des opportunistes ; et la gauche qui représente les seuls social-démocrates d'Allemagne.

Ce qui nous intéresse le plus, naturellement, c'est la situation au sein de la gauche allemande. Nous y voyons des camarades qui sont l'espoir de tous les éléments internationalistes.

Quelle est donc cette situation ?

La revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'elle affirmait que tout, dans la gauche allemande, en est encore au stade de la fermentation, qu'il y aura encore de grands regroupements, qu'il y a dans son sein des éléments plus résolus et d'autres qui le sont moins.

Nous ne prétendons évidemment pas le moins du monde, nous autres internationalistes russes, nous mêler des affaires intérieures de nos camarades de la gauche allemande. Nous comprenons qu'eux seuls sont pleinement compétents pour fixer leurs méthodes de lutte contre les opportunistes, en tenant compte des circonstances de temps et de lieu. Seulement, nous estimons avoir le droit et le devoir d'exprimer ouvertement notre opinion sur la situation.

Nous sommes convaincus que l'éditorialiste de la revue *Die Internationale* avait parfaitement raison lorsqu'il affirmait que le « centre » kautskiste était plus préjudiciable au marxisme que le social-chauvinisme déclaré. Estomper maintenant les divergences, prêcher aux ouvriers sous couleur de marxisme ce que prêche le kautskisme, c'est endormir les ouvriers, c'est être plus nuisible que les Südekum et les Heine, qui posent la question de front et obligent les ouvriers à y voir clair.

La fronde contre les « instances supérieures », que Kautsky et Haase se permettent depuis quelque temps, ne

doit induire personne en erreur. Les divergences entre eux et les Scheidemann ne sont pas des divergences de principe. Les uns estiment que Hindenburg et Mackensen ont *déjà* vaincu, et que l'on peut à présent se payer le luxe de protester contre les annexions. Les autres estiment que Hindenburg et Mackensen n'ont pas *encore* vaincu, et que, par suite, il faut « tenir jusqu'au bout ».

Le kautskisme ne mène contre les « instances supérieures » qu'une lutte de façade à seule fin de dissimuler, après la guerre, aux yeux des ouvriers le débat de principe et d'escamoter la question par une mille et unième résolution ronflante rédigée dans un esprit vaguement « gauchiste », art en lequel les diplomates de la IIe Internationale sont passés maîtres.

On conçoit fort bien que, dans la lutte difficile contre les « instances supérieures », l'opposition allemande doive utiliser aussi cette fronde sans principe du kautskisme. Mais la pierre de touche, pour tout internationaliste, doit demeurer l'attitude négative à l'égard du néo-kautskisme. Seul est un véritable internationaliste celui qui combat le kautskisme, qui comprend que le « centre », *même après* le prétendu tournant de ses chefs, reste, quant aux principes, *l'allié des chauvins et des opportunistes.*

Notre attitude envers les éléments hésitants au sein de l'Internationale, en général, a une importance considérable. Ces éléments — les socialistes de nuance *pacifiste* surtout — existent aussi bien dans les pays neutres que dans certains pays belligérants (par exemple, en Angleterre, le Parti ouvrier indépendant). Ils peuvent être nos compagnons de route. Un rapprochement avec eux contre les social-chauvins est indispensable. Mais il ne faut pas oublier que ce sont *seulement* des compagnons de route et que, pour le principal, l'essentiel, lorsqu'il s'agira de reconstituer l'Internationale, ils ne seront pas avec nous, mais contre nous, qu'ils suivront Kautsky, Scheidemann, Vandervelde, Sembat. Dans les délibérations internationales on ne peut limiter son programme à ce qui est acceptable pour ces éléments. Sinon, nous serons nous-mêmes prisonniers des pacifistes hésitants. C'est ce qui s'est passé, par exemple, à la Conférence internationale des femmes à Berne. La délégation allemande, qui partageait le point de

vue de la camarade Clara Zetkin, a pratiquement joué à cette conférence le rôle de « centre ». La conférence féminine n'a dit que ce qui était acceptable pour les déléguées du parti hollandais opportuniste de Troelstra et pour les déléguées de l'I.L.P. (Parti ouvrier indépendant), lequel — ne l'oublions pas — a voté pour la résolution de Vandervelde à la conférence des chauvins de l'« Entente » à Londres. Nous respectons hautement l'I.L.P. pour sa lutte courageuse contre le gouvernement anglais pendant la guerre. Mais nous savons que ce parti ne s'est jamais placé ni ne se place sur le terrain du marxisme. Or, nous estimons que la tâche principale de l'opposition social-démocrate est, à l'heure actuelle, de lever le drapeau du marxisme révolutionnaire, de dire aux ouvriers avec fermeté et précision notre point de vue sur les guerres impérialistes, de lancer le mot d'ordre des actions révolutionnaires de masse, c'est-à-dire de faire de l'époque des guerres impérialistes le début d'une époque de guerres civiles.

Des éléments social-démocrates révolutionnaires existent, en dépit de tout, dans maints pays. Ils existent en Allemagne, en Russie, en Scandinavie (la tendance influente représentée par le camarade Höglund), dans les Balkans (le parti des « tesniaki » bulgares), en Italie, en Angleterre (une fraction du Parti socialiste britannique), en France (Vaillant lui-même a reconnu dans *l'Humanité* avoir reçu des lettres de protestation émanant d'internationalistes, mais il s'est bien gardé d'en publier une seule intégralement), en Hollande (les tribunistes [139]), etc. Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure.

Les délibérations touchant les programmes dits « d'action » se bornaient jusqu'ici à proclamer plus ou moins intégralement un programme de pacifisme pur et simple. Le marxisme n'est pas le pacifisme. Lutter pour la cessation la plus rapide de la guerre est chose indispensable. Mais c'est seulement lorsqu'on appelle à la lutte *révolutionnaire* que la revendication de la « paix » prend un sens pro-

létarien. Sans une série de révolutions, la paix dite démocratique est une utopie petite-bourgeoise. Le seul véritable programme d'action serait un programme *marxiste* fournissant aux masses une réponse complète et claire sur ce qui s'est passé, une réponse expliquant ce qu'est l'impérialisme et comment il faut le combattre, déclarant ouvertement que la faillite de la IIe Internationale a été amenée par l'opportunisme, et appelant ouvertement à fonder une Internationale marxiste sans les opportunistes et *contre* eux. Seul un tel programme, montrant que nous avons confiance en nous-mêmes et dans le marxisme, et que nous déclarons à l'opportunisme une lutte sans merci, nous assurerait tôt ou tard la sympathie des masses véritablement prolétariennes.

LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DEMOCRATE DE RUSSIE ET LA IIIe INTERNATIONALE

Le P.O.S.D.R. s'est depuis longtemps séparé de ses opportunistes. A présent, les opportunistes russes sont devenus par-dessus le marché des chauvins. Cela ne fait que nous confirmer dans l'opinion que cette scission était nécessaire dans l'intérêt du socialisme. Nous avons la conviction que les divergences actuelles entre social-démocrates et social-chauvins ne sont nullement moindres qu'elles ne l'étaient entre socialistes et anarchistes, au moment où les social-démocrates se sont séparés de ces derniers. L'opportuniste Monitor a eu raison de dire, dans les *Preussische Jahrbücher*, que l'unité actuelle est avantageuse pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux, réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La IIIe Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre

Parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste *internationale*, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les *différents* pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre Parti adhérera avec joie à cette IIIe Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela voudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre Parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que *notre* Parti, dans *notre* pays, au sein de *notre* prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale *marxiste*.

En Russie non plus, il ne manque ni de social-chauvins avérés ni de groupes du « centre ». Ces gens lutteront contre la formation d'une Internationale marxiste. Nous savons que Plékhanov se place sur le même terrain de principe que Südekum et que, dès maintenant, il lui tend la main. Nous savons que le « Comité d'organisation » dirigé par Axelrod prêche le kautskisme sur le terrain russe. Sous couleur d'unité de la classe ouvrière, ces gens-là prêchent l'unité avec les opportunistes et, par leur truchement, avec la bourgeoisie. Mais tout ce que nous savons du mouvement ouvrier actuel en Russie nous donne la pleine assurance que le prolétariat conscient de Russie restera, comme par le passé, *avec notre Parti*.

CHAPITRE IV

L'HISTOIRE DE LA SCISSION ET LA SITUATION ACTUELLE DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN RUSSIE

La tactique du P.O.S.D.R. à l'égard de la guerre, que nous avons exposée plus haut, découle nécessairement de trente années de développement de la social-démocratie en Russie. Il est impossible de bien comprendre cette tactique, pas plus que la situation actuelle de la social-démocratie dans notre pays, sans réfléchir à l'histoire de notre Parti. Aussi devons-nous rappeler au lecteur les grandes lignes de cette histoire.

La social-démocratie est née en tant que courant idéologique en 1883, lorsque le groupe « Libération du Travail » exposa méthodiquement pour la première fois, à l'étranger, les conceptions social-démocrates appliquées à la Russie. Jusque vers 1890, la social-démocratie resta un courant d'idées, sans lien avec le mouvement ouvrier de masse en Russie. Après 1890, la poussée sociale, l'effervescence et le mouvement gréviste des ouvriers firent de la social-démocratie une force politique active, indissolublement liée à la lutte (économique aussi bien que politique) de la classe ouvrière. Or, à cette même époque, commence la scission de la social-démocratie en « économistes » et « iskristes ».

LES « ECONOMISTES » ET L'ANCIENNE *ISKRA* (1894-1903)

L'« économisme » fut un courant opportuniste au sein de la social-démocratie russe. Son essence politique se réduisait au programme suivant : « Aux ouvriers, la lutte économique ; aux libéraux, la lutte politique. » Son principal appui théorique était ce qu'on appelait le « marxisme légal » ou « strouvisme », qui « reconnaissait » un « marxisme » complètement vidé de tout esprit révolutionnaire et adapté aux besoins de la bourgeoisie libérale. Invoquant l'état arriéré de la masse des ouvriers en Russie, et désireux d'« aller avec les masses », les « économistes » limitaient les objectifs et l'ampleur du mouvement ouvrier à la lutte économique et au soutien politique du libéralisme, sans s'assigner des tâches politiques indépendantes, ni aucun objectif révolutionnaire.

L'ancienne *Iskra* (1900-1903) lutta victorieusement contre l'« économisme » au nom des principes de la social-démocratie révolutionnaire. Toute l'élite du prolétariat conscient se rangea aux côtés de l'*Iskra*. A quelques années de la révolution, la social-démocratie présenta un programme hautement conséquent et intransigeant. La lutte des classes et l'action des masses au cours de la révolution de 1905 confirmèrent ce programme. Les « économistes » s'adaptaient au retard des masses. L'*Iskra* forma une avant-garde ouvrière capable de mener les masses en avant. Les arguments actuels des social-chauvins (sur la nécessité de compter avec la masse, sur le caractère progressiste de l'impérialisme, sur les « illusions » des révolutionnaires, etc.) avaient déjà *tous* été formulés par les économistes. La Russie social-démocrate connut il y a vingt ans une révision opportuniste du marxisme à la sauce « strouviste ».

LE MENCHEVISME ET LE BOLCHEVISME (1903-1908)

L'époque de la révolution démocratique bourgeoise suscita au sein de la social-démocratie une nouvelle lutte de tendances qui fut le prolongement direct de la précédente. L'« économisme » se mua en « menchévisme ». La défense de la tactique révolutionnaire de l'ancienne *Iskra* donna naissance au « bolchévisme ».

Dans la période orageuse de 1905-1907, le menchévisme s'affirma comme un courant opportuniste soutenu par les bourgeois libéraux, et qui introduisait les tendances de la bourgeoisie libérale dans le mouvement ouvrier. L'adaptation de la lutte de la classe ouvrière au libéralisme, telle en était l'essence. Au contraire, le bolchévisme assignait comme tâche aux ouvriers social-démocrates d'entraîner la paysannerie démocratique à la lutte révolutionnaire en dépit des flottements et des trahisons du libéralisme. Et les masses ouvrières, ainsi que le reconnurent plus d'une fois les menchéviks eux-mêmes, suivirent pendant la révolution les bolchéviks dans toutes les actions importantes.

La révolution de 1905 vérifia, consolida, approfondit et trempa au combat la tactique social-démocrate révolutionnaire intransigeante en Russie. L'action ouverte des classes et des partis révéla maintes fois la liaison de l'opportunisme social-démocrate (le « menchévisme ») avec le libéralisme,

LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR (1908-1914)

L'époque contre-révolutionnaire mit de nouveau à l'ordre du jour, sous une forme absolument nouvelle, l'alternative : tactique opportuniste ou tactique révolutionnaire de la social-démocratie. Le courant principal du menchévisme, en dépit des protestations formulées par nombre de ses meilleurs représentants, engendra le courant liquidateur, la renonciation à la lutte pour une nouvelle révolution en Russie, l'abandon de l'organisation et de l'action illégales, des railleries méprisantes à l'égard de l'« action clandestine », du mot d'ordre de la république, etc. Le groupe de publicistes « légaux » de la revue *Nacha Zaria* (MM. Potressov, Tchérévanine, etc.) constitua un noyau indépendant du vieux parti social-démocrate, et que la bourgeoisie libérale de Russie, désireuse de détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire, soutenait, exaltait et choyait de mille manières.

Ce groupe d'opportunistes fut exclu du Parti à la conférence du P.O.S.D.R. de janvier 1912, qui reconstitua le Parti malgré la résistance éperdue de toute une série de groupes et groupuscules établis à l'étranger. Pendant plus de deux ans (début de 1912-milieu de 1914) se poursuivit une lutte acharnée entre les deux partis social-démocrates : le Comité central élu en janvier 1912 et le « Comité d'organisation », qui ne reconnaissait pas la Conférence de janvier et voulait reconstituer le Parti d'une manière différente en maintenant l'unité avec le groupe de « Nacha Zaria ». Une âpre bataille se livra entre les deux quotidiens ouvriers (la *Pravda* et le *Loutch* [140] ainsi que leurs successeurs), et entre les deux fractions social-démocrates à la IV[e] Douma d'Etat (la « Fraction ouvrière social-démocrate de Russie » des pravdistes ou marxistes, et la « fraction social-démocrate » des liquidateurs avec à sa tête Tchkhéidzé).

En défendant la fidélité aux enseignements révolutionnaires du Parti, en prêtant appui à l'essor du mouvement ouvrier qui s'amorçait à cette époque (surtout après le printemps 1912), en combinant l'organisation légale et illégale, la presse et le travail d'agitation, les « pravdistes » rallièrent autour d'eux l'immense majorité de la

classe ouvrière consciente, alors que les liquidateurs, qui agissaient comme force politique uniquement en tant que groupe de « Nacha Zaria », bénéficiaient de larges appuis auprès des éléments bourgeois libéraux.

Les versements ouvertement effectués par les groupes ouvriers aux journaux des deux partis, qui étaient à l'époque le mode de *cotisation* adopté par la social-démocratie russe, compte tenu des conditions du pays (le seul mode qui fût légalement et librement contrôlable par tous), confirmèrent nettement que la source de la force et de l'influence des « pravdistes » (marxistes) était prolétarienne, et que celle des liquidateurs (et de leur « Comité d'organisation ») était libérale bourgeoise. Voici de brèves données sur ces versements dont il a été rendu compte en détail dans le livre *Le marxisme et le courant liquidateur* [141], et en abrégé dans le journal social-démocrate allemand *Leipziger Volkszeitung* [142] du 21 juillet 1914.

Nombre et montant des versements effectués aux journaux quotidiens de Pétersbourg, marxistes (pravdistes) et liquidateurs, du 1er janvier au 13 mai 1914 :

	PRAVDISTES		LIQUIDATEURS	
	Nombre de versements	Montant total (roubles)	Nombre de versements	Montant total (roubles)
Provenant des groupes ouvriers . .	2 873	18 934	671	5 296
Autre provenance	713	2 650	453	6 760

Ainsi, notre Parti groupait en 1914 autour de la tactique social-démocrate révolutionnaire les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Pour toute l'année 1913, le nombre des cotisations versées par les groupes ouvriers s'élevait à 2 181 chez les pravdistes et à 661 chez les liquidateurs. Du 1er janvier 1913 au 13 mai 1914 le montant total est de 5 054 cotisations versées par les groupes ouvriers aux « pravdistes » (c'est-à-dire à notre Parti) et 1 332, soit 20,8%, versées aux liquidateurs.

LE MARXISME ET LE SOCIAL-CHAUVINISME (1914-1915)

La grande guerre européenne de 1914-1915 a permis à tous les social-démocrates européens, y compris les russes, de vérifier leur tactique en fonction d'une crise d'impor-

tance mondiale. Le caractère réactionnaire, spoliateur, esclavagiste de la guerre est infiniment plus frappant du côté du tsarisme que du côté des autres gouvernements. Et, malgré cela, le principal groupe de liquidateurs (le seul qui, en dehors du nôtre, exerce, grâce à ses relations avec les libéraux, une influence sérieuse en Russie) a viré au social-chauvinisme ! Ayant détenu pendant assez longtemps le monopole de la légalité, ce groupe de « Nacha Zaria » a prêché aux masses la « non-résistance à la guerre », souhaitant la victoire de la Triple (aujourd'hui Quadruple) Entente, accusant l'impérialisme allemand de « péchés démesurés », etc. Plékhanov, qui a fourni depuis 1903 de multiples exemples de son extrême veulerie en politique et de son ralliement aux opportunistes, a accentué encore plus cette prise de position, ce qui lui vaut d'être encensé par toute la presse bourgeoise de Russie. Il s'est abaissé jusqu'à déclarer que la guerre menée par le tsarisme était une guerre juste, et à faire publier dans la presse gouvernementale d'Italie une interview appelant ce pays à entrer dans la guerre !!

Le bien-fondé de notre jugement sur le courant liquidateur et de l'exclusion du principal groupe de liquidateurs de notre Parti a été ainsi parfaitement confirmé. Le programme concret des liquidateurs et la signification concrète de leur tendance ne consistent pas seulement aujourd'hui dans l'opportunisme en général, mais aussi dans la défense des privilèges et prérogatives impérialistes des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie grands-russes. C'est là une tendance *national-libérale* de la politique ouvrière. C'est l'alliance d'une partie des petits bourgeois radicaux et d'une fraction infime d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse du prolétariat.

LA SITUATION ACTUELLE DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE RUSSE

Comme nous l'avons déjà dit, ni les liquidateurs, ni toute une série de groupes à l'étranger (Plékhanov, Alexinski, Trotski, etc.), ni les social-démocrates dits « nationaux » (c'est-à-dire non grands-russes) n'ont reconnu notre conférence de janvier 1912. Parmi les innombrables injures qu'ils nous ont prodiguées, celle qui nous taxait

d'« usurpation » et de « scissionnisme » était la plus fréquente. Nous avons répondu en citant des chiffres exacts et susceptibles d'être vérifiés objectivement, qui prouvaient que notre Parti groupait les 4/5 des ouvriers conscients de Russie. Ce n'est pas mal, si l'on tient compte de toutes les difficultés du travail illégal à une époque de contre-révolution.

Si l'« unité » avait été possible en Russie sur la base de la tactique social-démocrate, sans l'exclusion du groupe de « Nacha Zaria », pourquoi nos nombreux adversaires ne l'ont-ils pas réalisée *au moins entre eux?* Depuis janvier 1912, il s'est passé pas moins de trois années et demie, et durant cette période nos adversaires n'ont pu créer, malgré tout leur désir, un parti social-démocrate dirigé contre nous. Ce fait est le meilleur argument en faveur de notre Parti.

Toute l'histoire des groupes social-démocrates qui luttent contre notre Parti est celle d'une désagrégation et d'une décadence. En mars 1912, tous sans exception s'étaient « unis » pour nous accabler d'injures. Mais dès le mois d'août 1912, lorsque se constitua contre nous ce qu'on est convenu d'appeler le « bloc d'Août », la désagrégation commença parmi eux. Une partie des groupes se détache. Les autres ne peuvent fonder un parti, ni un Comité central. Ils ne forment qu'un Comité d'organisation « pour la reconstitution de l'unité ». Mais, en réalité, ce Comité s'est révélé un paravent précaire du groupe des liquidateurs en Russie. Pendant toute la durée du prodigieux essor du mouvement ouvrier en Russie et des grèves de masse de 1912-1914, le seul groupe de tout le bloc d'Août qui agisse dans les masses reste le groupe de « Nacha Zaria », dont les relations libérales constituent la force. Et, au début de 1914, le « bloc d'Août » est officiellement abandonné par les social-démocrates lettons (les social-démocrates polonais n'en faisaient pas partie), tandis que Trotski, un des chefs du bloc, en sort officieusement et crée de nouveau un groupe à part. En juillet 1914, à la conférence de Bruxelles, à laquelle participaient le comité exécutif du B.S.I., Kautsky et Vandervelde, se constitue contre nous le « bloc de Bruxelles », dont les Lettons ne font pas partie, et dont se détachent aussitôt les social-démocrates polonais, l'opposition. Après le déclenchement de la guerre,

ce bloc se désagrège. « Nacha Zaria », Plékhanov, Alexinski et An [143], chef des social-démocrates du Caucase, deviennent des social-chauvins avérés, qui font des vœux pour la défaite de l'Allemagne. Le Comité d'organisation et le Bund prennent la défense des social-chauvins et des principes du social-chauvinisme. La fraction Tchkhéidzé, bien qu'elle ait voté contre les crédits militaires (en Russie, même les démocrates bourgeois, les troudoviks, avaient voté contre) reste le fidèle allié de *Nacha Zaria*. Nos social-chauvins à tous crins, Plékhanov, Alexinski et consorts, sont parfaitement satisfaits de la fraction Tchkhéidzé. Il se fonde à Paris un journal, *Naché Slovo* (autrefois le *Goloss*), avec le concours de Martov et de Trotski notamment qui désirent allier la défense platonique de l'internationalisme à la revendication absolue de l'unité avec *Nacha Zaria*, le Comité d'organisation ou la fraction Tchkhéidzé. Après 250 numéros de ce journal, celui-ci est obligé de reconnaître lui-même sa désagrégation : une partie du comité de rédaction penche vers notre Parti ; Martov reste fidèle au Comité d'organisation qui blâme publiquement *Naché Slovo* pour son « anarchisme » (de même que les opportunistes en Allemagne, David et consorts, l'*Internationale Korrespondenz* [144], Legien et consorts accusent le camarade Liebknecht d'anarchisme) ; Trotski déclare rompre avec le Comité d'organisation, mais veut emboîter le pas à la fraction Tchkhéidzé. Voici le programme et la tactique de la fraction Tchkhéidzé, exposés par un de ses leaders. Dans le numéro 5 du *Sovrémenny Mir* [145] de 1915, revue dont l'orientation est celle de Plékhanov et d'Alexinski, Tchkhenkéli écrit : « *Dire que la social-démocratie allemande était capable d'empêcher l'entrée en guerre de son pays et qu'elle ne l'a pas fait, reviendrait à souhaiter en cachette non seulement qu'elle expire elle-même sur les barricades, mais qu'elle entraîne aussi sa patrie dans la débâcle, ou bien à considérer des objets tout proches à travers le télescope anarchiste**. »

* *S. M.* 15, n°5, p. 148. Trotski a déclaré récemment qu'il estimait de son devoir de relever le prestige de la fraction Tchkhéidzé

Ces quelques lignes expriment toute la substance du social-chauvinisme : la justification du principe de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle et les railleries — avec l'assentiment des censeurs militaires — sur la propagande révolutionnaire et la préparation de la révolution. Il ne s'agit pas du tout de savoir si la social-démocratie allemande était capable d'empêcher la guerre, ni si les révolutionnaires peuvent, en général, garantir le succès de la révolution. Le problème est de savoir s'il faut se comporter en socialistes ou « expirer » effectivement dans les bras de la bourgeoisie impérialiste.

LES TACHES DE NOTRE PARTI

La social-démocratie russe est née dans notre pays à la veille de la révolution démocratique bourgeoise (1905), et elle s'est consolidée à l'époque de la révolution et de la contre-révolution. Le retard de la Russie explique l'extrême abondance des courants et des nuances de l'opportunisme petit-bourgeois dans notre pays, tandis que l'influence du marxisme en Europe et la solidité des partis social-démocrates légaux avant la guerre ont fait de nos libéraux exemplaires des quasi-admirateurs de la théorie et de la social-démocratie « raisonnables », « européennes » (non-révolutionnaires), « marxistes », « légales ». La classe ouvrière en Russie ne pouvait constituer son parti autrement que dans une lutte résolue de trente années contre toutes les variétés de l'opportunisme. L'expérience de la guerre mondiale, qui a engendré la faillite honteuse de l'opportunisme européen et affermi l'alliance de nos national-libéraux avec le courant liquidateur social-chauvin, nous confirme encore plus dans la certitude que notre Parti doit continuer à suivre la même voie révolutionnaire conséquente.

---

au sein de l'Internationale. Il est certain que Tchkhenkéli, de son côté, s'attachera avec la même énergie à relever, au sein de l'Internationale, le prestige de Trotski...

A PROPOS DU MOT D'ORDRE DES ETATS-UNIS D'EUROPE

Dans le n° 40 du *Social-Démocrate*, nous annoncions que la Conférence des sections de notre Parti à l'étranger avait décidé d'ajourner la question relative au mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe », tant que l'aspect *économique* du problème n'aurait pas été examiné dans la presse *.

Les débats sur cette question avaient pris à notre conférence un caractère exclusivement politique. Cela tenait peut-être en partie à ce que le manifeste du Comité central avait formulé expressément ce mot d'ordre comme un mot d'ordre politique (« le mot d'ordre *politique* immédiat ... », y est-il dit) ; non seulement il préconisait les Etats-Unis républicains d'Europe, mais il soulignait tout spécialement que, « sans le renversement révolutionnaire des monarchies allemande, autrichienne et russe », ce mot d'ordre était absurde et mensonger.

Il serait totalement erroné de s'élever contre cette façon de poser la question *dans les limites* d'une appréciation politique de ce mot d'ordre, par exemple en lui reprochant d'estomper ou d'affaiblir, etc., le mot d'ordre de la révolution socialiste. Les transformations politiques dans un sens véritablement démocratique, et à plus forte raison les révolutions politiques, ne peuvent jamais, en aucun cas, quelles que soient les conditions, ni estomper, ni affaiblir le mot d'ordre de la révolution socialiste. Au

* Voir le présent tome, p. 157. (*N.R.*)

contraire, elles ne font jamais que rapprocher cette dernière en élargissant sa base, en entraînant dans la lutte pour le socialisme de nouvelles couches de la petite bourgeoisie et des masses semi-prolétariennes. Par ailleurs, les révolutions politiques sont inévitables au cours de la révolution socialiste, qui ne doit pas être considérée comme un acte unique, mais comme une époque orageuse de bouleversements politiques et économiques, de lutte de classes très aiguë, de guerre civile, de révolutions et de contre-révolutions.

Mais si le mot d'ordre des Etats-Unis républicains d'Europe, formulé en liaison avec le renversement révolutionnaire des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique, on se heurte encore à une question éminemment importante, celle du contenu et de la portée économiques de ce mot d'ordre. Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires.

Le capital est devenu international et monopoliste. Le monde se trouve partagé entre une poignée de grandes puissances, c'est-à-dire de puissances qui s'enrichissent en pillant et en opprimant les nations sans retenue. Quatre grandes puissances européennes: l'Angleterre, la France, la Russie et l'Allemagne, avec une population de 250-300 millions d'habitants, et une superficie de près de 7 millions de kilomètres carrés, possèdent des colonies dont la population est *d'environ un demi-milliard* d'hommes (494,5 millions), et la superficie de 64,6 millions de kilomètres carrés, soit près de la moitié du globe (133 millions de kilomètres carrés, sans la région polaire). Ajoutez à cela trois pays d'Asie : la Chine, la Turquie et la Perse, actuellement dépecées par des forbans qui mènent une guerre « émancipatrice » : le Japon, la Russie, l'Angleterre et la France. Ces trois pays asiatiques, que l'on peut qualifier de semi-coloniaux (en réalité, ils sont maintenant, pour les neuf dixièmes, des colonies), comptent 360 millions d'habitants et 14,5 millions de kilomètres

carrés de superficie (c'est-à-dire près d'une fois et demie la superficie de toute l'Europe).

Poursuivons. L'Angleterre, la France et l'Allemagne ont placé à l'étranger un capital d'au moins 70 milliards de roubles. Pour percevoir le bon petit profit « légitime » que rapporte cette somme rondelette, — profit qui dépasse trois milliards de roubles par an, — il existe des comités nationaux de millionnaires, appelés gouvernements, qui sont dotés d'une armée et d'une marine de guerre et qui « installent » dans les colonies et semi-colonies les fils et les frères de « Monsieur Milliard », en qualité de vice-rois, de consuls, d'ambassadeurs, de fonctionnaires de toutes sortes, de prêtres et autres sangsues.

Ainsi est organisée, à l'époque du développement ultime du capitalisme, la spoliation par une poignée de grandes puissances de près d'un milliard d'habitants du globe. Et, en régime capitaliste, toute autre organisation est impossible. Renoncer aux colonies, aux « sphères d'influence », à l'exportation des capitaux ? Y songer serait descendre au niveau du curé de campagne qui, tous les dimanches, prêche aux riches la majesté du christianisme et leur recommande de donner aux pauvres... sinon quelques milliards, du moins quelques centaines de roubles par an.

Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, équivaudraient à une entente pour le partage des colonies. Or, en régime capitaliste, le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe, que la force. Un milliardaire ne peut partager le « revenu national » d'un pays capitaliste avec qui que ce soit, autrement qu'« en proportion du capital » (et encore avec cet additif que le plus gros capital recevra plus qu'il ne lui revient). Le capitalisme, c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie de la production. Prêcher le partage « équitable » du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit bourgeois et de philistin. On ne peut partager autrement qu'en fonction d'un « rapport de forces ». Or, le rapport des forces varie au cours de l'évolution économique. Après 1871, l'Allemagne s'est renforcée trois ou quatre fois plus vite que l'Angleterre et la France ; le Japon, dix fois plus vite que la Russie. Pour mesurer la force

réelle d'un Etat capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les principes de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable. En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens possibles, en régime capitaliste, de rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont les crises dans l'industrie et les guerres en politique.

Certes, des ententes *provisoires* sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes *européens*... dans quel but ? Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées *contre* le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique arriérée, qui pourrit déjà de vieillesse. Comparée aux Etats-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les Etats-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique. Les temps sont à jamais révolus où la cause de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement à l'Europe.

Les Etats-Unis du monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattachons au socialisme en attendant que la victoire totale du communisme amène la disparition définitive de tout Etat, y compris l'Etat démocratique. Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme ; en second lieu, parce qu'il pourrait conduire à des conclusions erronées sur l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et sur l'attitude du pays en question envers les autres.

L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nom-

bre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats. La forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les Etats qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires.

C'est pour ces raisons et à la suite de nombreuses discussions sur ce point, pendant et après la Conférence des sections du P.O.S.D.R. à l'étranger, que la rédaction de l'Organe central en est venue à considérer comme erroné le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe.

« Le Social-Démocrate » n° 44, 23 août 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

A PROPOS DU MOT D'ORDRE DES ETATS-UNIS D'EUROPE

NOTE DE LA REDACTION DU «SOCIAL-DEMOCRATE» A PROPOS DU MANIFESTE SUR LA GUERRE ADOPTE PAR LE COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R.

La revendication des Etats-Unis d'Europe, telle que l'a formulée le Manifeste du Comité central, — en l'accompagnant d'un appel au renversement des monarchies de Russie, d'Autriche et d'Allemagne, — se distingue de l'interprétation pacifiste de ce mot d'ordre donnée par Kautsky et Cie.

Le n° 44 du *Social-Démocrate*, Organe central de notre Parti, a publié un éditorial démontrant que le mot d'ordre des « Etats-Unis d'Europe » est erroné sur le plan économique *. Ou bien c'est une revendication irréalisable en régime capitaliste, car elle suppose une harmonisation de l'économie mondiale, alors que les colonies, les sphères d'influence, etc., sont partagées entre différents pays. Ou bien c'est un mot d'ordre réactionnaire, qui signifie une alliance temporaire des grandes puissances d'Europe en vue d'opprimer plus efficacement les colonies et de piller le Japon et l'Amérique dont le développement est plus rapide.

Ecrit fin août 1915
Paru en 1915 dans la brochure : « Le socialisme et la guerre », Genève

Conforme au texte de la brochure

* Voir le présent tome, pp. 351-355. (*N.R.*)

PROJET DE RESOLUTION DE LA GAUCHE DE ZIMMERWALD

La guerre actuelle a été engendrée par l'impérialisme. Ce stade, atteint par le capitalisme, est son stade suprême. Les forces productives de la société et l'importance du capital ont grandi au-delà des limites étroites des différents Etats nationaux. D'où la tendance des grandes puissances à asservir d'autres nations, à conquérir des colonies, en tant que sources de matières premières et débouchés pour l'exportation des capitaux. Le monde entier devient un organisme économique unique ; le monde entier est partagé entre une poignée de grandes puissances. Les conditions objectives du socialisme sont parvenues à une maturité complète, et la guerre actuelle est une guerre des capitalistes pour des privilèges et des monopoles susceptibles de retarder la faillite du capitalisme.

Les socialistes, qui aspirent à libérer le travail du joug du capital et se font les champions de la fraternité universelle des ouvriers, luttent contre toute forme d'oppression et d'inégalité en droits des nations. A l'époque où la bourgeoisie était progressive, où le renversement du régime féodal, de l'absolutisme et du joug étranger était à l'ordre du jour de l'Histoire, les socialistes, qui ont toujours été les démocrates les plus conséquents et les plus résolus, admettaient en ce sens, et en ce sens seulement, la « défense de la patrie ». Aujourd'hui encore, si une guerre des nations opprimées contre leurs oppresseurs, les grandes puissances, éclatait dans l'Est de l'Europe ou dans

les colonies, toute la sympathie des socialistes irait aux opprimés.

Mais la guerre actuelle a été engendrée par une époque historique toute différente, où la bourgeoisie, naguère progressive, est devenue réactionnaire. De la part des deux groupes de puissances belligérantes, cette guerre est une guerre d'esclavagistes pour le maintien et le renforcement de l'esclavage : pour un nouveau partage des colonies, pour le « droit » d'opprimer d'autres nations, pour les privilèges et les monopoles du capital impérialiste, pour la perpétuation de l'esclavage du salariat par la division des ouvriers des différents pays et la répression réactionnaire de leurs aspirations. C'est pourquoi les discours sur la « défense de la patrie » tenus par les deux groupes belligérants sont une mystification du peuple par la bourgeoisie. Ni la victoire de l'un des groupes, quel qu'il soit, ni le retour au statu quo ne peuvent préserver la liberté de la majorité des nations du monde contre l'oppression exercée sur elles par une poignée de grandes puissances, ni garantir à la classe ouvrière même ses modestes conquêtes culturelles d'aujourd'hui. L'époque du capitalisme relativement pacifique est révolue sans retour. L'impérialisme apporte à la classe ouvrière une aggravation inouïe de la lutte des classes, de la misère, du chômage, du coût de la vie, de la domination des trusts, du militarisme, ainsi que la réaction politique qui relève la tête dans tous les pays, même les plus libres.

La signification réelle du mot d'ordre de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, c'est la défense du « droit » pour « sa » bourgeoisie nationale d'opprimer d'autres nations, c'est la politique ouvrière national-libérale, c'est l'alliance d'une infime partie d'ouvriers privilégiés avec « leur » bourgeoisie nationale contre la masse des prolétaires et des exploités. Les socialistes qui mènent cette politique sont en fait des chauvins, des social-chauvins. La politique consistant à voter les crédits militaires et à entrer dans les ministères, la politique de la « Burgfrieden * », etc., est une trahison du socialisme. L'opportunisme, engendré par les conditions de l'époque « pacifi-

* la paix civile. (*N.R.*)

que » révolue, a maintenant accompli sa rupture complète avec le socialisme et est devenu un ennemi avéré du mouvement de libération du prolétariat. La classe ouvrière ne peut atteindre ses objectifs d'une portée historique mondiale sans mener la lutte la plus résolue contre l'opportunisme et le social-chauvinisme déclarés (la majorité des partis social-démocrates de France, d'Allemagne et d'Autriche, Hyndman, les Fabiens et les trade-unionistes en Angleterre, Roubanovitch, Plékhanov et « Nacha Zaria » en Russie, etc.), ainsi que contre le « centre » qui a cédé les positions du marxisme aux chauvins.

Le Manifeste de Bâle, unanimement adopté en 1912 par les socialistes du monde entier en prévision d'une guerre entre les grandes puissances exactement semblable à celle qui se déroule actuellement, a nettement reconnu le caractère impérialiste et réactionnaire de cette guerre, déclaré qu'il considérait comme un crime que les ouvriers d'un pays tirent les uns sur les autres, et proclamé l'imminence de la *révolution prolétarienne*, précisément en liaison avec cette guerre. Effectivement, la guerre crée une situation révolutionnaire ; elle engendre un état d'esprit révolutionnaire et une effervescence révolutionnaire dans les masses ; elle suscite partout, dans la meilleure partie du prolétariat, une prise de conscience du danger mortel que représente l'opportunisme et accentue la lutte contre ce dernier. Le désir de paix qui grandit dans les masses laborieuses traduit leur déception, la faillite du mensonge bourgeois sur la défense de la patrie, le début de l'éveil de la conscience révolutionnaire des masses. En utilisant cet état d'esprit pour leur agitation révolutionnaire, sans se laisser arrêter par l'idée de la défaite de « leur » patrie, les socialistes ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine et de quelque durée, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations.

La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire

de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme.

Ecrit avant le 20 août (2 septembre) 1915
Paru pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XIV

Conforme au manuscrit

LA VOIX D'UN SOCIALISTE FRANÇAIS HONNETE

Dans la Suisse française, où le chauvinisme francophile est à peine moins virulent qu'en France, un socialiste honnête vient de faire entendre sa voix. En ces jours d'avilissement, c'est tout un événement. Et nous devons écouter cette voix avec d'autant plus d'attention que nous avons affaire ici à un socialiste français typique ou plutôt à un socialiste latin, puisque les Italiens, par exemple, ont le même tempérament et la même mentalité.

Il s'agit d'une plaquette de Paul *Golay*, rédacteur en chef d'un petit journal socialiste à Lausanne. L'auteur a fait dans cette ville, le 11 mars 1915, une conférence sur ce thème : *Le socialisme qui meurt et le socialisme qui doit renaître*, conférence qu'il a éditée par la suite en brochure * .

« Au 1er août 1914, la guerre éclatait. Pendant les semaines qui précédèrent et suivirent cette date désormais fameuse, des millions d'hommes furent dans l'attente. » Ainsi débute l'auteur. Des millions d'hommes attendaient de savoir si les résolutions et les proclamations des chefs du socialisme se traduiraient par « une formidable insurrection entraînant dans sa bourrasque les gouvernements criminels ». Mais l'attente de ces millions d'hommes

---

* Paul Golay : *Le socialisme qui meurt et le socialisme qui doit renaître.* Lausanne 1915, 22 pages, prix: 15 centimes. En vente à l'Administration du *Grutleen*, Maison du Peuple, Lausanne.

fut déçue. « En bons camarades », dit Golay, nous nous efforcions de justifier nos amis des pays en lutte en déclarant que « la guerre était venue en coup de foudre » et en traîtrise, les surprenant à l'improviste », mal renseignés qu'ils étaient... Mais ces excuses ne nous satisfaisaient point. « Nous étions mal à l'aise, comme si notre conscience se fût plongée dans les eaux boueuses de l'équivoque et du mensonge. » Le lecteur peut voir par là que Golay est sincère. C'est là une qualité presque extraordinaire de nos jours.

Golay évoque le « patrimoine de gloire révolutionnaire » du prolétariat. Concevant très bien qu'« à chaque situation, il faut une action convenable et correspondante », il rappelle qu'il faut « aux situations exceptionnelles des mesures exceptionnelles. Aux grands maux, les grands remèdes ». Il rappelle « les résolutions des congrès », qui « s'adressent directement aux masses et les incitent à une action révolutionnaire et insurrectionnelle ». Puis il cite les passages correspondants des résolutions de Stuttgart et de Bâle. Et il souligne que « ces diverses résolutions ne contiennent aucune dissertation sur la guerre défensive et offensive et, conséquemment, ne proposent aucune tactique spéciale et nationaliste en dérogation des principes généraux admis ».

Arrivé là, le lecteur est acquis à l'idée que Golay est non seulement un socialiste sincère, mais encore un socialiste honnête et convaincu. Qualité tout à fait exceptionnelle parmi les militants en vue de la IIe Internationale !

« ...Le prolétariat reçut les félicitations de chefs militaires et la presse bourgeoise célébra, en termes chaleureux, la résurrection de ce qu'elle appelle « l'âme nationale ». Cette résurrection nous vaut 3 millions de cadavres.

Jamais, cependant, l'organisation ouvrière n'avait atteint un nombre si élevé de cotisants, jamais pareille abondance de parlementaires, jamais presse mieux organisée, jamais, non plus, œuvre aussi détestable que celle contre laquelle il eût fallu s'insurger.

En de si tragiques circonstances, alors qu'il s'agit de l'existence de millions d'hommes, toutes les actions révolutionnaires sont, non seulement tolérables, mais légitimes. Elles sont plus que légitimes, elles sont sacrées, et l'impérieux devoir du prolétariat était de tenter l'impossible pour épargner à notre génération les événements qui ensanglantent l'Europe.

Il n'y eut ni geste énergique, ni essais de révolte, ni menées insurrectionnelles...

...Nos adversaires crièrent à la faillite du socialisme. C'est aller un peu vite en besogne. Qui oserait prétendre cependant qu'ils ont tout à fait tort ? Ce qui meurt à cette heure, ce n'est point le socialisme, mais une variété de socialisme, édulcoré, sans esprit d'idéalisme et sans passion, aux allures de fonctionnaire bedonnant et de père de famille sérieux, un socialisme sans hardiesse et sans folie, amateur de statistique et le nez enfoui dans les contrats de bonne entente avec le capitalisme, un socialisme préoccupé des seules réformes et ayant, pour un plat de lentilles, vendu son droit d'aînesse, un socialisme qui apparaît à la bourgeoisie comme un régulateur des impatiences populaires et un serre-frein automatique des audaces prolétariennes.

Ce socialisme-là, dont la contamination menaçait toute l'Internationale, est responsable dans une certaine mesure de l'impuissance que nous est reprochée. »

Dans d'autres passages de la brochure, Golay parle carrément du « socialisme réformiste » et de l'« opportunisme » comme d'une déformation du socialisme.

Au sujet de cette déformation, tout en reconnaissant les « responsabilités communes » du prolétariat de *tous* les pays belligérants, en soulignant que « ces responsabilités reposent sur la tête des chefs, auxquels la masse accordait sa confiance et desquels elle attendait le mot d'ordre », Golay prend très justement pour exemple le socialisme allemand, « le mieux organisé, le mieux stylé, le plus pétri de doctrines », et il montre « sa force numérique, sa faiblesse révolutionnaire ».

« Animée d'un esprit révolutionnaire, elle (la social-démocratie allemande) eût été capable d'opposer aux entreprises militaristes une résistance suffisamment explicite et tenace pour entraîner, dans cette voie de salut, les autres prolétariats de l'Europe centrale.

... Le socialisme germain jouissait d'une grande influence dans l'Internationale. Il pouvait le plus. On attendait de lui un effort maximum. Mais le nombre n'est rien si les énergies individuelles sont paralysées par une discipline trop rigoureuse ou si les « meneurs » utilisent leur action et leur influence pour l'obtention du moindre effort. » (Autant la seconde partie de cette phrase est juste, autant la première est fausse : la discipline est une chose excellente et nécessaire, — par exemple, la discipline d'un parti excluant les opportunistes et les adversaires de l'action révolutionnaire.) « Le prolétariat allemand, grâce à ses chefs responsables, écouta les voix de la camarilla militaire... les autres fractions de l'Internationale prirent peur ; elles eurent les mêmes gestes ; en France, deux socialistes se crurent tenus de participer au gouvernement bourgeois. Ain-

si, six mois après avoir proclamé solennellement dans un congrès que les socialistes considéraient comme un crime de tirer les uns sur les autres, des millions d'ouvriers enrégimentés dans les armées de mer et de terre commettaient ce crime avec une constance et un entrain auquel la bourgeoisie capitaliste et les gouvernements ont rendu de réitérés hommages. »

Mais Golay ne se contente pas de flétrir impitoyablement « le socialisme qui meurt ». Non. Il est pleinement conscient des causes de cette agonie et de la nature du socialisme qui doit prendre la relève de celui qui meurt. « Les masses ouvrières d'un pays subissent, dans une certaine mesure, l'influence des idées en cours dans les milieux bourgeois. » « Quand Bernstein se réclama d'une sorte de réformisme démocratique qu'il baptisait, lui, de révisionnisme »... Kautsky le « foudroya à l'aide de textes appropriés ». « Les apparences sauvées, le parti n'en continua pas moins sa « real politik ». Le parti social-démocrate devint ce qu'il est aujourd'hui. Une organisation merveilleuse. Un corps puissant duquel l'âme s'en est allée. » La social-démocratie allemande n'est pas la seule à manifester ces tendances ; on les observe aussi dans toutes les autres sections de l'Internationale. Le « nombre croissant des fonctionnaires » entraîne certaines conséquences ; toute l'attention vise à assurer des cotisations régulières ; les grèves sont considérées comme « des manifestations ayant pour but de contracter de nouvelles conventions » avec les capitalistes. On s'habitue à lier les intérêts des ouvriers à ceux des capitalistes, « on subordonne le sort de l'ouvrier à celui du capitalisme lui-même », « on souhaite le développement intensif de « son » industrie « nationale » au détriment des industries de l'étranger ».

R. Schmiedt, député au Reichstag, a écrit dans un article que la réglementation des conditions de travail par les syndicats est avantageuse même pour les capitalistes, car elle « met de l'ordre et de la stabilité dans la vie économique », « facilite les calculs des patrons et empêche la concurrence déloyale ».

« Ainsi, s'exclame Golay en citant ces lignes, le syndicalisme devrait considérer comme un honneur d'apporter la stabilité dans les profits patronaux ! Le but du socialisme serait-il de réclamer, dans le cadre de la so-

ciété capitaliste, le maximum d'avantages compatibles avec l'existence du régime lui-même ? Dans ce cas, c'est l'abandon de tout principe. Nul n'ignore cependant que le prolétariat poursuit, non point la consolidation du régime capitaliste et l'obtention de conditions minima pour le salarié, mais la disparition du régime de la propriété privée et la suppression du salariat. »

...« Les secrétaires des grandes organisations deviennent des personnages. Et dans le mouvement politique, les députés, les docteurs, les lettrés, les avocats, tous ceux qui apportent avec leur science un peu d'ambition personnelle, jouissent d'une considération parfois dangereuse.

L'organisation puissante des syndicats et la solidité de leurs portefeuilles a développé chez les affiliés l'esprit corporatif. Or, un des inconvénients d'un mouvement syndical essentiellement réformiste, c'est d'améliorer les conditions du salariat par « tranches » superposées. Cela rompt l'unité fondamentale et introduit chez les plus favorisés un esprit timoré qui les pousse parfois à redouter un « mouvement », parce que leur situation, leur caisse, leur actif en pourrait recevoir quelque désastre. Ainsi se forme une sorte de séparation entre différentes classes du prolétariat, classes artificiellement créées par l'action syndicale elle-même. »

Est-ce à dire que les avantages des fortes organisations sont illusoires ? Certes, non ! dit l'auteur, prévoyant sans doute qu'il se trouvera des « critiques » d'un certain acabit pour le chicaner. Cela ne fait que montrer la nécessité de l'« esprit », de l'« enthousiasme », dans les organisations.

« Quels sont les caractères essentiels que doit revêtir le socialisme de demain ? Il sera international, intransigeant et insurrectionnel. »

« L'intransigeance est une force », dit Golay avec raison, en invitant le lecteur à consulter « l'histoire des doctrines ». « Quand donc ont-elles exercé leur influence ? A l'heure de leur domestication par les pouvoirs publics ou à l'heure de leur âpreté ? Quand donc le christianisme perdit-il sa valeur ? Le jour où Constantin lui promit des rentes et lui offrit, non les persécutions et les bêtes fauves, mais l'habit chamarré des valets de cour ?..

Un philosophe français l'a dit : les idées mortes sont celles qui se présentent bellement habillées, sans aspérité et sans audace. Mortes, parce qu'elles sont entrées dans la circulation et font partie de l'ordinaire bagage

intellectuel de la grande armée des mufles. Mais les idées fortes sont celles qui heurtent et scandalisent, soulevant l'indignation, la colère, l'animosité des uns et l'enthousiasme des autres. » L'auteur juge indispensable de rappeler cette vérité aux socialistes d'aujourd'hui, parmi lesquels, très souvent, « l'ardeur s'en va. Elle s'en va, car on ne croit plus à rien. Ni à la réforme qui tarde, ni à la Révolution qui ne vient jamais. »

Etre intransigeant et en perpétuel état d'insurrection, c'est pour le socialiste un état d'âme qui « ne le pousse point à la rêverie, mais à l'action. Il n'en négligera aucune. Il en trouvera de nouvelles, selon les besoins et les circonstances ... Il veut la réforme immédiate, obtenue non point par une discussion filandreuse et habile avec les adversaires, mais cédée par la bourgeoisie intimidée par l'existence, en face d'elle, d'une masse enthousiaste et audacieuse ».

Après la profanation éhontée du marxisme et l'avilissement du socialisme par Plékhanov, Kautsky et consorts, c'est une véritable détente que de lire la brochure de Golay. On ne peut y relever que les deux défauts suivants :

Premièrement, semblable en cela à la majorité des socialistes latins, sans en excepter les guesdistes actuels, Golay témoigne d'une certaine négligence envers la « doctrine», c'est-à-dire envers la *théorie* du socialisme. Il éprouve à l'égard du marxisme une sorte de prévention, qui peut s'expliquer, mais non se justifier, par la prédominance actuelle de la pire caricature du marxisme chez Kautsky, dans la *Neue Zeit* et en général chez les Allemands. Celui qui, comme Golay, a compris la nécessité de la *mort* du socialisme réformiste et de la *renaissance* d'un socialisme révolutionnaire, « insurrectionnel », c'est-à-dire comprenant et prônant la nécessité de l'insurrection et capable de s'y préparer et de la préparer sérieusement, — celui-là est *en réalité* mille fois plus près du marxisme que ces messieurs qui connaissent les « textes » par cœur, et s'emploient aujourd'hui (dans la *Neue Zeit* par exemple) à justifier le social-chauvinisme, quelle qu'en soit la forme, y compris celle qui prétend qu'il faut à présent « se réconcilier » avec le Comité central chauvin (le « Vorstand ») et ne pas « évoquer le passé».

Mais si compréhensible que soit, du « point de vue humain », le dédain de Golay pour le marxisme, quelle que soit la part de responsabilité dont il faille le dégager et qui retombe sur le courant moribond et *défunt* des marxistes français (les guesdistes), Golay n'en est pas moins fautif. Le plus puissant mouvement de libération qu'ait jamais entrepris une classe opprimée, la classe la plus révolutionnaire de l'histoire, ne saurait exister sans une théorie révolutionnaire. Cette théorie ne s'invente pas. Elle *naît* de la somme d'expérience et de pensée révolutionnaire de tous les pays du monde. Et cette théorie est *née*, en effet, dès la deuxième moitié du XIX^e^ siècle. Elle s'appelle le marxisme. On ne peut être socialiste, on ne peut être un social-démocrate révolutionnaire sans prendre part, dans la mesure de ses forces, à l'élaboration et à l'application de cette théorie et, de nos jours, à une lutte impitoyable contre les mutilations que lui font subir Plékhanov, Kautsky et C^ie^.

Cette négligence à l'égard de la théorie explique chez Golay nombre d'attaques injustifiées ou irréfléchies, par exemple contre le centralisme ou la discipline en général, contre le « matérialisme historique » qui ne serait pas assez « idéaliste », etc. De là provient également son étonnante réticence dans la question des mots d'ordre. Par exemple, en exigeant que le socialisme devienne « insurrectionnel », il exprime une idée très profonde et tout à fait juste, en dehors de laquelle toutes les phrases sur l'internationalisme et l'esprit révolutionnaire, sur le marxisme, ne sont que des balivernes, le plus souvent hypocrites par surcroît. Mais cette idée de la guerre civile devrait être développée. Il fallait en faire le point central de la tactique ; or, Golay s'est contenté de l'*énoncer*. C'est beaucoup, « par les temps qui courent », mais c'est insuffisant sous l'angle des exigences de la lutte révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, Golay pose de façon étroite le problème de la « réponse » à la guerre par la révolution, si l'on peut s'exprimer ainsi. Il ne tient pas compte du fait que, si l'on n'a pas su *répondre* à la guerre par la révolution, la guerre elle-même a commencé d'enseigner et enseigne la révolution aux masses, en créant une situation révolutionnaire, en l'approfondissant et en l'élargissant.

Le second défaut de Golay est parfaitement illustré par le raisonnement suivant, extrait de sa brochure :

« Nous ne blâmons personne. L'Internationale, pour renaître, a besoin qu'un esprit fraternel anime ses différentes sections, mais il est permis d'affirmer qu'en face de la tâche suprême que lui imposa la bourgeoisie capitaliste en juillet et août 1914, le socialisme réformiste, centralisateur (?) et hiérarchique fit piètre figure. »

« Nous ne blâmons personne ... » C'est là votre erreur, camarade Golay ! Vous avez vous-même reconnu que « le socialisme moribond » est lié aux idées bourgeoises (c'est donc que la bourgeoisie le nourrit et le soutient), à un courant idéologique déterminé au sein du socialisme (le « réformisme »), aux intérêts et à la situation particulière de certaines couches (parlementaires, fonctionnaires, intellectuels, quelques couches ou groupuscules privilégiés parmi les ouvriers, etc.). Il en découle *nécessairement* une conclusion que vous ne formulez pas. Les personnes physiques « meurent » d'une mort dite naturelle, mais les courants *politiques et idéologiques ne peuvent pas* mourir *ainsi.* De même que la bourgeoisie ne mourra pas tant qu'elle n'aura pas été renversée, de même le courant qu'elle nourrit et qu'elle soutient, et qui traduit les intérêts d'un petit groupe d'intellectuels et de l'aristocratie de la classe ouvrière qui se sont alliés à la bourgeoisie, ne mourra pas si on ne le « tue » pas, c'est-à-dire si on ne le renverse pas, si on n'annule pas *entièrement* son influence sur le prolétariat socialiste. Si ce courant est fort, c'est précisément par ses liens avec la bourgeoisie ; il est devenu, grâce aux conditions objectives de l'époque « pacifique » de 1871-1914, une sorte de *couche* dirigeante, parasite, dans le mouvement ouvrier.

Ce qu'il faut absolument, ici, ce n'est pas seulement « blâmer », mais sonner le tocsin, démasquer sans merci cette couche parasite, la renverser, la « relever de ses fonctions », détruire *son* « unité » avec le mouvement ouvrier, car cette « unité » signifie en réalité l'unité du prolétariat avec la bourgeoisie nationale et la *scission* du prolétariat international, l'unité des laquais et la scission des révolutionnaires.

« L'intransigeance est une force », déclare très justement Golay en réclamant du « socialisme qui doit renaître »

qu'il soit intransigeant. Mais n'est-il pas indifférent, pour la bourgeoisie, que le prolétariat transige avec elle *directement* ou *indirectement*, par l'intermédiaire de ses partisans, défenseurs ou agents *au sein* du mouvement ouvrier, c'est-à-dire par l'intermédiaire des opportunistes ? La seconde manière est même *plus avantageuse* à la bourgeoisie, car elle lui assure une influence plus durable sur les ouvriers !

Golay a mille fois raison de dire qu'il existe un socialisme qui meurt et un socialisme qui doit renaître, mais cette mort et cette renaissance impliquent précisément une lutte implacable contre le courant opportuniste, et une lutte ne se cantonnant pas sur le terrain idéologique, mais visant aussi à extirper des partis ouvriers cette excroissance monstrueuse, à exclure du sein des organisations certains représentants de cette tactique étrangère au prolétariat, à rompre complètement avec eux. Ces gens-là ne mourront ni physiquement, ni politiquement, mais les ouvriers rompront avec eux, les rejetteront dans la fosse commune des valets de la bourgeoisie, et utiliseront l'exemple de leur putréfaction pour éduquer une nouvelle génération, ou plutôt de nouvelles armées de prolétaires, capables de lever le drapeau de l'insurrection.

« Le Communiste » n° 1-2, 1915
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue « Le Communiste »

IMPERIALISME ET SOCIALISME EN ITALIE

(NOTE)

Pour éclairer les questions posées devant le socialisme par la guerre impérialiste actuelle, il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur les différents pays d'Europe, afin d'apprendre à distinguer dans le tableau d'ensemble, d'une part, les variantes et les particularités nationales, et, d'autre part, les aspects essentiels et primordiaux. On voit mieux les choses de loin, dit-on. Aussi, moins il y a de similitudes entre l'Italie et la Russie, et plus il y a d'intérêt à comparer, sous certains rapports, l'impérialisme et le socialisme dans ces deux pays.

Dans cette note, nous nous proposons seulement de signaler les matériaux qui figurent dans les livres suivants, parus depuis la guerre : *L'impérialisme italien* du professeur bourgeois Roberto Michels, et *Internationalisme ou nationalisme de classe ?* (*Le prolétariat italien et la guerre européenne*) du socialiste T. Barboni)*. Le bavard Michels est toujours aussi superficiel que dans ses autres écrits et ne fait qu'effleurer l'aspect économique de l'impérialisme. Toutefois, il a recueilli dans son livre une documentation précieuse sur la genèse de l'impérialisme italien et sur l'essence de l'époque actuelle et qu'on observe en Italie avec une évidence toute particulière, à savoir le passage de l'époque des guerres de

* Roberto Michels : *L'imperialismo italiano*, Milano 1914 ; T. Barboni : *Internazionalismo o Nazionalismo di Classe ?* (*il proletariato d'Italia e la guerra europea*). Edito dall'autore a Campione d'Intelvi (provincia di Como) 1915.

libération nationale à celle des guerres impérialistes de rapine, des guerres réactionnaires. L'Italie révolutionnaire-démocratique, c'est-à-dire révolutionnaire-bourgeoise, qui secouait le joug de l'Autriche, l'Italie de l'époque de Garibaldi, se transforme définitivement sous nos yeux en une Italie opprimant d'autres peuples, spoliant la Turquie et l'Autriche, en une Italie dont la bourgeoisie se fait brutale, hideusement réactionnaire et sordide, et à laquelle le plaisir d'avoir été conviée au partage du butin fait venir l'eau à la bouche. Comme tout professeur qui se respecte, Michels tient naturellement sa servilité devant la bourgeoisie pour de l'« objectivisme scientifique » et appelle ce partage du butin « le partage de la partie du monde qui restait encore entre les mains des peuples faibles » (p. 179). Rejetant avec mépris comme « utopique » le point de vue des socialistes qui sont hostiles à toute politique coloniale, Michels reprend les raisonnements des gens aux yeux de qui l'Italie « devrait être la seconde puissance coloniale », ne le cédant qu'à l'Angleterre, pour la densité de sa population et la puissance de son mouvement d'émigration. Que 40% des Italiens ne sachent ni lire ni écrire, qu'il se produise encore en Italie des émeutes pendant les épidémies de choléra, etc., etc., on réfute ces arguments en se référant à l'Angleterre : dans la première moitié du XIX^e^ siècle, n'était-elle pas un pays où les masses ouvrières, incroyablement spoliées, humiliées, décimées par la faim et minées par l'alcoolisme, vivaient dans une misère et une ordure effroyables dans les quartiers pauvres des villes, tandis que la bourgeoisie jetait avec tant de succès les bases de sa puissance coloniale actuelle ?

Il faut avouer qu'au point de vue bourgeois, ce raisonnement est irréprochable. La politique coloniale et l'impérialisme ne sont pas du tout des anomalies pathologiques et curables du capitalisme (comme le croient les philistins, et Kautsky avec eux), mais l'inévitable résultat des fondements mêmes du capitalisme : la concurrence entre les différentes entreprises pose une seule alternative, à savoir, être ruiné ou ruiner les autres ; la concurrence entre les différents pays pose une seule alternative : rester loin en arrière et risquer constamment de subir le sort de la Belgique, ou bien ruiner et asservir d'autres pays, en jouant des coudes pour se faire une place parmi les « grandes » puissances.

On a dit de l'impérialisme italien qu'il était « l'impérialisme des pauvres gens » (l'imperialismo della povera gente), faisant ainsi allusion à la pauvreté de l'Italie et à l'affreuse misère de la multitude des émigrants italiens. Le chauvin italien Arthur Labriola, qui se distingue de son ancien adversaire G. Plékhanov, uniquement en ce qu'il a révélé son social-chauvinisme un peu plus tôt, et qu'il est parvenu à ce social-chauvinisme en passant par un semi-anarchisme petit-bourgeois et non par l'opportunisme petit-bourgeois, — cet Arthur Labriola écrivait ce qui suit dans son livre sur la guerre de Tripolitaine (1912) :

...« Il est clair que nous luttons non seulement contre les Turcs..., mais aussi contre les intrigues, les menaces, l'argent et les troupes de l'Europe ploutocratique, qui ne peut tolérer que les petites nations osent faire le moindre geste ou dire le moindre mot susceptible de compromettre son hégémonie de fer » (p. 22). Et le chef des nationalistes italiens, Corradini, déclarait : « De même que le socialisme fut le moyen de libérer le prolétariat du joug de la bourgeoisie, de même le nationalisme sera pour nous, Italiens, le moyen de nous délivrer des Français, des Allemands, des Anglais, des Américains du Nord et du Sud, qui représentent une bourgeoisie à notre égard. »

Tout pays possédant plus de colonies, de capitaux et de troupes que le « nôtre » « nous » prive de certains privilèges, d'un certain profit ou surprofit. De même que, parmi les capitalistes, le surprofit va à celui qui possède des machines supérieures à la moyenne ou jouit d'un certain monopole, de même, parmi les Etats, le surprofit est réservé à celui qui se trouve mieux placé dans le domaine économique. C'est l'affaire de la bourgeoisie que de lutter pour les privilèges et avantages de son propre capital national, et de mystifier le peuple ou le commun du peuple (avec l'aide de Labriola et de Plékhanov), en présentant la lutte impérialiste pour le « droit » au pillage d'autrui comme une guerre de libération nationale.

Avant la guerre de Tripolitaine, l'Italie ne pillait pas d'autres peuples, du moins pas sur une grande échelle. N'est-ce pas là une atteinte intolérable à l'orgueil national ? Les Italiens sont opprimés et humiliés en comparaison des autres nations. Entre 1870 et 1880, le nombre des émigrés

italiens était d'environ 100 000 par an ; maintenant il oscille entre 500 000 et 1 million ; ce sont tous là des gens misérables, littéralement chassés de leur pays par la faim et qui vont offrir leur force de travail dans les branches d'industrie où les salaires sont les plus bas ; toute cette masse habite les quartiers les plus surpeuplés, les plus pauvres et les plus sordides des villes d'Europe et d'Amérique. Le nombre des Italiens vivant à l'étranger est passé de un million en 1881 à 5 millions et demi en 1910, dont la plupart se trouvent dans les riches et « grands » pays, pour qui les Italiens représentent une masse ouvrière misérable, privée de tous droits, condamnée aux travaux les plus grossiers, les moins qualifiés. Voici les principaux pays utilisant la main-d'œuvre italienne à bas prix : France — 400 000 Italiens en 1910 (240 000 en 1881) ; Suisse — 135 000 (41 000) ; Autriche — 80 000 (40 000) ; Allemagne — 180 000 (7 000) ; Etats-Unis — 1 779 000 (170 000) ; Brésil — 1 500 000 (82 000) ; Argentine — 1 000 000 (254 000). La « belle » France qui luttait il y a 125 ans pour la liberté et qui, pour cette raison, qualifie de « libératrice » la guerre qu'elle fait aujourd'hui en application du principe esclavagiste par lequel elle s'attribue, ainsi qu'à l'Angleterre, le « droit aux colonies », cette France parque dans de véritables ghettos des centaines de milliers d'ouvriers italiens ; la canaille petite-bourgeoise de cette « grande » nation s'efforce de s'isoler le plus qu'elle peut de ces ouvriers qu'elle s'ingénie à humilier et à offenser par tous les moyens. On donne aux Italiens le sobriquet méprisant de « macaroni » (que le lecteur grand-russe se rappelle la foule de sobriquets donnés dans notre pays aux « allogènes » qui n'ont pas eu le bonheur de naître avec le droit aux nobles privilèges de grande puissance qui servent aux Pourichkévitch à opprimer *à la fois* les Grands-Russes et tous les autres peuples de la Russie). La noble France a conclu en 1896 avec l'Italie un accord en vertu duquel cette dernière s'engage à ne pas augmenter le nombre des écoles italiennes en Tunisie ! Or, depuis cette date, la population italienne de Tunisie a sextuplé. Il y a en Tunisie 105 000 Italiens contre 35 000 Français, mais parmi les premiers on ne compte que 1 167 propriétaires terriens, possédant au total 83 000 hectares, tandis que les 2 395 propriétaires fonciers français ont accaparé dans

« leur » colonie 700 000 hectares de terre. Peut-on, après cela, ne pas donner raison à Labriola et aux autres « plékhanoviens » d'Italie, quand ils disent que l'Italie a le « droit » de régner dans sa colonie de Tripoli, d'opprimer les Slaves en Dalmatie, de partager l'Asie Mineure, etc. ! *

De même que Plékhanov soutient la guerre « libératrice » de la Russie contre les visées colonialistes de l'Allemagne à son égard, de même le chef du parti réformiste, Leonidas Bissolati, pousse de hauts cris contre « l'invasion de l'Italie par le capital étranger » (p. 97) : capital allemand en Lombardie, capital anglais en Sicile, français à Piacentino, belge dans les compagnies de tramways, etc., etc., à n'en pas finir.

La question est posée carrément, et on est obligé de reconnaître que la guerre européenne a rendu un immense service à l'humanité en la posant on ne peut plus carrément devant des centaines de millions de gens de différentes nations sous la forme de l'alternative suivante : *ou bien* défen-

* Il est hautement instructif de souligner le lien entre le passage de l'Italie à l'impérialisme et l'acceptation de la réforme électorale par le gouvernement. Cette réforme a porté le nombre des électeurs de 3 219 000 à 8 562 000, autrement dit, elle a « presque » réalisé le suffrage universel. Avant la guerre de Tripolitaine, le même Giolitti, auteur de la réforme actuelle, se prononçait résolument contre elle. « Les motifs pour lesquels le gouvernement » et les partis modérés ont « modifié leur position », écrit Michels, sont, au fond, d'ordre patriotique. «Malgré l'ancienne répugnance, sur le plan théorique, pour la politique coloniale, les ouvriers industriels et, plus encore, les manœuvres, se battirent contre les Turcs en faisant preuve de beaucoup de discipline et de docilité, contrairement à toutes les prévisions. Cette servilité envers la politique gouvernementale méritait d'être récompensée, afin d'inciter le prolétariat à persister dans cette nouvelle voie. Le président du Conseil des ministres déclara du haut de la tribune parlementaire que, par sa conduite patriotique sur les champs de bataille de Libye, la classe ouvrière d'Italie avait fait la preuve devant la patrie de sa haute maturité politique. Ceux qui sont capables de sacrifier leur vie à un noble but sont également capables de défendre les intérêts de leur patrie en qualité d'électeurs, et ont droit à ce que l'Etat les estime dignes d'assumer la plénitude de leurs droits politiques » (p. 177). Qu'ils parlent bien, les ministres italiens ! Ils sont cependant battus par les social-démocrates « radicaux » allemands, qui reprennent aujourd'hui ce raisonnement de laquais : « nous » avons fait notre devoir, nous « vous » avons aidés à piller d'autres pays, et « vous » « nous » refusez le suffrage universel en Prusse...

dre par le fusil ou par la plume, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, les privilèges ou les avantages ou les ambitions impérialistes ou plus généralement nationaux de « sa » bourgeoisie, c'est-à-dire se faire le partisan ou le valet de cette dernière, *ou bien* mettre à profit toute lutte, et surtout la lutte armée pour les privilèges des grandes puissances, afin de démasquer et de renverser tous les gouvernements et, en premier lieu, *le sien propre*, par des actions révolutionnaires solidaires du prolétariat international. Il n'y a pas de milieu ; autrement dit, tenter de s'aligner sur une position moyenne, c'est, en fait, passer subrepticement du côté de la bourgeoisie impérialiste.

Tout le petit livre de Barboni ne sert au fond qu'à dissimuler ce passage. Barboni joue les internationalistes exactement de la même façon que notre M. Potressov, quand il déclare qu'il faut déterminer quel est, du point de vue international, le pays dont le succès sera le plus profitable ou le moins préjudiciable au prolétariat, tout en résolvant cette question, bien entendu, au détriment... de l'Autriche et de l'Allemagne. Tout à fait dans l'esprit de Kautsky, Barboni propose au parti socialiste italien de proclamer solennellement la solidarité des ouvriers de tous les pays — des pays belligérants au premier chef, bien entendu — et ses convictions internationalistes, ainsi qu'un programme de paix fondé sur le désarmement et l'indépendance nationale de toutes les nations et prévoyant la création d'une « ligue de toutes les nations en vue de garantir mutuellement leur inviolabilité et leur indépendance » (p. 126). Et Barboni de déclarer, justement au nom de ces principes, que le militarisme est un phénomène « parasitaire » et « non point inévitable » du capitalisme, — que c'est l'Allemagne et l'Autriche qui sont imprégnées d'un esprit « d'impérialisme militariste », que leur politique agressive a « toujours constitué une menace pour la paix européenne », que l'Allemagne « a toujours repoussé les propositions de limiter les armements émanant de la Russie (sic ! !) et de l'Angleterre », etc., etc., — et que le parti socialiste italien doit se prononcer pour l'intervention de l'Italie, au moment opportun, en faveur de la Triple Entente !

Reste à savoir en vertu de quels principes on peut préférer à l'impérialisme bourgeois de l'Allemagne, qui s'est dé-

veloppée économiquement au XX^e siècle plus rapidement que les autres pays européens et a été la plus « lésée » lors du partage des colonies, l'impérialisme bourgeois de l'Angleterre, qui se développe beaucoup plus lentement, qui s'est assuré par ses pillages une foule de colonies où elle applique souvent (loin de l'Europe) des procédés de répression non moins féroces que ceux employés par les Allemands, et qui enrôle, grâce à ses milliards, des millions de soldats des différents pays continentaux pour piller l'Autriche, la Turquie, etc. L'internationalisme de Barboni revient au fond, comme celui de Kautsky, à défendre en paroles les principes socialistes et, sous le couvert de cette hypocrisie, à prendre en fait la défense de sa propre bourgeoisie, la bourgeoisie italienne. On ne peut manquer de souligner que Barboni, qui a édité son livre dans la libre Suisse (dont la censure n'a supprimé que la moitié d'une ligne, à la page 75, consacrée sans doute à une critique contre l'Autriche), s'est abstenu, tout au long des 143 pages de son écrit, de citer les thèses fondamentales du Manifeste de Bâle et de les analyser de bonne foi. Il cite par contre avec une profonde sympathie deux ex-révolutionnaires russes, auxquels toute la bourgeoisie francophile fait de nos jours une grande réclame, à savoir le petit bourgeois anarchiste Kropotkine et le philistin social-démocrate Plékhanov (p. 103). Et pour cause ! Les sophismes de Plékhanov ne se distinguent au fond en rien de ceux de Barboni. La seule différence est que la liberté politique régnant en Italie dévoile plus facilement ces sophismes et démasque plus clairement la véritable attitude de Barboni, en tant qu'agent de la bourgeoisie dans le camp ouvrier.

Barboni déplore « l'absence d'un authentique et véritable esprit révolutionnaire » chez les social-démocrates allemands (tout comme Plékhanov) ; il salue chaleureusement Karl Liebknecht (comme le font les social-chauvins *français* qui ne voient pas la poutre dans leur œil), mais il déclare résolument qu'« il ne saurait être question d'une faillite de l'Internationale » (p. 92) et que les Allemands « n'ont pas renié l'esprit de l'Internationale » (p. 111), du moment qu'ils ont agi avec la conviction « sincère » de défendre leur patrie. Et Barboni déclare, avec toute l'onctuosité d'un Kautsky, mais avec une faconde toute latine, que l'Internationale est prête (l'Allemagne une fois vaincue...) « à

pardonner leur instant de doute aux Allemands comme le Christ a pardonné à Pierre, à guérir par l'oubli les plaies profondes causées par l'impérialisme militariste et à tendre la main pour conclure une paix digne et fraternelle » (p. 113).

Quel touchant tableau : Barboni et Kautsky — probablement avec le concours de nos Kossovski et Axelrod — s'accordant mutuellement le pardon ! !

Très content de Kautsky et de Guesde, de Plékhanov et de Kropotkine, Barboni n'est pas satisfait de son parti socialiste, ouvrier, d'Italie. Dans ce parti, qui a eu le bonheur de se débarrasser dès avant la guerre des réformistes Bissolati et Cie, il s'est créé, voyez-vous, une « atmosphère irrespirable » (p. 7) pour ceux qui (comme Barboni) ne partagent pas le mot d'ordre de la « neutralité absolue » (c'est-à-dire le mot d'ordre de la lutte résolue contre la propagande en faveur de l'entrée en guerre de l'Italie). Le pauvre Barboni se plaint amèrement de ce que les individus de son genre soient qualifiés par le parti socialiste ouvrier italien d'« intellectuels », de «gens ayant perdu le contact avec les masses», de « rejetons bourgeois », de « gens sortis du droit chemin du socialisme et de l' internationalisme » (p. 7). Notre parti, s'indigne Barboni, « s'occupe plutôt de fanatiser les masses que de les éduquer » (p. 4).

Vieille rengaine ! C'est la variante italienne du refrain bien connu des liquidateurs et des opportunistes russes contre la « démagogie » des méchants bolchéviks, qui « excitent » les masses contre les merveilleux socialistes de « Nacha Zaria », du Comité d'organisation et de la fraction Tchkhéidzé ! Mais quel aveu précieux nous fait ce social-chauvin italien en reconnaissant que dans le seul pays où l'on a pu discuter librement pendant plusieurs mois les plates-formes des social-chauvins et des internationalistes révolutionnaires, ce sont justement les *masses ouvrières*, le *prolétariat conscient*, qui se sont rangés du côté de ces derniers, tandis que les intellectuels petits-bourgeois et les opportunistes se groupaient autour des premiers.

La neutralité traduit un égoïsme étroit, une ignorance de la situation internationale, c'est une infamie vis-à-vis de la Belgique, une « absence », — or, « les absents ont toujours tort », — raisonne Barboni, tout à fait dans l'esprit de Plékhanov et d'Axelrod. Mais comme il existe en Italie

deux partis légaux, le parti réformiste et le parti ouvrier social-démocrate, et que dans ce pays il est impossible d'abuser l'opinion en voilant la nudité de MM. Potressov, Tchérévanine, Lévitski et Cie avec la feuille de vigne qu'est la fraction Tchkhéidzé ou bien le Comité d'organisation, Barboni lâche franchement cet aveu :

« De ce point de vue, je vois davantage d'esprit révolutionnaire dans les actes des socialistes réformistes, qui ont très vite compris l'énorme portée de cette rénovation de la situation politique » (à la suite de la victoire sur le militarisme allemand) « en ce qui concerne la future lutte anticapitaliste, et qui se sont rangés d'une façon tout à fait conséquente du côté de la Triple Entente, que dans la tactique des socialistes-révolutionnaires officiels qui, à l'instar de la tortue, se sont réfugiés sous la carapace de la neutralité absolue » (p. 81).

A propos de ce précieux aveu, nous pouvons simplement souhaiter qu'un camarade bien au fait du mouvement italien recueille et systématise la considérable et intéressante documentation fournie par les *deux partis* d'Italie, afin de préciser quelles couches sociales, quels éléments ont défendu, et ce avec quelle aide et quels arguments, la politique révolutionnaire du prolétariat italien, d'une part, et la servilité envers la bourgeoisie impérialiste italienne, d'autre part. Plus abondante sera la documentation recueillie à cet égard dans les différents pays, et plus clairement apparaîtra aux yeux des ouvriers conscients la *vérité* sur les causes et la signification de la faillite de la IIe Internationale.

Notons pour conclure que Barboni, ayant affaire à un parti ouvrier, essaie, en bon sophiste, de spéculer sur l'instinct *révolutionnaire* des ouvriers. Il décrit les socialistes internationalistes d'Italie, hostiles à une guerre menée *en réalité* au profit des intérêts impérialistes de la bourgeoisie italienne, comme des poltrons et des égoïstes, désireux d'échapper aux horreurs de la guerre. « Un peuple éduqué dans la peur des horreurs de la guerre sera probablement effrayé aussi par les horreurs de la révolution » (p. 83). Et, après cette odieuse tentative de jouer les révolutionnaires, vient une allusion grossièrement prosaïque aux « claires » paroles du ministre Salandra : « L'ordre sera maintenu coûte que coûte »; une tentative de grève générale contre la mobilisation ne

ferait qu'entraîner un « massacre inutile » ; « nous n'avons pas pu empêcher la guerre de Libye (de Tripolitaine), encore moins pourrons-nous empêcher la guerre contre l'Autriche » (p. 82).

Pareillement à Kautsky, à Cunow et à tous les opportunistes, Barboni attribue aux révolutionnaires, et cela de propos délibéré, dans la vile intention de faire quelques dupes parmi les masses, le plan stupide consistant à « saborder la guerre » « d'un seul coup » et à se faire fusiller jusqu'au dernier au moment le plus opportun pour la bourgeoisie. Il cherche ainsi à éluder la tâche nettement fixée à Stuttgart et à Bâle : mettre à profit la crise révolutionnaire pour développer une propagande méthodique et révolutionnaire et préparer des actions révolutonnaires de masse. Or, que l'Europe traverse actuellement une période révolutionnaire, Barboni le voit tout à fait clairement :

« ...Il y a un point sur lequel je crois nécessaire d'insister, au risque même d'importuner le lecteur, car on ne peut juger sainement de la situation politique actuelle sans l'avoir élucidé : la période que nous vivons est une période de catastrophes, une période d'action où il ne s'agit pas de mettre au clair les idées, de rédiger des programmes ou de définir une ligne de conduite politique pour l'avenir, mais de mettre en œuvre la force vive et active afin d'obtenir le résultat voulu dans l'espace de quelques mois, sinon de quelques semaines. Dans ces conditions, il ne s'agit pas de se livrer à des dissertations philosophiques sur l'avenir du mouvement prolétarien, mais d'affermir le point de vue du prolétariat face aux événements en cours » (pp. 87 et 88).

Là encore le sophiste se dissimule sous un masque révolutionnaire ! 44 ans après la Commune, après avoir travaillé, pendant près d'un demi-siècle, à rassembler et à préparer les forces des masses, la classe révolutionnaire de l'Europe devrait, en pleine période de *catastrophes*, penser aux moyens de devenir au plus tôt le laquais de sa bourgeoisie nationale, de l'aider à piller, violenter, ruiner et asservir des peuples étrangers, et non à déployer immédiatement, sur une large échelle, une propagande révolutionnaire et la préparation à des actions révolutionnaires !

« Le Communiste » n° 1-2, 1918.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte de la revue « Le Communiste »

APPEL A PROPOS DE LA GUERRE

Camarades ouvriers,

Voilà plus d'un an déjà que dure la guerre européenne. Selon toute apparence, elle durera encore fort longtemps, car si l'Allemagne est mieux préparée et est actuellement la plus forte, la Quadruple Entente (Russie, Angleterre, France et Italie) possède en revanche davantage d'hommes et d'argent, et de plus elle reçoit librement du matériel de guerre du pays le plus riche du monde, les Etats-Unis d'Amérique.

Quel est donc l'enjeu de cette guerre qui apporte à l'humanité des malheurs et des souffrances sans précédent ? Le gouvernement et la bourgeoisie de chaque pays belligérant dépensent des millions de roubles en livres et en journaux pour rejeter la faute sur l'adversaire, pour exciter dans le peuple une haine effrénée contre l'ennemi, ne reculant devant aucun mensonge pour se présenter comme la partie « qui se défend », qui a été victime d'une agression injuste. En fait, il s'agit d'une guerre entre deux groupes de grandes puissances rapaces pour le partage des colonies, pour l'asservissement d'autres nations, pour les profits et les privilèges sur le marché mondial. Cette guerre est la plus réactionnaire qui soit ; c'est une guerre des esclavagistes modernes pour le maintien et le renforcement de l'esclavage capitaliste. L'Angleterre et la France mentent lorsqu'elles affirment qu'elles font la guerre pour la liberté de la Belgique. En réalité, elles ont préparé la guerre de

longue date et elles la font pour piller l'Allemagne et lui prendre ses colonies ; elles ont conclu un traité avec l'Italie et la Russie pour le pillage et le partage de la Turquie et de l'Autriche. La monarchie tsariste de Russie fait une guerre de brigandage ; elle veut conquérir la Galicie, prendre des terres à la Turquie, asservir la Perse, la Mongolie, etc. L'Allemagne fait la guerre pour piller les colonies de l'Angleterre, de la Belgique et de la France. Que l'Allemagne soit victorieuse, que la Russie soit victorieuse ou qu'on aboutisse à une « partie nulle », de toute façon la guerre apportera à l'humanité un redoublement d'oppression pour des centaines et des centaines de millions d'hommes dans les colonies, en Perse, en Turquie, en Chine, l'asservissement de nouvelles nations, de nouvelles chaînes pour la classe ouvrière de tous les pays.

Quelles sont les tâches de la classe ouvrière relatives à cette guerre ? Cette question a déjà reçu sa réponse dans la résolution du Congrès socialiste international de Bâle (1912), adoptée unanimement par les socialistes du monde entier. Cette résolution fut adoptée en prévision d'une guerre comme celle qui a précisément éclaté en 1914. Elle dit que la guerre est réactionnaire, qu'elle est préparée « pour le profit des capitalistes », que les ouvriers considèrent « comme un crime de tirer les uns sur les autres », que la guerre aboutira à la « révolution prolétarienne », que le modèle de la tactique doit être pour les ouvriers la Commune de Paris de 1871 et octobre-décembre 1905 en Russie, c'est-à-dire la révolution.

Tous les ouvriers conscients de Russie sont aux côtés de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat (Pétrovski, Badaïev, Mouranov, Samoïlov et Chagov), dont les membres ont été déportés par le tsarisme en Sibérie pour leur propagande révolutionnaire contre la guerre et contre le gouvernement. Cette propagande et cette activité révolutionnaires tendant à soulever les masses sont le seul moyen de sauver l'humanité des horreurs de la guerre actuelle et des guerres futures. Seul le renversement révolutionnaire des gouvernements bourgeois, et en premier lieu du gouvernement tsariste, le plus réactionnaire, le plus féroce et le plus barbare de tous, ouvre la voie au socialisme et à la paix entre les peuples.

Et ils mentent, ceux-là qui, serviteurs conscients ou inconscients de la bourgeoisie, veulent persuader au peuple que le renversement révolutionnaire de la monarchie tsariste ne pourrait aboutir qu'à la victoire et au renforcement de la monarchie réactionnaire allemande et de la bourgeoisie allemande. Bien que les chefs des socialistes allemands, de même qu'un grand nombre des socialistes les plus en vue de Russie, soient passés du côté de « leur » bourgeoisie et aident à tromper le peuple avec des fables sur la guerre « défensive », la protestation et l'indignation grandissent et s'accentuent dans les masses ouvrières d'Allemagne contre leur gouvernement. Ceux des socialistes d'Allemagne qui ne se sont pas rangés aux côtés de la bourgeoisie ont déclaré dans la presse qu'ils jugent « héroïque » la tactique de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. Des proclamations contre la guerre et contre le gouvernement paraissent clandestinement en Allemagne. Des dizaines et des centaines parmi les meilleurs socialistes d'Allemagne, dont l'éminente représentante du mouvement ouvrier féminin Clara Zetkin, ont été jetés en prison par le gouvernement allemand pour leur propagande menée dans un esprit révolutionnaire. Dans tous les pays belligérants sans exception mûrit l'indignation des masses ouvrières, et l'exemple de l'activité révolutionnaire des social-démocrates de Russie — et à plus forte raison tout succès de la révolution en Russie — fera nécessairement progresser la grande cause du socialisme et de la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie exploiteuse et sanglante.

La guerre emplit les poches des capitalistes, vers qui afflue l'océan d'or du Trésor public des grandes puissances. La guerre engendre une haine aveugle contre l'adversaire, et la bourgeoisie s'évertue à orienter dans ce sens le mécontentement du peuple pour détourner son attention de l'ennemi *principal* : le gouvernement et les classes dirigeantes de *son propre* pays. Mais la guerre, qui apporte des malheurs et des horreurs sans fin aux masses laborieuses, éclaire et aguerrit les meilleurs représentants de la classe ouvrière. S'il faut mourir, que ce soit en combattant pour notre cause, pour la cause des ouvriers, pour la révolution socialiste, et non pour l'intérêt des capitalistes, des grands propriétaires fonciers et des monarques : voilà ce

que voit et ressent tout ouvrier conscient. Et, si difficile que soit aujourd'hui le travail social-démocrate révolutionnaire, ce travail est possible, il progresse dans le monde entier, en lui seul est le salut !

A bas la monarchie tsariste qui a entraîné la Russie dans une guerre criminelle et qui opprime les peuples ! Vivent la fraternité universelle des ouvriers et la révolution internationale du prolétariat !

Ecrit en août 1915
Paru pour la première fois le 21 janvier 1928 dans le n° 18 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

MERCI DE VOTRE FRANCHISE

« ...L'idée creuse suivant laquelle il serait nécessaire de constituer une Internationale avec des « social-démocrates-internationalistes »... (avec) « des éléments de l'opposition grappillés dans tous les partis socialistes... L'Internationale ne peut être reconstituée qu'avec les mêmes éléments qui la composaient jusqu'à présent... L'Internationale reconstituée ne sera pas la « troisième » dont n'a besoin qu'une poignée de sectaires et d'experts en scissionnisme, mais cette même deuxième Internationale qui n'est pas morte, qui est seulement provisoirement paralysée par la catastrophe mondiale »...

Ainsi s'exprime M. Vl. Kossovski dans le n° 8 du *Bulletin d'information* du Bund. Nous remercions de tout cœur ce bundiste, qui n'est pas des plus intelligents, de sa franchise. Ce n'est pas la première fois qu'il défend l'opportunisme avec une simplicité désagréable pour les bundistes diplomates. Aujourd'hui encore, il aidera à la lutte contre l'opportunisme, en faisant voir aux ouvriers combien le Bund est irrémédiablement éloigné du socialisme prolétarien. M. Vl. Kossovski ne discerne pas le lien qui rattache l'opportunisme au social-chauvinisme. Pour le voir, il faudrait se demander : quelles sont les idées fondamentales de chacun de ces courants ? quelle a été l'évolution de l'opportunisme en Europe au cours des dernières décennies ? quelle est l'attitude observée à l'égard du social-chauvinisme par l'aile opportuniste et par l'aile révolutionnaire dans

nombre de pays européens, par exemple en Russie, en Allemagne, en Belgique, en France, en Angleterre, en Italie, en Suède, en Suisse, en Hollande, en Bulgarie ?

M. Vl. Kossovski a-t-il réfléchi à tout cela ? S'il essayait de répondre ne serait-ce qu'à la première question, il constaterait rapidement son erreur.

A propos. Dans le n° 7 du *Bulletin d'information*, M. Vl. Kossovski a fait preuve de chauvinisme germanophile, car, tout en accusant les social-démocrates français, il a essayé de justifier le vote des crédits par les social-démocrates allemands. Un certain W. (pp. 11-12 du n° 8), défendant M. Vl. Kossovski contre l'« accusation » de chauvinisme, écrit qu'il ne peut pas y avoir de chauvinisme germanophile dans une organisation exerçant son activité en Russie. M. Vl. Kossovski voudra-t-il expliquer à M. W. pourquoi un bourgeois ukrainien ou polonais en Russie, un bourgeois danois ou alsazien annexé par l'Allemagne, un bourgeois irlandais en Angleterre, font souvent preuve d'un chauvinisme hostile aux nations qui les oppriment ?

Ecrit au cours de l'été 1915 — *Conforme au manuscrit*
Paru pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

LETTRE A LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE (I.S.K.)

Chers camarades,

Ayant reçu votre lettre du 25 septembre, nous exprimons toute notre sympathie touchant le plan de création d'une commission internationale permanente « élargie » (erweiterte Kommission) à Berne. Convaincus que les autres organisations adhérentes à l'I.S.K. approuveront ce plan, nous désignons Zinoviev comme membre de cette commission élargie pour le Comité central du P.O.S.D.R. avec comme adjoints (suppléant, Stellvertreter) 1) la camarade Pétrova[146] et 2) le camarade Lénine. Adresse pour les contacts : Herrn Radomislsky (bei Fr. Aschwanden). Hertenstein (Ks. Luzern). Schweiz.

Et puis, en ce qui concerne les autres questions soulevées dans votre lettre du 25 septembre, notre opinion est la suivante :

1. Nous sommes entièrement d'accord avec vous pour estimer que les « points de vue généraux » (« allgemeine Gesichtspunkte ») établis par la conférence qui s'est tenue du 5 au 8 septembre sont « insuffisants » (« nicht genügen »). Il est absolument nécessaire de développer ces principes plus avant, en allant beaucoup plus loin dans le détail. Cela est nécessaire à la fois d'un point de vue de principe et d'un point de vue étroitement pratique, car, pour réaliser l'*unité d'action* à l'échelle internationale, il faut à la fois de la clarté dans les idées fondamentales et une définition précise des différents moyens d'action pratiques. Il n'est pas douteux que la grande crise traversée par l'Europe en général, et par le mouvement ouvrier européen en par-

ticulier, ne peut éclairer que lentement ces deux aspects de la question aux yeux des masses, mais la tâche de l'I.S.K., ainsi que des partis qui y adhèrent, est précisément de les aider à y voir clair. Sans attendre l'impossible, — l'union rapide de tous sur des idées solidaires nettement élaborées, — nous devons chercher à mettre *exactement* en lumière les *tendances* et les *courants fondamentaux* du socialisme internationaliste contemporain, et puis faire en sorte que les masses ouvrières prennent connaissance de ces courants, en discutent tous les aspects, les vérifient par l'expérience de leur mouvement pratique. A notre avis, cette tâche devrait être considérée par l'I.S.K. comme son principal objectif.

2. D'après la lettre du 25 septembre la tâche du prolétariat consiste soit à lutter pour la paix (au cas où la guerre se poursuivrait), soit « à formuler concrètement et en détail le point de vue international du prolétariat par rapport aux différents programmes et propositions de paix » (« den internationalen Standpunkt des Proletariats zu den verschiedenen Friedensvorschlägen und Programmen konkret und ins einzelne gehend zu umschreiben »). A cet égard, on met particulièrement l'accent sur la question nationale (Alsace-Lorraine, Pologne, Arménie, etc.).

Nous estimons que les deux documents adoptés à l'unanimité par la conférence qui s'est tenue du 5 au 8 septembre, à savoir le manifeste et la « résolution de sympathie » (« Sympathieerklärung »), expriment cette idée que la lutte pour la paix est *liée* à la lutte pour le socialisme (« la lutte pour la paix... est la lutte pour le socialisme » — « dieser Kampf ist der Kampf... für den Sozialismus » — dit le manifeste), « à une lutte de classe prolétarienne intransigeante » (« unversöhnlicher proletarischer Klassenkampf » — le texte des résolutions voté par la conférence parlait d'une lutte de classe « révolutionnaire » et non « intransigeante », et si ce changement a été apporté pour des considérations de légalité, le sens n'en doit pas être modifié pour autant). La résolution de sympathie fait état expressément de la nécessité et de la « promesse solennelle » proclamée par la conférence d'« éveiller l'esprit révolutionnaire au sein des masses du prolétariat international ».

Détachée de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, la lutte pour la paix n'est qu'une phrase pacifiste de bourgeois sentimentaux ou qui trompent le peuple.

Nous ne pouvons ni ne devons prendre des poses d'« hommes d'Etat » et élaborer des programmes « concrets » de paix. Nous devons, au contraire, expliquer aux masses qu'il est vain d'espérer une paix démocratique (sans annexions, ni violences, ni pillage) *sans* le développement de la lutte de classe révolutionnaire. Tout au début du manifeste, nous avons dit fermement, clairement et nettement aux masses que la cause de la guerre est l'impérialisme et que l'impérialisme est l'«asservissement » des nations, de toutes les nations du monde, par une poignée de « grandes puissances ». Nous devons donc aider les masses à renverser l'impérialisme ; faute de quoi, la paix sans annexions est impossible. Naturellement, la lutte pour le renversement de l'impérialisme est difficile, mais les masses doivent connaître la *vérité* sur cette lutte difficile et pourtant nécessaire. On ne doit pas les bercer de l'espoir d'une paix acquise sans le renversement de l'impérialisme.

3. Partant de ces considérations, nous proposons de :

mettre à l'ordre du jour des prochaines réunions de la commission élargie (en vue d'élaborer ou de recueillir et de publier des thèses ou des projets de résolution), et ensuite de la prochaine conférence internationale (en vue d'adopter définitivement une résolution), les questions suivantes :

a) lien de la lutte pour la paix avec les actions révolutionnaires de masse ou la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat ;

b) droit des nations à disposer d'elles-mêmes ;

c) lien du social-patriotisme avec l'opportunisme.

Nous soulignons que, dans le manifeste adopté par la conférence, *toutes* ces questions sont *abordées* de la façon la plus nette, que leur importance de principe et leur portée pratique sont extrêmement actuelles, qu'*on ne peut concevoir aucune* initiative pratique de la lutte prolétarienne qui ne soulève ces problèmes devant les socialistes et les syndicalistes.

L'examen de ces questions est nécessaire, précisément afin d'aider à la lutte de masse pour la paix, l'autodé-

termination des nations et le socialisme, et contre le « mensonge des capitalistes » (termes du manifeste) sur la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle.

Si la faute ou le malheur de la IIe Internationale, comme l'indique avec raison la lettre du 25 septembre, est de n'avoir ni défini ni analysé des problèmes importants, notre tâche est justement d'aider les masses à les poser plus clairement et à les résoudre plus correctement.

4. Pour ce qui est de l'édition d'un bulletin en trois langues, l'expérience montre, à notre avis, que ce projet n'est pas opportun. Cette publication coûtera, si elle est mensuelle, deux à trois mille francs par an, somme qui n'est pas facile à trouver. Or, deux journaux suisses, la *Berner Tagwacht* et *la Sentinelle*[147] publient presque tout le contenu du bulletin. Voici la proposition que nous faisons à l'I.S.K. :

> essayer de conclure un accord avec les rédactions de ces journaux et avec un journal d'Amérique en vue de la publication du bulletin ainsi que de toutes les communications et documents de l'I.S.K. (soit dans leurs colonnes, au nom de l'I.S.K., soit dans des suppléments).

Non seulement cela coûtera moins cher, mais encore cela permettra d'informer infiniment mieux, plus complètement et plus fréquemment, la classe ouvrière de l'activité de l'I.S.K. Notre intérêt est que le plus grand nombre possible d'ouvriers lisent les communications de l'I.S.K. et que tous les projets de résolution soient publiés afin de renseigner les ouvriers et de les aider à mettre au point leur attitude devant la guerre.

Nous espérons qu'il n'y aura pas d'objections contre la nécessité de publier également le projet de résolution (12 délégués contre 19, soit près de 40% au total, ont voté pour qu'il soit pris comme base) et la lettre de l'éminent socialiste allemand[148] (en omettant le nom et tout ce qui *ne* concerne *pas* la tactique).

Nous espérons que l'I.S.K. recevra régulièrement des informations des différents pays sur les poursuites et les arrestations occasionnées par la lutte contre la guerre, sur le déroulement de la lutte de classe contre la guerre, sur la fraternisation dans les tranchées, sur la suppression des journaux, sur l'interdiction de publier des appels pour la

paix, etc., et que tous ces renseignements pourront, au nom de l'I.S.K., paraître périodiquement dans les journaux mentionnés.

L'accord avec un quotidien ou un hebdomadaire américain pourrait probablement être conclu par la camarade Kollontaï, collaboratrice de *Naché Slovo*, et d'autres journaux social-démocrates, qui vient justement de partir pour l'Amérique en vue d'une tournée de conférences. Nous pourrions nous mettre en rapport avec Kollontaï ou fournir son adresse.

5. Sur la question du mode de représentation des *groupes* des partis (particulièrement pour l'Allemagne et la France, et aussi, probablement, pour l'Angleterre), nous suggérons :

> que l'I.S.K. propose aux camarades de ces partis de voir, après discussion, s'il ne serait pas rationnel de constituer des groupes portant différentes dénominations et dont les appels aux masses (sous forme de proclamations, de résolutions, etc.) seraient publiés par l'I.S.K. avec l'indication de leur appartenance à tel ou tel groupe.

De cette façon, premièrement, les masses seraient tenues au courant de la tactique et des conceptions des internationalistes, malgré les interdits de la censure militaire ; deuxièmement, il deviendrait possible de suivre le développement et le succès de la propagande des conceptions internationalistes, au fur et à mesure que les réunions d'ouvriers, leurs organisations, etc., adopteraient des résolutions favorables aux conceptions de tel ou tel groupe ; troisièmement, il deviendrait possible d'exprimer les différentes nuances d'opinion (par exemple, en Angleterre, le B.S.P. *, sa *minorité* et l'I.L.P. ** ; en France, les socialistes, comme Bourderon, etc., les syndicalistes, comme Merrheim, etc. ; en Allemagne, comme l'a montré la conférence, il existe des nuances *au sein* de l'opposition).

Il va de soi que ces groupes, comme l'indique la lettre du 25 septembre, ne constitueraient pas des organisations distinctes, mais existeraient au sein des organisations an-

* *British Socialist Party* : Parti socialiste britannique. (*N.R.*)
** *Independent Labour Party* : Parti travailliste indépendant. (*N.R.*)

ciennes *uniquement* en vue des rapports avec l'I.S.K. et de la propagande de la lutte pour la paix.

La représentation à la « commission élargie » et aux conférences émanerait de ces groupes.

6. En ce qui concerne le nombre des membres de la «commission élargie » et la question du vote, voici notre proposition:

ne pas limiter le nombre des membres à un maximum de 3, mais introduire plutôt, pour les petits groupes, *un système de fractions qui jouerait lors des votes* (1/2—1/3, etc.).

Ce serait plus commode, car priver de représentation des groupes ayant leur nuance propre est vraiment impossible, et cela nuirait au développement et à la propagande parmi les masses des principes établis par le manifeste.

7. A propos du danger pour la commission élargie de revêtir « un caractère russo-polonais », nous pensons que cette crainte des camarades (si blessante qu'elle soit pour les Russes) est *légitime*, car il est possible que soient représentés des groupes émigrés n'ayant pas de liens véritables avec la Russie. A notre avis, doivent seuls être représentés les organisations ou les groupes qui ont démontré *par trois ans de travail au moins* leur aptitude à représenter le mouvement en Russie même. Nous proposons que l'I.S.K. examine et établisse ce principe, et aussi qu'elle demande à tous les groupes de fournir les renseignements et la documentation concernant leur activité en Russie.

8. Enfin, nous profitons de cette occasion pour relever une inexactitude dans le n° 1 du *Bulletin* [149] et en demander la rectification dans le n° 2 (ou dans la *Berner Tagwacht* et dans *la Sentinelle*). Dans le *Bull.* n° 1, p.7, col. 1, au début, il est dit que le projet de résolution était signé par le Comité central, les social-démocrates polonais (Landesvorstand *), les Lettons, les Suédois et les Norvégiens. Sont omis dans cette énumération :

un délégué allemand (dont le nom n'est pas publié pourdes raisons compréhensibles) et un délégué suisse, Platten.

Ecrit au plus tôt le 12 (25) septembre 1915
Paru pour la première fois le 6 septembre 1925 dans le n° 203 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

* Direction centrale du Parti. (*N.R.*)

LA DEFAITE DE LA RUSSIE ET LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

La « dispersion » de la IVe Douma, en réponse à la formation au sein de cette assemblée d'un bloc d'opposition comprenant les libéraux, les octobristes et les nationalistes, est l'une des manifestations les plus marquantes de la crise révolutionnaire en Russie. Défaite des armées de la monarchie tsariste, essor du mouvement gréviste et révolutionnaire du prolétariat, effervescence des masses, bloc des libéraux et des octobristes pour conclure un accord avec le tsar sur un programme de réformes et de mobilisation de l'industrie en vue de la victoire sur l'Allemagne — telle est la succession et la liaison des événements à la fin de la première année de guerre.

Chacun voit aujourd'hui que la crise révolutionnaire en Russie est un fait, mais tous ne comprennent pas correctement sa portée et les tâches qui en découlent pour le prolétariat.

L'histoire semble se répéter : c'est de nouveau la guerre, comme en 1905, et une guerre dans laquelle le tsarisme a entraîné le pays pour des objectifs nettement et manifestement réactionnaires de conquête et de pillage. C'est de nouveau la défaite, et la crise révolutionnaire accélérée par cette défaite. De nouveau, la bourgeoisie libérale — qui est même alliée cette fois à de très larges couches de la bourgeoisie conservatrice et des grands propriétaires fonciers — propose un programme de réformes et d'entente avec le tsar. Presque comme en l'été 1905 avant la Douma de Boulygui-

ne, ou comme en l'été 1906 après la dissolution de la Ire Douma.

Mais, en réalité, [il] existe une énorme différence : la guerre embrasse aujourd'hui toute l'Europe, tous les pays avancés où se déroule un puissant mouvement socialiste de masse. La guerre impérialiste a *r e l i é* la crise révolutionnaire en Russie, crise qui a éclaté sur le terrain de la révolution démocratique bourgeoise, à la crise grandissante de la révolution prolétarienne, socialiste, en Occident. Ce lien est à ce point direct qu'aucune exécution séparée des [tâches] révolutionnaires dans tel ou tel pays n'est possible : la révolution démocratique bourgeoise en Russie est désormais, non seulement le prologue, mais aussi un élément intégrant de la révolution socialiste en Occident.

Faire aboutir la révolution bourgeoise en Russie afin d'allumer la révolution prolétarienne en Occident : tel était le devoir du prolétariat en 1905. En 1915, la seconde moitié de cette tâche est devenue à ce point actuelle qu'elle est mise à l'ordre du jour conjointement avec la première. Une nouvelle division politique est apparue en Russie sur le terrain de rapports internationaux nouveaux, d'un niveau plus élevé, plus développés, plus enchevêtrés. C'est la division nouvelle entre les révolutionnaires chauvins qui veulent la révolution en vue de la victoire sur l'Allemagne, et les révolutionnaires internationalistes prolétariens qui veulent la révolution en Russie *en vue* de la révolution prolétarienne en Occident et en même temps que cette dernière. Cette nouvelle délimitation oppose, somme toute, la petite bourgeoisie urbaine et rurale de Russie au prolétariat socialiste. Il faut en avoir clairement conscience car le premier devoir d'un marxiste, c'est-à-dire de tout socialiste conscient, face à une révolution imminente, est de comprendre les positions des *diverses classes*, de ramener d'une façon générale les divergences de tactique et de principe aux différences de position des diverses classes.

Il n'est rien de plus plat, rien de plus méprisable et de plus nuisible que cette idée courante des philistins de la révolution : « oublions » les divergences « à l'occasion » de la tâche commune immédiate que nous assigne la révolution imminente. Quiconque n'a pas été convaincu de

l'absurdité de cette idée par l'expérience des dix années 1905-1914 est un cas désespéré sur le plan révolutionnaire. Se borner aujourd'hui à des exclamations révolutionnaires sans procéder à une analyse pour savoir quelles classes ont *démontré* qu'elles peuvent se rallier et qu'elles se rallient à tel programme révolutionnaire déterminé, c'est s'assimiler, en somme, aux « révolutionnaires » Khroustalev, Aladine, Alexinski.

La position de la monarchie et des grands propriétaires fonciers féodaux est claire : « ne pas livrer » la Russie à la bourgeoisie libérale ; plutôt transiger avec la monarchie allemande. Non moins claire est la position de la bourgeoisie libérale : profiter de la défaite et de la révolution grandissante pour obtenir de la monarchie effrayée des concessions et le partage du pouvoir avec la bourgeoisie. Et non moins claire est la position du prolétariat révolutionnaire qui veut mener la révolution jusqu'au bout en mettant à profit les hésitations et les difficultés du gouvernement et de la bourgeoisie. Quant à la petite bourgeoisie, qui constitue la très grande masse de la population de la Russie et commence à peine à s'éveiller, elle avance à tâtons, « à l'aveuglette », à la remorque de la bourgeoisie, prisonnière des préjugés nationalistes, poussée d'une part vers la révolution par les horreurs et les calamités sans précédent, inouïes, de la guerre, de la vie chère, de la ruine, de la misère et de la famine, et, d'autre part, tirée *en arrière* à chaque pas vers l'idée de la défense de la patrie, ou de l'intégrité territoriale de l'Etat russe, ou de la prospérité de la petite paysannerie grâce à la victoire sur le tsarisme et sur l'Allemagne, sans victoire sur le capitalisme.

Ces hésitations du petit bourgeois, du petit paysan, ne sont pas fortuites, mais découlent inévitablement de sa situation économique. Il est sot de fermer les yeux sur cette vérité « amère », mais profonde ; il faut la comprendre et la suivre au travers *des courants et des groupements politiques* existants, afin de ne pas se leurrer soi-même et de ne pas tromper le peuple, afin de ne pas affaiblir, de ne pas débiliter le parti révolutionnaire du prolétariat social-démocrate. Le prolétariat perdra ses forces s'il permet à son parti d'hésiter comme le fait la petite bourgeoisie. Le prolétariat ne remplira sa mission que s'il sait marcher sans

hésiter vers son grand objectif en donnant l'impulsion à la petite bourgeoisie, en l'aidant à s'instruire à partir de ses propres erreurs lorsqu'elle penche à droite, et en utilisant toutes ses forces pour l'attaque lorsque la vie la contraint d'aller à gauche.

Les troudoviks, les socialistes-révolutionnaires, les liquidateurs, membres du Comité d'organisation, tels sont les *courants* politiques de Russie qui se sont nettement affirmés au cours des dix dernières années, qui ont démontré leur liaison avec les différents groupes, éléments et couches de la petite bourgeoisie, qui ont manifesté des flottements allant du révolutionnarisme extrême en paroles à l'alliance avec les socialistes populaires chauvins ou « Nacha Zaria » dans les faits. Par exemple, le 3 septembre 1915, les cinq secrétaires à l'étranger du Comité d'organisation ont publié un appel sur les tâches du prolétariat où il n'est pas dit un seul mot de l'opportunisme et du social-chauvinisme, mais où il est question d'« insurrection » sur les arrières de l'armée allemande (cela après un an de lutte contre le mot d'ordre de la guerre civile !) et où l'on proclame le mot d'ordre, tant vanté par les cadets en 1905, d'« une Assemblée constituante pour liquider la guerre et le régime autocratique (du trois juin)»[150] ! ! Quiconque n'a pas compris la nécessité pour le parti du prolétariat de se séparer complètement, au nom du succès de la révolution, de ces courants petits-bourgeois, se donne bien vainement le nom de social-démocrate.

Non, face à la crise révolutionnaire en Russie, accélérée précisément par la défaite, — ce que craignent d'avouer les adversaires de tout poil du « défaitisme », — les tâches du prolétariat consisteront comme par le passé à lutter contre l'opportunisme et le chauvinisme, lutte sans laquelle le progrès de la conscience révolutionnaire des masses est impossible, et à aider le mouvement des masses par des mots d'ordre révolutionnaires sans équivoque. Non pas l'Assemblée constituante, mais le renversement de la monarchie, la république, la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et la journée de travail de huit heures : tels seront, comme par le passé, les mots d'ordre du prolétariat social-démocrate, les mots d'ordre de notre Parti. Et, par voie de conséquence, pour séparer en fait,

dans toute sa propagande et son agitation, dans toutes les actions de la classe ouvrière, les objectifs du socialisme des objectifs du chauvinisme bourgeois (y compris ses variétés plékhanovienne et kautskiste) et les y opposer, notre Parti continuera de proclamer le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, c'est-à-dire le mot d'ordre de la révolution socialiste en Occident.

Les leçons de la guerre obligent nos adversaires eux-mêmes à reconnaître pratiquement la position du « défaitisme » ainsi que la nécessité de lancer — d'abord comme une phrase cinglante dans une proclamation, mais par la suite d'une façon plus sérieuse, plus réfléchie — le mot d'ordre de l'« insurrection sur les arrières » des militaristes allemands, c'est-à-dire le mot d'ordre de la guerre civile. Il se trouve que les leçons de la guerre font pénétrer dans les têtes précisément ce que nous prônions dès le début des hostilités. La défaite de la Russie s'est *révélée* un moindre mal, car elle a fait progresser la crise révolutionnaire dans des proportions considérables et a mis en branle des millions, des dizaines et des centaines de millions d'hommes. Or, la crise révolutionnaire en Russie, vu les conditions de la guerre impérialiste, ne pouvait manquer de susciter l'idée de l'unique voie de salut pour les peuples, celle de l'« insurrection sur les arrières » de l'armée allemande, c'est-à-dire l'idée de la guerre civile dans *tous* les pays belligérants.

La vie est notre maître. La vie *avance*, à travers la défaite de la Russie, vers la révolution dans ce pays et, à travers cette révolution et en liaison avec elle, vers la guerre civile en Europe. La vie s'est engagée dans cette voie. Et le parti du prolétariat révolutionnaire de Russie, puisant une force nouvelle dans ces leçons de la vie qui justifient son attitude, suivra avec une énergie redoublée la voie qu'il indique.

Ecrit dans la seconde quinzaine de septembre 1915
Paru pour la première fois le 7 novembre 1928 dans le n° 260 de la « Pravda »

Conforme au manuscrit

UN PREMIER PAS

Dans cette période de crise extrêmement grave provoquée par la guerre, le mouvement socialiste international se développe lentement. Il se développe néanmoins, et ce dans le sens d'une rupture avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. La Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse), qui s'est tenue du 5 au 8 septembre 1915, l'a clairement montré.

Durant toute une année, on avait pu constater parmi les socialistes des pays belligérants et des pays neutres une phase d'hésitation et d'attente : ils n'osaient pas s'avouer à eux-mêmes toute la profondeur de la crise, ils ne voulaient pas voir la réalité en face, ils remettaient à plus tard de mille manières la rupture inévitable avec les opportunistes et les partisans de Kautsky, qui prédominent dans les partis officiels d'Europe occidentale.

Mais le jugement que nous avons porté sur les événements il y a un an, dans le manifeste du Comité central (n° 33 du *Social-Démocrate* *) s'est révélé juste ; les événements en ont démontré le bien-fondé ; ils se sont *déroulés* de telle façon qu'à la première Conférence socialiste internationale étaient représentés les éléments protestataires de la minorité (en Allemagne, en France, en Suède et en Norvège), qui agissaient *à l'encontre* des décisions des partis officiels, c'est-à-dire, pratiquement, en scissionnistes.

---

* Voir le présent tome, pp. 19-28. (*N.R.*)

Les travaux de cette Conférence ont eu pour résultat un manifeste et une résolution de sympathie aux camarades emprisonnés et poursuivis. Ces deux documents sont publiés dans le présent numéro du *Social-Démocrate*. Par 19 voix contre 12, la Conférence a refusé d'examiner en commission le projet de résolution que nous avions présenté avec d'autres marxistes révolutionnaires ; quant à notre propre projet de manifeste, il a été, avec deux autres, transmis à la commission en vue de rédiger un manifeste commun. Le lecteur trouvera par ailleurs dans ce numéro le texte de nos deux projets ; en le comparant à celui du manifeste adopté, il verra clairement que nous avons réussi à faire admettre nombre d'idées fondamentales du marxisme révolutionnaire.

Le manifeste adopté marque un pas en avant vers la rupture idéologique et pratique avec l'opportunisme et le social-chauvinisme. Mais en même temps, comme l'indiquera son analyse, il pèche par inconséquence et insuffisance.

Le manifeste déclare que la guerre est impérialiste et il indique deux traits caractéristiques de la notion d'impérialisme : la tendance des capitalistes de *chaque* pays à réaliser des profits et à intensifier l'exploitation, et la tendance des grandes puissances à partager le monde et à « asservir » les nations faibles. Tout l'essentiel de ce qu'il faut dire sur le caractère impérialiste de la guerre, et qui était formulé dans notre résolution, se trouve repris ici. Le manifeste ne fait, dans cette partie, que *populariser* notre résolution. La popularisation est chose utile, sans contredit. Mais si nous voulons que la classe ouvrière ait des idées claires, si nous attachons de l'importance à la propagande méthodique et opiniâtre, il importe d'établir d'une façon précise et détaillée les principes qui doivent être popularisés. Sinon, nous risquons de commettre exactement la même erreur, le même péché que celui qui causa la faillite de la IIe Internationale, à savoir : nous laissons la porte ouverte aux équivoques et aux fausses interprétations. Peut-on nier, par exemple, que l'idée exprimée dans la résolution au sujet de la maturité des prémisses objectives du socialisme soit d'une importance capitale ? Dans l'exposé « populaire » du manifeste, cette idée est laissée de côté ;

la tentative de fondre en un tout la claire et précise résolution de principe et l'appel n'a pas réussi.

« Les capitalistes de tous les pays ... affirment que la guerre sert à défendre la patrie... Ils mentent... », poursuit le manifeste. Là encore, cette nette affirmation que l'idée fondamentale de l'opportunisme dans la guerre actuelle — celle de la « défense de la patrie » — est un « mensonge » reprend l'idée essentielle de la résolution des marxistes révolutionnaires. Mais là encore apparaît une regrettable réticence, une sorte de timidité, comme si l'on craignait de dire toute la vérité. Qui ne sait aujourd'hui, après une année de guerre, que le vrai malheur pour le socialisme a été le *m e n s o n g e* des capitalistes *repris et soutenu* non seulement par la presse capitaliste (si elle est capitaliste, c'est précisément pour reproduire les mensonges des capitalistes), mais aussi par la plus grande partie de la presse socialiste ? Qui ne sait que ce n'est pas le « mensonge des capitalistes » qui a provoqué la plus grande des crises du socialisme européen, mais le *mensonge* de Guesde, de Hyndman, de Vandervelde, de Plékhanov, de *Kautsky* ? Qui ne sait que c'est le *mensonge* de ces chefs, précisément, qui a révélé soudainement toute la force de l'opportunisme, où ils ont sombré au moment décisif ?

Voyez ce qui en résulte. Pour se rendre populaire, on dit aux grandes masses que l'idée de la défense de la patrie dans cette guerre est un mensonge des capitalistes. Mais les masses européennes ne sont pas illettrées, et presque tous les lecteurs du manifeste ont appris et apprennent *ce même mensonge* par des centaines de journaux, de revues et de brochures socialistes, qui font chorus avec Plékhanov, Hyndman, Kautsky et C^ie^. Que peuvent penser les lecteurs ? Quelles idées leur viendront à l'esprit devant cette démonstration évidente de la timidité des auteurs du manifeste ? N'écoutez pas le mensonge capitaliste sur la défense de la patrie, enseigne ce document aux ouvriers. Très bien. Presque tous répondront ou penseront dans leur for intérieur : le mensonge des *capitalistes* ne nous trouble plus depuis longtemps, mais il y a celui de Kautsky et C^ie^...

Plus loin, le manifeste reprend une autre idée majeure de notre résolution en déclarant que les partis socialistes et les organisations ouvrières de divers pays ont « *foulé aux*

pieds les engagements découlant des résolutions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle », que le Bureau socialiste international, lui non plus, *n'a pas rempli son devoir*, ce qui s'est exprimé par le vote des crédits de guerre, par la participation aux ministères, par la reconnaissance de l'« union sacrée » (le manifeste fait état d'une soumission *servile* à l'union sacrée, c'est-à-dire qu'il accuse Guesde, Plékhanov, Kautsky et Cie d'avoir substitué à la propagande du socialisme celle d'idées *serviles*).

On peut se demander si c'est être conséquent que de dire dans un manifeste « populaire » que certains partis ont failli à leur devoir (il s'agit, on le sait, des plus forts partis et organisations ouvrières de tous les pays les plus avancés : l'Angleterre, la France, l'Allemagne) et, en même temps, de ne pas donner d'explication à ce fait stupéfiant, inouï et sans précédent. La plupart des partis socialistes et le Bureau socialiste international lui-même ont failli à leur devoir ! Qu'est-ce à dire ? Est-ce l'effet du hasard, la faillite de certaines personnes ? Ou s'agit-il d'un tournant dans toute une époque ? Si la première hypothèse est juste, si *nous* laissons une pareille idée s'emparer des masses, cela revient à dire que *nous* renions les fondements de la doctrine socialiste. Si c'est la seconde hypothèse qui est juste, comment peut-on ne pas le dire carrément ? Voici un fait d'une importance historique mondiale, la faillite de toute l'Internationale, un tournant dans toute une époque, et nous *craignons* de dire aux masses qu'il faut chercher et découvrir toute la vérité, qu'il faut penser les choses jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule de supposer que le Bureau socialiste international et plusieurs partis ont fait faillite *sans* que ce phénomène se rattache à la longue histoire de la naissance, du développement, de la maturation et du *pourrissement* du courant opportuniste européen, lequel a de profondes racines économiques, profondes dans le sens d'une liaison étroite non pas avec les masses, mais avec une couche déterminée de la société.

Abordant la « lutte pour la paix », le manifeste déclare : « Cette lutte est une lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme », et on explique plus loin qu'à la guerre, les ouvriers se sacrifient « au service des classes dominantes », alors qu'il importe de sa-

voir se sacrifier « *pour sa propre cause* » (souligné deux fois), « pour les buts sacrés du socialisme ». Par ailleurs, la résolution exprimant la sympathie aux militants emprisonnés et poursuivis, proclame que « la Conférence s'engage solennellement à honorer ces militants, vivants ou morts, en *suivant* leur exemple » et qu'elle se donne pour tâche d'« éveiller l'esprit révolutionnaire du prolétariat international ».

Toutes ces idées reprennent cette thèse fondamentale de notre résolution que la lutte pour la paix *sans* lutte révolutionnaire est une phrase creuse et mensongère, et que la seule voie permettant de nous délivrer des horreurs de la guerre est la lutte révolutionnaire pour le socialisme. Là encore, c'est la même carence, la même inconsistance, la même pusillanimité : on appelle les masses à *suivre l'exemple* des militants révolutionnaires, on déclare que les cinq membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie déportés en Sibérie, ont suivi « la glorieuse tradition révolutionnaire russe », on proclame la nécessité d'« éveiller l'esprit révolutionnaire »... *sans parler* franchement, ouvertement, nettement, des moyens révolutionnaires de lutte.

Notre Comité central devait-il signer ce manifeste qui pèche par son inconséquence et sa timidité ? Nous pensons que oui. Notre désaccord — je ne parle pas seulement du Comité central mais aussi de toute la gauche *internationale, marxiste révolutionnaire*, de la Conférence — est consigné ouvertement dans une résolution spéciale, dans un projet de manifeste spécial, dans une déclaration spéciale au sujet du vote du manifeste de compromis. Nous n'avons pas dissimulé un iota de nos opinions, de nos mots d'ordre, de notre tactique. L'édition allemande de la brochure : *Le socialisme et la guerre* * a été distribuée à la Conférence. Nous avons répandu, nous répandons et nous continuerons de répandre nos idées aussi largement que sera répandu le manifeste. C'est un fait que ce dernier constitue *un pas en avant* vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant *avec* la minorité des Allemands, des

* Voir le présent tome, pp. 305-350. (*N.R.*)

Français, des Suédois, des Norvégiens et des Suisses, quand nous conservons l'entière liberté et l'entière possibilité de critiquer l'inconséquence et de chercher à obtenir davantage *. Ce serait une mauvaise tactique de guerre que de refuser de marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme, sous prétexte que ce mouvement est trop lent, qu'il fait « seulement » un pas en avant, qu'il est prêt et disposé à faire demain un pas en arrière et à rechercher une conciliation avec l'ancien Bureau socialiste international. La disposition à s'entendre avec les opportunistes n'est pour le moment qu'un souhait, et rien de plus. Les opportunistes y consentiront-ils ? La paix est-elle possible, *objectivement*, entre les *courants* du social-chauvinisme, du kautskisme et du marxisme internationaliste révolutionnaire, qui divergent de plus en plus ? Nous pensons que non, et nous continuerons à appliquer notre ligne politique, encouragés par le *succès* qu'elle a remporté à la conférence du 5 au 8 septembre.

Car le succès de notre ligne est indéniable. Comparons les faits. En septembre 1914, le manifeste de notre Comité central semble être isolé. En mars 1915 se tient la Conférence internationale des femmes, avec une maigre résolution pacifiste que le Comité d'organisation approuve aveuglément. En septembre 1915, nous nous rassemblons pour former tout un groupe de la gauche internationale, nous nous présentons avec notre propre tactique, nous faisons admettre nombre de nos idées essentielles dans un manifeste commun, nous participons à la formation de la Commission socialiste internationale (C.S.I.), c'est-à-dire en fait d'un nouveau Bureau socialiste international, en dépit de la volonté de l'ancien Bureau et sur la base d'un manifeste qui condamne nettement la tactique de ce dernier.

---

* Que le Comité d'organisation et les social-révolutionnaires aient signé le manifeste par diplomatie, en conservant tout ce qui les relie — *et qui les ligote* — à *Nacha Zaria*, à Roubanovitch et à la Conférence de juillet 1915 des socialistes populaires et des socialistes révolutionnaires de Russie[151],—cela ne nous effraie guère. Nous sommes suffisamment armés pour lutter contre la diplomatie véreuse et la démasquer. Elle se démasque elle-même de plus en plus. *Nacha Zaria* et la fraction Tchkhéidzé nous *aident* à démasquer Axelrod et Cie.

Les ouvriers de Russie, dont l'immense majorité a suivi notre Parti et son Comité central dès les années 1912-1914, verront maintenant, à la faveur de l'expérience du mouvement socialiste international, que notre tactique se confirme aussi sur une échelle plus vaste et que nos idées fondamentales sont partagées aujourd'hui par une partie toujours plus grande, et la meilleure, de l'Internationale prolétarienne.

« Le Social-Démocrate » n° 45-46, 11 octobre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

LES MARXISTES REVOLUTIONNAIRES A LA CONFERENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE (5-8 SEPTEMBRE 1915)

La lutte idéologique à cette conférence s'est déroulée entre un groupe compact d'internationalistes, de marxistes révolutionnaires, et les quasi-kautskistes hésitants qui formaient l'aile droite de la conférence. La cohésion du groupe précité est l'un des faits les plus importants et l'un des plus grands succès de la conférence. Après toute une année de guerre, le *seul* courant de l'Internationale à intervenir avec une résolution parfaitement précise et un projet de manifeste basé sur cette résolution, et à grouper les marxistes conséquents de Russie, de Pologne, du Territoire letton, d'Allemagne, de Suède, de Norvège, de Suisse et de Hollande, a été celui représenté par notre Parti.

Quels arguments les hésitants nous ont-ils opposés ? Les Allemands ont admis que nous allons au-devant de batailles révolutionnaires, mais, ont-ils dit, des choses telles que la fraternisation dans les tranchées, les grèves politiques, les manifestations de rue et la guerre civile ne doivent pas être proclamées à la face du monde. On les fait, mais on n'en parle pas. Et d'autres ajoutaient : c'est de l'enfantillage, ce sont des fanfaronnades.

Les semi-kautskistes allemands se sont punis eux-mêmes d'avoir tenu ces propos, contradictoires et évasifs au point d'en être ridicules et inconvenants, en adoptant une motion de sympathie envers les membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie et une déclaration sur la nécessité de « suivre l'exemple » de ces derniers, qui dif-

fusaient précisément notre organe central, *le Social-Démocrate*, lequel proclamait la guerre civile « à la face du monde entier ».

Vous suivez le mauvais exemple de Kautsky, avons-nous répondu aux Allemands : en paroles, vous reconnaissez la révolution imminente, mais en fait, vous refusez d'en parler ouvertement aux masses, de les y appeler, d'indiquer les moyens de lutte les plus concrets que la masse met à l'épreuve et qu'elle érige en règle au cours de la révolution. En 1847, *alors qu'ils se trouvaient à l'étranger*, — les philistins allemands étaient horrifiés que l'on se permît, étant à l'étranger, de parler de moyens révolutionnaires ! — Marx et Engels, dans le célèbre *Manifeste du Parti communiste*, appelaient à la révolution, préconisaient franchement et ouvertement l'emploi de la violence, et qualifiaient de « méprisable » la dissimulation de leurs buts, tâches et moyens révolutionnaires de lutte. La révolution de 1848 a démontré que *seuls* Marx et Engels avaient abordé les événements avec une tactique juste. En Russie, quelques années avant la révolution de 1905, Plékhanov, qui était alors marxiste, a publié dans l'ancienne *Iskra* en 1901, un article sans signature, exprimant par conséquent le point de vue de toute la rédaction, où il était question de l'insurrection prochaine et de moyens de la préparer, tels que les manifestations de rue, et même de procédés techniques comme l'emploi des fils de fer contre la cavalerie. La révolution russe a prouvé que seuls les adeptes de l'ancienne *Iskra* abordaient les événements avec une tactique juste. Et maintenant, de deux choses l'une : ou bien nous sommes réellement et fermement convaincus que la guerre crée en Europe une situation révolutionnaire, que toute la situation économique, politique et sociale de l'époque impérialiste mène à la révolution prolétarienne ; dans ce cas, nous avons le devoir absolu d'expliquer aux masses la nécessité de la révolution, de les y appeler, de fonder des organisations répondant à ces fins, de parler sans crainte et de la façon la plus concrète des divers procédés ressortissant à la lutte violente et à sa « technique ». Que la révolution soit ou non assez forte, qu'elle éclate en liaison avec la première ou une deuxième guerre impérialiste, etc., c'est là pour nous un devoir absolu. Ou bien nous ne sommes pas

persuadés que la situation est révolutionnaire, et il est inutile alors de se payer des mots sur la guerre à la guerre. Dans ce cas, nous sommes en fait des politiciens ouvriers national-libéraux, de la nuance des Südekum-Plékhanov et de Kautsky.

Les délégués français ont, eux aussi, déclaré être convaincus que l'état de choses actuel en Europe conduira à la révolution. Mais, ont-ils dit, d'abord, nous ne sommes pas venus ici « pour donner la formule de la IIIe Internationale », et ensuite, l'ouvrier français « ne croit personne et ne croit en rien » ; il est corrompu par la phraséologie anarchiste et hervéiste dont il est saturé. Le premier de ces arguments est absurde, car le manifeste de compromis adopté en commun contient malgré tout la « formule » de la IIIe Internationale, bien qu'inconséquente, réticente et non mûrie jusqu'au bout. Le second est très important, en tant qu'argument pratique de poids prenant en considération la situation particulière de la France du point de vue, non pas de la défense de la patrie et de l'invasion ennemie, mais des « faiblesses » du mouvement ouvrier français. Mais cette considération permet simplement de conclure que les socialistes français seront peut-être amenés *plus lentement* à participer aux actions révolutionnaires du prolétariat de toute l'Europe, et non pas que ces actions seraient inutiles. La question de savoir avec quelle *rapidité*, par quelle voie et sous quelles formes particulières le prolétariat des différents pays est susceptible de passer aux actions révolutionnaires n'a même pas été posée à la conférence, et d'ailleurs elle ne pouvait l'être, vu l'absence des données indispensables à cet effet. En attendant, notre tâche est de *préconiser* en commun une tactique juste ; les événements nous indiqueront plus tard le *rythme* du mouvement et les modifications (d'ordre national, local, professionnel) qu'il conviendra d'apporter à l'orientation générale. Si le prolétariat français est corrompu par la phraséologie anarchiste, il l'est aussi par le millerandisme, et ce n'est pas à nous d'*accentuer* cette corruption par les *réticences* du manifeste.

C'est Merrheim en personne qui a laissé échapper cette phrase caractéristique et profondément juste : « Le parti (socialiste), Jouhaux (secrétaire de la Confédération Géné-

rale du Travail), le gouvernement, ce ne sont que trois têtes sous un seul bonnet. » C'est vrai. C'est un fait prouvé par l'expérience d'une année de lutte des internationalistes français contre le parti et MM. les Jouhaux. Mais la seule conclusion qui en découle est la suivante : on ne peut lutter contre le gouvernement sans lutter en même temps contre les partis des opportunistes et les chefs anarcho-syndicalistes. Or, le manifeste commun, différant en cela de notre résolution, n'a fait qu'effleurer les tâches posées par cette lutte, sans les développer jusqu'au bout.

S'élevant contre notre tactique, un Italien a déclaré : « Votre tactique vient ou trop tard (car la guerre a déjà commencé) ou trop tôt (car la guerre n'a pas encore créé les conditions de la révolution) ; de plus, vous proposez un « changement du programme » de l'Internationale, vu que toute notre propagande a toujours été dirigée « contre la violence» . Il nous a été facile de répondre — par une citation du livre de Jules Guesde *En garde !* — qu'aucun chef influent de la IIe Internationale n'a jamais repoussé en général l'emploi de la violence ni des méthodes de lutte directement révolutionnaires. Tous ont toujours dit que la lutte légale, le parlementarisme et l'insurrection sont liés l'un à l'autre et qu'*il doit inévitablement* y avoir passage de l'un à l'autre, selon que les conditions du mouvement changent. Soit dit en passant, c'est dans ce même ouvrage (*En garde !*) que nous avons puisé une citation d'un discours prononcé par Guesde en 1899, où il parle de la probabilité d'une guerre pour les débouchés, les colonies, etc., en se demandant « ce qui resterait de la solidarité internationale ouvrière » si, dans une guerre de ce genre, nous nous trouvions en présence d'un Millerand français, d'un Millerand allemand et d'un Millerand anglais. Guesde s'est par avance lui-même condamné avec ce discours. Quant à l'« inopportunité » de la propagande en faveur de la révolution, cette objection découle de la confusion d'idées coutumière aux socialistes latins : ils confondent le début de la révolution avec la propagande ouverte et directe en faveur de cette dernière. En Russie, personne ne fait remonter le début de la révolution de 1905 au-delà du 9 janvier de cette même année[152] ; or, la propagande révolutionnaire au sens le plus strict du mot, consistant à préconiser et préparer

des mouvements de masse, des manifestations, des grèves, des barricades, avait été menée *depuis des années*. L'ancienne *Iskra*, par exemple, mena cette propagande à partir de la fin de 1900, de même que Marx l'avait fait à partir de 1847, alors qu'il ne pouvait même pas encore être question d'un *commencement de révolution* en Europe.

Les libéraux et les autres ennemis de la révolution la « reconnaissent » une fois qu'elle a éclaté, et cela, souvent, pour la tromper et la trahir. C'est *avant* son avènement que les révolutionnaires la prévoient, qu'ils prennent conscience de son inéluctabilité, qu'ils en font comprendre la nécessité aux masses et leur en expliquent les voies et les méthodes.

L'ironie de l'histoire a voulu que ce soient précisément Kautsky et ses amis, — qui ont littéralement voulu arracher à Grimm la convocation de la conférence, qui ont nettement essayé de faire échouer la conférence de la gauche (de très proches amis de Kautsky ont même fait des *tournées* dans ce but, comme Grimm l'a dévoilé lors de la conférence), — que ce soient *eux-mêmes* qui aient poussé la conférence *vers la gauche*. Les opportunistes et les kautskistes démontrent par *leur* comportement la justesse de la position adoptée par notre Parti.

« Le Social-Démocrate » n° 45-46, 11 octobre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

DES INTERNATIONALISTES AUTHENTIQUES: KAUTSKY, AXELROD, MARTOV

Peu avant la conférence de Zimmerwald fut éditée à Zurich, en allemand, une brochure d'Axelrod : *La crise et les tâches de la social-démocratie internationale.* Deux articles élogieux de L. Martov sur cette brochure parurent ensuite dans le journal de Zurich *Volksrecht.* Nous ignorons si ces deux auteurs publieront leurs textes en russe. On ne pourrait trouver meilleure illustration des arguments invoqués par les chefs du Comité d'organisation pour défendre l'opportunisme et le social-chauvinisme.

Le fil conducteur de toute cette brochure est la lutte contre « les dangers qui menacent l'unité du Parti ». Ce que craint Axelrod, c'est « la division et le trouble ». Il y revient sans cesse, avec une insistance qui finit par être importune. N'allez pas croire qu'il voie la division et le trouble dans la situation actuelle de la social-démocratie, dans l'alliance de ses chefs avec telle ou telle bourgeoisie nationale. Non ! Pour Axelrod, le trouble, c'est le fait de se démarquer et de se séparer nettement des social-chauvins. Il range Kautsky au nombre des camarades « dont la conscience et les sentiments internationalistes sont au-dessus de tout soupçon ». Avec cela, tout au long de ses 46 pages, pas la moindre tentative de donner une idée d'ensemble des opinions de Kautsky, de les citer textuellement, de voir si le chauvinisme ne consiste pas à accepter l'idée de la défense de la patrie dans la guerre actuelle. Rien sur le fond. Pas un mot sur nos arguments. Par

contre, « dénonciation par la voie hiérarchique » : dans une conférence à Zurich, voyez-vous, Lénine a qualifié Kautsky de chauvin, de philistin, de traître (p. 21)... Ce n'est plus de la littérature, chers Martov et Axelrod, mais une « prose » de basse police !

« L'Occident »... « ne connaît pas cette variété de surhommes qui profitent de chaque crise du parti, de chaque situation difficile pour jouer les sauveurs suprêmes et pour pratiquer, d'un cœur léger, une politique de trouble et de désorganisation à l'intérieur du parti » (22). Qu'est-ce que c'est que ça ? De la littérature ?

Mais s'il n'existe pas « en Occident » de ces monstres affreux qui considèrent Axelrod et Kautsky « en personne » comme des chauvins et des opportunistes, et dont la seule évocation fait frémir de rage le cher Axelrod au point de lui inspirer ces flots de... « lyrisme » si élégant et si suave, comment donc a-t-il pu écrire, deux pages avant :

« Si l'on prend en considération le mécontentement grandissant qui dresse des cercles toujours plus étendus du parti, surtout en Allemagne et en France, contre la politique « jusqu'-au-boutiste » de nos organes responsables du parti, il n'est nullement exclu que les tendances pratiques de la propagande léniniste puissent pénétrer par différents canaux jusque dans les rangs de la social-démocratie occidentale. »

Ainsi, il ne s'agit pas tellement de ces monstres typiquement russes qui offensent le cher Axelrod ! Ainsi, le chauvinisme *international* des partis officiels (en Allemagne et en France, comme le reconnaît Axelrod lui-même, notez-le bien !) provoque une réaction indignée des social-démocrates révolutionnaires *internationaux*. Nous sommes, par conséquent, en présence de *deux c o u r a n t s*, tous deux internationaux. Axelrod se fâche et lance des injures parce qu'il ne comprend pas que ces deux courants doivent nécessairement exister et lutter résolument l'un contre l'autre, et aussi parce qu'il lui est désagréable, gênant et désavantageux d'avouer franchement sa propre position, qui consiste à s'efforcer de *paraître* internationaliste, mais à *être* un chauvin.

« Le problème de l'internationalisation du mouvement ouvrier ne s'identifie pas à celui de la transformation dans

un sens révolutionnaire de nos formes et de nos méthodes de lutte »... C'est là, voyez-vous, une « explication idéologique » qui ramène tout à l'opportunisme et veut ignorer le « pouvoir immense » des « idées patriotiques », qui sont « les produits d'un processus historique millénaire »... « Il faut s'efforcer de créer, dans le cadre de cette société bourgeoise, une *réalité* (souligné par Axelrod) concrète, des conditions objectives d'existence, au moins pour les masses ouvrières en lutte, qui puissent affaiblir cette dépendance », à savoir, « la dépendance des masses à l'égard des formations sociales, nationales et territoriales constituées au cours de l'histoire ». « Par exemple, ajoute Axelrod pour éclairer sa profonde pensée, les lois sur la protection du travail et les assurances, ainsi que d'autres revendications politiques importantes et, enfin, les besoins et aspirations des ouvriers à la culture et à l'instruction, doivent devenir l'objet d'actions et d'organisations *internationales* » (souligné par Axelrod) des prolétaires de chaque pays. Tout se réduit à « l'internationalisation des luttes les plus « quotidiennes » pour les revendications du moment »... Voilà qui est parfait! Et dire que certains monstres affreux ont inventé de lutter contre l'opportunisme ! Le véritable internationalisme (en italique) et le vrai « marxisme », qui ne se contentent pas d'explications « idéologiques », consistent à veiller à l'internationalisation des lois d'assurances !! Quelle pensée géniale... Sans les moindres « luttes, ni divisions, ni troubles », tous les opportunistes internationaux, tous les libéraux internationaux, de Lloyd Georges à Fr. Naumann et de Leroy-Beaulieu à Milioukov, Strouvé et Goutchkov, souscriront des deux mains à cet « internationalisme » scientifique, profond et objectif d'Axelrod, de Martov et de Kautsky.

Quelques perles de l'« internationalisme ». Kautsky : si je défends ma patrie dans une guerre impérialiste, c'est-à-dire dans une guerre visant à piller et asservir des pays étrangers, et si je reconnais aux ouvriers des autres pays belligérants le droit de défendre leur patrie, c'est là du véritable internationalisme. Axelrod : sans se laisser entraîner par les attaques « idéologiques » contre l'opportunisme, il faut combattre concrètement le nationalisme

millénaire par l'internationalisation (également millénaire) du travail quotidien dans le domaine des lois d'assurances. Martov est d'accord avec Axelrod !

Les phrases d'Axelrod sur les racines millénaires du nationalisme, etc., ont exactement la même signification politique que les discours des féodaux russes, avant 1861, sur les racines millénaires du servage. Ces phrases apportent de l'eau au moulin des réactionnaires et de la bourgeoisie, car Axelrod passe sous silence, modestement, le fait que les dizaines d'années du développement capitaliste, surtout après 1871, ont précisément créé entre les prolétaires de tous les pays les liens internationaux *objectifs* qu'il s'agit à présent, en ce moment même, de convertir en actions révolutionnaires internationales. Axelrod est contre de telles actions. Il veut bien que l'on rappelle les racines millénaires du knout, mais il est contre les actions visant à l'abolir !

Mais qu'advient-il de la révolution prolétarienne ? Le Manifeste de Bâle de 1912 en parle à propos de cette guerre qui était alors imminente et qui a éclaté deux ans plus tard. Axelrod estime probablement que ce manifeste est empreint d'une « idéologie » peu sérieuse (une expression bien dans l'esprit du « marxisme » à la Strouvé et à la Cunow !) et n'en dit *pas un traître mot*. Quant à la révolution, il l'élude de la manière suivante :

« La tendance à envisager les actions révolutionnaires impétueuses des masses ou les insurrections comme le seul et unique moyen de venir à bout du nationalisme pourrait jusqu'à un certain point se justifier si nous nous trouvions immédiatement à la veille d'une révolution sociale, comme ce fut par exemple le cas en Russie après les manifestations d'étudiants de l'année 1901, qui annonçaient l'approche de batailles décisives contre l'absolutisme. Mais même les camarades qui bâtissent tous leurs espoirs sur le proche avènement d'une période révolutionnaire tumultueuse ne se risquent pas à affirmer en toute certitude que le conflit décisif du prolétariat contre la bourgeoisie soit imminent. Au contraire, ils tablent aussi sur une période de plusieurs dizaines d'années » (p. 41). Suivent, bien entendu, des foudres contre l'« utopie » et les « bakouninistes » de l'émigration russe.

Mais l'exemple cité par Axelrod démasque à la perfection notre opportuniste. Quelqu'un pouvait-il, sans être fou, « affirmer en toute certitude » en 1901 que la lutte décisive contre l'absolutisme en Russie était « imminente »? Personne ne le pouvait, personne ne l'a fait. Personne ne pouvait savoir alors que, *quatre années plus tard*, se produirait *une* bataille décisive (décembre 1905), et que la bataille « décisive » suivante contre l'absolutisme « aurait lieu » peut-être en 1915-1916, ou peut-être plus tard.

Si, en 1901, personne n'affirmait, non seulement en toute certitude, mais même en général, que la bataille décisive était « imminente », si nous affirmions à l'époque que les cris « hystériques » de Kritchevski, Martynov et Cie sur une lutte « imminente » n'étaient pas sérieux, il y avait par contre autre chose que nous autres, social-démocrates révolutionnaires, affirmions *en toute certitude* : nous affirmions alors que seuls des opportunistes invétérés pouvaient ne pas comprendre en 1901 la nécessité de *soutenir directement* les manifestations révolutionnaires de cette année, de les encourager, de les développer, de propager à cet effet les mots d'ordre révolutionnaires les plus résolus. Et l'histoire nous a donné raison, et à nous seulement, en condamnant les opportunistes et en les rejetant pour longtemps hors du mouvement ouvrier, bien qu'une bataille décisive *ne* fût *pas* « imminente », bien que la première bataille décisive *n'éclatât que* quatre ans plus tard et se révélât non concluante et, par conséquent, pas décisive.

Il en est absolument de même, littéralement de même, actuellement en Europe. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que l'Europe de 1915 connaît une situation révolutionnaire, de même que la Russie en 1901. Nous ne pouvons savoir si la première bataille « décisive » du prolétariat contre la bourgeoisie se produira dans quatre ans, dans deux ans, ou dans dix ans ou plus, et si une « seconde » bataille « décisive » ne se produira pas encore dix ans plus tard. Mais nous savons fermement et affirmons « en toute certitude » que maintenant, notre devoir impérieux et immédiat est de soutenir l'effervescence naissante et les manifestations qui ont *déjà* commencé. En

Allemagne, la foule a sifflé Scheidemann ; dans beaucoup de pays la foule a manifesté contre la cherté de la vie. Le social-démocrate Axelrod élude ce devoir impérieux et absolu, et cherche à en détourner les ouvriers. Si l'on considère le sens et le résultat politiques de ses raisonnements, on ne peut en tirer que la conclusion suivante : Axelrod est *avec* les chefs du social-patriotisme et du social-chauvinisme *contre* la propagande et la préparation immédiates d'actions révolutionnaires. C'est là l'essentiel. Tout le reste n'est que paroles.

Nous sommes, *sans aucun doute*, à la veille de la révolution socialiste. Cela a été reconnu dès 1909 même par des théoriciens « ultra-prudents » tels que Kautsky (*Le chemin du pouvoir*) ; cela a été reconnu aussi par le Manifeste de Bâle, voté à l'unanimité en 1912. Pas plus que nous ne savions en 1901 que la « veille » de la première révolution russe durerait encore quatre ans, nous ne sommes pas plus renseignés aujourd'hui. La révolution peut consister, et consistera probablement, en des luttes qui s'étendront sur de longues années et qui comprendront plusieurs périodes d'assauts, entrecoupées de convulsions contre-révolutionnaires du régime bourgeois. Dans la situation politique actuelle, le tout est de savoir s'il faut utiliser la situation révolutionnaire existante pour soutenir et développer les mouvements *révolutionnaires*. Oui ou non. C'est sur cette question que se divisent aujourd'hui, politiquement, les social-chauvins et les internationalistes révolutionnaires. Et, sur ce point, Kautsky, Axelrod et Martov sont aux côtés des social-chauvins, malgré les phrases révolutionnaires qu'ils débitent tous, ainsi que les cinq secrétaires à l'étranger du Comité d'organisation.

Axelrod masque sa défense du social-chauvinisme sous une phraséologie extraordinairement abondante. Sa brochure peut servir d'exemple pour illustrer la *façon* de dissimuler ses opinions, de se servir du langage et des écrits pour camoufler ses pensées. Axelrod décline un nombre incalculable de fois le mot internationalisme, il blâme les social-patriotes et leurs amis de ne pas vouloir s'orienter à gauche ; il fait remarquer qu'il est « plus à gauche » que Kautsky ; il parle aussi de la nécessité d'une III^e^ Internationale qui devrait être assez puissante pour répondre,

« non par des menaces, mais en déclenchant l'assaut révolutionnaire » (p. 14), aux tentatives de la bourgeoisie d'allumer l'incendie d'une guerre mondiale, et ainsi de suite, à n'en plus finir. Axelrod est prêt à reconnaître en paroles tout ce que l'on voudra, voire l'assaut révolutionnaire, mais en fait il veut l'unité avec Kautsky et, par conséquent, avec Scheidemann en Allemagne, avec le journal chauvin et contre-révolutionnaire *Naché Diélo* et avec la fraction Tchkhéidzé en Russie ; en fait, il *ne veut pas* soutenir et développer *maintenant le mouvement révolutionnaire qui commence.* Tout en paroles, rien en fait. On jure ses grands dieux qu'on est « internationaliste » et révolutionnaire, mais en réalité on soutient les social-chauvins et les opportunistes du monde entier dans leur lutte contre les internationalistes révolutionnaires.

Ecrit au plus tôt le 28 septembre (11 octobre) 1915

Conforme au manuscrit

Paru pour la première fois en 1924 dans la revue « Prolétarskaïa Révolutsia » n° 3 (26)

QUELQUES THESES

DE LA RÉDACTION

Le contenu de ce numéro montre le travail énorme accompli par le Comité de Pétersbourg de notre Parti. C'est vraiment, pour la Russie et pour toute l'Internationale, un modèle de ce que les social-démocrates peuvent faire pendant une guerre réactionnaire, dans les conditions les plus difficiles. Les ouvriers de Pétersbourg et de la Russie soutiendront de toutes leurs forces cette activité et la poursuivront plus énergiquement, plus vigoureusement, plus largement dans cette même voie.

En tenant compte des indications de nos camarades de Russie, nous allons formuler quelques thèses concernant les problèmes d'actualité de l'activité social-démocrate : 1) Le mot d'ordre de « l'Assemblée constituante », en tant que mot d'ordre indépendant, est erroné, car *à l'heure actuelle* la question est de savoir qui la convoquera. Les libéraux avaient adopté ce mot d'ordre en 1905, car on *pouvait* alors l'interpréter dans le sens de la convocation par le tsar d'une assemblée qui s'entendrait avec lui. Les mots d'ordre les plus justes sont ceux des « trois piliers » (république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, journée de 8 heures), en y ajoutant (voir le n° 9) l'appel à la solidarité internationale des ouvriers dans la lutte pour le socialisme, pour le renversement révolutionnaire des gouvernements belligérants et contre la guerre. 2) Nous sommes contre la participation aux comités des industries de guerre[153],

qui aident à mener la guerre impérialiste réactionnaire. Nous sommes pour l'utilisation de la campagne électorale, par exemple pour la participation au premier stade des élections, *uniquement* dans un but d'agitation et d'organisation. Il ne saurait être question de boycotter la Douma d'Etat. Il est *absolument nécessaire* de prendre part aux élections. Tant que notre Parti n'a pas de députés à la Douma d'Etat, il nous faut mettre à profit tout ce qui s'y passe dans l'intérêt de la social-démocratie révolutionnaire. 3) Nous estimons qu'il est surtout urgent et essentiel d'intensifier et d'étendre l'action social-démocrate au sein du prolétariat, et ensuite dans le prolétariat rural, parmi les paysans pauvres et dans l'armée. L'objectif le plus important de la social-démocratie révolutionnaire est de développer le mouvement gréviste qui a commencé, en lui donnant pour mots d'ordre les « trois piliers ». La cessation immédiate de la guerre doit occuper dans l'agitation la place qui lui revient de droit. Parmi leurs autres revendications, les ouvriers ne doivent pas oublier celle du retour immédiat des députés ouvriers, membres de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie. 4) Les Soviets des députés ouvriers et autres institutions analogues doivent être considérés comme des organes insurrectionnels, comme des organes du pouvoir révolutionnaire. C'est seulement en liaison avec le développement de la grève politique de masse et avec l'insurrection, et à mesure que celle-ci se préparera, se développera et remportera des succès, que ces institutions peuvent être réellement utiles. 5) Le contenu social de la prochaine révolution en Russie ne peut être que la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. La révolution ne peut triompher en Russie sans renverser la monarchie et les grands propriétaires féodaux. Or, le prolétariat ne peut les renverser sans l'aide des paysans. La différenciation croissante de ces derniers en « fermiers-propriétaires » et prolétaires ruraux n'a pas aboli l'oppression des campagnes par les Markov et C^ie^. Nous avons toujours été et nous sommes, absolument et dans tous les cas, pour une organisation *à part* des *prolétaires* ruraux. 6) Le prolétariat de Russie a pour devoir de mener à son terme la révolution démocratique bourgeoise en Russie,

*afin d'*allumer la révolution socialiste en Europe. Ce second objectif s'est aujourd'hui extraordinairement rapproché du premier, mais il n'en reste pas moins particulier et second, car les *classes* collaborant avec le prolétariat de Russie *diffèrent* suivant les cas : pour le premier objectif, c'est la paysannerie petite-bourgeoise de Russie ; pour le second, c'est le prolétariat des autres pays. 7) Nous continuons à estimer que les social-démocrates peuvent accepter de participer au Gouvernement révolutionnaire provisoire avec la petite bourgeoisie démocratique, à condition que *ce ne soit pas* avec les révolutionnaires-chauvins. 8) Sont révolutionnaires-chauvins, à nos yeux, ceux qui veulent vaincre le tsarisme pour vaincre l'Allemagne, pour piller les autres pays, pour renforcer la domination des Grands-Russes sur les autres peuples de Russie, etc. Le chauvinisme révolutionnaire a pour base la situation de classe de la petite bourgeoisie. Celle-ci oscille toujours entre la bourgeoisie et le prolétariat. De nos jours, elle oscille entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être révolutionnaire d'une façon conséquente, même dans le sens de la révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Les porte-parole politiques de cette petite bourgeoisie en Russie sont actuellement les troudoviks, les social-révolutionnaires, le groupe de « Nacha Zaria », la fraction Tchkhéidzé, le Comité d'organisation, M. Plékhanov et leurs pareils. 9) Si les révolutionnaires-chauvins triomphaient en Russie, nous serions contre la défense de *leur* « patrie » dans la guerre actuelle. Notre mot d'ordre est : contre les chauvins, fussent-ils révolutionnaires et républicains, *contre* eux *et pour* l'alliance du prolétariat international en vue de la révolution socialiste. 10) Le prolétariat peut-il jouer le rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise russe ? Nous répondons par l'affirmative *si*, dans les moments décisifs, la petite bourgeoisie penche vers la gauche ; or, elle est poussée vers la gauche non seulement par notre propagande, mais aussi par des facteurs objectifs économiques, financiers (les charges de la guerre), militaires, politiques, etc. 11). Que ferait le parti du prolétariat si la révolution le portait au pouvoir dans la présente guerre ? Nous répondons que nous offririons la paix à *tous* les belligérants, à condition que soient libé-

rés les colonies et *tous* les peuples dépendants, opprimés et lésés dans leurs droits. Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre et la France, sous leurs gouvernements actuels, n'accepteraient cette condition. Nous serions alors obligés de préparer et de mener une guerre révolutionnaire, c'est-à-dire que non seulement nous appliquerions par les moyens les plus énergiques tout notre programme minimum, mais qu'aussi nous pousserions systématiquement à l'insurrection tous les peuples aujourd'hui opprimés par les Grands-Russes, toutes les colonies et les pays vassaux d'Asie (l'Inde, la Chine, la Perse, etc.); en même temps et au premier chef, nous appellerions à l'insurrection le prolétariat socialiste d'Europe contre ses gouvernements, malgré ses social-chauvins. Il est hors de doute que la victoire du prolétariat en Russie créerait des conditions extrêmement favorables au développement de la révolution en Asie et en Europe. *Même* 1905 l'a démontré. Et la solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire est un *fait*, en dépit de la sale écume de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Nous publions ces thèses en vue d'un échange d'opinions avec les camarades. Nos conceptions seront développées dans les numéros suivants de l'Organe central.

« Le Social-Démocrate » n° 47, 13 octobre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

(1

1626 Das revolutionäre Proletariat und
24
1 das Selbstbestimmungsrecht der Nationen.

Das Zimmerwalder Manifest, sowie auch die Mehrheit der Programme der taktischen Resolutionen der sozdem. Parteien, proklamieren das Selbstbestimmungsrecht der Nationen. Gen. Parabellum) in der Nr. 252-3 der „Berner Tagwacht" erklärt für illusorisch" den Kampf um das nicht existierende Selbstbestimmungsrecht" für Autonomie und stellt demselben den „sozialistischen Klassenkampf des Proletariats gegen den Kapitalismus" entgegen, indem er, versichert, daß wir gegen die Annexionen" seien (diese Versicherung ist fünf Mal im Artikel des Gen. P. wiederholt worden) sowie auch gegen alle nationale Gewaltakte".

Die Motivierung des Standpunktes des Gen. P. [illegible]

Première page du manuscrit de V. Lénine, *Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.—1915 (en allemand)
Réduction

LE PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

Le Manifeste de Zimmerwald, tout comme la plupart des programmes et des résolutions sur la tactique adoptés par les partis social-démocrates, affirme le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». Parabellum[154], dans les nos 252-253 de la *Berner Tagwacht*, considère comme « illusoire » « la lutte pour le droit inexistant à l'autodétermination » et *oppose* à cette lutte « la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat contre le capitalisme », tout en *assurant* que « nous sommes contre les annexions » (cette assertion se trouve répétée *cinq* fois dans son article) et contre toute violence à l'égard des nations.

Les arguments qu'invoque Parabellum à l'appui de sa thèse reviennent à dire qu'aujourd'hui, toutes les questions nationales, la question d'Alsace-Lorraine, la question arménienne, etc., se posent dans le cadre de l'impérialisme ; que le capital a dépassé les limites des Etats nationaux ; que l'on ne saurait « faire tourner la roue de l'histoire en arrière », vers l'idéal périmé des Etats nationaux, etc.

Voyons si les raisonnements de Parabellum sont fondés.

D'abord, c'est précisément lui qui regarde en arrière, et non en avant, lorsque, partant en guerre contre le ralliement de la classe ouvrière à « l'idéal de l'Etat national », il tourne les yeux vers l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Allemagne, c'est-à-dire vers des pays où le mouvement de libération nationale appartient au passé, et non vers

l'Orient, l'Asie, l'Afrique, vers les colonies, où ce mouvement appartient au présent et à l'avenir. Il suffit de citer l'Inde, la Chine, la Perse, l'Egypte.

Poursuivons. L'impérialisme signifie que le capital a dépassé le cadre des Etats nationaux, que l'oppression nationale s'élargit et s'aggrave sur une nouvelle base historique. Il en découle, quoi qu'en pense Parabellum, que nous devons *lier* la lutte révolutionnaire pour le socialisme à un programme révolutionnaire touchant la question nationale.

Or, Parabellum rejette avec dédain, *au nom* de la révolution socialiste, tout programme révolutionnaire conséquent dans le domaine démocratique. C'est un tort. Le prolétariat ne peut vaincre autrement qu'en passant par la démocratie, c'est-à-dire en réalisant la démocratie intégrale et en rattachant à chacun des épisodes de sa lutte des revendications démocratiques formulées de la façon la plus énergique. Il est absurde d'*opposer* la révolution socialiste et la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à l'*une* des revendications démocratiques, en l'espèce à la revendication nationale. Nous devons *associer* la lutte révolutionnaire contre le capitalisme à un programme et à une tactique révolutionnaires pour *l'ensemble* des revendications démocratiques : république, milice, élection des fonctionnaires par le peuple, égalité civique des femmes, droit des nations à disposer d'elles-mêmes, etc. Tant qu'existe le capitalisme, toutes ces revendications ne sont réalisables qu'à titre exceptionnel, et encore sous une forme incomplète et altérée. Mettant à profit les réalisations démocratiques déjà acquises, tout en dénonçant leur caractère incomplet en régime capitaliste, nous réclamons le renversement du capitalisme, l'expropriation de la bourgeoisie, comme la mesure indispensable aussi bien pour faire disparaître la misère des masses que pour réaliser *complètement, intégralement, toutes* les réformes démocratiques. Certaines de ces réformes seront entreprises avant le renversement de la bourgeoisie, d'autres *au cours* de ce renversement, d'autres encore après lui. La révolution sociale n'est pas une bataille unique, elle est une époque comprenant toute une série de batailles pour des réformes économiques et démocratiques dans tous les domaines, batailles

qui ne peuvent s'achever que par l'expropriation de la bourgeoisie. C'est précisément au nom de ce but final que nous devons formuler en termes rigoureusement révolutionnaires *chacune* de nos revendications démocratiques. On peut très bien concevoir que les travailleurs d'un pays déterminé renversent la bourgeoisie *avant* la réalisation intégrale d'aucune réforme démocratique essentielle. Mais on ne peut concevoir que le prolétariat, en tant que classe historique, puisse vaincre la bourgeoisie sans y avoir été préparé par une éducation dans l'esprit démocratique le plus conséquent et le plus énergiquement révolutionnaire.

L'impérialisme, c'est l'oppression croissante des nations du globe par une poignée de grandes puissances, c'est l'époque des guerres entre ces grandes puissances pour l'accentuation et l'élargissement de cette oppression des nations, c'est l'époque de la mystification des masses populaires par les social-patriotes hypocrites, c'est-à-dire par des gens qui *prennent prétexte* de la « liberté des nations », du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » et de la « défense de la patrie » pour justifier et défendre l'asservissement de la majorité des nations du globe par les grandes puissances.

C'est pourquoi le programme social-démocrate doit être centré sur la division des nations en nations oppressives et nations opprimées, division qui constitue l'*essence* de l'impérialisme et qu'éludent *sournoisement* les social-chauvins et Kautsky. Cette division ne tire pas à conséquence du point de vue du pacifisme bourgeois ou de l'utopie petite-bourgeoise de la concurrence pacifique des nations indépendantes en régime capitaliste ; mais elle est capitale sous l'angle de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. Et c'est de cette division que doit procéder *notre* définition du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », une définition démocratique conséquente, révolutionnaire et *conforme* à la tâche générale de la lutte immédiate pour le socialisme. Agissant au nom de ce droit et en exigeant qu'il ne soit pas seulement reconnu du bout des lèvres, les social-démocrates des nations oppressives doivent revendiquer la liberté de séparation au bénéfice des nations opprimées, car autrement la reconnaissance de l'égalité en droits des nations et de la solidarité

internationale des ouvriers ne serait en réalité qu'un mot creux et une tartuferie. Quant aux social-démocrates des nations opprimées, ils doivent défendre au premier chef l'unité et l'alliance des ouvriers des nations opprimées avec ceux des nations oppressives, sinon ces social-démocrates deviendront forcément les alliés de telle ou telle *bourgeoisie* nationale, *toujours* prête à trahir les intérêts du peuple et de la démocratie, *toujours* prête, pour sa part, à annexer et opprimer d'autres nations.

A titre d'exemple édifiant, nous pouvons rappeler comment se posait la question nationale vers la fin des années 60 du siècle dernier. Les démocrates petits-bourgeois, étrangers à toute idée de lutte des classes et de révolution socialiste, avaient imaginé l'utopie d'une concurrence pacifique de nations libres et égales en droits en régime capitaliste. Les proudhoniens « niaient » complètement la question nationale et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, en se plaçant au point de vue des objectifs immédiats de la révolution sociale. Marx a raillé le proudhonisme français et en a montré l'affinité avec le chauvinisme français (« toute l'Europe peut et doit rester tranquillement et paisiblement assise sur son arrière-train en attendant que les maîtres de la France abolissent la misère »... « sans s'en rendre compte eux-mêmes, ils comprennent, semble-t-il, par négation des nationalités, leur absorption par la nation modèle, la française »). Marx revendiquait la *séparation de l'Irlande* d'avec l'Angleterre — « dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération » — et il ne la revendiquait pas du point de vue de l'utopie petite-bourgeoise du capitalisme pacifique, ni par « équité envers l'Irlande » [155], mais sous l'angle des intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat de la *nation oppressive, c'est-à-dire de l'Angleterre*, contre le capitalisme. La liberté de *cette* nation était tronquée et déformée du fait qu'elle opprimait une autre nation. L'internationalisme du prolétariat *anglais* aurait été une phrase hypocrite si *lui-même* n'avait pas réclamé la séparation de l'Irlande. Sans avoir jamais été partisan ni des petits Etats ni du morcellement des Etats en général, ni du principe de la fédération, Marx considérait la séparation de la nation opprimée comme un pas vers la fédération et, par consé-

quent, non vers le morcellement, mais vers la centralisation politique et économique, celle-ci s'effectuant toutefois sur une base démocratique. D'après Parabellum, Marx menait probablement une « lutte illusoire » en réclamant la séparation de l'Irlande. Mais, en réalité, *seule* cette revendication représentait un programme rigoureusement révolutionnaire, seule elle répondait aux impératifs de l'internationalisme, seule elle défendait le principe d'une centralisation *non* impérialiste.

L'impérialisme a fait que de nos jours l'oppression des nations par les grandes puissances est devenue un phénomène général. C'est précisément le point de vue de la lutte contre le social-chauvinisme des grandes puissances, qui mènent actuellement une guerre impérialiste afin de renforcer l'oppression des autres peuples, et qui oppriment la majorité des nations de la terre et la majeure partie de la population du globe, c'est précisément ce point de vue qui doit jouer le rôle décisif, essentiel, fondamental, dans le programme national de la social-démocratie.

Voyons quelles sont en ce moment les tendances de la pensée social-démocrate à ce sujet. Les utopistes petits-bourgeois qui rêvent d'égalité et de paix entre les nations en régime capitaliste ont cédé la place aux social-impérialistes. En luttant contre les premiers, Parabellum se bat contre des moulins à vent et fait involontairement le jeu des seconds. Quel est le programme des social-chauvins touchant la question nationale ?

Ou bien ils nient purement et simplement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, en alléguant des arguments dans le genre de ceux invoqués par Parabellum (Cunow, Parvus, les opportunistes russes : Semkovski, Liebmann, etc.). Ou bien ils reconnaissent ce droit d'une façon manifestement hypocrite, c'est-à-dire en s'abstenant de l'appliquer précisément aux nations opprimées par leur propre nation ou par un allié militaire de cette dernière (Plékhanov, Hyndman, tous les patriotes francophiles, puis Scheidemann, etc., etc.). C'est Kautsky qui donne du mensonge social-chauvin la formulation la plus spécieuse, et de ce fait la plus dangereuse pour le prolétariat. En paroles, il est *pour* le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ; en paroles, il est pour que le parti social-démocrate

« die Selbständigkeit der Nationen allseitig (!!) und rückhaltlos (??) achtet und fordert »* (*Neue Zeit*, 33, II, p. 241; 21 V 1915). Mais *en réalité* il adapte le programme national au social-chauvinisme régnant ; il dénature et tronque ce programme ; il ne définit pas exactement les obligations des socialistes des nations oppressives et va même jusqu'à falsifier carrément le principe démocratique, en disant que réclamer l'« indépendance politique » (staatliche Selbständigkeit) pour chaque nation, serait « trop » (« zu viel ») demander (*Neue Zeit*, 33, II, p. 77 ; 16 IV 1915). Il suffit, voyez-vous, de l'« autonomie nationale »!! Et la question principale, celle précisément que la bourgeoisie impérialiste ne permet pas d'aborder, la question des *frontières des Etats* fondés sur l'oppression des nations, Kautsky la passe sous silence, en jetant par-dessus bord l'élément essentiel du programme par complaisance pour cette bourgeoisie. La bourgeoisie est prête à promettre toute l'« égalité en droits des nations » et toute l'« autonomie nationale » qu'on voudra, pourvu que le prolétariat reste dans le cadre de la légalité et lui obéisse « pacifiquement » pour tout ce qui concerne les *frontières* de l'Etat ! C'est à la manière réformiste, et non dans un esprit révolutionnaire, que Kautsky formule le programme national de la social-démocratie.

Le Parteivorstand**, Kautsky, Plékhanov et Cie souscrivent des deux mains au programme national de Parabellum ou, plutôt, à son *assertion* : « Nous sommes contre les annexions », précisément parce que ce programme ne démasque pas les social-patriotes qui tiennent le haut du pavé. Les bourgeois pacifistes y souscriront tout aussi bien. Quant à la magnifique partie *générale* du programme de Parabellum (« lutte révolutionnaire de masse contre le capitalisme »), elle lui sert, comme aux proudhoniens des années 60, non pas à élaborer, en s'y conformant et en s'en inspirant, un programme intransigeant, non moins révolutionnaire, relatif à la question nationale, mais à dégager le terrain devant les social-patriotes. A notre époque im-

---

* « revendique et réclame sous l'angle le plus général (!!) et sans réserve (??) l'indépendance des nations ». (*N.R.*)

** Direction du parti social-démocrate allemand. (*N.R.*)

périaliste, la plupart des socialistes appartiennent à des nations qui oppriment d'autres nations et qui visent à étendre cette oppression. C'est pourquoi notre « lutte contre les annexions » restera vide de tout contenu et n'aura rien d'effrayant pour les social-patriotes si nous ne déclarons pas ceci : un socialiste appartenant à une nation oppressive et qui ne mène pas, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, une propagande en faveur de la liberté de séparation des nations opprimées, n'est ni un socialiste ni un internationaliste, mais un chauvin ! Un socialiste appartenant à une nation oppressive et qui ne se livre pas à cette propagande en dépit de l'interdiction de son gouvernement, autrement dit, dans la presse libre, c'est-à-dire illégale, n'est qu'un partisan hypocrite de l'égalité en droits des nations !

A propos de la Russie, qui n'a pas encore achevé sa révolution démocratique bourgeoise, Parabellum a dit *une seule* phrase, que voici :

« Selbst das wirtschaftlich sehr zurückgebliebene Russland hat in der Haltung der Polnischen, Lettischen, Armenischen Bourgeoisie gezeigt, dass nicht nur die militärische Bewachung es ist, die die Völker in diesem « Zuchthaus der Völker » zusammenhält, sondern Bedürfnisse der kapitalistischen Expansion, für die das ungeheure Territorium ein glänzender Boden der Entwicklung ist. »*

Voilà un point de vue qui n'est nullement « social-démocrate », mais bourgeois libéral, nullement internationaliste, mais chauvin grand-russe. Parabellum, qui lutte si admirablement contre les social-patriotes allemands, connaît apparemment fort peu le chauvinisme grand-russe ! Pour faire de sa phrase une thèse social-démocrate aboutissant à des conclusions social-démocrates, il faut la modifier et la compléter comme suit :

La Russie est une prison des peuples, non seulement par suite du caractère militariste et féodal du tsarisme, non

* « Même la Russie, pays fort retardataire sous le rapport économique, a montré, par l'attitude de la bourgeoisie polonaise, lettone et arménienne, que ce n'est pas seulement la férule militaire qui maintient les peuples dans cette « prison des peuples », mais aussi les besoins de l'expansion capitaliste, pour laquelle un immense territoire constitue une base magnifique de développement. » (*N.R.*)

seulement parce que la bourgeoisie grand-russe soutient le tsarisme, mais aussi parce que la bourgeoisie polonaise, etc., a sacrifié la liberté des nations et la démocratie en général aux intérêts de l'expansion capitaliste. Le prolétariat de Russie ne saurait marcher à la tête du peuple vers la révolution démocratique victorieuse (ce qui est sa tâche la plus immédiate), ni lutter aux côtés de ses frères, les prolétaires d'Europe, pour la révolution socialiste, sans revendiquer dès à présent, intégralement et « rückhaltlos »*, la liberté, pour toutes les nations opprimées par le tsarisme, de se séparer de la Russie. Cette revendication n'est pas indépendante de notre lutte révolutionnaire pour le socialisme ; au contraire, nous la formulons parce que cette lutte ne serait qu'un vain mot si on ne la rattachait pas étroitement à la prise de position révolutionnaire touchant toutes les questions démocratiques, y compris la question nationale. Si nous réclamons la liberté d'autodétermination, *c'est-à-dire* l'indépendance, *c'est-à-dire* le droit de séparation pour les nations opprimées, ce n'est pas que nous visions au morcellement économique, ni que nous souhaitions la formation de petits Etats ; c'est au contraire parce que nous voulons de grands Etats, parce que nous sommes pour le rapprochement et même la fusion des nations, mais sur une base réellement démocratique, réellement internationaliste, qui est *inconcevable* sans la liberté de séparation. De même que Marx réclamait en 1869 la séparation de l'Irlande, non dans un but de morcellement, mais pour que puisse se constituer par la suite une libre alliance de l'Irlande et de l'Angleterre, non par « équité envers l'Irlande », mais dans l'intérêt de la lutte révolutionnaire du prolétariat anglais, nous estimons que le refus des socialistes de Russie d'exiger pour les nations le droit à l'autodétermination au sens que nous venons d'indiquer constitue une trahison pure et simple de la démocratie, de l'internationalisme et du socialisme.

Ecrit en allemand au plus tôt le 16 (29) octobre 1915
Paru pour la première fois en 1927 dans le Recueil Lénine VI

Conforme à la traduction de l'allemand faite par N. Krouptskaïa et corrigée par V. Lénine

* « sans réserve ». (*N.R.*)

A PROPOS DES DEUX LIGNES DE LA REVOLUTION

Dans le n° 3 du *Prizyv*[156], M. Plékhanov essaie de poser la question théorique fondamentale de la révolution imminente en Russie. Il cite un passage de Marx disant qu'en France la révolution de 1789 suivit une ligne ascendante, et celle de 1848, une ligne descendante. Dans le premier cas, le pouvoir passa graduellement d'un parti plus modéré à un parti plus avancé : Constituants — Girondins — Jacobins. Dans le second cas, c'est le contraire qui se produisit (prolétariat — démocrates petits-bourgeois — républicains bourgeois — Napoléon III). « Il serait désirable », conclut notre auteur, « d'orienter la révolution russe selon une ligne ascendante », c'est-à-dire que le pouvoir devrait passer d'abord aux cadets et aux octobristes, puis aux troudoviks et enfin aux socialistes. Il découle évidemment de ces considérations que la gauche russe est mal avisée de se refuser à soutenir les cadets et de les discréditer prématurément.

Ces considérations « théoriques » de M. Plékhanov ne sont rien d'autre qu'un nouvel exemple de substitution du libéralisme au marxisme. Pour M. Plékhanov, tout le problème est de savoir si les « concepts stratégiques » des éléments avancés étaient « justes » ou faux. Marx raisonnait autrement. Il constatait un fait : la révolution, dans les deux cas cités, s'est orientée différemment ; mais il *ne* cherchait *pas* l'*explication* de cette différence dans les « concepts stratégiques ». Du point de vue du marxisme, il est ridicule de chercher cette explication dans des concepts. Elle tire sa source d'une différence dans les *rapports*

de classes. Le même Marx a écrit qu'en 1789 la bourgeoisie s'est alliée aux paysans, et qu'en 1848 la démocratie petite-bourgeoise a trahi le prolétariat. M. Plékhanov connaît cette opinion de Marx ; mais il se garde bien d'en parler, pour pouvoir accommoder Marx « à la sauce Strouvé ». En 1789, en France, il s'agissait de renverser l'absolutisme et la noblesse. Etant donné le degré de développement économique et politique de l'époque, la bourgeoisie croyait à l'harmonie des intérêts ; elle ne craignait rien pour la solidité de sa domination et voyait d'un bon œil l'alliance avec la paysannerie. Cette alliance assura la victoire complète de la révolution. En 1848, il s'agissait du renversement de la bourgeoisie par le prolétariat. Celui-ci ne put rallier à sa cause la petite bourgeoisie dont la trahison provoqua la défaite de la révolution. La ligne ascendante de 1789 marqua une forme de la révolution où le peuple renversa l'absolutisme. La ligne descendante de 1848 fut une forme de la révolution où la masse de la petite bourgeoisie trahit le prolétariat et entraîna ainsi la défaite de la révolution.

M. Plékhanov a remplacé le marxisme par l'idéalisme vulgaire en ramenant tout à des « concepts stratégiques » et non aux rapports de classes.

L'expérience de la révolution russe de 1905 et de la période contre-révolutionnaire ultérieure nous montre qu'il y a eu chez nous *deux* lignes de la révolution, en ce sens qu'il y a eu lutte entre deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie libérale, pour s'assurer l'influence dirigeante sur les masses. Le prolétariat a agi d'une manière révolutionnaire en entraînant à sa suite la paysannerie démocratique à l'assaut de la monarchie et des grands propriétaires fonciers. La preuve que les paysans ont manifesté des aspirations révolutionnaires, au sens démocratique du terme, a été *largement* administrée par *tous* les événements politiques de quelque importance : les insurrections paysannes de 1905 et de 1906, les troubles militaires de ces mêmes années, l'« Alliance paysanne » de 1905 et les deux premières Doumas, où les *paysans*-troudoviks se sont montrés non seulement « plus à gauche que les cadets », *mais aussi plus révolutionnaires* que les intellectuels *socialistes-révolutionnaires* et les troudoviks. On l'oublie souvent, malheureu-

sement, mais c'est un fait. A la troisième et à la quatrième Douma également, les *paysans*-troudoviks ont montré, malgré toute leur faiblesse, que l'état d'esprit des masses rurales était *hostile* aux grands propriétaires fonciers.

La première ligne de la révolution démocratique bourgeoise russe telle qu'elle découle des faits, et non de balivernes sur la « stratégie », consista en ceci : le prolétariat combattit résolument, et les paysans le suivirent en hésitant. Ces deux classes se dressèrent contre la monarchie et contre les grands propriétaires fonciers. Leur manque de force et d'esprit de décision amena la défaite (bien qu'une certaine brèche eût cependant été pratiquée dans la muraille de l'absolutisme).

La deuxième ligne fut l'attitude de la bourgeoisie libérale. Nous autres, bolchéviks, avons toujours affirmé, surtout depuis le printemps 1906, que cette ligne était représentée par les cadets et les octobristes, considérés comme *une seule et même* force. Les dix années écoulées de 1905 à 1915 ont confirmé notre opinion. Dans les moments décisifs de la lutte, les cadets et les octobristes trahissaient la démocratie et « se portaient » au secours du tsar et des grands propriétaires fonciers. La ligne « libérale » de la révolution russe consistait à « apaiser » et à morceler la lutte des masses afin de réconcilier la bourgeoisie avec la monarchie. La situation internationale de la révolution russe et la force du prolétariat russe rendaient inévitable cette attitude des libéraux.

Les bolchéviks ont aidé consciemment le prolétariat à suivre la première ligne, à combattre avec une audace incomparable et à entraîner la paysannerie. Les menchéviks glissaient constamment vers la seconde ligne ; ils ont corrompu le prolétariat en adaptant son mouvement aux libéraux, depuis leur appel à participer à la Douma de Boulyguine (août 1905) jusqu'au ministère cadet de 1906 et au bloc avec les cadets *contre* la démocratie en 1907. (Remarquons entre parenthèses que, du point de vue de M. Plékhanov, les « concepts stratégiques justes » des cadets et des menchéviks ont alors subi une défaite. Pourquoi cela ? Pourquoi les masses n'ont-elles pas écouté le sage M. Plékhanov et les conseils des cadets, diffusés cent fois plus largement que ceux des bolchéviks ?)

Seuls ces deux courants, bolchévik et menchévik, se sont manifestés dans la politique des *masses* en 1904-1908, comme plus tard en 1908-1914. Pourquoi ? Parce qu'ils étaient les seuls à avoir de profondes racines sociales : le premier dans le prolétariat, le second dans la bourgeoisie libérale.

Aujourd'hui, nous allons de nouveau vers la révolution. Chacun le voit. *Khvostov lui-même* dit que l'état d'esprit des paysans rappelle les années 1905-1906. Et nous nous retrouvons en présence des deux *mêmes* lignes de la révolution, du *même* rapport de classes, modifié seulement par une autre situation internationale. En 1905, toute la bourgeoisie européenne était pour le tsarisme et le soutenait, qui de ses milliards (les Français), qui en préparant une armée contre-révolutionnaire (les Allemands). En 1914 éclatait la guerre européenne ; partout, la bourgeoisie a vaincu pour un temps le prolétariat, l'a submergé par un torrent boueux de nationalisme et de chauvinisme. En Russie, les masses populaires petites-bourgeoises, principalement les paysans, constituent toujours la majorité de la population. Elles sont opprimées avant tout par les grands propriétaires fonciers. Politiquement, une partie est assoupie, une autre oscille entre le chauvinisme (la « victoire sur l'Allemagne », la « défense de la patrie ») et la révolution. Les porte-parole politiques de cette masse, et qui en expriment aussi les hésitations, sont d'un côté les populistes (troudoviks et socialistes-révolutionnaires), de l'autre les social-démocrates opportunistes (*Naché Diélo*, Plékhanov, fraction Tchkhéidzé, Comité d'organisation), qui ont glissé décidément depuis 1910 dans la voie de la politique ouvrière libérale, pour verser en 1915 jusque dans le social-chauvinisme de MM. Potressov, Tchérévanine, Lévitski, Maslov, ou en venir à réclamer l'« unité » avec eux.

De cette situation de fait découle en toute évidence la tâche du prolétariat. Mener avec une audace indomptable la lutte révolutionnaire contre la monarchie (les mots d'ordre de la conférence de janvier 1912, les « trois piliers »), lutte qui entraîne toutes les masses démocratiques, c'est-à-dire principalement les paysans. En même temps, lutter impitoyablement contre le chauvinisme, lutter pour la révolution socialiste en Europe en alliance avec le prolé-

tariat *européen*. Les hésitations de la petite bourgeoisie ne sont pas l'effet du hasard ; elles sont inévitables et découlent de sa situation de classe. La crise née de la guerre a *renforcé* les facteurs économiques et politiques qui poussent la petite bourgeoisie — y compris la paysannerie — vers la gauche. Telles sont les conditions objectives d'une victoire de la révolution démocratique en Russie. Nous n'avons pas besoin de démontrer ici que les conditions objectives en Europe occidentale sont mûres pour la révolution socialiste ; ce fait était reconnu avant la guerre par les socialistes influents de tous les pays avancés.

Tirer au clair le rapport des classes dans la prochaine révolution, telle est la tâche principale d'un parti révolutionnaire. Elle est éludée par le Comité d'organisation, lequel reste en Russie le fidèle allié de *Naché Diélo* et, à l'étranger, lance des phrases « de gauche » qui ne veulent rien dire. Quant à Trotski, dans *Naché Slovo*, il propose une solution incorrecte de ce problème en reprenant sa théorie « originale » de 1905 et en se refusant à réfléchir aux causes pour lesquelles, dix années durant, la vie est passée outre à cette magnifique théorie.

La théorie « originale » de Trotski emprunte aux bolchéviks l'appel au prolétariat pour une lutte révolutionnaire résolue et la conquête du pouvoir politique, et, aux menchéviks, la « négation » du rôle de la paysannerie. La paysannerie se serait différenciée : son rôle révolutionnaire éventuel n'aurait fait que régresser ; une révolution « nationale » serait impossible en Russie ; « nous vivons à l'époque de l'impérialisme », et « l'impérialisme oppose non une nation bourgeoise à l'ancien régime, mais le prolétariat à la nation bourgeoise ».

Voilà un plaisant exemple de la façon dont on peut « jouer sur le mot » : impérialisme ! Si, *en Russie*, le prolétariat s'oppose déjà à la « nation bourgeoise », c'est dire que la Russie est juste à la veille de la révolution *socialiste* !! Dans ce cas, le mot d'ordre de la « confiscation des terres *des grands propriétaires fonciers* » (repris par Trotski en 1915 après la conférence de janvier 1912) est faux, et on doit alors parler, non pas d'un gouvernement « ouvrier révolutionnaire », mais d'un gouvernement « *socialiste* ouvrier » !! Trotski s'embrouille au point de déclarer que

le prolétariat, par sa fermeté, entraînera aussi « des masses populaires *non* prolétariennes(!) » (n° 217) !! Il n'a pas songé que si le prolétariat entraîne les masses non prolétariennes des campagnes à confisquer les terres des grands propriétaires fonciers et s'il renverse la monarchie, ce sera précisément l'achèvement de la « révolution bourgeoise nationale » en Russie, ce sera justement la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie !

Les dix mémorables années écoulées de 1905 à 1915 ont démontré que la révolution russe comporte deux lignes de classe, et rien que ces deux lignes. La différenciation de la paysannerie a intensifié la lutte des classes dans son sein, réveillé beaucoup d'éléments politiquement assoupis, et rapproché du prolétariat des villes le prolétariat rural (dont les bolchéviks ont instamment recommandé l'organisation *à part* depuis 1906, en inscrivant cette revendication dans la résolution du Congrès de Stockholm, congrès menchévik). Mais l'antagonisme entre la « paysannerie » et les Markov-Romanov-Khvostov s'est accentué, développé, exacerbé. Cette vérité est si évidente que *même* des milliers de phrases dans des dizaines d'articles parisiens de Trotski ne pourraient la « réfuter ». Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui « nient » le rôle des paysans parce qu'ils *ne veulent pas* les pousser à la révolution !

Or, à l'heure actuelle, c'est le nœud de la question. Le prolétariat lutte et luttera avec abnégation pour la conquête du pouvoir, pour la république, pour la confiscation des terres, *c'est-à-dire* pour entraîner la paysannerie, pour *utiliser à fond* ses forces révolutionnaires, pour que les « masses populaires *non* prolétariennes » aident à libérer la Russie *bourgeoise* de l'« impérialisme » *militariste et féodal* (=le tsarisme). Le prolétariat mettra immédiatement à profit cet affranchissement de la Russie bourgeoise, débarrassée du tsarisme et du pouvoir des grands propriétaires fonciers, non pour aider les paysans riches dans leur lutte contre les ouvriers agricoles, mais pour accomplir la révolution socialiste en alliance avec les prolétaires d'Europe.

« Le Social-Démocrate » n° 48, 20 novembre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

AU BOUT DU ROULEAU

La transformation de certains social-démocrates radicaux et marxistes révolutionnaires en social-chauvins est un phénomène commun à tous les pays belligérants. Le courant chauvin est si impétueux, si tumultueux et si puissant, que partout il entraîne des social-démocrates de gauche, veules ou qui ont fait leur temps. Parvus, qui s'était démasqué comme un aventurier dès l'époque de la révolution russe, est maintenant arrivé, dans sa misérable petite revue *Die Glocke* (La Cloche)[157] au... bout du rouleau. Il plaide la cause des opportunistes allemands avec une impudence et une suffisance inouïes. Il brûle tout ce qu'il a adoré ; il a « oublié » la lutte des courants révolutionnaire et opportuniste et leur histoire dans la social-démocratie internationale. Avec la désinvolture d'un folliculaire sûr d'être approuvé par la bourgeoisie, il frappe sur l'épaule de Marx et le « rectifie » sans l'ombre d'une critique consciencieuse et attentive. Quant au dénommé Engels, il le traite tout simplement par le mépris. Il défend les pacifistes et les internationalistes en Angleterre, les nationalistes et les patriotards en Allemagne. Il traite de chauvins et de valets de la bourgeoisie les social-patriotes anglais, tout en élevant les social-patriotes allemands au rang de social-démocrates révolutionnaires et en s'acoquinant avec Lensch, Hänich et Grünwald. Il lèche les bottes de Hindenburg en assurant à ses lecteurs que « l'état-major général allemand a pris fait et cause pour la révolution en Russie » et en publiant des hymnes abjects en l'honneur de cette « incarnation de

l'âme populaire allemande », de son « vigoureux sentiment révolutionnaire ». Il promet à l'Allemagne la transition sans douleurs au socialisme par l'union des conservateurs et d'une partie des socialistes et par l'intermédiaire des « cartes de pain ». Comme un misérable poltron, il accorde une demi-approbation condescendante à la conférence de Zimmerwald, en faisant semblant de ne pas remarquer les passages de son manifeste qui condamnent toutes les nuances du social-chauvinisme, de Parvus et Plékhanov à Kolb et Kautsky.

Les six numéros de sa méchante revue ne contiennent pas une seule pensée honnête, pas un seul argument sérieux, pas un seul article sincère. C'est, d'un bout à l'autre, un cloaque de chauvinisme allemand, camouflé d'une enseigne grossièrement peinturlurée : au nom, soi-disant, des intérêts de la révolution russe ! Il est tout naturel que ce cloaque reçoive les éloges des opportunistes : Kolb et *la Voix du peuple*[158] de Chemnitz.

Monsieur Parvus est si obtus qu'il annonce publiquement sa « mission » : « servir de lien idéologique entre le prolétariat armé allemand et le prolétariat révolutionnaire russe ». Il suffit d'offrir cette phrase bouffonne à la raillerie des ouvriers russes. Si le *Prizyv* de MM. Plékhanov, Bounakov et Cie a bien mérité l'approbation des chauvins et de Khvostov en Russie, la *Cloche* de Monsieur Parvus est l'organe des renégats et des vils laquais en Allemagne.

A ce propos, il faut encore noter un autre côté utile de la guerre actuelle. Elle ne se contente pas d'occire «au canon à tir rapide » l'opportunisme et l'anarchisme ; elle démasque aussi à merveille les aventuriers et les girouettes du socialisme. Il est extrêmement avantageux pour le prolétariat que l'histoire ait commencé ce nettoyage préalable du mouvement prolétarien à la veille de la révolution socialiste et non au cours même de son déroulement.

« Le Social-Démocrate » n° 48, 30 novembre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

AU SECRETAIRE DE LA «LIGUE POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE»[159]

Chers camarades,

Nous avons été très heureux de recevoir votre tract. L'appel que vous avez lancé aux membres des partis socialistes en les invitant à lutter pour une nouvelle Internationale, pour le socialisme révolutionnaire authentique que Marx et Engels nous ont enseigné, et contre l'opportunisme, en particulier contre ceux qui approuvent la participation de la classe ouvrière à une guerre défensive, coïncide en tout point avec la position que notre Parti (le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le *Comité central*) a adoptée dès le début de la guerre, et qu'il a toujours eue depuis plus de dix ans.

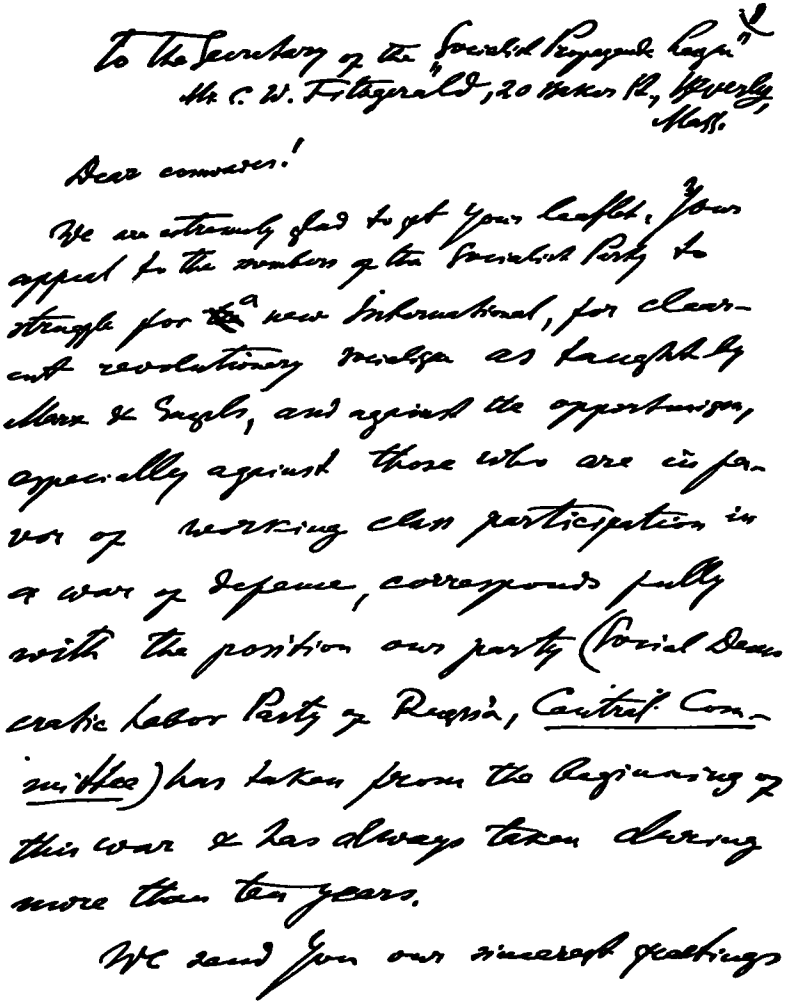
Nous vous adressons notre salut le plus sincère et nos meilleurs vœux de succès dans votre lutte pour le véritable internationalisme.

Dans notre presse et notre propagande, nous nous séparons de votre programme sur plusieurs points. Nous pensons qu'il est absolument indispensable de vous indiquer brièvement ces divergences, afin de prendre sans tarder des mesures efficaces tendant à coordonner dans tous les pays la lutte internationale des socialistes-révolutionnaires, notamment des marxistes, qui se refusent au compromis.

Nous critiquons avec une extrême sévérité l'ancienne Internationale, la II[e] (1889-1914), nous déclarons qu'elle est morte, et qu'elle ne mérite pas d'être reconstituée sur l'ancienne base. Mais nous ne disons jamais dans notre presse que l'on a donné trop de place jusqu'à présent aux

revendications dites « immédiates », ni que cela peut avoir pour conséquence l'émasculation du socialisme. Nous affirmons et nous démontrons que tous les partis bourgeois, que tous les partis, à l'exception du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, usent de mensonge et d'hypocrisie lorsqu'ils parlent des réformes. Nous nous efforçons d'aider la classe ouvrière à obtenir une amélioration concrète, si minime soit-elle, de sa situation (économique et politique), et nous ajoutons toujours qu'*aucune* réforme ne peut être définitivement acquise, réelle et sérieuse, si elle n'est pas soutenue par des méthodes révolutionnaires de lutte des masses. Nous expliquons constamment qu'un parti socialiste qui n'allie pas cette lutte pour les réformes aux méthodes révolutionnaires du mouvement ouvrier risque de devenir une secte, de se couper des masses, et que c'est là le danger le plus grave, qui met en cause le succès du véritable socialisme révolutionnaire.

Nous défendons toujours dans notre presse la démocratie à l'intérieur du Parti. Mais nous ne nous prononçons jamais contre la centralisation du Parti. Nous sommes pour le centralisme démocratique. Nous disons que la centralisation du mouvement ouvrier allemand n'en est pas le côté faible, mais le côté fort et positif. La tare du parti social-démocrate allemand actuel ne réside pas dans la centralisation, mais dans la prépondérance des opportunistes, qui doivent être exclus du parti, surtout depuis qu'ils se sont conduits comme des traîtres pendant la guerre. Si, à l'occasion de chaque crise, un petit groupe (par exemple, notre Comité central est un petit groupe) pouvait orienter les larges masses *dans le sens de la révolution*, ce serait une très bonne chose. Dans *aucune* crise, les masses ne peuvent agir d'emblée ; elles ont besoin d'être aidées par les petits groupes des institutions centrales des partis. Dès le début de cette guerre, à partir de septembre 1914, notre Comité central a appelé les masses à ne pas ajouter foi aux discours mensongers sur la « guerre défensive » et à rompre avec les opportunistes et ceux qu'on appelle les « jingo-socialistes » (c'est ainsi que nous appelons les « socialistes » qui sont *à l'heure actuelle* pour la guerre défensive). Nous estimons que ces mesures centralistes de notre Comité central étaient utiles et nécessaires.



To the Secretary of the Socialist Propaganda League
Mr. C. W. Fitzgerald, 20 Baker Pl., Beverly, Mass.

Dear comrades!

We are extremely glad to get your leaflet, your appeal to the members of the Socialist Party to struggle for a new International, for clear-cut revolutionary tactics as taught by Marx & Engels, and against the opportunists, especially against those who are in favor of sanctioning class participation in a war of defence, corresponds fully with the position our party (Social Democratic Labor Party of Russia, Central Committee) has taken from the beginning of this war & has always taken during more than ten years.

We send You our sincerest greetings

Première page de la lettre de V. Lénine *Au secrétaire de la «Ligue pour la propagande socialiste».* — Novembre 1915 (en anglais)

Réduction

Nous sommes d'accord avec vous, quand vous dites que nous devons être contre les unions corporatives et pour les syndicats d'industrie, c'est-à-dire pour de grands syndicats centralisés, et pour la participation la plus active de *tous* les membres du Parti à la lutte économique et à *toutes* les organisations syndicales et coopératives de la classe ouvrière. Mais des gens comme M. Legien en Allemagne ou M. Gompers aux Etats-Unis, nous les considérons comme des bourgeois, et estimons que leur politique n'est pas socialiste, mais nationaliste bourgeoise. MM. Legien, Gompers et leurs semblables ne sont pas les porte-parole de la classe ouvrière : ils n'en représentent que l'aristocratie et la bureaucratie.

Vous avez toute notre sympathie lorsque, parlant de l'action politique, vous préconisez l'« action de masse » des ouvriers. Les socialistes internationalistes révolutionnaires d'Allemagne réclament la même chose. Dans notre presse, nous nous efforçons de préciser ce qu'il faut entendre exactement par actions politiques de masse, comme par exemple les grèves politiques (très fréquentes en Russie), les manifestations de rue et la guerre civile que prépare actuellement la guerre impérialiste entre les nations.

Nous ne prônons pas l'unité à l'intérieur des partis socialistes *actuels* (qui prédominent au sein de la IIe Internationale). Nous insistons au contraire pour que l'on *rompe* avec les opportunistes. La guerre est la meilleure leçon de choses. Dans *tous* les pays, les opportunistes, leurs leaders, leurs revues et leurs journaux les plus influents, sont *pour* la guerre ; en d'autres termes, ils se sont réellement *unis* à « leur » bourgeoisie nationale (la classe moyenne, les capitalistes), contre les masses prolétariennes. Vous dites qu'en Amérique, il y a également des socialistes qui se sont prononcés en faveur de la guerre défensive. Nous sommes convaincus que l'alliance avec ces gens-là est un crime. Une *telle* alliance est une alliance avec la classe moyenne et les capitalistes de sa nation, et une *rupture* avec la classe ouvrière révolutionnaire internationale. Nous sommes, quant à nous, pour la rupture avec les opportunistes nationalistes et pour l'alliance avec les marxistes révolutionnaires et les partis de la classe ouvrière de tous les pays.

Nous n'élevons jamais d'objection dans notre presse contre l'unification du Parti socialiste avec le Parti socialiste ouvrier[160] (S.P. and S.L.P.) en Amérique. Nous nous référons toujours aux lettres de Marx et d'Engels (notamment celles adressées à Sorge, membre actif du mouvement socialiste américain), où ils condamnent tous deux le caractère sectaire du S.L.P.

Nous sommes entièrement d'accord avec votre critique de l'ancienne Internationale. Nous avons participé à la Conférence de Zimmerwald (en Suisse, du 5 au 8 IX 1915). Nous y avons formé l'*aile gauche*, et proposé *notre résolution* ainsi qu'un projet de manifeste. Nous venons de publier ces documents en langue allemande et je vous les envoie (avec la traduction allemande de notre brochure *Le socialisme et la guerre*), en espérant qu'il y a dans votre Ligue des camarades qui connaissent l'allemand. Si vous pouviez nous aider à éditer ces choses en anglais (cela ne peut se faire qu'en Amérique, après quoi nous les enverrions en Angleterre), nous accepterions volontiers votre concours.

Dans notre lutte pour le véritable internationalisme et contre le « jingo-socialisme », notre presse dénonce constamment les chefs opportunistes du S.P. d'Amérique, qui sont partisans de limiter l'immigration des ouvriers chinois et japonais (surtout depuis le congrès de Stuttgart de 1907, et *à l'encontre* de ses décisions). Nous pensons qu'on ne peut pas, à la fois, être internationaliste et se prononcer en faveur de telles restrictions. Nous affirmons que si les socialistes américains, et surtout les socialistes anglais, qui appartiennent à des nations dirigeantes et *oppressives*, ne sont pas contre toute espèce d'entrave à l'immigration et contre toute possession de colonies (les îles Hawaï), s'ils ne sont pas pour l'indépendance totale des colonies, ce ne sont en réalité que des « jingo »-socialistes.

Pour conclure, je vous renouvelle une fois encore nos meilleures salutations et tous nos vœux pour votre Ligue. Nous serions très heureux de continuer à recevoir des informations de votre part et d'*unir* notre combat avec le vôtre, contre l'opportunisme et pour le véritable internationalisme.

Votre *N. Lénine*

N. B.: En Russie, il existe *deux* partis social-démocrates. Le nôtre (le « Comité *central* ») est contre l'opportunisme. L'autre (le « Comité *d'organisation* ») est un parti opportuniste. Nous sommes *contre* l'alliance avec lui.

Vous pouvez nous écrire à notre adresse officielle (Bibliothèque russe. Pour le Comité central. 7, rue Hugo de Sanger, *Genève*, Suisse). Mais il vaut mieux m'écrire à mon adresse personnelle : *Vl. Oulianov*, Seidenweg 4-a. III. *Berne*. Suisse.

Ecrit en anglais avant le 9 (22) novembre 1915 *Conforme au manuscrit*

Paru pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II

COMMENT LA POLITIQUE SOCIAL-CHAUVINE SE RETRANCHE DERRIERE DES PHRASES INTERNATIONALISTES

Quel est le rapport entre les faits politiques et la littérature politique ? Entre les événements politiques et les mots d'ordre politiques ? Entre la réalité politique et l'idéologie politique ? Cette question est actuellement de la plus haute importance pour qui veut comprendre dans son ensemble la crise de l'Internationale, car toute crise, et même chaque tournant dans l'évolution, entraîne inévitablement une rupture entre l'ancienne forme et le nouveau contenu. Nous n'insisterons pas sur le fait que la société bourgeoise produit constamment de ces politiciens qui aiment à se dire en dehors des classes, et de ces opportunistes qui aiment à se dire socialistes, et que tous ces gens-là trompent sciemment et systématiquement les masses par les phrases les plus pompeuses, les plus «à gauche». Mais, à une époque de crise, on observe à tout instant, même chez ceux qui en sont des protagonistes consciencieux, une divergence entre les paroles et les actes. Toutes les crises, même les plus pénibles et les plus douloureuses, ont une grande valeur de progrès, notamment parce qu'elles dévoilent et rejettent avec une rapidité, une force et une évidence admirables les paroles véreuses, fussent-elles de bonne foi, et les institutions véreuses, fussent-elles fondées sur les meilleures intentions du monde.

Dans la vie de la social-démocratie russe, l'événement le plus important de l'heure, ce sont les élections des ouvriers de Pétrograd au comité des industries de guerre. Pour

la première fois depuis le début de la guerre, et seulement à l'occasion de ces élections, les *masses* prolétariennes ont été effectivement amenées à examiner et à trancher des questions essentielles de la politique contemporaine ; ces élections nous ont fourni un tableau véritable de *ce qui se passe* dans la social-démocratie, en tant que parti de masse. On a constaté qu'il n'y existe que deux courants, dont l'un est le courant internationaliste révolutionnaire, réellement prolétarien, organisé par notre Parti, qui est *contre la défense de la patrie.* L'autre, le courant « jusqu'au-boutiste » ou social-chauvin, est formé par le bloc des gens de « Naché Diélo » (c'est-à-dire du noyau principal des liquidateurs), du groupe Plékhanov, des populistes et des sans-parti ; tout ce bloc, notons-le, est soutenu par la totalité de la presse bourgeoise et l'ensemble des Cent-Noirs de Russie, ce qui prouve la nature bourgeoise, et non prolétarienne, de sa politique.

Tels sont les faits. Telle est la réalité. Mais les mots d'ordre et l'idéologie ? Le *Rabotchéié Outro* de Pétrograd (n° 2, 22 octobre)[161], le recueil du Comité d'organisation (*l'Internationale et la Guerre*, n° 1, 30 novembre 1915) et les derniers numéros de *Naché Slovo* donnent une réponse qui doit faire longuement réfléchir quiconque s'intéresse à la politique autrement que le Pétrouchka de Gogol* ne s'intéressait à la lecture.

Examinons donc le contenu et la signification de *cette* idéologie.

Le document le plus important est le *Rabotchéié Outro* de Pétrograd. C'est dans ce journal que siègent les chefs du courant liquidateur et du social-chauvinisme, avec le délateur M. Gvozdev. Ces gens-là connaissent parfaitement toutes les circonstances qui ont précédé les élections du 27 novembre et savent tout ce qui s'est produit au cours même de ces élections. Ces gens-là pouvaient jeter un voile sur le bloc qu'ils ont formé avec les amis de Plékhanov, avec les populistes et les sans-parti, et ils ont eu soin de le jeter ; ils n'ont pas dit un mot sur la signification de ce bloc, ni sur les *rapports numériques* entre ses divers éléments. Il leur était avantageux de dissimuler ce « menu détail » (M. Gvozdev

* Personnage des *Ames mortes*. (*N.R.*)

et ses amis du *Rabotchéié Outro* possédaient sans aucun doute des données sur ce point), et ils se sont tus. Quant à inventer un *troisième* groupe, autre que ceux des 90 et des 81, ils ne le pouvaient pas ; il était impossible de mentir sur place, à Pétrograd même, devant les ouvriers, en imaginant ce « troisième » groupe au sujet duquel un « anonyme de Copenhague »[162] nous conte des balivernes dans la presse allemande et dans *Naché Slovo* ; c'était impossible parce que des gens sains d'esprit ne mentent pas lorsqu'ils savent que leur mensonge sera dévoilé sur-le-champ. Et c'est pourquoi le *Rabotchéié Outro* publie un article de K. Oranski[163] (une vieille connaissance !), intitulé : « Deux positions », et qui analyse de la manière la plus détaillée la position du groupe des 90 et celle du groupe des 81, sans faire la moindre allusion à une troisième position. A propos, la censure a mutilé pour ainsi dire intégralement le n° 2 du *Rabotchéié Outro* ; on y trouve presque plus de blancs que de texte ; mais elle a épargné deux articles, et ceux-là précisément — les « Deux positions » et un feuilleton qui dénature dans le sens libéral l'histoire de 1905 — où l'on insulte les bolchéviks, accusés d'« anarchisme » et de « boycottage ». Il est *avantageux* pour le gouvernement tsariste que de pareilles choses soient écrites et imprimées. Ce n'est pas par hasard que de semblables discours jouissent partout du monopole de la légalité, de la Russie despotique à la France républicaine !

Par quels arguments le *Rabotchéié Outro* justifie-t-il donc sa position « jusqu'-au-boutiste » ou « social-chauvine »? Exclusivement par des échappatoires, exclusivement par des phrases internationalistes ! ! Notre position, disent ces messieurs, n'est pas du tout « nationale », pas du tout « jusqu'-au-boutiste » ; nous ne faisons qu'exprimer « ce que ne font aucunement les tenants de la première position » (c'est-à-dire le groupe des 90), à savoir que « nous ne pouvons rester indifférents à la situation du pays », à son « salut » quand il est menacé par « la défaite et l'écrasement ». Notre position, affirment-ils, était « effectivement internationale » ; elle indiquait les voies et les moyens de la « libération » du pays ; nous « portions le même jugement (! ! que les tenants de la première position) sur les origines de la guerre et sa nature politique et sociale » ; nous « posions de la même façon (! ! que les tenants de la première position) le pro-

blème général de l'organisation internationale et de l'activité internationale du prolétariat » (ne riez pas !) « et de la démocratie pendant la guerre, à toutes les périodes, sans exception, du développement du conflit mondial ». Nous avons déclaré, affirment ces messieurs, dans notre mandat que, « dans les circonstances politiques et sociales actuelles, la classe ouvrière ne peut prendre sur elle aucune responsabilité en ce qui concerne la défense du pays » ; « nous nous sommes résolument associés avant tout aux tâches internationales de la démocratie » ; « nous avons versé notre obole au vigoureux courant des aspirations qui ont eu pour étapes Copenhague et Zimmerwald » (voilà comme nous sommes !). Nous sommes pour « la paix *sans annexions* » (les italiques sont du *Rabotchéié Outro*). Nous avons « opposé à la doctrine abstraite et à l'anarchisme cosmopolite du premier courant le réalisme et l'internationalisme de notre position, de notre tactique ».

Un beau collier de « perles », n'est-ce pas ? Mais on y trouve, à côté d'une ignorance crasse et de mensonges dignes de Répétilov[164], une diplomatie tout à fait sensée et *fort juste*, du point de vue bourgeois. Pour avoir une influence sur les ouvriers, les bourgeois doivent se déguiser en socialistes, en social-démocrates, en internationalistes, etc., sans quoi ils seraient impuissants. Et le *Rabotchéié Outro* se déguise, se maquille, farde ses joues, fait des effets de toilette, lance des œillades, ne recule devant rien ! Nous sommes prêts à signer cent fois s'il le faut le Manifeste de Zimmerwald (belle gifle pour ceux des Zimmerwaldiens qui ont signé ce manifeste sans protester contre sa timidité et sans faire de réserves !) et toutes les résolutions qu'on voudra sur le caractère impérialiste de la guerre, et nous ferons tous les serments qu'on voudra pour attester notre « internationalisme » et notre « esprit révolutionnaire » (« libération du pays » dans la presse censurée = « révolution » dans la presse illégale), pourvu... pourvu qu'on ne nous empêche pas d'appeler les ouvriers à entrer dans les comités des industries de guerre, c'est-à-dire à participer *en fait* à la guerre spoliatrice, réactionnaire (« de défense de la patrie »).

Voilà le fond de la question, le reste n'est que paroles. Voila l'essentiel, le reste n'est que bavardage. *C'est tout ce qu'il faut* à la police, à la monarchie tsariste, à Khvostov

et à la bourgeoisie. Les bourgeois intelligents, dans des pays plus intelligents, tolèrent la phrase internationaliste et socialiste, pourvu qu'on prenne part à la défense de la patrie : rappelez-vous les réflexions des journaux réactionnaires français sur la conférence de Londres des socialistes de la « Triple Entente ». Messieurs les socialistes, vous le savez, ont un tic, écrivait un de ces journaux, une sorte de maladie nerveuse qui les oblige à répéter tel ou tel geste, telle ou telle contraction musculaire, telle ou telle parole. C'est ainsi que « nos » propres socialistes ne peuvent pas dire quatre mots sans répéter : nous sommes des internationalistes, nous sommes pour la révolution sociale. Ce n'est pas dangereux ! C'est un simple tic ; ce qui est important pour « nous », c'est qu'ils soient *partisans de la défense* de la patrie.

Les bourgeois français et anglais intelligents tenaient le raisonnement suivant : si l'on justifie la participation à la guerre de pillage par des phrases sur la démocratie, le socialisme, etc., n'est-ce pas vraiment avantageux pour les gouvernements de rapaces, pour la bourgeoisie impérialiste ? N'est-il pas avantageux pour un seigneur d'avoir un valet qui jure ses grands dieux, à qui veut l'entendre, que son maître consacre toute sa vie aux intérêts et à l'amour du peuple ?

Le *Rabotchéié Outro* ne jure que par Zimmerwald et se démarque *en paroles* des plékhanoviens, en déclarant (n° 2) que, « sur beaucoup de points, il n'est pas d'accord » avec eux ; mais, *en fait*, il est d'accord avec eux *sur l'essentiel* ; en fait, il *entre* avec eux, et avec toute la bourgeoisie russe, dans les institutions « jusqu'-au-boutistes » de la bourgeoisie chauvine.

Le Comité d'organisation ne se contente pas de jurer par Zimmerwald, mais « signe » le manifeste en bonne et due forme ; non seulement il se démarque des plékhanoviens, mais il va jusqu'à mettre en avant un certain A. M.[165] qui, embusqué derrière son anonymat comme au coin d'un bois, écrit : « nous qui adhérons » (peut-être A. M. signifie-t-il deux « adhérents » ?) « au bloc d'Août, nous estimons nécessaire de déclarer que l'organisation du *Prizyv* est allée très au-delà des limites tolérées dans notre parti, telles que nous les comprenons, et que les membres des groupes d'aide au *Prizyv* n'ont plus rien à faire dans les rangs des organisations du bloc d'Août »[166]. Comme ils sont courageux,

ces « adhérents » A. M. ; ils n'hésitent pas à lâcher carrément la vérité toute crue, sans plus de façons !

Sur les cinq membres du « Secrétariat à l'étranger » du Comité d'organisation qui a édité le recueil cité, pas un n'a eu ce courage ! Il en résulte que les cinq secrétaires sont opposés à une rupture avec Plékhanov (il n'y a pas si longtemps, P. Axelrod déclarait qu'il se sentait plus proche du menchévik Plékhanov que des bolchéviks internationalistes) ; mais, craignant les ouvriers et ne voulant pas entacher leur propre « réputation », ils préfèrent se taire à ce sujet, tout en laissant cependant la parole à un ou deux adhérents anonymes, chargés de faire parade d'un internationalisme qui ne coûte pas cher et n'engage à rien...

D'une part, certains secrétaires, A. Martynov, L. Martov, Astrov, polémisent avec *Nachê Diélo*, et Martov se prononce même, en son nom personnel, contre la participation aux comités des industries de guerre. D'autre part, le bundiste Ionov, qui estime être plus « à gauche » que Kossovski (lequel représente la politique réelle du Bund) et que les bundistes mettent volontiers en avant pour masquer leur nationalisme, prêche « la continuation de l'ancienne tactique » (la tactique de la IIe Internationale, qui a conduit cette dernière à la faillite) « et nullement sa liquidation ». La rédaction fait quelques réserves, pleines d'ambiguïté et de finasserie diplomatique et vide de sens, sur l'article de Ionov, sans protester contre son contenu *essentiel*, contre la défense de ce qu'il y a de pourri et d'opportuniste dans l'«ancienne tactique ». Les anonymes A. M. qui « adhèrent » au bloc d'Août *défendent* carrément *Nacha Zaria* : bien qu'elle se soit « écartée » de la position internationaliste, disent-ils, elle n'en a pas moins « repoussé (?) la politique de la Burgfrieden* pour la Russie, reconnu la nécessité de rétablir immédiatement les liens internationaux et, pour autant que nous le sachions » (nous, c'est-à-dire les « adhérents » anonymes A. M.), « approuvé l'exclusion de Mankov de la fraction de la Douma ». La belle plaidoirie que voilà ! Les populistes petits-bourgeois sont eux aussi pour le rétablissement des relations, et Kérenski se prononce lui aussi contre Mankov; mais dire de gens qui se sont déclarés pour la « non-résistance

* paix civile. (*N.R.*)

à la guerre » qu'ils repoussent la politique de la paix civile (Burgfrieden), c'est duper les ouvriers par de vaines paroles.

La rédaction du recueil du Comité d'organisation a publié collectivement un article intitulé : « Dangereuses tendances. » C'est un modèle de finasserie politique ! D'une part, des phrases sonores de gauche contre les auteurs des appels jusqu'au-boutistes (contre les social-chauvins de Moscou et de Pétrograd). D'autre part, « *il est difficile de savoir de quels milieux du parti émanent ces deux déclarations* » ! ! En réalité, il est hors de doute qu'elles émanent des « *milieux* » de *Naché Diélo*, encore que les collaborateurs de cette revue légale ne soient évidemment pour rien dans la rédaction d'une déclaration illégale... Les gens du Comité d'organisation ont substitué à la question des racines idéologiques de ces déclarations, de l'identité absolue de ces racines *avec le courant* des liquidateurs, du social-chauvinisme, de *Naché Diélo*, une question absurde, chicanière et absolument dénuée d'intérêt, sauf pour la police : la question de savoir *lequel* des membres de tel ou tel *cercle* est l'auteur de telle ou telle déclaration. D'une part, la rédaction brandit ses foudres : serrons les rangs, internationalistes du bloc d'Août, pour « la résistance la plus énergique aux tendances jusqu'-au-boutistes » (129), pour une « lutte implacable » (126) ; mais, d'autre part, tout à côté, cette phrase de tricheur : « La ligne de la fraction de la Douma soutenue par le Comité d'organisation n'a pas rencontré » (jusqu'à présent) « d'opposition ouverte » (129) !!

Or, cette ligne, comme le savent fort bien les auteurs du texte précité, consiste dans l'absence de toute ligne et dans la défense camouflée de *Naché Diélo* et du *Rabotchéié Outro*...

Prenez l'article le plus « à gauche » et le plus « à cheval sur les principes » du recueil, celui de L. Martov. Il suffit d'en citer une phrase, qui exprime la pensée essentielle de l'auteur, pour juger de sa fidélité aux principes. « Il va de soi que, si la crise actuelle amenait la victoire de la révolution démocratique, de la république, le caractère de la guerre en serait radicalement modifié » (116). C'est là une contrevérité absolue et flagrante. Martov ne pouvait pas ignorer que la révolution et la république démocratiques sont une révolution et une république démocratiques bourgeoises.

Le caractère de la guerre entre les grandes puissances bourgeoises *et impérialistes* ne serait pas modifié d'*un iota* si, dans une de ces puissances, l'impérialisme militaire-absolutiste-féodal était balayé à bref délai, car l'impérialisme purement bourgeois n'en disparaîtrait pas pour autant, mais en serait au contraire *renforcé*. C'est pourquoi notre journal, dans son numéro 47, thèse 9*, a déclaré que le parti du prolétariat de Russie refusera de défendre, dans la présente guerre, même la patrie des républicains et des révolutionnaires tant qu'ils resteront chauvins, comme c'est le cas pour Plékhanov, les populistes, Kautsky, les gens de « Naché Diélo », Tchkhéidzé, le Comité d'organisation, etc.

Et Martov ne sauve nullement sa position par la phrase évasive contenue dans la note de la page 118, où, contrairement à ce qu'il vient de dire à la page 116, il déclare « douter » que la démocratie bourgeoise puisse mener la lutte « contre l'impérialisme international » (bien sûr qu'elle ne le peut pas), et où il « se demande » si la bourgeoisie ne transformera pas la république de 1793 en une république de Gambetta et de Clemenceau. La fausseté théorique fondamentale demeure : en 1793, la classe avancée de la révolution *bourgeoise* en France faisait la guerre aux monarchies *prérévolutionnaires* d'Europe. Mais la Russie de 1915 ne fait pas la guerre à des pays moins avancés qu'elle ; au contraire, elle se bat contre des pays plus avancés, qui sont à la veille de la révolution *socialiste*. C'est dire que le rôle des jacobins de 1793 ne peut être joué dans la guerre de 1914-1915 que par le prolétariat accomplissant la révolution socialiste victorieuse. C'est dire que dans la guerre actuelle le prolétariat russe ne pourrait « défendre la patrie », ne pourrait estimer « que le caractère de la guerre est radicalement modifié », que *dans le seul cas* où la révolution amènerait au pouvoir, précisément, le parti du prolétariat et lui permettrait d'orienter toute la force de l'élan révolutionnaire et de l'appareil d'Etat vers la réalisation immédiate d'une alliance avec le prolétariat socialiste d'Allemagne et d'Europe (*le Social-Démocrate*, n° 47, thèse 11)**.

Martov termine son article, où il jongle avec des phrases à effet, par un appel spectaculaire à la « social-démocratie

* Voir le présent tome, p. 418. (*N.R.*)
** *Ibid.* (*N.R.*)

de Russie », l'invitant, « dès le début de la crise politique, à prendre une position nettement internationaliste révolutionnaire ». Au lecteur qui se demanderait quelle pourriture pourrait bien cacher cette belle enseigne, nous conseillons de réfléchir à cette question : que signifie, en général, « prendre une position politique » ? C'est : 1° formuler au nom de l'organisation (ou même au nom des cinq secrétaires) dans une série de résolutions, un jugement sur la situation du moment et la tactique ; 2° donner un mot d'ordre de combat pour le moment considéré ; 3° relier l'un et l'autre à l'*action* des *masses* prolétariennes et de leur avant-garde consciente. Martov et Axelrod, leaders idéologiques des « cinq », non seulement ne formulent ni le premier point, ni le second, ni le troisième, mais *soutiennent* en fait les *social-chauvins* sur ces trois chapitres et les prennent sous leur protection ! En seize mois de guerre, les cinq secrétaires à l'étranger n'ont pris aucune position « nette », ni en général aucune position concernant le programme et la tactique. Martov oscille, tantôt vers la gauche, tantôt vers la droite ; Axelrod ne penche que vers la droite (voir notamment sa brochure en allemand). Rien de clair, rien de formulé, rien d'organisé, aucune position ! « Le mot d'ordre central de combat du prolétariat de Russie, écrit Martov en son propre nom, doit être actuellement une Assemblée constituante populaire chargée de liquider le tsarisme et la guerre. » C'est là un mot d'ordre qui ne vaut absolument rien, qui n'est ni central, ni combatif, car il y manque l'essentiel : le contenu social de classe, nettement défini au point de vue politique, de cette notion de double « liquidation ». C'est une phrase vulgaire de démocrate bourgeois, et non un mot d'ordre central, combatif, prolétarien.

Enfin, pour l'essentiel, c'est-à-dire la liaison *avec les masses* en Russie, le résultat obtenu par Martov et Cie est non seulement nul, mais négatif. Car il n'y a personne derrière eux. Les élections ont prouvé qu'il n'existe de masses que derrière le bloc de la bourgeoisie et du *Rabotchéié Outro* ; et quand on se réfère au Comité d'organisation et à la fraction Tchkhéidzé, on ne fait que jeter le voile du mensonge sur ce bloc bourgeois.

« Le Social-Démocrate » n° 49, 31 décembre 1915

Conforme au texte du « Social-Démocrate »

L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE

Il est instructif de comparer les attitudes des différentes classes et des divers partis envers la faillite de l'Internationale, révélée par la guerre de 1914-1915. D'une part, la bourgeoisie couvre d'éloges et porte aux nues ceux des socialistes qui se prononcent pour la « défense de la patrie », c'est-à-dire pour la guerre et pour l'aide à la bourgeoisie. D'autre part, des représentants de la bourgeoisie plus francs, ou moins diplomates, se réjouissent ouvertement de la faillite de la IIe Internationale, de la faillite des « illusions » socialistes. On retrouve ces deux nuances parmi les socialistes qui « défendent la patrie » : les « ultras », dans le genre des Allemands W. Kolb et W. Heine, reconnaissent la faillite de l'Internationale, l'imputent aux « illusions révolutionnaires », et aspirent à ressusciter une Internationale *encore plus* opportuniste. Mais dans la pratique, ils rejoignent les socialistes « défenseurs de la patrie » « modérés » et circonspects, du type Kautsky, Renaudel, Vandervelde, qui nient obstinément la faillite de l'Internationale, estiment que celle-ci n'a fait que suspendre provisoirement son activité, et proclament la vitalité et le droit à l'existence de cette IIe Internationale. Les social-démocrates révolutionnaires des différents pays reconnaissent la faillite de la IIe Internationale et la nécessité d'en fonder une troisième.

Pour savoir qui a raison, prenons un document historique, relatif précisément à la guerre actuelle et signé à l'unanimité, officiellement, par *tous* les partis socialis-

tes du monde. Ce document, c'est le Manifeste de Bâle de 1912. Notons que, sur le plan théorique, il ne se trouvera pas un seul socialiste pour nier la nécessité de porter un jugement historique concret sur chaque guerre en particulier. Mais aujourd'hui, à part les peu nombreux social-démocrates « de gauche » personne n'osera renier le Manifeste de Bâle carrément, ouvertement et sans détours, personne n'osera le déclarer erroné, ni non plus l'analyser en toute conscience, pour en comparer les thèses au comportement des socialistes depuis la guerre.

Pourquoi cela ? Parce que le Manifeste de Bâle démasque impitoyablement toute la fausseté des discours et du comportement de la majorité des socialistes officiels. Ce manifeste *ne dit pas un mot*, ni de la « défense de la patrie », ni de la distinction entre guerre offensive et guerre défensive !! *Pas un mot* de la question qui fait parler, crier et s'égosiller plus que toute autre les chefs officiels des partis social-démocrates, aussi bien en Allemagne que dans les pays de la Quadruple Entente[167]. Avec une précision, une clarté et une netteté absolues, le Manifeste de Bâle analyse justement les conflits d'intérêts concrets qui conduisaient à la guerre en 1912, et qui l'ont provoquée en 1914. Le manifeste proclame que ce sont là des conflits engendrés par l'« impérialisme capitaliste », des conflits entre l'Autriche et la Russie pour la « prépondérance dans les Balkans », entre l'Angleterre, la France et l'Allemagne au sujet de leur (à *eux tous* !) « politique de conquête en Asie Mineure », entre l'Autriche et l'Italie pour savoir qui « englobera l'Albanie dans sa sphère d'influence » et la soumettra à sa « domination », entre l'Angleterre et l'Allemagne à cause de leur « antagonisme », un conflit causé par « les entreprises du tsarisme sur l'Arménie, sur Constantinople, etc. » Chacun voit que cela s'applique entièrement à la guerre actuelle. Le caractère purement annexionniste, impérialiste, réactionnaire, esclavagiste de cette guerre est reconnu on ne peut plus clairement dans le manifeste, qui en tire également l'inévitable conclusion : la guerre ne peut pas être justifiée par « le moindre prétexte d'intérêt national », elle est préparée « pour le profit des capitalistes ou l'orgueil des dynasties » ; « les travailleurs considèrent comme un crime de tirer les uns sur les autres ».

Ces thèses contiennent tout ce qui est essentiel pour comprendre la différence radicale entre deux grandes époques historiques. L'une, c'est l'époque de 1789-1871, où la plupart des guerres qui éclatèrent en Europe étaient liées indubitablement à un « intérêt national » *capital* : le puissant mouvement progressiste bourgeois de libération nationale, qui entraînait des millions d'hommes, l'abolition du système féodal, de l'absolutisme, de l'oppression étrangère. C'est sur ce terrain, et sur ce terrain seulement, qu'a pris naissance la notion de « défense de la patrie », de défense contre le moyen âge de la nation bourgeoise en train de se libérer. C'est seulement en ce sens que les socialistes ont reconnu la « défense de la patrie ». Et maintenant encore, on ne peut pas ne pas l'admettre *dans ce sens*, quand il s'agit par exemple de la défense de la Perse ou de la Chine contre la Russie ou l'Angleterre, de la Turquie contre l'Allemagne ou la Russie, de l'Albanie contre l'Autriche ou l'Italie, etc.

Mais, comme il est dit clairement dans le Manifeste de Bâle, la guerre de 1914-1915 appartient à une époque historique toute différente, elle présente un tout autre caractère. C'est une guerre entre rapaces pour le partage du butin, pour l'asservissement des autres pays. La victoire de la Russie, de l'Angleterre, de la France implique l'étranglement de l'Arménie, de l'Asie Mineure, etc., — cela est *dit* dans le Manifeste de Bâle. La victoire de l'Allemagne implique l'étranglement de l'Asie Mineure, de la Serbie, de l'Albanie, etc. Cela est *dit* au même endroit, et tous les socialistes l'ont admis ! Tous les discours sur la guerre défensive ou la défense de la patrie émanant des grandes puissances (c'est-à-dire des grands rapaces) qui se battent pour la domination mondiale, pour les marchés et les « sphères d'influence », et pour l'asservissement des peuples, ne sont que des mensonges hypocrites et vides de sens ! Il n'est pas étonnant que les « socialistes » qui admettent la défense de la patrie *craignent* d'évoquer et de citer fidèlement le Manifeste de Bâle, car il *démasque* leur hypocrisie. Le Manifeste de Bâle *démontre* que des « socialistes » capables d'admettre la « défense de la patrie » dans la guerre de 1914-1915 ne sont socialistes qu'en paroles, mais qu'en fait ce sont des chauvins. Ce sont des social-chauvins.

Quand on reconnaît qu'une guerre est liée à des intérêts de libération nationale, il en découle une certaine tactique pour les socialistes. Quand on reconnaît qu'une guerre est impérialiste, annexionniste, qu'elle est menée à des fins de brigandage, il en découle une autre tactique, que le Manifeste de Bâle a clairement tracée. La guerre provoquera, dit-il, « une crise économique et politique ». Cette crise, il faut l'« utiliser » pour « précipiter la chute de la domination capitaliste » : en disant cela, le manifeste *reconnaît* que la révolution sociale est *mûre*, qu'elle est *possible*, et qu'elle est *imminente* en fonction de la guerre. Les « classes dirigeantes » craignent la « révolution prolétarienne », proclame le manifeste en se référant expressément aux exemples de la Commune et de l'année 1905, c'est-à-dire à des exemples de révolutions, de grèves et de guerre civile. Ils mentent, ceux qui soutiennent que les socialistes « n'ont pas examiné », « n'ont pas tranché » la question de l'attitude envers la guerre. Le Manifeste de Bâle a *tranché* en indiquant la tactique suivante : la tactique des actions révolutionnaires du prolétariat et de la guerre civile.

On aurait tort de croire que le Manifeste de Bâle est une déclamation creuse, un discours de bureaucrate, une vaine menace. C'est ce que sont prêts à déclarer ceux que le manifeste démasque ! Mais c'est une contrevérité ! Le Manifeste de Bâle résume l'immense matériel de propagande et d'agitation de toute l'époque de la IIe Internationale, de 1889 à 1914. Sans exagérer, ce manifeste *résume des millions et des millions* de proclamations, d'articles de journaux, de livres, de discours des socialistes de tous les pays. Dire qu'il porte à faux, c'est dire que la IIe Internationale tout entière, que des dizaines et des dizaines d'années de travail des partis social-démocrates portent à faux. Rejeter le Manifeste de Bâle, c'est rejeter toute l'histoire du socialisme. Le Manifeste de Bâle ne dit rien de *particulier*, rien d'*extraordinaire*. Il ne proclame que ce *avec quoi* les socialistes *ont entraîné les masses* et pas davantage : il reconnaît que le travail « pacifique » était une *préparation* à la révolution prolétarienne. Le Manifeste de Bâle a repris ce qu'affirmait Guesde au congrès de 1899 quand il se moquait du ministérialisme des socialistes *dans le cas*

d'une guerre pour les marchés, c'est-à-dire de « brigandages capitalistes » * (*En Garde !*, pp. 175-176), ou ce que disait Kautsky en 1909 dans *Le chemin du pouvoir*, quand il attirait l'attention sur la fin de l'« époque pacifique » et sur l'approche d'une époque de guerres et de révolutions, et de lutte du prolétariat pour le pouvoir.

Le Manifeste de Bâle démontre d'une manière irréfutable que les socialistes qui ont voté les crédits, qui sont entrés dans les ministères et qui ont admis la défense de la patrie en 1914-1915 ont complètement *trahi* le socialisme. Cette trahison est un fait incontestable. Seuls des hypocrites peuvent le nier. La seule question, c'est de savoir comment l'*expliquer*.

Il serait absurde, antiscientifique et ridicule de ramener le problème à des questions de *personnes*, d'invoquer le cas de Kautsky, de Guesde, de Plékhanov (« même » ces hommes-là !). Ce ne serait qu'un misérable faux-fuyant. Une explication sérieuse exige l'examen de la signification *économique* d'une politique donnée, puis l'analyse des *idées* fondamentales de cette dernière, et enfin, l'étude de l'histoire des *tendances* au sein du socialisme.

En quoi consiste l'essence *économique* de la « défense de la patrie » dans la guerre de 1914-1915 ? La réponse a déjà été fournie par le Manifeste de Bâle. La guerre est menée par *toutes* les grandes puissances à des fins de pillage, pour le partage du monde, pour les débouchés, pour l'asservissement des peuples. A la bourgeoisie, elle rapporte un accroissement des bénéfices. A la mince couche de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières, puis à la petite bourgeoisie (les intellectuels, etc.) qui s'est « jointe » au mouvement ouvrier, la guerre promet des *miettes* de ces bénéfices. La base économique du « social-chauvinisme » (ce terme est plus exact que celui de « social-patriotisme », qui enjolive la chose) est la même que celle de l'opportunisme : l'alliance de la couche insignifiante des « élites » du mouvement ouvrier avec « leur » bourgeoisie nationale *contre* la masse du prolétariat. L'alliance des *valets* de la bourgeoisie avec la bourgeoisie contre la *classe* exploitée

* En français dans le texte. (*N.R.*)

par la bourgeoisie. Le social-chauvinisme, c'est l'opportunisme achevé.

Le social-chauvinisme et l'opportunisme ont le même contenu politique : la collaboration des classes, le reniement de la dictature du prolétariat, la renonciation aux actions révolutionnaires, la servilité devant la légalité bourgeoise, le manque de confiance dans le prolétariat, la confiance dans la bourgeoisie. Les mêmes idées politiques. Le même contenu politique pour ce qui est de la tactique. Le social-chauvinisme est le prolongement direct et le couronnement du millerandisme, du bernsteinisme, de la politique ouvrière libérale anglaise ; il en est la somme, le bilan, le résultat.

Durant toute la période 1899-1914, nous voyons deux tendances fondamentales au sein du socialisme, l'une opportuniste et l'autre révolutionnaire. Et aujourd'hui aussi, il existe deux tendances en ce qui concerne l'attitude envers le socialisme. Laissez aux menteurs bourgeois et opportunistes le procédé qui consiste à discuter sur les *personnes*, et considérez les *tendances* dans toute une série de pays. Prenons dix pays d'Europe : l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Hollande, la Suède, la Bulgarie, la Suisse, la Belgique, la France. Dans les huit premiers, la division en *tendances* opportuniste et révolutionnaire correspond à la division en social-chauvins et internationalistes révolutionnaires. Les *noyaux* fondamentaux du social-chauvinisme — au sens social, politique, du terme, — ce sont les *Sozialistische Monatshefte* et C^ie^ en Allemagne, les fabiens et le Parti ouvrier en Angleterre (le Parti Ouvrier Indépendant a fait *bloc* avec eux, et l'influence du social-chauvinisme est beaucoup plus grande dans ce bloc que dans le Parti socialiste britannique qui compte près de 3/7 d'internationalistes : 66 et 84), *Nacha Zaria* et le Comité d'organisation (et *Nachê Diêlo*) en Russie, le parti de Bissolati en Italie, de Troelstra en Hollande, de Branting et C^ie^ en Suède, ce sont les « chirokié » en Bulgarie, et Greulich et « ses » gens * en Suisse. Dans *tous* ces pays, c'est justement parmi les social-démocrates révolutionnaires que s'est

* Dans le manuscrit, au-dessus des mots « ses gens », Lénine a écrit : « son aile. » (*N.R.*)

déjà fait entendre une protestation plus ou moins violente contre le social-chauvinisme. Exception : deux pays sur dix, mais dans ces pays aussi les internationalistes, bien que *faibles*, ne sont pas inexistants ; disons plutôt que nous sommes mal renseignés sur ce qui s'y passe (Vaillant a reconnu qu'il reçoit des lettres d'internationalistes, mais il ne les a pas publiées).

Le social-chauvinisme est l'opportunisme achevé. C'est indiscutable. L'alliance avec la bourgeoisie était d'ordre idéologique, secrète. Elle est devenue ouverte, brutalement affirmée. C'est précisément l'alliance avec la bourgeoisie et les états-majors généraux qui a donné sa force au social-chauvinisme. Ils mentent, ceux qui disent (et Kautsky est du nombre) que les « masses » prolétariennes ont versé dans le chauvinisme : les masses *n'ont été* consultées nulle part (à l'exception peut-être de l'Italie — neuf mois de discussions avant la déclaration de guerre ! — or, en Italie, les masses ont été *contre* le parti de Bissolati). Les masses ont été abasourdies, abruties, divisées, écrasées par l'état de siège. *Seuls* les chefs ont voté librement — et ils ont voté *pour* la bourgeoisie et contre le prolétariat ! Il est ridicule et grotesque de voir dans l'opportunisme un phénomène *intérieur* au parti ! Tous les marxistes, aussi bien en Allemagne qu'en France et ailleurs, ont toujours dit et démontré que l'opportunisme est une manifestation de l'influence exercée par la bourgeoisie sur le prolétariat, qu'il est une politique ouvrière bourgeoise, qu'il constitue l'alliance d'une poignée d'éléments proches du prolétariat avec la bourgeoisie. Et, après avoir mûri pendant des dizaines d'années dans les conditions du capitalisme « pacifique », l'opportunisme est venu à maturité en 1914-1915, au point de s'allier ouvertement à la bourgeoisie. L'unité avec l'opportunisme, c'est l'unité du prolétariat avec sa bourgeoisie nationale, c'est-à-dire la subordination à cette dernière et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale. Cela ne signifie pas que la rupture immédiate avec les opportunistes soit souhaitable, ni même seulement possible, dans tous les pays : cela signifie que cette rupture est mûre du point de vue historique, qu'elle est devenue inéluctable et progressiste, qu'elle est indispensable à la lutte révolutionnaire du prolétariat et que

l'histoire, en passant du capitalisme « pacifique » à l'impérialisme, a mis cette rupture à l'ordre du jour. Volentem ducunt fata, nolentem trahunt *.

La bourgeoisie de tous les pays et, au premier chef, celle des pays belligérants, s'est trouvée entièrement d'accord dès le début de la guerre pour couvrir d'éloges les socialistes qui admettaient la « défense de la patrie », c'est-à-dire la défense des intérêts de rapine de la bourgeoisie dans la guerre impérialiste *contre le prolétariat*. Voyez comment cet intérêt vraiment fondamental et essentiel de la bourgeoisie internationale se fraie la voie, trouve à s'exprimer *à l'intérieur* des partis socialistes, *à l'intérieur* du mouvement ouvrier. L'exemple de l'Allemagne est particulièrement instructif en la matière, car c'est dans ce pays que l'époque de la IIe Internationale a engendré le parti le plus puissant, mais nous constatons dans les autres pays exactement et absolument *la même chose* qu'en Allemagne, à quelques différences insignifiantes près, de forme, d'apparence, d'aspect extérieur.

En avril 1915, la revue conservatrice allemande *Preussische Jahrbücher* a publié un article d'un *social-démocrate*, membre du parti social-démocrate, qui se dissimulait sous le pseudonyme de *Monitor*. Et cet opportuniste a vendu la mèche, a dit ouvertement en quoi consiste l'*essence* de la politique de *toute* la bourgeoisie mondiale à l'égard du mouvement ouvrier du XXe siècle. Il n'est plus possible ni d'ignorer ce mouvement, ni de l'écraser par la force brutale. Il faut le corrompre de l'intérieur, *en achetant* sa couche supérieure. C'est précisément de cette manière qu'a opéré pendant des dizaines d'années la bourgeoisie franco-anglaise, en achetant les dirigeants des trade-unions, les Millerand, les Briand et Cie. C'est précisément de cette manière que procède aussi actuellement la bourgeoisie allemande. Le parti social-démocrate, dit *Monitor* face à la bourgeoisie (et, au fond, *au nom* de la bourgeoisie), se conduit pendant la guerre d'une manière « irréprochable » (c'est-à-dire qu'il *sert* d'une manière irréprochable la bourgeoisie contre le prolétariat). Le « processus de trans-

* Le destin mène celui qui l'accepte et traîne celui qui le refuse. (*N.R.*)

formation » du parti social-démocrate en parti ouvrier national-libéral se poursuit à merveille. Mais il serait *dangereux* pour la bourgeoisie que ce parti *s'oriente à droite*: « Il doit conserver le caractère d'un parti ouvrier ayant des idéaux socialistes. Car le jour où il y renoncera, un nouveau parti surgira, qui reprendra le programme auquel le parti précédent aura renoncé et lui donnera une tournure encore plus radicale. » (*Pr. J.*, 1915, n° 4, 50-51.)

Ces lignes énoncent tout haut ce que la bourgeoisie a toujours et partout fait sous cape. Les masses ont *besoin de paroles* « radicales », auxquelles elles puissent croire. Les opportunistes sont prêts à les répéter hypocritement. Des partis *semblables* aux partis social-démocrates de la IIe Internationale leur sont nécessaires, utiles, car ils ont assuré la *défense* de la bourgeoisie par les socialistes au cours de la crise de 1914-1915 ! ! Les fabiens et les chefs libéraux des trade-unions en Angleterre, les opportunistes et les jauressistes en France pratiquent exactement la même politique que celle de l'Allemand *Monitor*, opportuniste franc ou cynique. Considérons l'autre variété, l'opportuniste camouflé ou « honnête » (Engels a dit une fois très justement que les opportunistes « honnêtes » sont les plus dangereux pour le mouvement ouvrier). Kautsky en est le vivant exemple.

Dans le n° 9 de la *Neue Zeit*, daté du 26/XI 1915, il écrit que la majorité du parti officiel viole le programme du parti (Kautsky a lui-même prôné une année durant, après le début de la guerre, la politique de cette majorité, et justifié le mensonge de la « défense de la patrie » !), « L'opposition contre la majorité grandit » (272) (« Die Opposition gegen die Mehrheit im Wachsen ist »). Les masses sont « dans l'opposition » (« oppositionell »). « Nach dem Kriege »... (nur *nach* dem Kriege ?)... « werden die Klassengegensätze sich so verschärfen, dass der Radikalismus in den Massen die Oberhand gewinnt » (272)... Es « droht uns nach dem Kriege » (nur *nach* dem Kriege ?) « die Flucht der radikalen Elemente aus der Partei u. ihr Zustrom zu einer Richtung antiparlamentarischer » (?? soll heissen : ausserparlamentarischer) « Massenaktionen »... « So

zerfällt unsere Partei in zwei Extreme, die nichts Gemeinsames haben » *.

Kautsky veut représenter le « juste milieu », il veut réconcilier ces « deux extrêmes », qui « *n'ont rien de commun* » ! ! Il reconnaît maintenant (seize mois après le début de la guerre) que les masses sont révolutionnaires. Et, condamnant aussitôt les actions révolutionnaires, qu'il qualifie d'« Abenteuer » « in den Strassen » ** (S. 272), il veut « réconcilier » les masses révolutionnaires avec les chefs opportunistes « qui n'ont rien de commun avec elles », — et les réconcilier *comment?* Avec des mots ! Par les mots « de gauche » de la minorité « de gauche » au Reichstag ! ! Que la minorité condamne, comme Kautsky, les *actes* révolutionnaires, qu'elle les qualifie d'*aventures*, mais qu'elle abreuve les masses de *paroles* de gauche, et alors il y aura dans le parti l'unité et la paix... avec les Südekum, les Legien, les David et les *Monitor* ! !

Mais c'est là exactement le même programme que celui de *Monitor*, le programme de la bourgeoisie, avec cette seule nuance qu'il est exprimé « d'une voix douce », « avec des paroles mielleuses » ! ! Et c'est également ce programme qu'a appliqué Wurm, lorsque, à une réunion de la fraction social-démocrate du Reichstag, le 18.III.1915, er « warnte die Fraktion den Bogen zu überspannen ; in den Arbeitermassen wachse die Opposition gegen die Fraktionstaktik ; es gelte, beim marxistischen Zentrum zu verharren ». (S. *67, Klassenkampf gegen den Krieg ! Material zum « Fall Liebknecht »*. Als Manuskript gedruckt ***.)

---

* « Après la guerre »... (seulement *après* la guerre ?)... « les contradictions de classe deviendront tellement aiguës que le radicalisme l'emportera dans les masses » (272)... « Nous sommes menacés après la guerre » (seulement *après* la guerre ?) « de voir les éléments radicaux fuir le parti pour rallier les partisans des actions de masse antiparlementaires » (?? il faudrait dire : extra-parlementaires)... « De sorte que notre parti se scindera en deux camps extrêmes, n'ayant rien de commun. » (*N.R.*)

** « aventures de rue ». (*N.R.*)

*** il « avertissait la fraction de ne pas trop tirer sur la corde ; l'opposition grandit au sein des masses ouvrières contre la tactique de la fraction ; il importe de coller au centre marxiste » (p. 67, *Lutte de classe contre la guerre ! Documents sur l'« Affaire Liebknecht »*. Manuscrit). (*N.R.*)

Remarquez qu'au nom de tout le « centre marxiste » (y compris Kautsky), on reconnaît ici que les masses sont révolutionnaires ! Et cela, le 18/III 1915 !!! ***Huit mois et demi plus tard,*** le 26/XI 1915, Kautsky propose de nouveau d'apaiser les masses révolutionnaires avec des discours de gauche !!

La seule chose qui distingue l'opportunisme de Kautsky de celui de Monitor, ce sont les mots, les nuances, les moyens d'atteindre *un seul et même* objectif : *maintenir* l'influence des opportunistes (c'est-à-dire de la bourgeoisie) sur les masses, maintenir la *subordination* du prolétariat aux opportunistes (c'est-à-dire à la bourgeoisie) ! ! Pannekoek et Gorter ont très justement qualifié la position de Kautsky de « radicalisme passif » (de *verbiage* *, comme disent les Français, qui ont parfaitement appris à connaître *cette* variété de révolutionnarisme sur leurs modèles « nationaux » !!). Mais je préférerais la qualifier d'opportunisme camouflé, hésitant, hypocrite, doucereux.

Au fond, ce ne sont nullement les mots et les phrases qui distinguent maintenant l'une de l'autre les deux tendances existant au sein de la social-démocratie. Quand il s'agit de combiner la « défense de la patrie » (c'est-à-dire la défense des brigandages de la bourgeoisie) avec des phrases sur le socialisme, l'internationalisme, la liberté des peuples, etc., Vandervelde, Renaudel, Sembat, Hyndman, Henderson, Lloyd George ne le cèdent en rien à Legien, Südekum, Kautsky et Haase !! La différence commence véritablement lorsqu'on rejette entièrement la défense de la patrie dans cette guerre, lorsqu'on admet des actions révolutionnaires en liaison avec cette guerre, *pendant* la guerre *et après* la guerre. Et en ce qui concerne cette question, la seule sérieuse, la seule pratique, Kautsky, Kolb et Heine ne font qu'un.

Comparez les fabiens en Angleterre et les kautskistes en Allemagne. Les premiers sont à peu de chose près des libéraux qui n'ont jamais reconnu le marxisme. Engels écrivait à leur sujet, le 18 janvier 1893 : ...« une bande d'arrivistes, qui ont assez de bon sens pour comprendre que la révolution sociale est inéluctable, mais qui ne veulent

* En français dans le texte. (*N.R.*)

en aucun cas confier ce travail gigantesque au seul prolétariat, qui n'a pas acquis une maturité suffisante... Leur principe fondamental, c'est la peur en face de la révolution »... Et encore, le 11 novembre 1893 : « Des bourgeois pleins de morgue, qui ont la bienveillance de s'abaisser jusqu'au niveau du prolétariat pour lui apporter la libération d'en haut, si seulement il voulait comprendre que la masse inculte et peu évoluée qu'il constitue ne peut pas se libérer elle-même et qu'elle n'arrivera à rien sans la bienveillance de ces intelligents avocats, de ces littérateurs et de ces donzelles sentimentales »...[168] Comme les kautskistes sont loin des fabiens sur le plan « théorique » ! Mais en pratique, dans leur attitude envers la guerre, ils ont les uns et les autres des positions qui *coïncident entièrement !* Preuve évidente que le marxisme s'est complètement évanoui chez les kautskistes, qu'il est devenu lettre morte, qu'il n'est plus qu'un bavardage hypocrite.

Les exemples suivants montrent les sophismes manifestes à l'aide desquels les kautskistes ont voulu réfuter, une fois la guerre déclenchée, la tactique des actions révolutionnaires du prolétariat, unanimement adoptée à Bâle par les socialistes. Kautsky a échafaudé la théorie de l'« ultraimpérialisme ». Il entend par là le remplacement de « la lutte entre les capitaux financiers nationaux par l'exploitation de l'univers en commun par le capital financier, uni à l'échelle internationale » (*Neue Zeit*, n° 5, 30/IV 1915, S. 144). Et Kautsky lui-même d'ajouter : « Cette nouvelle phase du capitalisme est-elle réalisable ? Il n'existe pas encore de prémisses suffisantes pour trancher la question » ! ! Considérant comme « concevable » une nouvelle phase dont son inventeur lui-même ne se risque pas à déclarer qu'elle est « réalisable », on nie les tâches révolutionnaires du prolétariat au moment actuel, alors que nous sommes manifestement entrés dans une *phase* de crise et de guerre ! Et celui qui nie les actions révolutionnaires est ce même représentant autorisé de la IIe Internationale qui a écrit en 1909 tout un livre intitulé *Le chemin du pouvoir*, traduit dans presque toutes les principales langues européennes, où il démontrait qu'il existait un *lien* entre la guerre imminente et la révolution et que « la révolution *ne pouvait pas* être prématurée » ! !

En 1909, Kautsky démontre que l'époque du capitalisme « pacifique » est révolue, qu'une époque de guerres et de révolutions est imminente. En 1912, le Manifeste de Bâle met précisément cette conception à la base de toute la tactique des partis socialistes du monde entier. En 1914 survient la guerre, survient la « crise économique et politique » prédite à Stuttgart et à Bâle. Et Kautsky invente des « arguties » théoriques *contre* la tactique révolutionnaire !

Sous une phraséologie à peine plus « à gauche », P. Axelrod développe les mêmes idées : il écrit dans la libre Suisse et veut exercer une influence sur les ouvriers révolutionnaires russes (*Die Krise und die Aufgaben der internationalen Sozialdemokratie.* Zürich 1915). Nous apprenons ici une découverte agréable pour les opportunistes et les bourgeois du monde entier, à savoir que « das Internationalisierungsproblem der Arbeiterbewegung ist mit der Frage der Revolutionisierung unserer Kampfesformen und Methoden nicht identisch » (37) et que « Der Schwerpunkt des Internationalisierungsproblems der proletarischen Befreiungsbewegung liegt in der weiteren Entwicklung u. Internationalisierung eben jener Alltagspraxis » (40)... « *beispielsweise* müssen die Arbeiterschutz-u. Versicherungsgesetzgebung... zum Objekt ihrer (der Arbeiter) *internationalen* Aktionen u. Organisationen werden » (39) *.

Bien entendu, ce ne sont pas seulement les Südekum, les Legien, les Hyndman et les Vandervelde qui approuvent entièrement un tel « internationalisme », mais aussi les Lloyd George, les Naumann et les Briand ! Axelrod défend l'« internationalisme » de Kautsky, sans présenter ni examiner un seul de ses arguments en faveur de la défense de la patrie. De même que les social-chauvins francophiles, Axelrod a peur même de se rappeler ce que le Manifeste de

* « le problème de l'internationalisation du mouvement ouvrier n'est pas identique à celui de la révolutionnarisation des formes et de nos méthodes de lutte » (37) et que « le centre de gravité du problème de l'internationalisation du mouvement de libération du prolétariat se trouve dans le développement contenu et l'internationalisation justement de cette pratique quotidienne » (40)... « *par exemple*, la législation sur la protection du travail et les assurances... doit devenir l'objet de leurs actions (celles des ouvriers) et de leurs organisations *internationales* » (39). (*N.R.*)

Bâle dit justement touchant la tactique révolutionnaire. Pour l'avenir, — un avenir indéterminé, incertain, — Axelrod est prêt à lancer les phrases les plus radicales, les plus révolutionnaires, sur la façon dont la future Internationale agira — entgegentreten wird (den Regierungen im Falle der Kriegsgefahr) « mit der Entfachung eines revolutionären Sturmes »... « Einleitung der sozialistischen Revolution (14) *. Ne riez pas !! Mais quand il s'agit d'appliquer la tactique révolutionnaire dès maintenant, au moment de la crise actuelle, Axelrod répond ganz à la Kautsky : « revolutionäre Massenaktionen »... cette tactique... « hätte noch eine gewisse Berechtigung, wenn wir unmittelbar am Vorabend der sozialen Revolution ständen, ähnlich wie es etwa in Russland seit den Studentendemonstrationen des J. 1901 der Fall war, die das Herannahen entscheidender Kämpfe gegen den Absolutismus ankündigten » **... (40-41) et, plus loin, il fulmine contre les « Utopien », contre le « Bakunismus », tout à fait dans l'esprit de Kolb, Heine, Südekum et Legien !! Mais l'exemple de la Russie démasque Axelrod avec une évidence toute particulière. De 1901 à 1905, il s'est passé quatre années, et, en 1901, personne ne pouvait jurer que la révolution en Russie (la première révolution contre l'absolutisme) éclaterait quatre ans plus tard. La situation de l'Europe est exactement la même en ce qui concerne la révolution socialiste. Personne ne peut jurer que la première révolution de ce genre surviendra d'ici quatre ans. Mais qu'une situation révolutionnaire *existe*, c'est un fait qui a été prédit en 1912 et qui s'est produit en 1914. Et il est incontestable que les manifestations d'ouvriers et de citadins affamés en Russie et en Allemagne en 1914, elles aussi « ankündigen das Herannahen entscheidender Kämpfe » ***. Les socialistes

* agira (contre les gouvernements en cas de danger de guerre) « et soulèvera une tempête révolutionnaire »... « Le prélude de la révolution socialiste » (14). (*N.R.*)

** tout à fait à la Kautsky : la tactique des « actions révolutionnaires de masse !... pourrait encore trouver quelque justification si nous étions immédiatement à la veille de la révolution sociale, comme ce fut le cas par exemple en Russie, où les manifestations d'étudiants de 1901 annonçaient l'approche de combats décisifs contre l'absolutisme ». (*N.R.*)

*** « annoncent l'approche de combats décisifs ». (*N.R.*)

ont pour devoir immédiat et absolu de soutenir et de développer *ces* manifestations et les « actions révolutionnaires de masse » de toute sorte (grèves économiques et politiques, mouvement dans l'armée jusqu'à l'insurrection et à la guerre civile), de leur donner des mots d'ordre clairs, de créer une organisation et une presse illégales, sans lesquelles il est *impossible* d'appeler les masses à la révolution, de les aider à prendre conscience de sa nécessité et à s'organiser pour la faire aboutir. C'est précisément de cette façon qu'agirent les social-démocrates en Russie en 1901, avant le « Am Vorabend » * de la révolution bourgeoise (qui commença en 1905, mais n'est pas encore terminée, même en 1915). C'est précisément de cette manière que doivent agir les social-démocrates en Europe en 1914-1915, « am Vorabend » der sozialistischen Revolution **. Les révolutions ne naissent jamais toutes prêtes, elles ne sortent pas de la tête de Jupiter, elles n'éclatent pas d'un seul coup. Elles sont toujours précédées de tout un processus d'effervescence, de crises, de mouvements, de révoltes, de *début* de révolution, et ce début ne se développe *pas toujours* jusqu'à son terme (par exemple, si la classe révolutionnaire est faible). Axelrod invente des faux-fuyants pour détourner les social-démocrates de leur *devoir*, qui est d'aider au progrès des mouvements révolutionnaires déjà commencés dans une situation révolutionnaire déjà existante. Axelrod prend la défense de la tactique de David et des fabiens, en dissimulant simplement son opportunisme sous des phrases de gauche.

« Den Weltkrieg in einen Bürgerkrieg umwandeln zu wollen wäre Wahnsinn gewesen » ***, écrit le chef des opportunistes E. David (*Die Sozial-demokratie im Weltkrieg*, Brl. 1915, S. 172 ****), en se dressant contre le manifeste du Comité central de notre P.O.S.D.R., publié le 1/XI 1914, qui avait lancé ce mot d'ordre en ajoutant : « Wie gross die Schwierigkeiten dieser Umwandlung zur gegebenen

---

* « à la veille ». (*N.R.*)

** « à la veille » de la révolution socialiste. (*N.R.*)

*** Il eût été insensé de vouloir transformer la guerre mondiale en guerre civile. (*N.R.*)

**** *La social-démocratie dans la guerre nationale*, Berlin 1915, p. 172. (*N.R.*)

Zeit auch sein mögen, — die Sozialisten werden niemals ablehnen, die Vorarbeiten in der bezeichneten Richtung *systematisch, unbeugsam* und energisch auszuführen, falls der Krieg zur Tatsache geworden ist * (zitiert bei David. S. 171). Notons qu'un mois avant la parution du livre de David (1/V 1915), notre Parti a publié (n° 40 du *Social-Démocrate*, 29/III) des résolutions sur la guerre ; voici comment on y définissait les « initiatives » systématiques « visant à transformer la guerre impérialiste en guerre civile » : 1) refus de voter les crédits militaires, etc. ; 2) rupture de la « Burgfrieden » ** ; 3) création d'une organisation illégale ; 4) soutien de la fraternisation des soldats dans les tranchées ; 5) soutien de toute espèce d'actions révolutionnaires de masse du prolétariat en général.

O, courageux David ! En 1912, il ne trouvait pas « insensée » la référence à l'exemple de la Commune de Paris. En 1914, il reprend, en chœur avec la bourgeoisie : « insensé » !!

Le jugement porté sur la tactique révolutionnaire par Plékhanov, représentant typique des social-chauvins de la « Quadruple Entente », est absolument conforme à celui de David. Il a qualifié l'idée de ***... précisément de « Vorabend » de la révolution sociale, à compter duquel il peut s'écouler quatre années, ou davantage, avant les « entscheidende Kämpfe **** ». Ce sont là précisément les germes, faibles encore, mais des germes tout de même, de la « révolution prolétarienne » dont parlait le Manifeste de Bâle, et qui ne deviendra *jamais* puissante d'un seul coup, mais passera nécessairement par des stades correspondant à des germes relativement *faibles*.

Soutenir, développer, étendre, accentuer les actions révolutionnaires de masse et le mouvement révolutionnaire.

---

* « Si grandes que paraissent les difficultés de cette transformation à tel ou tel moment, les socialistes ne renonceront jamais à un travail de préparation *systématique*, *persévérant* et énergique dans cette direction, une fois que la guerre avait éclaté. » (*N.R.*)

** « paix civile ». (*N.R.*)

*** la page se termine à cet endroit. Quelques mots manquent au début de la page suivante du manuscrit. La suite de l'article est inédite. (*N.R.*)

**** les combats décisifs. (*N.R.*)

Créer une organisation illégale pour mener la propagande et l'agitation dans ce sens, pour aider les masses à prendre conscience du mouvement et de ses tâches, de ses moyens et de ses objectifs. C'est à ces deux points que se ramène forcément tout programme d'action pratique de la social-démocratie durant cette guerre. Tout le reste n'est que phrase opportuniste, contre-révolutionnaire, quel que soit le camouflage « de gauche », pseudo-marxiste, pacifiste, dont elle puisse se parer.

Et si l'on nous objecte, comme le font habituellement les routiniers de la IIe Internationale : ô, ces procédés « russes » !! (*Die russische Taktik*, — Kap. VIII bei David) *, nous répondrons simplement en citant les faits. Le 30.X.1915, à Berlin, quelques centaines (einige Hundert) de femmes ont manifesté devant le Parteivorstand et lui ont déclaré par l'entremise d'une délégation : « Die Verbreitung von *unzensierten Flugblättern und Druckschriften* und die Abhaltung *nicht genehmigter Versammlungen* wäre bei dem grossen Organisationsapparat heute leichter möglich als zur Zeit des Sozialistengesetzes. Es fehlt nicht an Mitteln und Wegen, sondern offensichtlich an dem Willen » (souligné par moi) (*Berner Tagwacht* n° 271) **.

Ces travailleuses berlinoises ont été probablement dévoyées par le manifeste « bakouniniste » et « aventurier », « sectaire » (siehe Kolb & Cie ***) et « insensé », lancé le 1er novembre par le Comité central du Parti russe.

Ecrit à la fin de 1915 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1924 dans le n°5 (28) de la revue « Prolétarskaïa Révolutsia »

---

* *La tactique russe*, chap. VIII chez David. (*N.R.*)

** « Maintenant qu'il existe un vaste appareil d'organisation, il serait plus facile de diffuser *des brochures et des tracts illégaux* et de tenir *des réunions non autorisées* qu'au moment de la loi d'exception contre les socialistes. Ni l'argent ni les moyens ne font défaut, mais ce qui manque visiblement, c'est une volonté suffisante. » (*N.R.*)

*** Cf. Kolb et Cie. (*N.R.*)

NOTES

[1] *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne* : thèses sur la guerre, écrites par Lénine au plus tard le 24 août (6 septembre) 1914, lorsqu'il arriva à Berne (Suisse), venant de Poronin (Galicie). Ces thèses furent discutées à la conférence du groupe bolchévik de Berne entre le 24 et le 26 août (le 6 et le 8 septembre) ; elles furent adoptées et expédiées, en tant que résolution du groupe, aux autres sections bolchéviques à l'étranger. Pour des raisons de sécurité, la copie faite par N. Kroupskaïa porte cette mention : « Copie d'un appel édité au Danemark. »

Les thèses furent envoyées clandestinement en Russie pour être discutées par les membres du Comité central du Parti, résidant en Russie, les organisations du Parti et la fraction bolchévique de la Douma.

Par l'intermédiaire des social-démocrates suisses, les thèses furent également transmises à la conférence socialiste italo-suisse qui se tint le 27 septembre 1914 à Lugano (Suisse) et qui s'en inspira largement dans sa résolution.

Ayant appris que les thèses avaient été approuvées en Russie, Lénine les remania pour en faire un manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. : *La guerre et la social-démocratie russe* (voir le présent tome, pp. 19-28).

L'introduction aux thèses, intitulée : *La social-démocratie russe et la guerre européenne* et rédigée par Lénine sur une feuille séparée, a été retrouvée ultérieurement et est publiée pour la première fois dans les Œuvres.—P. 9.

[2] E. Vandervelde en Belgique, J. Guesde, M. Sembat et A. Thomas en France étaient entrés dans des ministères bourgeois.—P. 10.

[3] *Sozialistische Monatshefte* [Cahiers socialistes mensuels], revue, principal organe des opportunistes de la social-démocratie allemande, un des organes de l'opportunisme international. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), défendit les positions du social-chauvinisme ; parut à Berlin de 1897 à 1933.—P. 11.

[4] Voir l'article de Lénine : « Du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe », ainsi que la « Note de la rédaction du « Social-Démocrate » à propos du Manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. sur la guerre » (voir le présent tome, pp. 351-355, 356).—P. 12.

[5] « *Avanti !* » [En Avant !], quotidien, organe central du Parti socialiste italien, fondé en décembre 1896. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), adopta une position internationaliste inconséquente en ne rompant pas ses liens avec les réformistes. Actuellement, organe central du Parti socialiste italien.—P. 14.

[6] *Südekum*, Albert—social-démocrate allemand ; pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918) fut un social-chauvin acharné. Son nom est devenu un terme générique désignant les social-chauvins. — P. 15.

[7] « *Volksrecht* » [le Droit du peuple], quotidien, organe du Parti social-démocrate suisse, publié à Zurich depuis 1898. Pendant la guerre mondiale impérialiste (1914-1918), passa des articles de zimmerwaldiens de gauche. Publia les articles de Lénine : « Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich », « Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe », « Les manœuvres des chauvins républicains », etc. Ce journal paraît encore aujourd'hui ; il a une position anticommuniste et antidémocratique. — P. 15.

[8] « *Bremer Bürger-Zeitung* » [Journal civil de Brême], quotidien, organe du groupe des social-démocrates allemands de Brême. Parut de 1890 à 1919 ; en 1914-1915, fut pratiquement l'organe des social-démocrates de gauche allemands ; en 1916, passa aux mains des kautskistes. — P. 15.

[9] « *Vorwärts* » [En Avant!], quotidien, organe central de la social-démocratie allemande ; parut à partir de 1876, sous la direction notamment de W. Liebknecht. Engels y mena la lutte contre toutes les manifestations de l'opportunisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, le *Vorwärts* publia régulièrement les articles des opportunistes, qui prédominaient au sein de la social-démocratie allemande et dans la IIe Internationale. Au cours de la guerre impérialiste (1914-1918), le *Vorwärts* adopta une position social-chauvine. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, il devint l'un des centres de la propagande antisoviétique ; il parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 15.

[10] *Wiener* « *Arbeiter-Zeitung* » [« Journal ouvrier » de Vienne], quotidien, organe central de la social-démocratie autrichienne ; parut à Vienne à partir de 1889 ; au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), adopta une position social-chauvine. Lénine l'appelait le journal des « traîtres viennois au socialisme ». Interdit en 1934, il reprit sa parution en 1945 en tant qu'organe central du Parti socialiste autrichien. — P. 15.

[11] « *Hamburger Echo* » [l'Echo de Hambourg], journal quotidien de la social-démocratie allemande ; parut à partir de 1887 ; au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), eut une position social-chauvine. — P. 15.

[12] « *L'Humanité* », quotidien, fondé par Jaurès en 1904, ancien organe du Parti socialiste français. Au cours de la guerre impé-

rialiste mondiale (1914-1918), ce journal se trouva aux mains de l'extrême droite du Parti socialiste français et eut une position social-chauvine. Peu après la scission du Parti socialiste au congrès de Tours, en décembre 1920, et la formation du Parti communiste français, il devint l'organe de ce dernier ; actuellement, organe central du Parti communiste français. — P. 15.

[13] Lénine fait allusion à l'appel au peuple allemand lancé par les délégations française et belge du Bureau socialiste international. Cet appel fut publié dans *L'Humanité* du 6 septembre 1914. Les socialistes belges et français y accusaient le gouvernement allemand d'avoir des visées de conquête et les soldats allemands d'avoir commis des atrocités dans les régions occupées. Le 10 septembre 1914, la direction du Parti social-démocrate allemand publia dans le *Vorwärts* une protestation contre cet appel. Il s'ensuivit une polémique de presse entre les social-chauvins français et allemands. — P. 15.

[14] Lénine se réfère ici à la résolution du groupe bolchévik adoptée à la conférence de Berne qui se tint du 24 au 26 août (du 6 au 8 septembre) 1914 (voir le présent tome, pp. 9-13). — P. 16.

[15] « *Die Neue Zeit* » [Temps nouveaux], revue de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Publia quelques articles d'Engels entre 1885 et 1895. Ce dernier donnait fréquemment des conseils à la rédaction de la revue et la critiquait sévèrement pour ses altérations du marxisme. A partir de 1895, après la mort d'Engels, elle faisait paraître régulièrement les articles des révisionnistes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue adopta une position centriste, kautskiste, et soutint les social-chauvins. — P. 17.

[16] Le *Congrès de Stuttgart de la IIe Internationale* se tint du 18 au 24 août 1907. Le P.O.S.D.R. y fut représenté par 37 délégués comprenant, parmi les bolchéviks, Lénine, Lounatcharski, Litvinov, etc.

Le travail du congrès se fit essentiellement dans les commissions, chargées d'élaborer les projets de résolutions pour les séances plénières. Lénine participa à la commission qui rédigea la résolution sur « Le militarisme et les conflits internationaux ». Avec Rosa Luxembourg, il apporta au projet de résolution de Bebel l'amendement historique sur le devoir pour les socialistes d'utiliser la crise ouverte par la guerre pour soulever les masses et renverser le capitalisme ; cet amendement fut adopté par le congrès. (Sur le congrès, voir les articles de Lénine « Le congrès socialiste international de Stuttgart », Œuvres, tome 13.) — P. 25.

[17] Le *Congrès de Copenhague de la IIe Internationale* se tint du 28 août au 3 septembre 1910. Le P.O.S.D.R. y était représenté notamment par Lénine, Plékhanov, Lounatcharski, Kollontaï, I. Pokrovski. Plusieurs commissions furent constituées en vue de la discussion préalable et de l'élaboration de résolutions sur les différentes

questions. Lénine participa aux travaux de la commission des coopératives.

La résolution sur *La lutte contre le militarisme et la guerre* adoptée par le congrès, confirma celle du congrès de Stuttgart sur *Le militarisme et les conflits internationaux* et formula un certain nombre de revendications que les députés socialistes devaient défendre au sein des Parlements dans la lutte contre la guerre ; 1) arbitrage international obligatoire pour tous les conflits entre Etats ; 2) désarmement général ; 3) abolition de la diplomatie secrète ; 4) autonomie de tous les peuples et protection des peuples contre les agressions militaires et les persécutions. — P. 25.

[18] Le *Congrès de Bâle de la IIe Internationale* se tint les 24 et 25 novembre 1912. Ce fut un congrès extraordinaire, convoqué en raison de la guerre balkanique et de la guerre européenne menaçante. Il adopta un manifeste où il soulignait le caractère impérialiste de la guerre mondiale imminente et appelait les socialistes de tous les pays à lutter activement contre la guerre (sur le Manifeste de Bâle, voir le présent tome, pp. 210-220 et 318). — P. 25.

[19] *Cadets* (« Parti démocratique constitutionnel ») — principal parti de la bourgeoisie impérialiste en Russie, formé en octobre 1905. Les cadets se donnaient le nom de parti de la « liberté du peuple »; en réalité, ils voulaient conclure un marché avec l'autocratie pour conserver le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Dès le début de la guerre impérialiste (1914-1918), ils exigèrent la « guerre jusqu'au bout ». Après la révolution de Février, à la suite d'une transaction avec les dirigeants menchéviks et socialistes-révolutionnaires du Soviet de Pétrograd, ils occupèrent une situation dominante au sein du Gouvernement provisoire bourgeois et appliquèrent une politique contre-révolutionnaire antipopulaire. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, ils jouèrent le rôle d'agents et de mercenaires de l'impérialisme étranger et organisèrent les forces contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays. Lénine qualifia le parti des cadets d'état-major général de la contre-révolution en Russie. — P. 26.

[20] *Populistes* — partisans d'un courant petit-bourgeois dans le mouvement révolutionnaire russe, et qui a surgi dans les années 60-70 du XIXe siècle. Les populistes voulaient abolir l'autocratie et transmettre à la paysannerie les terres des propriétaires fonciers. Ils niaient la nécessité du développement en Russie de rapports capitalistes et du prolétariat, et pour cette raison, ils considéraient la paysannerie comme la principale force révolutionnaire, et la communauté rurale comme l'embryon du socialisme. Aussi, les populistes allaient-ils dans les campagnes (« dans le peuple ») pour entraîner les paysans dans la lutte contre l'autocratie. Ils avaient une conception erronée du rôle de la lutte de classe dans l'évolution historique : ils pensaient que l'histoire était l'œuvre de héros suivis par les masses populaires passives. Dans la lutte contre le tsarisme, les populistes appliquaient la tactique de la terreur individuelle. Dans les années 1880-1890, les populistes s'engagèrent dans la voie de la réconciliation avec

le tsarisme ; ils étaient les porte-parole des intérêts des koulaks et menaient une lutte acharnée contre le marxisme. — P. 26.

[21] *Socialistes-révolutionnaires* (S.-R.) — parti petit-bourgeois fondé en 1902 en Russie, à la suite de l'unification de différents cercles et groupes populistes. Le programme adopté en 1905 au premier congrès de ce parti était un amalgame de l'ancien populisme et d'un marxisme révisé et falsifié. Les S.-R. niaient les différences de classe entre le prolétaire et le petit propriétaire et, estompant les contradictions de classe au sein de la paysannerie, répudiaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, l'idée de la dictature du prolétariat. Les S.-R. réclamaient la « socialisation de la terre » sous le régime capitaliste ; cette revendication utopique était leur mot d'ordre concernant le mouvement de la paysannerie. Les S.-R. qui prêchaient l'idée subjective des « héros » actifs et de la « foule » passive, tenaient la terreur pour la principale méthode de lutte portant ainsi un grave préjudice au mouvement révolutionnaire des masses. Au cours de la révolution de 1905-1907, ils se comportèrent comme des démocrates bourgeois. En 1906, les S.-R. de droite constituèrent le « Parti populaire socialiste du travail », à demi cadet, et formèrent un bloc avec les cadets. Pendant la première guerre mondiale, les S.-R. adoptèrent la position du social-chauvinisme. Après la victoire de la révolution de Février, trois groupements s'affirmèrent au sein du parti : les S-.R. de droite (E. Brechko-Brechkovskaïa et Kérenski en tête), les centristes (V. Tchernov en tête) et les S.-R. de gauche (M. Spiridonova en tête). Les leaders des S.-R. de droite et des centristes entrèrent dans le Gouvernement provisoire bourgeois, appliquèrent la politique des cadets, prirent part à la préparation du complot de Kornilov qui avait pour objet l'instauration en Russie d'une dictature monarchique militaire. Le groupe de Spiridonova forma l'aile gauche qui se constitua au congrès de novembre 1917 en un parti indépendant, le parti des S.-R. « de gauche ». Au lendemain de la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre, les S.-R. se livrèrent à une activité contre-révolutionnaire, subversive, s'engagèrent dans les armées des interventionnistes et participèrent aux gouvernements des gardes blancs, suppôts des impérialistes étrangers. Après l'écrasement de l'intervention, ils poursuivirent leur activité hostile à l'Etat soviétique, à l'intérieur du pays et dans le camp des émigrés gardes blancs. S'efforçant de maintenir leur influence au sein des masses paysannes, les S.-R. « de gauche » entrèrent dans le premier gouvernement soviétique, en novembre 1917. La paix de Brest-Litovsk une fois ratifiée, ils quittèrent le Conseil des Commissaires du peuple ; en été 1918, ils organisèrent une émeute dans le but de provoquer la guerre avec l'Allemagne et de renverser le Gouvernement soviétique. Après l'écrasement de l'émeute, le parti des S.-R. « de gauche » commença à se désagréger. — P. 26.

[22] Le *British Socialist Party* [Parti socialiste britannique] fut fondé en 1911 à Manchester, après la fusion du Parti social-démocrate

avec les autres groupes socialistes. Le B.S.P. faisait sa propagande dans un esprit marxiste et était un parti « non opportuniste, *réellement* indépendant des libéraux » (Lénine, Œuvres, tome 19). Le petit nombre de ses adhérents et son manque de liaison avec les masses lui conféraient cependant un certain caractère sectaire.

Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), deux tendances se manifestèrent dans le parti : l'une, ouvertement social-chauvine, avec Hyndman ; l'autre, D. MacLean, internationaliste, avec A. Inkpin, F. Rothstein, W. Gallacher, etc. La tendance internationaliste comptait dans son sein des éléments hésitants qui eurent une position centriste dans un certain nombre de questions.

En février 1916, un groupe du B.S.P. fondait le journal *Call*, qui devait contribuer grandement au rassemblement des internationalistes. A cette époque, la conférence annuelle du B.S.P. qui se tint à Salford condamna la position social-chauvine de Hyndman et de ses partisans qui quittèrent le Parti. Le Parti socialiste de Grande-Bretagne acclama la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Les membres du B.S.P. jouèrent un rôle important dans le mouvement des travailleurs anglais pour la défense de la Russie soviétique contre l'intervention étrangère. En 1919, la plupart des organisations locales du parti (98 contre 4) se prononcèrent pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Le Parti socialiste de Grande-Bretagne, ainsi que le Groupe d'unité socialiste, jouèrent le rôle principal dans la fondation du Parti communiste de Grande-Bretagne. Au premier congrès d'unification de 1920, l'immense majorité des organisations locales du B.S.P. adhérèrent au parti communiste. — P. 30.

[23] *Independent Labour Party* [Parti travailliste indépendant d'Angleterre] fut fondé en 1893. Il était dirigé par James Keir Hardie, R. MacDonald, etc. Se prétendant indépendant, au point de vue politique, des partis bourgeois, ce Parti était en réalité « indépendant par rapport au socialisme, mais dépendant par rapport au libéralisme » (*Lénine*). Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), il commença par publier un manifeste contre la guerre (13 août 1914). Puis, en février 1915, à la conférence de Londres des socialistes des pays de l'Entente, les indépendants s'associèrent à la résolution social-chauvine adoptée par la conférence. A partir de ce moment, les leaders des indépendants, sous le couvert de phrases pacifistes, se tinrent sur des positions social-chauvines. Après la fondation de l'Internationale communiste en 1919, ils décidèrent, sous la pression des masses du Parti qui avaient évolué vers la gauche, de quitter la IIe Internationale. En 1921, ils adhérèrent à l'Internationale dite II½. Après la dissolution de cette dernière, ils réintégrèrent les rangs de la IIe Internationale. En 1921, l'aile gauche de l'I.L.P. se détacha du parti et adhéra au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 30.

[24] *Parti socialiste italien*. Fondé en 1892. Pendant la première guerre mondiale, avait une position anti-impérialiste. Ses représentants

prirent part aux conférences mondiales des internationalistes de Zimmerwald et de Kienthal où ils se rallièrent à la majorité centriste. Sous l'influence de la poussée révolutionnaire dans le pays et de la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, l'aile gauche du P.S.I., formée pendant la première guerre mondiale, se renforça. En octobre 1919, le XVIe congrès du Parti, réuni à Bologne, décida d'adhérer à l'Internationale communiste et envoya ses délégués au IIe Congrès de l'I.C. (le chef de la délégation était G. Serrati). Etant centriste, le délégué Serrati s'éleva après le congrès contre la rupture avec les réformistes. En janvier 1921, au XVIIe congrès du parti, à Livourne, les centristes dirigés par Serrati et qui avaient la majorité au congrès refusèrent de rompre avec les réformistes et de reconnaître pleinement les « 21 conditions » d'admission à l'Internationale communiste. Le 21 janvier 1921, les délégués de gauche (A. Gramsci et d'autres) quittèrent le congrès et formèrent le Parti communiste italien. Les réformistes, qui étaient à la tête du P.S.I., ne dirigèrent pas la lutte de la classe ouvrière contre le fascisme, ce qui facilita pratiquement l'arrivée au pouvoir de Mussolini en 1922. A la fin de 1922, surgit au sein du Parti socialiste italien une nouvelle fraction de gauche, les partisans de la IIIe Internationale (Serrati, Lazzari et d'autres) qui se prononçaient pour la fusion avec le Parti communiste italien, réalisée en août 1924. Pendant la dictature fasciste, il se constitua au sein du P.S.I. une aile gauche influente. A partir de 1934, le Parti socialiste réalisait l'unité d'action avec le Parti communiste dans la lutte pour les intérêts des travailleurs. Cette unité, qui permit aux deux partis de remporter de grands succès, fut une conquête importante du mouvement ouvrier italien. En janvier 1947, le groupe de droite dirigé par Sarragate abandonna le P.S.I. pour former ce que l'on appelle le « Parti Socialiste des travailleurs italiens ». En 1949, le Parti S.I. a exclu de ses rangs le groupe de droite dirigé par Romita. En 1952, les deux groupes ont fondé le « Parti social-démocrate italien ». Les éléments réformistes réunis dans cette organisation s'efforcent de saper la politique d'unité d'action entre le Parti socialiste et le Parti communiste, de semer la discorde dans le mouvement ouvrier italien.

En 1956, le Parti socialiste italien a dénoncé le pacte d'unité d'action avec le Parti communiste. Le XXXIIe congrès du P.S.I., réuni en février 1957, a déclaré à propos de l'unité d'action avec les communistes : « Les rapports entre les socialistes et les communistes sont fondés sur la solidarité de classe et la conscience de la responsabilité commune devant les travailleurs, en dehors de toute espèce de pacte sur l'unité ou sur des consultations réciproques. »

Le XXXIIIe congrès du Parti socialiste, tenu en janvier 1959, et qui a confié la direction du parti à un courant de droite, les « autonomistes » (Nenni), s'est prononcé pour la « solution de tous les problèmes concernant les relations entre socialistes et communistes en dehors de toute espèce d'union... » La résolution du congrès confirme la nécessité de l'unité dans les syndicats, les coopératives, les organisations de masse, les municipalités. — P. 31.

[25] Voir le présent tome, p. 345. — P. 31.

[26] « *Goloss* » [la Voix], quotidien menchéviko-trotskiste ; parut à Paris de septembre 1914 à janvier 1915 ; avait une position centriste. Au début de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), le *Goloss* publia des articles de Martov contre les social-chauvins. Martov s'étant ensuite rallié à la droite, le journal défendit toujours davantage les social-chauvins, préférant « l'unité avec les social-chauvins au rapprochement avec les adversaires intransigeants du social-chauvinisme » (Lénine). A partir de janvier 1915, le *Goloss* céda la place à *Naché Slovo*. — P. 31.

[27] Des notes sur la conférence de Lénine avaient paru dans le n° 308 du *Vorwärts* du 10 novembre et dans le n° 309 de la *Wiener « Arbeiter-Zeitung »* du 7 novembre 1914. A la suite de la lettre de Lénine, la rédaction du *Vorwärts* passa le 22 novembre 1914 un entrefilet indiquant que, dans sa conférence, Lénine avait critiqué la position de la social-démocratie allemande et autrichienne et porté un jugement sur la faillite de la IIe Internationale. —P. 36.

[28] Lénine commença à rédiger l'article « Karl Marx », destiné au dictionnaire encyclopédique de la Société des frères Granat, au printemps 1914, à Poronin (Galicie) ; il l'acheva en novembre 1914 à Berne (Suisse). Lorsque l'étude parut en brochure, en 1918, Lénine indiqua de mémoire, dans la préface, l'avoir écrit en 1913.

L'article parut dans le dictionnaire en 1915, sous la signature de V. Iline, avec un appendice intitulé « Bibliographie du marxisme ». En raison de la censure, la rédaction supprima deux chapitres : « Le socialisme » et « La tactique de la lutte de classe du prolétariat », et apporta au texte un certain nombre de modifications.

En 1918, les éditions « Priboï » publièrent l'ouvrage en brochure, avec une préface de Lénine, en reprenant le texte du dictionnaire, mais sans l'appendice bibliographique.

Le texte intégral a été publié pour la première fois d'après le manuscrit en 1925, dans le recueil *Marx, Engels, marxisme*, établi par l'Institut Lénine près le Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. — P. 37.

[29] Allusion à une formule de Marx dans son ouvrage *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. — P. 41.

[30] Voir lettre de Marx à Engels en date du 9 avril 1863. — P. 70.

[31] Voir lettre d'Engels à Marx en date du 5 février 1851. — P. 71.

[32] Voir lettre d'Engels à Marx en date du 7 octobre 1858. — P. 71.

[33] Voir lettres d'Engels à Marx en date du 8 avril 1863, de Marx à Engels, du 9 avril 1863 et du 2 avril 1866. — P. 71.

[34] Voir lettre d'Engels à Marx du 19 novembre 1869 et du 11 août 1881. — P. 72.

[35] K. Marx et F. Engels. *Œuvres choisies* en 2 volumes (éd. russe), tome 1, 1952, p. 43. — P. 72.

[36] Voir lettre de Marx à Engels du 16 avril 1856. — P. 73.

[37] Voir lettres d'Engels à Marx du 27 janvier 1865 et du 5 février 1865. — P. 73.

[38] *La loi d'exception contre les socialistes* fut promulguée en Allemagne en 1878. Cette loi interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière, les publications socialistes. Elle marqua le début d'une campagne de répressions contre les social-démocrates. Sous la poussée du mouvement des masses ouvrières, cette loi fut abrogée en 1890. — P. 74.

[39] *Le groupe « Libération du Travail »* — premier groupe marxiste russe, fondé par G. Plékhanov à Genève, en 1883. En faisaient partie P. Axelrod, V. Zassoulitch, L. Deutch et V. Ignatov. Le groupe avait pour but de propager en Russie le socialisme scientifique, de critiquer le populisme et d'analyser les événements russes à la lumière du marxisme. Il a publié en russe et largement diffusé dans le pays les principaux travaux de Marx et d'Engels (*Le Manifeste du Parti communiste*, *Travail salarié et capital*, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, *Ludwig Feuerbach*, etc.). Il a publié également les travaux de G. Plékhanov qui ont éduqué des générations de marxistes russes (*Le socialisme et la lutte politique*, *Nos divergences*, etc.). Dans le programme des social-démocrates russes (premier et deuxième projets, de 1884 et de 1887), le groupe a commis une série d'erreurs (reconnaissance de la terreur individuelle, négation du rôle révolutionnaire de la paysannerie, surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale, etc.). Tout en appréciant hautement les mérites de G. Plékhanov et de son groupe, Lénine indique que la « Libération du Travail » « s'est bornée à fonder théoriquement la social-démocratie et a fait le premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier ». Le groupe cessa d'exister après le IIe Congrès du P.O.S.D.R. (1903). —P. 76.

[40] Voir lettre de Marx à Sorge en date du 19 septembre 1879. — P. 88.

[41] *Millerandisme*, courant opportuniste, qui tire son nom de celui du « socialiste » français Millerand, lequel entra en 1899 dans un gouvernement bourgeois réactionnaire et aida la bourgeoisie à appliquer sa politique.

La question de la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois fut débattue en 1900, au congrès de Paris de la IIe Internationale. Le congrès adopta la résolution conciliatrice proposée par Kautsky, qui condamnait la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois, mais l'admettait dans le cas de circonstances « extraordinaires ». Les socialistes français se servirent de cette réserve pour justifier leur entrée dans le gouvernement de la bourgeoisie impérialiste au début de la guerre de 1914-1918. — P. 94.

[42] *Bernsteiniade* (bernsteinisme), courant hostile au marxisme dans

la social-démocratie internationale, né en Allemagne à la fin du XIXe siècle et ainsi désigné d'après le nom du social-démocrate allemand Edouard Bernstein. Bernstein revisait la doctrine révolutionnaire de Marx dans l'esprit du libéralisme bourgeois. Il eut pour partisans en Russie les « marxistes légaux », les « économistes », les bundistes et les menchéviks. — P. 94.

[43] « *Iskra* » [l'Etincelle] — premier journal marxiste illégal, pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900. Le premier numéro parut à Leipzig, les suivants à Munich, à partir d'avril 1902 à Londres et à partir du printemps 1903 à Genève. L'*Iskra* prépara le rassemblement du Parti sur le plan idéologique et d'organisation. Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation, la rédaction de l'*Iskra* élabora un projet de programme du parti et prépara le IIe Congrès du P.O.S.D.R. tenu en juillet-août 1903. Dans les colonnes de l'*Iskra*, Lénine et ses partisans menèrent la lutte pour le marxisme révolutionnaire, contre les « économistes », contre toutes les manifestations d'opportunisme dans le mouvement ouvrier international, contre les révisionnistes au sein de la social-démocratie de Russie et d'Occident. Le IIe Congrès du P.O.S.D.R. nota dans une décision spéciale le rôle exceptionnel de l'*Iskra* dans la lutte pour le Parti et déclara que ce journal était l'organe central du P.O.S.D.R. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R, les menchéviks s'en emparèrent avec l'aide de Plékhanov et en firent leur organe fractionnel à partir du n° 52. Depuis lors, on distingue la nouvelle *Iskra* menchévique, opportuniste, et l'ancienne *Iskra* léniniste, bolchévique. — P. 94.

[44] La *Montagne* et la *Gironde*, noms de deux groupements politiques de la bourgeoisie au cours de la révolution bourgeoise française de la fin du XVIIIe siècle. On appelait Montagne, ou Jacobins, les représentants les plus résolus de la classe révolutionnaire de l'époque, la bourgeoisie, qui estimaient nécessaire de détruire l'absolutisme et le régime féodal. A la différence des Jacobins, les Girondins hésitaient entre la révolution et la contre-révolution et pratiquaient une politique de compromis avec la monarchie. Lénine qualifiait de « Gironde socialiste » le courant opportuniste au sein de la social-démocratie, et de « Jacobins prolétariens », de « Montagne », les social-démocrates révolutionnaires. Après la scission du P.O.S.D.R. en bolchéviks et menchéviks, Lénine souligna à maintes reprises que les menchéviks représentaient le courant girondin dans le mouvement ouvrier. — P. 94.

[45] *Ivan Ivanovitch et Ivan Nikiforovitch.* Personnages d'une nouvelle de Gogol *Comment Ivan Ivanovitch s'est brouillé avec Ivan Nikiforovitch.* Deux propriétaires fonciers se disputèrent pour une peccadille, mais cette querelle se transforma en un procès interminable. Ces noms sont devenus communs dans la langue russe. — P. 95.

[46] *Bureau socialiste international* (B.S.I.), organisme exécutif de la IIe Internationale ; créé sur décision du congrès de Paris en 1900 ; à partir de 1905, Lénine en fit partie comme représentant du P.O.S.D.R. — P. 97.

[47] *Conseil de la noblesse unifiée* — organisation contre-révolutionnaire des propriétaires fonciers, fondée en mai 1906. Exerçait une grande influence sur la politique du gouvernement tsariste. Lénine le qualifiait de « Conseil des esclavagistes unifiés ». — P. 99.

[48] *Radichtchev A. N.* (1749-1802) — écrivain et révolutionnaire russe. Dans son célèbre ouvrage *Voyage de Pétersbourg à Moscou*, il fut le premier à se dresser ouvertement contre le régime féodal de la Russie tsariste. Sur l'ordre de Catherine II, il fut condamné pour cette raison à la peine capitale commuée en un exil de 10 ans en Sibérie. Amnistié, mais menacé de nouvelles persécutions par le gouvernement tsariste, il se suicida. Lénine considérait Radichtchev comme un éminent représentant progressiste du peuple russe. — P. 99.

[49] *Décembristes* — révolutionnaires russes issus de la noblesse. Déclenchèrent une insurrection armée contre l'autocratie en décembre 1825 (d'où l'origine du mot décembristes). — P. 99.

[50] Lénine cite un passage du roman de Tchernychevski, *Prologue*. — P. 99.

[51] *Pourichkévitch V. N.* — grand propriétaire foncier, monarchiste, ultra-réactionnaire. — P. 101.

[52] Allusion au fait suivant : au congrès du Parti social-démocrate suédois à Stockholm, le 23 novembre 1914, le représentant du Comité central du P.O.S.D.R., en transmettant le salut du Comité central, parla du social-chauvinisme des chefs de la social-démocratie allemande, des autres partis européens et de leur trahison à la cause du prolétariat. Branting, chef de l'aile droite de la social-démocratie suédoise, proposa d'exprimer des regrets au sujet du passage stigmatisant le comportement de la social-démocratie allemande. Höglund, qui dirigeait à l'époque l'aile gauche de la social-démocratie suédoise, se prononça contre la proposition de Branting, qui fut cependant adoptée par le congrès.

Le n° 36 du *Social-Démocrate* publia le 9 janvier 1915 un compte rendu des travaux du Congrès. — P. 104.

[53] *C.O.* ou Comité d'organisation, centre dirigeant des menchéviks ; constitué en 1912, à la conférence d'août des menchéviks-liquidateurs et de tous les groupes et courants antiparti ; fonctionna jusqu'à l'élection du Comité central du parti menchévik en août 1917.

Bélénine : A. Chliapnikov. — P. 104.

[54] « *Le Social-Démocrate* », journal illégal, organe central du P.O.S.D.R.; parut de février 1908 à janvier 1917; il y eut 58 numéros. Le premier parut en Russie et les suivants à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. Conformément à une décision du Comité central du P.O.S.D.R., la rédaction était composée de représentants des bolchéviks, des menchéviks et des social-démocrates polonais.

Plus de 80 articles et notes de Lénine parurent dans *le Social-Démocrate*. Au sein de la rédaction, Lénine lutta pour une ligne

bolchévique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) avait une attitude conciliatrice envers les liquidateurs et tentait de faire échec à l'application de la ligne léniniste. Les menchéviks Martov et Dan, membres de la rédaction, sabotaient le travail du journal et, en même temps, défendaient ouvertement le courant liquidateur dans leur organe fractionnel *Goloss Sotsial-démocrata* [la Voix du social-démocrate].

La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs aboutit au départ de Martov et de Dan, qui se retirèrent en juin 1911 de la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, le journal fut dirigé par Lénine. — P. 104.

[55] *Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », organisée en 1897. Groupait principalement les artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Les bundistes appliquaient une politique menchévique opportuniste. —P. 105.

[56] Lénine appelle « document » la réponse des liquidateurs de Pétersbourg (Potressov, Maslov, Tchérévanine, etc.) à un télégramme de Vandervelde, dans lequel celui-ci appelait les social-démocrates russes à ne pas s'opposer à la guerre. Dans leur réponse, les liquidateurs russes approuvèrent l'entrée des socialistes belges, français et anglais dans les gouvernements bourgeois et déclarèrent que, dans leur activité en Russie, ils ne s'opposaient pas à la guerre. — P. 108.

[57] « *Berner Tagwacht* » [la Sentinelle bernoise], quotidien, organe du Parti social-démocrate suisse, fondé à Berne en 1893. Au début de la première guerre mondiale, le journal publia des articles de K. Liebknecht, F. Mehring et d'autres social-démocrates de gauche. A partir de 1917, il commença à soutenir ouvertement les social-chauvins. Paraît encore aujourd'hui et défend des positions anticommunistes et antisoviétiques. — P. 109.

[58] Le Comité d'organisation (C.O.) des menchéviks avait annoncé qu'il publierait un organe de presse : *Otkliki* [les Echos], mais cette publication n'eut pas lieu. — P. 110.

[59] « *Mysl* » [la Pensée], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Paris de novembre 1914 à mars 1915. — P. 110.

[60] *Troudoviks* — « Groupe du Travail », groupe de démocrates petits-bourgeois, formé en avril 1906 par les députés paysans de la Ire Douma d'Etat. Cette fraction exista dans les quatre Doumas. Pendant la première guerre mondiale, elle avait une position chauvine. Après la Révolution démocratique bourgeoise de février, elle défendit les intérêts des koulaks et passa au camp de la contre-révolution en même temps que les « socialistes populaires ». — P. 110.

[61] Lénine fait allusion à la résolution *Sur les populistes*, rédigée par lui et adoptée par la conférence élargie du Comité central du P.O.S.D.R. qui se tint du 23 septembre au 1er octobre (du 6 au 14 octobre) 1913 au village de Poronin (non loin de Cracovie). Pour

des raisons de sécurité, cette conférence fut appelée conférence « d'été » ou « d'août ». La résolution a été publiée dans le tome 19 des Œuvres de Lénine. — P. 110.

[62] Lénine écrivit l'article « Quelle « unité » Larine a-t-il proclamée au congrès suédois ? » à la suite de l'intervention du menchévik I. Larine au congrès du Parti social-démocrate suédois le 23 novembre 1914 à Stockholm. Les 14 points des conditions d'unité cités par Lénine sont extraits d'un texte qu'il avait rédigé *Rapport du Comité central du P.O.S.D.R. et instructions à la délégation du Comité central à la conférence de Bruxelles* (voir Œuvres, tome 20, pp. 525-570). — P. 112.

[63] Le *Bloc du 3 juillet* (bloc de Bruxelles) fut conclu à la conférence « d'unification » de Bruxelles (16-18 juillet 1914), convoquée par le Comité exécutif du Bureau socialiste international en vue d'un échange d'opinions au sujet d'une réunification éventuelle du P.O.S.D.R. Etaient représentés à cette conférence : le Comité central du P.O.S.D.R. (bolchéviks) ; le Comité d'organisation (menchéviks) avec les organisations qui y adhéraient : le Comité régional du Caucase et le groupe *Borba* (trotskistes) ; la fraction social-démocrate de la Douma (menchéviks) ; le groupe « Edinstvo » de Plékhanov ; le groupe «Vpériod» ; le Bund ; les social-démocrates du territoire de Lettonie ; les social-démocrates de Lituanie ; les social-démocrates polonais ; l'opposition social-démocrate polonaise, le P.S.P. (« lévitsa »).

Bien que la conférence eût dû se limiter à un échange de vues et ne pas prendre de décisions obligatoires, la résolution de Kautsky sur l'unification du P.O.S.D.R. fut mise aux voix. Les bolchéviks et les social-démocrates lettons refusèrent de participer au vote sur cette résolution, qui fut cependant adoptée à la majorité. — P. 112.

[64] *Lévitsa* : aile gauche du Parti socialiste polonais (P.S.P.), parti nationaliste petit-bourgeois ; se constitua en fraction indépendante en 1906 après la scission du P.S.P. Sans rejeter entièrement le nationalisme, la « lévitsa » renonçait à un certain nombre de revendications nationalistes du P.S.P. et aux méthodes de lutte terroristes. Sur les questions de tactique, elle se rapprochait des menchéviks-liquidateurs russes et luttait avec eux contre les bolchéviks. Pendant la première guerre mondiale, la plupart de ses adhérents adoptèrent une position internationaliste et se rapprochèrent du Parti social-démocrate polonais, pour constituer finalement avec lui, en décembre 1918, le Parti ouvrier communiste de Pologne. — P. 112.

[65] « *Nacha Zaria* » [Notre Aurore], revue mensuelle légale des menchéviks-liquidateurs ; parut de 1910 à 1914 à Pétersbourg. C'est autour de cette revue que se constitua le centre des liquidateurs en Russie. — P. 112.

[66] « *Nacha Rabotchaia Gazéta* » [Notre Journal ouvrier], organe quotidien des menchéviks-liquidateurs, parut légalement à Pétersbourg de mai à juillet 1914. — P. 113.

[67] Allusion à la lutte des menchéviks-liquidateurs contre le Conseil des assurances, élu en mars 1914 par les ouvriers de Pétersbourg et qui était légal. Il comprenait des ouvriers dont la candidature avait été proposée par les bolchéviks (les « pravdistes »). Les menchéviks-liquidateurs appelaient les ouvriers à ne pas se soumettre aux décisions du Conseil des assurances. — P. 113.

[68] « *Les Assurances ouvrières* » [Strakhovanié Rabotchikh], revue des menchéviks-liquidateurs, parut à Pétersbourg de décembre 1912 à juin 1918. — P. 113.

[69] *Triple Entente* ou « Entente » : alliance militaire et politique de l'Angleterre, de la France et de la Russie, formée en 1907. — P. 115.

[70] Voir lettre d'Engels à Marx en date du 15 août 1870. — P. 116.

[71] Lénine fait allusion à une étude d'Engels *le Pô et le Rhin*. —P. 116.

[72] K. Marx. *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, Paris 1947, pp. 142-143. — P. 118.

[73] « *Nachê Slovo* » [Notre Parole], quotidien menchéviko-trotskiste ; parut à Paris de janvier 1915 à septembre 1916, en remplacement du *Goloss*.

La lettre de Lénine répond à une proposition de la rédaction de *Nachê Slovo* d'organiser en commun l'action contre le social-patriotisme, à l'occasion de la conférence des socialistes des pays de l'Entente qui devait avoir lieu à Londres. Lénine donna son accord, exposa un projet de déclaration à lire devant la conférence de Londres et critiqua la politique social-chauvine du Comité d'organisation menchévik et du Bund, à qui la rédaction de *Nachê Slovo* avait également proposé d'agir en commun. La rédaction de *Nachê Slovo* n'accepta pas le projet de Lénine et rédigea sa propre déclaration.

Après la conférence de Londres, la rédaction de *Nachê Slovo* proposa de nouveau au Comité central du P.O.S.D.R. la convocation d'une conférence unifiée des « internationalistes » en vue de définir leur attitude au sujet de la guerre et des social-chauvins. Dans sa réponse, en date du 10 (23) mars 1915 (voir le présent tome, pp. 164-167), Lénine formula un certain nombre de conditions de principe sur la base desquelles l'union des internationalistes véritables était possible. La rédaction de *Nachê Slovo* ayant pris la défense du Comité d'organisation et du Bund, Lénine ne poursuivit pas les négociations.

Les textes suivants de Lénine, inclus dans le présent tome, sont consacrés aux tentatives d'unification de *Nachê Slovo* qui se terminèrent, selon l'expression de Lénine, par une « faillite idéologique et politique » : « A propos de la conférence de Londres » (pp. 178-180) ; « Le problème de l'unification des internationalistes » (pp. 188-192) ; « La faillite de l'internationalisme platonique » (pp. 196-201) ; « De la situation dans la social-démocratie russe » (pp. 290-295) ; « Le socialisme et la guerre » (pp. 305-350). — P. 122.

[74] La *Conférence de Londres des socialistes* des pays de l'Entente eut lieu le 14 février 1915. Elle réunit des représentants des social-chauvins et des groupes pacifistes des partis socialistes d'Angleterre, de France et de Belgique et, pour la Russie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Bien que les bolchéviks n'eussent pas été invités, Litvinov (Maximovitch) fut chargé par Lénine de se présenter à la conférence pour y donner lecture de la déclaration du Comité central du P.O.S.D.R., rédigée à partir d'un projet de Lénine. La déclaration réclamait le retrait des socialistes des gouvernements bourgeois, la rupture complète avec les impérialistes, le refus de collaborer avec eux, une lutte énergique de chacun contre son propre gouvernement impérialiste et la condamnation du vote des crédits militaires. Litvinov fut interrompu et on lui retira la parole. Il quitta la conférence après avoir remis le texte de la déclaration au bureau.

Voir les articles de Lénine « Sur la conférence de Londres » et « A propos de la conférence de Londres », dans ce tome, pp. 129-131; 178-180. — P. 122.

[75] *Le 4 août 1914*, la fraction social-démocrate du Reichstag allemand vota les crédits de guerre exigés par le gouvernement de Guillaume II. — P. 127.

[76] *I. Gardénine* : V. Tchernov, chef du parti socialiste-révolutionnaire. — P. 128.

[77] *Ropchine* : le socialiste-révolutionnaire B. Savinkov. — P. 128.

[78] « *Sovrémennik* » [le Contemporain], revue mensuelle littéraire et politique ; parut à Pétersbourg de 1911 à 1915. Groupait des menchéviks-liquidateurs, des socialistes-révolutionnaires, des socialistes populaires et des libéraux de gauche. L'orientation de la revue, qui n'avait aucune liaison avec les masses ouvrières, était un amalgame de populisme et de marxisme, comme l'a indiqué Lénine en 1914. — P. 128.

[79] *Maximovitch* : M. Litvinov. — P. 130.

[80] « *Labour Leader* » [le Guide des ouvriers], hebdomadaire fondé en 1890 ; après la formation en 1893 du Parti travailliste indépendant d'Angleterre, de tendance opportuniste, il devint l'organe de ce dernier. Durant la première guerre mondiale, il adopta une position centriste. Prit le nom de *New Leader* [le Nouveau Guide] en 1922, et celui de *Socialist Leader* [le Guide socialiste] en 1946 .— P.131.

[81] L'article de Lénine « Sous un pavillon étranger » fut modifié par la rédaction du *Recueil* des éditions « Priliv », qui parut en mars 1917. — P. 133.

[82] « *Nachè Diélo* » [Notre Cause], revue mensuelle menchévique, principal organe des liquidateurs et des social-chauvins en Russie ; parut en 1915 à Pétrograd en remplacement de la revue *Nacha Zaria*, interdite en octobre 1914. — P. 135.

[83] *Obchtchédeltsy* : fraction opportuniste et social-chauvine du Parti social-démocrate bulgare, qui publiait la revue *Obchtchéïé Diélo* [la Cause commune] ; également connus sous le nom de socialistes « chirokié » (« larges »).

Tesniaki (les « étroits ») : Parti ouvrier social-démocrate révolutionnaire de Bulgarie, fondé en 1903 par D. Blagoïev après la scission du parti social-démocrate, dirigé plus tard par ses disciples G. Dimitrov, V. Kolarov, etc. En 1914-1918, les « tesniaki » luttèrent contre la guerre impérialiste. En 1919, ils adhérèrent à l'Internationale communiste et prirent le nom de Parti communiste de Bulgarie. — P. 154.

[84] « *The Daily Citizen* » [le Citoyen quotidien], organe quotidien du bloc opportuniste comprenant le Parti ouvrier, les fabiens et le Parti ouvrier indépendant anglais ; parut à Londres de 1912 à 1915. — P. 155.

[85] « *The Daily Herald* » [le Héraut quotidien], organe quotidien du Parti socialiste britannique ; paraît à Londres depuis 1912 ; actuellement, organe du Parti travailliste. — P. 155.

[86] *Fabiens*, membres de la « Société des fabiens », réformiste et ultra-opportuniste, fondée en Angleterre par un groupe d'intellectuels bourgeois en 1884. La société tirait son nom de celui du général romain Fabius Cunctator (« le Temporisateur »), célèbre par sa tactique attentiste et sa répugnance pour les combats décisifs. Selon l'expression de Lénine, la Société des fabiens était « l'expression la plus achevée de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale ». Les fabiens détournaient le prolétariat de la lutte de classe et affirmaient qu'on pouvait passer pacifiquement du capitalisme au socialisme par de menues réformes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), ils eurent une position social-chauvine. Sur les fabiens, voir les œuvres de Lénine : Préface à la traduction russe du livre : *Lettres de I. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. A. Sorge, etc.* (Œuvres, tome 12), *Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe* (Œuvres, tome 15), *Le pacifisme anglais et l'aversion des Anglais pour la théorie* (voir le présent tome, p. 268), etc. — P. 155.

[87] *Labour Party* (Parti travailliste) fondé en 1900 par suite de l'unification des syndicats, des organisations et groupes socialistes dans le but d'envoyer des délégués ouvriers au Parlement (« Comité de la représentation ouvrière »). En 1906, le Comité prit le nom de Parti travailliste. Le Parti travailliste, qui était à l'origine un parti ouvrier par sa composition (auquel adhéra par la suite un nombre important d'éléments petits-bourgeois), est une organisation opportuniste par son idéologie et sa tactique. Depuis la fondation du parti, ses leaders mènent une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), ils avaient une position social-chauvine. Les travaillistes ont formé le gouvernement à plusieurs reprises (en 1924, 1929, 1945 et 1950). Une fois au pouvoir, ils

poursuivaient une politique antipopulaire, à l'intérieur comme à l'extérieur. Dans le domaine de la politique extérieure, les gouvernements travaillistes ont accepté les conditions asservissantes du plan Marshall, ont signé le pacte de Bruxelles et entraîné la Grande-Bretagne dans le pacte de l'Atlantique-Nord. La ligne suivie par les dirigeants du parti travailliste suscite le mécontentement grandissant des membres du parti qui exigent un changement de politique. Aux dernières conférences annuelles du parti, des divergences d'opinions ont mis aux prises les organisations de base et la direction du parti à propos de la nationalisation, du pacte Atlantique-Nord, de la politique de la Grande-Bretagne dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient, etc. Sous la pression des membres du rang, des contradictions ont surgi à la direction du parti, contradictions qui ont abouti à la formation d'un groupe de gauche qui se prononce contre la politique officielle du parti.— P. 155.

88 *La Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R.* se tint du 27 février au 4 mars 1915 à Berne (Suisse). Convoquée sur l'initiative de Lénine, elle eut l'importance d'une conférence bolchévique pour l'ensemble du Parti, car il n'était pas possible de réunir une conférence de Russie durant la guerre. Y assistaient des délégués des sections bolchéviques de Paris, Zurich, Genève, Berne et Lausanne, ainsi que du « groupe de Baugy ». Lénine représentait le Comité central et l'Organe central (*le Social-Démocrate*). Il dirigea les travaux et présenta le rapport sur la question principale de l'ordre du jour : « La guerre et les tâches du parti. » La conférence adopta les résolutions sur la guerre rédigées par Lénine. — P. 157.

89 « *Pravda* » [la Vérité], quotidien bolchévik légal, paraissant à Pétersbourg et fondé sur l'initiative des ouvriers de Pétersbourg en avril 1912.

La *Pravda* était un journal ouvrier de masse édité grâce aux fonds collectés par les ouvriers eux-mêmes. Un large cercle de correspondants et de rédacteurs ouvriers se forma autour du journal. En un an, il publia plus de 11 000 correspondances d'ouvriers. La *Pravda* était éditée en moyenne à 40 000 exemplaires et, certains mois, son tirage quotidien atteignait 60 000.

Lénine, qui se trouvait à l'étranger, dirigeait la *Pravda*, envoyait des articles presque tous les jours, donnait des directives à la rédaction, rassemblait autour du journal les meilleurs collaborateurs, membres du Parti.

J. Sverdlov, J. Staline, V. Molotov, M. Kalinine prenaient une part active au travail du journal. Parmi les collaborateurs permanents figuraient notamment M. Olminski, N. Polétaïev, K. Samoïlova, N. Batourine, A. Elizarova et K. Iéréméïev. Les députés bolchéviks à la IVe Douma d'Etat : A. Badaïev, G. Pétrovski, M. Mouranov, F. Samoïlov et N. Chagov prêtaient leur concours actif à la *Pravda*.

La *Pravda* était constamment en butte aux persécutions policières. Au cours de sa première année d'existence, elle fut saisie

41 fois et 36 procès furent intentés à ses rédacteurs, qui firent au total 47 mois et demi de prison. En deux ans et trois mois, la *Pravda* fut interdite à huit reprises par le gouvernement tsariste, mais reparut chaque fois sous un nouveau nom : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Sévernaïa Pravda* [la Vérité du Nord], *Pravda Trouda* [la Vérité du Travail], *Za Pravdou* [Pour la Vérité], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], *Pout Pravdy* [la Voie de la Vérité], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Troudovaïa Pravda* [la Vérité du Travail]. Le 8 (21) juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* ne reprit qu'après la révolution de Février. A partir du 5 (18) mars 1917, elle commença à paraître en qualité d'organe central du P.O.S.D.R. Le 5 (18) avril, à son retour de l'étranger, Lénine entra au comité de rédaction et prit la direction du journal. Le 5 (18) juillet 1917, le siège de la *Pravda* fut saccagé par les élèves-officiers et les cosaques. De juillet à octobre 1917, la *Pravda*, en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire, changea plusieurs fois de nom et parut sous le titre de *Listok Pravdy* [la Feuille de la Vérité], *Prolétari* [le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [la Voie ouvrière]. A partir du 27 octobre (9 novembre), le journal reprit son ancien nom. — P. 163.

[90] Le titre est de l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 164.

[91] Le « *Bulletin d'information de l'Organisation à l'étranger du Bund* » parut à Genève de juin 1911 à juin 1916. Il y eut en tout 11 numéros. Au *Bulletin d'information* succéda le *Bulletin du Comité à l'étranger du Bund*, dont il ne parut que deux numéros (septembre et décembre 1916). — P. 165.

[92] La *Conférence de Copenhague des socialistes des pays neutres* (Suède, Norvège, Danemark et Hollande) se tint les 17 et 18 janvier 1915 en vue de la restauration de la IIe Internationale. Elle décida de s'adresser aux gouvernements des pays neutres par l'intermédiaire de leurs parlementaires, membres des partis socialistes, pour leur proposer d'agir comme médiateurs entre les puissances belligérantes en faveur de la cessation de la guerre. — P. 166.

[93] Le procès du gouvernement tsariste contre la Fraction bolchévique de la IVe Douma d'Etat eut lieu du 10 au 13 (du 23 au 26) février 1915. Une conférence tenue à Ozerki, près de Pétrograd, du 2 au 4 (du 15 au 17) novembre 1914, pour discuter de l'attitude envers la guerre, avait rassemblé les membres de la fraction social-démocrate de la Douma et des délégués des organisations social-démocrates de Pétrograd, Ivanovo-Voznessensk, Riga, Kharkov, etc. Arrêtés le 5 (18) novembre, les députés bolchéviks A. Badaïev, G. Pétrovski, M. Mouranov, F. Samoïlov et N. Chagov furent inculpés de « haute trahison » par le gouvernement tsariste. Le dossier de l'accusation comprenait les thèses de Lénine : *Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne* et le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R.: *La guerre et la*

social-démocratie russe, publié le 1er novembre 1914 dans le n° 33 du *Social-Démocrate* (Voir le présent tome, pp. 9-13 et 19-28). Ces documents avaient été saisis sur les députés au moment de leur arrestation.

Poursuivi dans l'affaire de la fraction de la Douma, Kaménev (Rosenfeld) adopta une position de renégat, en répudiant la politique léniniste du Parti bolchévik. Il proclama devant le tribunal son désaccord avec les bolchéviks sur la question de la guerre et, pour le démontrer, fit citer comme témoin le menchévik Iordanski. — P. 171.

94 « *Dien* » [le Jour], quotidien de tendance bourgeoise libérale ; publié à Pétersbourg à partir de 1912. Les menchéviks-liquidateurs y collaboraient et, après février 1917, le journal passa entièrement entre leurs mains. Il fut interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd. — P. 172.

95 « *Retch* » [la Parole], quotidien, organe central du parti cadet ; publié à Pétersbourg à partir de février 1906. Interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Pétrograd ; parut sous d'autres titres jusqu'en août 1918. — P. 172.

96 « *Sévernaïa Rabotchaïa Gazéta* » [le Journal ouvrier du Nord], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; parut à Pétersbourg de janvier à mai 1914. — P. 174.

97 « *Le Temps* », quotidien bourgeois ; publié à Paris de 1861 à 1942. Lénine fait allusion à deux articles sur la conférence de Londres, parus dans ce journal les 15 et 16 février 1915.

« *L'Echo de Paris* », quotidien bourgeois ultra-réactionnaire ; publié à Paris de 1884 à 1938. — P. 178.

98 « *Journal des débats politiques et littéraires* », hebdomadaire bourgeois, publié à Paris de 1894 à 1921. Lénine se réfère à l'article « La conférence des socialistes à Londres », paru dans ce journal le 19 février 1915. — P. 178.

99 Les « *Izvestia du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation du P.O.S.D.R.* » furent publiés en Suisse par le Comité d'organisation menchévik de février 1915 à mars 1917. — P. 179.

100 « *Tägliche Rundschau* » [la Revue quotidienne], quotidien, organe des socialistes indépendants d'Allemagne ; publié à Berlin de 1881 à 1933. — P. 181.

101 Lénine fait allusion à la revue *Nacha Zaria* des menchéviks liquidateurs. — P. 189.

102 « *Voprossy Strakhovania* » [Questions d'assurances sociales], revue légale bolchévique ; publiée à Pétersbourg, avec des interruptions, d'octobre 1913 à mars 1918. Elle était dirigée par le Comité central du Parti bolchévik et luttait non seulement pour les assurances ouvrières, mais aussi pour les « mots d'ordre non tronqués » des bolchéviks. — P. 192.

[103] « *Séverny Goloss* » [la Voix du Nord], hebdomadaire menchévik, publié à Pétrograd de janvier à mars 1915. — P. 192.

[104] « *The Economist* » [l'Economiste], hebdomadaire bourgeois, publié à Londres depuis 1843. — P. 193.

[105] « *Lichtstrahlen* » [Rayons de lumière], revue mensuelle, organe du groupe des social-démocrates de gauche d'Allemagne (« socialistes internationalistes d'Allemagne »), publiée sous la direction de J. Borchardt. Parut irrégulièrement à Berlin, de 1913 à 1921. — P. 197.

[106] « *Die Internationale* » [l'Internationale], revue fondée par R. Luxembourg et F. Mehring. Un numéro unique parut à Berlin en avril 1915 ; réédité à Munich en 1922 aux éditions « Futurus » [l'Avenir]. — P. 198.

[107] « L'écrivain écrit ce qui bon lui semble, et le lecteur y lit ce qui lui plaît. » — Tiré des *Lettres disparates* de Saltykov-Chtchédrine. — P. 200.

[108] La *Conférence socialiste internationale des femmes* sur l'attitude envers la guerre se tint à Berne du 26 au 28 mars 1915. Elle avait été convoquée sur l'initiative des organisations féminines rattachées au Comité central du P.O.S.D.R. avec la participation de Clara Zetkin, dirigeante du mouvement international des femmes. 25 déléguées, représentant l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Hollande, la Suisse, l'Italie, la Russie et la Pologne, y assistèrent. Parmi les déléguées de la Russie se trouvaient N. Kroupskaïa et Inessa Armand.

Un compte rendu de la conférence fut publié le 1er juin 1915 dans un supplément au n° 42 du journal Le *Social-Démocrate*. — P. 202.

[109] A propos du strouvisme, voir p. 226 du présent tome. — P. 216.

[110] « *Jizn* » [la Vie], journal du parti socialiste-révolutionnaire ; publié de mars 1915 à janvier 1916, d'abord à Paris, puis à Genève, en remplacement du journal *Mysl*, interdit en mars 1915. — P. 224.

[111] *L'homme sous un globe de verre*, personnage d'un récit de Tchékhov. Type du philistin borné qui craint toute nouveauté et toute initiative. — P. 232.

[112] Cet aphorisme est de Gœthe. — P. 236.

[113] *La Douma de Boulyguine* — « institution représentative » consultative que le gouvernement tsariste promit de réunir en 1905. Le projet de loi et le règlement électoral furent élaborés par une commission sous la présidence de Boulyguine, ministre de l'intérieur, et publiés le 6 (19) août 1905. Les bolchéviks boycottèrent activement la Douma de Boulyguine. Le gouvernement ne réussit pas à la convoquer. Elle fut balayée par la grève politique générale d'Octobre. — P. 237.

[114] « *Le Socialisme* », revue publiée et dirigée par le socialiste français J. Guesde à Paris de 1907 à juin 1914. — P. 244.

[115] *Pravdisme*, c'est-à-dire bolchévisme (d'après le titre du journal bolchévik la *Pravda*). — P. 251.

[116] *Novo Vrémé* [Temps nouveaux] — revue mensuelle, organe théorique de l'aile révolutionnaire du Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie (« tesniaki ») ; rédigée par D. Blagoév, publiée à partir de 1897 à Plovdiv, et à partir de 1903 à Sofia, suspendue par le gouvernement réactionnaire bulgare en 1923. Depuis 1947, le *Novo Vrémé* est une revue mensuelle, politique et scientifique, organe théorique du C.C. du Parti communiste de Bulgarie. — P. 252.

[117] Lénine fait allusion à l'appel rédigé par K. Liebknecht : *L'ennemi principal est dans notre propre pays*. — P. 254.

[118] « *Preussische Jahrbücher* » [Annuaire de Prusse], revue mensuelle conservatrice, organe des capitalistes et des grands propriétaires fonciers allemands ; publiée à Berlin de 1858 à 1935. — P. 255.

[119] *Gaponade* — variété du « socialisme policier » qui porte le nom du pope provocateur Gapon, chargé par la police de fonder une société soi-disant ouvrière pour satisfaire les besoins religieux et culturels des travailleurs. Le 9 janvier 1905, Gapon organisa une procession paisible pour remettre au tsar une pétition. Les troupes tsaristes tirèrent sur les ouvriers sans armes. Le 9 janvier marqua le début de la révolution de 1905-1907. — P. 264.

[120] A propos de l'« économisme », voir également pp. 343-344 du présent tome. — P. 265.

[121] « *Rabotchaïa Mysl* » [la Pensée ouvrière], journal des « économistes » ; parut de 1897 à 1902. Lénine a critiqué les opinions de la *Rabotchaïa Mysl*, variété russe de l'opportunisme international, dans des articles publiés par l'*Iskra* et dans son livre *Que faire?* — P. 265.

[122] « *Rabotchéié Diélo* » [la Cause ouvrière], revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger » ; publiée à Genève entre 1899 et 1902. Lénine a critiqué les opinions de cette revue dans des articles publiés par l'*Iskra* et dans son livre *Que faire ?* — P. 265.

[123] Lénine fait allusion aux deux éditions russes suivantes de la correspondance de Marx et Engels avec Sorge : 1) *Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. A. Sorge et à d'autres personnes*. Avec une préface de N. Lénine, St-Pétersbourg, éditions P. G. Dauge, 1907; 2) *Lettres de K. Marx, F. Engels et d'autres personnes à F. Sorge, etc.* Sous la direction et avec une préface de P. Axelrod, St-Pétersbourg, éditions de la bibliothèque du *Bien public*, 1908. — P. 268.

[124] « *The New Statesman* » [le Nouvel Homme d'Etat], hebdomadaire de la Société des fabiens ; fondé à Londres en 1913 ; paraît depuis 1931 sous le titre *New Statesman and Nation*. — P. 268.

[125] *Boukvoïed* : D. Riazanov. — P. 283.

[126] Il s'agit du Manifeste du 17 octobre 1905 dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, promettait au peuple les libertés civiques et une constitution. — P. 285.

[127] Lénine fait allusion aux menchéviks-liquidateurs, chassés du P.O.S.D.R. à la conférence de Prague en janvier 1912. — P. 291.

[128] Il s'agit de la fable de Krylov, *Le quatuor*. — P. 292.

[129] La *Conférence de Vienne* des socialistes d'Allemagne et d'Autriche eut lieu en avril 1915. La résolution adoptée par la conférence approuvait la position des social-chauvins allemands et autrichiens. — P. 298.

[130] *A.P.* : Anton Pannekoek, socialiste de gauche hollandais. — P. 299.

[131] La brochure « *Le socialisme et la guerre* » fut éditée en langue allemande en septembre 1915 et distribuée aux délégués à la conférence socialiste de Zimmerwald ; elle parut en français en 1916. — P. 305.

[132] La *Conférence socialiste internationale* se tint à Zimmerwald (Suisse) du 5 au 8 septembre 1915 et fut la première conférence des internationalistes au cours de la guerre. 38 délégués de 11 pays européens y assistèrent. L'ordre du jour de la conférence était le suivant : 1) rapports des représentants des différents pays ; 2) déclaration commune des représentants de l'Allemagne et de la France ; 3) proposition de la gauche de Zimmerwald pour l'adoption d'une résolution de principe ; 4) adoption d'un manifeste ; 5) élections à la Commission socialiste internationale (I.S.K.); 6) adoption d'une résolution exprimant la sympathie aux victimes de la guerre et de la répression.

La lutte s'engagea à la conférence entre les internationalistes révolutionnaires, dirigés par Lénine, et la majorité kautskiste. Lénine y organisa un groupe de gauche, au sein duquel le Parti bolchévik était seul à avoir une position internationaliste, juste et conséquente jusqu'au bout, d'opposition à la guerre. Lénine analyse la conférence dans les articles « Un premier pas » et « Les marxistes révolutionnaires à la Conférence socialiste internationale des 5-8 septembre 1915 » (voir le présent tome, pp. 397-403 et 404-408). — P. 308.

[133] Voir Karl von Klausewitz, *Vom Kriege*, Bd. 1., S. 28, Berlin 1912. — P. 314.

[134] *Brentanisme* : théorie réformiste bourgeoise, « reconnaissant « l'école du capitalisme », mais rejetant l'école de la lutte de classe révolutionnaire » (Lénine). L. Brentano, économiste bourgeois allemand, partisan du « socialisme d'Etat », essayait de démontrer la possibilité de réaliser l'égalité sociale dans le cadre du capitalisme, au moyen de réformes et de la conciliation des intérêts des capitalistes et des ouvriers. Sous le couvert d'une phraséologie

marxiste, Brentano et ses adeptes tentaient de subordonner le mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie. — P. 322.

135 Voir F. Engels, *Le Socialisme en Allemagne*. — P. 325.

136 « *Novosti* » [les Nouvelles], quotidien du parti socialiste-révolutionnaire, publié à Paris d'août 1914 à mai 1915. — P. 330.

137 « *Prolétarski Goloss* » [la Voix du prolétariat], journal clandestin, organe du Comité de Pétrograd du P.O.S.D.R. ; publié de février 1915 à décembre 1916. Il en parut quatre numéros dont le premier réédita le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. : *La guerre et la social-démocratie russe*. — P. 331.

138 La *Conférence socialiste internationale de jeunes* sur l'attitude envers la guerre se tint du 4 au 6 avril 1915 à Berne (Suisse), avec la participation de représentants des organisations de jeunesse de 10 pays: Russie, Norvège, Hollande, Suisse, Bulgarie, Allemagne, Pologne, Italie, Danemark et Suède. Elle décida d'organiser chaque année une Journée internationale de la jeunesse et élut le Bureau international de la jeunesse socialiste. Conformément aux décisions de la conférence, celui-ci commença à publier la *Jugend-Internationale* [l'Internationale de la Jeunesse], auquel collaborèrent V. Lénine et K. Liebknecht. — P. 337.

139 *Tribunistes* : groupe de gauche du Parti ouvrier social-démocrate hollandais, qui publia à partir de 1907 le journal *De Tribune* [la Tribune]. En 1909, les tribunistes furent exclus du Parti ouvrier social-démocrate hollandais et organisèrent un parti indépendant (le Parti social-démocrate de Hollande). Ils représentaient l'aile gauche du mouvement ouvrier en Hollande, mais n'étaient pas un parti révolutionnaire conséquent. En 1918, les tribunistes participèrent à la constitution du Parti communiste de Hollande. Le journal *De Tribune*, organe du Parti social-démocrate de Hollande depuis 1909, fut à partir de 1918 l'organe du Parti communiste ; du début des années 30 jusqu'en 1940, il parut sous le titre de *Folksdahblad* [le Journal du peuple]. — P. 340.

140 « *Loutch* » [le Rayon], quotidien légal des menchéviks-liquidateurs ; publié à Pétersbourg de septembre 1912 à juillet 1913 ; paraissait « aux frais de *riches amis bourgeois* » (Lénine). — P. 345.

141 *Le marxisme et le courant liquidateur*. (Recueil d'articles sur les principales questions du mouvement ouvrier contemporain, 2e partie.) Cet ouvrage fut publié en juillet 1914 par les éditions « Priboï », relevant du Parti. Il contient plusieurs articles de Lénine dirigés contre les liquidateurs. Lénine fait allusion à ses articles « La classe ouvrière et la presse ouvrière » et « La réaction des ouvriers à la formation de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie à la Douma d'Etat (voir Œuvres, tome 20, pp. 382-391 et 571-579). — P. 346.

142 « *Leipziger Volkszeitung* » [le Journal populaire de Leipzig], organe de l'aile gauche de la social-démocratie allemande ; parut quotidiennement de 1894 à 1933. F. Mehring et R. Luxembourg lirent

longtemps partie de la rédaction du journal. De 1917 à 1922, la *Leipziger Vokszeitung* fut l'organe des « indépendants » allemands. Après 1922, organe des social-démocrates de droite. — P. 346.

143 *An* : N. Jordania, leader des menchéviks caucasiens. — P. 349.

144 « *Internationale Korrespondenz* » [la Correspondance internationale], hebdomadaire social-chauvin allemand, consacré aux questions de la politique internationale et du mouvement ouvrier ; parut à Berlin de 1914 à 1917. — P. 349.

145 « *Sovrémenny Mir* » [le Monde contemporain], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique ; parut à Pétersbourg de 1906 à 1918. Les menchéviks, et notamment G. Plékhanov, en furent de proches collaborateurs. Les bolchéviks collaborèrent à la revue dans la période du bloc avec le groupe plékhanovien des menchéviks-partiitsy et au début de 1914. En mars 1914, le *Sovrémenny Mir* publia l'article de Lénine : « Encore un anéantissement du socialisme » (voir Œuvres, tome 20, pp. 193-216). Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), la revue devint l'organe des social-chauvins. — P. 349.

146 *Pétrova* : Inessa Armand. — P. 386.

147 « *La Sentinelle* », journal de l'organisation social-démocrate du canton de Neuchâtel (Suisse romande) ; fondé à La Chaux-de-Fonds en 1884. Dans les premières années de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), adopta une position internationaliste. Le 13 novembre 1914, il publia en abrégé, dans son n° 265, le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. : *La guerre et la social-démocratie russe* (voir le présent tome, pp. 19-28). Il paraît encore aujourd'hui. — P. 389.

148 Lénine fait allusion à la lettre adressée le 2 septembre 1915 par K. Liebknecht à la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald. Liebknecht y appelait les délégués à lutter contre la guerre impérialiste et à rompre avec les social-chauvins. — P. 389.

149 Lénine fait allusion au « *Bulletin* » de la Commission socialiste internationale de Berne (*Bulletin*. Internationale sozialistische Kommission zu Bern), organe exécutif du groupement de Zimmerwald. Le *Bulletin* parut de septembre 1915 à janvier 1917, en anglais, en français et en allemand. Il y eut six numéros. — P. 391.

150 Lénine fait allusion au coup d'Etat réactionnaire du 3 (16) juin 1907 : dissolution par le gouvernement de la IIe Douma d'Etat et modification de la loi concernant les élections à la Douma. La nouvelle loi électorale augmentait considérablement la représentation des grands propriétaires fonciers et de la bourgeoisie marchande et industrielle, et réduisait de plusieurs fois le nombre, déjà bien restreint, des députés des paysans, des ouvriers et des nationalités non russes. La loi électorale du 3 juin assurait la prédominance des Cent-Noirs et des cadets à la IIIe et à la IVe Douma. Le coup d'Etat du 3 juin marquait le début d'une période réactionnaire connue sous le nom de « régime du 3 juin ». — P. 395.

[151] La *Conférence des socialistes populaires et des socialistes révolutionnaires de Russie* eut lieu en juillet 1915 à Pétrograd et discuta de l'attitude envers la guerre. La résolution adoptée par la conférence appela à participer activement à la guerre aux côtés du tsarisme. — P. 402.

[152] Voir note n° 119. — P. 407.

[153] Les *comités des industries de guerre* furent formés en Russie par la grande bourgeoisie impérialiste en 1915. Voulant soumettre les ouvriers à son influence et leur inculquer un état d'esprit jusqu'au-boutiste, la bourgeoisie imagina d'organiser des « groupes ouvriers » auprès de ces comités. Elle avait tout intérêt à attirer dans ces groupes des représentants des ouvriers qui auraient appelé les masses à accroître la productivité du travail dans les usines de guerre. Les menchéviks participèrent activement à cette entreprise pseudo-patriotique lancée par la bourgeoisie. Les bolchéviks boycottèrent les comités des industries de guerre avec le soutien de la majorité des ouvriers. A la réunion des délégués des ouvriers de Pétrograd, le 27 septembre (10 octobre) 1915, la résolution bolchévique, qui appelait à boycotter les comités des industries de guerre et à mettre fin à la guerre par la révolution, recueillit 90 voix, et la résolution menchévique 81. Ce n'est qu'à une seconde réunion que les menchéviks, conduits par Gvozdev et le provocateur Abrossimov, réussirent, à la suite du départ des ouvriers partisans des bolchéviks, à élire 10 personnes au « groupe ouvrier ». Grâce au travail d'explication effectué par les bolchéviks, sur un total de 239 comités des industries de guerre régionaux et locaux, les élections n'eurent lieu que dans 70 comités, et des représentants ouvriers ne furent élus que dans 36 d'entre eux. — P. 416.

[154] *Parabellum* : K Radek. — P. 423.

[155] Voir lettres de Marx à Engels en date du 7 et du 20 juin 1866, et du 2 novembre 1867. — P. 426.

[156] « *Prizyv* » [l'Appel], hebdomadaire menchévik et socialiste-révolutionnaire ; publié à Paris d'octobre 1915 à mars 1917. Il s'agit de l'article de Plékhanov « Les deux lignes de la révolution », publié dans ce journal le 17 octobre 1915. — P. 431.

[157] « *Die Glocke* » [la Cloche], revue bimensuelle, publiée à Munich puis à Berlin dans les années 1915-1925 par le social-chauvin et agent de l'impérialisme allemand Parvus (Helfand), membre du Parti social-démocrate allemand. — P. 437.

[158] « *Volksstimme* » [la Voix du peuple], journal publié à Chemnitz de janvier 1890 à février 1933 ; au cours de la guerre impérialiste mondiale (1914-1918) fut un des organes des social-chauvins. — P. 438.

[159] La lettre *Au secrétaire de la « Ligue pour la propagande socialiste »* constitue la réponse de Lénine à un bulletin de la *Ligue pour la propagande socialiste* en Amérique, qu'il avait reçu en novembre 1915. Cette lettre est publiée intégralement pour la première fois. — P. 439.

[160] *Parti socialiste d'Amérique* (*S. P.*) — parti réformiste et opportuniste, fondé en 1901. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), l'aile droite du parti justifiait la guerre impérialiste et soutenait la politique de l'impérialisme américain. L'aile gauche, révolutionnaire, adopta une position internationaliste et lutta contre la guerre, sous l'influence de la Révolution socialiste d'Octobre en Russie. En 1919, elle se détacha du S.P., prit l'initiative de la création du Parti communiste des Etats-Unis et en constitua le noyau.

Après la scission, le Parti socialiste d'Amérique devint une organisation sectaire, numériquement faible. Au début de 1957, le Parti socialiste fusionna avec la Fédération social-démocrate. La nouvelle organisation ne compte pas plus de 5 000 membres et porte le nom de parti socialiste — Fédération social-démocrate.

Le *Parti ouvrier socialiste d'Amérique* (*S.L.P.*) fut créé en 1876 par la fusion des sections américaines de la Ire Internationale, du Parti ouvrier social-démocrate et d'un certain nombre de groupes socialistes des Etats-Unis. La majorité des membres du parti était constituée par des émigrés. Le Parti ouvrier socialiste d'Amérique, de caractère sectaire, n'eut jamais de liens étroits avec les masses prolétariennes. Pendant la première guerre mondiale, il pencha vers l'internationalisme. — P. 444.

[161] « *Rabotchéié Outro* » [le Matin ouvrier], journal menchévik légal ; parut à Pétrograd d'octobre à décembre 1915. — P. 447.

[162] L'*anonyme de Copenhague* : Trotski, qui publia en 1910 dans le *Vorwärts*, organe de la social-démocratie allemande, un article calomniateur anonyme sur la situation dans le P.O.S.D.R. Lors du congrès de Copenhague de la IIe Internationale, Lénine, Plékhanov et le représentant de la social-démocratie polonaise firent une déclaration spéciale où ils dénoncèrent cette calomnie devant la direction du parti social-démocrate allemand.— P. 448.

[163] *K. Oranski* : G. Koutchine, menchévik-liquidateur, collaborateur de *Nacha Zaria*. — P. 448.

[164] *Répétilov* : personnage de la comédie de A. Griboïédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 449.

[165] *A. M.*: A. Martynov. — P. 450.

[166] Le *bloc d'Août antiparti* fut formé en 1912 par Trotski qui rassembla tous les groupes et courants hostiles au léninisme. Composé d'éléments antiparti disparates, le bloc ne tarda pas à s'écrouler sous les coups des bolchéviks qui défendaient le parti prolétarien illégal. — P. 450.

[167] La *Quadruple Entente* : union impérialiste de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Italie, constituée en 1915 après que l'Italie eut abandonné l'Alliance tripartite (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie) et se fut ralliée à l'autre bloc impérialiste, la Triple Entente (formée en 1907). — P. 456.

[168] Voir *Lettres d'Engels à F. A. Sorge*, en date du 18 janvier et du 11 novembre 1893. — P. 466.

LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LENINE

Chronologie

(août 1914-décembre 1915)

1914

23 août (5 septembre) — Venant de Poronin (Galicie), Lénine arrive à Berne (Suisse).

24-26 août (6-8 septembre) — A Berne, devant une conférence de bolchéviks, Lénine présente un rapport sur l'attitude envers la guerre. Ses thèses sur la guerre sont adoptées par la conférence en tant que résolution du groupe social-démocrate.

Fin août-septembre — Lénine rédige une ébauche de l'article « La guerre européenne et le socialisme international ». Cet article est resté inachevé. Lénine expédie les thèses sur la guerre aux différentes sections des bolchéviks à l'étranger ; il les fait parvenir en Russie en vue de leur discussion par les membres, résidant dans le pays, du Comité central du P.O.S.D.R., par les organisations du Parti et la fraction bolchévique de la Douma.

Août-1er (14) novembre — Lénine poursuit son étude sur Karl Marx, destinée au dictionnaire encyclopédique de la Société Granat.

14 (27) septembre — Les thèses de Lénine sur la guerre sont discutées à la conférence socialiste italo-suisse de Lugano (Suisse). Plusieurs idées sont reprises dans la résolution adoptée par la conférence.

Avant le 27 septembre (avant le 10 octobre) — **Lénine fait une conférence à Berne sur la guerre.**

27 septembre (10 octobre) — Lénine prend la parole à Berne au cours du débat sur une conférence du bundiste V. Kossovski *La guerre et la social-démocratie.*

Avant le 28 septembre (avant le 11 octobre) — Lénine rédige le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. *La guerre et la social-démocratie russe* et charge la section bolchévique de Genève de la publier en brochure.

28 septembre (11 octobre) — Lénine prend la parole à Lausanne au cours du débat sur l'exposé de Plékhanov *A propos de l'attitude des socialistes devant la guerre*, et critique le chauvinisme de Plékhanov.

Septembre-octobre	Lénine s'occupe de la brochure *La guerre européenne et le socialisme européen* ; il rassemble des documents, transcrit des extraits de livres, d'articles et de notes de la presse russe et étrangère en les accompagnant de remarques, rédige un résumé et un plan de la brochure. Cette brochure ne fut pas écrite.
1er (14) octobre	A Lausanne, Lénine présente un exposé sur *Le prolétariat et la guerre.*
2 (15) octobre	A Genève, Lénine fait une conférence sur *La guerre européenne et le socialisme.*
3 (16) octobre	Lénine retourne à Berne ; il apprend que ses thèses sur la guerre sont approuvées par les membres du Comité central du P.O.S.D.R., résidant en Russie.
4 (17) octobre	Lénine décide de reprendre la publication du *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R.; il donne à la section bolchévique de Genève des indications pratiques pour la publication du journal.
13 (26) octobre	A Clarens, près de Montreux (Suisse), Lénine fait une conférence sur la guerre.
Au plus tôt le 14 (27) octobre	A Zurich, Lénine fait une conférence sur *La guerre et la social-démocratie.*
19 octobre (1er novembre)	Après une interruption d'un an, *le Social-Démocrate* reprend sa parution sous la direction de Lénine. Le n°33 du journal publie deux textes rédigés par Lénine : le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R., intitulé *La guerre et la social-démocratie russe*, et l'article « La situation et les tâches de l'Internationale socialiste ».
Entre le 29 octobre et le 8 novembre (entre le 11 et le 21 novembre)	Lénine envoie au *Vorwärts* et à l'*Arbeiter-Zeitung* de Vienne une lettre protestant contre la déformation par ces journaux de l'exposé qu'il a fait à Zurich sur la guerre.
31 octobre (13 novembre)	Le journal suisse *la Sentinelle* publie en abrégé le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. *La guerre et la social-démocratie russe.*
4 (17) novembre	Lénine expédie le manuscrit de son article « Karl Marx » en Russie, à la rédaction du dictionnaire encyclopédique de la Société Granat.
Au plus tard le 6 (18) novembre	Lénine envoie le manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. *La guerre et la social-démocratie russe* aux journaux social-démocrates français, anglais et allemands.

8 (21) novembre — Lénine charge la section bolchévique de Genève d'organiser un exposé en français par Inessa Armand sur le thème : *Les différents courants parmi les socialistes russes à propos de l'attitude envers la guerre.*

22 novembre (5 décembre) — L'article de Lénine « Une voix allemande sur la guerre » est publié dans le n° 34 du *Social-Démocrate.*

Après le 23 novembre (6 décembre) — Lénine rédige sa réponse aux questions du Parti ouvrier indépendant anglais sur l'attitude des bolchéviks à l'égard de la guerre et du programme de paix.

29 novembre (12 décembre) — Les articles de Lénine « Chauvinisme mort et socialisme vivant » (Comment restaurer l'Internationale ?) et « De la fierté nationale des Grands-Russes » sont publiés dans le n° 35 du *Social-Démocrate.*

3 (16) décembre — Lénine prend la parole à Berne pour critiquer le rapport de Martov *La guerre et la crise du socialisme.*

25 décembre (7 janvier 1915) — Dans une lettre écrite au nom du Bureau du Comité central du P.O.S.D.R. à l'étranger, Lénine critique sévèrement les agissements séparatistes du groupe de Baugy antiparti de Boukharine et Piatakov, qui avait projeté de publier un journal sans l'autorisation du Comité central.

27 décembre (9 janvier 1915) — L'article de Lénine « Que faire maintenant ? » (Des tâches des partis ouvriers à l'égard de l'opportunisme et du social-chauvinisme) est publié dans le n° 36 du *Social-Démocrate.*

Septembre 1914 - mai 1915 — Lénine travaille à la bibliothèque de Berne où il recueille des matériaux dans les œuvres de Feuerbach, de Hegel, d'Aristote et d'autres philosophes : il en transcrit des extraits, rédige des résumés et écrit des notes sur la dialectique matérialiste dans des cahiers qu'il intitule *Cahiers philosophiques.*

1915

19 janvier (1er février) — Les articles de Lénine « Quelle « unité » Larine a-t-il proclamée au congrès suédois ? » et « Les Südekum russes » sont publiés dans le n° 37 du *Social-Démocrate.*

27 janvier (9 février) — Lénine écrit une lettre à la rédaction de *Nachè Slovo* et un projet de déclaration du Comité central du P.O.S.D.R. pour la conférence

de Londres des socialistes des pays de l'Entente. Il envoie une copie du projet de déclaration à M. Litvinov, représentant du Comité central au Bureau socialiste international, pour qu'il en donne lecture devant la conférence.

10 (23) février — Lénine prend la parole à Berne, à un meeting commun des social-démocrates et des membres des syndicats, pour protester contre l'arrestation en Russie des députés bolchéviks à la Douma d'Etat.

14-19 février (27 février - 4 mars) — Lénine dirige la conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. à Berne, il présente un rapport sur la question principale de l'ordre du jour de la conférence : *La guerre et les tâches du Parti*, et rédige des résolutions, qui sont adoptées par la conférence.

18 février (3 mars) — Les articles de Lénine « Comment la police et les réactionnaires protègent l'unité de la social-démocratie allemande » et « Sur la conférence de Londres » sont publiés dans le n°39 du *Social-Démocrate*.

Au plus tôt en février — Lénine écrit l'article « Sous un pavillon étranger », publié pour la première fois en 1917 dans le *Recueil* des éditions « Priliv », à Moscou.

10 (23) mars — Lénine écrit à la rédaction de *Naché Slovo* une lettre dans laquelle il dénonce les conceptions social-chauvines du Comité d'organisation menchévik et du Bund.

13-15 (26-28) mars — Lénine dirige le travail de la délégation du Comité central du P.O.S.D.R. à la Conférence féminine socialiste internationale de Berne.

16 (29) mars — Le n°40 du *Social-Démocrate* publie les articles de Lénine « La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R.», « Qu'a prouvé le procès de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie ? », « A propos de la conférence de Londres » et «Pour illustrer le mot d'ordre de la guerre civile. »

22-24 mars (4-6 avril) — Lénine dirige les travaux de la délégation du Comité central du P.O.S.D.R. à la Conférence socialiste internationale de la jeunesse à Berne.

Au plus tôt le 14 (27) avril — Lénine rédige un plan d'exposé sur *Le Premier mai et la guerre*.

18 avril (1er mai)	Les articles de Lénine « Les sophismes des social-chauvins », « Le problème de l'unification des internationalistes », « Les philanthropes bourgeois et la social-démocratie révolutionnaire » sont publiés dans le n° 41 du *Social-Démocrate.*
Avant le 19 avril (2 mai)	Lénine donne des directives à la section bolchévique de Paris pour l'organisation d'un cercle des social-démocrates internationalistes en vue de lutter contre les social-chauvins.
22 avril (5 mai)	Lénine approuve le plan d'édition d'une revue socialiste internationale par les socialistes de gauche hollandais ; il donne des indications pratiques pour l'organisation de l'édition en langues étrangères de brochures dirigées contre le social-chauvinisme international.
8 (21) mai	L'article de Lénine « La faillite de l'internationalisme platonique » est publié dans le n° 42 du *Social-Démocrate.*
Avant le 9 (22) mai	Lénine contribue à préparer l'édition de la revue *Kommounist.*
12 (25 mai)	Lénine est invité par le Comité à l'étranger de la social-démocratie du territoire de Lettonie à représenter la social-démocratie lettone à la conférence des partis socialistes des pays neutres.
19 mai (1er juin)	L'article de Lénine « La lutte contre le social-chauvinisme » est publié dans le supplément au n° 42 du *Social-Démocrate.*
Avant le 24 mai (6 juin)	Lénine quitte Berne et va s'installer dans le petit village de montagne de Sörenberg (Suisse).
Seconde quinzaine de mai — première quinzaine de juin	Lénine écrit l'article « La faillite de la IIe Internationale ».
Juin	Lénine écrit les articles « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie », « Comment peut-on à la fois servir la réaction et jouer à la démocratie ? »
Juin-juillet	Lénine rédige l'article « Le principal ouvrage de l'opportunisme allemand sur la guerre ».
13 (26) juillet	Les articles de Lénine « De la défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste » et « De la situation dans la social-démocratie russe » sont publiés dans le n°43 du *Social-Démocrate.*

Juillet-août	Lénine entre en relations par correspondance avec des internationalistes, des social-démocrates de gauche de différents pays en vue de les regrouper pour la prochaine conférence socialiste internationale ; il charge les sections bolchéviques d'entrer en relations avec les éléments internationalistes dans les différents pays, d'organiser la traduction et la publication des principaux documents du parti : manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. sur la guerre, résolutions de la conférence de Berne, etc. Lénine envoie dans les pays scandinaves le *Projet de déclaration de la gauche de Zimmerwald*, pour qu'il y soit traduit en suédois et en norvégien et transmis aux social-démocrates de gauche de Suède et de Norvège. Il écrit les articles « Sur l'interprétation du mot d'ordre de la « paix » et « La question de la paix ». Il rédige la brochure *Le socialisme et la guerre.*
7 (20) août	Lénine reçoit du parti social-démocrate letton un mandat pour la conférence de Zimmerwald.
10 (23) août	L'article de Lénine « A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe » est publié dans le n° 44 du *Social-Démocrate.*
Avant le 20 août (2 septembre)	Lénine organise la publication en allemand de la brochure *Le socialisme et la guerre.* Il écrit le *Projet de résolution de la gauche de Zimmerwald.*
20-22 août (2-4 septembre)	Lénine arrive à Zimmerwald pour participer aux travaux de la conférence socialiste internationale.
22 août (4 septembre)	Lénine dirige une conférence privée des social-démocrates de gauche délégués à la conférence socialiste de Zimmerwald ; il y présente un rapport sur le caractère de la guerre et sur la tactique de la social-démocratie internationale.
23-26 août (5-8 septembre)	Lénine participe aux travaux de la conférence de Zimmerwald, dont il organise et rassemble l'aile gauche.
Entre le 23 et le 26 août (entre le 5 et le 8 septembre)	La brochure de Lénine *Le socialisme et la guerre* paraît en allemand. Elle est distribuée aux délégués à la conférence de Zimmerwald.

29-30 août (11-12 septembre)	Le n° 1-2 de la revue *Kommounist* paraît avec les articles de Lénine « La faillite de la IIe Internationale », « La voix d'un socialiste français honnête », « Impérialisme et socialisme en Italie » (Note).
Août	Lénine écrit l'*Appel à propos de la guerre*.
Eté	Lénine écrit l'article « Merci de votre franchise ».
Au plus tôt le 12 (25) septembre	Lénine écrit une lettre à la Commission socialiste internationale.
Seconde quinzaine de septembre	Lénine écrit l'article « La défaite de la Russie et la crise révolutionnaire ».
Entre le 18 et le 23 septembre (entre le 1er et le 6 octobre)	Lénine rentre de Sörenberg à Berne.
28 septembre (11 octobre)	Les articles de Lénine « Un premier pas » et « Les marxistes révolutionnaires à la conférence socialiste internationale (5-8 septembre 1915) » sont publiés dans le n° 45-46 du *Social-Démocrate*.
Automne; au plus tôt le 28 septembre (11 octobre)	Lénine écrit l'article «Des internationalistes authentiques : Kautsky, Axelrod, Martov ».
30 septembre (13 octobre)	L'article de Lénine « Quelques thèses de la rédaction » est publié dans le n° 47 du *Social-Démocrate*.
Septembre	Lénine élabore un plan de publication d'une série de tracts contre la guerre ; il revoit la brochure de A. Kollontaï *Qui a besoin de la guerre*, expédie en Scandinavie à A. Kollontaï 500 exemplaires de l'édition allemande de la brochure *Le socialisme et la guerre* en vue de sa diffusion, et la charge de prendre les mesures nécessaires pour faire éditer la brochure en Amérique en langue anglaise.
Au plus tôt le 16 (29) octobre	Lénine écrit l'article « Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».
Fin octobre	Lénine organise la publication en allemand et en français d'une brochure contenant le projet de résolution et le manifeste de la gauche de Zimmerwald ; il charge A. Kollontaï de la publier en Amérique en langue anglaise.
2 (15) novembre	Lénine est invité à une réunion de la Direction du parti social-démocrate suisse le 20 novembre 1915.

7 (20) novembre	Les articles de Lénine « A propos des deux lignes de la révolution » et « Au bout du rouleau » sont publiés dans le n° 48 du *Social-Démocrate.*
Avant le 9 (22) novembre	Lénine écrit une lettre au secrétaire de la *Ligue pour la propagande socialiste* en Amérique.
8 (21) décembre	L'article de Lénine « Comment la politique social-chauvine se dissimule sous des phrases internationalistes » est publié dans le n° 49 du *Social-Démocrate.*
1915	Lénine écrit le livre *Nouvelles données sur les lois du développement du capitalisme dans l'agriculture. Premier fascicule. Le capitalisme et l'agriculture aux Etats-Unis d'Amérique.*
Fin 1915	Lénine écrit l'article « L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale ».

TABLE DES MATIERES

1914

Préface 7

LES TACHES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA GUERRE EUROPÉENNE 9

La social-démocratie russe et la guerre européenne . . . 9

Résolution d'un groupe de social-démocrates 9

LA GUERRE EUROPÉENNE ET LE SOCIALISME INTERNATIONAL 14

LA GUERRE ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE 19

LA SITUATION ET LES TACHES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE 29

LETTRE AU *VORWARTS* ET A LA *WIENER « ARBEITER-ZEITUNG »* 36

KARL MARX (Brève notice biographique comportant un exposé du marxisme) 37

Préface 39

La doctrine de Marx 44

Le matérialisme philosophique 44

La dialectique 47

La conception matérialiste de l'histoire 49

La lutte des classes 52

La doctrine économique de Marx 54

La valeur 54

La plus-value 56

L'accumulation du capital 58

La tendance historique de l'accumulation capitaliste . 59

Le taux moyen du profit 61

La théorie de la rente foncière 62

L'évolution du capitalisme dans l'agriculture . . . 63

Le socialisme 66

La tactique de la lutte de classe du prolétariat . . . 69

Bibliographie 75

UNE VOIX ALLEMANDE SUR LA GUERRE 88
CHAUVINISME MORT ET SOCIALISME VIVANT (Comment reconstituer l'Internationale) 90
DE LA FIERTÉ NATIONALE DES GRANDS-RUSSES 98

1915

QUE FAIRE MAINTENANT ? (Des tâches des partis ouvriers à l'égard de l'opportunisme et du social-chauvinisme) . 103
QUELLE « UNITÉ » LARINE A-T-IL PROCLAMÉE AU CONGRÈS SUÉDOIS ? 112
LES SUDEKUM RUSSES 115
LETTRE A LA RÉDACTION DE *NACHE SLOVO* 122
COMMENT LA POLICE ET LES RÉACTIONNAIRES PRÉSERVENT L'UNITÉ DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ALLEMANDE . . . 126
SUR LA CONFÉRENCE DE LONDRES 129
SOUS UN PAVILLON ÉTRANGER 133
I. 137
II. 143
III. 149
LA CONFÉRENCE DES SECTIONS A L'ÉTRANGER DU P.O.S.D.R. 157
Résolutions de la Conférence 157
Sur le caractère de la guerre 158
Sur le mot d'ordre de la « défense de la patrie » . . . 158
Les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire 159
L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale . 160
La IIIe Internationale 161
Le pacifisme et le mot d'ordre de la paix 161
LA DÉFAITE DE LA MONARCHIE TSARISTE 162
L'ATTITUDE ENVERS LES AUTRES PARTIS ET GROUPES 162
LETTRE DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. A LA RÉDACTION DE *NACHE SLOVO* 164
QU'A PROUVÉ LE PROCÈS DE LA FRACTION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE? 171
A PROPOS DE LA CONFÉRENCE DE LONDRES 178
POUR ILLUSTRER LE MOT D'ORDRE DE LA GUERRE CIVILE . 181
LES SOPHISMES DES SOCIAL-CHAUVINS 183
LE PROBLÈME DE L'UNIFICATION DES INTERNATIONALISTES 188
LES PHILANTHROPES BOURGEOIS ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE 193
LA FAILLITE DE L'INTERNATIONALISME PLATONIQUE . . . 196
LA LUTTE CONTRE LE SOCIAL-CHAUVINISME 202
LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE 207
I. 210
II. 215
III. 220
IV. 227

V. 231
VI. 238
VII. 247
VIII. 257
IX. 263

LE PACIFISME ANGLAIS ET L'AVERSION ANGLAISE POUR LA THÉORIE 267

COMMENT PEUT-ON A LA FOIS SERVIR LA RÉACTION ET JOUER A LA DÉMOCRATIE? 274

LE PRINCIPAL OUVRAGE DE L'OPPORTUNISME ALLEMAND SUR LA GUERRE 278

DE LA DÉFAITE DE SON PROPRE GOUVERNEMENT DANS LA GUERRE IMPÉRIALISTE 283

DE LA SITUATION DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE . . 290

SUR L'INTERPRÉTATION DU MOT D'ORDRE DE LA « PAIX » . 296

LA QUESTION DE LA PAIX 299

LE SOCIALISME ET LA GUERRE (*L'attitude du Parti ouvrier social-démocrate de Russie à l'égard de la guerre*) 305

Préface à la première édition (publiée à l'étranger) . . 307
Préface à la deuxième édition 308

Chapitre premier. Les principes du socialisme et la guerre de 1914-1915 309

L'attitude des socialistes à l'égard des guerres . . . 309
Les types historiques de guerres modernes 310
La différence entre guerre offensive et guerre défensive 310
La guerre actuelle est une guerre impérialiste 311
La guerre entre les plus gros propriétaires d'esclaves pour le maintien et l'aggravation de l'esclavage . . 312
« La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » (à savoir : par la violence) . . 314
L'exemple de la Belgique 315
Pourquoi la Russie fait-elle la guerre ? 316
Qu'est-ce que le social-chauvinisme ? 317
Le Manifeste de Bâle 318
Les fausses références à Marx et à Engels 319
La faillite de la IIe Internationale 320
Le social-chauvinisme, dernier mot de l'opportunisme 320
L'unité avec les opportunistes, c'est l'alliance des ouvriers avec « leur » bourgeoisie nationale et la scission de la classe ouvrière révolutionnaire internationale 322
Le « kautskisme » 322

Le mot d'ordre des marxistes est celui de la social-démocratie révolutionnaire 324
L'exemple de la fraternisation dans les tranchées . . 325
L'importance de l'organisation illégale 325
De la défaite de « son propre » gouvernement dans la guerre impérialiste 326
Du pacifisme et du mot d'ordre de la paix 327
Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes . . . 327

Chapitre II. Les classes et les partis en Russie 328
LA BOURGEOISIE ET LA GUERRE 328
LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA GUERRE 330
LA FRACTION OUVRIÈRE SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE A LA DOUMA D'ÉTAT ET LA GUERRE . . . 332

Chapitre III. La reconstitution de l'Internationale 335
LA MÉTHODE DES SOCIAL-CHAUVINS ET DU « CENTRE » 335
LA SITUATION AU SEIN DE L'OPPOSITION 337
LE PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE DE RUSSIE ET LA IIIe INTERNATIONALE 341

Chapitre IV. L'histoire de la scission et la situation actuelle de la social-démocratie en Russie 343
LES « ÉCONOMISTES » ET L'ANCIENNE *ISKRA* (1894-1903) 343
LE MENCHÉVISME ET LE BOLCHÉVISME (1903-1908) 344
LE MARXISME ET LE COURANT LIQUIDATEUR (1908-1914) 345
LE MARXISME ET LE SOCIAL-CHAUVINISME (1914-1915) 346
LA SITUATION ACTUELLE DANS LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE 347
LES TACHES DE NOTRE PARTI 350
A PROPOS DU MOT D'ORDRE DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE . . 351
A PROPOS DU MOT D'ORDRE DES ETATS-UNIS D'EUROPE. *Note de la Rédaction du « Social-Démocrate » à propos du Manifeste sur la guerre adopté par le Comité central du P.O.S.D.R.* 356
PROJET DE RÉSOLUTION DE LA GAUCHE DE ZIMMERWALD 357
LA VOIX D'UN SOCIALISTE FRANÇAIS HONNÊTE 361
IMPÉRIALISME ET SOCIALISME EN ITALIE (*Note*) 370
APPEL A PROPOS DE LA GUERRE 380
MERCI DE VOTRE FRANCHISE 384
LETTRE A LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE(I.S.K.) 386
LA DÉFAITE DE LA RUSSIE ET LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE 392

UN PREMIER PAS 397
LES MARXISTES RÉVOLUTIONNAIRES A LA CONFÉRENCE SOCIALISTE INTERNATIONALE (5-8 SEPTEMBRE 1915) . . 404
DES INTERNATIONALISTES AUTHENTIQUES : KAUTSKY, AXELROD, MARTOV 409
QUELQUES THÈSES. *De la Rédaction* 416
LE PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES 423
A PROPOS DES DEUX LIGNES DE LA RÉVOLUTION 431
AU BOUT DU ROULEAU 437
AU SECRÉTAIRE DE LA « LIGUE POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE » 439
COMMENT LA POLITIQUE SOCIAL-CHAUVINE SE RETRANCHE DERRIÈRE DES PHRASES INTERNATIONALISTES . . 446
L'OPPORTUNISME ET LA FAILLITE DE LA IIe INTERNATIONALE 455
Notes 473
La vie et l'œuvre de V. Lénine 501

ILLUSTRATIONS

Première page du manuscrit de V. Lénine. *Karl Marx.* — Juillet-novembre 1914 . . . . . 40—41
Première page du journal *le Social-Démocrate* n° 40, du 29 mars 1915, contenant les articles de V. Lénine « Qu'a prouvé le procès de la Fraction ouvrière social-démocrate de Russie ? » et « A propos de la Conférence de Londres » . 169
Première page du manuscrit de V. Lénine *Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* — 1915 (en allemand) 421
Première page de la lettre de V. Lénine *Au secrétaire de la « Ligue pour la propagande socialiste ».* — Novembre 1915 (en anglais) 441

CE VOLUME A ETE TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITE DE ROGER GARAUDY, PAR WLADIMIR SALOMON, SERGE MAYRET, PAUL KOLODKINE, MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en mai 1960 par les Editions en langues étrangères, Moscou

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT